EXTRAIT DU *JOURNAL OFFICIEL* DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE DU 1er MARS 1936

MINISTÈRE DU TRAVAIL

RAPPORT SUR L'APPLICATION DE LA LOI DES ASSURANCES SOCIALES

(Statistiques du 1er Janvier 1933 au 31 Décembre 1934)

PRÉSENTÉ

A M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR

M. L.-O. FROSSARD

Ministre du Travail

PARIS

IMPRIMERIE DES JOURNAUX OFFICIELS

31, QUAI VOLTAIRE, 31

—

1936

EXTRAIT DU *JOURNAL OFFICIEL* DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE DU 1er MARS 1936

MINISTÈRE DU TRAVAIL

RAPPORT SUR L'APPLICATION DE LA LOI DES ASSURANCES SOCIALES

(Statistiques du 1er Janvier 1933 au 31 Décembre 1934)

PRÉSENTÉ

A M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR

M. L.-O. FROSSARD

Ministre du Travail

PARIS

IMPRIMERIE DES JOURNAUX OFFICIELS

31, QUAI VOLTAIRE, 31

—

1936

MINISTÈRE DU TRAVAIL

RAPPORT

SUR

L'APPLICATION DE LA LOI DES ASSURANCES SOCIALES

(Statistiques du 1er Janvier 1933 au 31 Décembre 1934)

PRÉSENTÉ

A M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR

M. L.-O. FROSSARD
Ministre du Travail

Paris, le 23 décembre 1935.

Monsieur le Président,

Le rapport que j'ai l'honneur de vous adresser fait suite à deux rapports de mes prédécesseurs, en date des 17 janvier 1934 et 29 décembre 1934, sur l'application de la loi du 30 avril 1930 sur les assurances sociales.

Ce rapport réunit des statistiques sur le fonctionnement administratif de cette loi au cours de l'année 1934 et son fonctionnement financier en 1933 et 1934.

Il contient en outre une étude des salaires des assurés sociaux de 1930 à 1934 et une étude sur la morbidité des assurés, les dépenses maladie par cotisant et les dépenses maternité par accouchement en 1930-1931 et 1932.

Quelques chiffres permettent de montrer rapidement les résultats de l'application de la loi sur les assurances sociales et d'apporter des précisions sur les prestations payées aux bénéficiaires de la loi.

Les assurés.

Les statistiques d'immatriculation et de cotisants n'indiquent aucun changement sensible du nombre des salariés des professions industrielles et commerciales et des professions agricoles ayant cotisé au cours de l'année 1934 et des années précédentes.

Bien que les statistiques d'immatriculation permettent d'évaluer à près de 8 millions le nombre des salariés de l'industrie et du commerce et à près de 800.000 celui des salariés des professions agricoles susceptibles d'être assujettis aux assurances sociales, les statistiques de cotisants n'indiquent en 1934 qu'environ 6.400.000 cotisants pour les professions industrielles et commerciales et environ 675.000 pour les professions agricoles, chiffres sensiblement égaux à ceux constatés en 1933.

Si cette situation peut être due en grande partie à la crise économique, l'incertitude laissée par le texte de la loi du 30 avril 1930 sur la définition du salarié a fait qu'il a subsisté un doute sur la situation, au regard de la loi sur les assurances sociales, d'un effectif très important de travailleurs occasionnels, de travailleurs à domicile, etc.

Cette situation se trouvera sans doute modifiée à partir de 1936 par les dispositions nouvelles introduites par le décret du 28 octobre 1935 assujettissant obligatoirement aux assurances sociales les travailleurs à domicile, les conducteurs de voitures publiques, les voyageurs représentants de commerce non patentés, même rémunérés à la commission, les employés d'hôtels et de restaurants et diverses autres catégories de travailleurs.

Cotisations.

Les cotisations versées pour les assurances sociales en timbres, numéraire ou chèques, s'étaient élevées à:

1.496 millions en 1930;
3.562 millions en 1931;
3.261 millions en 1932,

elles s'étaient légèrement relevées à 3.272 millions en 1933, puis se sont réduites à 3.176 millions en 1934. Leur montant a continué à baisser en 1935 et s'élève à 2.093 millions pour les 8 premiers mois de l'année en baisse de 62 millions sur les mois correspondants de 1934.

A ces cotisations s'ajoutent les cotisations encaissées directement en numéraire par les organismes pratiquant l'assurance sociale agricole et dont le montant s'élève, de 1930 à 1934, à environ 105 millions.

Risques de répartition.

A la fin de 1934, le nombre des organismes qui géraient les assurances maladie-maternité et décès s'élevait à 1.185, comprenant 772 caisses primaires de répartition, 377 sociétés de secours mutuels agricoles ou sections agricoles des caisses départementales et 36 unions de réassurance.

Ces différents organismes avaient dépensé pour le service des prestations (en millions):

ANNÉES	MALADIE	MATERNITÉ	DÉCÈS	DIVERS	TOTAL
1930-1931	714	156	7	1	878
1932	876	178	30	2	1.086
1933	934	170	34	2	1.140
1934	1.009	171	35	»	1.215
Total	3.633	675	106	5	4.319

Les majorations accordées aux assurés chargés de famille, les compléments au capital décès, les pensions d'orphelins, payés par les caisses pour le compte de la caisse générale de garantie, se sont élevés à environ:

9 millions en 1930-1931.
19 millions en 1932.
20 millions en 1933
21 millions en 1934.

Les dépenses des organismes d'assurances pour l'attribution de prestations supplémentaires ou pour le versement de subventions à des œuvres sociales pour la création ou le développement de cabinets médicaux, hôpitaux, sanatoria, etc., se sont élevées à:

54 millions 5 en 1932 et 1933.

Et à environ 44 millions en 1934.

Les dépenses de gestion se sont élevées à environ 85 millions en 1934 pour les caisses de répartition et les sociétés de secours mutuels agricoles.

Les dépenses de gestion et de premier établissement ont laissé un déficit d'environ 57 millions pour les années 1930 à 1934 sur l'ensemble des dépenses de premier établissement et de remises de gestion allouées par la caisse générale de garantie.

Les sommes versées à la caisse générale de garantie, à raison de 5 p. 100 des excédents de recettes, se sont élevées à environ:

10 millions en 1932.
27 millions en 1933.
22 millions en 1934.

Les subventions allouées aux organismes agricoles par la caisse générale de garantie en vertu des articles 75 et 80 de la loi du 30 avril 1930, se sont élevées à environ 245 millions de 1930 à 1934.

Les cotisations encaissées directement en numéraire par les organismes d'assurance agricole se sont élevées à environ 75 millions de 1930 à 1934.

Les sommes attribuées sur le fonds des timbres aux organismes de répartition (caisses primaires, sociétés de secours mutuels agricoles et unions pour la réassurance), après ventilation des cotisations, s'élevaient au 31 décembre 1934 à 6.366 millions.

Les remboursements des caisses au fonds des timbres sur les sommes qui leur avaient été attribuées à titre d'avances sur ventilation ou d'acomptes, s'élevaient fin 1934, à environ 265 millions. Ces différents chiffres permettent d'évaluer les excédents de l'ensemble des caisses de répartition, des sociétés de secours mutuels agricoles et des unions de réassurance réunies, à près de 1.900 millions fin 1934.

Sur ce total, la part des excédents de recettes des caisses de répartition est d'environ 1.500 millions et la part des unions de réassurance d'environ 300 millions.

La moitié environ des excédents des caisses de répartition et des unions de réasssurance constituc leurs réserves, l'autre moitié était utilisable dans les conditions de l'article 33 de la loi du 30 avril 1930, pour l'augmentation des prestations ou le développement de l'équipement sanitaire national.

Le décret du 28 octobre 1935 a procédé à un nouvel aménagement financier des ressources des caisses en vue de couvrir provisoirement les charges de l'assurance invalidité pour laquelle aucune ressource n'était prévue. Cet aménagement consiste en un prélèvement exceptionnel sur les excédents des caisses de répartition et sur le fonds de garantie et de compensation géré par la caisse générale de garantie, au profit d'unions régionales qui auront, pendant les prochaines années, à couvrir les principales charges de l'assurance invalidité.

Les excédents au 31 décembre 1934 des caisses de répartition, sociétés de secours mutuels agricoles et unions de réassurance, étaient répartis dans leur compte courant de fonds disponibles à la caisse des dépôts et consignations (environ 800 millions de francs), dans leur compte courant dans les trésoreries générales, dans leur compte de chèques postaux, etc., ou investis à court terme (315 millions de bons de la défense nationale et de bons du Trésor) ou à long terme.

Risques de capitalisation.

Les 78 caisses de capitalisation et les 4 caisses autonomes mutualistes pratiquant l'assurance sociale agricole, reçoivent des cotisations qu'elles sont tenues de capitaliser pour la constitution de retraites. Elles n'ont effectué jusqu'à présent que de très faibles dépenses. Fin 1934, elles avaient bénéficié de 5.287 millions de cotisations attribuées après ventilation des cotisations ou à titre d'avances sur ventilation ou d'acomptes. Elles avaient remboursé 431 millions environ de cotisations sur les acomptes qui leur avaient été alloués.

Le décret du 15 mai 1934, instituant un plan de grands travaux contre le chômage au moyen des disponibilités des caisses d'assurances sociales, a modifié, à dater du 1er juin 1934, les règles d'emploi des fonds des caisses de capitalisation. Depuis cette date, 75 p. 100 de leurs disponibilités ont été affectées à la constitution d'un fonds commun de travail géré par la caisse des dépôts et consignations. A la fin de 1934, les sommes versées au fonds commun de travail par les caisses de capitalisation s'élevaient à 596 millions environ. En outre, depuis l'origine, les caisses de capitalisation avaient réalisé un total de 4.305 millions de francs de placements comprenant approximativement :

3.167 millions de valeurs mobilières d'Etat, garanties par l'Etat ou admises en garantie par la Banque de France;

881 millions de prêts aux départements, communes et établissements publics, prêts à des compagnies de chemins de fer;

62 millions de prêts à des sociétés d'habitations à bon marché ou de crédit agricole;

106 millions d'immeubles et de terrains;

89 millions de prêts hypothécaires.

Elles disposaient également, en compte courant à la caisse des dépôts et consignations, d'environ 277 millions de francs.

Caisse générale de garantie.

Parmi les attributions très nombreuses de la caisse générale de garantie, figure la liquidation des retraites ouvrières et paysannes. Elle reçoit une subvention de l'Etat, représentative des dépenses qui lui incombaient antérieurement, au titre de la loi du 5 avril 1910, et qui s'est élevée à :

270 millions en 1930.
540 millions en 1931.
540 millions en 1932.

Elle a été réduite à 508.500.000 fr. en 1933 (décret du 16 juin 1933 pris en application de l'article 120 de la loi du 31 mai 1933).

Elle a été de 540 millions en 1934.

Elle vient d'être réduite en 1935 par le décret du 16 juillet 1935. Elle ne sera que de 340 millions en 1935 et de 140 millions à partir de 1936.

Cette subvention doit permettre à la caisse générale de garantie de couvrir non seulement les charges des R. O. P., mais encore de compléter les ressources dont elle bénéficiera sur les cotisations d'assurances sociales.

Les dépenses de liquidation des R. O. P. se sont élevées à :

85 millions en 1930;
527 millions en 1931;
416 millions en 1932;
384 millions en 1933;
350 millions en 1934.

Fin 1934, la caisse générale de garantie avait réalisé 2.641 millions environ de placements, y compris 231 millions versés au fonds commun de travail.

Par arrêté du 21 juin 1935, il a été constitué au ministère du travail un comité d'experts chargés d'examiner le fonctionnement financier de la loi sur les assurances sociales et les réformes qu'il est possible d'y apporter.

Le rapport de ce comité, daté du 19 juillet 1935, apporte de nombreuses indications sur l'avenir de la loi sur les assurances sociales :

Concernant le taux des cotisations, le comité constatant que, conformément aux prévisions, les dépenses annuelles de répartition tendent à rejoindre le montant annuel des recettes, est d'avis que les cotisations correspondantes doivent être maintenues à 4 p. 100 des salaires taxables dans le système des catégories. Il a indiqué par ailleurs qu'en limitant le salaire taxable à 12.000 fr., il était imprudent de supposer qu'en calculant la cotisation sur le salaire vrai (avec plafond de 12.000 fr.), on puisse abaisser le taux tout en maintenant les recettes à leur niveau actuel.

Le comité a été d'avis que sur les excédents des caisses primaires et unions pour la réassurance, une partie pouvait être versée à l'assurance vieillesse-invalidité. Le comité a indiqué que les organismes d'assurance invalidité devaient avoir pour ressources un pourcentage des salaires des assurés à fixer ultérieurement. Il a signalé l'intérêt d'une liaison entre l'assurance vieillesse et l'invalidité, transformant le risque invalidité en une assurance temporaire jusqu'au décès ou jusqu'à 60 ans, l'assurance invalidité prenant fin à cet âge et les invalides bénéficiant de la pension vieillesse à partir de 60 ans.

D'après les calculs annexés au rapport du comité des experts, les charges annuelles des capitaux de couverture des rentes d'invalidité temporaire et de l'assurance complémentaire (versement d'une cotisation vieillesse pour le compte des invalides), représentent en régime normal 1,33 p. 100 des salaires des assurés cotisants. Au cours de la période transitoire, cette charge est de l'ordre de :

0,08 p. 100 du salaire des assurés cotisants pour la 1re année;

0,27 p. 100 du salaire des assurés cotisants pour la 5e année;

1,02 p. 100 du salaire des assurés cotisants pour la 10e année;

1,22 p. 100 du salaire des assurés cotisants pour la 15e année;

1,28 p. 100 du salaire des assurés cotisants pour la 20e année;

1,33 p. 100 du salaire des assurés cotisants pour la 25e année.

La charge des soins aux invalides a été évaluée en régime normal à 0,22 p. 100 du salaire des assurés cotisants.

Concernant l'assurance vieillesse, le comité a émis l'avis que les caisses de capitalisation et la caisse générale de garantie devraient, au point de vue comptable, être soumises aux règles techniques des opérations viagères. En conséquence, la comptabilité des caisses de capitalisation devrait avoir comme élément essentiel des comptes de catégories convenables. La caisse générale de garantie devrait faire apparaître à son passif les réserves mathématiques correspondant à l'engagement pris par elle de compléter, jusqu'à concurrence du minimum garanti, la rente constituée par la caisse de capitalisation; elle devrait ouvrir dans sa comptabilité les comptes de catégories relatifs à ce même engagement.

Le comité des experts a évalué, au 1er juillet 1935, la valeur du passif de la caisse générale de garantie, non couvert par la partie des cotisations qui lui reviennent, dans trois hypothèses :

1° Salaire moyen, 5.800 fr.;
2° Salaire moyen, 6.500 fr.;
3° Salaire moyen, 7.200 fr.

Il a évalué également le montant de la valeur actuelle des sommes à payer dans l'avenir pour la liquidation des R. O. P. Etablies au taux de 4 p. 100, ces évaluations se présentent comme suit :

SALAIRE moyen	PASSIF AU 1er JUILLET 1935 de la caisse générale de garantie non couvert par les cotisations lui revenant.	
	Assurance non agricole	Assurance agricole.
francs	francs.	francs.
5.800	11.159.633 993	1.652.208.757
6.500	12.238.946.768	1.810.418.247
7.200	13.318.259.164	1 968.067.479

Valeur actuelle des engagements relatifs aux retraites ouvrières et paysannes, au 1er juillet 1935. 1.775.800.000 fr.

Enfin, le comité d'experts a indiqué l'intérêt qui s'attachait à ce que les caisses de capitalisation et la caisse générale de garantie fassent toutes les opérations relatives au risque décès.

Les décrets-lois du 28 et du 30 octobre 1935 ont modifié respectivement le régime des assurances sociales applicable aux assurés du commerce et de l'industrie et aux assurés de l'agriculture.

Ces dispositions ont transformé le mode de perception des cotisations et le fonctionnement financier de l'assurance. Elles ont apporté, en outre, de très nombreuses retouches permettant de trancher les difficultés qu'avait soulevées l'application de la loi et précisant les droits des assurés. Elles comportent également de nombreuses simplifications en ce qui concerne l'immatriculation, la ventilation des cotisations et l'attribution des prestations elles-mêmes.

Elles ont, enfin, substitué au cadre départemental et national un cadre régional. Cette régionalisation sera une source d'économies administratives sérieuses et permettra d'aboutir à une organisation plus rationnelle du travail des services.

Au lieu de classer les assurés en cinq catégories de salaires pour le versement des cotisations et pour le calcul du montant des indemnités, le décret du 28 octobre 1935 a établi une cotisation calculée sur le salaire vrai limité au plafond de 12.000 fr. par an.

Estimant qu'une baisse des cotisations, si elle devait avoir un caractère définitif, entraînerait soit une réduction des ressources mises à la disposition des caisses de répartition et, par suite, une diminution des prestations accordées aux assurés malades, soit une diminution des ressources des caisses de capitalisation qui compromettrait le service des pensions, le Gouvernement a maintenu à 8 p. 100 des salaires le taux des cotisations en régime normal.

Néanmoins, prenant en considération les difficultés de l'heure actuelle, il a estimé que pour l'année 1936, le taux des cotisations pouvait être réduit provisoirement à 7 p. 100. En même temps, le décret du 16 juillet 1935, dont les dispositions ont été reprises par le décret du 28 octobre 1935, réduit de 540 millions à 140 millions la contribution annuelle de l'Etat, représentative des charges qui lui incombent au titre de la loi des retraites ouvrières et paysannes.

Afin de garantir dans le futur l'équilibre financier de la caisse générale de garantie, il a été prévu que si une insuffisance était constatée au fonds de majoration garanti par la caisse générale de garantie, celle-ci serait comblée par un versement du budget général.

Toutefois, les versements de l'Etat seront limités à la somme représentée par la capitalisation à compter du 1er juillet 1935 d'une annuité de 400 millions.

La loi du 30 avril 1930 n'avait pas défini juridiquement la qualité de salarié. Dans de très nombreux cas (travailleurs à domicile, chauffeurs de taxis ,etc.), des contestations s'étaient produites sur la question de savoir si certains travailleurs, économiquement faibles, devaient être assujettis aux assurances sociales.

Divers arrêts de la cour de cassation ont cassé, comme n'ayant pas donné de bases légales à leurs décisions, des jugement fondés sur l'interprétation de l'article 1er, paragraphe 2, de la loi du 30 avril 1930, donnée par la circulaire du 23 août 1930.

Cette difficulté a été levée par le décret-loi du 28 octobre 1935, qui énumère en son article 1er, paragraphe 3, un certain nombre de catégories professionnelles pour lesquelles l'assujettissement aux assurances sociales devient obligatoire, quelles que soient la forme et la nature du contrat qui les lie, même s'ils possèdent tout ou partie de l'outillage nécessaire à leur travail, et même s'ils sont rétribués en totalité ou en partie à l'aide de pourboires.

Le droit aux prestations était ouvert dans le régime de la loi du 30 avril 1930 par le versement, au cours du trimestre de référence, de 60 cotisations journalières de la catégorie dans laquelle était classé l'assuré.

Le décret-loi du 28 octobre 1935 ayant substitué au régime des catégories le calcul des cotisations en pourcentage du salaire vrai, le droit aux prestations sera acquis aux assurés du moment qu'ils auront subi, au cours de la période de référence, par précompte sur leur salaire, une retenue au moins égale à 15 fr. par trimestre.

Les indemnités journalières seront décomptées suivant un barème d'après le montant des précomptes subis par l'assuré pendant la période de référence. Cette mesure facilite l'accès aux prestations d'un grand nombre d'assurés (chômeurs partiels, etc.).

Parallèlement, afin d'éliminer de l'assurance les travailleurs dont le gain annuel est trop faible pour leur permettre de verser normalement le minimum de cotisations exigé, le décret du 28 octobre 1935 a prévu que ne seraient plus assurés obligatoires les salariés dont le salaire habituel au cours d'une année, est inférieur à 1.500 fr.

Le fonctionnement de l'assurance invalidité a été complètement modifié.

Le taux des prestations et les conditions de cotisation exigées pour y avoir droit, ont été sensiblement maintenus.

La pension d'invalidité prend fin à 60 ans et est remplacée à cet âge par la pension de vieillesse obtenue par la capitalisation des versements au compte individuel résultant des cotisations payées pour les périodes de travail et des cotisations versées par les caisses d'invalidité.

Pendant les cinq premières années de l'assurance, les prestations sont payées par l'union régionale au lieu et place des caisses de capitalisation.

A l'expiration de cette période, les pensions sont à la charge des caisses d'invalidité, qui doivent constituer sur les cotisations leur revenant les capitaux de couverture des rentes d'invalidité.

Les soins aux invalides sont servis aux pensionnés par les caisses dont ils dépendaient pour l'assurance maladie pour le compte des unions régionales.

Afin de constituer aux unions régionales des ressources suffisantes pour couvrir entièrement les charges de l'assurance invalidité sans qu'il soit prévu à cet effet une augmentation immédiate des cotisations, le décret-loi du 28 octobre 1935 a prévu qu'un prélèvement exceptionnel serait effectué sur les excédents de recettes constatés au 31 décembre 1935 dans les caisses de répartition et un prélèvement exceptionnel serait apporté sur l'actif du fonds de garantie et de compensation garanti par la caisse générale de garantie.

Ajoutées à l'actif des unions de réassurance créées par l'article 32 de la loi du 30 avril 1930, liquidé et réparti entre les unions régionales instituées par l'article 30 du décret-loi du 28 octobre 1935, on peut espérer que les ressources ainsi réunies permettront de couvrir, jusqu'en 1939, les charges de l'assurance invalidité et du service des soins aux invalides.

Sous le régime de la loi du 30 avril 1930, la pension normale d'assurance vieillesse était acquise moyennant un versement de 240 cotisations journalières par an, pendant 30 ans ou depuis la mise en application de la loi.

Le décret-loi du 28 octobre 1935 a modifié cette règle: il accorde le minimum garanti de pension aux assurés qui auront subi à l'âge de 60 ans, pendant au moins 30 années, des retenues annuelles sur leur salaire, égale chacune à un minimum de 60 francs.

Alors que la loi du 30 avril 1930 permettait aux assurés ayant dépassé 60 ans de rester inscrits dans l'assurance obligatoire et d'ajourner la liquidation de leur pension, le décret-loi du 28 octobre 1935 dispose que l'assurance cesse à 60 ans.

Le décret-loi du 28 octobre 1935 a apporté diverses simplifications à la garantie en cas de chômage.

Il a précisé les règles de coordination entre les lois d'assistance et le régime des assurances sociales.

La substitution d'un document de cotisation unique au système des cartes et feuillets a nécessité une transformation dans le régime des affiliations. En effet, la ventilation de la carte et des quatre feuillets a été remplacée par la ventilation des quatre nouveaux feuillets trimestriels.

Pour éviter la double ventilation de ces feuillets d'après les affiliations aux caisses de répartition et de capitalisation, ces caisses ont été jumelées, l'affiliation à la caisse de répartition entraînant celle à la caisse de capitalisation.

Le contrôle exercé par la caisse des dépôts et consignations sur le placement des caisses a été amélioré; le contrôle des services des ministères du travail et de la santé publique sur l'emploi des excédents de recettes des caisses de répartition et le développement ou la création d'œuvres sociales a été renforcé.

Les attributions très nombreuses de la caisse générale de garantie ont été réduites de façon à apporter une simplification dans ses opérations et dans celles des caisses d'assurances. Les dépenses des charges de famille, dont le montant annuel ne s'élève qu'à une vingtaine de millions, ont été mises à la charge des caisses.

L'attribution de remises de gestion, qui entraînait un travail administratif considérable, a été supprimée, les caisses prélevant dorénavant leurs dépenses de gestion sur les fonds de l'assurance pour les caisses de répartition et sur les revenus de leurs placements pour les caisses de capitalisation et les unions. En outre, les services régionaux ont été chargés de la liquidation et du contrôle des dépenses mises à la charge de la caisse générale de garantie (compléments de pensions d'assurance vieillesse).

L'assurance facultative non agricole, qui n'avait guère rencontré la faveur des intéressés et qui faisait double emploi avec l'affiliation libre aux sociétés de secours mutuels, a été supprimée.

Le régime de l'assurance agricole a été remanié et fait l'objet d'un décret-loi spécial. Le mode de calcul des cotisations a été modifié, celles-ci étant dorénavant établies suivant un régime analogue à celui des retraites ouvrières et paysannes, à des taux différents pour les enfants jusqu'à 16 ans, les femmes et les hommes.

Les subventions versées par l'Etat et calculées d'après les cotisations versées, ont été réduites.

L'ensemble des réformes ainsi établies constitue une meilleure adaptation de la législation des assurances sociales à nos habitudes et nos traditions et un moyen d'en développer les heureux effets.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'expression de mon respectueux dévouement.

Le ministre du travail,
L.-O. FROSSARD.

PREMIÈRE PARTIE (1)

CHAPITRE Ier

IMMATRICULATIONS. — RADIATIONS

Au 31 décembre 1934, les services départementaux avaient procédé, depuis l'origine, à 12.528.108 immatriculations et à 1.563.521 radiations au titre de l'assurance obligatoire, se répartissant comme suit entre les différents régimes d'assurance :

DÉSIGNATION	IMMATRICULATIONS	RADIATIONS	DIFFÉRENCE
Assurés non agricoles	11.239.883	1.434.968	9.804.915
Assurés visés à l'article 49 de la loi (non agricoles)	70.654	14.134	56.520
Assurés agricoles	1.217.312	114.294	1.103.018
Assurés visés à l'article 49 de la loi (agricoles)	259	125	134
Total	12.528.108	1.563.521	10.964.587

(1) Le présent rapport a été préparé par la direction générale des assurances sociales et de la mutualité, à l'aide des documents rassemblés à la direction de la comptabilité des assurances, de la statistique et de l'actuariat, sous l'autorité de M. H. Tomasini, directeur général, et M. J.-F. Dreyfus, directeur, par M. F. Netter, actuaire-contrôleur adjoint, chef du bureau de statistique.

Mais les services avaient eu à tenir compte des mouvements de la population salariée et opérer des mutations correspondant au changement du lieu de travail des assurés :

DÉSIGNATION	MUTATIONS PRONONCÉES DE L'ORIGINE AU 31 DÉCEMBRE 1934		
	Assurés entrés dans un département.	Assurés sortis d'un département.	Différence.
Assurés non agricoles	665.300	672.407	— 7.107
Assurés agricoles	63.924	59.830	+ 4.094
Assurés visés à l'article 49	2.036	928	+ 1.108
Total	731.260	733.165	— 1.905

La différence de 1905 entre les entrées et sorties correspond aux mutations effectuées qui n'ont pas été notifiées ou enregistrées par l'un des deux départements. Pour la seule année 1934, les mutations indiquées par les services étaient au nombre de 168.146 entrées, 179.686 sorties.

Le mouvement des immatriculations et radiations se présente comme suit, depuis l'origine :

PÉRIODES	ASSURÉS non agricoles (y compris les assurés visés à l'art. 49).	ASSURÉS agricoles (y compris les assurés visés à l'art. 49).	PÉRIODES	ASSURÉS non agricoles (y compris les assurés visés à l'art. 49).	ASSURÉS agricoles (y compris les assurés visés à l'art. 49).
Immatriculations.			*Radiations.*		
De l'origine au 31 décembre 1931.	9.227.836	829.921	De l'origine au 31 décembre 1931.	717.059	35.063
Année 1932	1.100.838	159.677	Année 1932	303.540	27.233
Année 1933	497.084	119.168	Année 1933	132.818	18.655
Année 1934	484.779	108.805	Année 1934	295.685	33.468
Total au 31 décembre 1934.	11.310.537	1.217.571	Total au 31 décembre 1934.	1.449 102	114.419

Le nombre des radiations, très inférieur à celui des immatriculations, est en progression en 1934. Le nombre des immatriculations nouvelles, en légère diminution, tend à se stabiliser.

Par suite de l'excès des immatriculations sur les radiations, le nombre des immatriculés n'a pas cessé de croître.

DÉSIGNATION		IMMATRICULATIONS depuis l'origine.	RADIATIONS depuis l'origine	DIFFÉRENCE
Situation au	31 décembre 1931	10.057.757	752.122	9.305.635
	31 décembre 1932	11.318.272	1.082.895	10.235.377
	31 décembre 1933	11.934.524	1.234.368	(*a*) 10.700.156
	31 décembre 1934	12.528.108	1.563.521	(*b*) 10.964.587

a) 10.709.791 après correction pour tenir compte des changements de département
b) 10.962.682 après correction pour tenir compte des changements de département.

Les assurés et les salariés non immatriculés, donnant lieu à versements obligatoires, se répartissaient comme suit entre les différents régimes prévus par la loi du 30 avril 1930 (compte tenu des radiations et des changements de départements, afin d'assurer la concordance de cette statistique avec celles donnant le nombre des assurés par département).

I. — *Immatriculations (compte tenu des mutations et radiations déduites) au 31 décembre de chaque année.*

ANNÉES	SALARIÉS gagnant moins de 15.000 fr. ou 18.000 fr.	SALARIÉS gagnant plus de 15.000 fr (ou 18.000 fr.) et moins de 25.000 fr. immatriculés en raison de leurs charges de famille.	SALARIÉS bénéficiaires de l'article 15, paragraphe 3, ou 47, paragraphe 1er, *c*, *d*, de la loi	TOTAL
	Professions non agricoles.			
1931	8.405.619	43.958	33.317	8.482.894
1932	9.184.763	42.500	32.397	9.259.660
1933	9.560.827	43.141	30.296	9.635.264
1934	9.734.406	36.270	27.132	9.797.808
	Professions agricoles.			
1931	787.480	89	7.289	794.858
1932	918.567	119	8.530	927.216
1933	1.021.030	69	9.063	1.030.162
1934	1.098.629	68	8.415	1.107.112

ANNÉES	SALARIÉS VISÉS A L'ARTICLE 49 immatriculés conformément à un décret de coordination pour les risques de				TOTAL
	répartition		capitalisation		
	non agricoles	agricoles	non agricoles	agricoles	
1931	17.875	»	10.008	»	27.883
1932	39.536	20	8.879	66	48.501
1933	35.560	45	8.676	84	44.365
1934	46.032	50	11.595	85	57.762

II — *Salariés visés par la loi des assurances sociales mais non immatriculés.*
(Nombre au 31 décembre de chaque année.)

ANNÉES	GAGNANT plus de 15.000 fr (ou 18.000 fr.) et moins de 25.000 fr non immatriculés	AGÉS DE PLUS DE 60 ANS ou retraités	ÉTRANGERS résidant en France depuis moins de trois mois non bénéficiaires de conventions diplomatiques	TOTAL
	Professions non agricoles.			
1932	207.211	402.474	2.130	611.815
1933	239.534	423.315	1.978	664.827
1934	205.641	402.432	1.015	609.088
	Professions agricoles.			
1932	160	31.311	453	31.824
1933	190	32.341	334	32.865
1934	202	28.665	380	29.247

Ces chiffres ne donnent pas le nombre exact des assujettis. Pour obtenir le nombre réel des assurés, il conviendrait d'y apporter de nombreuses corrections pour éliminer les doubles emplois, les assurés qui n'ont jamais versé ou n'auraient pas dû être immatriculés, etc.

En effet, ces statistiques sont obtenues par dénombrement des fichiers comptables tenus par les services départementaux. Ceux-ci n'ont jamais pu être complètement épurés de toutes les fiches devenues inutiles faute du personnel suffisant dans les services et faute de renseignements suffisants sur les assurés.

Ainsi, d'après les réponses données par les services à un questionnaire concernant les assurés nés avant 1875, la situation des fichiers comptables se présentait comme suit pour environ 475.000 fiches d'assurés non agricoles et 83.000 d'assurés agricoles :

DÉSIGNATION	ASSURÉS non agricoles.	ASSURÉS agricoles.
	p. 100.	p. 100.
Cotisants	69	69
Partis sans adresse ou adresse inconnue, ayant cessé de cotiser	8	6
Radiés	8	5
Mutés (partis du département)	2	2
N'ayant jamais versé	8	14
Décédés	5	4
	100	100

Par circulaire du 1er juin 1933, il avait été demandé aux services départementaux de retirer des fichiers comptables les fiches des assurés immatriculés en 1930 n'ayant jamais effectué de versement et de procéder à toutes enquêtes utiles pour rechercher les raisons de cet état de choses.

La plupart des services départementaux ont procédé à ce travail : certains n'ont pu l'effectuer faute de personnel. Ils ont procédé à des enquêtes auprès des assurés et des employeurs par envois de circulaires ou d'imprimés-questionnaires ou par des visites d'inspecteurs.

D'après les résultats de ce travail, le nombre des fiches comptables sans versement doit être de l'ordre d'un million.

Le grand nombre des assurés qui ont cessé de cotiser et avec lesquels les services ont perdu contact, tient à l'insuffisance des renseignements sur les changements de situation et d'adresse des assurés. La mobilité de la main-d'œuvre, ses déplacements nombreux, empêchent de suivre tous les assurés. L'envoi périodique des cartes et feuillets de cotisations, par les déchets qu'il comporte (retour par la poste des documents qui n'ont pu être remis à leurs destinataires), permet parfois de connaître les raisons de leur disparition (décès, départ au service militaire, etc.).

Les décès sont signalés aux services à l'occasion soit du payement du capital-décès, soit du retour des cartes et feuillets adressés aux assurés. Ils donnent lieu à de nombreuses correspondances avec les mairies. Malgré cela, une forte partie d'entre eux n'est pas connue par les services.

Les enquêtes des inspecteurs, les déclarations adressées par les employeurs amènent les services à procéder à des immatriculations nouvelles dont le nombre reste plus élevé que celui des radiations. Ces dernières ne peuvent être prononcées, la plupart du temps, en l'absence de renseignements suffisants sur la situation des assurés, les services n'ayant pas à leur disposition le personnel ou les moyens de contrôle suffisants pour procéder méthodiquement aux recherches nécessaires, les employeurs et les assurés négligeant de tenir au courant les services des divers événements qui modifient leur situation.

Par ailleurs, la qualité de « salarié » n'ayant pas été définie de façon précise par la jurisprudence, il reste encore de nombreux travailleurs dont la situation, au regard des assurances sociales, n'a pas pu être tranchée.

Ces diverses indications montrent que les statistiques d'immatriculations n'ont guère qu'un caractère théorique. Elles donnent le nombre des opérations administratives réalisées par les services, sans donner d'indications précises sur le nombre des personnes qui devraient être assujetties.

La crise économique et le chômage ont, d'ailleurs, pour conséquence de réduire l'importance du nombre des cotisants par rapport au nombre réel des assujettis.

Quoi qu'il en soit, en se basant sur diverses statistiques figurant plus bas, il apparaît en l'état actuel que le nombre réel des assurés doit être légèrement inférieur à 8 millions pour l'assurance non agricole et de 800.000 pour l'assurance agricole, compte tenu d'un flottant de l'ordre de 1 million de salariés travaillant de façon plus ou moins régulière (chômeurs, travailleurs occasionnels) ou de personnes dont la situation, au regard des assurances sociales, est encore mal définie.

Les différentes statistiques concernant les immatriculations et radiations par département, groupées en tableau (statistiques au 31 décembre 1934 et statistiques comparatives) appellent diverses observations :

Les statistiques au 31 décembre 1930 sont tirées de réponses faites par les services départementaux à une circulaire du 6 janvier 1931. Certains chiffres ressortant de ces réponses ont un caractère provisoire ou approximatif ; les réponses à une même question ne sont pas toujours basées sur des données comparables.

Les statistiques au 31 décembre 1931 ont été établies au moyen des réponses à la circulaire du 29 décembre 1931. Les immatriculations et les radiations ayant fait l'objet de questionnaires séparés, ces statistiques peuvent contenir quelques erreurs dues à un double décompte des radiations. Aussi, dans la statistique comparative, les radiations n'ont-elles pas été déduites du nombre des immatriculations.

La statistique au 31 décembre 1932, déduite des réponses à la circulaire du 16 janvier 1933, semble présenter une homogénéité plus grande que les précédentes ; aussi, la statistique comparative donne-t-elle les immatriculations après déduction des radiations.

Les statistiques aux 31 décembre 1933 et 1934 sont tirées d'un questionnaire différent des précédents, adressées aux services départementaux par circulaires du 6 janvier 1934 et du 26 décembre 1934, dans lequel figuraient des questions sur le nombre des assurés ayant quitté ou gagné les départements. Bien que les réponses des services n'aient pas donné, pour toute la France, un nombre d'assurés entrés égal au nombre de sortis, les nombres d'immatriculés ont été établis, compte tenu des changements de départements.

En raison de ce qui précède, la statitique des immatriculations ne conserve qu'une valeur purement indicative Ce n'est que lorsque les services départementaux auront pu procéder à la radiation de toutes les immatriculations superflues ou d'assurés disparus, et lorsque la définition du « salarié » aura été légalement et juridiquement établie, qu'il sera possible de préciser l'importance de la population assujettie et de tirer, d'une comparaison des statistiques d'immatriculations et de cotisants, une appréciation sur l'application des assurances sociales.

STATISTIQUE DES SALARIES AU 31 DECEMBRE 1934

Assurance obligatoire. — Professions non agricoles.

Immatriculations et radiations effectuées de l'origine au 31 décembre 1934.

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	ASSURÉS GAGNANT MOINS DE 15.001 (OU 18.001) FRANCS					ASSURÉS GAGNANT DE 15.000 (OU 18.000) FRANCS A 25.000 FRANCS immatriculés en raison de leurs charges de famille.				
		Immatriculés par le service départemental.	Entrés dans le département.	Sortis du département	Radiations	Assurés travaillant dans le département.	Immatriculés.	Entrés.	Sortis.	Radiés.	Assurés.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	Ain	69.538	5.469	7.414	15.155	52.438	347	24	4	223	144
2	Aisne	127.952	7.580	10.120	11.418	113.994	832	38	56	215	599
3	Allier	80.431	6.152	7.988	7.835	70.760	172	»	1	18	153
4	Alpes (Basses-)	14.670	1.874	2.397	3.316	10.831	47	»	»	18	29
5	Alpes (Hautes-)	20.441	4.699	3.292	3.618	18.221	68	»	1	29	38
6	Alpes-Maritimes	150.796	6.103	7.181	13.269	136.449	954	27	37	263	681
7	Ardèche	61.486	4.367	7.227	1.795	56.831	116	5	6	22	93
8	Ardennes	88.757	7.046	6.825	7.723	81.255	1.524	2	3	1.147	376
9	Ariège	26.564	1.279	1.600	5.496	20.747	74	6	4	35	41
10	Aube	78.493	6.331	5.944	11.745	67.135	700	39	18	215	506
11	Aude	44.018	1.673	3.209	4.643	37.839	106	2	5	17	86
12	Aveyron	41.237	5.989	4.557	3.479	38.290	110	»	2	7	101
13	Bouches-du-Rhône	355.291	13.167	11.726	33.327	323.405	1.292	30	62	320	940
14	Calvados	84.971	6.316	6.297	6.609	78.387	396	16	5	94	313
15	Cantal	20.178	1.686	1.609	2.369	17.946	28	4	»	11	21
16	Charente	46.006	2.446	3.047	2.213	43.192	92	»	»	20	72
17	Charente-Inférieure	63.037	5.833	5.600	2.737	60.533	200	7	»	114	93
18	Cher	54.605	5.779	5.866	5.461	49.057	152	13	11	49	105
19	Corrèze	32.624	3.647	3.144	2.902	30.225	68	16	14	8	62
20	Corse	28.033	885	526	884	27.508	15	»	»	3	12
21	Côte-d'Or	72.367	4.549	7.832	5.806	63.188	249	23	12	14	246
22	Côtes-du-Nord	57.252	2.807	2.812	16.394	40.852	43	»	»	»	43
23	Creuse	18.291	2.819	2.738	6.566	11.806	34	»	5	3	26
24	Dordogne	49.871	4.507	4.003	6.259	44.116	83	»	»	8	75
25	Doubs	105.958	7.903	9.247	10.700	93.914	385	25	32	71	307
26	Drôme	64.869	6.124	7.212	11.106	52.675	223	2	31	58	136
27	Eure	71.150	6.820	8.216	8.549	61.205	390	13	49	147	207
28	Eure-et-Loir	46.916	5.455	4.910	7.060	40.401	170	8	8	37	133
29	Finistère	100.230	4.081	3.457	9.535	91.319	250	15	20	135	110
30	Gard	74.532	4.495	4.917	15.571	58.539	259	»	»	61	198
31	Garonne (Haute-)	122.451	11.406	9.496	12.836	111.529	212	6	1	67	150
32	Gers	14.216	2.134	2.099	789	13.462	5	4	»	3	6
33	Gironde	249.482	17.522	15.711	32.785	218.508	501	3	»	148	356
34	Hérault	90.707	4.682	5.322	8.352	81.715	365	»	»	170	195
35	Ille-et-Vilaine	86.238	2.792	5.013	6.828	77.189	409	8	3	230	184
36	Indre	37.899	2.798	2.997	2.397	35.303	71	12	1	38	44
37	Indre-et-Loire	65.784	7.191	8.219	3.445	61.311	236	99	75	44	218
38	Isère	201.063	8.179	10.426	26.370	172.446	544	»	»	38	506
39	Jura	51.287	3.126	5.200	9.969	39.244	242	»	»	152	90
40	Landes	36.854	2.009	2.820	5.469	30.574	44	3	»	»	47
41	Loir-et-Cher	36.060	4.814	4.799	5.778	30.297	93	14	9	32	66
42	Loire	238.161	6.636	12.236	37.050	195.511	512	16	14	179	335

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	ASSURÉS GAGNANT MOINS DE 15.001 (OU 18.001) FRANCS					ASSURÉS GAGNANT DE 15.000 (OU 18.000) FRANCS A 25.000 FRANCS immatriculés en raison de leurs charges de famille.				
		Immatriculés par le service départemental.	Entrés dans le département.	Sortis du département.	Radiations.	Assurés travaillant dans le département.	Immatriculés.	Entrés.	Sortis	Radiés.	Assurés.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
43	Loire (Haute-)	36.830	2.477	3.100	7.155	29.052	92	»	»	70	22
44	Loire-Inférieure	159.175	8.207	7.520	18.699	141.163	1.222	21	20	549	674
45	Loiret	71.975	7.037	7.397	6.138	65.477	342	»	»	15	327
46	Lot	15.458	2.564	2.480	4.137	11.405	13	5	1	»	17
47	Lot-et-Garonne	46.108	3.468	2.892	6.432	40.252	56	»	»	20	36
48	Lozère	13.461	373	407	3.008	10.419	9	»	»	2	7
49	Maine-et-Loire	87.650	4.460	4.469	9.966	77.675	353	19	34	152	186
50	Manche	68.807	4.430	4.948	16.207	52.082	108	3	2	34	75
51	Marne	116.325	9.775	10.574	16.962	98.564	282	6	4	11	273
52	Marne (Haute-)	45.159	»	»	8.650	36.509	176	»	»	43	133
53	Mayenne	30.781	2.399	2.501	3.556	27.123	76	2	»	20	58
54	Meurthe-et-Moselle	247.043	12.914	16.996	24.937	218.024	1.886	»	»	657	1.229
55	Meuse	47.160	7.855	6.584	5.470	42.961	291	69	35	95	230
56	Morbihan	61.299	2.658	2.919	5.185	55.853	89	8	2	7	88
58	Nièvre	42.156	3.294	3.785	2.909	38.756	251	»	»	32	219
59	Nord	945.776	22.136	27.261	142.621	798.030	7.158	19	48	4.416	2.713
60	Oise	109.264	12.373	12.688	29.370	79.579	1.079	45	67	471	586
61	Orne	45.304	4.310	4.895	2.806	41.913	117	74	75	39	77
62	Pas-de-Calais	244.276	14.662	17.865	38.162	202.911	844	43	30	19	838
63	Puy-de-Dôme	92.067	6.789	5.424	6.236	87.196	354	10	»	83	281
64	Pyrénées (Basses-)	94.584	4.861	6.896	9.237	83.312	117	3	2	»	118
65	Pyrénées (Hautes-)	42.436	5.060	4.284	3.685	39.527	170	»	»	61	109
66	Pyrénées-Orientales	39.846	2.168	1.483	3.619	36.912	106	6	5	33	74
68	Territoire de Belfort	47.781	4.520	5.452	6.765	40.084	347	»	»	82	265
69	Rhône	399.953	23.777	26.846	56.938	339.946	589	»	»	»	589
70	Saône (Haute-)	43.920	2.837	4.608	11.208	30.941	139	18	16	53	88
71	Saône-et-Loire	103.274	9.398	9.260	15.377	88.035	431	4	5	71	359
72	Sarthe	66.539	4.387	5.427	10.381	55.118	298	17	16	54	245
73	Savoie	62.288	8.020	7.572	11.524	51.212	289	4	8	120	165
74	Savoie (Haute-)	49.433	8.114	4.222	8.389	44.936	408	6	3	204	207
75-78	Seine et Seine-et-Oise	3.096.604	169.652	130.116	351.638	2.784.502	22.954	15	21	7.591	15.357
76	Seine-Inférieure	351.971	15.019	14.970	53.630	298.390	1.228	»	»	290	938
77	Seine-et-Marne	101.591	9.570	10.250	11.068	89.843	401	34	39	23	373
79	Sèvres (Deux-)	37.059	2.806	2.731	5.146	31.988	77	7	3	32	49
80	Somme	134.762	6.965	7.848	15.400	118.479	971	15	9	721	256
81	Tarn	62.614	698	880	11.563	50.869	161	1	»	43	119
82	Tarn-et-Garonne	27.336	4.282	4.258	1.966	25.394	16	4	2	3	15
83	Var	86.088	8.247	5.302	19.162	69.871	251	1	7	75	170
84	Vaucluse	57.560	4.193	3.376	3.638	54.739	108	7	4	10	101
85	Vendée	40.210	2.215	2.720	2.882	36.823	27	11	6	6	26
86	Vienne	35.472	2.789	2.785	2.510	32.966	127	12	9	46	84
87	Vienne (Haute-)	72.821	2.563	3.967	12.099	59.318	94	1	»	39	56
88	Vosges	136.697	5.965	9.769	20.224	112.669	241	7	»	37	211
89	Yonne	49.069	3.374	6.057	2.946	43.440	205	6	27	100	84
	Total général	11.146.758	663.916	671.035	1.405.233	9.734.406	57.168	983	989	20.892	36.270

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	ASSURÉS AGÉS DE 60 A 65 ANS AU 1er JUILLET 1930 bénéficiaires des dispositions de l'article 15, paragraphe 3, ou 47, paragraphe 1er					RÉCAPITULATION				
		Immatriculés.	Entrés	Sortis.	Radiés	Assurés,	Immatriculations effectuées par le service départemental.	Assurés provenant d'autres départements.	Assurés sortis du département.	Radiations.	Assurés travaillant dans le département au 31 décembre 1934.
		13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
1	Ain	1.025	14	7	100	932	70.910	5.507	7.425	15.478	53.514
2	Aisne	216	3	1	36	182	129.000	7.621	10.477	11.669	114.775
3	Allier	353	»	1	15	337	80.956	6.152	7.990	7.868	71.250
4	Alpes (Basses-)	»	»	»	»	»	14.717	1.874	2.397	3.334	10.860
5	Alpes (Hautes-)	56	»	»	5	51	20.565	4.690	3.293	3.652	18.310
6	Alpes-Maritimes	144	4	»	17	131	151.894	6.134	7.218	13.549	137.261
7	Ardèche	188	6	»	11	183	61.790	4.378	7.233	1.828	57.107
8	Ardennes	104	»	»	31	73	90.385	7.048	6.828	8.901	81.704
9	Ariège	548	»	9	96	443	27.186	1.285	1.613	5.627	21.231
10	Aube	316	»	»	85	231	79.509	6.370	5.962	12.045	67.872
11	Aude	107	»	2	8	97	44.231	1.675	3.216	4.668	38.022
12	Aveyron	285	»	»	21	264	41.632	5.089	4.559	3.507	38.655
13	Bouches-du-Rhône	710	12	14	196	512	357.293	13.209	11.802	33.843	324.857
14	Calvados	348	7	6	159	190	85.715	6.339	6.308	6.856	78.890
15	Cantal	174	1	4	18	153	20.380	1.691	1.613	2.338	18.120
16	Charente	1.328	»	»	50	1.278	47.426	2.446	3.047	2.283	44.542
17	Charente-Inférieure	230	9	17	64	158	63.467	5.849	5.617	2.915	60.784
18	Cher	390	10	7	39	354	55.147	5.802	5.884	5.549	49.516
19	Corrèze	201	17	1	42	175	32.893	3.680	3.159	2.952	30.462
20	Corse	351	»	»	22	329	28.399	885	526	909	27.849
21	Côte-d'Or	326	15	19	47	275	72.942	4.587	7.863	5.957	63.709
22	Côtes-du-Nord	271	»	»	3	268	57.566	2.807	2.812	16.397	41.164
23	Creuse	118	14	1	8	123	18.443	2.833	2.744	6.577	11.955
24	Dordogne	191	4	»	9	186	50.145	4.511	4.003	6.276	44.377
25	Doubs	324	2	11	100	215	106.667	7.930	9.290	10.871	94.436
26	Drôme	367	1	3	125	240	65.459	6.127	7.246	11.289	53.051
27	Eure	201	4	3	55	147	71.741	6.837	8.268	8.751	61.559
28	Eure-et-Loir	383	5	5	111	272	47.469	5.468	4.923	7.208	40.806
29	Finistère	772	4	1	51	724	101.252	4.100	3.478	9.721	92.153
30	Gard	167	5	»	»	172	74.958	4.500	4.917	15.632	58.909
31	Garonne (Haute-)	552	7	11	60	488	123.225	11.413	9.508	12.963	112.167
32	Gers	155	»	»	18	137	14.376	2.138	2.099	810	13.605
33	Gironde	1.013	9	11	127	884	250.996	17.534	15.722	33.060	219.748
34	Hérault	364	»	»	7	357	91.436	4.682	5.322	8.529	82.267
35	Ille-et-Vilaine	367	2	2	10	357	87.014	2.802	5.018	7.068	77.730
36	Indre	221	2	3	22	198	38.191	2.812	3.001	2.457	35.545
37	Indre-et-Loire	284	61	21	9	315	66.306	7.351	8.315	3.498	61.844
38	Isère	362	»	»	18	344	201.969	8.179	10.426	26.426	173.296
39	Jura	133	»	6	29	98	51.662	3.126	5.206	10.150	39.432
40	Landes	117	1	1	6	111	37.015	2.013	2.821	5.475	30.732
41	Loir-et-Cher	102	2	»	19	85	36.255	4.830	4.808	5.829	30.448
42	Loire	784	5	4	99	686	239.457	6.657	12.254	37.328	196.532
43	Loire (Haute-)	1.125	»	»	803	322	38.047	2.477	3.100	8.028	29.396
44	Loire-Inférieure	702	6	5	56	647	161.099	8.234	7.545	19.304	142.484
45	Loiret	256	»	»	5	251	72.573	7.037	7.397	6.158	66.055
46	Lot	334	2	6	61	269	15.805	2.571	2.487	4.198	11.691

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	ASSURÉS AGÉS DE 60 A 65 ANS AU 1er JUILLET 1930 bénéficiaires des dispositions de l'article 15, paragraphe 3, ou 47, paragraphe 1er					RÉCAPITULATION				
		Immatriculés.	Entrés.	Sortis.	Radiés.	Assurés.	Immatriculations effectuées par le service départemental.	Assurés provenant d'autres départements.	Assurés sortis du département	Radiations.	Assurés travaillant dans le département au 31 décembre 1934.
		13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
47	Lot-et-Garonne	1.047	1	»	834	214	47.211	3.469	2.892	7.286	40.502
48	Lozère	257	»	2	96	159	13.727	373	409	3.106	10.585
49	Maine-et-Loire	1.365	6	9	175	1.187	89.368	4.485	4.512	10.293	79.048
50	Manche	731	3	10	492	232	69.646	4.436	4.960	16.733	52.389
51	Marne	217	4	9	23	189	116.824	9.785	10.587	16.996	99.026
52	Marne (Haute-)	259	»	»	83	176	45.594	»	»	8.776	36.818
53	Mayenne	238	»	»	57	181	31.095	2.401	2.501	3.633	27.362
54	Meurthe-et-Moselle	226	»	3	43	180	249.155	12.914	16.999	25.637	219.433
55	Meuse	192	7	2	74	123	47.643	7.931	6.621	5.639	43.314
56	Morbihan	258	6	2	18	244	61.646	2.672	2.923	5.210	56.185
58	Nièvre	366	»	»	17	349	42.773	3.294	3.785	2.958	39.324
59	Nord	1.044	»	»	20	1.024	953.978	22.155	27.309	147.057	801.767
60	Oise	255	4	5	55	199	110.598	12.422	12.760	29.896	80.364
61	Orne	695	»	2	257	436	46.116	4.384	4.972	3.102	42.426
62	Pas-de-Calais	195	34	17	1	211	245.315	14.739	17.912	38.182	203.960
63	Puy-de-Dôme	267	6	2	75	196	92.688	6.805	5.426	6.394	87.673
64	Pyrénées (Basses-)	227	4	5	39	187	94.928	4.868	6.903	9.276	83.617
65	Pyrénées (Hautes-)	189	»	»	10	179	42.795	5.060	4.284	3.756	39.815
66	Pyrénées-Orientales	60	2	»	7	55	40.012	2.176	1.488	3.659	37.041
68	Territoire de Belfort	67	»	»	32	35	48.195	4.520	5.452	6.879	40.384
69	Rhône	1.047	23	15	190	865	401.589	23.800	26.861	57.128	341.400
70	Saône (Haute-)	200	2	4	45	153	44.259	2.857	4.628	11.306	31.182
71	Saône-et-Loire	263	4	4	53	210	103.968	9.406	9.269	15.501	88.604
72	Sarthe	416	9	12	175	238	67.253	4.413	5.455	10.610	55.601
73	Savoie	161	1	»	71	91	62.738	8.025	7.580	11.715	51.468
74	Savoie (Haute-)	150	2	3	82	67	49.991	8.122	4.228	8.675	45.210
75-78	Seine et Seine-et-Oise	3.612	»	40	915	2.657	3.123.170	169.667	130.177	360.144	2.802.516
76	Seine-Inférieure	422	»	»	75	347	353.621	15.019	14.970	53.995	299.675
77	Seine-et-Marne	198	9	7	45	155	102.190	9.613	10.296	11.136	90.371
79	Sèvres (Deux-)	169	5	1	40	133	37.305	2.818	2.735	5.218	32.170
80	Somme	398	4	1	105	296	136.131	6.984	7.858	16.226	119.031
81	Tarn	255	1	1	29	226	63.030	700	881	11.635	51.214
82	Tarn-et-Garonne	167	3	1	4	165	27.519	4.289	4.261	1.973	25.574
83	Var	279	1	»	24	256	86.618	8.249	5.309	19.261	70.297
84	Vaucluse	174	»	»	9	165	57.842	4.200	3.380	3.657	55.005
85	Vendée	196	1	2	14	181	40.433	2.227	2.728	2.902	37.030
86	Vienne	103	»	»	10	93	35.702	2.801	2.794	2.566	33.143
87	Vienne (Haute-)	279	2	»	44	237	73.194	2.566	3.967	12.182	59.611
88	Vosges	1.915	»	»	1.604	311	138.853	5.972	9.769	21.865	113.191
89	Yonne	333	23	42	28	286	49.607	3.403	6.126	3.074	43.810
	Total	35.957	401	383	8.843	27.132	11.239.883	665.300	672.407	1.434.968	9.797.808

STATISTIQUE DES SALARIES AU 31 DECEMBRE 1934

Assurance obligatoire. — Professions agricoles.

Immatriculations et radiations effectuées de l'origine au 31 décembre 1934.

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	ASSURÉS GAGNANT MOINS DE 15.001 (OU 18.001) FR.					ASSURÉS GAGNANT DE 15.000 (OU 18.000) FR. A 25.000 FR. immatriculés en raison de leurs charges de famille				
		Immatriculés par le service départemental	Entrés dans le département.	Sortis du département.	Radiations.	Assurés travaillant dans le département	Immatriculés	Entrés	Sortis	Radiés.	Assurés
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	Ain	11.183	598	615	591	10.575	»	»	»	»	»
2	Aisne	41.797	1.755	2.220	3.659	37.673	»	»	»	»	»
3	Allier	17.474	664	981	2.911	14.246	»	»	»	»	»
4	Alpes (Basses-)	4.869	55	105	1.659	3.160	»	»	»	»	»
5	Alpes (Hautes-)	2.260	184	97	150	2.197	1	»	»	1	»
6	Alpes-Maritimes	4.757	103	116	339	4.405	2	»	»	»	2
7	Ardèche	5.660	200	243	293	5.324	»	»	»	»	»
8	Ardennes	10.610	1.455	1.267	694	10.104	»	»	»	»	»
9	Ariège	2.734	145	170	100	2.609	»	»	»	»	»
10	Aube	12.285	565	474	2.150	10.226	4	»	»	»	4
11	Aude	42.646	1.482	1.293	3.790	39.045	»	»	»	»	»
12	Aveyron	7.940	409	387	582	7.382	»	»	»	»	»
13	Bouches-du-Rhône	14.962	1.346	260	429	15.619	»	»	»	»	»
14	Calvados	12.532	358	248	1.728	10.914	1	»	»	»	1
15	Cantal	10.290	90	157	569	9.654	»	»	»	»	»
16	Charente	12.668	382	176	69	12.805	»	»	»	»	»
17	Charente-Inférieure	18.983	402	413	282	18.690	»	»	»	»	»
18	Cher	21.716	1.291	1.521	1.474	20.012	»	»	»	»	»
19	Corrèze	6.399	221	242	1.248	5.130	»	»	»	»	»
20	Corse	4.543	15	9	127	4.422	»	»	»	»	»
21	Côte-d'Or	14.164	511	782	626	13.267	6	»	»	1	5
22	Côtes-du-Nord	8.038	14	74	2.814	5.164	»	»	»	»	»
23	Creuse	4.602	224	200	1.434	3.192	2	»	»	1	1
24	Dordogne	16.744	647	678	1.646	15.067	»	»	»	»	»
25	Doubs	7.173	272	240	541	6.664	»	»	»	»	»
26	Drôme	8.981	690	523	1.286	7.862	»	»	»	»	»
27	Eure	12.294	1.721	1.018	1.139	11.858	1	»	»	1	»
28	Eure-et-Loir	29.187	1.730	1.858	3.511	25.548	7	1	»	»	8
29	Finistère	13.863	47	85	556	13.269	»	»	»	»	»
30	Gard	19.594	915	796	3.873	15.840	»	»	»	»	»
31	Garonne (Haute-)	17.410	390	518	753	16.529	3	»	»	»	3
32	Gers	10.831	440	709	346	10.216	»	»	»	»	»
33	Gironde	48.945	939	1.011	3.615	45.258	»	»	»	»	»
34	Hérault	49.112	2.176	1.413	3.367	46.508	4	»	»	3	1
35	Ille-et-Vilaine	3.604	108	39	69	3.604	5	»	1	1	3
36	Indre	14.872	954	872	526	14.428	»	»	»	»	»
37	Indre-et-Loire	11.922	2.478	1.329	389	12.682	3	»	»	»	3
38	Isère	8.800	130	238	235	8.457	»	»	»	»	»
39	Jura	3.744	368	277	347	3.488	4	»	»	1	3
40	Landes	6.166	113	195	967	5.117	»	»	»	»	»
41	Loir-et-Cher	18.166	1.076	1.258	2.092	15.892	»	»	»	»	»
42	Loire	15.211	445	513	3.235	11.908	»	»	»	»	»

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	ASSURÉS GAGNANT MOINS DE 15.001 (OU 18.001) FR.					ASSURÉS GAGNANT DE 15.000 (OU 18.000) FR A 25.000 FR immatriculés en raison de leurs charges de famille.				
		Immatriculés par le service départemental.	Entrés dans le département.	Sortis du département.	Radiations.	Assurés travaillant dans le département.	Immatriculés.	Entrés.	Sortis.	Radiés.	Assurés.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
43	Loire (Haute-)	3.478	157	»	518	3.117	»	»	»	»	»
44	Loire-Inférieure	8.252	152	159	499	7.746	7	»	»	2	5
45	Loiret	18.620	665	793	843	17.649	»	»	»	»	»
46	Lot	5.310	321	265	638	4.728	»	»	»	»	»
47	Lot-et-Garonne	8.799	495	321	1.987	6.986	1	»	»	»	1
48	Lozère	4.307	6	6	324	3.983	»	»	»	»	»
49	Maine-et-Loire	8.889	195	276	807	8.001	»	»	»	»	»
50	Manche	18.272	110	118	1.810	16.454	»	»	»	»	»
51	Marne	26.826	3.377	2.870	4.016	23.317	7	»	»	1	6
52	Marne (Haute-)	8.143	»	»	1.332	6.811	3	»	»	1	2
53	Mayenne	7.779	111	130	139	7.621	»	»	»	»	»
54	Meurthe-et-Moselle	10.011	480	695	256	9.540	3	»	»	»	3
55	Meuse	7.928	2.619	1.601	817	8.129	4	»	»	»	4
56	Morbihan	7.782	110	162	462	7.268	»	»	»	»	»
58	Nièvre	16.564	604	2.055	874	14.239	»	»	»	»	»
59	Nord	27.019	1.097	656	3.775	23.685	»	»	»	»	»
60	Oise	31.551	4.014	4.256	3.269	28.040	»	»	»	»	»
61	Orne	12.780	1.069	602	1.086	12.161	»	»	»	»	»
62	Pas-de-Calais	26.425	1.694	1.935	1.039	25.145	»	»	»	»	»
63	Puy-de-Dôme	6.537	224	206	192	6.363	»	»	»	»	»
64	Pyrénées (Basses-)	9.039	27	27	1.609	7.430	1	»	»	»	1
65	Pyrénées (Hautes-)	2.402	280	86	105	2.491	»	»	»	»	»
66	Pyrénées-Orientales	15.987	233	155	1.058	15.007	»	»	»	»	»
68	Territoire de Belfort	703	10	14	229	470	»	»	»	»	»
69	Rhône	13.719	»	»	2.188	11.531	»	»	»	»	»
70	Saône (Haute-)	2.753	176	249	220	2.460	1	»	»	»	1
71	Saône-et-Loire	12.980	1.040	1.038	1.697	11.285	»	»	»	»	»
72	Sarthe	27.194	1.680	1.592	2.607	24.675	4	»	»	4	»
73	Savoie	1.252	177	92	15	1.322	»	»	»	»	»
74	Savoie (Haute-)	3.222	68	82	440	2.768	»	»	»	»	»
75-78	Seine, Seine-et-Oise	53.116	2.929	3.149	3.572	49.324	»	»	»	»	»
76	Seine-Inférieure	19.045	286	223	474	18.634	»	1	»	»	1
77	Seine-et-Marne	32.018	2.777	1.725	2.723	30.347	»	»	»	»	»
79	Sèvres (Deux-)	16.215	1.132	992	1.254	15.101	10	»	»	4	6
80	Somme	29.172	1.465	2.199	2.516	25.922	5	»	»	5	»
81	Tarn	6.208	66	39	875	5.360	»	»	»	»	»
82	Tarn-et-Garonne	5.282	761	610	534	4.899	»	»	»	»	»
83	Var	13.402	234	192	3.894	9.550	»	»	»	»	»
84	Vaucluse	8.359	527	278	412	8.196	»	»	»	»	»
85	Vendée	10.665	816	1.056	1.069	9.356	1	»	»	»	1
86	Vienne	12.890	579	624	748	12.097	2	»	»	»	2
87	Vienne (Haute-)	15.204	44	161	2.077	13.010	»	»	»	»	»
88	Vosges	6.559	1.762	1.382	1.451	5.488	1	»	»	»	1
89	Yonne	15.295	1.143	1.063	462	14.913	2	4	3	3	»
	Total	1.207.684	63.820	59.752	113.123	1.098.629	95	6	4	29	68

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	ASSURÉS AGÉS DE 60 A 65 ANS AU 1er JUILLET 1930 bénéficiaires des dispositions de l'article 15, paragraphe 3, ou 47, paragraphe 1er.					RÉCAPITULATION				
		Immatriculés.	Entrés.	Sortis.	Radiés.	Assurés.	Immatriculations effectuées par le service départemental.	Assurés provenant d'autres départements.	Assurés sortis du département.	Radiations.	Assurés travaillant dans le département au 31 décembre 1934.
		13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
1	Ain	38	3	2	11	28	11.221	601	617	602	10.603
2	Aisne	66	»	1	10	55	41.863	1.755	2.221	3.669	37.728
3	Allier	150	»	»	1	149	17.624	664	981	2.912	14.395
4	Alpes (Basses-)	30	»	»	»	30	4.899	55	105	1.659	3.190
5	Alpes (Hautes-)	23	»	»	2	21	2.284	184	97	153	2.218
6	Alpes-Maritimes	18	1	»	2	17	4.777	104	116	341	4.424
7	Ardèche	149	»	»	1	148	5.809	200	243	294	5.472
8	Ardennes	42	»	»	10	32	10.652	1.455	1.267	704	10.136
9	Ariège	166	»	2	9	155	2.900	145	172	109	2.764
10	Aube	67	»	»	19	48	12.356	565	474	2.169	10.278
11	Aude	211	3	»	20	194	42.857	1.485	1.293	3.810	39.239
12	Aveyron	186	»	»	14	172	8.126	409	385	596	7.554
13	Bouches-du-Rhône	51	4	2	16	37	15.013	1.350	262	445	15.656
14	Calvados	69	»	»	2	67	12.602	358	248	1.730	10.982
15	Cantal	108	1	»	20	89	10.398	91	157	589	9.743
16	Charente	257	»	»	1	256	12.925	382	176	70	13.061
17	Charente-Inférieure	100	7	6	»	101	19.083	409	419	282	18.791
18	Cher	196	2	5	21	172	21.912	1.293	1.526	1.495	20.184
19	Corrèze	161	1	3	31	128	6.560	222	245	1.279	5.258
20	Corse	391	»	»	8	383	4.934	15	9	135	4.805
21	Côte-d'Or	54	3	1	8	48	14.224	514	783	635	13.320
22	Côtes-du-Nord	»	»	»	»	»	8.038	14	74	2.814	5.164
23	Creuse	72	5	»	4	73	4.676	229	200	1.439	3.266
24	Dordogne	81	2	»	7	76	16.825	649	678	1.653	15.143
25	Doubs	15	»	»	»	15	7.188	272	240	541	6.679
26	Drôme	45	»	1	4	40	9.026	690	524	1.290	7.902
27	Eure	37	1	»	13	25	12.332	1.722	1.018	1.153	11.883
28	Eure-et-Loir	245	2	1	73	173	29.439	1.733	1.859	3.584	25.729
29	Finistère	182	1	1	59	123	14.045	48	86	615	13.392
30	Gard	64	2	»	10	56	19.658	917	796	3.883	15.896
31	Garonne (Haute-)	832	6	2	29	807	18.245	396	520	782	17.339
32	Gers	135	»	»	6	129	10.966	440	709	352	10.345
33	Gironde	336	3	3	8	328	49.281	942	1.014	3.623	45.586
34	Hérault	206	»	»	1	205	49.322	2.176	1.413	3.371	46.714
35	Ille-et-Vilaine	50	1	»	»	51	3.659	109	40	70	3.658
36	Indre	66	1	»	1	66	14.938	955	872	527	14.494
37	Indre-et-Loire	48	13	»	»	61	11.973	2.491	1.329	389	12.746
38	Isère	47	»	»	»	47	8.847	130	238	235	8.504
39	Jura	21	»	»	»	21	3.769	368	277	348	3.512
40	Landes	38	»	»	1	37	6.204	113	195	968	5.154
41	Loir-et-Cher	63	1	1	13	50	18.229	1.077	1.259	2.105	15.942
42	Loire	61	»	»	»	61	15.272	445	513	3.235	11.969
43	Loire (Haute-)	51	»	»	40	11	3.529	157	»	558	3.128
44	Loire-Inférieure	61	»	»	9	52	8.320	152	159	510	7.803
45	Loiret	56	»	»	»	56	18.676	665	793	843	17.705
46	Lot	204	»	3	18	183	5.514	321	268	656	4.911

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	ASSURÉS AGÉS DE 60 A 65 ANS AU 1er JUILLET 1930 bénéficiaires des dispositions de l'article 15, paragraphe 3, ou 47, paragraphe 1er.					RÉCAPITULATION				
		Immatriculés. 13	Entrés. 14	Sortis. 15	Radiés. 16	Assurés. 17	Immatriculations effectuées par le service départemental. 18	Assurés provenant d'autres départements. 19	Assurés sortis du département. 20	Radiations. 21	Assurés travaillant dans le département au 31 décembre 1934. 22
47	Lot-et-Garonne	137	»	»	106	31	8.937	495	321	2.093	7.018
48	Lozère	229	»	1	26	202	4.536	6	7	350	4.185
49	Maine-et-Loire	169	»	3	21	145	9.058	195	279	828	8.146
50	Manche	131	»	»	9	122	18.403	110	118	1.819	16.576
51	Marne	134	2	1	15	120	26.967	3.379	2.871	4.032	23.443
52	Marne (Haute-)	74	»	»	»	74	8.220	»	»	1.333	6.887
53	Mayenne	45	»	»	5	40	7.824	111	130	144	7.661
54	Meurthe-et-Moselle	63	»	»	5	58	10.077	480	695	261	9.601
55	Meuse	32	»	»	3	29	7.964	2.619	1.601	820	8.162
56	Morbihan	67	»	2	4	61	7.849	110	164	466	7.329
58	Nièvre	228	»	»	1	227	16.792	604	2.055	875	14.466
59	Nord	104	»	»	»	104	27.123	1.097	656	3.775	23.789
60	Oise	138	2	4	36	100	31.689	4.016	4.260	3.305	28.140
61	Orne	143	3	1	54	91	12.923	1.072	603	1.140	12.252
62	Pas-de-Calais	142	4	7	2	137	26.567	1.698	1.942	1.041	25.282
63	Puy-de-Dôme	70	1	»	16	55	6.607	225	206	208	6.418
64	Pyrénées (Basses-)	41	»	»	7	34	9.081	27	27	1.616	7.465
65	Pyrénées (Hautes-)	75	»	»	2	73	2.477	280	86	107	2.564
66	Pyrénées-Orientales	64	1	1	2	62	16.051	234	156	1.060	15.069
68	Territoire de Belfort	4	»	»	»	4	707	10	14	229	474
69	Rhône	80	»	1	5	74	13.799	»	1	2.193	11.605
70	Saône (Haute-)	22	»	»	7	15	2.776	176	249	227	2.476
71	Saône-et-Loire	57	1	»	10	48	13.037	1.041	1.038	1.707	11.333
72	Sarthe	108	1	1	22	86	27.306	1.681	1.593	2.633	24.761
73	Savoie	15	2	»	4	13	1.267	179	92	19	1.335
74	Savoie (Haute-)	22	»	»	7	15	3.244	68	82	447	2.783
75-78	Seine et Seine-et-Oise	379	»	»	»	379	53.495	2.929	3.149	3.572	49.703
76	Seine-Inférieure	26	»	»	»	26	19.071	287	223	474	18.661
77	Seine-et-Marne	83	4	»	21	66	32.101	2.781	1.725	2.744	30.413
79	Sèvres (Deux-)	59	»	»	3	56	16.284	1.132	992	1.261	15.163
80	Somme	150	»	»	42	108	29.327	1.465	2.199	2.563	26.030
81	Tarn	70	3	»	13	60	6.278	69	39	888	5.420
82	Tarn-et-Garonne	52	1	2	10	41	5.334	762	612	544	4.940
83	Var	295	»	»	85	210	13.697	234	192	3.979	9.760
84	Vaucluse	15	»	»	»	15	8.374	527	278	412	8.211
85	Vendée	63	»	»	3	60	10.729	816	1.056	1.072	9.417
86	Vienne	79	»	»	23	56	12.971	579	624	771	12.155
87	Vienne (Haute-)	128	2	5	13	112	15.332	46	166	2.090	13.122
88	Vosges	85	»	»	52	33	6.645	1.762	1.382	1.503	5.522
89	Yonne	106	8	11	6	97	15.403	1.155	1.077	471	15.010
	Total	9.533	98	74	1.142	8.415	1.217.312	63.924	59.830	114.294	1.107.112

IMMATRICULATIONS ET RADIATIONS EFFECTUEES DE L'ORIGINE AU 31 DECEMBRE 1934

Assurance non agricole.

Salariés versés à l'article 49 de la loi du 30 avril 1930 immatriculés conformément à un décret de coordination pour les risques de :

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	RÉPARTITION					CAPITALISATION				
		Immatriculés par le service départemental.	Assurés provenant d'autres départements	Assurés sortis du département.	Radiations.	Nombre d'assurés travaillant dans le département.	Immatriculés par le service départemental.	Assurés provenant d'autres départements	Assurés sortis du département.	Radiations.	Nombre d'assurés travaillant dans le département
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	Ain	681	»	»	110	571	83	7	»	35	55
2	Aisne	781	23	19	67	718	399	48	19	119	209
3	Allier	429	»	1	33	395	149	»	»	30	119
4	Alpes (Basses-)	315	»	»	»	315	37	»	»	»	37
5	Alpes (Hautes-)	86	»	»	1	85	54	»	»	35	19
6	Alpes-Maritimes	755	3	»	53	705	69	15	6	22	56
7	Ardèche	334	7	»	26	315	17	1	1	16	1
8	Ardennes	262	2	»	25	239	412	7	15	126	278
9	Ariège	41	»	2	2	37	17	3	»	9	11
10	Aube	577	3	5	31	544	373	»	»	107	266
11	Aude	735	7	5	72	665	74	8	4	41	37
12	Aveyron	198	»	»	»	198	73	»	»	24	49
13	Bouches-du-Rhône	2.502	4	7	356	2.143	223	»	»	114	109
14	Calvados	1.120	18	6	38	1.094	242	16	2	101	155
15	Cantal	»	»	»	»	»	48	18	3	16	47
16	Charente	816	»	»	69	747	60	»	»	14	46
17	Charente-Inférieure	1.062	»	»	30	1.032	121	»	17	24	80
18	Cher	433	12	8	45	392	68	14	12	51	19
19	Corrèze	185	3	»	9	179	101	19	1	64	55
20	Corse	380	»	»	»	380	»	»	»	»	»
21	Côte-d'Or	316	1	4	13	300	110	25	7	2	126
22	Côtes-du-Nord	90	»	»	»	90	56	»	»	»	56
23	Creuse	412	3	»	19	396	18	2	3	»	17
24	Dordogne	274	3	»	3	274	204	4	13	63	132
25	Doubs	309	3	2	35	275	107	16	2	98	23
26	Drôme	207	1	1	18	189	136	5	8	56	77
27	Eure	286	2	3	115	170	251	14	13	135	117
28	Eure-et-Loir	62	1	»	4	59	833	8	3	730	108
29	Finistère	452	3	1	15	439	119	4	12	34	77
30	Gard	51	»	»	»	51	79	»	1	65	13
31	Garonne (Haute-)	3.410	35	26	223	3.196	240	1	13	169	59
32	Gers	38	»	»	10	28	47	»	»	7	40
33	Gironde	719	1	1	38	681	362	104	2	78	386
34	Hérault	502	»	»	120	382	69	»	»	8	61
35	Ille-et-Vilaine	523	»	6	2	515	227	4	18	4	209
36	Indre	70	4	3	9	62	171	27	17	29	152
37	Indre-et-Loire	505	175	69	31	580	356	285	171	100	370
38	Isère	487	»	»	12	475	160	»	»	78	82
39	Jura	396	»	»	6	390	59	»	»	31	28
40	Landes	27	»	»	»	27	137	7	1	118	25
41	Loir-et-Cher	465	»	»	99	366	24	»	»	»	24

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	RÉPARTITION					CAPITALISATION				
		Immatriculés par le service départemental.	Assurés provenant d'autres départements.	Assurés sortis du département.	Radiations.	Nombre d'assurés travaillant dans le département.	Immatriculés par le service départemental.	Assurés provenant d'autres départements.	Assurés sortis du département	Radiations	Nombre d'assurés travaillant dans le département
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
42	Loire	981	9	8	99	883	173	5	4	104	70
43	Loire (Haute-)	71	»	»	7	64	52	»	»	20	32
44	Loire-Inférieure	497	9	10	65	431	115	11	3	18	105
45	Loiret	484	»	»	»	484	636	»	»	»	636
46	Lot	64	2	1	6	59	60	2	6	41	15
47	Lot-et-Garonne	57	»	»	18	39	32	»	»	14	18
48	Lozère	212	»	»	8	204	7	»	»	3	4
49	Maine-et-Loire	209	5	4	17	193	83	9	7	33	52
50	Manche	785	»	»	715	70	631	1	»	535	97
51	Marne	1.006	15	11	39	971	409	6	4	22	389
52	Marne (Haute-)	40	»	»	1	39	236	»	»	50	186
53	Mayenne	30	»	»	1	29	79	9	»	44	44
54	Meurthe-et-Moselle	551	52	5	118	480	820	182	26	465	511
55	Meuse	116	»	1	7	108	152	54	11	92	103
56	Morbihan	511	13	2	51	471	42	10	8	4	40
58	Nièvre	11	»	»	3	8	91	»	»	38	53
59	Nord	5.418	»	»	237	5.181	989	»	»	331	658
60	Oise	403	17	14	14	392	150	11	8	54	99
61	Orne	814	11	10	89	726	230	8	16	136	86
62	Pas-de-Calais	1.765	42	16	255	1.536	218	14	9	22	201
63	Puy-de-Dôme	153	3	»	7	149	33	12	»	6	39
64	Pyrénées (Basses-)	118	»	»	5	113	237	»	»	27	210
65	Pyrénées (Hautes-)	54	»	»	2	52	67	»	»	17	50
66	Pyrénées-Orientales	338	5	»	25	318	59	1	4	38	18
68	Territoire de Belfort	57	»	»	»	57	54	»	»	9	45
69	Rhône	1.250	44	»	»	1.294	144	53	»	»	197
70	Saône (Haute-)	380	»	»	75	305	157	»	»	65	92
71	Saône-et-Loire	231	11	9	32	201	237	15	16	29	207
72	Sarthe	156	4	4	25	131	243	26	22	80	167
73	Savoie	65	»	»	»	65	289	»	»	234	55
74	Savoie (Haute-)	206	2	»	3	205	22	11	»	2	31
75-78	Seine et Seine-et-Oise	5.710	5	1	1.471	4.243	3.474	7	4	1.78[illegible]	1.692
76	Seine-Inférieure	1.696	»	»	300	1.396	969	»	»	594	375
77	Seine-et-Marne	181	27	19	7	182	329	98	15	80	332
79	Sèvres (Deux-)	140	3	5	4	134	249	27	8	81	187
80	Somme	795	25	20	32	768	155	6	11	40	110
81	Tarn	1.040	2	3	67	972	43	2	3	23	19
82	Tarn-et-Garonne	247	2	5	2	242	55	3	3	15	40
83	Var	778	24	15	160	627	82	4	1	31	54
84	Vaucluse	393	6	»	98	301	116	24	»	106	34
85	Vendée	332	1	3	29	301	47	2	7	9	33
86	Vienne	268	11	»	26	253	54	2	»	15	41
87	Vienne (Haute-)	602	»	1	8	593	120	3	6	45	72
88	Vosges	532	»	»	»	532	150	»	3	33	114
89	Yonne	526	43	17	21	531	113	48	6	103	52
	Total	51.566	707	353	5.888	46.032	19.088	1.328	575	8.246	11.595

IMMATRICULATIONS ET RADIATIONS DE L'ORIGNE AU 31 DECEMBRE 1934

Assurance agricole.

Salariés visés à l'article 49 de la loi du 30 avril 1930 immatriculés conformément à un décret de coordination pour les risques de :

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	RÉPARTITION				
		Immatriculés par le service départemental.	Assurés provenant d'autres départements.	Assurés sortis du département.	Radiations.	Nombre d'assurés travaillant dans le département.
1	2	3	4	5	6	7
10	Aube	»	»	»	»	»
19	Corrèze	»	1	»	1	»
21	Côte-d'Or	12	»	»	»	12
22	Côtes-du-Nord	»	»	»	»	»
33	Gironde	2	»	»	2	»
35	Ille-et-Vilaine	»	»	»	»	»
45	Loiret	6	»	»	»	6
46	Lot	»	»	»	»	»
49	Maine-et-Loire	5	»	»	»	5
50	Manche	»	»	»	»	»
51	Marne	12	»	»	2	10
60	Oise	5	»	»	»	5
77	Seine-et-Marne	»	»	»	»	»
80	Somme	3	»	»	3	»
87	Haute-Vienne	12	»	»	»	12
	Totaux	57	1	»	8	50

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	CAPITALISATION				
		Immatriculés par le service départemental.	Assurés provenant d'autres départements.	Assurés sortis du département.	Radiations.	Nombre d'assurés travaillant dans le département.
		8	9	10	11	12
10	Aube	4	»	»	»	4
19	Corrèze	»	»	»	»	»
21	Côte-d'Or	»	»	»	»	»
22	Côtes-du-Nord	60	»	»	»	60
33	Gironde	»	»	»	»	»
35	Ille-et-Vilaine	2	»	»	»	2
45	Loiret	17	»	»	»	17
46	Lot	2	»	»	2	»
49	Maine-et-Loire	»	»	»	»	»
50	Manche	111	»	»	111	»
51	Marne	1	»	»	»	1
60	Oise	»	»	»	»	»
77	Seine-et-Marne	1	»	»	»	1
80	Somme	4	»	»	4	»
87	Haute-Vienne	»	»	»	»	»
	Totaux	202	»	»	117	85

IMMATRICULATIONS AU 31 DECEMBRE 1934 (RADIATIONS DEDUITES)

Assurance obligatoire.

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	ASSURÉS		SALARIÉS VISÉS A L'ARTICLE 49 immatriculés pour les risques de		NOMBRE des assurés immatriculés dans le département.
		non agricoles.	agricoles.	répartition.	capitalisation.	
1	2	3	4	5	6	7
1	Ain	53.514	10.603	571	55	64.743
2	Aisne	114.775	37.728	718	309	153.530
3	Allier	71.250	14.395	395	119	86.159
4	Alpes (Basses-)	10.860	3.190	315	37	14.402
5	Alpes (Hautes-)	18.310	2.218	85	19	20.632
6	Alpes-Maritimes	137.261	4.424	705	56	142.446
7	Ardèche	57.107	5.472	315	1	62.895
8	Ardennes	81.704	10.136	239	278	92.357
9	Ariège	21.231	2.764	37	11	24.043
10	Aube	67.872	10.278	544	270	78.964
11	Aude	38.022	39.239	665	37	77.963
12	Aveyron	38.655	7.554	198	49	46.456
13	Bouches-du-Rhône	324.857	15.656	2.143	109	342.765
14	Calvados	78.890	10.982	1.094	155	91.121
15	Cantal	18.120	9.743	»	47	27.910
16	Charente	44.542	13.061	747	46	58.396
17	Charente-Inférieure	60.784	18.791	1.032	80	80.687
18	Cher	49.516	20.184	392	19	70.111
19	Corrèze	30.462	5.258	179	55	35.954

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	ASSURÉS		SALARIÉS VISÉS A L'ARTICLE 49 immatriculés pour les risques de		NOMBRE des assurés immatriculés dans le département
		non agricoles	agricoles	répartition	capitalisation	
1	2	3	4	5	6	7
20	Corse	27.849	4.805	380	»	33.034
21	Côte-d'Or	63.709	13.320	312	126	77.467
22	Côtes-du-Nord	41.164	5.164	90	116	46.534
23	Creuse	11.955	3.266	396	17	15.634
24	Dordogne	44.377	15.443	274	132	59.926
25	Doubs	94.436	6.679	275	23	101.413
26	Drôme	53.051	7.902	189	77	61.219
27	Eure	61.559	11.883	170	117	73.729
28	Eure-et-Loir	40.806	25.729	59	108	66.702
29	Finistère	92.153	13.392	439	77	106.061
30	Gard	58.909	15.896	51	13	74.869
31	Garonne (Haute-)	112.167	17.339	3.196	59	132.761
32	Gers	13.605	10.345	28	40	24.018
33	Gironde	219.748	45.586	681	386	266.401
34	Hérault	82.267	46.714	382	61	129.424
35	Ille-et-Vilaine	77.730	3.658	515	211	82.114
36	Indre	35.545	14.494	62	152	50.253
37	Indre-et-Loire	61.844	12.746	580	370	75.540
38	Isère	173.296	8.504	475	82	182.357
39	Jura	39.432	3.512	390	28	43.362
40	Landes	30.732	5.154	27	25	35.938
41	Loir-et-Cher	30.448	15.942	366	24	46.780
42	Loire	196.532	11.969	883	70	209.454
43	Loire (Haute-)	29.396	3.128	64	32	32.620
44	Loire-Inférieure	142.484	7.803	431	105	150.823
45	Loiret	66.055	17.705	490	653	84.903
46	Lot	11.691	4.911	59	15	16.676
47	Lot-et-Garonne	40.502	7.018	39	18	47.577
48	Lozère	10.585	4.185	204	4	14.978
49	Maine-et-Loire	79.048	8.146	198	52	87.444
50	Manche	52.389	16.576	70	97	69.132
51	Marne	99.026	23.443	981	390	123.840
52	Marne (Haute-)	36.818	6.887	39	186	43.930
53	Mayenne	27.362	7.661	29	44	35.096
54	Meurthe-et-Moselle	219.433	9.601	480	511	230.025
55	Meuse	43.314	8.162	108	103	51.687
56	Morbihan	56.185	7.329	471	40	64.025
58	Nièvre	39.324	14.466	8	53	53.851
59	Nord	801.767	23.789	5.181	658	831.395
60	Oise	90.364	28.140	397	99	109.000
61	Orne	42.426	12.252	726	86	55.490
62	Pas-de-Calais	203.960	25.282	1.536	201	230.979
63	Puy-de-Dôme	87.673	6.418	149	39	94.279
64	Pyrénées (Basses-)	83.617	7.465	113	210	91.405
65	Pyrénées (Hautes-)	39.815	2.564	52	50	42.481
66	Pyrénées-Orientales	37.041	15.069	318	18	52.446
68	Territoire de Belfort	40.384	474	57	45	40.960
69	Rhône	341.400	11.605	1.294	197	354.496
70	Saône (Haute-)	31.182	2.476	305	92	34.055
71	Saône-et-Loire	88.604	11.333	201	207	100.345
72	Sarthe	55.601	24.761	131	167	80.660
73	Savoie	51.468	1.335	65	55	52.923
74	Savoie (Haute-)	45.210	2.783	205	31	48.229
75-78	Seine et Seine-et-Oise	2.802.516	49.703	4.243	1.692	2.858.154
76	Seine-Inférieure	299.675	18.661	1.396	375	320.107
77	Seine-et-Marne	90.371	30.413	182	333	121.299
79	Sèvres (Deux-)	32.170	15.163	134	187	47.654
80	Somme	119.031	26.030	768	110	145.939
81	Tarn	51.214	5.420	972	19	57.625
82	Tarn-et-Garonne	25.574	4.940	242	40	30.796
83	Var	70.297	9.760	627	54	80.738
84	Vaucluse	55.005	8.211	301	34	63.551
85	Vendée	37.030	9.417	301	33	46.781
86	Vienne	33.143	12.155	253	41	45.592
87	Vienne (Haute-)	59.611	13.122	605	72	73.410
88	Vosges	113.191	5.522	532	114	119.359
89	Yonne	43.810	15.010	531	52	59.403
	Total	9.797.808	1.107.112	46.082	11.680	10.962.682

Salariés vises par la loi des assurances sociales mais non immatriculés au 31 décembre 1934.

NUMEROS	DÉPARTEMENTS	TRAVAILLEURS DES PROFESSIONS NON AGRICOLES				TRAVAILLEURS DES PROFESSIONS AGRICOLES			
		Salariés âgés de moins de 60 ans gagnant plus de 15.000 fr. (ou de 18.000 fr.) et moins de 25.001 fr., ne justifiant pas de charges de famille suffisantes pour être immatriculés.	Salariés âgés de plus de 60 ans et non bénéficiaires des dispositions de l'art. 47, § 1er, c et d, ou salariés sexagénaires bénéficiaires d'une pension liquidée ou en instance de liquidation (art. 3, § 3).	Salariés étrangers non immatriculés travaillant depuis moins de trois mois en France (art. 1er, §§ 4 et 5).	Total	Salariés âgés de moins de 60 ans gagnant plus de 15.000 fr. (ou de 18.000 fr.) et moins de 25.001 fr., ne justifiant pas de charges de famille suffisantes pour être immatriculés.	Salariés âgés de plus de 60 ans et non bénéficiaires des dispositions de l'art. 47, § 1er, c et d, ou salariés sexagénaires bénéficiaires d'une pension liquidée ou en instance de liquidation (art. 3, § 3)	Salariés étrangers non immatriculés travaillant depuis moins de trois mois en France (art. 1er, §§ 4 et 5)	Total
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	Ain	227	1.029	5	1.261	»	3	2	5
2	Aisne	2.927	6.680	»	9.607	»	828	»	828
3	Allier	967	4.745	»	5.712	»	27	»	27
4	Alpes (Basses-)	90	470	»	560	»	120	»	120
5	Alpes (Hautes-)	192	212	»	404	»	11	»	11
6	Alpes-Maritimes	3.691	4.302	5	7.998	17	424	»	441
7	Ardèche	274	833	»	1.107	»	2	»	2
8	Ardennes	1.110	5.516	»	6.626	»	582	1	583
9	Ariège	137	385	2	524	»	»	1	1
10	Aube	1.493	5.866	»	7.359	»	768	3	771
11	Aude	74	3.081	»	3.155	»	3.362	»	3.362
12	Aveyron	324	497	»	821	»	»	»	»
13	Bouches-du-Rhône	2.303	17.432	17	19.752	»	1.291	6	1.297
14	Calvados	875	1.526	18	2.419	17	32	»	49
15	Cantal	97	189	»	286	»	4	»	4
16	Charente	388	1.652	33	2.073	»	168	3	171
17	Charente-Inférieure	548	1.172	»	1.720	2	7	»	9
18	Cher	392	3.414	»	3.806	»	998	»	998
19	Corrèze	308	1.011	»	1.319	»	129	»	129
20	Corse	117	950	2	1.069	»	16	»	16
21	Côte-d'Or	969	6.528	»	7.497	31	434	»	465
22	Côtes-du-Nord	»	2.755	»	2.755	»	»	»	»
23	Creuse	109	1.204	»	1.313	3	143	2	148
24	Dordogne	275	1.083	»	1.358	»	540	»	540
25	Doubs	978	1.485	8	2.471	»	»	»	»
26	Drôme	601	1.721	»	2.322	»	»	»	»
27	Eure	673	5.347	1	6.021	6	51	4	61
28	Eure-et-Loir	355	1.568	»	1.923	»	610	1	611
29	Finistère	275	5.526	»	5.801	2	397	»	399
30	Gard	136	4.710	»	4.846	»	882	»	882
31	Garonne (Haute-)	779	2.271	»	3.050	»	150	»	150
32	Gers	31	541	»	572	»	396	»	396
33	Gironde	773	15.915	561	17.249	15	3.596	126	3.737
34	Hérault	758	8.933	»	9.691	»	»	»	»
35	Ille-et-Vilaine	620	3.781	33	4.434	2	115	»	117
36	Indre	221	2.324	»	2.545	»	47	»	47
37	Indre-et-Loire	1.175	1.201	»	2.376	2	143	7	152
38	Isère	1.714	10.218	»	11.932	»	»	»	»
39	Jura	170	3.256	»	3.426	»	43	»	43
40	Landes	156	2.909	»	3.065	2	»	»	2
41	Loir-et-Cher	270	2.534	»	2.804	»	542	»	542
42	Loire	1.154	16.627	»	17.781	»	233	»	233
43	Loire (Haute-)	206	384	»	590	»	»	»	»
44	Loire-Inférieure	1.799	3.082	4	4.885	»	10	»	10
45	Loiret	721	5.198	46	5.965	»	444	»	444
46	Lot	117	708	5	830	»	»	»	»

NUMEROS	DÉPARTEMENTS	TRAVAILLEURS DES PROFESSIONS NON AGRICOLES				TRAVAILLEURS DES PROFESSIONS AGRICOLES			
		Salariés âgés de moins de 60 ans gagnant plus de 15.000 fr. (ou de 18.000 fr.) et moins de 25.000 fr., ne justifiant pas de charges de famille suffisantes pour être immatriculés.	Salariés âgés de plus de 60 ans et non bénéficiaires des dispositions de l'art. 47, § 1er, c et d, ou salariés sexagénaires bénéficiaires d'une pension liquidée ou en instance de liquidation (art. 3, § 3).	Salariés étrangers non immatriculés travaillant depuis moins de trois mois en France (art. 1er, §§ 4 et 5).	Total.	Salariés âgés de moins de 60 ans gagnant plus de 15.000 fr. (ou de 18.000 fr.) et moins de 25.001 fr., ne justifiant pas de charges de famille suffisantes pour être immatriculés.	Salariés âgés de plus de 60 ans et non bénéficiaires des dispositions de l'art. 47, § 1er, c et d, ou salariés sexagénaires bénéficiaires d'une pension liquidée ou en instance de liquidation (art. 3, § 3).	Salariés étrangers non immatriculés travaillant depuis moins de trois mois en France (art. 1er, §§ 4 et 5).	Total
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
47	Lot-et-Garonne	251	1.633	»	1.884	»	»	»	»
48	Lozère	37	1.637	»	1.674	»	»	»	»
49	Maine-et-Loire	854	5.901	»	6.755	»	593	»	593
50	Manche	609	3.276	»	3.885	2	14	»	16
51	Marne	1.218	6.413	40	7.671	3	819	135	957
52	Marne (Haute-)	675	3.236	4	3.915	2	551	»	553
53	Mayenne	81	1.736	»	1.817	»	170	»	170
54	Meurthe-et-Moselle	3.233	12.367	»	15.600	»	236	»	236
55	Meuse	718	5.431	2	6.151	1	543	2	546
56	Morbihan	135	4.057	»	4.192	»	12	»	12
58	Nièvre	358	1.363	»	1.721	»	400	7	407
59	Nord	10.751	38.887	2	49.640	»	1.234	»	1.234
60	Oise	2.037	6.455	6	8.498	51	1.949	3	2.003
61	Orne	251	2.168	»	2.419	»	241	»	241
62	Pas-de-Calais	2.991	12.380	5	15.376	»	3	59	62
63	Puy-de-Dôme	868	3.620	»	4.488	»	»	»	»
64	Pyrénées (Basses-)	683	1.195	»	1.878	»	53	»	53
65	Pyrénées (Hautes-)	235	1.248	»	1.483	»	8	»	8
66	Pyrénées-Orientales	305	635	32	972	»	92	»	92
68	Territoire de Belfort	1.061	953	»	2.014	»	2	»	2
69	Rhône	5.146	6.925	1	12.072	»	9	»	9
70	Saône (Haute-)	266	1.298	»	1.564	1	7	»	8
71	Saône-et-Loire	1.246	3.813	»	5.059	»	301	»	301
72	Sarthe	512	3.317	»	3 829	»	410	»	410
73	Savoie	841	1.871	10	2.722	»	31	»	31
74	Savoie (Haute-)	823	1.742	»	2.565	»	32	»	32
75-78	Seine et Seine-et-Oise	127.564	35.000	»	162.564	5	50	»	55
76	Seine-Inférieure	3.524	15.965	2	19.491	»	497	2	499
77	Seine-et-Marne	1.357	7.300	»	8.657	8	214	»	222
79	Sèvres (Deux-)	139	1.818	»	1.957	6	75	»	81
80	Somme	1.326	9.891	»	11.217	»	1.153	1	1.154
81	Tarn	345	4.176	»	4.521	»	47	»	47
82	Tarn-et-Garonne	16	1.984	»	2.000	»	104	»	104
83	Var	297	1.922	102	2.321	»	101	9	110
84	Vaucluse	467	3.877	21	4.365	»	243	»	243
85	Vendée	121	2.542	39	2.702	21	417	»	438
86	Vienne	58	223	»	281	3	2	»	5
87	Vienne (Haute-)	713	3.079	»	3.792	»	9	»	9
88	Vosges	1.394	4.137	9	5.540	»	195	2	197
89	Yonne	566	4.190	»	4.756	»	300	4	304
	Total	205.641	402.432	1.015	609.088	202	28.665	380	29.247

NOTA — Dans plusieurs départements, les indications relatives aux salariés agricoles et non agricoles sont confondues.

ASSURANCE OBLIGATOIRE

Assurés non agricoles.

Comparaison du nombre des salariés immatriculés aux 31 décembre 1930, 31 décembre 1931, 31 décembre 1932, 31 décembre 1933, 31 décembre 1934.

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	IMMATRICULATIONS AU				
		31 décembre 1930.	31 décembre 1931.	31 décembre 1932.	31 décembre 1933.	31 décembre 1934.
1	Ain	52.947	56.314	55.465	53.222	53.514
2	Aisne	95.945	110.644	110.681	114.371	114.775
3	Allier	63.882	67.002	65.767	68.149	71.250
4	Alpes (Basses-)	7.680	10.941	11.075	9.500	10.860
5	Alpes (Hautes-)	12.164	15.269	16.901	17.079	18.310
6	Alpes-Maritimes	90.578	119.007	125.133	130.763	137.261
7	Ardèche	49.516	53.229	53.888	55.759	57.107
8	Ardennes	69.923	76.786	76.849	80.117	81.704
9	Ariège	20.676	22.704	23.505	20.344	21.231
10	Aube	68.043	67.494	66.655	69.867	67.872
11	Aude	30.190	32.476	30.537	34.264	38.022
12	Aveyron	34.100	34.304	35.634	37.588	38.655
13	Bouches-du-Rhône	275.669	304.012	306.372	318.810	324.857
14	Calvados	54.658	63.570	69.088	74.256	78.890
15	Cantal	13.938	15.713	16.244	17.435	18.120
16	Charente	40.151	42.716	41.902	41.887	44.542
17	Charente-Inférieure	38.770	48.875	54.090	57.579	60.784
18	Cher	39.293	48.335	48.005	48.600	49.516
19	Corrèze	20.415	24.049	26.333	28.358	30.462
20	Corse	8.624	16.277	21.223	24.996	27.849
21	Côte-d'Or	56.377	61.248	59.988	62.146	63.709
22	Côtes-du-Nord	34.821	42 272	44.400	48.074	41.164
23	Creuse	11.567	12.136	14.795	16.230	11.955
24	Dordogne	30.324	35.537	40.085	42.666	44.377
25	Doubs	83.227	94.908	90.832	91.410	94.436
26	Drôme	46.400	52.447	54.132	49.709	53.051
27	Eure	51.352	57.918	58.254	61.073	61.559
28	Eure-et-Loir	30.207	38.863	37.500	39.393	40.806
29	Finistère	70.197	84.172	81.275	89.707	92.153
30	Gard	54.563	63.040	61.441	64.485	58.909
31	Garonne (Haute-)	94.975	108.403	116.805	106.248	112.167
32	Gers	8.855	11.345	11.193	12.722	13.605
33	Gironde	200.236	207.731	206.302	218.105	219.748
34	Hérault	63.651	74.415	76.781	78.553	82.267
35	Ille-et-Vilaine	66.688	71.122	70.081	73.844	77.730
36	Indre	27.000	32.730	35.355	38.636	35.545
37	Indre-et-Loire	44.031	53.783	55.585	59.056	61.844
38	Isère	147.004	180.741	163.649	170 263	173.296
39	Jura	38.086	44.193	39.303	38.473	39.432
40	Landes	26.602	27.699	28.244	30.191	30.732
41	Loir-et-Cher	23.796	28.439	28.926	30.961	30.448
42	Loire	198.859	217.955	193.569	191.127	196.532
43	Loire (Haute-)	24.816	29.452	28.786	30.172	29.396
44	Loire-Inférieure	125.625	129.968	130.737	136.865	142.484
45	Loiret	55.087	58.645	60 034	63 726	66.055
46	Lot	11.663	14.961	16.745	17.102	11.691
47	Lot-et-Garonne	28.750	36.695	40.155	39.976	40.502
48	Lozère	8.218	11.616	12.346	11.963	10.585
49	Maine-et-Loire	58.877	64.649	71.997	75.227	79.048
50	Manche	35.268	42.991	49.263	46.371	52.389
51	Marne	100.000	106.781	100.011	96.421	99.026
52	Marne (Haute-)	31.325	36.653	34.296	35.811	36.818
53	Mayenne	19.567	24.332	24.209	25.855	27.362
54	Meurthe-et-Moselle	215.504	220.619	211.077	213.779	219.433
55	Meuse	35.269	38.583	37.097	42.854	43.314
56	Morbihan	41.599	46.869	48.709	52.556	56.185
58	Nièvre	32.015	35.818	37.745	39.006	39.324
59	Nord	669.043	778.460	774.291	793.184	801.767
60	Oise	85.956	94.543	81.785	85.879	80.364
61	Orne	33.975	40.044	40.026	40.978	42.426
62	Pas-de-Calais	159.225	204.188	205.956	213.925	203.960
63	Puy-de-Dôme	76.410	77.365	82.017	85.305	87.673
64	Pyrénées (Basses-)	69.163	81.087	74.927	79.884	83.617
65	Pyrénées (Hautes-)	30.438	36.929	34.763	37.172	39.815
66	Pyrénées-Orientales	27.070	32.952	32.777	36.643	37.041
68	Territoire de Belfort	36.355	40.411	38.110	39.207	40.384
69	Rhône	350.497	406.493	391.137	401.059	341.400
70	Saône (Haute-)	33.681	37.345	33.225	32.859	31.182
71	Saône-et-Loire	80.500	88.585	87.757	83.785	88.604
72	Sarthe	48.407	53 360	55.691	57.852	55.601
73	Savoie	48.058	51.367	54.266	59.077	51.468
74	Savoie (Haute-)	37.719	45.678	46.391	43.263	45.210
75-78	Seine et Seine-et-Oise	2.330.000	2.421.552	2.515.069	2.688.536	2.802.516
76	Seine-Inférieure	255.642	282.067	291.838	303.565	299.675
77	Seine-et-Marne	73.000	87.003	80.670	86.939	90.371
79	Sèvres (Deux-)	27.700	26.966	30.031	31.011	32.170
80	Somme	115.953	118.764	115.553	115.802	119.031
81	Tarn	45.463	50.500	49.969	48.772	51.214
82	Tarn-et-Garonne	16.595	22.389	22.974	24.491	25.574
83	Var	47.311	61.131	65.845	69.128	70.297
84	Vaucluse	39.809	45.526	48.505	51.677	55.005
85	Vendée	28.548	33.840	35.783	35.875	37.030
86	Vienne	21 117	26.684	27.741	30.274	33.143
87	Vienne (Haute-)	55.239	64.302	61.829	57.012	59.611
88	Vosges	108.335	119.409	113.167	115.745	113.191
89	Yonne	36.627	41.567	40.525	42.274	43.810
	Totaux	8.307.399	9.199.953	9.259.667	9.635.264	9.797.808

ASSURANCE OBLIGATOIRE

Assurés agricoles.

Comparaison du nombre des salariés immatriculés aux 31 décembre 1930, 31 décembre 1931, 31 décembre 1932, 31 décembre 1933 et 31 décembre 1934.

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	IMMATRICULATIONS AU				
		31 décembre 1930.	31 décembre 1931.	31 décembre 1932	31 décembre 1933	31 décembre 1934.
1	Ain	4.300	8.753	8.424	8.953	10.603
2	Aisne	28.044	33.626	34.586	36.138	37.728
3	Allier	10.100	13.436	12.635	13.479	14.395
4	Alpes (Basses-)	1.709	3.699	4.118	3.556	3.190
5	Alpes (Hautes-)	696	1.293	1.593	1.952	2.218
6	Alpes-Maritimes	1.839	3.361	3.738	4.171	4.424
7	Ardèche	2.400	5.009	4.831	5.156	5.472
8	Ardennes	5.435	7.713	8.559	9.387	10.136
9	Ariège	1.063	1.905	2.223	2.539	2.764
10	Aube	4.933	7.857	8.725	10.570	10.278
11	Aude	28.106	36.507	34.117	35.616	39.239
12	Aveyron	3.550	6.122	6.850	7.279	7.554
13	Bouches-du-Rhône	9.025	13.409	11.942	14.771	15.656
14	Calvados	3.349	6.614	8.576	9.914	10.982
15	Cantal	5.295	7.654	8 822	9.326	9.743
16	Charente	5.486	8.390	9.946	11.749	13.061
17	Charente-Inférieure	6.950	11.347	14.661	17.169	18.791
18	Cher	9.395	11.034	16.325	18.769	20.184
19	Corrèze	3.395	4.675	5.993	5.345	5.258
20	Corse	1.208	3.422	4.091	4.313	4.805
21	Côte-d'Or	7.971	11.435	11.899	12.753	13.320
22	Côtes-du-Nord	3.323	5.305	5.995	6.501	5.164
23	Creuse	2.395	2.952	3.522	4.024	3.266
24	Dordogne	6.656	9.141	12.594	13.953	15.143
25	Doubs	»	3.727	4.526	6.030	6.679
26	Drôme	3.769	5.426	6.652	5.924	7.902
27	Eure	5.441	7.771	9 524	10.789	11.883
28	Eure-et-Loir	12.799	21.899	23 076	24.553	25.729
29	Finistère	10.397	11.986	12.683	13.056	13.392
30	Gard	8.512	13.746	15.552	17.095	15.896
31	Garonne (Haute-)	6.655	11.324	14 391	16 179	17.339
32	Gers	4.427	5.730	7.107	8.911	10.345
33	Gironde	24.761	35.188	39.823	43.355	45.586
34	Hérault	25.411	34.608	38 544	44.943	46.714
35	Ille-et-Vilaine	2.173	2.605	2.858	3.306	3.658
36	Indre	5.400	8.604	10.196	12.911	14.494
37	Indre-et-Loire	4.446	6.051	7.890	10.446	12.746
38	Isère	3.156	6.062	7.137	7.938	8.504
39	Jura	1.902	2.582	2.850	2.883	3.512
40	Landes	3.207	4 585	4 505	4.621	5.154
41	Loir-et-Cher	8.010	10.913	13.903	15.181	15.942
42	Loire	6.210	9.091	9.437	10.291	11.969
43	Loire (Haute-)	1.452	2.669	2.734	3.010	3.128
44	Loire-Inférieure	4.870	5.930	6.576	7.225	7.803
45	Loiret	8.479	12.271	14.101	15.966	17.705
46	Lot	2.410	3.754	4 662	4.637	4.911
47	Lot-et-Garonne	1.645	3.404	5.579	6.856	7.018
48	Lozère	1.883	3 563	3 855	3.674	4.185
49	Maine-et-Loire	4.884	6.495	7.193	7.577	8.146
50	Manche	6.208	8.806	11.822	14.388	16.576
51	Marne	10.000	13.154	14.147	22.013	23.443
52	Marne (Haute-)	2.808	5.006	5.969	6.466	6.887
53	Mayenne	1.940	3.975	5.804	6.595	7.661
54	Meurthe-et-Moselle	5.069	6.937	7.880	8.622	9.601
55	Meuse	4.959	6.434	6.861	7.109	7.329
56	Morbihan	3.806	5.891	5.246	7.297	8.162
58	Nièvre	10.472	13.555	14.605	15.358	14.466
59	Nord	16.340	20.605	21.573	23.201	23.789
60	Oise	16.298	23.864	23.707	22.796	28.140
61	Orne	4.470	6.387	9.933	11.058	12.252
62	Pas-de-Calais	11.993	20.502	21.914	23.737	25.282
63	Puy-de-Dôme	3.790	5.196	5.850	6.208	6.418
64	Pyrénées (Basses-)	4.732	6.094	6.750	7.225	7.465
65	Pyrénées (Hautes-)	1.067	1.776	1.998	2.240	2.564
66	Pyrénées-Orientales	8.963	12.996	13.820	14.762	15.969
68	Territoire de Belfort	206	362	368	473	474
69	Rhône	4.984	10.234	9.358	11.164	11.605
70	Saône (Haute-)	1.222	1.786	2.120	2.373	2.476
71	Saône-et-Loire	6.500	8.452	10.003	10.316	11.333
72	Sarthe	9.560	16 732	20.271	23.641	24.761
73	Savoie	458	923	1.061	1.112	1.335
74	Savoie (Haute-)	1.267	2.344	2.609	2 513	2.783
75-78	Seine et Seine-et-Oise	25.000	35.736	40.357	44.452	49.703
76	Seine-Inférieure	4.109	8 389	13.095	16.079	18.661
77	Seine-et-Marne	17.000	21.696	24.392	27.673	30.413
79	Sèvres (Deux-)	7.150	10.565	13.407	14 744	15.163
80	Somme	15.654	21.761	22.685	24 652	26.030
81	Tarn	2.800	4 743	5.478	4.916	5.420
82	Tarn-et-Garonne	3.261	3.814	4.226	4.664	4.940
83	Var	6.949	9.701	10 564	10.106	9.760
84	Vaucluse	2.322	4.022	5.801	6.978	8.211
85	Vendée	4.022	8.403	7.604	9.401	9.417
86	Vienne	2.549	4.669	7.441	9.927	12.155
87	Vienne (Haute-)	8.395	12.924	11.732	12.249	13.122
88	Vosges	2.546	5.554	5.917	6.204	5.522
89	Yonne	8.738	11.202	12 142	13.619	15.010
	Totaux	566.529	829.921	927 157	1.030.162	1.107.112

ASSURANCE OBLIGATOIRE

Comparaison des salariés immatriculés au titre de l'article 49, paragraphe 1er, de la loi.

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	SALARIÉS IMMATRICULÉS A LA DATE DU			
		31 décembre 1931.	31 décembre 1932.	31 décembre 1933.	31 décembre 1934.
1	Ain	507	743	654	626
2	Aisne	449	933	934	1.027
3	Allier	98	482	422	514
4	Alpes (Basses-)	140	280	346	352
5	Alpes (Hautes-)	30	54	56	104
6	Alpes-Maritimes	31	591	668	761
7	Ardèche	336	320	329	316
8	Ardennes	323	466	463	517
9	Ariège	54	54	53	48
10	Aube	228	720	716	814
11	Aude	240	676	663	702
12	Aveyron	143	236	247	247
13	Bouches-du-Rhône	523	2.457	2.238	2.252
14	Calvados	439	1.197	1.204	1.249
15	Cantal	37	32	39	47
16	Charente	442	855	819	793
17	Charente-Inférieure	544	631	1.232	1.112
18	Cher	117	377	407	411
19	Corrèze	18	177	215	234
20	Corse	»	»	»	380
21	Côte-d'Or	150	141	121	438
22	Côtes-du-Nord	96	124	124	206
23	Creuse	19	412	425	413
24	Dordogne	115	376	380	406
25	Doubs	197	317	308	298
26	Drôme	100	206	197	266
27	Eure	209	273	316	287
28	Eure-et-Loir	681	131	169	167
29	Finistère	143	462	473	516
30	Gard	52	32	51	64
31	Garonne (Haute-)	1.322	3.253	3.235	3.255
32	Gers	21	67	72	68
33	Gironde	195	768	804	1.067
34	Hérault	328	344	419	443
35	Ille-et-Vilaine	573	611	695	726
36	Indre	122	10	120	214
37	Indre-et-Loire	687	977	965	950
38	Isère	397	577	510	557
39	Jura	215	414	416	418
40	Landes	63	70	62	52
41	Loir-et-Cher	»	478	402	390
42	Loire	»	790	888	953
43	Loire (Haute-)	80	85	73	96
44	Loire-Inférieure	271	507	516	536
45	Loiret	274	577	1.029	1.143
46	Lot	90	107	84	74
47	Lot-et-Garonne	80	57	57	57
48	Lozère	285	81	206	208
49	Maine-et-Loire	183	153	191	250
50	Manche	1.400	865	787	167
51	Marne	848	1.311	1.553	1.371
52	Marne (Haute-)	114	153	194	225
53	Mayenne	38	52	52	73
54	Meurthe-et-Moselle	668	706	673	991
55	Meuse	166	171	135	211
56	Morbihan	104	163	464	511
58	Nièvre	89	56	56	61
59	Nord	1.166	2.370	»	5.839
60	Oise	358	352	470	496
61	Orne	832	813	814	812
62	Pas-de-Calais	1.002	1.578	1.781	1.737
63	Puy-de-Dôme	47	47	62	188
64	Pyrénées (Basses-)	54	314	322	323
65	Pyrénées (Hautes-)	50	104	103	102
66	Pyrénées-Orientales	171	191	191	336
68	Territoire de Belfort	39	48	42	102
69	Rhône	524	1.177	1.535	1.491
70	Saône (Haute-)	557	469	448	397
71	Saône-et-Loire	449	404	403	408
72	Sarthe	196	287	312	298
73	Savoie	148	156	62	120
74	Savoie (Haute-)	123	183	201	236
75-78	Seine et Seine-et-Oise	2.575	5.378	967	5.935
76	Seine-Inférieure	1.569	1.821	1.797	1.771
77	Seine-et-Marne	142	119	131	515
79	Sèvres (Deux-)	117	120	310	321
80	Somme	200	718	743	878
81	Tarn	332	1.036	1.000	991
82	Tarn-et-Garonne	73	251	263	282
83	Var	446	625	716	681
84	Vaucluse	36	292	317	335
85	Vendée	396	354	342	334
86	Vienne	245	273	293	294
87	Vienne (Haute-)	262	576	632	677
88	Vosges	54	627	628	646
89	Yonne	446	574	553	583
	Totaux	27.683	48.415	44.365	57.762

CHAPITRE II

ASSURANCES FACULTATIVE ET SPECIALE

Assurance facultative.

(Assurés non agricoles.)

Le nombre des immatriculés dans l'assurance facultative est passé de 15.843 au 31 décembre 1931, à 17.385 au 31 décembre 1932, à 18.753 au 31 décembre 1933, à 20.616 au 31 décembre 1934. Mais, compte tenu de 2.716 radiations prononcées, il tombe à 17.900 fin 1934. Il a été procédé à l'affiliation de 5.253 assurés à des caisses de répartition et de 15.643 à des caisses de capitalisation.

Mais, d'après les renseignements recueillis, le nombre des cotisants est très inférieur; il était respectivement le suivant :

DÉSIGNATION		3e TRIMESTRE 1934	4e TRIMESTRE 1934
Assurance	Maladie	525	662
	Maternité	2	2
	Décès	51	107
	Vieillesse	3.376	2.890
	Invalidité	109	111

Les cotisations versées se sont réparties comme suit entre les différents risques :

ASSURANCE	1930-1931	1932	1933	1934
	francs.	francs.	francs.	francs.
Maladie	27.439 92	66.699 17	109.172 83	128.022 51
Maternité	897 91	285 15	1.680 55	2.743 34
Décès	1.605 82	3.984 34	8.319 40	7.098 34
Vieillesse	303.003 08	503.163 54	912.522 84	970.745 35
Invalidité	4.425 24	3.058 78	8.748 89	10.048 34
	336.771 97	577.190 98	1.040.444 51	1.108.657 88

L'assurance vieillesse a marqué une assez forte progression en 1933. Celle-ci est due à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse qui a commencé ses opérations d'assurance facultative au cours du 4e trimestre 1932:

Assurance vieillesse.

DÉSIGNATION		COTISATIONS ENCAISSÉES		
		par la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.	par les autres caisses.	Total.
		francs.	francs.	francs.
Années	1932	12.391 »	490.772 54	503.163 54
	1933	297.169 24	615.353 60	912.522 84
	1934	374.402 80	596.342 55	970.745 35

Assurance invalidité.

DÉSIGNATION		COTISATIONS ENCAISSÉES		
		par la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.	par les autres caisses.	Total.
		francs	francs	francs.
Années	1932	»	3.058 78	3.058 78
	1933	6.815 06	1.933 83	8.748 89
	1934	8.542 75	1.505 59	10.048 34

En ce qui concerne les autres risques, il est intéressant de noter les dépenses des caisses:

ANNÉES	MALADIE	MATERNITÉ	DÉCÈS	TOTAL
	francs.	francs.	francs.	francs.
1930-1931	18.957	»	»	18.957
1932	47.237	300	»	47.537
1933	101.872	1.497	3.854	107.223
1934	115.701	605	687	116.993

L'assurance facultative non agricole n'a guère trouvé d'application effective soit en raison des retards d'application, soit parce que les assurés ont jugé les avantages insuffisants.

Assurance facultative agricole.

Au 31 décembre 1931, le nombre des immatriculations dans l'assurance facultative agricole s'élevait à 86.471. A cette époque, 20.235 demandes d'immatriculation restaient en instance; 28.789 avaient été rejetées.

Le nombre des assurés facultatifs agricoles a continuer de progresser; il était de 118.349 au 31 décembre 1932 et de 132.139 au 31 décembre 1933.

Au 31 décembre 1934, il avait été prononcé 143.326 immatriculations et 6.288 radiations. Les 137.038 immatriculés avaient donné lieu à 67.005 affiliations pour les risques de répartition, et à 118.269 affiliations pour les risques de capitalisation.

Conformément à l'article 80 de la loi, les cotisations versées par les assurés facultatifs agricoles sont susceptibles de majoration dans la limite de 100 fr. par an pour l'assurance-vieillesse et 10 fr. par mois pour les risques de répartition.

D'après les demandes de subvention adressées à la caisse générale de garantie, le montant des cotisations versées s'est élevé à:

DÉSIGNATION		RISQUES de répartition.	RISQUES de capitalisation.
		francs.	francs.
Années	1930, 1931, 1er trimestre 1932	4.823.065 51	9.572.801 32
	Trois derniers trimestres 1932	3.255.871 71	6.127.907 54
	1933	4.486.258 50	8.170.757 10
	1934	4.990.472 28	6.433.409 07

La caisse générale de garantie a accordé les majorations suivantes:

DÉSIGNATION		RISQUES de répartition.	RISQUES de capitalisation.
		francs.	francs.
Années	1931	»	22.440 10
	1932	3.101.977 57	993.287 67
	1933	3.456.096 »	9.202.255 50
	1934	6.895.611 48	3.466.292 64

Il convient d'observer que ces majorations sont attribuées avec un certain retard et qu'elles subissent différents prélèvements pour ventilation.

Assurance spéciale des femmes.

Cette assurance facultative est ouverte aux femmes non salariées des assurés qui désirent compléter les prestations auxquelles elles ont droit du chef de leur mari (art. 43, § 4, *a*, de la loi du 30 avril 1930).

Elle est également ouverte aux veuves d'assurés, aux femmes divorcées, aux veuves d'anciens combattants non remariées sous réserve de diverses conditions fixées aux articles 43, paragraphe 4, *b*) et *c*), de la loi et moyennant le versement d'une contribution supplémentaire de 25 fr. par mois (décrets des 30 juin 1930, 3 décembre 1931, 13 décembre 1932, 12 décembre 1933).

Le nombre des immatriculées s'élevait à:

DÉSIGNATION		ARTICLE 43 paragraphe 4 *a*.	ARTICLE 43 paragraphe 4 *b* et *c*.	TOTAL
Dates	31 décembre 1931	8.261	»	8.261
	31 décembre 1932	9.176	28	9.204
	31 décembre 1933	9.885	32	9.917
	31 décembre 1934	(1) 8.923	31	8.954

(1) Radiations déduites.

En 1934 le nombre des cartes violettes de cotisations rentrées aux services départementaux s'est élevé à 6.947 et le nombre des feuillets à 27.201 correspondant à environ 7.000 assurées cotisant.

D'après les renseignements parvenus au service de l'actuariat, le montant des cotisations versées au titre de l'assurance spéciale s'est élevé à :

DÉSIGNATION		ARTICLE 43 paragraphe 4 *a*	ARTICLE 43 paragraphe 4 *b*.	TOTAL
		francs.	francs.	francs
Années	1930-1931	387.779 67	210 »	387.989 67
	1932	752.262 40	1.195 50	753.457 90
	1933	802.210 21	435 »	802.645 21
	1934	754.356 65	3.336 12	757.692 77

La proportion des cotisantes par rapport aux immatriculées reste assez faible par suite de la négligence des assurées ou de leur défection; les nouvelles adhésions sont rares parce que l'assurance est peu connue ou parce que ses avantages sont jugés insuffisants par les assurées qui s'intéressaient plus volontiers soit à la maternité soit à la vieillesse plutôt qu'à l'ensemble des risques.

Par ailleurs, les caisses sont peu favorables à cette assurance qu'elles jugent déficitaire.

ASSURANCE FACULTATIVE

Situation au 31 décembre 1934.

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	ASSURANCE NON AGRICOLE					ASSURANCE AGRICOLE				
		Nombre d'immatriculations depuis l'origine.	Nombre des radiations depuis l'origine.	Nombre des immatriculés.	Nombre d'assurés affiliés à un organisme d'assurance pour les risques de		Nombre d'immatriculations depuis l'origine.	Nombre des radiations depuis l'origine.	Nombre des immatriculées.	Nombre d'assurés affiliés à un organisme d'assurance pour les risques de	
					répartition.	capitalisation.				répartition.	capitalisation.
1	Ain	293	16	277	53	249	5.015	307	4.708	4.745	4.216
2	Aisne	129	20	109	22	106	170	10	160	43	150
3	Allier	80	5	75	7	75	6.933	444	6.489	3.264	5.817
4	Alpes (Basses-)	44	»	44	»	44	672	207	465	465	465
5	Alpes (Hautes-)	11	1	10	3	10	516	7	509	160	397
6	Alpes-Maritimes	94	26	68	21	68	797	26	771	158	762
7	Ardèche	9	2	7	»	7	5.675	18	5.657	1.403	5.407
8	Ardennes	196	27	169	45	164	661	25	636	334	612
9	Ariège	140	»	140	62	120	1.280	20	1.260	491	1.203
10	Aube	158	18	140	32	134	627	38	589	115	501
11	Aude	10	10	»	»	»	4.908	70	4 838	3.702	3.223
12	Aveyron	108	»	108	55	108	1.342	»	1.342	523	1.320
13	Bouches-du-Rhône	1.050	17	1.033	157	987	2.830	74	2.756	994	2.050
14	Calvados	1	»	1	1	»	3	»	3	3	»
15	Cantal	104	27	77	»	77	482	24	458	71	458
16	Charente	369	»	369	101	346	836	»	836	241	765
17	Charente-Inférieure	491	»	491	218	461	3.425	97	3.328	1.321	2.914
18	Cher	65	8	57	»	57	732	13	719	396	656
19	Corrèze	152	13	139	5	144	1.787	52	1.735	314	1.725
20	Corse	143	»	143	»	143	513	»	513	»	513
21	Côte-d'Or	273	14	259	107	259	1.204	»	1.204	207	1.157
22	Côtes-du-Nord	441	»	441	»	»	390	1	389	»	»
23	Creuse	74	»	74	»	74	985	3	982	202	964
24	Dordogne	251	»	251	112	239	1.211	61	1.150	538	1.150
25	Doubs	251	26	225	91	222	1.115	11	1.104	1.000	1.082
26	Drôme	59	»	59	»	59	3.076	108	2.968	1.123	2.968
27	Eure	163	69	94	47	86	55	13	42	10	41
28	Eure-et-Loir	323	30	293	111	292	727	85	642	426	584
29	Finistère	893	55	838	203	802	938	23	915	233	751
30	Gard	93	1	92	»	92	1.207	28	1.179	279	912
31	Garonne (Haute-)	44	16	28	»	28	394	8	386	369	384
32	Gers	149	»	149	33	135	258	»	258	104	226
33	Gironde	895	88	807	368	695	2.092	97	1.995	1.292	1.653
34	Hérault	140	8	132	66	119	3.142	45	3.097	2.829	1.561
35	Ille-et-Vilaine	100	1	99	65	99	74	1	73	33	59
36	Indre	93	2	91	29	91	296	3	293	185	257
37	Indre-et-Loire	231	1	230	81	149	192	»	192	45	147
38	Isère	256	26	230	17	246	5.976	39	5.937	5.025	5.611
39	Jura	91	»	91	48	80	2.290	15	2.275	808	2.033
40	Landes	386	»	386	165	376	2.295	»	2.295	801	2.039
41	Loir-et-Cher	232	37	195	87	193	2.715	580	2.135	1.065	1.567

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	ASSURANCE NON AGRICOLE					ASSURANCE AGRICOLE				
		Nombre d'immatriculations depuis l'origine.	Nombre des radiations depuis l'origine.	Nombre des immatriculés	Nombre d'assurés affiliés à un organisme d'assurance pour les risques de		Nombre d'immatriculations depuis l'origine.	Nombre des radiations depuis l'origine.	Nombre des immatriculés.	Nombre d'assurés affiliés à un organisme d'assurance pour les risques de	
					répartition	capitalisation				répartition.	capitalisation
42	Loire	345	305	40	19	30	1.673	7	1.666	1.544	1.591
43	Loire (Haute-)	»	»	»	»	»	1.794	138	1.656	566	1.656
44	Loire-Inférieure	296	41	255	63	241	405	49	356	186	274
45	Loiret	232	2	230	196	34	426	3	423	190	233
46	Lot	465	64	401	1	409	5.983	272	5.711	1.677	5.741
47	Lot-et-Garonne	260	29	231	»	231	812	31	781	14	767
48	Lozère	18	»	18	»	18	169	»	169	»	169
49	Maine-et-Loire	239	14	225	76	225	325	1	324	127	305
50	Manche	2	»	2	»	2	383	36	347	216	233
51	Marne	154	16	138	23	126	1.945	14	1.931	952	1.544
52	Marne (Haute-)	127	114	13	3	13	2.048	10	2.038	541	2.003
53	Mayenne	175	33	142	»	142	113	4	109	79	109
54	Meurthe-et-Moselle	241	31	210	91	199	2.478	29	2.449	532	2.288
55	Meuse	222	18	204	43	171	1.655	30	1.625	616	1.503
56	Morbihan	249	3	246	100	217	173	1	172	67	156
58	Nièvre	565	2	563	470	557	884	7	877	50	877
59	Nord	529	280	249	96	235	1.104	29	1.075	384	1.046
60	Oise	215	25	190	95	181	137	5	132	93	79
61	Orne	142	28	114	21	113	98	23	75	44	56
62	Pas-de-Calais	241	3	238	55	183	993	4	989	587	989
63	Puy-de-Dôme	135	11	124	»	135	4.458	389	4.069	1.243	3.928
64	Pyrénées (Basses-)	495	73	422	226	414	1.802	339	1.463	465	1.371
65	Pyrénées (Hautes-)	53	»	53	»	53	750	»	750	»	750
66	Pyrénées-Orientales	309	68	241	197	148	10.277	386	9.891	9.111	6.582
68	Territoire de Belfort	43	10	33	15	33	422	11	411	91	401
69	Rhône	310	38	272	1	271	2.424	60	2.364	1.010	1.386
70	Saône (Haute-)	207	11	196	43	214	1.716	71	1.645	344	1.632
71	Saône-et-Loire	41	5	36	»	36	2.327	63	2.264	1.482	2.264
72	Sarthe	14	»	14	»	»	322	28	294	213	137
74	Savoie	388	346	42	18	42	2.563	1	2.562	1.382	2.526
73	Savoie (Haute-)	141	25	116	40	101	1.557	195	1.362	421	941
75-78	Seine et Seine-et-Oise	761	123	638	90	610	93	4	89	64	55
76	Seine-Inférieure	176	4	172	90	159	90	»	90	61	71
77	Seine-et-Marne	132	13	119	51	118	57	4	53	19	53
79	Sèvres (Deux-)	105	5	100	»	100	1.408	83	1.325	425	980
80	Somme	244	54	190	42	177	452	37	415	159	405
81	Tarn	340	95	245	16	240	1.692	64	1.628	724	1.520
82	Tarn-et-Garonne	295	13	282	156	228	810	31	779	393	818
83	Var	144	16	128	»	128	804	76	728	405	724
84	Vaucluse	263	15	248	»	»	1.103	45	1.058	»	»
85	Vendée	453	»	453	»	»	485	»	485	»	»
86	Vienne	292	»	292	57	292	923	»	923	405	844
87	Vienne (Haute-)	359	13	346	155	293	4.848	751	4.097	1.550	4.087
88	Vosges	486	182	304	79	295	3.872	368	3.504	809	2.734
89	Yonne	628	24	604	213	593	4.637	36	4.601	2.447	4.171
	Total	20.616	2.716	17.900	5.253	15.643	143.326	6.288	137.038	67.005	118.269

ASSURANCE SPECIALE

Situation au 31 décembre 1934.

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	NOMBRE d'assurées spéciales immatriculées depuis l'origine jusqu'au 31 décembre 1934.	NOMBRE de radiations prononcées.	NOMBRE d'immatriculées au 31 décembre 1934	NOMBRE de feuillets violets rentrés en 1934.	NOMBRE de cartes violette-rentrées en 1934.	NOMBRE d'assurées visées à l'article 43, paragraphe 4 b, de la loi
1	Ain	66	4	62	153	40	»
2	Aisne	95	23	72	210	50	»
3	Allier	96	4	92	185	52	»
4	Alpes (Basses-)	24	»	24	65	20	»
5	Alpes (Hautes)	5	1	4	12	3	»
6	Alpes-Maritimes	21	»	21	59	15	»
7	Ardèche	133	2	131	291	74	»
8	Ardennes	53	14	39	172	29	»
9	Ariège	61	22	39	262	34	»
10	Aube	55	24	31	132	48	»
11	Aude	174	21	153	359	161	»
12	Aveyron	51	9	42	161	40	»
13	Bouches-du-Rhône	340	99	241	847	221	»
14	Calvados	12	4	8	46	13	»
15	Cantal	78	5	73	207	51	»
16	Charente	2	1	1	3	»	»
17	Charente-Inférieure	91	1	90	213	57	»
18	Cher	134	28	106	389	100	2
19	Corrèze	39	1	38	50	31	»
20	Corse	33	4	29	44	13	»
21	Côte-d'Or	119	15	104	348	88	»
22	Côtes-du-Nord	60	9	51	168	57	»
23	Creuse	6	»	6	24	7	»
24	Dordogne	41	9	32	87	23	»
25	Doubs	408	29	379	1.043	256	»
26	Drôme	»	»	»	»	»	»
27	Eure	44	7	37	121	33	»
28	Eure-et-Loir	173	25	148	507	143	»
29	Finistère	71	16	55	167	41	»
30	Gard	84	20	64	165	41	»
31	Garonne (Haute-)	262	111	151	427	113	»
32	Gers	10	1	9	27	5	»
33	Gironde	263	62	201	355	165	»
34	Hérault	47	5	42	111	31	»
35	Ille-et-Vilaine	18	1	17	52	21	»
36	Indre	75	4	71	181	49	»
37	Indre-et-Loire	109	4	105	267	78	»
38	Isère	233	39	194	483	115	»
39	Jura	26	1	25	58	13	»
40	Landes	70	3	67	179	47	1
41	Loir-et-Cher	17	1	16	61	13	1
42	Loire	377	80	297	852	225	1
43	Loire (Haute-)	»	»	»	»	»	»

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	NOMBRE d'assurées spéciales immatriculées depuis l'origine jusqu'au 31 décembre 1934.	NOMBRE de radiations prononcées	NOMBRE d'immatriculées au 31 décembre 1934.	NOMBRE de feuillets violets rentrés en 1934.	NOMBRE de cartes violettes rentrées en 1934.	NOMBRE d'assurées visées à l'article 43, paragraphe 4 b, de la loi
44	Loire-Inférieure	48	15	33	165	36	»
45	Loiret	106	2	104	300	80	»
46	Lot	44	»	44	152	38	1
47	Lot-et-Garonne	19	7	12	15	8	»
48	Lozère	7	»	7	26	11	»
49	Maine-et-Loire	51	14	37	126	36	4
50	Manche	37	10	27	123	30	»
51	Marne	301	59	242	626	162	»
52	Marne (Haute-)	62	16	46	138	42	»
53	Mayenne	10	2	8	32	9	»
54	Meurthe-et-Moselle	203	79	124	444	142	»
55	Meuse	81	28	53	171	45	»
56	Morbihan	85	6	79	234	64	»
58	Nièvre	97	33	64	191	55	»
59	Nord	480	49	431	1.035	274	»
60	Oise	205	52	153	511	128	2
61	Orne	14	4	10	30	8	»
62	Pas-de-Calais	169	6	163	377	90	4
63	Puy-de-Dôme	866	174	692	2.681	671	1
64	Pyrénées (Basses-)	60	27	33	107	26	1
65	Pyrénées (Hautes-)	53	19	34	91	18	»
66	Pyrénées-Orientales	43	18	25	98	24	»
68	Territoire de Belfort	304	70	234	908	238	»
69	Rhône	254	36	218	781	118	»
70	Saône (Haute-)	329	26	303	862	229	»
71	Saône-et-Loire	257	18	239	558	147	1
72	Sarthe	60	4	56	160	35	»
73	Savoie	44	9	35	76	3	»
74	Savoie (Haute-)	42	»	42	107	26	»
75-78	Seine et Seine-et-Oise	500	105	395	1.505	257	»
76	Seine-Inférieure	113	28	85	234	59	1
77	Seine-et-Marne	42	7	35	49	25	1
79	Sèvres (Deux-)	36	3	33	100	28	3
80	Somme	270	57	213	768	192	1
81	Tarn	461	8	453	1.428	323	2
82	Tarn-et-Garonne	228	»	228	823	206	1
83	Var	18	4	14	21	7	»
84	Vaucluse	33	4	29	75	23	»
85	Vendée	211	8	203	417	112	»
86	Vienne	26	8	18	73	19	»
87	Vienne (Haute-)	13	5	8	32	8	»
88	Vosges	375	119	256	903	251	3
89	Yonne	42	4	38	105	28	»
	Totaux	10.776	1.853	8.923	27.201	6.947	31

ASSURANCE FACULTATIVE

(Année 1934.)

Professions non agricoles. — Cotisations versées.

(Les cotisations versées à la caisse nationale de retraites pour la vieillesse ne sont pas comprises dans les sommes indiquées ci-dessous.)

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	MALADIE	MATERNITÉ	DÉCÈS	INVALIDITÉ	VIEILLESSE
1	Ain	5.677 75	63 80	85 80	»	27.501 70
2	Aisne	2.280 35	»	153 25	»	3.372 »
3	Allier	123 »	»	»	»	240 »
4	Alpes (Basses-)	»	»	»	»	152 50
5	Alpes (Hautes-)	»	»	»	»	»
6	Alpes-Maritimes	»	»	»	»	1.815 45
7	Ardèche	»	»	»	»	»
8	Ardennes	1.050 »	»	86 90	»	480 »
9	Ariège	»	»	»	»	334 48
10	Aube	1.935 40	»	»	»	965 70
11	Aude	»	»	»	»	»
12	Aveyron	»	»	»	»	120 »
13	Bouches-du-Rhône	3.651 50	»	47 50	»	81.374 20
14	Calvados	»	»	»	»	»
15	Cantal	»	»	»	»	»
16	Charente	2.175 60	»	»	»	360 »
17	Charente-Inférieure	2.047 40	»	»	»	8.038 65
18	Cher	»	»	»	»	120 »
19	Corrèze	1.262 »	»	»	»	2.515 »
20	Corse	»	»	»	»	»
21	Côte-d'Or	»	»	»	»	610 »
22	Côtes-du-Nord	»	»	»	»	4.268 80
23	Creuse	»	»	»	»	270 »
24	Dordogne	»	»	»	»	7.090 »
25	Doubs	1.647 20	»	»	»	1.200 »
26	Drôme	»	»	»	»	620 »
27	Eure	487 95	»	»	50 05	4.628 20
28	Eure-et-Loir	»	»	»	»	2.215 65
29	Finistère	»	»	»	»	730 25
30	Gard	»	»	»	»	»
31	Garonne (Haute-)	»	»	»	»	3.132 36
32	Gers	2.393 30	»	»	311 87	4.517 87
33	Gironde	»	»	»	»	65.489 80
34	Hérault	1.136 »	»	»	»	5.860 »
35	Ille-et-Vilaine	»	»	»	»	1.430 »
36	Indre	618 50	»	»	»	480 »
37	Indre-et-Loire	5.600 50	»	»	»	33.467 98
38	Isère	661 »	»	194 10	»	1.080 »
39	Jura	781 »	»	92 80	»	144 »
40	Landes	»	»	»	»	4.810 »
41	Loir-et-Cher	3.629 85	»	145 40	»	1.653 10
42	Loire	10.531 60	»	1.542 85	»	3.616 »
43	Loire (Haute-)	»	»	»	»	»
44	Loire-Inférieure	1.104 25	»	»	100 »	13.552 01
45	Loiret	3.953 26	»	143 50	»	993 06
46	Lot	»	»	»	49 20	2.675 36
47	Lot-et-Garonne	»	»	»	»	3.160 »
48	Lozère	»	»	»	»	1.440 »
49	Maine-et-Loire	2.115 20	»	570 15	»	4.098 »
50	Manche	»	»	»	347 04	612 96
51	Marne	3.826 15	»	333 90	»	11.626 50
52	Marne (Haute-)	»	»	»	»	1.763 60
53	Mayenne	»	»	»	»	1.920 »
54	Meurthe-et-Moselle	5.401 75	»	359 85	»	15.925 20
55	Meuse	752 »	48 »	153 »	340 »	26.920 »
56	Morbihan	3.181 50	»	306 75	»	240 »
58	Nièvre	2.859 05	»	166 40	»	9.012 75
59	Nord	8.302 10	»	1.099 25	»	4.901 25
60	Oise	1.210 55	»	196 30	»	420 »
61	Orne	2.803 70	»	10 40	»	360 »
62	Pas-de-Calais	»	»	»	»	1.900 »
63	Puy-de-Dôme	»	»	»	»	276 72
64	Pyrénées (Basses-)	»	»	»	»	6.175 »
65	Pyrénées (Hautes-)	»	»	»	»	»
66	Pyrénées-Orientales	»	»	»	»	6.010 »
68	Territoire de Belfort	»	»	»	»	356 75
69	Rhône	»	2.621 54	150 04	46 63	2.845 60
70	Saône (Haute-)	»	»	»	»	1.534 80
71	Saône-et-Loire	»	»	»	»	2.565 »
72	Sarthe	537 60	»	37 20	»	»
73	Savoie	15.349 »	»	»	»	72.989 »
74	Savoie (Haute-)	»	»	»	»	»
75-78	Seine, Seine-et-Oise	13.550 90	»	1.336 85	»	17.749 80
76	Seine-Inférieure	4.029 25	»	»	208 80	11.957 60
77	Seine-et-Marne	»	»	»	»	3.684 60
79	Sèvres (Deux-)	»	»	»	»	540 »
80	Somme	»	»	»	»	13.546 35
81	Tarn	2.417 75	»	697 20	»	1.043 75
82	Tarn-et-Garonne	»	»	»	52 »	6.286 27
83	Var	»	»	»	»	6.171 40
84	Vaucluse	6.218 85	10 »	220 40	»	273 85
85	Vendée	»	»	»	»	1.728 »
86	Vienne	»	»	»	»	2.368 48
87	Vienne (Haute-)	1.138 75	»	368 55	»	844 »
88	Vosges	1.581 »	»	»	»	59.241 40
89	Yonne	»	»	»	»	2.030 »
	Totaux	128.022 51	2.743 34	7.098 34	1.505 59	596.342 55

ASSURANCE SPECIALE

(Art. 43, § 4.)

ANNEE 1934

Cotisations versées.

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	COTISATIONS générales (art 43, § 4 a).	COTISATIONS spéciales (art 43, § 4 b).	NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	COTISATIONS générales (art 43, § 4 a)	COTISATIONS spéciales (art 43, § 4 b).
1	Ain	3.175 »	»	45	Loiret	9.476 »	»
2	Aisne	5.274 »	»	46	Lot	4.172 10	»
3	Allier	10.578 »	»	47	Lot-et-Garonne	465 »	165 »
4	Alpes (Basses-)	1.642 70	»	48	Lozère	630 »	»
5	Alpes (Hautes-)	270 »	»	49	Maine-et-Loire	»	»
6	Alpes-Maritimes	1.695 »	»	50	Manche	690 »	»
7	Ardèche	7.878 »	»	51	Marne	18.974 »	390 »
8	Ardennes	4.920 »	»	52	Marne (Haute-)	2.985 »	»
9	Ariège	2.700 »	»	53	Mayenne	183 »	180 »
10	Aube	2.815 »	»	54	Meurthe-et-Moselle	12.968 »	60 »
11	Aude	3.460 »	»	55	Meuse	3.685 »	»
12	Aveyron	2.955 »	»	56	Morbihan	8.737 75	»
13	Bouches-du-Rhône	25.490 »	»	58	Nièvre	6.216 05	»
14	Calvados	1.425 »	»	59	Nord	36.995 »	»
15	Cantal	6.057 20	»	60	Oise	12.513 70	»
16	Charente	60 »	»	61	Orne	825 »	»
17	Charente-Inférieure	6.570 »	»	62	Pas-de-Calais	10.874 35	»
18	Cher	11.886 35	»	63	Puy-de-Dôme	70.173 »	375 »
19	Corrèze	2.747 »	»	64	Pyrénées (Basses-)	3.045 »	»
20	Corse	885 »	»	65	Pyrénées (Hautes-)	3.405 »	»
21	Côte-d'Or	7.720 »	»	66	Pyrénées-Orientales	2.940 »	»
22	Côtes-du-Nord	»	»	68	Territoire de Belfort	26.005 »	»
23	Creuse	555 »	»	69	Rhône	13.880 »	»
24	Dordogne	2.367 50	»	70	Saône (Haute-)	19.253 05	»
25	Doubs	33.239 10	»	71	Saône-et-Loire	13.379 »	»
26	Drôme	»	»	72	Sarthe	5.339 »	»
27	Eure	3.570 »	»	73	Savoie	2.540 »	»
28	Eure-et-Loir	17.040 »	»	74	Savoie (Haute-)	1.935 »	»
29	Finistère	5.126 »	»	75-78	Seine et Seine-et-Oise	44.148 98	»
30	Gard	2.475 20	»	76	Seine-Inférieure	3.130 »	300 »
31	Garonne (Haute-)	8.168 »	»	77	Seine-et-Marne	2.753 »	75 »
32	Gers	797 »	»	79	Sèvres (Deux-)	3.055 »	»
33	Gironde	23.039 »	»	80	Somme	24.502 25	»
34	Hérault	2.345 »	»	81	Tarn	36.820 »	120 »
35	Ille-et-Vilaine	1.267 »	»	82	Tarn-et-Garonne	13.717 72	321 12
36	Indre	5.906 90	»	83	Var	355 »	»
37	Indre-et-Loire	12.210 »	»	84	Vaucluse	3.315 »	»
38	Isère	14.271 10	»	85	Vendée	14.093 65	»
39	Jura	1.175 »	»	86	Vienne	3.125 »	»
40	Landes	6.850 »	»	87	Vienne (Haute-)	960 »	»
41	Loir-et-Cher	706 »	»	88	Vosges	30.001 65	990 »
42	Loire	23.701 35	360 »	89	Yonne	2.755 »	»
43	Loire (Haute-)	»	»				
44	Loire-Inférieure	4.285 »	»		Total	754.356 65	3.336 12

CHAPITRE III

FONCTIONNEMENT DES SERVICES DEPARTEMENTAUX ET MOUVEMENT DES FEUILLETS TRIMESTRIELS ET DES CARTES ANNUELLES

Mouvement des feuillets trimestriels et des cartes annuelles.

Assurance non agricole (cartes et feuillets bulle).

Les assurés reçoivent chaque année une carte et quatre feuillets qui leur sont adressés par les services départementaux. Les cotisations sont généralement représentées par des timbres apposés sur ces documents qui sont renvoyés au service après expiration de leur période de validité. Lorsque l'employeur verse les cotisations en numéraire (espèces ou chèques), il renvoie également les cartes et feuillets à l'appui des bordereaux de versements. Le mouvement des cartes et feuillets permet de suivre les variations du nombre des cotisants. Il dépend à la fois de l'activité industrielle et de l'application de la loi.

Jusqu'au 31 décembre 1931 pour les feuillets, et jusqu'au 1er janvier 1932 pour les cartes, la durée de validité a été modifiée plusieurs fois pour faciliter la mise en œuvre de la loi du 30 avril 1930 et, par suite, de l'entrée en vigueur de la loi du 28 juillet 1931. Il convient de rappeler à ce sujet:

a) Que les premiers feuillets renvoyés ont eu une durée de deux, trois ou quatre mois et que les feuillets expirant fin octobre et fin novembre 1931 ont été prolongés jusqu'à fin décembre 1931;

b) Que les premières cartes de cotisations ont été valables pendant une durée de quatre à seize mois, et que les cartes expirant fin octobre et fin novembre 1931 ont été prolongées jusqu'à fin décembre 1931;

c) Que les cartes et feuillets ont été renouvelés au 1er janvier 1932 pour tous les assurés;

d) Qu'à partir du 1er janvier 1932, le renouvellement des cartes et feuillets s'effectue régulièrement par trimestre de naissance;

e) Qu'à dater du 1er janvier 1933, les cartes renvoyées ont toutes eu une validité d'un an et, à dater du 1er mars 1932, les feuillets renvoyés une validité de trois mois.

Les renseignements fournis par les services départementaux permettent de suivre le mouvement des assurés, mais seuls les chiffres indiquant le nombre des documents adressés aux assurés depuis le 1er janvier 1932 ont une signification précise puisqu'à partir de cette date, il a été adressé chaque année, à chaque assuré, un carnet de cotisations (1 carte, 4 feuillets trimestriels).

ANNÉES	NOMBRE DE DOCUMENTS DE COTISATIONS envoyés par les services départementaux.	non remis à leurs destinataires et renvoyés par la poste aux services départementaux	parvenus à leurs destinataires.	OBSERVATIONS
1930-1931	44.839.737	3.994.250	40.845.487	Feuillets.
	12.725.692	1.095.137	11.630.555	Cartes.
1932	9.150.112	942.247	8.216.865	
1933	8.498.669	568.194	7.930.475	Carnets (une carte, 4 feuillets).
1934	8.289.928	563.614	7.726.314	

Le nombre des documents qui n'ont pu être remis à leurs destinataires et qui ont été renvoyés par la poste aux services départementaux, très élevé au début de l'application de la loi (10,3 p. 100 des envois en 1932), tend à se stabiliser (6,7 p. 100 en 1933, 6,8 p. 100 en 1934).

Les documents retournés aux services départementaux sont classés et dépouillés après enquête; une partie d'entre eux fait l'objet d'un nouvel envoi à la suite des demandes des assurés.

Ces retours correspondent en effet aux assurés décédés, partis sans adresse, partis au service militaire, rentrés dans leur pays d'origine (étrangers), aux assurés qui ont refusé leurs cartes et feuillets (n'étant plus salariés).

Comme ils proviennent de la mobilité de la main-d'œuvre, des changements survenus dans la situation des assurés ou même de leur disparition, ils fournissent un moyen de tenir à jour les fichiers comptables et suppléent à l'insuffisance des renseignements fournis par les assurés eux-mêmes.

Une partie d'entre eux pourrait être évitée par une meilleure liaison entre les services et les assurés; néanmoins une grande partie des retours reste inévitable puisqu'elle correspond au mode de perception (les cotisations et reste le meilleur moyen pour les services de suivre certains assurés.

Il convient d'observer que la crise économique et le chômage ont sans doute pour effet d'accroître la mobilité des travailleurs et d'augmenter le nombre de ceux d'entre eux qui changent de domicile sans laisser d'adresse.

Le nombre des documents parvenus à leurs destinataires définit ainsi le nombre des assurés avec lesquels les services départementaux sont en contact. Il permet de chiffrer le nombre réel des assurés aux environs de 8 millions pour l'assurance non agricole.

Le mouvement des cotisants peut être suivi sur la statistique des cartes et feuillets rentrés après expiration de leur période de validité. Encore convient-il de tenir compte des diverses durées de validité au début de l'application de la loi:

a) Du 1er juillet 1930 au 31 décembre 1931, il aurait dû rentrer en moyenne 14 feuillets pour 3 assurés et 1 carte par assuré;

b) En 1932, il aurait dû rentrer en moyenne 7 cartes pour 4 assurés et 4 feuillets par assuré;

c) En 1933 et 1934, il aurait dû rentrer 1 carte et 4 feuillets par assuré.

Mais, d'une part, les feuillets et cartes rentrent très fréquemment en retard; d'autre part, les assurés et employeurs ne respectent pas toujours la durée de validité des documents et apposent parfois, sur le même feuillet, les cotisations de plusieurs trimestres, ou utilisent des cartes (notamment en 1932) pendant une durée supérieure à la durée réglementaire.

Enfin, certains services départementaux n'ont indiqué qu'une carte rentrée pour les deux documents afférents à un même assuré (parce que ces deux documents ne donnaient droit qu'à une indemnité de gestion).

DÉSIGNATION		DOCUMENTS RENTRÉS APRÈS EXPIRATION de leur période de validité		TOTAL
		recouverts de timbres.	non recouverts de timbres (correspondant à des versements par chèque ou en numéraire).	des documents rentrés.
		Feuillets.		
Années	1930-1931	24.130.190	2.802.717	26.932.907
	1932	19.641.059	3.498.747	23.139.806
	1933	17.533.488	4.950.375	22.483.863
	1934	16.892.741	5.436.554	22.329.295
		Cartes.		
Années	1930-1931	5.663.324	782.237	6.445.561
	1932	7.538.959	1.000.350	8.539.309
	1933	4.976.509	1.383.547	6.360.056
	1934	4.658.921	1.594.633	6.253.557

La statistique ci-dessus montre que, pour les périodes au cours desquelles il aurait dû rentrer une carte par assuré (1930-1931, 1933 et 1934), le nombre d'assurés ayant renvoyé une carte a été de l'ordre de 6.400.000. En comparant ce dernier chiffre à celui (probable) de 8 millions d'assurés non agricoles, il apparaît qu'environ 80 p. 100 des assurés font l'objet d'au moins un versement par an.

La comparaison des nombres de feuillets et de cartes rentrés en 1933 et 1934 indique qu'il rentre en moyenne 3,5 feuillets par carte. En examinant le mouvement des feuillets par trimestre.

1933	
1er trimestre	5.805.255
2e trimestre	5.533.249
3e trimestre	5.482.361
4e trimestre	5.663.098
1934	
1er trimestre	5.706.945
2e trimestre	5.528 068
3e trimestre	5.490.738
4e trimestre	5.603.544

il est facile de voir que cette proportion de 3,5 feuillets par carte est due au grand nombre des salariés pour lesquels il n'a été renvoyé qu'un, deux ou trois feuillets par an, au lieu de quatre.

Le nombre des cartes rentrées varie également d'un trimestre à l'autre:

1er trimestre 1934	1.597.571
2e trimestre 1934	1.589.062
3e trimestre 1934	1.513.833
4e trimestre 1934	1.553.091

il semble suivre les mêmes variations que celui des feuillets.

Les explications fournies à ce sujet par les rapports des services départementaux sont à peu près identiques aux justifications figurant dans les rapports sur les années précédentes:

a) 4 rapports rappellent que la crise économique, entraînant du chômage, la fermeture d'usines ou d'établissements industriels, le licenciement d'ouvriers ou d'employés provoque une réduction du nombre des cotisants;

b) 30 rapports insistent sur l'insuffisance de leur personnel et des moyens de contrôle mis à leur disposition (faiblesse numérique du corps des inspecteurs), sur l'insuffisance des sanctions applicables aux employeurs défaillants, et sur la jurisprudence favorable à ces derniers;

c) 7 rapports signalent de nombreux retards dans le renvoi des documents, imputables soit à la négligence, soit à l'indifférence des employeurs, soit au retard dans l'acquisition des timbres. Quelques rapports précisent que des employeurs, réfractaires ou montrant une certaine hostilité vis-à-vis des assurances sociales, apportent une grande négligence dans l'accomplissement des formalités réglementaires (2 rapports ajoutent que les campagnes de presse contre la loi encouragent une telle attitude);

d) 10 rapports insistent sur la mobilité de la main-d'œuvre saisonnière ou intermittente (villes d'eaux), et d'une façon générale, sur la difficulté de rester en contact, pour l'envoi des documents de cotisations avec les ouvriers, en raison de leurs déplacements ou changements de domicile;

e) 5 rapports signalent les difficultés qu'apporte, à l'application de la loi, la jurisprudence relative à la définition du salarié (travail à domicile, gérants de sociétés à succursales multiples, etc.);

f) 10 rapports insistent sur la forte proportion des salariés étrangers ou frontaliers qui ont cessé de travailler en France et dont une partie néglige de renvoyer leurs cartes et feuillets avant de rentrer dans leur pays d'origine.

Il convient de noter la progression constante du nombre des cartes et feuillets retournés sans timbres et correspondant à des versements en numéraire ou par chèque.

La statistique suivante permet de suivre le mouvement de la ventilation des cartes et feuillets. Cette statistique n'est pas comparable à celle des cartes et feuillets rentrés parce que, dans de très nombreux cas (en particulier pour les cartes rentrées en 1932), plusieurs feuillets ou cartes sont groupés ensemble et ne sont comptés que pour une unité, alors qu'ils ont pu être comptés séparément dans la statistique des documents rentrés (lorsque deux feuillets d'un même assuré correspondent à un même trimestre ou deux cartes à une même année):

DÉSIGNATION		FEUILLETS VENTILÉS	CARTES VENTILÉES
Années	1930-1931	21.613.029	4.002.616
	1932	20.896.757	6.342.571
	1933	22.075.533	7.062.648
	1934	23.079.889	6.915.663

La ventilation des feuillets a été rendue plus facile par la circulaire du 14 mars 1934, qui permet la centralisation des feuillets dans les services des départements où les caisses intéressées ont leur siège afin d'éviter un grand nombre de mutations.

Les chiffres qui précèdent attestent l'effort considérable effectué par les services départementaux pour mettre les cotisations à la disposition des organismes d'assurance. Il existe encore un léger retard dans la ventilation, mais il a déjà été fortement réduit. Toutefois, ce retard se trouve presque toujours justifié par l'abondance des documents traités par les services: en effet, bien que le temps propre à chaque opération (classement, report au fichier, etc.) ait été réduit au possible, un certain délai s'écoule entre la première opération concernant un document et sa sortie après ventilation, et ce détail justifie, pour la plupart des services, l'importance du nombre des documents non encore complètement ventilés.

Il convient de signaler que, malgré tous les efforts apportés par les services pour identifier les documents qui leur parviennent, un certain nombre de documents comportant des indications incomplètes sur l'état civil du salarié (absence de numéro matricule), le plus souvent des duplicata établis par les assurés ou les employeurs, restent en souffrance, faute de pouvoir retrouver leurs titulaires. Ces documents, relativement peu nombreux si on en compare le nombre à celui des documents ventilés, représentent plusieurs millions de francs de cotisations. Les services arrivent petit à petit à identifier la plupart d'entre eux et il faut espérer qu'ils seront tous récupérés dans un assez court délai, évitant ainsi le préjudice regrettable qui en résulterait pour les assurés.

Mouvement des feuillets trimestriels et des cartes annuelles.

Assurés agricoles (cartes et feuillets verts.)

Le versement des cotisations de l'assurance obligatoire agricole s'effectue suivant des modalités très diverses. En principe, les assurés auraient tous dû cotiser pour l'assurance vieillesse sur des cartes annuelles, mais dans quelques départements les sociétés de secours mutuels agricoles ont encaissé en espèces les cotisations en numéraire et les ont apposées elles-mêmes sous forme de timbres sur les cartes.

Les modes de perception des cotisations utilisés pour les risques de répartition sont le versement en numéraire (espèces ou chèques) à un organisme agricole ou le versement en timbres assurances sociales sur un feuillet.

Ces deux modes de versement sont utilisés simultanément dans 35 départements, le versement en timbres étant le seul pratiqué dans 52 départements.

La remise des cartes et feuillets aux assurés s'effectue de façons très diverses suivant les départements.

Dans les Basses-Pyrénées, les cartes et feuillets ont été adressés aux assurés exclusivement par un organisme agricole.

Dans certains départements, tous les documents de cotisations utilisés sont du modèle réglementaire et envoyés aux assurés par le service départemental

Dans d'autres départements, les affiliés à la section agricole de la caisse départementale et à une partie des organismes agricoles utilisent les cartes et feuillets du modèle réglementaire tandis que les affiliés à d'autres organismes reçoivent la carte annuelle seule qui leur est envoyée par le service départemental et cotisent pour les risques de répartition soit en numéraire, soit sur des feuillets spéciaux, qui leur sont remis par les caisses.

Après l'expiration de la période de validité, les cartes et feuillets ou bien sont retournés au service, ou bien sont remis aux caisses agricoles qui les transmettent pour créditement des cotisations au service.

Cette variété dans les modes de perception rend très difficile le contrôle des assurés par les services et ne permet pas de suivre facilement l'application de la loi.

Le mouvement des carnets de cotisation adressés aux assurés (une carte ou une carte et 4 feuillets), donne une première indication sur le nombre réel des assurés:

DÉSIGNATION		NOMBRE DE CARNETS DE COTISATIONS		
		envoyés par les services départementaux.	non remis à leurs destinataires et renvoyés par la poste aux services départementaux	parvenus à leurs destinataires.
Années	1932	836.440	72.565	764.875
	1933	842.704	59.314	783.390
	1934	779.096	61.669	717.427

Pour l'année 1934, le nombre des carnets de cotisations adressés aux assurés par les services départementaux comprend 361.237 cartes sans feuillets joints, 417.859 carnets (1 carte-4 feuillets).

Il ne comprend pas les cartes remises directement aux assurés par les organismes agricoles (avec ou sans feuillets joints).

Le mouvement des cartes et feuillets rentrés aux services départementaux après expiration de leur période de validité ou remis aux services par les caisses agricoles qui les ont reçus permet de suivre la progression des assurances sociales dans les milieux agricoles. Toutefois, les diverses durées de validité des cartes et feuillets au début de l'application de la loi, l'existence d'un grand nombre d'assurés cotisant en numéraire, masquent un peu les progrès réalisés.

DÉSIGNATION		DOCUMENTS RENTRÉS APRÈS EXPIRATION de leur période de validité.	
		Feuillets.	Cartes.
Années	1930	68.284	19.235
	1931	840.957	288.792
	1932	1.448.277	614.210
	1933	1.892.996	637.890
	1934	1.894.406	659.662

Les feuillets rentrés en 1934 comprennent:

9.610 feuillets retournés aux services, accompagnant des bordereaux en numéraire;

958.072 feuillets recouverts de timbres;

926.724 feuillets recueillis par des organismes agricoles et transmis aux services;

Il convient d'ajouter que le nombre des assurés cotisant en numéraire est de l'ordre de 100.000.

Les cartes rentrées en 1934 comprennent:

16.229 cartes retournées aux services, accompagnant des bordereaux de versement en numéraire;

572.528 cartes recouvertes de timbres;

70.904 cartes recueillies par des organismes agricoles et transmises aux services

D'après ces chiffres et compte tenu des assurés qui ont effectué des versements en numéraire, pour l'assurance vieillesse (encaissés directement par des caisses et non transformés en timbres), le nombre des cotisants agricoles serait de l'ordre de 675.000 en 1934.

Si l'on estime que le nombre réel des assurés est voisin de 800.000, la proportion des cotisants atteindrait 85 p. 100 environ.

Les rapports des services départementaux donnent diverses raisons pour justifier la faiblesse du nombre des cotisants agricoles.

Tout en notant la progression de l'assurance, soit qu'elle soit mieux connue, soit que l'attrait de la pension de vieillesse attire de nouveaux assurés, 17 rapports signalent que la crise économique, en provoquant une mévente des produits agricoles ou du chômage, diminue le nombre des cotisants;

19 rapports insistent sur la dispersion des entreprises agricoles et la difficulté de leur contrôle, l'insuffisance du personnel mis à leur disposition pour assurer la récupération des cotisations non versées, l'insuffisance des sanctions ou des poursuites;

12 rapports signalent qu'une indifférence et parfois une hostilité subsiste chez de nombreux agriculteurs, dont certains peuvent être encouragés par les campagnes menées par la presse ou par des personnalités politiques;

6 rapports notent les difficultés qui résultent de la mobilité et de l'instabilité de la main-d'œuvre, du caractère saisonnier des travaux agricoles, du grand nombre de travailleurs intermittents et des nombreux salariés qui s'établissent;

Plusieurs rapports signalent la négligence des employeurs ou même des assurés, la difficulté pour le service départemental de suivre les assurés qui cotisent directement auprès des organismes d'assurance tout en notant d'ailleurs que certaines caisses surveillent d'assez près leurs adhérents.

La ventilation des cartes et feuillets de cotisations agricoles peut être suivie sur la statistique suivante:

DÉSIGNATION		DOCUMENTS VENTILÉS	
		Feuillets.	Cartes.
Années	1930-1931	873.430	152.397
	1932	1.427.867	578.156
	1933	1.843.195	648.264
	1934	2.039.656	676.278

Pour 1934, le nombre des cartes ventilées, soit 676.278, correspond aux 624.268 cartes reçues et ventilées par les services et aux 70.904 cartes reçues par des organismes agricoles et ventilées par ceux-ci ou les services (après déduction de 18.894 cartes faisant double emploi dans la statistique de ventilation) (1). Le nombre des feuillets ventilés, soit 2.039.656, correspond à 926.724 feuillets reçus et ventilés par les services, 1.125.689 feuillets reçus par les organismes et ventilés par ceux-ci ou les services (après déduction de 12.757 feuillets faisant double emploi dans les statistiques de ventilation (1).

(1) Comptées à la fois dans les documents reçus et ventilés par le service et dans les documents transmis ou ventilés par les caisses.

Mouvement des cartes et feuillets.

ASSURÉS DES CATÉGORIES PARTICULIÈRES

A. — *Assurés gagnant plus de* 15.000 *fr.* (*ou* 18.000 *fr.*) *et moins de* 25.000 *fr. immatriculés en raison de leurs charges de famille.*

Ces assurés cotisent pour les risques de répartition sur des feuillets roses: la cotisation patronale est versée comme celle afférente aux salariés non immatriculés gagnant de 15.000 fr. (ou 18.000 fr.) à 25.000 fr., sur bordeaux rose n° 7 et 7 *bis*.

Les statistiques relatives à ces feuillets concernent la France entière, sauf pour l'année 1933 pour laquelle les chiffres des départements de Seine et Seine-et-Oise n'ont pas été fournis et ont été compris dans ceux relatifs aux feuillets bulle.

ANNÉES	NOMBRE DE FEUILLETS ROSES		OBSERVATIONS
	rentrés	ventilés.	
1930-1931	112.540	18.757	France entière.
1932	124.694	131.205	Idem.
1933	61.116	65.220	Seine et Seine-et-Oise non compris
1934	127.552	160.157	France entière.

B. — *Assurés immatriculés pour l'assurance vieillesse seulement.*

Ces assurés cotisent sur des cartes orange (non agricoles) et grises (agricoles). Ce sont les assurés âgés de 60 à 65 ans au 1er juillet 1930 qui ont demandé à être immatriculés pour l'assurance vieillesse seulement.

Le mouvement des cartes se présente comme suit:

DÉSIGNATION		CARTES ORANGE		VENTILÉES
		adressées aux assurés	rentrées.	
Années	1930-1931	47.725	18.230	Non établi.
	1932	30.921	28.009	23.589
	1933	25.026	(1) 20.311	(1) 25.231
	1934	23.219	(1) 18.302	(1) 21.442

(1) Non compris la Seine et la Seine-et-Oise.

DÉSIGNATION		CARTES GRISES		VENTILÉES
		adressées aux assurés.	rentrées.	
Années	1930-1931	11.145	4.358	Non établi.
	1932	8.591	7.488	5.847
	1933	8.170	7.244	7.997
	1934	7.688	8.215	8.844

Assurance vieillesse et retraites ouvrières et paysannes.

Conformément à l'article 47 de la loi, un certain nombre d'anciens assurés des retraites ouvrières et paysannes ont demandé la liquidation de leur retraite, après avoir été ou sans avoir été immatriculés dans l'assurance sociale.

Les services départementaux ont reçu 126.167 demandes de liquidation de retraites R. O. P. ou mixtes (R. O. P. et A. S.) du 1er juillet 1930 au 31 décembre 1933 et 19.912 au cours de l'année 1934.

Ils ont également reçu, de la part d'assurés sociaux ayant atteint 60 ans et ne voulant pas rester cinq ans dans l'assurance, 7.024 demandes de liquidation de leur retraite assurances sociales (seule) du 1er juillet 1930 au 31 décembre 1933 et 7.407 au cours de l'année 1934.

Assurance invalidité.

En raison du long délai nécessaire à l'instruction des dossiers de pensions d'invalidité, la statistique ci-après, bien que marquant une progression régulière, donne des indications assez inférieures au nombre réel des pensions afférentes aux années 1933 et 1934:

DÉSIGNATION	STATISTIQUE au 31 décembre 1933	au 1er juillet 1934.	au 31 décembre 1934.
Nombre de demandes de pensions parvenues à la caisse générale de garantie	5.935	11.728	19.989
Nombre de pensions:			
Accordées	2.286	8.148	14.759
Rejetées	366	2.557	3.446
En instance	2.743	1.023	1.784
Supprimées	»	1.350	2.510
En cours	»	6.571	11.769
En cours sans payement d'arrérages	»	227	450
Montant des pensions:			
Accordées	4.624.718 »	16.445.315 32	(a) 29.960.770 »
Supprimées	»	2.680.422 64	(a) 4.080.000 »

a) Chiffres approximatifs

D'après les renseignements fournis par les services départementaux, le nombre des demandes de pensions s'élevait à 25.201 au 31 décembre 1934

D'après la caisse générale de garantie, les 1.577 pensions supprimées au 1er juillet 1934 se décomposaient en 1.036 décès et 314 suppressions.

D'autre part, 227 pensions au 1er juillet 1934 et 450 au 31 décembre 1934 ne donnaient lieu à aucun payement d'arrérages, parce que leurs titulaires bénéficiaient déjà d'une pension militaire ou d'une rente en vertu de la législation sur les accidents du travail, supérieure à celle accordée en vertu de la loi sur les assurances sociales.

Pour les assurés non agricoles, au 1er juillet 1934, la pension moyenne s'établissait ainsi:

Pension nette	1.919 07
Majorations pour charges de famille	47 47
Complément pour minimum garanti	51 78
Total	2.018 32

Le décret-loi du 30 juin 1934 a étendu le bénéfice des pensions d'invalidité aux assurés obligatoires des professions agricoles. D'après un décompte établi au 30 novembre 1934, la pension moyenne des invalides agricoles s'élevait à 992 fr., dont 52 fr de majorations pour charges de famille.

Le tableau suivant indique le montant des dépenses comptabilisées par la caisse générale de garantie:

DÉSIGNATION	1933	1934	1er SEMESTRE 1935
	francs.	francs.	francs.
Rentes	»	»	2.123.513 84
Soins préventifs	»	17.974 60	81.053 29
Honoraires, frais d'expertises, déplacements	13.759 15	»	214.088 25
Soins aux invalides	20.916 12	401.590 04	2.904.457 97
Charges de famille. Invalidité	»	125.085 73	226.581 33
Complément de pensions	»	»	16.017 98
Total	34.675 27	544.650 37	5.565.712 66

Il convient d'ajouter que les caisses d'assurances invalidité ont reçu des avances pour leur permettre de faire face aux dépenses afférentes à la couverture du risque invalidité:

ANNÉES	PROVISIONS invalidité
	francs
1933	4.776.000
1934	19.293.340
1er semestre 1935	16.944.810

La somme de 2.123.513 fr 84 représente le montant des avances régularisées.

Pensions d'orphelins.

Elles sont à la charge de la caisse générale de garantie qui avait dépensé à ce titre: 78.481 fr. 43 en 1932, 499.935 fr. 96 en 1933, 1.069.420 fr. 45 en 1934.

Leur taux avait été fixé à 180 fr. en 1931 (décret du 31 décembre 1931) et à 240 fr. depuis le 1er janvier 1932 (décrets des 2 septembre 1932, 11 avril 1933, 21 mars 1934).

Au 31 décembre 1934, il avait été établi 6.656 titres de pensions, mais 175 n'étaient plus en payement (110 pour limite d'âge et 65 par décès des titulaires).

Demi-cotisations vieillesse.

Les caisses primaires de répartition versent la moitié de la cotisation vieillesse, pour chaque jour ouvrable, à partir du 16e jour, en cas de maladie ou de maternité, au compte des assurés recevant une indemnité journalière.

Primitivement, en vertu du décret du 27 octobre 1930, ces cotisations étaient apposées sous forme de timbres sur les cartes des assurés. Depuis le décret du 19 février 1933 et l'arrêté du 24 mars 1933, entrés en vigueur le 1er avril 1933, ces versements sont effectués en numéraire et portés sur des feuillets spéciaux qui sont ventilés avec les cartes annuelles.

D'après les services départementaux, le nombre des feuillets spéciaux qui leur sont parvenus avant le 31 décembre 1933 serait de 604.071. Mais comme certains services ont indiqué avec le chiffre afférent à la période 1er avril-31 décembre 1933, des chiffres concernant l'ensemble des documents afférents au versement des demi-cotisations vieillesse qui leur étaient parvenus depuis l'origine, ce chiffre demeure sujet à caution.

D'après les rapports des services départementaux, le nombre des feuillets spéciaux qui leur sont parvenus en 1934 s'est élevé à 414.573. Ce chiffre donne une indication sur le nombre de salariés qui, par suite de maladie ou de maternité, ont été dans l'incapacité de travailler pendant plus de 15 jours consécutifs.

Garantie en cas de chômage.

Les assurés qui désirent bénéficier du versement, pour leur compte, des cotisations pendant la durée de leur chômage, doivent en faire la demande à un office de placement. Ces demandes font l'objet de bulletins n° 26 qui sont transmis aux services départementaux.

D'après les rapports des services départementaux, il leur a été transmis:

442.366 bulletins n° 26 du 1er avril 1932 au 31 décembre 1933;

412.239 bulletins n° 26 du 1er janvier au 31 décembre 1934.

Les offices de placement procèdent de manière très différente suivant les départements: certains d'entre eux établissent systématiquement des bulletins n° 26 pour tous les chômeurs inscrits, tandis que d'autres ne les établissent que lorsque l'assuré en fait la demande. Aussi, le nombre de bulletins n° 26 parvenus aux services départementaux est-il très loin de correspondre au nombre de chômeurs et ne traduit-il pas nettement l'importance du chômage dans les divers départements.

Les bulletins n° 26 sont communiqués après examen par les services aux caisses primaires de répartition qui indiquent le nombre de journées de maladie indemnisées comptant comme journées de cotisations. Ils font ensuite l'objet d'un nouvel examen par les services qui procèdent suivant le cas au rejet ou au crédit ement des cotisations.

Au cours de l'année 1934, il a été ainsi communiqué 338.411 bulletins aux caisses, qui en ont envoyé 331.047 aux services. Ces derniers ont prononcé 181.038 rejets et procédé au crédit ement des cotisations pour 98.665 bulletins.

La différence entre le nombre des bulletins arrivés aux services et celui des bulletins transmis aux caisses provient des bulletins imparfaitement établis, et retournés aux offices de placement et surtout de rejets après examen préalable (épuisement des droits à la garantie).

Le très grand nombre des rejets provient notamment de l'insuffisance des cotisations versées au cours de la période de référence (fréquemment par suite du chômage prolongé antérieur à l'établissement du bulletin n° 26).

Conformément à l'article 23, paragraphe 2, de la loi, la caisse générale de garantie reçoit depuis le 1er avril 1932, 1 p. 100 des cotisations pour être versé à un compte spécial. Elle a reçu à ce titre:

En 1932-1933, 35.863.583 fr. 13;
En 1934, 27.116.478 fr. 45.

Les cotisations versées pour les chômeurs sont avancées sur le fonds des timbres et remboursées à ce dernier fonds par la caisse générale de garantie. Celle-ci a reversé à ce titre, 7.823.267 fr. 71 en 1934.

ASSURANCE NON AGRICOLE

(Année 1934.)

Carnets de cotisations.

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	NOMBRE de carnets adressés aux assurés	NOMBRE de carnets non parvenus à leur destination.	NOMBRE de carnets remis aux assurés.	NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	NOMBRE de carnets adressés aux assurés.	NOMBRE de carnets non parvenus à leur destination	NOMBRE de carnets remis aux assurés
1	Ain	43.194	3.539	39.655	45	Loiret	56.606	4.361	52.245
2	Aisne	102.456	5.719	96.737	46	Lot	11.549	546	11.003
3	Allier	52.112	3.155	48.957	47	Lot-et-Garonne	25.682	2.022	23.660
4	Alpes (Basses-)	8.118	588	7.530	48	Lozère	10.305	168	10.137
5	Alpes (Hautes-)	13.571	2.108	11.463	49	Maine-et-Loire	61.372	4.769	56.603
6	Alpes-Maritimes	85.012	7.200	77.812	50	Manche	43.758	5.481	38.277
7	Ardèche	46.363	2.008	44.355	51	Marne	84.092	4.161	79.931
8	Ardennes	75.236	7.316	67.920	52	Marne (Haute-)	30.756	934	29.822
9	Ariège	16.910	954	15.956	53	Mayenne	23.632	1.193	22.439
10	Aube	69.422	2.759	66.663	54	Meurthe-et-Moselle	178.119	19.217	158.902
11	Aude	32.758	3.474	29.284	55	Meuse	43.975	1.831	42.144
12	Aveyron	28.166	3.372	24.794	56	Morbihan	49.105	2.080	47.025
13	Bouches-du-Rhône	254.925	22.903	232.022	58	Nièvre	32.537	2.132	30.405
14	Calvados	68.797	8.226	60.571	59	Nord	727.226	45.901	681.325
15	Cantal	12.408	655	11.843	60	Oise	78.984	4.122	74.862
16	Charente	33.825	1.715	32.110	61	Orne	34.345	4.263	30.082
17	Charente-Inférieure	51 224	5.463	45.761	62	Pas-de-Calais	201.292	6.925	194.367
18	Cher	45.641	1.244	44.397	63	Puy-de-Dôme	70.286	3.367	66.922
19	Corrèze	24.963	2.688	22.275	64	Pyrénées (Basses-)	74.524	8.011	66.513
20	Corse	19.899	1.574	18.325	65	Pyrénées (Hautes-)	23.436	2.410	21.026
21	Côte-d'Or	48.378	2.857	45.521	66	Pyrénées-Orientales	27.966	3.295	24.671
22	Côtes-du-Nord	35.276	2.162	33.114	68	Territoire de Belfort	36.759	4.520	32.239
23	Creuse	13.283	734	12.549	69	Rhône	334.946	16.852	318.094
24	Dordogne	40.445	2.725	37.720	70	Saône (Haute-)	30.106	697	29.409
25	Doubs	75.674	1.368	74.306	71	Saône-et-Loire	77.628	1.807	75.821
26	Drôme	48.845	2.200	46.645	72	Sarthe	54.712	1.607	53.105
27	Eure	53.842	2.491	51.351	73	Savoie	49.769	2.646	47.123
28	Eure-et-Loir	29.769	1.689	28.080	74	Savoie (Haute-)	37.241	4.345	32.896
29	Finistère	72.111	3.153	68.958	75-78	Seine et Seine-et-Oise	2.213.042	144.104	2.068.938
30	Gard	53.014	4.604	48.410	76	Seine-Inférieure	270.420	21.800	248.620
31	Garonne (Haute-)	97.945	8.804	89.141	77	Seine-et-Marne	77.694	11.131	66.563
32	Gers	11.574	634	10.940	79	Sèvres (Deux-)	30.893	1.859	29.034
33	Gironde	201.440	21.780	179.660	80	Somme	107.176	2.569	104.607
34	Hérault	70.054	5.091	64.963	81	Tarn	48.332	2.376	45.956
35	Ille-et-Vilaine	71.076	8.126	62.950	82	Tarn-et-Garonne	19.305	1.416	17.979
36	Indre	30.969	1.853	29.116	83	Var	56.643	3.936	52.707
37	Indre-et-Loire	52.087	2.190	49.897	84	Vaucluse	43.819	4.686	39.133
38	Isère	145.233	10.341	134.892	85	Vendée	27.532	1.106	26.426
39	Jura	37.589	2.153	35.436	86	Vienne	31.728	1.954	29.774
40	Landes	27.170	1.765	25.405	87	Vienne (Haute-)	57.195	2.873	54.322
41	Loir-et-Cher	26.494	1.289	25.205	88	Vosges	112.385	3.069	109.316
42	Loire	172.609	10.600	162.009	89	Yonne	37.223	4.216	33.007
43	Loire (Haute-)	22.002	517	21.485					
44	Loire-Inférieure	123.777	11.070	112.707		Totaux	8.289.928	563.614	7.726.314

ASSURANCE NON AGRICOLE

(Année 1934.)

Mouvement des feuillets bulles.

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	NOMBRE DE DOCUMENTS RENTRÉS AU COURS DES				TOTAL	NOMBRE de documents rentrés		NOMBRE de documents ventilés en 1934.
		1er trimestre 1934.	2e trimestre 1934.	3e trimestre 1934.	4e trimestre 1934.		recouverts de timbres.	non recouverts de timbres (versements en numéraire)	
1	Ain	28.163	29.612	28.828	28.209	114.812	91.879	22.933	115.587
2	Aisne	73.968	65.610	66.023	68.745	274.346	202.487	(a) 71.859	262.051
3	Allier	36.828	35.412	36.913	37.837	146.990	120.691	26.299	143.843
4	Alpes (Basses-)	5.881	5.330	5.503	5.407	22.121	17.653	4.468	21.773
5	Alpes (Hautes-)	8.362	7.467	8.312	8.808	32.949	30.657	2.292	37.246
6	Alpes-Maritimes	57.003	55.197	50.359	52.833	215.392	192.790	22.602	213.021
7	Ardèche	32.918	33.027	30.849	31.252	128.046	103.948	24.098	123.734
8	Ardennes	52 356	51.428	51.531	51.161	206.476	164.729	41.747	211.408
9	Ariège	12.828	11 952	12.067	12.445	49.292	37.492	11.800	48.836
10	Aube	50.418	50 172	50.762	49.623	200.975	125.695	75.280	204.925
11	Aude	22.694	22.063	21.692	21.923	88.372	85.504	2.868	100.303

(a) (Aisne) dont 6.043 feuillets retournés sans timbres par suite de chômage, maladie ou autre cause.

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	NOMBRE DE DOCUMENTS RENTRÉS AU COURS DES				TOTAL	NOMBRE de documents rentrés		NOMBRE de documents ventilés en 1934
		1er trimestre 1934.	2e trimestre 1934.	3e trimestre 1934.	4e trimestre 1934.		recouverts de timbres.	non recouverts de timbres (versements en numéraire)	
12	Aveyron	19.719	18.885	18.330	18.327	75.261	59.815	15.446	84.553
13	Bouches-du-Rhône	180.444	179.808	178.791	180.270	719.313	520.422	198.891	702.603
14	Calvados	40.310	38.959	39.073	40.278	158.620	120.917	37.703	170.209
15	Cantal	8.530	7.352	8.108	8.031	32.021	30.161	1.860	28.486
16	Charente	25.754	25.307	25.965	26.065	103.091	82.760	20.331	99.369
17	Charente-Inférieure	27.290	29.959	27.449	30.599	115.297	103.052	12.245	114.625
18	Cher	33.827	31.609	32.400	33.189	131.025	101.641	29.384	127.567
19	Corrèze	16.489	14.340	16.005	16.322	63.156	53.654	9.502	74.860
20	Corse	10.624	8.172	9.252	9.713	37.761	32.327	5.434	16.739
21	Côte-d'Or	40.476	38.200	39.296	38.173	156.145	139.213	16.932	153.644
22	Côtes-du-Nord	26.429	20.165	20.822	19.794	87.210	80.499	6.711	105.507
23	Creuse	8.061	7.456	6.850	7.493	29.860	27.001	2.859	29.421
24	Dordogne	24.252	23.519	23.275	24.009	95.055	84.738	10.317	89.930
25	Doubs	57.920	57.480	57.843	59.697	232.940	190.582	42.358	221.736
26	Drôme	34.573	33.976	29.040	32.319	129.908	108.566	21.342	123.741
27	Eure	37.144	36.703	35.509	35.833	145.189	113.859	31.330	138.544
28	Eure-et-Loir	23.959	22.253	20.205	22.286	88.703	79.442	9.261	103.064
29	Finistère	46.446	42.532	43.028	48.655	180.661	156.743	23.918	179.289
30	Gard	36.003	33.350	33.438	34.311	137.102	109.898	27.204	134.155
31	Garonne (Haute-)	66.882	63.515	63.327	63.385	257.109	201.860	55.249	237.793
32	Gers	7.393	6.836	6.966	7.224	28.419	25.260	3.159	28.493
33	Gironde	128.978	124.748	122.036	129.535	505.297	417.986	87.311	514.087
34	Hérault	47.263	47.095	46.779	48.109	189.246	159.554	29.692	181.021
35	Ille-et-Vilaine	42.646	40.082	43.214	42.194	168.136	140.516	27.620	127.643
36	Indre	23.637	22.547	22.639	23.339	92.162	65.885	26.277	93.887
37	Indre-et-Loire	33.315	33.561	32.187	33.842	132.905	113.939	18.966	127.825
38	Isère	114.957	109.530	106.287	108.182	438.956	348.626	90.330	450.584
39	Jura	25.218	25.563	23.597	24.597	98.975	90.877	8.098	101.350
40	Landes	19.242	18.437	18.595	25.069	81.343	78.265	3.078	88.464
41	Loir-et-Cher	20.308	19.425	20.017	20.130	79.880	66.935	12.945	77.968
42	Loire	120.811	119.421	118.327	114.192	472.751	372.048	100.703	468.282
43	Loire (Haute-)	16.454	14.661	14.298	14.764	60.177	52.827	7.350	58.032
44	Loire-Inférieure	86.271	84.110	83.676	85.785	339.842	281.049	58.793	335.481
45	Loiret	41.436	38.903	38.627	40.506	159.472	140.484	18.988	149.076
46	Lot	8.338	9.311	8.083	8.889	34.621	32.582	2.039	32.306
47	Lot-et-Garonne	19.814	19.077	18.921	19.211	77.023	68.156	8.867	75.728
48	Lozère	4.350	4.109	4.243	3.928	16.630	15.069	1.561	16.603
49	Maine-et-Loire	50.632	49.670	47.434	49.020	196.756	171.552	25.204	179.978
50	Manche	25.570	24.103	25.089	25.548	100.310	86.841	13.469	94.694
51	Marne	67.035	62.811	64.541	64.447	258.834	212.932	45.902	253.799
52	Marne (Haute-)	25.326	24.564	23.393	26.723	100.006	80.414	19.592	93.970
53	Mayenne	17.901	17.284	16.731	17.225	69.141	60.536	8.605	67.596
54	Meurthe-et-Moselle	134.771	132.061	127.050	135.400	529.282	319.511	209.771	495.005
55	Meuse	28.933	26.753	28.640	27.438	111.764	91.958	19.806	108.959
56	Morbihan	27.750	26.487	26.798	27.985	109.020	104.401	4.619	123.728
58	Nièvre	24.265	24.664	23.649	23.064	95.642	77.454	18.188	93.573
59	Nord	539.107	524.361	512.454	506.201	2.082.123	1.163.007	919.116	2.040.238
60	Oise	60.644	59.164	54.357	57.539	231.704	172.181	59.523	267.858
61	Orne	23.659	22.971	22.812	24.114	93.556	85.397	8.159	90.679
62	Pas-de-Calais	123.496	125.658	115.903	118.788	483.845	235 036	148.809	511.083
63	Puy-de-Dôme	51.259	47.819	49.502	49.670	198.250	141.825	56.425	210.642
64	Pyrénées (Basses-)	42.713	41.703	38.869	43.792	167.077	138.877	28.200	162.946
65	Pyrénées (Hautes-)	17.186	17.546	17.686	18.362	70.780	53.575	17.205	67.828
66	Pyrénées-Orientales	16.852	16.017	15.286	16.850	65.005	61.267	3.738	66.424
68	Territoire de Belfort	23.679	22.943	21.852	24.570	93.044	49.427	43.617	92.213
69	Rhône	230.256	231.225	242.630	230.908	935.019	741.696	193.323	906.527
70	Saône (Haute-)	25.599	25.376	24.835	25.139	100.949	81.996	18.953	100.428
71	Saône-et-Loire	61.284	59.894	59.083	61.093	241.354	298.168	43.186	231.037
72	Sarthe	38.412	36.923	36.818	37.452	149.605	135.719	13.886	146.955
73	Savoie	27.307	26.754	33.358	31.170	118.589	75.121	43.468	111.650
74	Savoie (Haute-)	20.982	21.076	22.187	22.805	87.050	75.226	11.824	85.400
75-78	Seine et Seine-et-Oise	1.434.425	1.376.355	1.388.008	1.418.140	5.616.928	4.105.154	1.511.774	6.496.691
76	Seine-Inférieure	200.240	198.644	192.745	200.662	792.291	632.756	159.535	864.656
77	Seine-et-Marne	53.626	49.933	45.946	54.410	203.915	179.396	24.519	199.756
79	Sèvres (Deux-)	19.214	17.638	18.018	18.674	73.544	63.925	9.619	71.131
80	Somme	75.497	72.590	71.010	70.795	289.892	207.704	82.188	310.424
81	Tarn	35.999	37.081	36.215	35.256	144.551	108.414	36.137	142.108
82	Tarn-et-Garonne	11.545	11.109	11.043	11.283	44.980	36.807	8.173	46.383
83	Var	39.920	39.637	39.521	41.032	160.110	142.242	17.868	152.177
84	Vaucluse	28 939	28.857	28.167	29.194	115.157	102.367	12.790	105.283
85	Vendée	22.069	20.282	19.687	20.474	82.512	75.508	7.004	80.165
86	Vienne	21.043	19.934	19.416	18.644	79.037	67.174	11.863	71.725
87	Vienne (Haute-)	40.155	38.543	37.230	37.417	153.345	(a) 107.316	46.029	149.962
88	Vosges	87.868	87.391	90.049	90.612	355.920	216.977	138.943	348.824
89	Yonne	24.805	24.021	23.389	25.160	97.375	92.151	5.224	92.002
	Total	5.706.945	5.528.068	5.490.738	5.603.544	22.329.295	16.892.741	5.436.554	23.079.889

(a) (Haute-Vienne) dont 3.874 feuillets de chômeurs rentrés sans versement.

ASSURANCE NON AGRICOLE

(Année 1934.)

Mouvement des cartes bulles.

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	NOMBRE de cartes rentrées.	NOMBRE DE DOCUMENTS recouverts de timbres.	NOMBRE DE DOCUMENTS non recouverts de timbres (versements en numéraire)	NOMBRE de documents ventilés.
1	Ain	32.008	26.424	5.584	30.146
2	Aisne	76.233	56.090	(1) 20.143	74.395
3	Allier	39.134	31.653	7.481	48.832
4	Alpes (Basses-)	7.367	6.306	1.061	7.701
5	Alpes (Hautes-)	10.702	10.123	579	11.886
6	Alpes-Maritimes	61.938	55.711	6.227	62.962
7	Ardèche	35.744	29.094	6.650	34.638
8	Ardennes	62.462	49.925	12.537	60.406
9	Ariège	13.618	10.805	2.813	10.569
10	Aube	57.627	36.488	21.139	60.779
11	Aude	22.979	22.099	880	22.429
12	Aveyron	21.200	16.260	4.940	21.364
13	Bouches-du-Rhône	208.802	153.334	55.468	193.142
14	Calvados	43.898	34.062	9.836	77.904
15	Cantal	9.203	8.417	786	9.255
16	Charente	26.789	21.901	4.888	96.374
17	Charente-Inférieure	32.466	29.275	3.191	32.164
18	Cher	35.608	27.306	8.302	35.555
19	Corrèze	18.792	16.120	2.672	22.583
20	Corse	13.707	11.604	2.103	9.232
21	Côte-d'Or	45.068	40.231	4.837	41.769
22	Côtes-du-Nord	24.020	22.148	1.872	23.358
23	Creuse	9.133	8.335	798	9.504
24	Dordogne	25.775	23.078	2.697	30.512
25	Doubs	64.324	51.976	12.348	65.669
26	Drôme	36.415	30.759	5.656	33.886
27	Eure	39.830	32.825	7.005	38.456
28	Eure-et-Loir	24.300	21.496	2.804	22.536
29	Finistère	51.097	43.967	7.130	50.084
30	Gard	38.000	29.563	8.437	38.874
31	Garonne (Haute-)	71.834	60.245	11.589	91.483
32	Gers	8.030	7.228	802	8.099
33	Gironde	138.575	113.638	24.937	147.041
34	Hérault	52.453	42.982	9.471	50.776
35	Ille-et-Vilaine	47.990	40.254	7.736	30.921
36	Indre	25.213	17.374	7.839	24.669
37	Indre-et-Loire	37.121	32.199	4.922	35.623
38	Isère	121.531	94.590	26.941	128.342
39	Jura	26.865	24.812	2.053	33.003
40	Landes	20.739	20.261	478	18.849
41	Loir-et-Cher	21.900	18.751	3.149	22.301
42	Loire	132.514	104.206	28.308	128.433
43	Loire (Haute-)	18.272	16.305	1.967	41.148
44	Loire-Inférieure	97.925	79.583	18.342	97.501
45	Loiret	44.419	40.368	4.051	42.950
46	Lot	10.226	9.602	624	9.568
47	Lot-et-Garonne	21.436	18.836	2.600	20.551
48	Lozère	4.634	4.393	241	4.649
49	Maine-et-Loire	55.588	48.612	6.976	54.445
50	Manche	27.313	23.627	3.686	19.879
51	Marne	72.909	58.934	13.975	68.523
52	Marne (Haute-)	27.337	21.933	5.404	26.355
53	Mayenne	18.486	16.209	2.277	17.614
54	Meurthe-et-Moselle	140.753	82.160	58.593	258.967
55	Meuse	31.208	25.807	5.401	37.906
56	Morbihan	31.296	30.159	1.137	31.867
58	Nièvre	27.436	22.241	5.195	24.778
59	Nord	583.635	309.812	273.823	593.988
60	Oise	62.029	43.303	18.726	62.875
61	Orne	25.007	23.347	1.660	27.338
62	Pas-de-Calais	138.000	94.628	43.372	147.875
63	Puy-de-Dôme	56.173	40.046	16.127	64.379
64	Pyrénées (Basses-)	45.237	36.929	8.308	56.370
65	Pyrénées (Hautes-)	19.738	14.650	5.088	20.056
66	Pyrénées-Orientales	17.927	16.987	940	18.318
68	Territoire de Belfort	25.922	13.224	12.698	25.502
69	Rhône	256.501	198.516	57.985	250.902
70	Saône (Haute-)	27.536	22.378	5.158	26.995
71	Saône-et-Loire	67.153	54.738	12.415	64.881
72	Sarthe	40.628	36.527	4.101	47.378
73	Savoie	39.545	26.300	13.245	37.004
74	Savoie (Haute-)	25.156	22.196	2.960	24.062
75-78	Seine et Seine-et-Oise	1.592.119	1.121.118	471.001	2.072.283
76	Seine-Inférieure	219.174	170.637	48.537	247.453
77	Seine-et-Marne	56.475	49.239	7.236	55.863
79	Sèvres (Deux-)	19.309	16.326	2.983	19.303

(1) Aisne, dont 4.685 retournées sans timbre, par suite de chômage, maladie ou autre cause.

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	NOMBRE de cartes rentrées.	NOMBRE DE DOCUMENTS recouverts de timbres.	NOMBRE DE DOCUMENTS non recouverts de timbres (versements en numéraire)	NOMBRE de documents ventilés
80	Somme	81.934	58.599	23.335	78.303
81	Tarn	36.743	27.547	9.196	33.871
82	Tarn-et-Garonne	11.527	9.242	2.285	13.121
83	Var	44.880	39.437	5.443	45.973
84	Vaucluse	33.126	29.048	4.078	32.111
85	Vendée	21.769	19.709	2.060	22.546
86	Vienne	21.366	18.427	2.939	15.579
87	Vienne (Haute-)	41.324	(1) 29.243	12.081	40.789
88	Vosges	94.523	58.869	35.654	92.673
89	Yonne	26.859	25.218	1.641	24.667
	Total	6.253.557	4 658.924	1.594.633	6.915.663

(1) Haute-Vienne, dont 262 carnets chômeurs rentrés sans versement.

ASSURES AGRICOLES

Année 1934.

Cartes et feuillets adressés aux assurés par les services départementaux.

NUMEROS	DÉPARTEMENTS	NOMBRE DE DOCUMENTS adressés aux assurés par le service. Nombre de carnets (1 carte, 4 feuillets)	Nombre de cartes sans feuillets joints.	NOMBRE de documents (carnets ou cartes) non parvenus à leurs destinataires.	NOMBRE de documents (carnets ou cartes) parvenus à leurs destinataires.
1	Ain	1.504	»	250	1.254
2	Aisne	8.265	22.911	3.486	27.690
3	Allier	1.241	8.911	446	9.706
4	Alpes (Basses-)	2.246	914	65	3.095
5	Alpes (Hautes-)	1.754	117	35	1.836
6	Alpes-Maritimes	2.539	830	145	3.224
7	Ardèche	569	2.430	320	2.679
8	Ardennes	4.998	4.671	1.234	8.435
9	Ariège	2.415	»	154	2.261
10	Aube	3.753	7.893	1.055	10.591
11	Aude	8.713	27.389	2.887	33.215
12	Aveyron	2.844	»	217	2.627
13	Bouches-du-Rhône	2.854	9.252	1.051	11.055
14	Calvados	3.808	»	244	3.564
15	Cantal	3.299	»	212	3.087
16	Charente	2.864	6.400	724	8.540
17	Charente-Inférieure	15.751	1.484	1.577	15.658
18	Cher	17.392	»	534	16.858
19	Corrèze	3.468	1.442	333	4.577
20	Corse	4.720	»	306	4.414
21	Côte-d'Or	7.478	1.359	242	8.595
22	Côtes-du-Nord	3.296	520	376	3.440
23	Creuse	2.430	774	490	2.714
24	Dordogne	9.228	4.530	271	13.487
25	Doubs	170	1.035	4	1.201
26	Drôme	4.812	»	111	4.701
27	Eure	4.275	»	310	3.965
28	Eure-et-Loir	11.511	6.817	2.427	15.901
29	Finistère	2.173	3.437	257	5.353
30	Gard	11.492	2.405	1.187	12.710
31	Garonne (Haute-)	647	15.832	1.054	15.425
32	Gers	8.910	139	726	8.323
33	Gironde	18.621	20.695	4 144	35.172
34	Hérault	17.487	24.816	2.412	39.591
35	Ille-et-Vilaine	1.945	490	230	2.205
36	Indre	11.707	»	1.495	10.212
37	Indre-et-Loire	9.827	»	1.185	8.642
38	Isère	3.273	268	260	3.281
39	Jura	687	2.758	247	3.198
40	Landes	4.011	»	294	3.717
41	Loir-et-Cher	1.215	13.012	1.747	12.480
42	Loire	1.845	11	95	1.761
43	Loire (Haute-)	225	»	7	218
44	Loire-Inférieure	2.109	3.688	411	5.386
45	Loiret	1.809	11.714	1.357	12.166
46	Lot	4.280	»	97	4.183
47	Lot-et-Garonne	2.699	»	230	2.469
48	Lozère	3.632	»	13	3.619
49	Maine-et-Loire	4.452	2.110	554	6.008
50	Manche	3.839	11.699	1.789	13.749
51	Marne	4.738	14.514	1.038	18.214
52	Marne (Haute-)	896	3.837	257	4.476
53	Mayenne	3.512	4.209	207	7.514
54	Meurthe-et-Moselle	5.079	1.989	933	6.135
55	Meuse	2.811	6.564	509	8.866

NUMEROS	DÉPARTEMENTS	NOMBRE DE DOCUMENTS adressés aux assurés par le service.		NOMBRE de documents (carnets ou cartes) non parvenus à leurs destinataires.	NOMBRE de documents (carnets ou cartes) parvenus à leurs destinataires.
		Nombre de carnets (1 carte, 4 feuillets)	Nombre de cartes sans feuillets jointe.		
56	Morbihan	1.012	1.948	121	2.839
58	Nièvre	5.102	6.186	892	10.396
59	Nord	4.344	23.226	1.956	25.614
60	Oise	19.585	8.393	986	26.992
61	Orne	6.223	»	578	5.645
62	Pas-de-Calais	4.939	»	427	4.512
63	Puy-de-Dôme	413	4.056	176	4.293
64	Pyrénées (Basses-)	»	»	»	»
65	Pyrénées (Hautes-)	1.330	»	127	1.203
66	Pyrénées-Orientales	1.812	8.985	652	10.145
68	Territoire de Belfort	397	30	25	402
69	Rhône	925	»	80	845
70	Saône (Haute-)	1.210	160	90	1.280
71	Saône-et-Loire	5.912	»	272	5.640
72	Sarthe	2.275	898	155	3.018
73	Savoie	410	6	»	416
74	Savoie (Haute-)	851	502	53	1.300
75/78	Seine et Seine-et-Oise	5.149	»	666	4.483
76	Seine-Inférieure	8.197	11.241	3.223	16.215
77	Seine-et-Marne	13.987	1.727	1.877	13.837
79	Sèvres (Deux-)	14.533	56	653	13.936
80	Somme	10.013	13.603	1.278	22.338
81	Tarn	2.573	473	95	2.951
82	Tarn-et-Garonne	4.383	85	316	4.152
83	Var	1.298	8.533	209	9.622
84	Vaucluse	1.820	4.661	739	5.742
85	Vendée	5 566	3,189	462	8.293
86	Vienne	13.347	56	740	12.663
87	Vienne (Haute-)	772	»	42	730
88	Vosges	1.721	2.923	376	4.268
89	Yonne	5.942	6.434	2.162	10.214
	Total	417.859	361.237	61.669	717.427

ASSURANCE AGRICOLE

Mouvement des feuillets verts.

NUMEROS	DÉPARTEMENTS	NOMBRE DE FEUILLETS RENTRÉS			NOMBRE DE FEUILLETS	
		Rentrés au service départemental.	Rentrés recouverts de timbres.	Rentrés accompagnant des bordereaux de versements en numéraire ou par chèque	Ventilés par le service au cours de l'année 1934.	Reçus et ventilés par les organismes agricoles et transmis pour créditement au service
1	Ain	2.881	2.881	»	2.997	16.894
2	Aisne	19.806	19.806	»	18.162	247
3	Allier	2.885	2.885	»	2.955	36.983
4	Alpes (Basses-)	6.203	6.203	»	4.642	3.568
5	Alpes (Hautes-)	5.612	5.612	»	6.535	419
6	Alpes-Maritimes	7.490	7.449	41	7.627	3.866
7	Ardèche	1.625	1.625	»	1.448	12.067
8	Ardennes	12.562	12.562	»	12.053	12.634
9	Ariège	2.231	2.231	»	1.848	4.124
10	Aube	10.723	10.723	»	10.952	23.334
11	Aude	31.354	31.354	»	25.803	30.179
12	Aveyron	7.209	7.209	»	4.969	7.169
13	Bouches-du-Rhône	6.039	6.039	»	5.727	20.535
14	Calvados	2.538	2.538	»	(a) 10.270	(a) 8.195
15	Cantal	8.402	8.402	»	6.274	1.925
16	Charente	7.046	7.046	»	6.814	23.420
17	Charente-Inférieure	6.740	6.740	»	6.324	26.872
18	Cher	8.749	8.749	»	8.233	44.732
19	Corrèze	4.821	4.821	»	6.876	4.160
20	Corse	9.288	9.288	»	5.225	»
21	Côte-d'Or	28.005	28.005	»	22.647	2.021
22	Côtes-du-Nord	8.142	8.142	»	10.989	2.668
23	Creuse	5.847	5.847	»	5.551	1.994
24	Dordogne	26.033	26.033	»	22.865	14.573
25	Doubs	747	747	»	600	148
26	Drôme	6.819	6.819	»	5.413	7.069
27	Eure	9.114	9.114	»	8.422	16.241
28	Eure-et-Loir	32.345	32.345	»	40.017	13.773
29	Finistère	4.247	4.247	»	4.077	8.803
30	Gard	28.774	28.774	»	29.140	7.305
31	Garonne (Haute-)	7.995	7.995	»	7.995	»
32	Gers	21.022	21.022	»	21.089	306
33	Gironde	47.041	47.041	»	42.137	43.314

a) Double emploi compris dans le chiffre des feuillets ventilés par le service.

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	NOMBRE DE FEUILLETS RENTRÉS			NOMBRE DE FEUILLETS	
		Rentrés au service départemental.	Rentrés recouverts de timbres.	Rentrés accompagnant des bordereaux de versements en numéraire ou par chèque.	Ventilés par le service au cours de l'année 1934.	Reçus et ventilés par les organismes agricoles et transmis pour créditement au service.
34	Hérault	38.427	38.427	»	38.452	41.464
35	Ille-et-Vilaine	5.135	5.135	»	3.343	726
36	Indre	31.789	31.789	»	32.092	83
37	Indre-et-Loire	28.205	28.205	»	26.598	»
38	Isère	8.935	8.935	»	8.446	9.017
39	Jura	1.049	1.049	»	798	319
40	Landes	10.520	10.520	»	9.089	3.482
41	Loir-et-Cher	3.667	3.667	»	3.018	37.680
42	Loire	3.635	3.635	68	3.296	16.354
43	Loire (Haute-)	602	602	»	602	3.683
44	Loire-Inférieure	5.559	5.559	»	7.636	8.213
45	Loiret	4.348	4.348	»	4.708	32.949
46	Lot	12.265	12.250	15	12.809	522
47	Lot-et-Garonne	7.822	7.822	»	*a*) 11.474	*a*) 4.562
48	Lozère	11.411	11.411	»	11.310	»
49	Maine-et-Loire	12.707	12.707	»	14.449	6.904
50	Manche	7.389	»	7.389	7.168	5.027
51	Marne	11.449	11.409	40	11.452	46.093
52	Marne (Haute-)	2.619	2.619	»	2.216	30.930
53	Mayenne	8.108	8.108	»	7.966	4.310
54	Meurthe-et-Moselle	7.606	7.466	140	5.837	12.075
55	Meuse	4.081	4.081	»	4.132	14.489
56	Morbihan	2.392	2.392	»	3.048	6.024
58	Nièvre	15.596	15.596	»	13.386	19.245
59	Nord	75.077	75.077	»	58.053	»
60	Oise	32.946	31.213	1.733	34.921	25.998
61	Orne	10.644	10.644	»	10.279	12.232
62	Pas-de-Calais	14.876	14.876	»	14.840	41.605
63	Puy-de-Dôme	1.017	1.017	»	817	11.633
64	Pyrénées (Basses-)	»	»	»	»	13.767
65	Pyrénées (Hautes-)	2.311	2.302	9	2.266	2.474
66	Pyrénées-Orientales	2.663	2.663	»	3.534	»
68	Territoire de Belfort	952	952	»	942	249
69	Rhône	5.864	5.864	»	5.040	17.850
70	Saône (Haute-)	4.372	4.372	»	3.720	2.048
71	Saône-et-Loire	17.608	17.608	»	17.084	10.970
72	Sarthe	5.614	5.614	»	4.828	3.798
73	Savoie	2.878	2.878	»	2.809	»
74	Savoie (Haute-)	4.050	4.050	»	4.146	1.396
75/78	Seine et Seine-et-Oise	14.517	14.517	»	12.448	72.238
76	Seine-Inférieure	17.839	17.664	175	15.675	27.581
77	Seine-et-Marne	32.441	32.441	»	35.759	29.517
79	Sèvres (Deux-)	1.780	1.780	»	1.489	38.008
80	Somme	24.683	24.683	»	21.944	33.485
81	Tarn	6.844	6.844	»	6.478	4.287
82	Tarn-et-Garonne	9.519	9.519	»	9.299	66
83	Var	2.741	2.741	»	2.741	26.101
84	Vaucluse	4.446	4.446	»	3.769	12.412
85	Vendée	13.835	13.835	»	13.663	9.454
86	Vienne	2.937	2.937	»	1.886	19.535
87	Vienne (Haute-)	1.420	1.420	»	1.512	»
88	Vosges	4.932	4.932	»	4.233	5.286
89	Yonne	13.157	13.157	»	12.518	10
	Totaux	967.682	958.072	9.610	926 724	1.125 689

a) Double emploi compris dans le chiffre des feuillets ventilés par le service.

ASSURANCE AGRICOLE

Mouvement des cartes vertes.

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	NOMBRE DE CARTES			NOMBRE DE CARTES	
		Rentrées au service départemental.	Rentrées recouvertes de timbres.	Rentrées accompagnant des bordereaux de versements en numéraire ou par chèque.	Ventilées par le service au cours de l'année 1934.	Reçues et ventilées par les organismes agricoles et transmises pour créditement au service.
1	Ain	897	897	»	857	5.200
2	Aisne	20.732	20.732	»	25.968	»
3	Allier	13.160	13.160	»	8.056	»
4	Alpes (Basses-)	1.819	1.819	»	2.253	»
5	Alpes (Hautes-)	1.747	1.747	»	2.095	»
6	Alpes-Maritimes	2.474	2.463	11	3.310	»
7	Ardèche	4.408	4.408	»	3.868	»
8	Ardennes	7.658	7.658	»	6.940	»
9	Ariège	1.870	1.870	»	817	»

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	NOMBRE DE CARTES			NOMBRE DE CARTES	
		Rentrées au service départemental	Rentrées recouvertes de timbres.	Rentrées accompagnant des bordereaux de versements en numéraire ou par chèque.	Ventilées par le service au cours de l'année 1934	Reçues et ventilées par les organismes agricoles et transmises pour créditement au service
10	Aube	8.774	8.774	»	10.662	»
11	Aude	26.962	26.962	»	22.162	»
12	Aveyron	2.598	2.598	»	1.593	1.241
13	Bouches-du-Rhône	8.721	8.721	»	8.604	»
14	Calvados	736	736	»	*a*) 6.591	*a*) 9.133
15	Cantal	3.281	3.281	»	3.311	»
16	Charente	6.288	6.288	»	6 303	11
17	Charente-Inférieure	1.565	1.565	»	1.747	6.563
18	Cher	14.556	14.556	»	13.967	»
19	Corrèze	2.165	2.165	»	3.396	»
20	Corse	2.847	2.847	»	1.975	»
21	Côte-d'Or	8.515	8.515	»	6.568	»
22	Côtes-du-Nord	2.016	2.016	»	1.809	685
23	Creuse	2.092	2.092	»	2.219	»
24	Dordogne	9.702	9.702	»	10.835	»
25	Doubs	410	410	»	413	37
26	Drôme	5.302	5.302	»	4.808	»
27	Eure	6.395	6.395	»	6.373	»
28	Eure-et-Loir	12.168	12.168	»	17.108	»
29	Finistère	2.980	2.980	»	2.952	»
30	Gard	9.306	9.306	»	11.275	»
31	Garonne (Haute-)	23.912	23.912	»	23.912	»
32	Gers	5.411	5.411	»	5.428	»
33	Gironde	25.026	25.026	»	27.361	»
34	Hérault	32.213	32.213	»	30.841	»
35	Ille-et-Vilaine	1.776	1.776	»	915	102
36	Indre	8.443	8.443	»	8.769	»
37	Indre-et-Loire	7.285	7.285	»	6.128	»
38	Isère	2.703	2.703	»	2.066	2.454
39	Jura	1.881	1.881	»	3.035	»
40	Landes	3.477	3.477	»	4.481	»
41	Loir-et-Cher	6.093	6.093	»	5.607	»
42	Loire	1.506	1.487	19	1.364	5.996
43	Loire (Haute-)	218	218	»	217	1.219
44	Loire-Inférieure	4.163	4.163	»	4.200	»
45	Loiret	9.080	9.080	»	11.172	»
46	Lot	3.197	3.193	4	3.168	»
47	Lot-et-Garonne	2.353	2.353	»	*a*) 2.705	*a*) 1.091
48	Lozère	3.061	3.061	»	3.047	»
49	Maine-et-Loire	4.718	4.718	»	8.239	»
50	Manche	15.561	»	15.561	12.298	»
51	Marne	15.922	15.922	»	15.853	»
52	Marne (Haute-)	4.698	4.698	»	4.159	»
53	Mayenne	4.737	4.737	»	2.257	»
54	Meurthe-et-Moselle	7.403	7.361	42	12.491	»
55	Meuse	5.347	5.347	»	5.973	»
56	Morbihan	2.080	2.080	»	3.661	»
58	Nièvre	9.052	9.052	»	7.257	»
59	Nord	19.034	19.034	»	24.388	»
60	Oise	23.028	22.491	537	22.133	»
61	Orne	2.899	2.899	»	2.679	2.390
62	Pas-de-Calais	15.789	15.789	»	17.342	»
63	Puy-de-Dôme	3.203	3.203	»	5.450	»
64	Pyrénées (Basses-)	»	»	»	*b*) 4.858	*b*) 4.858
65	Pyrénées (Hautes-)	1.246	1.244	2	1.264	»
66	Pyrénées-Orientales	7.205	7.205	»	7.231	»
68	Territoire de Belfort	342	342	»	364	»
69	Rhône	2.242	2.242	»	1.654	7.310
70	Saône (Haute-)	1.903	1.903	»	1.708	»
71	Saône-et-Loire	4.759	4.759	»	4.626	3.739
72	Sarthe	2.416	2.416	»	2.992	»
73	Savoie	554	554	»	567	459
74	Savoie (Haute-)	1.097	1.097	»	1.080	378
75/78	Seine et Seine-et-Oise	28.523	28.523	»	34.263	»
76	Seine-Inférieure	11.425	11.372	53	11.427	»
77	Seine-et-Marne	11.313	11.313	»	18.497	»
79	Sevres (Deux-)	428	428	»	428	6.095
80	Somme	15.823	15.823	»	14.263	»
81	Tarn	2.478	2.478	»	2.304	647
82	Tarn-et-Garonne	2.576	2.576	»	2.587	»
83	Var	7.305	7.305	»	7.090	»
84	Vaucluse	4.483	4.483	»	4.670	»
85	Vendée	5.632	5.632	»	5.394	»
86	Vienne	661	661	»	230	5.964
87	Vienne (Haute-)	522	522	»	*a*) 5.485	*b*) 3.812
88	Vosges	1.378	1.378	»	897	1.520
89	Yonne	7.034	7.034	»	6.255	»
	Totaux	588.758	572.529	16 229	624.268	70.904

a) Double emploi, une partie a été ventilée par le service.
b) Double emploi, ventilées par le service.

Documents relatifs aux assurés appartenant à des catégories particulières.

(Année 1934.)

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	FEUILLETS ROSES			CARTES ORANGES			CARTES GRISES		
		Documents envoyés.	Documents rentrés.	Documents ventilés.	Documents envoyés.	Documents rentrés.	Documents ventilés.	Documents envoyés	ventilés. rentrés.	Documents ventilés.
1	Ain	404	344	344	234	218	218	36	32	32
2	Aisne	2.356	1.843	1.889	186	165	160	60	30	48
3	Allier	364	343	29[illegible]	288	278	271	122	134	137
4	Alpes (Basses-)	29	58	4[illegible]	26	26	26	29	29	29
5	Alpes (Hautes-)	200	195	206	46	43	46	22	19	20
6	Alpes-Maritimes	1.320	1.160	1.397	131	90	264	17	6	32
7	Ardèche	352	213	241	188	168	171	66	66	115
8	Ardennes	1.288	1.067	1.084	71	72	103	31	31	47
9	Ariège	148	118	110	455	182	142	149	139	145
10	Aube	2.053	1.848	1.848	228	252	252	56	65	65
11	Aude	192	160	142	87	63	52	173	140	108
12	Aveyron	388	358	437	260	229	229	172	120	120
13	Bouches-du-Rhône	3.760	2.759	2.759	512	410	409	36	28	28
14	Calvados	1.208	1.084	1.148	185	304	294	67	144	71
15	Cantal	84	72	72	153	158	158	89	113	113
16	Charente	252	199	169	257	212	160	41	41	66
17	Charente-Inférieure	436	266	262	164	145	113	97	76	49
18	Cher	375	341	341	327	316	313	169	158	158
19	Corrèze	216	194	147	137	104	424	129	78	211
20	Corse	48	48	36	198	228	181	280	304	320
21	Côte-d'Or	996	672	672	326	407	407	54	125	125
22	Côtes-du-Nord	212	136	»	215	384	348	65	87	75
23	Creuse	108	27	59	115	96	89	74	55	55
24	Dordogne	284	178	178	171	142	142	103	67	67
25	Doubs	1.168	1.051	969	221	173	239	2	6	7
26	Drôme	524	347	164	233	236	230	40	36	45
27	Eure	760	618	562	130	149	149	27	31	30
28	Eure-et-Loir	425	366	319	215	260	256	188	128	140
29	Finistère	388	305	305	515	319	319	129	79	69
30	Gard	736	401	483	187	168	168	63	50	50
31	Garonne (Haute)	600	284	284	488	419	419	807	2.167	2.167
32	Gers	20	22	21	136	125	122	115	83	83
33	Gironde	1.424	1.175	1.184	873	664	833	301	280	315
34	Hérault	592	568	568	345	343	343	201	205	205
35	Ille-et-Vilaine	736	604	557	234	185	132	30	56	24
36	Indre	136	124	123	177	132	216	53	38	57
37	Indre-et-Loire	872	753	719	315	373	345	61	59	42
38	Isère	2.140	1.391	1.338	289	274	551	38	43	115
39	Jura	360	318	356	115	87	154	18	16	36
40	Landes	440	121	134	96	85	287	31	25	85
41	Loir-et-Cher	71	60	60	88	85	85	52	52	52
42	Loire	1.304	619	1.103	645	493	562	11	11	11
43	Loire (Haute-)	88	88	88	226	225	225	12	12	12
44	Loire-Inférieure	2.284	2.185	2.098	504	450	448	50	49	49
45	Loiret	984	870	870	242	221	226	54	47	50
46	Lot	52	40	40	204	150	179	158	138	134
47	Lot-et-Garonne	148	81	10	215	180	263	31	10	5
48	Lozère	28	26	26	144	131	121	202	190	176
49	Maine-et-Loire	796	683	917	725	838	1.730	106	98	299
50	Manche	292	202	110	213	181	94	119	102	100
51	Marne	1.092	844	844	189	146	146	120	68	68
52	Marne (Haute-)	412	404	395	193	162	148	58	51	39
53	Mayenne	208	149	104	192	146	37	41	31	7
54	Meurthe-et-Moselle	4.292	3.471	4.616	187	126	304	55	30	131
55	Meuse	904	816	759	122	99	99	28	20	20
56	Morbihan	308	276	325	233	163	246	62	47	78
58	Nièvre	264	285	285	322	271	270	215	166	213
59	Nord	10.268	8.976	9.410	605	541	742	55	34	47
60	Oise	2.344	1.858	2.103	210	189	190	109	108	110
61	Orne	316	303	302	500	350	348	101	53	48
62	Pas-de-Calais	1.584	1.511	1.511	201	169	169	141	208	208
63	Puy-de-Dôme	1.152	1.047	1.042	196	151	175	54	43	58
64	Pyrénées (Basses-)	488	376	361	183	173	208	41	34	»
65	Pyrénées (Hautes-)	268	284	276	176	155	135	70	78	82
66	Pyrénées-Orientales	296	227	227	55	47	47	62	43	43
68	Territoire de Belfort	1.256	1.102	1.102	51	51	51	3	2	2
69	Rhône	3.218	2.342	4.330	865	646	896	2	»	52
70	Saône (Haute-)	268	216	166	142	116	99	29	17	18
71	Saône-et-Loire	1.416	1.165	1.165	201	175	175	64	47	47
72	Sarthe	916	858	889	312	274	439	24	32	»
73	Savoie	504	498	505	73	107	115	6	1	2
74	Savoie (Haute-)	544	503	503	91	80	80	17	12	12
75-78	Seine et Seine-et-Oise	76.423	64.721	93.381	2.426	»	»	377	218	218
76	Seine-Inférieure	3.700	3.195	3.138	355	259	276	26	19	19
77	Seine-et-Marne	1.488	869	711	150	206	183	65	73	60
79	Sèvres (Deux-)	196	244	244	163	143	143	56	25	25
80	Somme	1.060	877	839	303	251	260	113	88	93
81	Tarn	416	398	394	236	212	207	54	62	62
82	Tarn-et-Garonne	64	53	51	108	99	91	46	49	48
83	Var	680	608	583	202	183	185	180	163	170
84	Vaucluse	468	286	310	159	88	152	16	3	21
85	Vendée	104	104	82	168	150	98	54	42	31
86	Vienne	368	341	315	102	107	168	56	56	56
87	Vienne (Haute)	224	108	108	230	188	188	112	74	74
88	Vosges	876	992	1.263	321	337	524	45	49	12
89	Yonne	304	260	232	262	189	190	95	71	76
	Totaux	153.160	127.552	160.157	23.219	18.302	21.442	7.688	8.215	8.844

Nombre de demandes de liquidation de retraites parvenues au service départemental.

NUMEROS	DÉPARTEMENTS	R. O. P. ET R. O. P. + A. S.		A. S. SEULEMENT	
		du 1er juillet 1930 au 31 décembre 1933.	au cours de l'année 1934.	du 1er juillet 1930 au 31 décembre 1933	au cours de l'année 1934.
1	Ain	1.428	254	»	»
2	Aisne	2.440	369	167	126
3	Allier	1.253	154	2	14
4	Alpes (Basses-)	554	101	»	»
5	Alpes (Hautes-)	»	»	5	8
6	Alpes-Maritimes	825	106	39	38
7	Ardèche	316	156	»	12
8	Ardennes	2.070	275	51	39
9	Ariège	622	63	»	»
10	Aube	373	148	55	60
11	Aude	1.341	162	»	»
12	Aveyron	1.076	276	»	»
13	Bouches-du-Rhône	3.037	406	90	56
14	Calvados	878	144	55	46
15	Cantal	804	63	»	»
16	Charente	963	136	»	1
17	Charente-Inférieure	1.778	169	1	25
18	Cher	1.044	95	35	24
19	Corrèze	1.032	152	86	30
20	Corse	510	64	»	1
21	Côte-d'Or	2.352	272	39	32
22	Côtes-du-Nord	704	108	10	7
23	Creuse	463	76	2	6
24	Dordogne	647	130	6	18
25	Doubs	1.868	304	9	27
26	Drôme	283	140	48	44
27	Eure	964	236	40	218
28	Eure-et-Loir	1.018	198	8	12
29	Finistère	386	209	1	77
30	Gard	2.230	260	17	34
31	Garonne (Haute-)	1.446	219	15	22
32	Gers	459	61	»	1
33	Gironde	2.515	292	12	53
34	Hérault	1.659	136	»	»
35	Ille-et-Vilaine	868	98	66	42
36	Indre	956	96	23	11
37	Indre-et-Loire	835	131	47	34
38	Isère	3.750	550	139	87
39	Jura	1.342	162	12	19
40	Landes	564	151	»	5
41	Loir-et-Cher	930	90	12	9
42	Loire	»	326	»	»
43	Loire (Haute-)	963	147	28	24
44	Loire-Inférieure	1.429	158	34	30
45	Loiret	1.228	219	36	27
46	Lot	1.187	103	»	»
47	Lot-et-Garonne	100	66	»	2
48	Lozère	762	40	»	»
49	Maine-et-Loire	1.168	176	21	34
50	Manche	598	100	5	21
51	Marne	1.671	245	45	46
52	Marne (Haute-)	1.318	218	17	15
53	Mayenne	300	92	12	17
54	Meurthe-et-Moselle	3.061	312	25	66
55	Meuse	1.276	238	26	34
56	Morbihan	74	64	36	21
58	Nièvre	1.032	130	14	17
59	Nord	10.692	1.636	885	1.147
60	Oise	1.457	264	38	78
61	Orne	483	80	10	18
62	Pas-de-Calais	2.280	474	666	321
63	Puy-de-Dôme	2.390	392	58	47
64	Pyrénées (Basses-)	861	133	7	12
65	Pyrénées (Hautes-)	490	107	»	»
66	Pyrénées-Orientales	708	58	3	4
68	Territoire de Belfort	708	153	30	20
69	Rhône	4.508	477	299	415
70	Saône (Haute-)	1.429	253	32	28
71	Saône-et-Loire	3.544	453	22	35
72	Sarthe	835	121	16	37
73	Savoie	925	132	6	20
74	Savoie (Haute-)	694	108	»	»
75/78	Seine et Seine-et-Oise	11.525	2.333	3.152	3.208
76	Seine-Inférieure	2.568	540	144	122
77	Seine-et-Marne	2.114	324	74	68
79	Sèvres (Deux-)	619	96	8	19
80	Somme	1.213	289	36	23
81	Tarn	1.488	178	»	13
82	Tarn-et-Garonne	742	103	»	4
83	Var	1.705	117	13	17
84	Vaucluse	910	145	43	20
85	Vendée	659	102	1	1
86	Vienne	674	125	10	6
87	Vienne (Haute-)	452	126	44	92
88	Vosges	3.096	551	12	38
89	Yonne	1.647	196	24	25
	Total	126.167	19.912	7.024	7.407

Nombre de feuillets de demi-cotisations vieillesse parvenus en 1934 aux services départementaux.

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	NOMBRE de feuillets.	NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	NOMBRE de feuillets.	NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	NOMBRE de feuillets.
1	Ain	3.531	31	Garonne (Haute-)	6 121	62	Pas-de-Calais	10.899
2	Aisne	6.289	32	Gers	1.185	63	Puy-de Dôme	6.733
3	Allier	3.517	33	Gironde	9.445	64	Pyrénées (Basses-)	3.213
4	Alpes (Basses-)	390	34	Hérault	4.675	65	Pyrénées (Hautes-)	1.095
5	Alpes (Hautes-)	984	35	Ille-et-Vilaine	3.553	66	Pyrénées-Orientales	685
6	Alpes-Maritimes	3.146	36	Indre	2.243	68	Territoire de Belfort	3.118
7	Ardèche	3.315	37	Indre-et-Loire	4.071	69	Rhône	22.235
8	Ardennes	5.631	38	Isère	13.144	70	Saône (Haute-)	3.293
9	Ariège	1.088	39	Jura	3.070	71	Saône-et-Loire	6.248
10	Aube	7.097	40	Landes	1.204	72	Sarthe	5.349
11	Aude	1.151	41	Loir-et-Cher	1.241	73	Savoie	2.503
12	Aveyron	2.423	42	Loire	11.656	74	Savoie (Haute-)	966
13	Bouches-du-Rhône	17.320	43	Loire (Haute-)	913	75-78	Seine et Seine-et-Oise	46.756
14	Calvados	3.125	44	Loire-Inférieure	10.899	76	Seine-Inférieure	27.903
15	Cantal	965	45	Loiret	3.839	77	Seine-et-Marne	4.054
16	Charente	1.894	46	Lot	727	79	Sèvres (Deux-)	1.758
17	Charente-Inférieure	1.895	47	Lot-et-Garonne	1.540	80	Somme	7.229
18	Cher	3.717	48	Lozère	315	81	Tarn	4.114
19	Corrèze	1.384	49	Maine-et-Loire	5.104	82	Tarn-et-Garonne	1.024
20	Corse	1.167	50	Manche	2.734	83	Var	4.293
21	Côte-d'Or	3.837	51	Marne	4.763	84	Vaucluse	2.642
22	Côtes-du-Nord	1.640	52	Marne (Haute-)	3.036	85	Vendée	1.721
23	Creuse	648	53	Mayenne	1.672	86	Vienne	1.282
24	Dordogne	2.665	54	Meurthe-et-Moselle	11.341	87	Vienne (Haute-)	2.992
25	Doubs	6.923	55	Meuse	2.461	88	Vosges	9.078
26	Drôme	3.284	56	Morbihan	2.244	89	Yonne	2.788
27	Eure	3.189	58	Nièvre	1.870			
28	Eure-et-Loir	2.525	59	Nord	66.334			
29	Finistère	3.582	60	Oise	5.252			
30	Gard	2.721	61	Orne	2.607		Totaux	414.573

CHOMAGE

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	NOMBRE de bulletins n° 26 reçus en 1934 par le service départemental.	SUITE DONNÉE aux bulletins n° 26.		NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	NOMBRE de bulletins n° 26 reçus en 1934 par le service départemental	SUITE DONNÉE aux bulletins n° 26.	
			Nombre de rejets.	Ayant donné lieu au créditement de cotisations.				Nombre de rejets.	Ayant donné lieu au créditement de cotisations.
1	Ain	1.532	382	689	47	Lot-et-Garonne	1.154	1.026	125
2	Aisne	8.882	»	»	46	Lot	314	108	101
3	Allier	2.909	664	618	48	Lozère	4	3	3
4	Alpes (Basses-)	88	71	17	49	Maine-et-Loire	3.233	1.524	568
5	Alpes (Hautes-)	288	168	112	50	Manche	2.944	1.101	751
6	Alpes-Maritimes	3.368	749	502	51	Marne	9.357	6 139	3.218
7	Ardèche	1.645	972	507	52	Marne (Haute-)	2 236	749	552
8	Ardennes	3.476	1.029	769	53	Mayenne	959	303	184
9	Ariège	327	282	45	54	Meurthe-et-Moselle	4.620	1.381	554
10	Aube	1.115	509	581	55	Meuse	107	59	23
11	Aude	917	»	49	56	Morbihan	612	315	122
12	Aveyron	605	348	164	58	Nièvre	1.029	434	382
13	Bouches-du-Rhône	56.668	32.182	14.460	59	Nord	44.965	18.654	13.863
14	Calvados	1.455	259	339	60	Oise	4.483	2.108	1.746
15	Cantal	881	614	267	61	Orne	287	144	129
16	Charente	683	127	102	62	Pas-de-Calais	27.412	6.072	3.104
17	Charente-Inférieure	1.687	1.034	349	63	Puy-de-Dôme	596	155	492
18	Cher	3.661	1.705	1.791	64	Pyrénées (Basses-)	1.146	»	274
19	Corrèze	485	292	193	65	Pyrénées (Hautes-)	1.106	748	358
20	Corse	»	»	»	66	Pyrénées-Orientales	592	263	169
21	Côte-d'Or	2.465	1.520	834	68	Territoire de Belfort	1.685	1.114	571
22	Côtes-du-Nord	32	7	14	69	Rhône	6.808	4.127	2.703
23	Creuse	1.539	1.216	201	70	Saône (Haute-)	269	59	98
24	Dordogne	514	390	104	71	Saône-et-Loire	2.795	1.632	792
25	Doubs	1.931	920	610	72	Sarthe	534	»	97
26	Drôme	3.890	»	»	73	Savoie	297	105	162
27	Eure	675	412	251	74	Savoie (Haute-)	67	2	45
28	Eure-et-Loir	873	504	193	75-78	Seine et Seine-et-Oise	93.659	40.559	20.941
29	Finistère	1.060	332	175	76	Seine-Inférieure	3.443	1.038	293
30	Gard	3.884	2.702	549	77	Seine-et-Marne	3.338	925	640
31	Garonne (Haute-)	12.536	9.986	2.550	79	Sèvres (Deux-)	435	192	243
32	Gers	58	27	47	80	Somme	2.774	707	657
33	Gironde	15.387	5.024	3.397	81	Tarn	3.463	1.551	472
34	Hérault	2.779	1.812	967	82	Tarn-et-Garonne	280	137	143
35	Ille-et-Vilaine	6.512	2.957	774	83	Var	2.591	1.354	426
36	Indre	698	4	303	84	Vaucluse	1.024	592	265
37	Indre-et-Loire	491	144	288	85	Vendée	908	434	214
38	Isère	749	425	288	86	Vienne	1.295	298	126
39	Jura	5.003	2.026	579	87	Vienne (Haute-)	4.533	223	3.347
40	Landes	243	112	37	88	Vosges	2.238	434	332
41	Loir-et-Cher	598	324	274	89	Yonne	276	95	91
42	Loire	7.451	5.322	1.873					
43	Loire (Haute-)	71	11	45					
44	Loire-Inférieure	9.106	5.484	2.212					
45	Loiret	3.252	846	1.170		Total	412.239	181.038	98.665

CHAPITRE IV

COTISATIONS

Les contributions ouvrières et patronales sont versées sous forme de timbres spéciaux, de vignettes, par chèques ou en espèces.

Les timbres émis par le ministère du travail sont mis en vente par l'administration des postes, télégraphes et téléphones. Les versements en numéraire (espèces ou chèques) sont reçus dans le département de la Seine à la caisse du caissier général de la caisse des dépôts et consignations et à celles des receveurs-percepteurs agissant pour le compte du receveur central des finances, et dans les départements à la caisse des trésoriers-payeurs généraux, des receveurs des finances et des percepteurs. Les vignettes sont mises en vente sous la responsabilité de l'agent comptable de la caisse générale de garantie.

D'autre part, une partie des cotisations afférentes aux assurés agricoles sont encaissées directement par les organismes pratiquant l'assurance sociale agricole (1) (assurance obligatoire pour les risques de répartition et assurance facultative). Enfin, les cotisations de l'assurance facultative non agricole peuvent être encaissées directement par les caisses.

Montant des cotisations versées.

Le produit de la vente des timbres et vignettes, des versements en numéraire, à l'exception des cotisations encaissées directement en espèces par des organismes agricoles ou par des caisses au titre de l'assurance facultative, est centralisé à un compte « ministère du travail » à la caisse des dépôts et consignations, qui réunit ainsi presque tous les versements des salariés et des employeurs.

Le montant des cotisations versées au compte spécial « ministère du travail », s'élevait, d'après les écritures de la caisse des dépôts et consignations et depuis l'origine, à :

1.330.517.868 fr. 05 au 31 décembre 1930.
4.899.972.867 fr. 51 au 31 décembre 1931.
8.145.267.664 fr. 50 au 31 décembre 1932.
11.423.247.326 fr. 74 au 31 décembre 1933.
14.604.384.429 fr. 87 au 31 décembre 1934.

Ces chiffres ne correspondent pas au montant exact des cotisations versées aux mêmes dates. Il est prévu en effet (décret du 28 juin 1930), que les comptables centralisateurs régionaux des postes effectuent, le 11 et le 21 de chaque mois, des versements provisionnels représentant chacun le tiers du produit de la vente des timbres du mois précédent; un troisième versement régularisateur, effectué le 7 du mois suivant, représente le solde du produit de la vente des timbres du mois écoulé. De même les versements régularisateurs concernant les cotisations versées entre les mains des trésoriers payeurs généraux, ne sont effectués qu'au bout de deux mois.

Compte tenu de ces versements régularisateurs, le montant des cotisations est donné par le tableau suivant :

(1) Conformément aux articles 74 et 75 de la loi du 30 avril 1930.

DÉSIGNATION		VERSEMENTS de l'année	TOTAL depuis l'origine.
		francs.	francs.
Année	1930 (6 mois)	1.496.736.174 32	1.496.736.174 32
	1931	3.562.401.338 34	5.059.137.512 66
	1932	3.261.798.159 68	8.320.935.672 34
	1933	3.271.276.895 27	11.592.212.567 61
	1934	3.175.994.197 29	14.768.206.764 90

D'après les demandes de majoration (art. 75, § 2, et 80 de la loi du 30 avril 1930) adressées à la caisse générale de garantie, le montant des cotisations versées en numéraire, directement aux organismes d'assurance agricole s'est élevé à :

33.315.488 fr. 25 du 1er juillet 1930 au 31 mars 1932;
20.001.664 fr. 05 du 1er avril 1932 au 31 décembre 1932;
26.988.200 fr. 02 en 1933;
25.022.991 fr. 24 en 1934,
soit 105.328.343 fr. 56 du 1er juillet 1930 au 31 décembre 1934 pour les assurances obligatoires et facultatives agricoles

Modes de versement des cotisations.

Comme il a été précisé plus haut, les cotisations peuvent être acquittées en timbres, vignettes ou numéraire (espèces ou chèques). L'importance (1) des règlements en numéraire n'a cessé de croître. Elle est passée de 9,3 p. 100 en 1930 à 12,3 p. 100 en 1931. Le décret du 27 août 1931 ayant simplifié ce mode de versement et réduit de 50 à 10 le nombre minimum d'assurés groupés dans une entreprise exigé pour utiliser ce mode de versement, ceux-ci sont passés de 18,4 p. 100 en 1932, à 22,9 p. 100 en 1933 et à 26,1 p. 100 en 1934 de l'ensemble des versements.

Le nombre des employeurs utilisant cette faculté était de 11.022 fin 1933 et de 12.445 fin 1934.

La fraction des cotisations versée en vignettes n'a pas sensiblement varié (0,5 p. 100), bien que l'usage des vignettes ait été étendu par le décret du 5 septembre 1930.

Les cotisations versées au moyen de machines à affranchir n'ont pas cessé de croître depuis décembre 1930, époque à partir de laquelle ces machines ont été utilisées. La proportion des cotisations versées de cette manière est passée de 0,1 p. 100 en 1930 à 0,6 p. 100 en 1931, à 2,2 p. 100 en 1932, à 2,8 p. 100 en 1933 et à 2,9 p. 100 en 1934.

Le nombre des employeurs autorisés à employer des machines à affranchir s'élevait à 108 fin 1933 et à 114 fin 1934.

En raison de la progression des autres modes de versement, la fraction des cotisations versées en timbres n'a pas cessé de décroître; elle est passée de 90,1 p. 100 en 1930, à 86,6 p. 100 en 1931, à 78,9 p. 100 en 1932, à 73,8 p. 100 en 1933, et à 70,6 p. 100 en 1934.

(1) Les indications relatives aux cotisations encaissées en timbres, numéraire ou vignettes, sont établies sans tenir compte des cotisations encaissées directement par les organismes agricoles ou au titre de l'assurance facultative non agricole.

Variations périodiques du montant des cotisations.

Les variations mensuelles du produit des cotisations donnent des indications précises sur les habitudes qui se sont établies chez les employeurs. En effet, à partir du 1er janvier 1932, date d'entrée en application de la loi du 28 juillet 1931, établissant le renvoi trimestriel des cartes et feuillets, apparaît une périodicité de 3 mois dans les variations du produit des cotisations :

Montant mensuel des cotisations (millions de francs).

MOIS	1930	1931	1932	1933	1934	MOIS	1930	1931	1932	1933	1934
Janvier	»	300	536	336	338	Juillet	90	301	2[illegible]	316	326
Février	»	298	253	245	235	Août	161	282	240	242	227
Mars	»	308	254	250	242	Septembre	304	286	238	233	210
Avril	»	297	299	310	313	Octobre	336	212	321	338	341
Mai	»	285	242	257	241	Novembre	289	281	258	250	234
Juin	»	304	248	244	230	Décembre	316	306	275	253	235

Le premier mois de chaque trimestre (celui du renvoi des cartes et feuillets) comporte toujours une recrudescence des versements. Si au lieu d'examiner le montant global des versements, on considère le produit de la vente des timbres, l'influence du renvoi trimestriel des cartes et feuillets apparaît d'une façon beaucoup plus nette, malgré la baisse régulière du produit de la vente des timbres :

Produit de la vente des timbres (millions de francs).

MOIS	1930	1931	1932	1933	1934	MOIS	1930	1931	1932	1933	1934
Janvier	»	261	294	277	273	Juillet	90	263	248	252	249
Février	»	260	200	169	158	Août	152	246	181	170	149
Mars	»	265	207	197	179	Septembre	277	248	193	179	155
Avril	»	265	253	252	247	Octobre	298	273	267	271	266
Mai	»	249	186	183	161	Novembre	255	241	193	176	153
Juin	»	265	205	191	172	Décembre	278	269	219	189	169

Depuis le début de l'année 1932, les mois de janvier, avril, juillet, octobre, sont les plus élevés; les mois de février. mai, août, septembre, les plus faibles.

Les employeurs achètent les timbres assurances sociales à la fin et surtout au début des trimestres, au moment où ils procèdent au renvoi des documents de cotisations

Le montant des versements en numéraire suit des fluctuations du même genre depuis le début de 1932, mais le mois maximum est celui du milieu du trimestre:

Versements en numéraire (millions de francs).

MOIS	1930	1931	1932	1933	1934	MOIS	1930	1931	1932	1933	1934
Janvier	»	38	41	58	64	Juillet	»	36	50	63	75
Février	»	37	51	72	76	Août	9	34	57	71	77
Mars	»	42	45	52	61	Septembre	25	37	44	52	54
Avril	»	31	45	57	68	Octobre	37	37	53	66	74
Mai	»	35	55	72	78	Novembre	32	38	64	73	80
Juin	»	38	42	51	57	Décembre	36	36	54	63	65

La variation trimestrielle apparaît malgré la progression constante de ce versement.

Aucune variation analogue n'apparaît dans le produit de la vente des vignettes.

Ces diverses variations se retrouvent dans celle de la cotisation moyenne par assuré immatriculé. Toutefois, la progression constante des chiffres donnant le nombre des immatriculés ôte à cette moyenne toute signification précise:

Cotisation moyenne par assuré immatriculé.

MOIS	1930	1931	1932	1933	1934	MOIS	1930	1931	1932	1933	1934
Janvier	»	33 42	32 66	33 05	31 59	Juillet	13 07	30 55	30 02	31 19	30 43
Février	»	32 11	24 36	23 92	21 96	Août	21 29	28 55	24 »	23 87	21 21
Mars	»	32 74	24 39	24 73	22 57	Septembre	38 37	28 77	23 51	22 98	19 61
Avril	»	31 34	28 58	30 61	29 53	Octobre	41 90	30 28	31 67	33 37	31 89
Mai	»	29 60	22 99	25 34	22 52	Novembre	33 87	27 74	25 51	24 66	21 89
Juin	»	31 22	24 97	24 98	21 45	Décembre	35 24	30 06	27 13	24 94	21 16

Cotisations attribuées aux organismes d'assurances sociales.

Les sommes centralisées au fonds des timbres, à la caisse des dépôts et consignations, sont attribués aux différents organismes d'assurances sociales après ventilation des cartes et feuillets par les services départementaux.

A l'origine, afin de permettre aux caisses d'assurances sociales de disposer de fonds suffisants pour le service des prestations, malgré le retard dans la ventilation des cotisations leur revenant, il leur a été attribué des acomptes.

Par la suite, l'article 6 du décret du 22 septembre 1931 a prévu l'attribution aux caisses primaires de répartition, dans le cours des mois de novembre et décembre 1931, de deux acomptes successifs correspondant chacun à un mois de cotisations calculé sur la base des moyennes de cotisations ventilées au cours des trois derniers mois.

Enfin, le décret du 21 mars 1932 modifiant le décret du 22 septembre 1931 a prévu l'attribution, au profit des caisses primaires de répartition, en mars et avril de chaque année, de deux acomptes successifs correspondant chacun a un mois de cotisations et imputables sur les acomptes attribués l'année suivante.

Le même décret a prévu l'attribution, au profit des caisses primaires de capitalisation, le 1er février et le 1er mai de chaque année, de deux acomptes successifs imputables sur les cotisations de l'année en cours.

A l'occasion de l'attribution de ces acomptes permanents, les services départementaux et interdépartementaux ont procédé à la régularisation des acomptes provisoires accordés aux caisses pour pallier au retard de ventilation.

Compte tenu des remboursements d'acomptes et de régularisations diverses, la situation du compte « ministère du travail » ouvert dans les écritures de la caisse des dépôts et consignations, se présentait comme suit:

Fonds des timbres.

RECETTES

DÉSIGNATION		COTISATIONS des assurances sociales.	REMBOURSEMENT des acomptes, régularisations diverses.
		francs.	francs.
Années	1930	1.330.517.868 05	1.884.547 53
	1931	3.569.454.999 46	280.134.459 77
	1932	3.245.294.796 99	289.409.402 89
	1933	3.277.979.662 24	520.242.663 69
	1934	3.181.137.103 13	139.772.463 05
Total		14.604.384.429 87	1.231.443.536 93

DÉPENSES

(Attributions aux divers organismes.)

DÉSIGNATION		CAISSES de répartition sociétés de secours mutuels agricoles et unions de réassurance.	CAISSES de capitalisation et caisses de retraites ouvrières et paysannes.	CAISSE GÉNÉRALE de garantie.
		francs.	francs.	francs.
Années	1930	129.998.778 31	4.920.205 60	7.663.502 96
	1931	1.557.047.839 81	911.471.911 85	836.162.302 35
	1932	1.699.295.212 07	1.656.616.771 46	873.538.066 88
	1933	1.467.092.626 98	1.336.533.159 49	733.905.063 50
	1934	1.512.797.840 94	1.377.810.296 26	726.922.996 28
Total		6.366.232.298 11	5.287.352.344 66	3.178.191.931 97

Les remboursements au fonds des timbres se décomposaient comme suit au 31 décembre 1934:

Remboursement des 1er et 2e acomptes alloués aux caisses de capitalisation, 430 millions 815.710 fr.

Remboursement des 1er et 2e acomptes alloués à la caisse générale de garantie, 420 millions de francs.

Remboursement par la caisse générale de garantie des sommes encaissées directement par elle en espèces ou chèques, 115.845.863 francs 23.

Reversements prescrits par le ministère du travail ou les services départementaux des sommes attribuées à tort des caisses d'assurances sociales et partie des remboursements des 1er et 2e acomptes alloués aux caisses de répartition qui ont été prescrits par des états de débit établis par les services départementaux des assurances sociales, 264.781.963 fr. 70.

Compte tenu de ces reversements, les sommes attribuées aux organismes s'établissaient comme suit au 31 décembre 1934:

Caisses de répartition, sociétés de secours mutuels agricoles et unions de réassurance	6.101.450.334 41
Caisses de capitalisation (C. N. R. V. comprise)	4.856.536.634 66
Caisse générale de garantie	2.642.346.068 74
	13.600.333.037 81

Les sommes attribuées aux différents organismes sont calculées comme suit d'après les cotisations apposées sur les cartes et feuillets:

1° ASSURANCE OBLIGATOIRE NON AGRICOLE

a) Les coefficients servant à la ventilation ont été les suivants pour les risques de répartition:

ORGANISMES	1930-1931	1932	1933-1934
Caisses primaires de répartition	8.766	8.586	86
Unions pour la réassurance	487	477	5
Caisse générale de garantie	747	937	9
Total	10.000	10.000	100
En vertu des décrets du	5 juillet 1930.	21 juillet 1931.	12 avril 1933 et 3 janvier 1934.

b) Les cotisations d'assurance vieillesse sont ventilées à raison de 50 p. 100 des cotisations des assurés de moins de 30 ans et de 90 p. 100 des cotisations des assurés de plus de 30 ans pour les caisses de capitalisation et 50 p. 100 des cotisations des assurés de moins de 30 ans, 10 p. 100 des cotisations des assurés de plus de 30 ans pour la caisse générale de garantie.

2° ASSURANCE AGRICOLE

a) Les cotisations répartition sont versées aux organismes pratiquant l'assurance agricole, mais les majorations subissent différents prélèvements au profit de la caisse générale de garantie;

b) Les cotisations vieillesse sont versées aux caisses autonomes d'assurance vieillesse.

En raison de cette ventilation, il a été attribué en 1934, d'après les rapports des services départementaux, pour l'assurance non agricole:

Aux caisses primaires de répartition, 1.378.225.921 fr. 55;

Aux unions de réassurance, 78.722.011 fr. 65;

Aux caisses primaires de capitalisation, 1.238.155.791 fr. 55.

Et à titre d'acomptes:

Aux caisses de répartition, 226.820.055 fr. 72;

Aux caisses de capitalisation, 446.370.598 fr. 53.

Mais il a été remboursé:

Par les caisses de répartition, 230 millions 747.102 fr. 56;

Par les caisses de capitalisation, 407 millions 958.169 fr. 43.

Pour l'assurance agricole, il a été attribué aux organismes d'assurance, après ventilation des cartes et feuillets:

Pour les risques de répartition, 58 millions 509.779 fr. 18;

Pour les risques de capitalisation, 70 millions 624.941 fr. 16.

(Non compris les cotisations encaissées directement en numéraire par les divers organismes agricoles.)

Cet ensemble de chiffres n'est pas tout à fait comparable (1) à ceux tirés de la comptabilité de la caisse des dépôts et consignations, cités plus haut, à cause du jeu des acomptes et parce qu'ils correspondent aux époques de ventilation et que l'attribution des cotisations par la caisse des dépôts et consignations s'effectue avec un léger décalage sur la ventilation.

La valeur moyenne des cartes et feuillets après ventilation s'établit comme suit:

	1933	1934
Assurance non agricole.		
Feuillets bulles	60 75	60 20
Cartes bulles	175 08	183 14
Assurance agricole.		
Feuillets verts	29 43	29 27
Cartes vertes	97 99	103 30

La valeur moyenne du feuillet bulle (assurés non agricoles) après ventilation (86 p. 100 du feuillet réel), permet un classement des départements suivant la cotisation moyenne versée par trimestre par l'assuré cotisant non agricole. Ce classement, très voisin de celui présenté par le précédent rapport d'après les chiffres de 1933, s'établit comme suit:

Seine et Seine-et-Oise, Bouches-du-Rhône, Rhône, Seine-et-Marne, Alpes-Maritimes, Loire-Inférieure, Puy-de-Dôme, Ardennes, Nord, Seine-Inférieure, Calvados, Haute-Garonne, Gironde, Var, Allier, Meurthe-et-Moselle, Marne, Doubs, Savoie, Oise, Indre-et-Loire, Hérault, Loiret, Aube, Côte-d'Or, Haute-Savoie, Aisne, Pyrénées - Orientales, Loire, Vaucluse, Saône-et-Loire, Pas-de-Calais, Ille-et-Vilaine, Charente-Inférieure, Eure, Hautes-Alpes, Basses-Alpes, Nièvre, Haute-Marne, Eure-et-Loir, Cher, Ain, Meuse, Haute-Vienne, Manche, Somme, Aude, territoire de Belfort, Vienne, Yonne, Isère, Hautes-Pyrénées, Morbihan, Jura, Basses - Pyrénées, Aveyron, Corrèze, Maine-et-Loire, Deux - Sèvres, Drôme, Sarthe, Charente, Gard, Côtes-du-Nord, Tarn, Creuse, Orne, Finistère, Loir-et-Cher, Ariège, Lot-et-Garonne, Vosges, Haute-Saône, Tarn-et-Garonne, Dordogne, Landes, Indre, Cantal, Corse, Mayenne, Gers, Vendée, Haute-Loire, Ardèche, Lot, Lozère.

La valeur moyenne du feuillet vert (assurés agricoles) est à peu près la même dans tous les départements et assez voisine de 30 fr. Elle dépasse ce chiffre dans plusieurs départe-

(1) Dans les tableaux concernant l'attribution des cotisations aux caisses, le nombre de feuillets ou de cartes faisant l'objet de créditements et ceux donnés pour la ventilation (feuillets et cartes bulle), font ressortir des différences provenant de feuillets roses ou violets, cartes oranges et parfois de feuillets ou cartes vertes. A ces différences s'ajoutent certains feuillets ou cartes comptés comme ventilés qui ont pu ne pas être comptés comme faisant l'objet d'un créditement parce que les états d'attribution n'étaient pas complètement établis.

ments pour lesquels des feuillets d'assurés agricoles temporairement occupés à des travaux non agricoles ont été compris dans la statistique des feuillets verts ventilés.

La valeur moyenne de la carte bulle après ventilation ne permet aucune comparaison directe parce que la ventilation au profit des caisses et de la caisse générale de garantie dépend de l'âge.

Par contre, la valeur moyenne de la carte verte (assurés agricoles) permet la comparaison de la cotisation annuelle moyenne versée par l'assuré agricole cotisant en 1934 dans les différents départements, mais cette comparaison est faussée pour certains d'entre eux par l'introduction, dans les décomptes de cotisations, de cartes d'assurés ayant travaillé temporairement dans l'industrie et pour lesquels il a été versé ainsi des cotisations très supérieures à celles de l'assurance agricole.

Versements patronaux au profit de la caisse générale de garantie.

L'article 2, paragraphe 6, de la loi du 30 avril 1930, prévoit le versement par les employeurs d'une contribution pour les salariés, assurés ou non, dont la rémunération annuelle est comprise entre 15.000 fr. (ou 18.000 fr.) et 25.000 fr.

Cette contribution a été fixée pour 1930 aux deux tiers, et pour 1931, 1932, 1933 et 1934 à la moitié de la contribution versée pour un assuré de la cinquième catégorie (décrets du 23 juin 1930, 28 novembre 1931, 9 janvier 1933, 8 janvier 1934, 7 mars 1935). Elle est versée au début de l'année suivant celle pour laquelle elle est due.

Le montant des contributions centralisées par la caisse générale de garantie à ce titre, s'est élevé à :

1931	28.735.749 28
1932	58.518.719 65
1933	49.560.275 78
1934	44.786.015 69

D'après les rapports des services départementaux, le montant des versements portés sur bordereaux roses n° 7 et 7 *bis* s'est élevé, en 1934, à 42.666.883 fr. 06.

Mais ce chiffre ne peut pas être exactement le même que celui fourni par les écritures de la caisse générale de garantie en raison du décalage entre les versements et leur créditement à la caisse générale de garantie ou des encaissements directs de cette dernière.

Il convient de noter que de nombreux décrets ont porté à 18.000 fr. le salaire limite de l'assurance obligatoire (décrets du 10 mai 1930, 8 janvier 1931, 21 avril 1931, 5 juin 1931, 15 février 1932, 16 mars 1934) dans diverses circonscriptions industrielles. Mais la diminution de ces cotisations est surtout imputable à la crise économique et à l'insuffisance des sanctions à l'égard des employeurs qui n'effectuent pas les versements.

L'article 3, paragraphe 3, de la loi du 30 avril 1930 prévoit également le versement à la caisse générale de garantie des cotisations patronales afférentes aux salariés retraités, sexagénaires, ou aux étrangers ne bénéficiant pas de conventions diplomatiques et travaillant en France depuis moins de trois mois. Ces versements sont effectués sur des bordereaux bleus n° 8 et 8 *bis* ou sur des cartes bleues.

La caisse générale de garantie a reçu à ce titre

5.191.749 fr. 09 en 1930;
77.166.708 fr. 76 en 1931;
83.304.479 fr. 78 en 1932;
64.801.064 fr. 36 en 1933;
52.567.482 fr. 01 en 1934.

La baisse de ces versements est imputable à la diminution des salaires, à la crise économique et au chômage, et à l'insuffisance des sanctions contre les employeurs qui n'effectuent pas les versements.

La statistique obtenue d'après les rapports des services départementaux donne 52 millions 304.216 fr. 79 en 1934, mais comme pour la précédente, la différence entre cette indication et celle fournie par les écritures de la caisse générale de garantie correspond au temps qui s'écoule entre les versements et leur créditement au profit de cette dernière.

Remboursement des cotisations versées à tort.

Le montant des cotisations versées à tort qui ont été remboursées s'est élevé en:

1930-1931 à 193.161 fr. 83;
1932 à 422.379 fr. 26;
1933 à 868.699 fr. 64;
1934 à 461.261 fr. 74.

Montant des cotisations suivant le mode de versement.

(Année 1934.)

MOIS	TIMBRES	MACHINES A ESTAMPILLER	NUMÉRAIRE	VIGNETTES	TOTAL
Janvier	263.781.530 89	8.884.538 78	64.318.478 30	1.313.738 31	338.298.286 28
Février	149.970.760 88	7.713.414 75	76.309.722 46	1.241.546 18	235.235.444 27
Mars	172.054.356 40	7.266.962 »	61.239.921 24	1.158.862 47	241.720.102 11
Avril	238.381.397 12	8.303.189 75	68.392.656 30	1.218.083 13	316.295.326 30
Mai	154.389.797 92	7.070.808 69	78.717.140 46	1.053.240 21	241.230.987 28
Juin	164.593.197 86	7.418.384 40	56.612.366 92	1.071.620 13	229.695.569 31
Juillet	241.124.872 89	8.313.688 01	75.459.628 63	1.048.734 17	325.946.923 70
Août	142.349.159 11	7.048.364 24	76.614.496 01	1.186.686 93	227.198.706 29
Septembre	149.402.001 24	6.187.156 85	53.518.585 16	969.445 81	210.077.189 06
Octobre	257.708.982 65	8.080.552 38	73.537.918 58	1.311.702 90	340.639.156 51
Novembre	146.562.181 66	6.893.161 90	79.763.249 42	1.230.398 66	234.448.991 64
Décembre	159.922.078 49	9.031.847 04	65.100.344 18	1.153.244 83	235.207.514 54
Total	2.240.240.317 11	92.212.068 79	829.584.507 66	13.957.303 73	3.175.994.197 29

Cotisations encaissées en numéraire par les organismes agricoles.

PÉRIODES AUXQUELLES S'APPLIQUENT LES COTISATIONS	COTISATIONS majorables	COTISATIONS non majorables.	TOTAL
	francs.	francs.	francs.
Assurance obligatoire.			
Risques de répartition:			
1er juillet 1930 au 31 mars 1932	18.889.123 97	30.497 45	18.919.621 42
1er avril 1932 au 31 décembre 1932	10.617.301 12	583.68	10.617.884 80
Année 1933	14.277.803 51	53.380 91	14.331.184 42
Année 1934	13.572.043 59	27.066 30	13.599.109 89
Assurance facultative.			
Risques de répartition:			
1er juillet 1930 au 31 mars 1932	4.810.210 40	12.855 11	4.823.065 51
1er avril 1932 au 31 décembre 1932	3.242.347 21	13.524 50	3.255.871 71
Année 1933	4.468.267 25	17.991 25	4.486.258 50
Année 1934	4.950.613 78	39.858 50	4.990.472 28
Risques de capitalisation:			
1er juillet 1930 au 31 mars 1932	8.881.187 84	691.613 48	9.572.801 32
1er avril 1932 au 31 décembre 1932	5.685.255 11	442.652 43	6.127.907 54
Année 1933	7.574.434 80	596.322 30	8.170.757 10
Année 1934	5.874.052 12	559.356 95	6.433.409 07

Produit de la vente des timbres par région postale, y compris les cotisations acquittées au moyen de machines à affranchir.

(Année 1934.)

MOIS	PARIS (Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Oise, Eure-et-Loir.)	BORDEAUX (Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne, Basses-Pyrénées.)	CHALONS-SUR-MARNE (Aisne, Ardennes, Aube, Marne, Haute-Marne.)	CLERMONT-FERRAND (Allier, Cantal, Haute-Loire, Lozère, Puy-de-Dôme.)	DIJON (Côte-d'Or, Doubs, Jura, Saône-et-Loire, Yonne.)	LILLE (Nord, Pas-de-Calais, Somme.)
Janvier	85.072.756 53	12.750.553 07	13.078.896 26	5.265.745 19	10.018.042 94	26.890.669 »
Février	54.543.130 76	6.005.564 83	7.635.137 59	3.178.257 05	6.538.337 42	14.747.408 90
Mars	62.119.549 60	7.126.325 37	8.627.959 85	3.138.869 74	6.377.073 53	16.764.067 35
Avril	76.045.478 12	11.439.322 45	12.197.094 85	5.467.350 99	8.876.179 10	25.198.221 95
Mai	56.412.807 49	6.107.139 80	6.912.271 99	2.755.342 73	6.421.982 25	14.469.216 90
Juin	60.539.065 16	6.875.952 46	8.109.371 66	3.184.985 93	6.322.369 41	16.569.375 30
Juillet	76.158.588 57	12.177.708 01	11.762.175 14	5.674.586 05	9.670.206 67	24.390.920 85
Août	50.736.779 20	6.104.831 01	6.362.901 98	3.024.767 83	5.858.817 32	13.661.763 15
Septembre	52.246.922 37	5.536.726 73	6.982.821 74	3.240.594 96	5.735.310 53	14.998.980 80
Octobre	82.714.970 13	11.119.988 44	11.860.397 63	5.844.756 94	10.386.363 69	24.786.319 85
Novembre	55.184.643 25	7.389.088 65	6.337.114 44	2.965.397 95	5.923.180 43	13.892.597 19
Décembre	58.804.339 04	6.744.194 86	7.539.763 22	3.226.554 25	6.164.858 47	15.965.248 85
Total	770.579.030 22	99.377.395 68	107.405.906 35	46.967.209 61	88.292.721 16	222.334.790 09

MOIS	LIMOGES (Charente-Inférieure, Charente, Corrèze, Creuse, Deux-Sèvres, Vienne, Haute-Vienne.)	LYON (Ain, Ardèche, Drôme, Isère, Loire, Rhône, Savoie, Haute-Savoie.)	MARSEILLE (Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Corse, Var, Vaucluse.)	MONTPELLIER (Aude, Aveyron, Hérault, Gard, Pyrénées-Orientales.)	NANCY (Meurthe-et-Moselle, Meuse, Vosges, Haute-Saône, Belfort.)	NANTES (Morbihan, Indre-et-Loire, Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Vendée.)
Janvier	8.214.175 95	28.111.707 35	16.293.930 »	7.224.919 37	9.731.816 20	12.060.082 55
Février	3.748.752 34	14.610.359 »	9.551.321 14	5.233.940 20	5.205.177 50	5.854.998 84
Mars	4.495.418 19	16.719.606 20	11.319.460 37	5.277.727 22	7.181.765 70	6.789.281 24
Avril	7.301.457 56	26.362.583 15	15.814.551 16	5.760.436 05	7.666.033 15	11.512.944 56
Mai	3.947.427 85	14.525.330 30	9.471.648 59	6.306.555 47	7.059.734 90	5.878.313 66
Juin	4.446.553 02	16.477.838 30	11.026.040 75	4.767.845 70	3.873.753 60	6.597.805 14
Juillet	7.565.998 19	26.445.881 35	15.555.561 09	4.998.751 05	9.135.072 65	11.938.238 92
Août	3.813.381 50	14.315.996 10	9.736.612 09	4.949.122 66	5.085.708 85	6.221.858 35
Septembre	4.087.963 86	15.270.537 65	9.604.493 61	6.532.982 33	5.419.486 65	6.361.480 30
Octobre	7.908.938 66	27.272.199 65	17.429.769 28	8.600.890 36	9.189.028 70	12.190.459 02
Novembre	3.987.952 03	14.455.121 15	8.256 806 54	4.039.475 87	4.777.663 60	6.433.425 84
Décembre	4.452.556 33	15.861.053 95	10.501.533 89	5.339.796 15	5.201.166 63	7.537.033 12
Total	63.970.575 48	230.428.214 15	144.541.728 51	69.032.352 73	79.526.408 13	99.375.921 54

MOIS	ORLÉANS (Cher, Indre, Loiret, Loir-et-Cher, Nièvre.)	RENNES (Côtes-du-Nord, Finistère, Ille-et-Vilaine, Mayenne, Sarthe.)	ROUEN (Calvados, Eure, Manche, Orne, Seine-Inférieure.)	TOULOUSE (Ariège, Haute-Garonne, Gers, Lot, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn-et-Garonne.)	TOTAL GÉNÉRAL
Janvier	7.596.595 87	8.003.791 20	15.039.965 85	7.312.422 34	272.666.069 67
Février	3.598.302 96	4.037.843 35	9.563.976 65	3.631.667 10	157.684.175 63
Mars	4.270.003 13	4.647.660 70	10.385.016 65	4.081.533 56	179.321.318 40
Avril	6.726.622 26	6.336.706 30	12.951.303 90	7.028.301 32	246.684.586 87
Mai	3.610.963 38	5.018.045 65	8.871.205 10	3.692.620 55	161.460.606 61
Juin	5.037.256 33	4.531.136 20	9.607.141 60	4.045.091 70	172.011.582 26
Juillet	6.546.363 43	7.529.019 70	12.940.498 60	6.948.990 63	249.438.560 90
Août	3.420.594 14	4.042.560 35	8.450.982 30	3.610.846 52	149.397.523 35
Septembre	3.488.959 48	3.971.479 70	8.424.801 79	3.685.615 59	155.589.158 09
Octobre	7.694.087 15	8.141.732 80	13.299.687 45	7.349.945 88	265.789.535 03
Novembre	3.477.842 10	4.251.543 80	8.288.079 10	3.815.411 62	153.455.343 56
Décembre	4.145.569 32	4.637.603 »	8.826.987 96	4.005.756 19	168.953.925 53
Total	59.613.159 55	65.149.122 75	126.649.646 95	59.208.203 »	2.332.452.385 90

Montant des versements en numéraire pendant l'année 1934.

DÉSIGNATION		PARIS	DÉPARTEMENTS	TOTAL
Mois	Janvier	20.611.151 04	43.707.327 26	64.318.478 30
	Février	18.311.810 91	57.997.911 55	76.309.722 46
	Mars	17.821.867 21	43.418.054 03	61.239.921 24
	Avril	21.713.030 70	46.679.625 60	68.392.656 30
	Mai	22.534.740 31	56.182.400 15	78.717.140 46
	Juin	14.193.364 95	42.419.001 97	56.612.366 92
	Juillet	24.849.126 16	50.610.502 47	75.459.628 63
	Août	20.312.533 02	56.301.962 99	76.614.496 01
	Septembre	16.267.080 97	37.251.504 19	53.518.585 16
	Octobre	21.318.766 37	52.219.152 21	73.537.918 58
	Novembre	24.675.935 21	55.087.314 21	79.763.249 42
	Décembre	18.121.471 36	46.978.872 82	65.100.344 18
Total		240.730.878 21	588.853.629 45	829.584.507 66

Répartition des cotisations suivant leur mode de versement.

PÉRIODES	TIMBRES	MACHINES à estampiller.	NUMÉRAIRE	VIGNETTES	TOTAL
ANNÉE 1930					
3e trimestre	518.576.836 25	»	34.155.091 29	2.124.256 25	554.856.183 79
4e trimestre	830.931.449 59	66.442 30	105.131.140 75	5.750.957 89	941.879.990 53
	1.349.508.285 84	66.442 30	139.286.232 04	7.875.214 14	1.496.736.174 32
ANNÉE 1931					
1er trimestre	785.038.306 89	310.025 70	116.714.887 62	4.804.783 80	906.868.004 01
2e trimestre	776.964.962 93	1.586.388 10	103.950.323 28	4.546.969 21	887.048.643 52
3e trimestre	752.955.719 40	4.440.148 09	107.089.537 97	4.625.486 26	869.110.891 72
4e trimestre	767.807.694 07	15.619.416 49	111.300.097 38	4.646.591 15	899.373.799 09
	3.082.766.683 29	21.955.978 38	439.054.846 25	18.623.830 42	3.562.401.338 34
ANNÉE 1932					
1er trimestre	686.947.737 18	14.226.254 18	137.559.306 47	3.681.447 31	842.414.745 14
2e trimestre	626.073.066 47	17.355.725 86	141.505.792 63	3.971.952 96	788.906.537 92
3e trimestre	604.153.112 55	18.304.791 02	150.283.229 08	3.675.344 94	776.416.477 59
4e trimestre	657.046.711 75	22.010.966 72	171.058.612 58	3.944.107 98	854.060.399 03
	2.574.220.627 95	71.897.737 78	600.406.940 76	15.272.853 19	3.261.798.159 68
ANNÉE 1933					
1er trimestre	619.941.870 81	23.074.432 85	182.346.318 44	3.817.746 38	829.180.368 48
2e trimestre	603.082.081 73	23.281.401 73	180.766.480 17	3.648.371 51	810.778.335 14
3e trimestre	578.793.146 47	22.340.377 50	185.981.048 40	3.542.027 51	790.656.599 88
4e trimestre	611.733.822 87	24.109.086 80	201.097.275 91	3.721.406 19	840.661.591 77
	2.413.550.921 88	92.805.298 88	750.191.122 92	14.729.551 59	3.271.276.895 27
ANNÉE 1934					
1er trimestre	585.806.648 17	23.864.915 53	201.868.122 »	3.714.146 96	815.253.832 66
2e trimestre	557.364.392 90	22.792.382 84	203.722.163 68	3.342.943 47	787.221.882 89
3e trimestre	532.876.033 24	21.549.209 10	205.592.709 80	3.204.866 91	763.222.819 05
4e trimestre	564.193.242 80	24.005.561 32	218.401.512 18	3.695.346 39	810.295.662 69
	2.240.240.317 11	92.212.068 79	829.584.507 66	13.957.303 73	3.175.994.197 29
Total depuis l'origine	11.660.286.836 07	278.937.526 13	2.758.523.649 63	70.458.753 07	14.768.206.764 90

Importance des cotisations suivant leur mode de versement.

PÉRIODES	TIMBRES	MACHINES à estampiller.	NUMÉRAIRE	VIGNETTES
	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Année 1930	90,1	0,1	9,3	0,5
Année 1931	86,6	0,6	12,3	0,5
Année 1932	78,9	2,2	18,4	0,5
Année 1933	73,8	2,8	22,9	0,5
Année 1934.				
1er trimestre	71,8	2,9	24,8	0,5
2e trimestre	70,8	2,9	25,9	0,4
3e trimestre	69,8	2,9	26,9	0,4
4e trimestre	69,7	2,9	26,9	0,5
Année 1934	70,6	2,9	26,1	0,4
Depuis l'origine	78,9	1,9	18,7	0,5

CREDITEMENTS APRES VENTILATION

Année 1934.

Assurés des professions non agricoles.

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	RÉPARTITION			CAPITALISATION		
		Nombre de feuillets.	Montant des créditements correspondants.	Valeur moyenne du feuillet (après ventilation).	Nombre de cartes.	Montant des créditements correspondants.	Valeur moyenne de la carte (après ventilation).
1	Ain	116.084	5.945.266 94	51 22	30.404	4.783.157 41	157 32
2	Aisne	267.472	14.368.100 31	53 72	74.602	12.063.197 39	161 70
3	Allier	144.485	8.216.236 79	56 87	49.219	9.058.838 94	184 05
4	Alpes (Basses-)	21.879	1.136.150 79	51 93	7.739	1.635.234 28	211 29
5	Alpes (Hautes-)	37.464	1.946.025 07	51 95	12.000	1.676.609 48	139 72
6	Alpes-Maritimes	214.509	13.225.107 24	61 66	63.682	11.465.740 43	180 04
7	Ardèche	123.975	4.989.225 43	40 25	34.924	4.403.841 45	126 10
8	Ardennes	211.174	12.813.805 01	61 68	56.103	11.013.126 59	196 30
9	Ariège	49.166	2.271.033 12	46.20	10.759	1.598.609 89	148 59
10	Aube	206.905	11.328.791 54	54 75	61.079	9.930.447 51	162 70
11	Aude	100.804	5.140.214 99	51 »	22.642	3.348.340 92	147 88
12	Aveyron	85.154	4.204.498 11	49 38	21.633	3.424.393 23	158 29
13	Bouches-du-Rhône	708.808	47.055.481 75	66 39	193.772	39.182.348 19	202 21
14	Calvados	171.303	9.856.478 44	57 54	77.904	13.529.518 98	173 66
15	Cantal	28.753	1.259.727 85	43 80	9.504	1.214.058 32	127 74
16	Charente	99.369	4.741.648 09	47 72	26.374	3.940.513 81	149 40
17	Charente-Inférieure	115.096	6.046.361 47	52 54	32.334	5.253.323 21	162 50
18	Cher	128.204	6.581.647 12	51 34	35.726	5.839.486 86	163 45
19	Corrèze	75.142	3.664.393 48	48 77	23.288	3.283.708 09	141 »
20	Corse	16.739	727.143 75	43 45	9.413	1.083.057 75	115 05
21	Côte-d'Or	153.644	8.408.286 35	54 73	41.769	7.086.935 42	169 67
22	Côtes-du-Nord	105.675	5.012.561 39	47 43	23.763	3.402.993 22	143 21
23	Creuse	29.492	1.383.214 95	46 90	9.600	1.273.482 58	132 65
24	Dordogne	90.170	4.029.608 11	44 69	30.681	4.191.327 27	136 61
25	Doubs	224.107	12.545.206 86	55 98	66.449	10.526.776 65	158 41
26	Drôme	123.986	5.974.318 91	48 19	33.991	5.239.521 75	154 14
27	Eure	139.887	7.297.113 20	52 16	38.721	6.389.854 82	165 02
28	Eure-et-Loir	103.941	5.358.870 85	51 56	22.934	3.655.944 90	159 41
29	Finistère	179.763	8.412.671 18	46 80	50.443	9.461.341 05	187 56
30	Gard	134.803	6.421.845 02	47 64	39.079	5.762.151 72	147 45
31	Garonne (Haute-)	238.504	13.697.234 71	57 43	62.015	11.345.639 66	182 94
32	Gers	28.541	1.199.420 44	42 02	8.226	1.050.182 09	127 66
33	Gironde	503.701	28.790.961 66	57 16	136.447	25.589.245 56	187 54
34	Hérault	180.342	9.877.224 77	54 77	50.402	8.312.994 91	164 93
35	Ille-et-Vilaine	128.234	6.743.644 61	52 59	31.067	4.899.325 97	157 70
36	Indre	94.251	4.158.400 02	44 12	26.985	3.505.731 55	129 91
37	Indre-et-Loire	131.529	7.205.426 90	54 78	36.062	6.190.728 82	171 67
38	Isère	454.249	22.831.563 43	50 26	129.055	19.975.387 52	154 78
39	Jura	101.784	5.072.990 99	49 84	33.187	5.304.223 66	159 83
40	Landes	88.693	3.961.266 23	44 66	19.252	2.653.590 27	137 83
41	Loir-et-Cher	78.089	3.647.234 41	46 71	22.399	3.229.796 24	144 19
42	Loire	473.316	25.215.456 05	53 27	129.203	21.262.312 17	164 57
43	Loire (Haute-)	58.032	2.345.300 14	40 41	41.186	4.256.131 10	103 34
44	Loire-Inférieure	340.780	20.889.524 60	61 30	101.663	18.544.371 25	182 41
45	Loiret	150.248	8.229.787 69	54 77	43.255	7.269.899 93	168 07
46	Lot	32.306	1.264.259 72	39 13	9.358	1.119.542 83	119 63
47	Lot-et-Garonne	75.728	3.464.468 41	45 75	20.551	3.016.894 91	146 80
48	Lozère	16.655	604.320 66	36 28	4.781	522.857 18	109 36
49	Maine-et-Loire	181.344	8.779.891 22	48 42	56.232	8.778.626 96	156 11
50	Manche	94.862	4.848.481 12	51 11	19.990	3.085.795 49	154 37
51	Marne	255.269	14.376.077 26	56 32	68.831	12.149.351 68	176 50
52	Marne (Haute-)	94.454	4.886.349 81	51 73	26.503	4.397.872 96	165 94
53	Mayenne	67.712	2.937.069 10	43 38	17.652	2.474.464 25	140 18
54	Meurthe-et-Moselle	500.677	28.330.107 45	56 58	247.271	42.609.492 17	172 32
55	Meuse	109.889	5.624.454 10	51 18	38.050	6.242.955 67	164 07
56	Morbihan	124.286	6.206.017 91	49 93	32.203	6.153.316 65	191 08
58	Nièvre	93.573	4.853.088 55	51 86	25.103	4.185.874 12	166 75
59	Nord	2.050.624	119.364.657 93	58 21	594.996	111.390.515 65	187 21
60	Oise	270.479	14.957.332 35	55 30	63.713	11.360.331 34	178 46
61	Orne	90.679	4.248.953 57	46 86	27.338	4.000.185 89	146 32
62	Pas-de-Calais	512.971	27.013.812 59	52 66	148.134	23.294.936 97	157 26
63	Puy-de-Dôme	215.053	13.129.858 89	61 05	65.252	12.788.057 45	195 97
64	Pyrénées (Basses-)	162.946	8.075.223 97	49 56	56.370	8.528.650 99	151 30
65	Pyrénées (Hautes-)	68.208	3.411.386 31	50 01	20.215	2.930.665 27	144 97
66	Pyrénées-Orientales	66.749	3.561.282 57	53 35	18.389	3.070.127 19	166 95
68	Territoire de Belfort	94.307	4.758.804 93	50 46	26.064	4.205.410 14	161 35
69	Rhône	906.527	57.329.309 98	63 24	251.798	50.928.147 16	202 26
70	Saône (Haute-)	101.406	4.606.395 03	45 43	27.306	3.789.431 91	138 78
71	Saône-et-Loire	232.760	12.281.253 48	52 76	65.103	10.775.351 20	165 51
72	Sarthe	147.092	7.052.811 32	47 95	47.455	7.258.002 55	152 94
73	Savoie	105.815	5.877.060 32	55 54	32.439	5.032.436 16	155 14
74	Savoie (Haute-)	86.010	4.637.162 54	53 91	24.168	3.856.477 13	159 57
75-78	Seine et Seine-et-Oise	6.285.099	470.101.774 89	74 80	1.927.469	415.798.634 »	215 75
76	Seine-Inférieure	811.081	46.781.190 96	57 68	238.229	40.150.357 38	168 57
77	Seine-et-Marne	200.790	12.694.657 38	63 22	56.071	11.258.113 50	200 78
79	Sèvres (Deux-)	71.475	3.448.780 »	48 25	19.474	2.798.543 »	143 71
80	Somme	313.065	15.968.699 95	51 01	78.755	12.559.142 32	159 47
81	Tarn	143.930	6.792.118 18	47 19	34.460	5.503.656 92	159 71
82	Tarn-et-Garonne	45.740	2.049.821 93	44 81	13.121	1.775.379 80	135 31
83	Var	152.781	8.691.685 36	56 89	46.165	7.688.383 10	166 54

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	RÉPARTITION			CAPITALISATION		
		Nombre de feuillets.	Montant des créditements correspondants.	Valeur moyenne du feuillet (après ventilation).	Nombre de cartes.	Montant des créditements correspondants.	Valeur moyenne de la carte (après ventilation).
84	Vaucluse	106.992	5.691.902 79	53 20	32.407	5.131.307 51	158 34
85	Vendée	80.582	3.386.088 81	42 02	22.761	2.867.464 08	125 98
86	Vienne	72.113	3.633.822 40	50 39	15.855	2.423.577 16	152 86
87	Vienne (Haute-)	150.102	7.675.954 43	51 14	40.985	6.647.366 12	162 19
88	Vosges	351.348	15.969.833 27	45 45	94.002	13.485.903 32	143 46
89	Yonne	92.002	4.633.229 35	50 36	24.644	4.014.748 66	162 91
	Totaux	22.893.717	1.378.225.921 55	60 20	6.760.598	1.238.155.791 55	183 14

CREDITEMENTS APRES VENTILATION

Assurés des professions agricoles.

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	RÉPARTITION			CAPITALISATION		
		Nombre de feuillets.	Montant des créditements correspondants.	Valeur moyenne du feuillet après ventilation.	Nombre de cartes.	Montant des créditements correspondants.	Valeur moyenne de la carte après ventilation.
1	Ain	19.891	573.370 17	28 82	6.089	544.506 31	89 42
2	Aisne	20.706	614.036 68	29 65	26.016	2.926.838 53	112 50
3	Allier	39.938	1.194.823 90	29 92	8.193	623.302 80	76 10
4	Alpes (Basses-)	8.210	233.532 40	28 42	2.253	218.724 10	97 08
5	Alpes (Hautes-)	6.535	192.663 40	29 48	2.115	169.726 45	80 24
6	Alpes-Maritimes	11.493	347.929 85	30 27	3.342	418.200 80	125 13
7	Ardèche	13.515	397.520 50	29 42	3.983	354.315 80	88 95
8	Ardennes	24.378	729.199 25	29 92	6.654	774 217 78	116 35
9	Ariège	5.972	180.435 75	30 21	817	52.843 25	64 68
10	Aube	34.286	990.758 50	28 89	10.727	1.096.868 30	102 25
11	Aude	55.982	1.661.836 85	29 68	22.537	2.691.596 37	119 43
12	Aveyron	12.129	360.945 65	29 76	2.954	298.950 15	101 20
13	Bouches-du-Rhône	26.260	776.458 08	29 56	8.632	1.089.267 30	126 18
14	Calvados	10.267	289.340 55	28 18	6.662	432.990 38	64 99
15	Cantal	8.199	240.024 15	29 27	3.424	266.040 64	77 70
16	Charente	30.035	894.833 35	29 79	6.301	531.425 85	84 34
17	Charente-Inférieure	33.196	970.315 65	29 30	8.359	821.577 15	98 29
18	Cher	52.965	1.570.251 98	29 64	14.125	1.645.086 70	116 47
19	Corrèze	11.036	325.875 45	29 53	3.396	209.454 60	61 68
20	Corse	5.225	152.307 10	29 15	2.295	133.291 80	58 08
21	Côte-d'Or	24.668	725.034 20	29 39	6.568	692.858 05	105 48
22	Côtes-du-Nord	13.657	397.060 90	29 07	2.569	181.939 10	70 82
23	Creuse	7.545	224.883 55	29 85	2.274	218.567 »	96 12
24	Dordogne	37.438	1.129.831 10	30 18	10.902	921.410 72	84 52
25	Doubs	600	15.554 97	25 92	413	24.708 94	59 85
26	Drôme	12.482	371.851 35	29 79	4.791	512.499 05	106 97
27	Eure	24.663	726.657 15	29 46	6.565	701.102 99	106 79
28	Eure-et-Loir	53.790	1.191.604 52	22 15	17.248	1.961.520 11	113 72
29	Finistère	12.880	381.041 55	29 58	2.952	241.595 30	81 84
30	Gard	36.445	1.055.163 35	28 95	11.325	1.290.091 52	114 »
31	Garonne (Haute-)	7.995	285.677 15	35 73	26.079	1.755.495 67	67 31
32	Gers	21.089	634.034 05	30 06	5.511	336.876 48	61 13
33	Gironde	84.183	2.458.826 80	29 20	26.398	2.500.448 25	94 72
34	Hérault	83.522	2.488.043 80	29 78	31.046	3.746.134 55	120 66
35	Ille-et-Vilaine	3.343	98.996 »	29 61	939	92.280 60	98 27
36	Indre	32.175	963.721 85	29 95	8.826	918.754 65	104 10
37	Indre-et-Loire	26.598	759.764 15	28 56	6.170	549.341 10	89 03
38	Isère	15.299	445.153 45	29 09	3.480	299.852 55	86 16
39	Jura	1.117	31.432 35	28 14	3.071	287.905 85	93 75
40	Landes	12.571	383.548 60	30 50	4.566	469.894 05	102 91
41	Loir-et-Cher	40.698	1.180.454 30	29 01	5.659	558.943 90	98 77
42	Loire	19.650	507.877 65	25 85	7.371	700.019 95	94 96
43	Loire (Haute-)	4.285	125.251 10	29 30	1.436	128.439 22	89 44
44	Loire-Inférieure	13.255	386.012 70	29 12	4.249	345.057 31	81 20
45	Loiret	37.657	1.094.650 »	29 07	11.222	1.215.284 30	108 29
46	Lot	12.809	366.253 80	28 59	3.168	286.401 41	90 40
47	Lot-et-Garonne	11.474	339.478 54	29 59	2.705	269.140 50	99 50
48	Lozère	11.340	337.848 25	29 79	3.223	303.744 05	94 24
49	Maine-et-Loire	21.353	631.957 55	29 59	8.538	955.340 80	111 89
50	Manche	12.195	348.344 80	28 56	12.398	977.173 68	78 82
51	Marne	57.545	1.666.997 20	28 96	15.853	1.848.346 49	116 59
52	Marne (Haute-)	(1) 2.216	64.686 95	29 16	4.198	451.582 86	107 57
53	Mayenne	12.276	364.096 »	29 65	2.257	173.879 55	77 03
54	Meurthe-et-Moselle	16.224	456.636 15	28 15	11.773	968.676 64	82 28
55	Meuse	18.621	526.079 50	28 25	5.993	584.013 03	97 45
56	Morbihan	9.082	270.148 80	29 74	3.743	312.296 80	83 43
58	Nièvre	32.531	964.613 25	29 65	7.470	795.570 15	106 50
59	Nord	58.053	1.746.095 87	30 10	24.435	2.935.073 08	120 11
60	Oise	60.919	1.756.793 30	28 84	22.243	2.804.090 60	126 05
61	Orne	22.511	660.242 46	29 32	5.069	401.276 81	79 17

(1) Non compris les feuillets reçus par les organismes agricoles.

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	RÉPARTITION			CAPITALISATION		
		Nombre de feuillets	Montant des créditements correspondants.	Valeur moyenne du feuillet après ventilation.	Nombre de cartes.	Montant des créditements correspondants.	Valeur moyenne de la carte après ventilation.
62	Pas-de-Calais	56.445	1.649.995 65	29 23	17.550	1.738.992 22	99 08
63	Puy-de-Dôme	13.059	380.476 88	29 14	5.508	537.143 93	97 54
64	Pyrénées (Basses-)	13.767	406.570 30	29 60	4.894	413.132 90	84 42
65	Pyrénées (Hautes-)	4.740	139.459 06	29 45	1.346	74.426 88	55 29
66	Pyrénées-Orientales	3.534	106.794 70	30 22	7.274	927.718 96	127 54
68	Territoire de Belfort	1.191	33.893 30	28 45	364	28.833 30	79 21
69	Rhône	22.912	660.205 30	28 82	9.096	1.033.676 45	113 65
70	Saône (Haute-)	5.768	169.614 41	29 51	1.726	155.985 89	90 37
71	Saône-et-Loire	28.054	840.594 30	29 96	8.412	777.079 10	92 37
72	Sarthe	8.622	247.978 95	28 76	2.987	238.756 50	79 94
73	Savoie	2.806	80.795 05	28 79	1.028	101.693 65	98 92
74	Savoie (Haute-)	5.542	158.376 35	28 58	1.470	130.355 35	88 68
75-78	Seine et Seine-et-Oise	84.686	2.702.514 13	31 91	34.263	4.611.423 19	134 52
76	Seine-Inférieure	43.256	1.279.252 68	29 57	11.127	1.112.584 68	99 98
77	Seine-et-Marne	60.116	1.773.452 25	29 50	18.557	2.226.610 39	119 98
79	Sèvres (Deux-)	39.497	1.095.270 »	28 01	6.548	567.412 »	86 65
80	Somme	54.749	1.601.121 »	29 25	14.369	1.532.590 81	106 65
81	Tarn	10.765	322.995 80	30 »	3.013	316.901 35	105 17
82	Tarn-et-Garonne	9.299	278.714 75	29 97	2.587	257.142 01	99 39
83	Var	28.842	861.431 »	29 86	7.260	845.306 83	116 43
84	Vaucluse	16.181	464.661 20	28 71	4.691	556.370 55	118 60
85	Vendée	23.117	687.173 80	29 72	5.394	442.062 60	81 95
86	Vienne	21.421	625.032 50	29 18	6.250	639.726 75	102 35
87	Vienne (Haute-)	1.512	47.946 70	31 71	5.485	501.434 90	91 42
88	Vosges	9.519	270.884 65	28 45	2.417	212.667 »	87 98
89	Yonne	12.528	365.716 25	29 19	6.278	628.060 25	100 04
	Totaux	1.998.900	58.509.779 18	29 27	683.464	70.624.941 16	103 30

Cotisations attribuées aux unions de caisses pour la réassurance au cours de l'année 1934.

SIÈGE	CIRCONSCRIPTIONS	MONTANT
Amiens	Somme	942.128 91
Arras	Pas-de-Calais	1.564.788 22
Beauvais	Oise	758.967 54
Besançon	Doubs, Haute-Saône, Jura, territoire de Belfort	1.536.462 61
Bordeaux	Gironde, Lot-et-Garonne	1.825.772 91
Caen	Calvados, Manche	846.575 62
Carcassonne	Aude, Pyrénées-Orientales	529.259 30
Châlons-sur-Marne	Marne	849.586 22
Chambéry	Savoie, Haute-Savoie	1.034.493 55
Clermont-Ferrand	Cantal, Puy-de-Dôme	55.814 94
Dijon	Côte-d'Or, Yonne	737.554 34
Grenoble	Hautes-Alpes, Isère	1.314.318 28
La Rochelle	Charente-Inférieure, Deux-Sèvres, Vendée	713.929 69
Le Mans	Eure-et-Loir, Orne, Mayenne, Sarthe	1.119.240 36
Lille	Nord	6.866.241 35
Limoges	Charente, Creuse, Corrèze, Dordogne, Haute-Vienne	1.235 513 85
Lyon	Rhône	3.452.546 04
Mâcon	Ain, Saône-et-Loire	1.120.479 47
Marseille	Bouches-du-Rhône, Vaucluse	3.003.993 81
Mézières	Aisne, Ardennes	1.569.998 77
Montpellier	Aveyron, Gard, Hérault, Lozère	1.275.059 »
Moulins	Allier, Nièvre	732.410 59
Nancy	Meuse, Meurthe-et-Moselle, Vosges	3.178.634 74
Nantes	Loire-Inférieure, Morbihan	1.497.319 55
Nice	Alpes-Maritimes, Basses-Alpes, Corse, Var	1.371.979 80
Orléans	Cher, Loir-et-Cher, Loiret	1.088.872 02
Paris	Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne	28.127.855 78
Pau	Gers, Landes, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées	990.414 90
Quimper	Finistère	487.813 07
Rennes	Côtes-du-Nord, Ille-et-Vilaine	754.313 93
Rouen	Eure, Seine-Inférieure	3.187.102 92
Saint-Etienne	Loire, Haute-Loire	1.445.141 87
Toulouse	Ariège, Haute-Garonne, Lot, Tarn, Tarn-et-Garonne	583.880 07
Tours	Indre, Indre-et-Loire, Maine-et-Loire, Vienne	1.352.487 71
Troyes	Aube, Haute-Marne	928.647 45
Valence	Ardèche, Drôme	642.412 47
	Total	78.722.011 65

Acomptes alloués et remboursés au cours de l'année 1934.

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	CAISSES PRIMAIRES DE RÉPARTITION		CAISSES PRIMAIRES DE CAPITALISATION	
		Acomptes alloués.	Acomptes remboursés.	Acomptes alloués.	Acomptes remboursés.
1	Ain	1.049.790 90	1.123.990 »	2.681.274 »	2.801.690 »
2	Aisne	2.527.928 88	3.308.754 44	7.284.150 97	3.779.271 55
3	Allier	1.423.534 98	1.385.172 50	1.967.722 88	2.747.993 76
4	Alpes (Basses-)	191.741 76	243.542 04	206.169 32	328.410 99
5	Alpes (Hautes-)	339.021 18	251.656 06	834.848 51	606.968 09
6	Alpes-Maritimes	2.196.466 14	2.589.415 81	5.590.848 44	5.581.275 26
7	Ardèche	917.456 08	913.378 40	2.676.319 22	1.821.273 36
8	Ardennes	2.052.923 10	2.418.336 10	7.026.279 20	5.966.575 04
9	Ariège	416.564 »	435.456 »	1.169.469 »	962.753 40
10	Aube	1.901.288 »	1.978.168 »	5.260.569 50	5.377.864 60
11	Aude	572.862 »	679.669 »	2.057.406 25	2.478.952 20
12	Aveyron	715.112 »	628.232 »	1.258.840 35	1.302.170 61
13	Bouches-du-Rhône	7.793.461 »	7.109.506 »	26.720.218 »	35.512.082 »
14	Calvados	1.371.118 01	1.429.520 87	3.049.063 32	3.066.292 73
15	Cantal	241.589 04	297.944 28	446.627 32	442.477 70
16	Charente	1.228.808 86	1.131.392 63	2.795.545 56	2.755.795 14
17	Charente-Inférieure	1.014.340 »	1.165.900 »	2.877.025 02	2.778.834 14
18	Cher	1.178.358 12	1.267.863 70	2.885.633 22	2.893.872 80
19	Corrèze	484.403 54	374.721 10	1.635.299 86	918.506 11
20	Corse	267.261 64	372.553 94	740.205 59	164.654 71
21	Côte-d'Or	1.458.851 56	1.464.337 08	4.394.582 44	3.371.649 04
22	Côtes-du-Nord	(a) »	212.835 36	458.953 22	»
23	Creuse	265.700 16	252.267 32	400.659 56	609.486 08
24	Dordogne	814.680 »	862.314 »	1.767.293 »	1.696.877 70
25	Doubs	1.897.899 06	2.256.208 26	4.588.329 12	5.226.981 13
26	Drôme	1.085.910 »	1.127.645 »	3.447.606 »	3.167.528 »
27	Eure	1.286.571 »	1.424.046 »	3.242.787 20	3.001.678 »
28	Eure-et-Loir	707.363 40	745.988 52	1.772.712 90	1.749.793 14
29	Finistère	1.368.293 87	1.867.064 46	3.613.826 87	4.902.967 48
30	Gard	1.119.264 50	1.243.725 74	2.930.688 58	2.670.631 52
31	Garonne (Haute-)	4.844.199 04	2.460.136 38	10.502.234 34	5.453.941 98
32	Gers	22.336 80	195 62	380.817 06	2.512 22
33	Gironde	5.455.741 11	5.356.947 06	13.934.771 78	11.730.630 54
34	Hérault	1.678.801 06	1.696.087 19	4.095.454 26	3.868.196 46
35	Ille-et-Vilaine	1.258.541 92	1.863.123 76	2.203.442 62	4.552.547 63
36	Indre	615.564 12	675.342 56	1.585.210 66	1.576.139 78
37	Indre-et-Loire	1.535.919 30	1.012.568 20	2.905.757 20	2.471.810 55
38	Isère	3.431.200 »	3.732.700 »	7.957.985 »	9.918.580 »
39	Jura	885.935 85	903.631 34	2.312.652 74	1.865.669 40
40	Landes	396.493 »	587.451 »	972.585 »	1.316.758 »
41	Loir-et-Cher	616.367 28	655.855 80	1.322.387 78	1.475.743 03
42	Loire	4.429.040 44	4.948.042 23	11.752.081 52	10.398.717 70
43	Loire (Haute-)	438.989 72	617.908 56	706.886 68	992.403 02
44	Loire-Inférieure	4.196.436 »	4.655.502 »	10.066.459 »	8.551.000 »
45	Loiret	1.496.713 »	1.550.636 95	3.756.002 93	5.501.013 69
46	Lot	242.363 10	234.899 »	674.541 81	479.390 42
47	Lot-et-Garonne	542.215 86	774.681 99	1.736.638 67	1.065.877 89
48	Lozère	154.793 59	163.196 93	328.820 18	218.743 60
49	Maine-et-Loire	1.569.096 30	1.701.580 »	5.368.251 80	2.571.636 20
50	Manche	946.910 61	974.040 84	2.992.726 66	2.172.773 23
51	Marne	2.482.144 56	2.813.080 72	5.822.624 90	6.740.094 84
52	Marne (Haute-)	322.143 98	269.850 44	3.018.034 20	1.665.617 94
53	Mayenne	441.580 »	497.020 »	1.163.274 »	999.596 »
54	Meurthe-et-Moselle	5.135.482 66	7.155.495 52	13.079.969 60	4.625.980 94
55	Meuse	5.475.903 02	4.437.520 82	7.166.161 57	4.515.090 21
56	Morbihan	775.784 »	1.011.320 »	2.238.534 80	2.715.153 »
58	Nièvre	795.746 »	955.402 »	2.306.692 »	1.891.561 90
59	Nord	22.991.406 »	24.136.968 »	52.353.409 66	53.162.449 20
60	Oise	2.607.035 »	2.330.215 »	6.450.084 90	5.002.862 20
61	Orne	726.942 »	809.788 10	1.646.565 48	1.793.927 10
62	Pas-de-Calais	4.207.640 »	4.976.740 »	10.333.204 »	12.560.246 »
63	Puy-de-Dôme	1.896.913 10	2.256.870 68	3.942 788 34	4.446.087 40
64	Pyrénées (Basses-)	1.559.980 »	1.491.942 51	3.280.956 »	3.742.158 70
65	Pyrénées (Hautes-)	577.480 38	649.238 32	1.512.700 29	1.569.478 31
66	Pyrénées-Orientales	614.545 »	628.772 »	1.611.995 »	2.127.250 »
68	Territoire de Belfort	4.543.001 20	3.695.337 »	9.867.359 94	7.803.811 18
69	Rhône	(a) 81.421 59	1.122.182 95	26.980.798 61	18.867.151 33
70	Saône (Haute-)	705.350 »	134.215 38	1.890.211 04	122.157 35
71	Saône-et-Loire	2.115.388 72	2.712.551 60	5.490.429 86	5.326.383 04
72	Sarthe	1.235.386 98	1.294.094 06	2.632.633 09	2.399.481 26
73	Savoie	976.398 »	1.129.170 »	2.593.490 »	2.765.560 »
74	Savoie (Haute-)	747.258 31	833.474 49	1.905.355 70	2.025.042 56
75-78	Seine et Seine-et-Oise	70.004.389 95	67.485.791 55	31.369.563 59	24.296.731 17
76	Seine-Inférieure	7.880.181 21	7.955.599 24	21.007 198 68	13.856 147 07
77	Seine-et-Marne	1.627.000 »	2.108.000 »	4.245.627 40	4.451.760 46
79	Sèvres (Deux-)	588.179 »	322.262 »	1.807.466 »	1.038.669 »
80	Somme	2.244.210 »	2.759.880 »	6.159.791 40	7.251.414 80
81	Tarn	1.190.020 »	1.290.600 »	2.393.626 »	3.152.488 »
82	Tarn-et-Garonne	397.342 02	448.466 68	924.157 96	972.152 44
83	Var	1.346.979 »	1.361.428 »	2.404.344 60	3.892.105 30
84	Vaucluse	1.886.571 56	1.194.166 86	2.188.745 70	2.906.737 96
85	Vendée	718.330 »	541.472 »	1.652.037 10	1.051.936 84
86	Vienne	648.461 22	631.120 94	1.416 109 46	1.178.727 65
87	Vienne (Haute-)	1.275.060 »	1.473.168 20	4.156.306 »	4.791.766 »
88	Vosges	2.601.280 »	2.223.850 »	6.996.500 04	6.294.852 90
89	Yonne	457.900 35	471.915 48	1.025.469 51	1.086.147 76
	Totaux	226.820.055 72	230.747.102 56	446.370.598 53	407.958.169 43

(a) Excédent des créditements sur les remboursements et réciproquement.

Versements patronaux effectués au profit de la caisse générale de garantie.

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	MONTANT DES VERSEMENTS effectués en 1934 pour des salariés gagnant plus de 15.000 (ou 18.000) et moins de 25.000 fr	MONTANT DES VERSEMENTS effectués en 1934 pour des salariés sexagénaires ou étrangers ne bénéficiant pas des conventions diplomatiques et travaillant depuis moins de trois mois en France.
1	Ain	84.265 60	174.110 52
2	Aisne	432.665 52	583.400 74
3	Allier	169.706 57	541.651 83
4	Alpes (Basses-)	18.343 50	16.078 80
5	Alpes (Hautes-)	43.876 20	51.997 30
6	Alpes-Maritimes	464.744 31	377.835 65
7	Ardèche	61.440 »	177.107 15
8	Ardennes	228.526 40	695.836 75
9	Ariège	35.282 »	86.554 30
10	Aube	418.187 35	555.661 60
11	Aude	160.167 45	466.272 01
12	Aveyron	85.210 65	115.161 27
13	Bouches-du-Rhône	894.489 63	2.198.105 63
14	Calvados	254.297 90	303.750 31
15	Cantal	21.010 35	47.890 18
16	Charente	95.390 »	240.852 88
17	Charente-Inférieure	111.134 83	256.117 78
18	Cher	154.249 95	364.888 27
19	Corrèze	62.106 05	63.021 92
20	Corse	8.531 10	76.116 12
21	Côte-d'Or	220.447 20	396.351 50
22	Côtes-du-Nord	44.425 10	50.862 45
23	Creuse	16.841 95	62.521 10
24	Dordogne	74.987 48	159.639 83
25	Doubs	322.195 18	460.604 74
26	Drôme	128.793 50	318.803 63
27	Eure	204.525 85	472.976 43
28	Eure-et-Loir	86.167 15	154.722 54
29	Finistère	106.816 17	482.000 04
30	Gard	136.640 65	255.779 14
31	Garonne (Haute-)	195.231 55	441.088 37
32	Gers	14.276 50	67.631 82
33	Gironde	637.771 08	1.530.996 70
34	Hérault	173.528 93	620.858 80
35	Ille-et-Vilaine	112.464 20	222.242 06
36	Indre	57.115 08	256.360 18
37	Indre-et-Loire	230.388 40	369.086 60
38	Isère	441.933 95	871.946 56
39	Jura	61.929 17	167.544 89
40	Landes	59.670 50	140.168 35
41	Loir-et-Cher	67.001 90	219.397 03
42	Loire	355.327 23	1.229.402 57
43	Loire (Haute-)	49.833 20	80.906 38
44	Loire-Inférieure	545.772 03	937.734 73
45	Loiret	223.240 83	473.636 44
46	Lot	14.052 »	48.295 65
47	Lot-et-Garonne	54.726 30	198.769 49
48	Lozère	6 770 »	17.770 14
49	Maine-et-Loire	205.946 61	336.187 91
50	Manche	103.180 74	175.694 75
51	Marne	326.879 75	614.790 09
52	Marne (Haute-)	107.462 35	395.614 15
53	Mayenne	31.389 10	101.289 75
54	Meurthe-et-Moselle	1.033.915 47	1.031.073 95
55	Meuse	115.754 03	275.338 24
56	Morbihan	76.601 15	301.593 16
58	Nièvre	87.144 15	322.187 33
59	Nord	2.424.805 87	7.176.721 34
60	Oise	532.256 79	862.604 66
61	Orne	55.542 55	172.174 10
62	Pas-de-Calais	480.154 56	1.075.209 74
63	Puy-de-Dôme	241.957 15	282.295 44
64	Pyrénées (Basses-)	171.328 78	347.138 93
65	Pyrénées (Hautes-)	78.488 12	91.938 87
66	Pyrénées-Orientales	66.117 90	165.135 02
68	Territoire de Belfort	298.681 80	188.108 91
69	Rhône	1.260.299 18	3.079.621 »
70	Saône (Haute-)	87.232 05	233.913 28
71	Saône-et-Loire	360.174 03	621.792 25
72	Sarthe	211.998 15	234.643 86
73	Savoie	157.275 10	165.474 61
74	Savoie (Haute-)	148.774 32	152.428 29
75-78	Seine et Seine-et-Oise	23.010.510 02	8.857.045 96
76	Seine-Inférieure	1.135.906 04	2.028.440 15
77	Seine-et-Marne	70.140 80	526.207 43
79	Sèvres (Deux-)	57.325 90	156.824 70
80	Somme	292.355 58	1.361.157 69
81	Tarn	95.311 65	301.009 45
82	Tarn-et-Garonne	22.520 35	91.039 39
83	Var	203.507 85	539.674 90
84	Vaucluse	122.139 49	256.472 06
85	Vendée	27.793 95	189.838 30
86	Vienne	63.955 50	137.678 04
87	Vienne (Haute-)	68.726 10	254.826 37
88	Vosges	310.734 25	840.288 20
89	Yonne	76.047 44	260.235 35
	Totaux	42.666.833 06	52.304.216 79

ETAT PAR DEPARTEMENTS DES VILLES DE PLUS DE 200.000 HABITANTS ET DES CIRCONSCRIPTIONS INDUSTRIELLES OU LE SALAIRE LIMITE EST PORTE DE 15.000 A 18.000 FRANCS (loi art. 1er, § 2, décrets des 14 mai 1930, 8 janvier, 21 avril, 5 juin 1931, 15 février, 5 décembre 1932, 16 mars 1934).

Ain.

Le canton de Montluel, le canton de Trévoux, les communes de Bellegarde-sur-Valserine et Arlod (canton de Bellegarde), les communes de Coupy et Lancrans (canton de Collonge). (Date d'application: 1er juin 1931.)

Allier.

Les deux cantons de Moulins, les deux cantons de Montluçon, les cantons de Commentry, Vichy et Cusset, la commune de Bellerive (canton d'Escurolles). (Date d'application: 1er janvier 1933.)

Alpes-Maritimes.

Nice (219.549 habitants. Décret sur le recensement du 26 décembre 1931). (Date d'application: 1er juillet 1932.)

Ardennes.

Les cantons de Charleville, Flize, Mézières et Monthermé, les cantons de Fumay et Givet, les cantons de Sedan-Nord et Sedan-Sud. (Date d'application: 1er juin 1931.)

Les cantons de Rocroi, Carignan, Mouzon et Signy-le-Petit. (Date d'application: 1er avril 1932.)

Bouches-du-Rhône.

Marseille (800.881 habitants. Décret sur le recensement du 26 décembre 1931).

Les douze cantons de Marseille, les cantons de la Ciotat, d'Aubagne, de Gardanne et de Martigues. (Date d'application: 1er juillet 1930.)

Cher.

Les cantons de Bourges, Charost, Graçay, Lury-sur-Arnon, Mehun-sur-Yevre et Vierzon. (Date d'application: 1er avril 1932.)

Le canton de Saint-Amand-Monirond. (Date d'application: 1er avril 1934.)

Gironde.

Bordeaux (262.990 habitants. Décret sur le recensement du 26 décembre 1931). (Date d'application: 1er juillet 1930.)

Les sept cantons de Bordeaux, les cantons de Pessac et de Cardon-Blanc. (Date d'application: 1er juillet 1930.)

Haute-Garonne.

Les quatre cantons de Toulouse. (Date d'application: 1er juin 1931.)

Hérault.

Les trois cantons de Montpellier, les deux cantons de Béziers, le canton de Sète. (Date d'application: 1er janvier 1933.)

Ille-et-Vilaine.

Les quatre cantons de Rennes. (Date d'application: 1er avril 1932.)

Le canton de Dinard, sauf la commune de Saint-Briac, les cantons de Saint-Malo, Saint-Servan et Combourg. (Date d'application: 1er janvier 1933.)

Les deux cantons de Fougères. (Date d'application: 1er avril 1934.)

Isère.

Les cantons de Grenoble-Nord, Grenoble-Est, Grenoble-Sud et Sassenage; les cantons de Vienne-Nord et Vienne-Sud, les cantons de Meyzieux et Saint-Symphorien-d'Ozon. (Date d'application: 1er juin 1931.)

Jura.

Les cantons de Lons-le-Saunier, le canton de Champagnolle, le canton de Salins, le canton de Dôle, le canton de Saint-Claude, le canton de Morez. (Date d'application: 1er juin 1931.)

Loire.

Les quatre cantons de Saint-Etienne, les cantons de Chambon-Feugerolles, de Firminy, de Saint-Heand, de Saint-Chamond et de Rive-de-Gier (arrondissement de Saint-Etienne).

Le canton de Chazelles-sur-Lyon (arrondissement de Montbrison), le canton de Roanne (arrondissement de Roanne). (Date d'application: 1er février 1931.)

Les communes de Saint-Galmier et de Veauche (canton de Saint-Galmier). (Date d'application: 1er juin 1931.)

Le canton de Montbrison. (Date d'application: 1er avril 1932.)

Loire-Inférieure.

Les sept cantons de Nantes, le canton de Saint-Nazaire. (Date d'application : 1er juin 1931.)

La commune de Couëron (canton de Saint-Etienne-de-Montluc). (Date d'application: 1er juillet 1931.)

Marne.

Les quatre cantons de Reims. (Date d'application: 1er février 1931.)

Nièvre.

Le canton de Nevers, le canton de Pougues-les-Eaux. (Date d'application: 1er juin 1931.)

Nord.

Lille (201.568 hab. Décret sur le recensement du 26 décembre 1931). (Date d'application: 1er juillet 1930.)

Tout le département du Nord.

Les cantons de Lille, les cantons de Roubaix et Tourcoing. (Date d'application: 1er juillet 1930.)

L'arrondissement de Lille (sauf les cantons ci-dessus).

L'arrondissement de Valenciennes.

Les trois cantons de Douai.

Le canton de Marchiennes.

Les communes de Dunkerque, Malo-les-Bains, Coudekerque-Branche, Petite-Synthe, Loffrinckouck, Rosendael, Capelle-la-Grande, Saint-Pol-sur-Mer (cantons de Dunkerque-Nord et de Dunkerque-Sud).

Les communes de Maubeuge, Hautmont, Boussois, Ferrière-la-Grande, Jeumont, Louvroil, Marpent, Recquignies, Rousies (cantons de Maubeuge-Nord et Maubeuge-Sud).

La commune de Feignies (canton de Bavay).

Les communes d'Aulnoye, Berlaimont, Leval (canton de Berlaimont).

Les communes de Caudry, Audencourt, Bertry, Ligny-en-Cambrésis, Caullery, Montigny (canton de Clary).

La commune de Béthencourt (canton de Carnières).

Les communes de Beaumont, Inchy, Troisvilles (canton du Cateau). (Date d'application: 1er juillet 1931.)

Les autres communes du département du Nord. (Date d'application: 1er avril 1932.)

Pas-de-Calais.

Les communes d'Arras, Sainte-Catherine, Saint-Laurent-Blangy, Saint-Nicolas, Achicourt (cantons d'Arras-Nord et Arras-Sud).

Les communes de Vitry-en-Artois, Biache-Saint-Vaast, Brebières, Corbehem (canton de Vitry-en-Artois).

Le canton de Vimy.

Les cantons de Béthune, Cambrin, Carvin, Houdain, Lens-Est, Lens-Ouest, Norrent-Fontes.

Les communes de Fleurbaix, Sailly-sur-la-Lys (canton de Laventie).

Les cantons de Boulogne-Nord, Boulogne-Sud, Calais-Nord-Ouest, Calais-Sud-Est.

La commune de Desvres (canton de Desvres).

Les communes de Marquise, Rinxent (canton de Marquise).

La commune d'Outreau (canton de Samer).

La commune de Berck (canton de Montreuil-sur-Mer).

Les communes d'Etaples, le Touquet, Paris-Plage (canton d'Etaples). (Date d'application: 1er juillet 1931.)

Les communes de Saint-Etienne-au-Mont et Condette (canton de Samer). (Date d'application: 1er avril 1932.)

Puy-de-Dôme.

Les quatre cantons de Clermont-Ferrand, le canton de Thiers. (Date d'application: 1er juin 1931.)

Pyrenées (Hautes-).

Les cantons de Tarbes-Nord, Tarbes-Sud. (Date d'application: 1er juin 1931.)

Rhône.

Lyon (579.763 habitants, décret sur le recensement du 26 décembre 1931). (Date d'application: 1er juillet 1930.)

Les douze cantons de Lyon, les cantons de Villeurbanne, Neuville, Limonest, Vaugneray, Saint-Genis-Laval, Givors. (Date d'application: 1er juillet 1930.)

Le canton de Tarare. (Date d'application: 1er janvier 1933.)

Le canton de Villefranche-sur-Saône. (Date d'application: 1er avril 1935.)

Seine.

Paris (2.891.020 habitants) et le département de la Seine. (Date d'application: 1er juillet 1930.)

Seine-Inférieure.

Les six cantons de Rouen, les cantons de Boos, Darnétal, Grand-Couronne, Maromme, Sotteville-lès-Rouen, les cantons de Caudebec-en-Caux, Duclair, Clères, Elbeuf, Pavilly, les cantons du Havre, Montivilliers, Bolbec, les cantons de Dieppe, Offranville, Envermeu, les cantons d'Eu, Blangy-sur-Bresle, Aumale. (Date d'application: 1er juin 1931.)

Seine-et-Marne.

Les cantons de Claye-Souilly et Lagny. (Date d'application: 1er juillet 1930.)

Le canton de Montereau. (Date d'application: 1er juillet 1931.)

Le canton de Coulommiers, les deux cantons de Melun, le canton de Moret-sur-Loing. (Date d'application: 1er avril 1934.)

Seine-et-Oise.

Les trois cantons de Versailles, les cantons de Boissy-Saint-Léger, Corbeil, Longjumeau, Villeneuve-Saint-Georges, Aulnay-sous-Bois, Ecouen, Gonesse, l'Isle-Adam, Montmorency, le Raincy, Palaiseau, Poissy, Argenteuil, Maisons-Laffitte, Marly-le-Roi, Meulan, Saint-Germain-en-Laye, Sèvres, Mantes. (Date d'application: 1er juillet 1930.)

Somme.

Les quatre cantons d'Amiens. (Date d'application: 1er juin 1931.)

Vienne (Haute-).

Les quatre cantons de Limoges. (Date d'application: 1er juillet 1931.)

CHAPITRE V

CAISSES D'ASSURANCES

Caisses d'assurances sociales.

Les organismes d'assurances sociales sont très nombreux et correspondent aux différents risques assurés et aux régimes d'assurances.

Pour l'assurance non agricole, les risques de répartition (maladie, maternité et décès) sont gérés par les caisses primaires de répartition et la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Pour l'assurance agricole, les risques de répartition sont gérés par des sociétés ou sections de sociétés de secours mutuels agricoles et les sections agricoles des caisses départementales, le risque vieillesse par les sections agricoles des caisses autonomes mutualistes et la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Les unions de caisses pour la réassurance sont destinées à permettre une première compensation au profit des caisses primaires déficitaires.

Enfin, la caisse générale de garantie remplit des fonctions très diverses (majoration de certaines prestations, aide aux organismes déficitaires, etc.).

Au total, plus de 1.200 organismes se répartissant comme suit :

ORGANISMES	FIN 1932	FIN 1933	FIN 1934
Caisses primaires de répartition	788	791	772
Sociétés de secours mutuels pratiquant l'assurance agricole (1) et sections agricoles de caisses départementales	379	381	377
Caisses primaires de capitalisation et sections agricoles de caisses autonomes mutualistes n'ayant pas fondé de caisses primaires	81	82	82
Unions pour la réassurance	36	36	36
Caisse générale de garantie	1	1	1
	1.285	1 291	1.268

(1) Non compris de très nombreuses petites sociétés locales dont la gestion est assurée en fait par les sociétés à circonscription étendue.

Caisses primaires de répartition.

Au 1er novembre 1930, le nombre des caisses primaires de répartition était de 846, mais soit que le nombre d'adhésions ait paru insuffisant à leurs fondateurs, soit qu'il ait été opéré des fusions entre les caisses, un certain nombre de caisses de la première heure ont cessé de fonctionner ou n'ont jamais fonctionné.

Le nombre des caisses primaires de répartition existantes était de 801 à la fin de l'année 1930; il est passé à 796 à la fin de 1931; après disparition de 21 caisses et création de 13 caisses nouvelles, il était de 788 à la fin de 1932; après disparition de 8 caisses et création de 11 caisses, il se relevait à 791 fin 1933, mais après disparition de 24 caisses et création de 4 caisses, il tombait à 772 au 31 décembre 1934. Cette diminution du nombre des caisses se poursuit en 1935 (au début de juillet on ne comptait plus que 755 caisses).

Le classement des caisses suivant leur effectif montre que la diminution du nombre des caisses s'effectue par disparition de petites caisses (319 caisses comptaient moins de 2.000 affiliés fin 1934 contre 364 fin 1931). Aussi, la répartition des assurés entre les groupes de caisses des différents effectifs ne présente pas de variation sensible.

Parmi les caisses les plus importantes quant à leur effectif, figurent les caisses départementales qui comptent presque toutes plus de 10.000 affiliés.

LIMITES DE L'EFFECTIF	NOMBRE DE CAISSES				
	fin 1930.	fin 1931.	fin 1932.	fin 1933.	fin 1934.
100.000 et plus	137	9	10	10	10
De 10.000 à 99.999		149	155	167	167
De 2.000 à 9.999	229	274	275	274	275
De 500 à 1.999	200	252	234	230	218
Moins de 500	115	112	114	110	101
	801	796	788	791	771

EFFECTIFS	PROPORTION DES AFFILIÉS			
	fin 1930.	fin 1932.	fin 1933.	fin 1934.
	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
100.000 et plus	78	35,5	32,7	33,2
De 10.000 à 99.999		47,5	49,7	49,7
De 2.000 à 9.999	16	13,9	14,3	14,1
De 500 à 1.999	5	2,8	3,0	2,7
Moins de 500	1	0,3	0,3	0,3

EFFECTIFS	NOMBRE DE CAISSES DÉPARTEMENTALES			
	fin 1931.	fin 1932.	fin 1933.	fin 1934.
Moins de 10.000	4	3	3	2
10.000 à 99.999	75	75	75	76
100.000 et plus	7	8	8	8

Les caisses primaires de répartition, autres que les caisses départementales, ont été fondées:

a) Par des sociétés ou unions de sociétés de secours mutuels;

b) Par des syndicats professionnels;

c) Par des établissements patronaux;

d) Par des groupements spontanés d'assurés.

Un classement des caisses suivant les organismes fondateurs ne peut donner de chiffres significatifs, car un très grand nombre de syndicats, d'employeurs ou de groupements patronaux, de groupements spontanés d'assurés, ont, en vue de l'application des assurances sociales et uniquement à cette fin, provoqué la constitution de sociétés de secours mutuels.

En se fondant sur les groupements de caisses, et bien que l'administration ne soit pas toujours certaine de la réalité du lien (1) qui peut unir telle ou telle caisse à telle ou telle fédération de sociétés de secours mutuels, il a été possible d'établir une classification serrant la réalité d'aussi près que possible:

I. — Caisses paraissant fonctionner en sympathie avec la fédération nationale de la mutualité:

Groupe A. — Caisses à grand rayon (un ou plusieurs arrondissements, un département, une région, territoire national).

Groupe B. — Caisses à rayon local (un canton, une commune).

II. — Caisses patronales, caisses corporatives, caisses professionnelles:

Groupe C. — Caisses interprofessionnelles et caisses fondées sous les auspices des chambres de commerce.

Groupe D. — Caisses corporatives ou professionnelles pour des assurés travaillant chez différents employeurs.

Groupe E. — Caisses constituées pour le personnel d'une même firme (mutuelle d'usine, de magasin, de banque, etc.).

III. — Groupe F. — Caisses paraissant constituées sur des affinités confessionnelles, caisses en sympathie avec l'union nationale des caisses familiales d'assurances sociales, caisses protestantes.

IV. — Groupe G. — Caisses ouvrières (caisses « Le Travail », caisses coopératives).

V. — Groupe H. — Caisses départementales. La statistique jointe montre une légère diminution de la part de l'effectif des caisses départementales et des caisses groupant le personnel d'un même établissement.

Les caisses des groupes D et E peuvent être subdivisées en sous-groupes correspondant aux grandes catégories professionnelles. Mais, étant donné la faiblesse de l'effectif de ces caisses, les différences qui peuvent être constatées entre les nombres de caisses ou les effectifs du présent et du précédent rapport statistique, sont sans rapport avec l'activité économique des différentes industries.

(1) Il s'agit très fréquemment de liens moraux ou personnels ne comportant aucun rapport pécuniaire.

CAISSES		NOMBRE				PROPORTION RESPECTIVE DES EFFECTIFS			
		Fin 1931.	Fin 1932.	Fin 1933.	Fin 1934.	Fin 1931.	Fin 1932.	Fin 1933.	Fin 1934.
						p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Mutualistes	A..	115	115	114	114	16,6	16,5	18,0	17,5
	B..	90	93	100	92	2,8	2,7	3,2	3,2
Patronales et confessionnelles	C..	46	46	46	45	3,8	3,7	4,1	3,9
	D..	93	90	94	90	3,6	3,5	3,8	3,8
	E..	232	234	219	209	3,8	3,6	3,5	3,5
Confessionnelles	F..	77	77	76	77	6,7	7,0	7,7	7,7
Ouvrières	G..	57	57	56	58	3,0	3,4	3,7	3,9
Départementales	H..	86	86	86	86	59,7	59,6	56,0	56,5
		796	788	791	771	100,0	100,0	100,0	100,0

Effectif des caisses primaires de répartition groupant des assurés d'une même profession.

PROFESSIONS	FIN 1931	FIN 1932	FIN 1933	FIN 1934	
	NOMBRE de caisses.	NOMBRE de caisses.	NOMBRE de caisses.	NOMBRE de caisses.	Effectif.
Industries extractives	2	2	2	2	200
Industries et commerces de l'alimentation et produits pharmaceutiques	33	33	34	31	61.100
Industries chimiques	29	28	28	26	31.700
Caoutchouc, papier, carton	11	11	12	12	29.400
Industries du livre ou polygraphiques	3	3	3	3	20.600
Industries textiles	15	11	11	9	13.000
Travail des étoffes, vêtements, chapellerie	9	9	8	7	11.000
Cuirs et peaux	3	3	3	3	3.100
Industries du bois, charpentes, constructions navales, voitures	12	12	11	10	20.300
Métallurgie (fer, acier, métaux communs), mécanique automobile, aviation, électricité industrielle	138	133	132	128	213.600
Travail des métaux fins, bijouterie, taille de pierres précieuses	1	1	1	1	8.400
Taille et polissage de pierres, moulages	1	1	1	1	3.200
Construction en pierres, bâtiment, terrassements, travaux publics	8	8	11	10	88.000
Travail des terres et pierres au feu, verrerie, cristallerie, glacerie	19	16	15	15	16.700
Manutention, transports	3	3	3	3	6.800
Commerce, banque, assurance, journaux, spectacles	31	31	31	31	159.400
Professions libérales	3	3	3	3	4.000
Services publics	2	2	2	2	1.000
Soins personnels et domestiques	2	2	2	2	2.700
	325	314	313	299	694.200

La comparaison des caisses départementales et des autres caisses fait apercevoir:

1° Une proportion de feuillets, donc de cotisants, afférents aux caisses départementales, systématiquement plus faible que celle des affiliés à ces mêmes caisses;

2° la valeur moyenne du feuillet, après ventilation (soit environ 86 p. 100 du feuillet réel), systématiquement plus faible pour les caisses départementales que pour les autres caisses;

3° Les dépenses des caisses départementales, systématiquement plus faibles que celles des autres caisses.

Autrement dit, l'effectif des caisses départementales comprend proportionnellement plus de non-cotisants que les autres caisses, leurs affiliés versent ou travaillent moins régulièrement que ceux des autres caisses et reçoivent des prestations proportionnellement moins élevées.

PROPORTION	1932	1933	1934
Des affiliés	59,24	56,02	55,47
Des feuillets	53,19	49,93	50,42
Des cotisations	48,51	48,40	48,21
Afférents aux caisses départementales.			

La valeur moyenne du feuillet, après ventilation, permet une comparaison analogue sous la réserve qu'en 1932, de nombreux feuillets ventilés comportaient une durée de validité supérieure à trois mois:

VALEUR MOYENNE DU FEUILLET APRÈS VENTILATION	1932	1933	1934
Toutes caisses	67,03	60,73	60,20
Caisses départementales	61,04	58,83	57,56
Autres caisses	73,73	62,67	62,87
Durée du feuillet	diverses.	3 mois.	3 mois

Année 1934.

RÉGIONS POSTALES	PROPORTION d'affiliés revenant aux caisses départementales	PROPORTION de feuillets revenant aux caisses départementales	PROPORTION de cotisations allant aux caisses départementales	PROPORTION des dépenses des caisses départementales	VALEUR MOYENNE DU FEUILLET (après ventilation).		
					Toutes caisses.	Caisses départementales	Autres caisses.
	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	francs.	francs.	francs.
Paris	62,50	59,43	56,05	48,72	73 34	69 17	79 44
Bordeaux	55,46	52,66	48,37	45,46	52 45	48 17	57 21
Châlons-sur-Marne	54,99	49,63	46,31	41,98	55 81	52 08	59 47
Clermont-Ferrand	68,24	55,35	50,31	47,78	55 20	50 16	61 43
Dijon	50,96	41,23	37,25	36,50	53 39	48 23	57 »
Lille	31,66	25,00	22,83	18,29	56 44	51 54	58 06
Limoges	62,21	57,66	55,33	49,11	49 92	47 90	52 67
Lyon	49,05	46,04	43,53	43,09	55 56	52 52	58 15
Marseille	71,44	61,77	58,67	56,44	62 32	59 20	67 37
Montpellier	64,06	55,11	53,37	51,52	51 43	49 81	53 41
Nancy	48,98	36,34	34,00	29,86	51 22	47 90	53 10
Nantes	60,01	52,17	48,90	48,07	54 12	50 72	57.83
Orléans	73,44	61,01	57,30	53,64	50 46	47 39	55 25
Rennes	70 »	64,67	63,31	59,77	47 98	46 96	49 85
Rouen	55,78	50,03	48,29	47,13	55 84	53 89	57 79
Toulouse	67,55	58,68	55,84	53,22	50 60	48 15	54 07
Ensemble du territoire	55,47	50,42	48,21	43,21	60 20	57 56	62 87

Assurance agricole.

(Risques de répartition.)

Si l'on tient compte de toutes les sociétés de secours mutuels agricoles ou sections de sociétés pratiquant l'assurance sociale, indiquées par les rapports des services départementaux sans distinguer celles dont le rôle les assimile à des sections locales de caisses plus importantes, le nombre des organismes pratiquant l'assurance sociale agricole conformément au titre VI de la loi du 30 avril 1930, serait de 379 fin 1932, de 381 fin 1933 et de 377 fin 1934.

Ces différents organismes peuvent être classés suivant leur effectif et suivant leur nature.

Les statistiques qui suivent montre le grand nombre des organismes à faible effectif:

Assurés obligatoires.

EFFECTIF DES CAISSES	NOMBRE DE					
	Sections agricoles de caisses départementales (1).			Sociétés de secours mutuels agricoles.		
	fin 1932.	fin 1933.	fin 1934.	fin 1932.	fin 1933.	fin 1934.
Moins de 500	8	5	4	180	178	166
De 500 à 1.999	18	19	21	45	45	50
De 2.000 à 9.999	53	54	50	56	57	59
10.000 et plus	5	6	10	14	17	17
Total	84	84	85	295	297	292

(1) La section agricole de la caisse départementale des Basses-Pyrénées n'a pas fonctionné.

CAISSES RÉUNISSANT	PROPORTION DE LEURS EFFECTIFS (ENSEMBLE)		
	Fin 1932	Fin 1933	Fin 1934
	p. 100.	p. 100.	p. 100
Moins de 500 affiliés	2,6	2,3	1,93
De 500 à 1.999 affiliés	7,3	6,6	7,00
De 2.000 à 9.999 affiliés	54,5	51,3	47,73
Plus de 10.000 affiliés	35,6	39,8	43,34
Total	100,0	100,0	100,00

Assurés facultatifs.

EFFECTIFS	NOMBRE DE CAISSES			PROPORTION DE LEURS EFFECTIFS		
	fin 1932.	fin 1933.	fin 1934	fin 1932	fin 1933.	fin 1934
				p. 100	p 100.	p 100.
Moins de 500	169	181	179	11,5	21	20,28
De 500 à 1.999	18	16	20	32	19,3	26,31
De 2.000 à 9.999	6	9	7	40	41,6	33,71
10.000 et plus	1	1	1	16,5	18,1	19,70
Total	194	207	207	100,0	100,0	100,00

NATURE DES ORGANISMES	NOMBRE			PROPORTION DES AFFILIÉS		
	Fin 1932	Fin 1933	Fin 1934	Fin 1932.	Fin 1933.	Fin 1934
				p 100.	p 100.	p. 100
Assurance obligatoire.						
Sections agricoles de caisses départementales	84	84	85	35,9	35,4	34,5
Sociétés de secours mutuels formées exclusivement d'agriculteurs	106	106	103	54,4	54,7	55,5
Sections agricoles de sociétés de secours mutuels non exclusivement formées d'agriculteurs	189	191	189	9,7	9,9	10
Assurance facultative.						
Sociétés de secours mutuels formées exclusivement d'agriculteurs	82	92	91	74,1	75,2	72,1
Sections agricoles de sociétés de secours mutuels non exclusivement formées d'agriculteurs	112	115	116	25,9	24,8	27.9

Assurance non agricole.

Caisses primaires de capitalisation.

Au 31 décembre 1934, il existait 78 caisses primaires de capitalisation. Leur nombre était passé de 81 en 1931, à 78 en 1932, par disparition de trois caisses primaires après fusion avec d'autres caisses.

Il est possible de les grouper suivant l'organisme fondateur, bien que cette statistique n'ait pas de signification précise en raison de l'affiliation d'office aux caisses fondées par des caisses autonomes mutualistes ayant fusionné avec une caisse départementale des retraites ouvrières:

ORGANISMES FONDATEURS	NOMBRE DE CAISSES			
	fin 1931.	fin 1932.	fin 1933.	fin 1934.
Caisse nationale des retraites	1	1	1	1
Caisses autonomes mutualistes	64	63	63	63
Caisses mutualistes de retraites ouvrières	5	4	4	4
Caisses régionales de retraites ouvrières	2	2	2	2
Caisses syndicales de retraites ouvrières	3	3	3	3
Caisses patronales (art. 44 de la loi)	6	5	5	5
	81	78	78	78

ORGANISMES FONDATEURS	PROPORTION DES EFFECTIFS			
	fin 1931.	fin 1932.	fin 1933.	fin 1934.
	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Caisse nationale des retraites	34,5	33,3	34,6	35
Caisses autonomes mutualistes	60,1	61,6	60,2	59,6
Caisses mutualistes de retraites ouvrières	1,6	1,6	1,6	1,8
Caisses régionales de retraites ouvrières	1,3	1,1	1,2	1,1
Caisses syndicales de retraites ouvrières	2,2	2,1	2,1	2,2
Caisses patronales (art. 44 de la loi)	0,3	0,3	0,3	0,3

Les caisses peuvent être également groupées suivant l'importance de l'effectif de leurs affiliés (cotisants ou non) pour l'assurance obligatoire:

DÉSIGNATION		NOMBRE DE CAISSES			
		fin 1931.	fin 1932.	fin 1933.	fin 1934.
Limites de l'effectif	Moins de 5.000	14	10	9	8
	De 5.000 à 24.999	37	37	38	41
	De 25.000 à 99.999	16	17	17	15
	De 100.000 à 999.999	12	12	12	12
	Plus de 1 million	2	2	2	2

DÉSIGNATION		PROPORTION RESPECTIVE DES EFFECTIFS (ASSURÉS OBLIGATOIRES)			
		fin 1931.	fin 1932.	fin 1933.	fin 1934.
		p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Limites de l'effectif	Moins de 5.000	0,5	0,3	0,3	0,2
	De 5.000 à 24.999	5,5	5	5,3	6,2
	De 25.000 à 99.999	8,5	9	9,2	8,8
	De 100.000 à 999.999	27,7	29,2	33,6	33,7
	1 million et plus	57,8	56,5	51,6	51,1

Assurance agricole.

(Risques de capitalisation.)

Conformément au titre VI de la loi du 30 avril 1930, les assurés agricoles sont affiliés soit à la caisse nationale des retraites, soit à des caisses autonomes mutualistes pratiquant l'assurance sociale agricole

En particulier, il existait, au 31 décembre 1934, quatre caisses autonomes mutualistes spéciales aux professions agricoles pratiquant l'assurance sociale et n'ayant pas fondé de caisse primaire de capitalisation (au lieu de trois fin 1932).

Les assurés agricoles se répartissaient comme suit entre les différentes caisses classées suivant l'organisme fondateur:

DÉSIGNATION DES CAISSES	PROPORTION RESPECTIVE DES EFFECTIFS			
	fin 1931.	fin 1932.	fin 1933.	fin 1934.
	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Assurance obligatoire.				
Caisse nationale des retraites	37,1	32,5	32,9	32
Caisses autonomes mutualistes non spéciales aux professions agricoles et ayant fondé une caisse primaire	12,7	16,9	17,4	17
Caisses autonomes mutualistes spéciales aux professions agricoles n'ayant pas fondé de caisse primaire	50,2	50,6	49,7	51
Assurance facultative.				
Caisse nationale des retraites	»	3	1,8	1,2
Caisses autonomes mutualistes non spéciales aux professions agricoles et ayant fondé une caisse primaire	»	25	25,1	24
Caisses autonomes mutualistes spéciales aux professions agricoles n'ayant pas fondé de caisse primaire	»	72	73,1	74,8

Les caisses se présentent comme suit, classées d'après l'effectif de leurs affiliés (cotisants ou non):

DÉSIGNATION	NOMBRE DE CAISSES fin 1931.	fin 1932.	fin 1933.	fin 1934.
Assurés obligatoires seulement.				
Limites de l'effectif..... Moins de 2.000	20	31	35	35
2.000 à 4.999	6	7	8	6
5.000 à 24.999	5	10	12	14
25.000 à 99.999	2	1	1	1
100.000 et plus	2	3	3	3
Assurés facultatifs seulement.				
Limites de l'effectif..... Moins de 2.000	»	30	35	29
2.000 à 4.999	»	4	5	3
5.000 à 24.999	»	1	2	2
25.000 et plus	»	2	2	2

DÉSIGNATION	PROPORTION RESPECTIVE DES EFFECTIFS fin 1931.	fin 1932.	fin 1933.	fin 1934.
	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Assurés obligatoires seulement.				
Limites de l'effectif..... Moins de 2.000	1,2	1,3	1,4	1,6
2.000 à 4.999	3	2,5	2,8	1,8
5.000 à 24.999	6,3	11,6	12,7	13,4
25.000 à 99.999	16	3,3	3,2	3
100.000 et plus	73,5	81,3	79,9	80,2
Assurés facultatifs seulement.				
Limites de l'effectif..... Moins de 2.000	»	17	10,4	12
2.000 à 4.999	»	11	11,4	7,9
5.000 à 24.999	»	6	11,6	12,1
Plus de 25.000	»	66	66,6	68

Unions et fédérations de caisses d'assurances sociales.

Conformément à l'article 28, § 3, de la loi, un certain nombre de caisses primaires se sont groupées en unions régionales ou fédérations nationales.

Ces unions ou fédérations ont pour objet soit la réalisation de services communs de documentation et de contentieux et surtout de contrôle médical, soit la réalisation commune d'œuvres sociales (création de sanatoria, dispensaires ou répartition des subventions à différentes œuvres ou institutions).

Le nombre des unions ou fédérations de caisses primaires d'assurances sociales ayant fait approuver leurs statuts s'élevait, fin 1934, à 17 (trois avaient été approuvées en 1932, 10 en 1933 et 4 en 1934).

Personnel des organismes d'assurances sociales.

D'après une enquête sur le personnel des organismes d'assurances sociales, l'effectif de leurs employés et agents dépasse 7.000 personnes occupées toute la journée.

De très nombreux correspondants locaux (plus de 35.000) assurent la diffusion de la loi, veillent à son exécution et procèdent au contrôle médical et au règlement des prestations; la plupart d'entre eux sont rémunérés, mais le personnel bénévole et désintéressé qui collabore à l'application de la loi est extrêmement important (près de 6.000 personnes).

Services sanitaires (appartenant en propre à la caisse) et contrôle médical.

DÉSIGNATION	NOMBRE d'organismes.	MÉDECINS ET PHARMACIENS attachés à la caisse et rémunérés à la vacation.	recevant un traitement fixe.	NOMBRE d'infirmiers ou agents.
Caisses de répartition	487	583	256	989
Caisses de capitalisation et caisses autonomes mutualistes d'assurance vieillesse (agricole)	32	141	10	5
Sociétés de secours mutuels agricoles	54	55	11	75
Unions de caisses	8	1	12	18
Total	581	780	289	1.087

Employés et agents des organismes d'assurances sociales.

DÉSIGNATION	NOMBRE d'organismes.	NOMBRE D'EMPLOYÉS RÉMUNÉRÉS SUR LES REMISES DE GESTION occupés toute la journée.	à raison d'une demi-journée.	une ou plusieurs fois par semaine.	correspondants locaux.	PERSONNEL bénévole non rémunéré.
Caisses de répartition	729	4.616	141	331	25.157	5.341
Caisses de capitalisation et caisses autonomes mutualistes d'assurance-vieillesse (agricoles)	78	1.089	41	57	1.948	125
Sociétés de secours mutuels agricoles et sections agricoles de caisses départementales	141	399	41	63	2.987	376
Unions des caisses (1)	30	37	10	12	151	2
Total	978	6.141	233	463	30.243	5.844

(1) Art 28, §§ 3 et 32, de la loi du 30 avril 1930.

Dépenses et remises de gestion.

Les différents organismes d'assurances sociales reçoivent des remises de gestion fixées conformément au décret du 1er juillet 1930 modifié par les décrets des 22 et 28 juillet 1931, du 14 juillet 1933 et du 7 novembre 1934.

Les sommes versées par la caisse générale de garantie aux différents organismes se sont élevées à : 480.346 fr. 12 en 1930, 56.656.258 fr. 48 en 1931, 75.787.669 fr. 22 en 1932, 89.709.465 fr. 51 en 1933, 107.577.394 fr. 56 en 1934, réparties comme suit:

Risques de répartition.

ANNÉES	CAISSES PRIMAIRES DE RÉPARTITION			UNIONS
	Remises calculées à raison de 3,50 p. 100 des cotisations	Suppléments.	Soins aux invalides.	de réassurance.
1930	480.346 12	»	»	»
1931	43.439.442 48	4.430.656 26	»	»
1932	49.777.832 34	9.413.862 74	»	»
1933	47.793.536 36	16.646.819 46	»	3.543.012 50
1934	48.945.229 73	22.875.618 65	14.162 44	6.615.142 09

Risques de répartition (assurance agricole).

DÉSIGNATION		A RAISON DE 3,50 P. 100	SUPPLÉMENTS
Années	1931	382.179 74	»
	1932	2.329.509 81	1.201.620 83
	1933	2.018.005 78	1.201.481 06
	1934	1.682.157 37	2.116.486 23

Risques de capitalisation.

DÉSIGNATION		VIEILLESSE	INVALIDITÉ	R. O. P.
Années	1931	8.151.186 »	»	252.794 »
	1932	6.533.100 »	»	6.531.743 50
	1933	12.264.245 20	1.836.342 15	4.436.023 »
	1934	15.543.018 60	5.031.455 95	4.754.123 50

Indépendamment de ces chiffres, fournis par la caisse générale de garantie, il est intéressant de citer ceux indiqués par les caisses.

Les statistiques qui suivent comportent les observations ci-après:

1° Les caisses ont presque toujours confondu leurs comptes « frais de premier établissement » et « frais de gestion », grossissant fortement recettes et dépenses;

2° Les caisses primaires de capitalisation ont groupé généralement le compte « gestion » des retraites ouvrières et paysannes et celui des assurances sociales;

3° Les divers organismes ont ajouté, en recettes, des subventions ou recettes diverses provenant soit des institutions fondatrices, soit des unions de réassurance;

4° Pour une partie des caisses départementales, la section agricole a été confondue avec la section non agricole;

5° Il a été tenu compte d'un grande nombre de petites sociétés de secours mutuels agricoles dans la Gironde.

Sous ces diverses réserves, la situation des comptes « frais de gestion » des organismes d'assurances sociales se présente comme suit:

DÉSIGNATION	DÉPENSES ET REMISES DE GESTION			
	Caisses de répartition non agricoles.	Sociétés de secours mutuels agricoles et sections agricoles de caisses départementales.	Caisses de capitalisation.	Union de réassurance.
Situation au 31 décembre 1933.				
Total des excédents	3.451.417 56	1.947.093 62	3.377.778 21	2.876.556 97
Total des déficits	56.604.817 09	3.183.622 84	1.776.288 95	71.967 85
Nombre de caisses:				
Excédents	262	135	44	33
Déficits	471	92	25	2
Egalité	19	4	9	1
Année 1934.				
Recettes	73.571.443 95	9.843.090 30	21.846.561 22	6.912.098 56
Dépenses	76.660.416 22	9.355.665 34	20.577.506 66	3.929.151 59
Situation au 31 décembre 1934.				
Total des excédents	5.583.505 40	2.688.420 86	6.145.943 93	5.787.535 99
Total des déficits	61.825.877 20	3.437.525 12	3.275.400 11	»
Nombre de caisses:				
Excédents	327	136	50	36
Déficits	428	100	25	»
Egalité	18	11	5	»

Frais de premier établissement.

Conformément à l'article 36 de la loi du 30 avril 1930, la caisse générale de garantie a consenti à différentes caisses d'assurances sociales des avances pour frais de premier établissement, remboursables en quinze ans au plus.

Des avances ont été consenties à ce titre par la caisse générale de garantie à 389 caisses primaires de répartition et à 28 caisses de capitalisation.

Le montant global des avances consenties:

A des caisses primaires de répartition, s'est élevé à 20.916.910 fr. 65 en 1930, et à 14 millions 501.465 fr. en 1931;

A des caisses de capitalisation, à 1.024.235 fr en 1930 et à 4.501.465 fr. en 1931.

Compte tenu des intérêts capitalisés, le montant dont les caisses étaient redevables vis-à-vis de la caisse générale de garantie s'élevait à 42.116.965 fr. 02 au 30 juin 1931.

37 caisses de répartition (7 en 1931, 17 en 1932, 3 en 1933, 10 en 1934) et 2 caisses de capitalisation, ont remboursé intégralement par anticipation les avances dont elles avaient bénéficié.

Compte tenu des intérêts échus, les sommes dues à la caisse générale de garantie, au titre d'avance de premier établissement, par l'ensemble des caisses, s'élevaient à

DESIGNATION		CAISSES de répartition.	CAISSES de capitalisation.
Dates.....	31 décembre 1930	20.916.910 65	1.024.235 »
	31 décembre 1931	33.712.572 40	5.178.938 49
	31 décembre 1932	32.283.952 68	4.980.292 64
	31 décembre 1933	31.616.868 96	4.900.401 14
	31 décembre 1934	29.697.284 97	4.359.574 47

Caisse générale de garantie.

La caisse générale de garantie gère quatre fonds:

1° *Le fonds de majoration et de solidarité*, qui majore les prestations en fonction des charges de famille et attribue des compléments destinés à porter les prestations aux minima garantis. Il sert d'intermédiaire pour le versement de subventions qui lui sont remboursées par l'Etat. Il a supporté les dépenses d'invalidité jusqu'au 1er avril 1934. Il intervient pour la liquidation des retraites ouvrières et paysannes, etc.;

2° *Le fonds de garantie et de compensation*, destiné à couvrir éventuellement les insuffisances de recettes des caisses d'assurances sociales et à parer à leur insolvabilité. Il a reçu, en vertu de l'article 37 de la loi du 28 février 1934, la charge des pensions d'invalidité et des soins aux invalides du 1er avril 1934 au 1er janvier 1937 (1);

3° *Le fonds spécial agricole*, destiné à garantir les minima de pensions accordés aux assurés agricoles;

4° *Le fonds de secours agricole*, destiné à attribuer, à titre exceptionnel, des subventions aux organismes agricoles qui se trouveraient hors d'état de remplir leurs engagements. Le décret-loi du 30 juin 1934 lui a ajouté la charge de l'assurance-invalidité et des soins aux invalides pour les assurés agricoles jusqu'au 1er janvier 1937 (1).

Le présent chapitre donne un résumé des principales opérations de la caisse générale de garantie à la date du 31 décembre 1934:

Assurance décès, minimum garanti.

Les dépenses effectuées à la date du 31 décembre 1934 s'élevaient, depuis l'origine au 31 décembre 1934, à 2.002.321 fr. 98, soit:

1931	16.856 28
1932	481.302 89
1933	699.647 88
1934	804.514 93

Versement de la cotisation patronale des assurés immatriculés en raison de leurs charges de famille.

La caisse générale de garantie avait remboursé au fonds des timbres:

16.124.130 fr. 55 en 1933;
16.769.419 fr. 76 en 1934.

représentant une partie des cotisations vieillesse des assurés immatriculés en raison de leurs charges de famille (art. 2, § 6, de la loi). Ce versement ne représentait pas la totalité des sommes dues à ce titre en raison des retards apportés à ce remboursement.

Majorations pour charges de famille. — Assurance maladie. — Maternité. — Décès. — Invalidité.

Les dépenses effectuées à ce titre ont suivi la progression suivante:

1930-1931	9.132.351 22
1932	18.369.800 13
1933	18.351.056 60
1934	18.977.691 68

Les pensions d'orphelins se sont élevées à:

78.481 fr. 83 en 1932;
499.935 fr. 96 en 1933;
1.069.420 fr. 45 en 1934.

Assurance facultative.

Les dépenses pour l'assurance décès ont été de:

2.424 fr. en 1932;
1.900 fr. en 1933;
3.249 fr. 60 en 1934,

et celles pour charges de famille:

7.387 fr. en 1931.
38.377 fr. 75 en 1932.
121.145 fr. 45 en 1933.
143.072 fr. 99 en 1934.

Assurance spéciale.

Les dépenses pour charges de famille se sont élevées à:

34.585 fr. 50 en 1930-1931.
80.983 fr. en 1932.
49.542 fr. en 1933.
41.011 fr. en 1934.

Assurance maladie facultative des retraités (art. 18 § 2).

La caisse générale de garantie a commencé en 1933 le versement des subventions aux caisses; elle a dépensé à ce titre:

8.550 fr. en 1933.
43.356 fr. en 1934.

Liquidation des retraites ouvrières et paysannes.

La caisse générale de garantie bénéficie d'une subvention de l'Etat s'élevant à 540 millions par an (réduite à 508.500.000 en 1933 en vertu du décret du 18 juin 1933 pris en application de l'article 120 de la loi du 31 mai 1933) et à 140 millions en vertu du décret-loi du 16 juillet 1935.

Elle a bénéficié en 1933 du versement de l'actif du fonds de réserve R. O. P., soit 14 millions 950.886 fr. 28 (art. 46 de la loi).

Conformément à l'article 45 paragraphe 3 de la loi, la moitié des excédents d'actif des caisses de R. O. P., d'après inventaire de liquidation établi au 31 octobre 1930, doit revenir à la caisse générale de garantie. Elle a bénéficié à ce titre de:

1.901.718 fr. 68 avant 1934.
940.177 fr. 26 en 1934.

Indépendamment de cette recette, conformément à l'article 45 de la loi et à l'article 141 du décret du 25 juillet 1930 portant règlement d'administration publique, elle a reçu de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse:

5.543.722 fr. 10 avant 1934.
2.771.861 fr. 05 en 1934.

En application du décret-loi du 30 juin 1934, le solde du fonds de timbres des R. O. P., soit 26.045.906 fr. 10, a été versé à raison de 10 millions au fonds de secours agricole et de 16.045.806 fr. 10 au fonds de majoration et de solidarité.

Les dépenses effectuées pour la liquidation des R. O. P. s'établissent comme suit:

1930	85.504.091 57
1931	527.023.734 18
1932	415.606.043 24
1933	384.073.746 51
1934	349.674.153 85

Remises de gestion.

Les sommes attribuées aux différents organismes se sont élevées à:

480.346 fr. 16 en 1930.
56.656.258 fr. 44 en 1931.
75.787.669 fr. 22 en 1932.
89.709.465 fr. 51 en 1933.
107.577.394 fr. 56 en 1934.

Elles ont fortement augmenté à la suite du relèvement des remises de gestion accordées aux caisses de répartition, qui sont passées de 2 fr. 50 à 3 fr. par feuillet et de l'attribution de remises de gestion pour l'invalidité aux caisses de capitalisation.

Assurance agricole.

Les subventions versées aux organismes agricoles ont été les suivantes:

a) Assurance obligatoire, risques de répartition (art. 75):

1930-1931	8.137.706 32
1932	87.478.189 76
1933	70.325.390 72
1934	65.161.123 95

La diminution en 1934 est due à la diminution du taux de la majoration établie par le décret-loi du 30 juin 1934.

b) Assurance facultative, risque vieillesse (art. 80, § 1er):

1930-1931	22.440 10
1932	993.287 65
1933	9.202.255 50
1934	3.466.292 64

Les dépenses de 1933 comprennent en grande partie les majorations des exercices précédents.

c) Assurance facultative, risques de répartition (art. 80, § 2):

1932	3.101.977 57
1933	3.456.096 »
1934	6.895.611 48

L'augmentation en 1934 correspond aux retards des années précédentes.

d) Les sommes versées au fonds de secours agricole, en application du décret-loi du 30 juin 1934 sur les majorations agricoles, ont été de 1.833.589 fr. 15 en 1934.

e) Les sommes versées au fonds spécial agricole ont été de:

7.003.864 fr. 96 en 1932.
18.168.681 fr. 18 en 1933.
6.363.782 fr. 10 en 1934.

Ces versements sont effectués avec un très gros retard qui disparaîtra prochainement.

(1) Cette date a été ramenée au 1er janvier 1936 en raison des décrets-lois du 28 octobre 1935 et 30 octobre 1935.

Aux termes de l'article 81 de la loi, l'Etat doit rembourser, à partir du 1er avril 1932, au fonds de majoration et de solidarité, le montant des subventions et majorations agricoles. Les sommes encaissées à ce titre s'élevaient, au 31 décembre 1934, à 98.282.026 fr. 16, soit:

1933.

Assurance obligatoire...	27.355.484 57
Assurance facultative...	48.739 50

1934.

Assurance obligatoire...	61.327.821 67
Assurance facultative...	9.549.980 42

Contributions patronales

(art. 2, § 6, et 3, § 3, de la loi).

La caisse générale de garantie bénéficie des contributions patronales afférentes aux salariés ayant un salaire compris entre 15.000 (ou 18.000 fr.) et 25.000 fr. (art. 2, § 6, de la loi) et celles afférentes aux salariés retraités ou âgés de plus de 60 ans, ou aux étrangers non bénéficiaires de conventions diplomatiquos résidant en France depuis moins de 3 mois (art. 3, § 3, de la loi).

Elle a reçu ainsi:

	Article 2 (§ 6).	Article 3 (§ 3)
1930	»	5.191.749 09
1931	28.735.749 28	77.166.708 76
1932	58.518.719 65	83 304.479 78
1933	49.560.275 78	64.801.064 36
1934	44.786.015 69	52.567.482 01

Portion non employée du revenu visé à l'article 4 de la loi du 31 décembre 1895 (vente des joyaux de la couronne).

La caisse générale de garantie a encaissé:
167.026 fr. 80 pour 1931.
127.782 fr. 07 pour 1932.
136.449 fr. 30 pour 1933.
150.658 fr. 58 pour 1934.

Redevance sur le produit des jeux et sur les bénéfices de la Banque de France.

La somme à verser à la caisse générale de garantie a été fixée à 5 millions pour 1932 (art. 188 de la loi du 31 mars 1932), 3 millions pour 1933 (art. 59 de la loi du 31 mai 1933) et à 3 millions pour 1934 (art. 92 de la loi du 28 février 1934).

Produit des amendes.

Les sommes versées à la caisse générale de garantie se sont élevées à:
5.149 fr. 64 en 1933,
73.040 fr. 77 en 1934.

Excédents des caisses primaires.

Les versements effectués conformément à l'article 33, paragraphe 1er de la loi, se sont élevés, pour le fonds de majoration et de solidarité, à:
6.087.175 fr. 37 en 1932,
16.089.602 fr. 27 en 1933,
13.339.460 fr. 10 en 1934.

et pour le fonds de garantie et de compensation à:
4.058.116 fr. 89 en 1932,
10.726.401 fr. 31 en 1933,
8.892.973 fr. 66 en 1934.

Ce versement s'effectue au fur et à mesure de l'approbation des bilans des caisses primaires de répartition, le nombre des versements a été de 49 en 1932, de 559 en 1933 et 513 en 1934; il correspond aux excédents réalisés surtout au cours des exercices 1930-1931 et 1932.

Placements de la caisse générale de garantie.

Si l'on ne tient pas compte de l'immeuble des assurances sociales, les placements de la caisse générale de garantie s'élevaient, au 31 décembre 1934, à 2.640.978.387 fr. 22 se décomposant comme suit:

Valeurs mobilières.....	1.670.029.315 18
Prêts hypothécaires.....	73.947.612 25
Prêts à des collectivités .	603.067.149 96
Immeubles	62.786.028 50
Fonds commun de travail.	231.148.281 33
	2.640.978.387 22

Dépenses administratives.

Les dépenses administratives de la caisse générale de garantie augmentées des dépenses communes aux différents services occupant l'immeuble des assurances sociales (entretien, chauffage, etc.), se sont élevées à:

Exercice 1929.....	393.295 87
Exercice 1930.....	1.537.623 09
Exercice 1931.....	2.910.008 04
Exercice 1932.....	3.211.626 72
Exercice 1933.....	3.306.687 12
Exercice 1934.....	3.689.000 48

Frais d'administration.

La caisse générale de garantie a reversé en 1934 à l'Etat 59.416.691 fr. 82 sur les frais d'administration des services centraux et départementaux.

Conclusion.

D'après la comptabilité de la caisse générale de garantie, la situation au 31 décembre 1934 était la suivante (opérations définitives ayant donné lieu à des titres de recettes ou dépenses):

Recettes depuis l'origine..	5.611.353.684 29
Dépenses depuis l'origine..	2.637.805.334 44
Excédent	2.973.548.349 85

Compte tenu des recettes à réaliser et des restes à payer, compte non tenu des dépenses d'administration des services centraux et départementaux, l'actif de la caisse générale de garantie était, au 31 décembre 1934 de l'ordre de 2.900 millions.

Caisses patronales de retraites.

Conformément à l'article 44 de la loi du 30 avril 1930, les caisses patronales de retraites désireuses de continuer leurs opérations après le 1er juillet 1930 ont dû solliciter l'autorisation de continuer à fonctionner.

Compte tenu des caisses nouvellement créées, 272 caisses ont été agréées (45 en 1930, 97 en 1931, 92 en 1932, 26 en 1933, 12 en 1934).

Parmi ces caisses, il convient de citer 133 groupant le personnel de caisses d'épargne, 26 de sociétés coopératives ou d'associations ouvrières, 22 de compagnies d'assurances, 14 de banques, 8 de journaux ou messageries de journaux, etc.

CHAPITRE VI

ŒUVRE SOCIALE DES CAISSES

Les caisses peuvent employer une partie de leurs excédents de recettes soit à attribuer aux assurés et à leur famille des avantages supplémentaires, notamment des primes d'allaitement et des bons de lait aux femmes non salariées des assurés, soit à acquérir, créer, développer ou encourager des œuvres ou institutions sociales intéressant l'hygiène générale des assurés et la prophylaxie (hôpitaux, cliniques, dispensaires, sanatoria, préventoria, etc.).

Bien qu'elles aient réalisé des excédents considérables pour l'exercice 1930-1931, ce n'est guère que fin 1932 et surtout en 1933 qu'elles ont commencé à utiliser leurs bonis.

Le total des dépenses (1) est passé de 54.423.000 fr. (dont 14.613.000 fr. pour les primes d'allaitement et bons de lait attribués aux femmes d'assurés) pour les deux années 1932 et 1933, à 43.752.000 fr. pour la seule année 1934 (dont 14.916.000 fr. pour les primes d'allaitement et bons de lait).

Les diverses utilisations de bonis sont précisées dans le tableau ci-après :

(1) Pour les années 1932 et 1933, les chiffres donnés dans le 2e rapport statistique comprenaient pour partie des prévisions de dépenses, tandis que les chiffres fournis en 1934 correspondent à des dépenses effectuées.

Dépenses effectuées par les caisses sur leurs bonis au cours de l'année 1934.

(Art. 33, §§ 2 et 4, de la loi.)

	NOMBRE DE CAISSES	MONTANT
		francs.
I. — *Subventions, créations d'œuvres.*		
Hôpitaux, cliniques, cabinets médicaux, dispensaires	123	4.756.589
Maisons de convalescence et de repos	17	1.769.664
Colonies de vacances	110	2.067.682
Œuvres maternelles et infantiles	87	2.493.635
Lutte antituberculeuse, sanatoria, préventoria	122	15.939.864
Lutte anticancéreuse	7	2.688
Lutte antivénérienne	16	168.148
Œuvres sociales d'intérêt général	24	452.174
Divers	17	205.974
II. — *Avantages supplémentaires.*		
Assurance maladie	17	137.322
Assurance maternité, primes et bons de lait accordés aux femmes d'assurés	400	14.916.319
Divers	15	842.311
Total général		43.752.370

I. — Avantages supplémentaires.

1° *Assurance-maladie.*

CAISSES	EMPLOI DES BONIS	MONTANT
		francs.
08-01. — Caisse primaire de répartition de l'Union indépendante des sociétés de secours mutuels des Ardennes	Majorations pour charges de famille, pour ascendants ou enfants de plus de seize ans.	199
19-59. — Caisse mutuelle agricole d'assurances sociales à Tulle	Supplément d'indemnité kilométrique pour les visites à domicile et supplément d'indemnités pour charge de famille.	546
21-68. — Personnel des établissements Terrot	Prestations aux tuberculeux après six mois.	8.138
23-30. — Caisse primaire départementale de la Creuse	Ticket modérateur à la charge de la caisse.	20.073
23-30. — Caisse primaire départementale de la Creuse (section agricole)	Idem.	3.077
30-07. — Caisse primaire d'assurances sociales du personnel de la société des tubes de Bessèges	Prestations complémentaires.	935
33-04. — Caisse primaire d'assurances sociales Le Travail, Bordeaux	»	44.536
38-11. — Union mutualiste inter-ateliers de Grenoble	Prestations complémentaires.	365
40-08. — Caisse primaire interprofessionnelle d'assurances sociales Le Travail des Landes	Ticket modérateur.	2.902
54-16. — Caisse primaire du personnel des usines de la Providence de Réhon	Majoration de 1 fr. par enfant, allocation journalière en cas de maladie du père de famille assuré social.	6.278
74-01. — Caisse primaire familiale de la Haute-Savoie	4 fr. par visite médicale. Union régionale des caisses familiales du Sud-Est.	296
74-03. — Caisse primaire professionnelle de la Haute-Savoie	2 fr. par visite médicale.	2.230
74-03. — Caisse primaire professionnelle de la Haute-Savoie	Majoration pour soins spéciaux (50 p. 100 de l'indemnité payée par la caisse primaire).	4.626
77-01. — Caisse primaire départementale mutualiste de Seine-et-Marne	Charges de famille.	14.970
77-08. — Caisse primaire de l'Union interprofessionnelle des sociétés de secours mutuels de Seine-et-Marne	Charges de famille.	781
77-08. — Caisse primaire de l'Union interprofessionnelle des sociétés de secours mutuels de Seine-et-Marne	Idem.	6.842
88-03. — Caisse primaire des tubes de Vincey	Allocations spéciales.	872
75-32. — Caisse primaire des sociétés de secours mutuels La Couture	Secours exceptionnels à des assurés, malades plus de six mois.	2.458
75-38. — Caisse primaire de la batellerie	Réduction du ticket modérateur.	13.484
75-61. — Caisse primaire d'assurances sociales (répartition) de la compagnie des agents de change de Paris	Frais de séjour aux assurés en traitement dans un établissement de cure pour une période supérieure à trois mois.	3.714

2° *Assurance-maternité, primes et bons de lait accordés aux femmes d'assurés.*

CAISSES	EMPLOI DES BONIS	MONTANT
		francs.
01-01. — Caisse primaire d'assurances sociales du bâtiment et des travaux publics de l'Ain.	Primes d'allaitement et bons de lait aux femmes d'assurés.	40.000
01-02. — Caisse primaire d'assurances sociales l'Union mutualiste de l'Ain	Idem.	150.000
01-03. — Caisse primaire d'assurances sociales dite des Aplatisseurs	Idem.	45.000
01-05. — Caisse primaire d'assurances sociales la Mutuelle familiale populaire de l'Ain	Idem.	120.000
01-06. — Caisse primaire d'assurances sociales la Mutuelle familiale de Saint-Rambert	Idem.	15.000
01-07. — Caisse primaire d'assurances sociales de Bellegarde	Idem.	6.250
01-11. — Caisse primaire régionale de Trévoux	Idem.	6.000
01-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales de l'Ain	Idem.	350.000
02-30. — Caisse départementale d'assurances sociales de l'Aisne	Idem.	268.466
02-04. — La Mutualité coopérative	Idem.	35.685
02-05. — La Répartition mutualiste de l'Aisne et des départements limitrophes	Idem.	152.696
02-06. — Caisse primaire des usines de la compagnie de Saint-Gobain	Idem.	10.000
02-07. — Caisse primaire de répartition de Soissons	Idem.	18.950
02-359. — Caisse régionale de secours mutuels agricoles du département de l'Aisne	Idem.	62.726
03-01. — Les Travailleurs mutualistes de l'Allier	Idem.	58.313
03-03. — Caisse primaire des industries de la région de Montluçon	Idem.	27.215
05-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales des Hautes-Alpes (section agricole)	Idem.	3 628
05-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales des Hautes-Alpes (section non agricole)	Idem.	53.029
05-01. — Caisse primaire mutualiste d'assurances sociales des Hautes-Alpes	Idem.	14.701
06-04. — Caisse primaire d'assurances sociales du canton de Cannes	Idem.	150.000
06-30 — Caisse primaire départementale des Alpes-Maritimes (section non agricole)	Idem.	149.193
06-30 — Caisse primaire départementale des Alpes-Maritimes (section agricole)	Idem.	4.905
07-30. — Caisse primaire départementale de l'Ardèche	Idem.	39.252
07-01. — L'Union mutualiste ardéchoise	Idem.	32.269
07-02. — Le Foyer ardéchois	Idem.	8.426
07-03. — Caisse primaire d'assurances sociales du Haut-Vivarais	Idem.	7.070

CAISSES	EMPLOI DES BONIS	MONTANT
		francs.
07-04. — Caisse primaire d'assurances sociales de la Basse-Ardèche	Primes d'allaitement et bons de lait aux femmes d'assurés.	11.086
07-06. — Caisse primaire protestante ardéchoise	Idem.	500
07-249. — Caisse mutuelle agricole d'assurances sociales de l'Ardèche	Idem.	3.653
08-30. — Caisse primaire départementale des Ardennes	Idem.	242.050
08-01. — Caisse primaire de répartition de l'Union indépendante des sociétés de secours mutuels des Ardennes	Idem.	66.672
08-02. — Caisse primaire d'assurances sociales de Vireux-Milhain-Blagny	Idem.	15.000
08-04. — La Vouzinoise sociale	Idem.	3.325
08-07. — Caisse primaire d'assurances sociales des Forges et Clouteries réunies Lefort et Cie (1).		
08-08. — Caisse primaire d'assurances sociales de l'Union départementale des sociétés de secours mutuels des Ardennes	Idem.	75.010
08-09. — Caisse primaire d'assurances sociales de l'Association des employés de Charleville-Mézières	Idem.	1.825
08-10. — Caisse primaire d'assurances sociales de la société de secours mutuels de Sedan	Idem.	15.800
08-11. — Caisse primaire de l'Union des sociétés de secours mutuels de Nouzonville	Idem.	4.500
08-12. — Caisse primaire des établissements métallurgiques des régions de Rocroi et de Givet	Idem.	19.425
08-14. — Caisse primaire du personnel des usines d'Aubrives	Idem.	7.700
08-15. — Caisse primaire fumacienne	Idem.	3.425
08-16. — Caisse primaire des ouvriers et employés de l'industrie sidérurgique et des industries annexes du département des Ardennes	Idem.	13.800
08-17. — Caisse primaire de la région de Pure	Idem.	(2) Néant.
08-18. — Caisse primaire interprofessionnelle de Charleville-Mézières-Mohon	Idem.	25.675
08-30. — Caisse primaire départementale des Ardennes	Idem.	24.650
09-30. — Caisse départementale d'assurances sociales de l'Ariège	Idem.	15.500
10-30. — Caisse départementale d'assurances sociales de l'Aube	Idem.	151.075
10-01. — Caisse mutualiste répartition de l'Aube	Idem.	23.520
10-02. — Caisse primaire d'assurances sociales de Bayel	Idem.	6.623
10-05. — Caisse primaire des établissements de constructions mécaniques de Vendeuvre.	Idem.	1.510
10-06. — Caisse primaire d'assurances sociales de la maison Doré et fils	Idem.	2.150
10-211. — Société de secours mutuels agricoles d'assurances sociales de l'Aube à Troyes.	Idem.	26.157
11-05. — L'Union ouvrière	Idem.	3.050
12-02. — Le Travail de l'Aveyron	Idem.	1.943
12-03. — Société de secours mutuels de la Vieille-Montagne	Idem.	7.235
12-05. — Mutuelle d'ouvriers et employés de Decazeville	Idem.	1.380
12-30. — Caisse départementale de l'Aveyron	Idem.	500
13-01. — Caisse primaire mutuelle de répartition du grand conseil de la mutualité des Bouches-du-Rhône. Union départementale des sociétés de secours mutuels des Bouches-du-Rhône	Idem.	60.340
13-03. — Caisse primaire mutualiste de répartition des prévoyants de la société provençale des constructions navales	Idem.	9.500
13-05. — Caisse primaire des raffineries de la région marseillaise	Idem.	10.650
13-09. — Caisse primaire d'assurances sociales des usines de Port-de-Bouc	Idem.	7.645
13-11. — Caisse primaire d'assurances sociales de travail des assurés groupés spontanément.	Idem.	3.940
13-17. — Caisse primaire d'assurances sociales de la chambre syndicale de l'automobile	Idem.	2.895
13-18. — Caisse primaire d'assurances sociales de la mutuelle de l'industrie du pétrole de la région du Sud-Est	Idem.	2.460
13-21. — Caisse primaire de répartition interprofessionnelle du commerce et de l'industrie des Bouches-du-Rhône	Idem.	54.690
13-23. — Caisse primaire du commerce et de l'industrie de la ville d'Arles et des communes environnantes	Idem.	2.160
13-30. — Caisse primaire départementale des assurances sociales des Bouches-du-Rhône	Idem.	283.722
14-01. — Caisse primaire La Solidarité	Idem.	30.276
16-30. — Caisse primaire départementale de la Charente	Idem.	36.525
16-03. — La Centrale charentaise	Idem.	24.134
16-02. — Caisse primaire mutualiste de l'arrondissement de Cognac	Idem.	15.989
16-01. — Union mutualiste de l'arrondissement d'Angoulême	Idem.	15.000
17-04. — Caisse primaire La Familiale à la Rochelle	Idem.	980
17-05. — Caisse primaire d'assurances sociales, sociétés de secours mutuels de l'arrondissement de Saintes	Idem.	2.080
17-06. — Caisse primaire dite L'Union mutualiste rochefortaise	Idem.	1.050
17-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales du département de la Charente-Inférieure	Idem.	34.056
17-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales du département de la Charente-Inférieure (section agricole)	Idem.	2.995
17-690. — Caisse primaire La Mutuelle familiale agricole à la Rochelle	Idem.	1.250
19-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales de la Corrèze	Idem.	22.833
19-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales de la Corrèze (section agricole)	Idem.	1.850
19-01. — Caisse familiale d'assurances sociales de la Corrèze	Idem.	2.800
19-02. — Caisse primaire de l'Union des sociétés de secours mutuels de la Corrèze	Idem.	3.250
19-03. — Caisse primaire interprofessionnelle de la Corrèze	Idem.	23.000
20-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales de la Corse	Idem.	41.797
21-05. — Personnel des usines métallurgiques de Montbard	Bons de lait. Union des caisses.	20.000
21-08. — Personnel des établissements Terrot	Primes et bons de lait.	5.310
21-09. — Beaune et le département de la Côte-d'Or	Idem.	900
22-30. — Caisse primaire départementale des Côtes-du-Nord	Idem.	74.736
22-01. — Fédération des mutualités indépendantes des Côtes-du-Nord	Idem.	30.430
22-85. — Union familiale des Côtes-du-Nord	Idem.	2.250
22-02. — Union départementale d'assurances sociales des sociétés de secours mutuels des Côtes-du-Nord	Idem.	7.140
23-30. — Caisse primaire départementale de la Creuse	Ticket modérateur à la charge de la caisse. Primes et bons de lait.	7.137

(1) La caisse 08-07 accorde depuis longtemps ces avantages au personnel. Maternité ouverte gratuitement aux assurées et femmes d'assurés.

(2) Mais une des sociétés, ayant formé la caisse, alloue primes d'allaitement et bons de lait aux femmes d'assurés.

CAISSES	EMPLOI DES BONIS	MONTANT
		francs.
23-30. — Caisse primaire départementale de la Creuse	Ticket modérateur à la charge de la caisse. Primes et bons de lait.	13.180
23-30. — Caisse primaire départementale de la Creuse (section agricole)	Primes et bons de lait.	1.239
23-30. — Caisse primaire départementale de la Creuse (section agricole)	Idem.	1.950
23-02. — Caisse primaire de répartition de la société interprofessionnelle de secours mutuels du commerce et de l'industrie de la région de Guéret	Idem.	2.786
24-30. — Caisse primaire départementale de la Dordogne	Idem.	47.992
24-01. — La Familiale de la Dordogne	Idem.	220
24-02. — Caisse primaire d'assurances sociales de la Dordogne	Idem.	3.532
24-03. — Caisse primaire interprofessionnelle de la Dordogne	Idem.	14.967
24-05. — Le Travail de la Dordogne	Idem.	15.030
25-03. — Caisse primaire du personnel des usines Peugeot et Ce	Idem.	7.950
25-10. — Caisse mutualiste de Sochaux	Idem.	127.692
26-01. — Caisse mutualiste drômoise de répartition	Idem.	19.650
26-02. — Caisse primaire Le Travail de la Drôme	Idem.	10.320
26-03. — Caisse familiale d'assurances sociales de la Drôme	Idem.	10.050
26-04. — Caisse mutualiste de répartition de Romans et Bourg-de-Péage	Idem.	5.302
26-30. — Caisse départementale de la Drôme	Idem.	71.740
26-320. — Mutuelle agricole départementale de Valence	Idem.	4.400
26-359. — Le Foyer rural à Valence	Idem.	550
27-07. — Le Travail de l'Eure	Primes et bons de lait.	14.900
28-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales d'Eure-et-Loir	Idem.	55.515
28-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales d'Eure-et-Loir (section agricole)	Idem.	23.717
28-02. — Caisse primaire d'assurances sociales de Chartres	Idem.	510
28-03. — Caisse primaire industrielle et commerciale d'Eure-et-Loir	Idem.	1.080
28-04. — Caisse primaire Union départementale des sociétés de secours mutuels d'Eure-et-Loir.	Idem.	763
28-04. — Caisse primaire Union départementale des sociétés de secours mutuels d'Eure-et-Loir.	Idem.	60
28-168. — Caisse agricole de la Beauce et du Perche	Idem.	1.470
29-30. — Caisse départementale du Finistère	Idem.	38.224
29-01. — Caisse primaire interprofessionnelle du Finistère	Idem.	2.160
29-02. — Union finistérienne mutualiste	Idem.	6.050
29-03. — Caisse ouvrière d'assurances sociales Le Travail du Finistère	Idem.	5.780
30-07. — Caisse primaire d'assurances sociales du personnel de la société des tubes de Bessèges	Idem.	2.250
31-30. — Caisse départementale d'assurances sociales de la Haute-Garonne	Idem.	63.649
31-01. — Caisse fédérale mutualiste de répartition de la Haute-Garonne	Idem.	9.933
31-02. — Personnel de la *Dépêche*	Idem.	827
31-03. — Prévoyance et assurance des employés de commerce de détail de Toulouse	Idem.	1.258
31-04. — Compagnie d'électricité industrielle de Marignac-Saint-Béat	Idem.	2.175
31-05. — Voyageurs, représentants et employés de commerce et de l'industrie de Toulouse.	Idem.	1.215
31-06. — Le Travail de la Haute-Garonne	Idem.	18.615
31-08 — Ouvriers de la société industrielle d'aviation Latécoère	Idem.	150
31-09. — Caisse primaire des établissements Lamouroux frères	Idem.	400
31-10. — Caisse primaire interprofessionnelle d'assurances sociales de la Haute-Garonne	Idem.	4.970
31-13. — Caisse primaire de répartition de La Famille toulousaine	Idem.	1.558
32-30. — Caisse primaire départementale du Gers	Idem.	13.610
33-01. — Caisse primaire d'assurances sociales de Guyenne et Gascogne	Idem.	17.296
33-03. — Caisse primaire d'assurances sociales l'Entr'aide	Idem.	3.325
33-04. — Caisse primaire d'assurances sociales Le Travail de la Gironde	Idem.	27.939
33-06. — Caisse primaire des sociétés de secours mutuels des environs de Laubardemont	Idem.	2.610
33-08. — Caisse primaire du 7e canton de Bordeaux et banlieue	Idem.	400
33-09. — Caisse primaire mutualiste de la Gironde Mutualité girondine	Idem.	27.050
33-11. — Caisse primaire de la métallurgie girondine	Idem.	13.200
33-12. — Caisse primaire interprofessionnelle de la Gironde	Idem.	17.350
33-13. — Caisse primaire des industries chimiques de la Gironde	Idem.	9.192
33-14. — Caisse primaire des vins et spiritueux	Idem.	1.400
33-17 — Caisse primaire du bâtiment et des travaux publics de la Gironde	Idem.	14.900
33-19 — Caisse primaire maritime et coloniale de la Gironde	Idem.	4.600
33-20. — Caisse primaire des industries girondines de l'alimentation	Idem.	6.833
33-21. — Caisse primaire de l'alimentation bordelaise	Idem.	2.300
33-18. — Caisse primaire de Libourne (sect. agr.)	Idem.	27.375
33-23. — Caisse primaire la Solidarité du personnel des chantiers et ateliers de la Gironde	Idem.	5.334
33-29. — Caisse primaire rurale d'assurances sociales à Bordeaux	Idem.	200
33-30. — Caisse départementale d'assurances sociales de la Gironde	Idem.	229.615
36-30 — Caisse départementale d'assurances sociales de l'Indre (agricole et non agricole)	Primes d'allaitement.	47.433
37-01. — Caisse primaire de l'union tourangelle interprofessionnelle des sociétés de secours mutuels	Primes et bons de lait.	29.312
37-03. — Caisse primaire de la société de secours mutuels des papeteries de la Haye-Descartes et des usines hydroélectriques de la Creuse et de la Vienne	Idem.	17.750
37-05. — Caisse primaire Le Travail de l'Indre-et-Loire	Idem.	20.871
37-06. — Caisse primaire la Touraine mutualiste et la Familiale tourangelle réunies	Idem.	17.566
37-30. — Caisse départementale d'Indre-et-Loire	Idem.	114.662
38-04. — Le Travail de l'Isère	Idem.	9.900
38-05. — Du personnel des tréfileries des laminoirs du Havre et du département de l'Isère.	Idem.	10.000
38-06. — L'Union catholique des mutualités des Alpes	Idem.	13.367
38-09. — Mutualiste de répartition de l'Isère	Idem.	44.048
38-10. — Interprofessionnelle des assurances sociales de Grenoble et des environs	Idem.	11.492
38-11. — Union mutualiste interateliers de Grenoble	Idem.	13.892
38-13. — L'Electrochimie et l'électrométallurgie de l'Isère	Idem.	7.421
38-17. — De Rhône-Poulenc et Rhodiaseta	Idem.	64.403
38-19 — Coopération sociale à Grenoble	Idem.	50.000
38-30 — Caisse départementale d'assurances sociales de l'Isère	Idem.	242.382

CAISSES	EMPLOI DES BONIS	MONTANT
		francs.
39-30. — Caisse départementale du Jura	Primes et bons de lait.	15.560
39-01. — Familiale du Jura	Idem.	5.000
39-02. — Interprofessionnelle de la région de Saint-Claude	Idem.	700
39-03. — Caisse de l'union mutualiste du Jura	Idem.	8.300
39-04. — Caisse primaire des usines Solvay et Cie à Tavaux	Idem.	3.400
39-05. — Caisse primaire de l'union mutuelle du Haut-Jura	Idem.	2.800
39-626. — Caisse mutuelle agricole du Jura	Idem.	1.400
40-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales des Landes	Idem.	31.733
40-01. — Caisse mutuelle familiale des travailleurs des Landes	Idem.	3.550
40-02. — Caisse primaire d'assurances sociales des forges de l'Adour	Idem.	300
40-08. — Caisse primaire interprofessionnelle d'assurances sociales le Travail des Landes	Idem.	1.632
41-30 — Caisse primaire départementale des assurances sociales de Loir-et-Cher	Idem.	29.689
41-01. — Caisse primaire mutuelle du Loir-et-Cher	Idem.	26.825
41-02. — Caisse primaire mutualiste des établissements Normant	Idem.	325
41-300. — Caisse de réassurance des sociétés de secours mutuels agricoles du Loir-et-Cher	Idem.	4.535
42-30. — Caisse primaire départementale de la Loire	Idem.	
42.06. — Union mutuelle stéphanoise	Idem.	60.000
42-07 — Union mutuelle du Forez	Idem.	18.698
42-08. — Caisse de répartition de la vallée du Gier	Idem.	16.873
42-09. — Caisse primaire de répartition des sociétés de secours mutuels de la région roannaise	Idem.	11.780
42-10. — Union départementale des sociétés de secours mutuels de la Loire	Idem.	33.170
42-12. — La Familiale de la Loire	Idem.	25.546
42-13. — Union des sociétés professionnelles de secours mutuels de la métallurgie, de la construction mécanique et électrique de la Loire	Idem.	40.000
42-16 — Caisse primaire de répartition des mutuelles de Rive-de-Gier	Idem.	4.660
43-30 — Caisse départementale de la Haute-Loire	Idem.	35.375
43-01. — Caisse Vellave	Idem.	13.182
43-04 — Caisse primaire de répartition des familles ouvrières du Puy et de Brioude	Idem.	10.416
47-04 — Caisse primaire pour le personnel de la Société des cuves et foudres en acier émaillé d'Agen	Idem.	1.560
47-02. — La Familiale de l'Agenais	Idem.	13.875
49-30 — Caisse primaire départementale d'assurances sociales de Maine-et-Loire	Idem.	18.906
49-01. — Intercantonale de la région choletaise	Idem.	1.920
49-02. — Familiale de Maine-et-Loire pour les assurances sociales	Idem.	960
49-03 — Caisse primaire de répartition Le Travail de Maine-et-Loire	Idem.	2.330
49-04. — Fédération départementale des sociétés de secours mutuels et de prévoyance de Maine-et-Loire	Idem.	3.315
49-05 — Union des sociétés de secours mutuels professionnelle et interprofessionnelle de Maine-et-Loire	Idem.	1.890
49-450 — Caisse de secours mutuels des travailleurs et assimilés de l'Anjou, maison de la mutualité	Idem.	180
49-297 — Caisse de secours mutuels La Familiale	Idem.	600
50-01. — La Sécurité familiale de la Manche	Idem.	1.770
50-164 — Société de secours mutuels de Coutances	Idem.	85.000
51-08. — Caisse mutuelle champenoise d'assurances sociales	Idem.	950
51-522. — Caisse régionale de la Champagne	Idem.	4.975
52-01 — Caisse primaire d'assurances sociales des usines de Bussy, Rongeant et de la société métallurgique haut-marnaise	Idem.	300
52-14. — Caisse familiale de la Haute-Marne	Idem.	568
52-20 — Caisse primaire des assurances sociales des usines de Sommevoire	Idem.	1.200
54-02. — Caisse primaire du personnel des usines de Gorcy	Idem.	29.585
54-13 — Caisse primaire de la société d'Aubrives et Villerupt	Idem.	4.602
54-16. — Caisse primaire du personnel des usines de la Providence de Réhon	Idem.	29.295
54-18 — Caisse primaire de la Société lorraine et établissements Roch	Idem.	7.745
54-28 — Caisse primaire des usines Gouvy et Cie	Idem.	3.210
54-29. Caisse primaire Union mutuelle lorraine	Idem.	205.275
54-31 — Caisse primaire de répartition du personnel des forges de Jœuf	Idem.	11.820
54-42 — Caisse primaire des assurances sociales des aciéries de Pompey	Idem.	41.170
55-09 — Caisse primaire des assurances sociales de la société de secours mutuels des usines de Dannemarie et d'Ecurey	Idem.	1.180
55-14 — Caisse primaire des assurances sociales de la société de secours mutuels des forges d'Haironville	Idem.	2.000
56-01 — Caisse primaire de l'Union familiale du Morbihan	Idem.	2.723
56-03. — Caisse primaire de l'Union mutualiste du Morbihan	Idem.	16.638
56-04. — Caisse primaire des sociétés de secours mutuels	Idem.	1.272
56-30. — Caisse départementale morbihannaise des assurances sociales	Idem.	21.225
59-01 — Caisse interprofessionnelle de la région de Douai	Idem.	88.450
59-04 — Caisse primaire interprofessionnelle de la région de Fourmies	Idem.	38.280
59-05 — Caisse primaire des assurances sociales de l'arrondissement de Valenciennes	Idem.	21.038
59-09 — Caisse primaire de la Famille denaisienne	Idem.	2.290
59-10 — Caisse primaire des sociétés de secours mutuels La Vigilance	Idem.	90
59-11 — Caisse primaire du personnel de la société coopérative des mineurs d'Anzin	Idem.	714
59-12. — Caisse primaire de répartition des employés de la société anonyme d'Escaut et Meuse	Idem.	9.400
59-14. — La Famille prévoyante de Douai	Idem.	68.200
59-25 — Caisse primaire de répartition du personnel ouvrier de la société Escaut et Meuse	Idem.	120.615
59-27. — Caisse primaire pour l'application de la loi sur les assurances sociales aux employés du Crédit du Nord	Idem.	46.889
59-30 Caisse primaire départementale d'assurances sociales du Nord	Idem.	142.441
59-35. — Caisse de maladie de la Mutualité du Nord, circonscriptions de Roubaix, Lannoy et leurs cantons	Idem.	30.840
59-38 — Caisse de maladie de la Mutualité du Nord, circonscriptions des cantons de Maubeuge	Idem.	18.935
59-1938 — Caisse régionale de secours mutuels du Nord de la France	Idem.	110.930
59-30. — A. — Caisse départementale (section agricole) du Nord	Idem.	3.957
60-30. — Caisse primaire départementale de l'Oise	Idem.	114.641

CAISSES	EMPLOI DES BONIS	MONTANT
		francs
60-39 — Caisse primaire départementale de l'Oise	Primes et bons de lait.	41.608
60-01. — Caisse primaire d'assurances sociales L'Oise mutuelle et sociale	Idem.	15.990
60-02. — Caisse primaire d'assurances sociales de l'Union des sociétés de secours mutuels de la vallée de l'Aisne	Idem.	6.040
60-04. — Caisse fraternelle d'assurances sociales de l'Oise	Idem.	81.881
60-07. — Caisse primaire des sociétés de secours mutuels interprofessionnelle de l'Oise	Idem.	14.255
60-09. — Caprila (Manufacture française de tapis et couvertures)	Idem.	3.446
60-10. — Le Travail de l'Oise	Idem.	2.880
60-11. — Cantonale creilloise	Idem.	4.285
60-437. — Caisse mutuelle agricole de l'Oise	Idem.	42.660
61-30. — Caisse départementale d'assurances sociales	Idem.	18.113
61-01. — Le Travail de l'Orne	Idem.	1.650
61-02. — Caisse primaire de répartition mutualiste de l'Orne	Idem.	11.450
61-03. — Caisse d'assurance mutuelle familiale du département de l'Orne	Idem.	2.950
61-128. — Caisse départementale mutuelle des agriculteurs de l'Orne	Idem.	2.950
62-01. — Caisse principale d'assurances sociales d'Arras et de ses environs	Idem.	3.950
62-02. — Caisse primaire d'assurances sociales de Lillers et environs	Idem.	150
62-05. — Caisse primaire d'assurances sociales familiale interprofessionnelle du Pas-de-Calais.	Idem.	39.950
62-06. — Caisse primaire d'assurances sociales Le Travail du Pas-de-Calais	Idem.	29.229
62-09. — Caisse primaire d'assurances sociales de l'arrondissement de Béthune	Idem.	30.158
62-10. — Caisse primaire interprofessionnelle du Pas-de-Calais-Centre	Idem.	26.634
62-11. — Caisse primaire d'assurances sociales de la Société de secours mutuels familiale interprofessionnelle	Idem.	102.299
62-13. — Caisse primaire d'assurances sociales de la société de secours mutuels La Ruche familiale	Idem.	4.025
62-14. — Caisse primaire d'assurances sociales La Famille artésienne	Idem.	40.214
62-16. — Caisse primaire d'assurances sociales de la mutualité française des arrondissements de Boulogne-sur-Mer, Montreuil, Saint-Omer	Idem.	74.738
62-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales du Pas-de-Calais	Idem.	117.002
62-1194. — Caisse mutuelle agricole d'assurances sociales	Idem.	27.101
63-08. — Caisse primaire d'assurances sociales Familiale du Centre	Idem.	3 000
64-01. — Mutuelle familiale du Pays basque	Idem.	11.850
64-03. — Caisse primaire interprofessionnelle de Pau	Idem.	10.000
64-04. — Caisse primaire paritaire de la région de Bayonne	Idem.	11.400
65-05. — Le Travail des Basses-Pyrénées	Idem.	6.150
64-06. — Caisse primaire Saint-Charles	Idem.	1.750
64-07. — Caisse primaire mutualiste du Béarn à Pau	Idem.	9.383
64-10. — Caisse primaire de Saint-Jean-de-Luz-Ciboure	Idem.	1.000
64-30. — Caisse départementale des Basses-Pyrénées	Idem.	43.754
65-30. — Caisse départementale d'assurances sociales des Hautes-Pyrénées	Idem.	65.565
65 01. — La Mutuelle d'assurances sociales des Hautes-Pyrénées	Idem.	4.685
65-02. — Le Foyer de Bigorre	Idem.	7.185
65-03. — Industrielle des Hautes-Pyrénées	Idem.	28.286
65-04. — Caisse primaire du personnel des usines de la compagnie Alais, Froges et Camargue de la société des produits azotés	Idem.	3.615
69-01. — La Mutualité sociale du Rhône	Idem.	500.000
69-02. — Le Foyer lyonnais	Idem.	100.000
69-03 — Caisse primaire d'assurances sociales de la 11e société de secours mutuels à Lyon	Idem.	2.753
69-04. — Caisse primaire de l'union des sociétés de secours mutuels des papeteries Navarre et leurs filiales	Idem.	4.853
69-05 — Caisse Le Travail du Rhône	Idem.	130.250
69-06. — Le Bâtiment et industries diverses	Idem.	79.050
69-08. — Caisse primaire d'assurances sociales des travailleurs du livre et industries diverses.	Idem.	7.950
69-09. — Caisse primaire d'assurances sociales des usines de la compagnie de Saint-Gobain de la région lyonnaise	Idem.	10.000
69-10. — Caisse primaire d'assurances sociales de l'union mutualiste beaujolaise et des assurances sociales	Idem.	176.289
69-11 — Caisse primaire des employés de banque, d'agents de change, de bourse, comptables et clercs d'officiers ministériels	Idem.	10.758
69-12. — Caisse primaire interprofessionnelle d'assurances sociales de Belleville-sur-Saône et de la région	Idem.	1.000
69-13. — La Fraternelle à Lyon	Idem.	7.450
69-15. — Caisse primaire Caisse industrielle et commerciale	Idem.	198.500
69-30. — Caisse primaire départementale du Rhône	Idem.	800.000
71-04. — Caisse primaire de l'union des sociétés de secours mutuels du personnel des établissements Schneider	Idem.	125.915
71-05. — Caisse primaire de la société de secours mutuels n° 61 du personnel des établissements Schneider	Idem.	6.988
72-01. — Caisse familiale de la Sarthe	Primes de maternité, bons de lait.	540
72-01. — Caisse familiale de la Sarthe	Idem.	4.152
72-02. — Caisse primaire de Sainte-Jammes	Primes de maternité, primes d'allaitement lait condensé.	990
72-02. — Caisse primaire de Sainte-Jammes	Idem.	4.850
72-02. — Caisse primaire de Sainte-Jammes	Idem.	200
72-03. — Caisse primaire du groupe des mutuelles du Mans	Idem.	21.570
72-04. — Le Travail de la Sarthe	Idem.	6.300
72-30. — Caisse départementale de la Sarthe	Primes d'allaitement.	32.590
72-459. — Caisse régionale de réassurance des sociétés de secours mutuels agricoles de la Sarthe	Idem.	13.818
72-20. — Caisse départementale de la Sarthe	Primes de maternité.	5.610
73-30. — Caisse départementale d'assurances sociales de la Savoie	Idem.	14.707
73-01. — Caisse familiale d'assurances sociales	Idem.	1.250
73-02. — Caisse primaire mutuelle d'assurances sociales de la Savoie	Idem.	2.530
73-03. — Labor	Idem.	19.920
73-05 — Des établissements de la société d'électro-chimie et des électrodes de Savoie	Idem.	4.120
73-08 — Caisse primaire d'assurances sociales d'Aix-les-Bains	Idem.	2.979

CAISSES	EMPLOI DES BONIS	MONTANT
		francs.
74-01. — Caisse primaire de la Haute-Savoie	Primes de maternité.	3.850
74-03. — Caisse primaire professionnelle de la Haute-Savoie	Idem.	6.500
75-04. — Caisse primaire des assurances sociales du personnel des établissements Géo, la Nationale et la société des produits alimentaires	Primes et bons de lait.	5.475
75-08 — Caisse primaire d'assurances sociales de la Mutuelle des compteurs eau, gaz, électricité	Idem.	8.385
75-11 — Caisse primaire d'assurances sociales des commis du marché en banque	Idem.	24.105
75-12. — Caisse primaire de l'Union des industries métallurgiques et minières de la construction mécanique et des industries qui s'y rattachent	Idem.	2.550
75-17 — Caisse primaire de répartition de la Fédération mutualiste de la Seine	Idem.	665.442
75-18 — Caisse primaire d'assurances sociales du personnel du Comptoir national d'escompte de Paris	Idem.	30.000
75-20 — Personnel commercial de l'usine du Bourget et de la société Dunlop	Idem.	14.718
75-23 — Caisse primaire de l'Union des mutuelles	Idem.	9.737
75-24 — Caisse primaire du notariat de Paris et du département de la Seine	Idem.	7.250
75-26. — Caisse primaire de la fédération parisienne du bâtiment et des travaux publics	Idem.	438.639
75-27. — Caisse primaire maladie, maternité de la B. J. O. H. M. de luxe et des industries qui s'y rattachent	Idem.	50.000
75-28. — Caisse primaire des établissements Poliet et Chausson	Idem.	49.337
75-29 — Caisse primaire de la société anonyme Dubonnet	Idem.	617
75-30. — Caisse interdépartementale d'assurances sociales de Seine et Seine-et-Oise	Idem.	2.469
75-32. — Caisse primaire de la société de secours mutuels La Couture	Idem.	2.475
75-33. — Caisse primaire des malades de la rive gauche, Paris	Idem.	15.157
75-35. — Caisse primaire d'assurances sociales de la société de prévoyance et de secours mutuels de la boucherie de Paris Les Vrais amis	Idem.	4.745
75-38. — Caisse primaire de la Batellerie	Idem.	38.877
75-39. — Les prévoyants de la maison Hachette	Idem.	55.000
75-41. — Caisse primaire d'assurances sociales L'Union des travailleurs de France	Idem.	26.821
75-42. — Caisse primaire d'assurances sociales de la Mutualité hôtelière	Idem.	4.535
73-43 — Caisse primaire de l'Union des sociétés de secours mutuels La Sécurité mutuelle	Idem.	49.381
75-44 — Caisse primaire d'assurances sociales de la société libre de retraites et de secours mutuels constituée par le personnel de l'industrie du pétrole et des dérivés	Idem.	2.005
75-46. — Caisse primaire d'assurances sociales des employés de la Société générale	Idem.	115.606
75-47. — Caisse primaire d'assurances sociales du personnel des entreprises Citroën	Idem.	208.307
75-48. — Caisse primaire d'assurances sociales La Damoysienne	Idem.	5.650
75-49. — Caisse primaire d'assurances sociales des employés et ouvriers de restaurants, hôtels, brasseries, cafés, limonadiers	Idem.	7.133
75-50. — Caisse primaire d'assurances sociales de La Mutualité commerciale	Idem.	11.092
75-52. — Caisse primaire Le Travail à Paris	Idem.	69.201
75-56. — Caisse primaire d'assurances sociales des chauffeurs d'automobiles de France	Idem.	1.875
75-57. — Caisse primaire d'assurances sociales de l'industrie cinématographique	Idem.	10.340
75-59. — Caisse primaire d'assurances sociales La Saint-Michel	Idem.	450
75-60. — Caisse primaire d'assurances sociales de la cuisine, de la restauration et de l'hôtellerie française	Idem.	3.498
75-61. — Caisse primaire d'assurances sociales (répartition) de la Compagnie des agents de change de Paris	Idem.	41.883
75-62. — Caisse primaire d'assurances sociales (répartition) du personnel du Crédit commercial de France	Idem.	21.690
75-63. — Caisse primaire d'assurances sociales Les Ouvriers réunis	Idem.	5.275
75-64. — Caisse primaire d'assurances sociales de la société philanthropique l'Union du commerce	Idem.	58.028
75-65. — Caisse primaire d'assurances sociales des employés de la banque de l'Union parisienne	Idem.	3.036
75-66. — Caisse primaire d'assurances sociales de l'alimentation générale	Idem.	20.000
75-67. — Caisse primaire d'assurances sociales des employés de Banque et de Bourse	Idem.	8.808
75-67. — Caisse primaire d'assurances sociales des employés de banque et de bourse	Primes d'allaitement.	20.716
75-70. — Caisse primaire d'assurances sociales des employés du Crédit lyonnais	Idem.	200.350
75-73. — Caisse primaire d'assurances sociales de la Solidarité commerciale à Paris	Idem.	5.483
75-74. — Caisse primaire d'assurances sociales des employés et agents du Crédit foncier de France	Idem.	6.913
75-82. — Caisse primaire La Banque Adam	Idem.	6.920
75-3540. — Caisse de société mutuelle agricole et horticole de la Seine	Idem.	1.005
75-3690. — Caisse mutuelle agricole de la Seine et Seine-et-Oise	Idem.	9.517
78-01. — Assurance familiale de Seine-et-Oise	Idem.	27.492
78-06. — Caisse primaire interdépartementale d'assurances sociales des anciens combattants de Seine-et-Oise et de la région parisienne	Idem.	13.711
78-02. — Caisse primaire d'assurances sociales de Seine-et-Oise	Idem.	92.252
77-30. — Caisse primaire d'assurances sociales de Seine-et-Marne	Idem.	53.452
77-30. — Caisse primaire d'assurances sociales de Seine-et-Marne (section agricole)	Idem.	21.425
77-01. — Caisse primaire mutualiste de Seine-et-Marne	Primes prénatales.	5.570
77-01. — Caisse primaire mutualiste de Seine-et-Marne	Prime d'allaitement total.	32.685
77-01. — Caisse primaire mutualiste de Seine-et-Marne	Prime d'allaitement mixte.	1.250
77-252. — Union des sociétés de secours mutuels de Seine-et-Marne	Primes prénatales.	144
77-252. — Union des sociétés de secours mutuels de Seine-et-Marne	Prime d'allaitement total.	2.650
77-08. — Caisse primaire de l'Union interprofessionnelle des sociétés de secours mutuels de Seine-et-Marne	Bons de lait.	17.875
77-68. — Caisse primaire de l'Union interprofessionnelle des sociétés de secours mutuels de Seine-et-Marne	Primes et visite prénatales.	4.582
77-03. — Caisse primaire d'assurances sociales du personnel de l'usine de matériel électrique S. W	Primes et bons de lait.	1.335
77-06. — Caisse primaire d'assurances sociales de l'usine Courtalin	Idem.	1.100
79-02. — Caisse d'assurances sociales Le Travail des Deux-Sèvres	Idem.	2.750
79-154. — Caisse agricole de secours mutuels des Deux-Sèvres	Idem.	67.411
79-30. — Caisse départementale d'assurances sociales du département des Deux-Sèvres	Idem.	14 075
79-01. — Caisse primaire de répartition de la Fédération mutualiste départementale	Idem.	6.465
80-01. — La Familiale	Idem.	103.103
80-07. — Caisse d'assurances sociales Le Travail de la Somme	Idem.	218.875
80-04. — Caisse primaire d'assurances sociales de la Fédération des sociétés de secours mutuels du département de la Somme	Idem.	305.969

CAISSES	EMPLOI DES BONIS	MONTANT
		francs.
80-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales de la Somme	Primes et bons de lait.	399.592
80-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales de la Somme (section agricole).	Idem.	132.432
80-06. — Caisse primaire d'assurances sociales de la Mutuelle picarde du bâtiment	Idem.	42.712
80-311. — Société de secours mutuels La Famille picarde	Idem.	37.773
80-375. — Le Travail (agricole) de la Somme	Idem.	14.440
80-341. — Caisse mutuelle agricole de la Somme	Idem.	68.911
81-02. — La Familiale du Tarn	Idem.	6.300
81-04. — La Fraternelle tarnaise	Idem.	600
81-03. — La Famille métallurgiste	Idem.	4.770
81-30. — Caisse départementale du Tarn	Idem.	85.900
83-01. — Caisse primaire d'assurances sociales de la société de secours mutuels des Chantiers de la Seyne, de la Société anonyme des forges et chantiers de la méditerranée	Idem.	79.633
83-216. — Société de secours mutuels Carnot	Idem.	330
84-01. — La Mutualité vauclusienne	Idem.	6.300
85-01. — Caisse primaire d'assurances sociales de l'Union départementale des sociétés de secours mutuels de la Vendée	Idem.	52.981
85-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales de la Vendée	Idem.	18.308
86-30. — Caisse départementale des assurances sociales de la Vienne	Idem.	89.540
86-03. — Caisse primaire d'assurances sociales de la Vienne interprofessionnelle	Idem.	33.809
86-02. — Caisse primaire d'assurances sociales de l'Union des sociétés de secours mutuels de la Vienne	Idem.	27.933
86-01. — Caisse primaire Le Travail de la Vienne	Idem.	2.832
87-30. — Caisse primaire départementale de la Haute-Vienne	Primes d'allaitement.	65.807
87-02. — Caisse primaire de l'Union des sociétés de secours mutuels de la Haute-Vienne	Idem.	59.135
87-03 — Caisse de l'Union des employés et ouvriers des usines du Palais	Idem.	1.645
87-04 — Caisse professionnelle de la Haute-Vienne	Idem.	9.950
87-223. — Union fédérale des sociétés de secours mutuels de la Haute-Vienne	Idem.	1.320
88-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales des Vosges	Idem.	27.434
88-03. — Caisse primaire des Tubes de Vincey	Idem.	7.390
88-04. — Caisse mutualiste vosgienne	Idem.	25.000
88-06. — Caisse primaire de la Société nouvelle de la blanchisserie et teinturerie de Thaon	Idem.	11.100
88-10. — Caisse primaire d'assurances sociales des établissements A. Grosjean fils et Ce	Idem.	2.200
89-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales de l'Yonne	Idem.	32.063
89-01 — Caisse primaire mutualiste d'assurances sociales de l'Yonne	Idem.	12.879
89-288. — Société départementale agricole de secours mutuels et d'assurances sociales de l'Yonne	Idem.	1.325
89-04. — Caisse primaire des établissements Guillet fils et Ce	Idem.	937

3° *Divers.*

CAISSES	EMPLOI DES BONIS	MONTANT
		francs.
68-17. — Caisse primaire de la région de Pure	Ristournes aux cotisants.	(1) 19.225
13-02. — Caisse primaire mutualiste de répartition de la Société philanthropique des commis et employés de la ville de Marseille	Ristournes, avantages supplémentaires. Assurés affiliés à 13-2.	240.300
13-06 — Caisse primaire de la métallurgie de la région marseillaise	Ristournes, avantages supplémentaires. Assurés affiliés à 13-6.	4.353
23-30 — Caisse primaire départementale de la Creuse	Cures (supprimé).	159
49-297. — Caisse de secours mutuels La Familiale à Angers	Ristournes aux cotisants.	3.788
56-30. — Caisse départementale morbihannaise des assurances sociales	Majorations pour charges de famille.	44.862
75-17. — Caisse primaire de répartition de la Fédération mutualiste de la Seine	Caisse de réassurance Fédération mutualiste de la Seine pour continuation des soins aux assurés forclos de leurs droits.	97.448
75-41 — Caisse primaire d'assurances sociales Union des travailleurs de France	Ristournes aux cotisants.	25.278
75-61. — Caisse primaire d'assurances sociales (répartition) de la Compagnie des agents de change de Paris	Idem.	3.714
75-63. — Caisse primaire d'assurances sociales Les Ouvriers réunis	Prestations au delà de six mois.	906
75-64. — Caisse primaire d'assurances sociales de la société philanthropique l'Union du commerce	Indemnités journalières à femmes d'assurés.	38.273
75-64. — Caisse primaire d'assurances sociales de la société philanthropique l'Union du commerce	Indemnités supplémentaires.	172.330
75-47. — Caisse primaire d'assurances sociales Personnel des entreprises Citroën	Indemnités journalières après délai de carence.	171.219
75-61. — Caisse primaire d'assurances sociales (répartition) de la Compagnie des agents de change de Paris	Indemnités journalières après délai de carence.	15.000
75-73. — Caisse primaire d'assurances sociales de la Société commerciale à Paris	Idem.	5.456

(1) Ristournes versées aux assurés et employés au cours de l'année 1931, sur prélèvement effectué sur bonis 1930-31.

1° *Hôpitaux, cliniques, cabinets médicaux, dispensaires.*

CAISSES			MONTANT
			francs.
03-01. — Les Travailleurs mutualistes de l'Allier	Subvention caisse chirurgicale.	Union mutualiste de l'Allier.	39.360
05-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales des Hautes-Alpes	Subvention.	Dispensaire de Gap et Briançon.	2.500
05-01. — Caisse primaire mutualiste d'assurances sociales des Hautes-Alpes	Idem.	Idem.	500
06-01. — Caisse primaire fédérale mutualiste de répartition de la fédération des sociétés de secours mutuels des Alpes-Maritimes	Subvention caisse chirurgicale.	Fondation sociétés de secours mutuels.	80.000
06-02. — Caisse primaire de l'union familiale des sociétés de secours mutuels des Alpes-Maritimes	Subvention.	Dispensaire général Ferrix.	750
06-06. — Caisse primaire mutualiste d'assurances sociales de l'Union des sociétés de secours mutuels du canton de Menton	Subvention caisse chirurgicale.	Fondation sociétés de secours mutuels.	20.000
06-30. — Caisse primaire départementale des Alpes-Maritimes	Subvention.	Dispensaire B. C. G. à Nice.	6.000
06-30. — Caisse primaire départementale des Alpes-Maritimes	Idem.	Dispensaire d'hygiène sociale à Grasse.	600
07-01. — L'Union mutuelle ardéchoise	Achat d'un lit.	Hôpital hélio-marin d'Hyères.	30.000
09-30. — Caisse départementale des assurances sociales de l'Ariège	Subvention.	Dispensaire.	150.000
10-300. — Union des caisses primaires de l'Aube et de la Haute-Marne pour la réassurance	Idem.	Dispensaires départementaux d'hygiène sociale de l'Aube et de la Haute-Marne.	75.000
13-02. — Caisse primaire mutualiste de répartition de la société philanthropique des commis et employés de la ville de Marseille	Idem.	Clinique chirurgicale mutuelle des Bouches-du-Rhône.	51.420
13-03. — Caisse primaire mutualiste de répartition des prévoyants de la société provençale de constructions navales	Contrat.	Idem.	43.200
13-08. — Caisse primaire de répartition des cantons d'Aubagne, la Ciotat et Roquevaire	Subvention.	Mutuelle des Bouches-du-Rhône.	50.000
13-30. — Caisse primaire départementale des Bouches-du-Rhône	Idem.	Centre diagnostic des Bouches-du-Rhône.	14.586
16-30. — Caisse primaire départementale de la Charente	Idem.	Dispensaire.	3.000
19-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales de la Corrèze	Idem.	Office départemental d'hygiène sociale pour les dispensaires de la Corrèze.	10.000
23-30. — Caisse primaire départementale de la Creuse	Idem.	Dispensaire de la Creuse.	7.000
23-30. — Caisse primaire départementale de la Creuse (section agricole	Idem.	Idem.	3.000
31-30. — Caisse départementale d'assurances sociales de la Haute-Garonne	Installation du service radio-diagnostic et laboratoire.	Union des caisses.	250.000
32-30. — Caisse primaire départementale du Gers	Subvention.	Hôpital d'Auch.	20.911
40-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales des Landes	Idem.	Dispensaire d'hygiène sociale.	7.500
40-04. — Caisse primaire mutualiste de la commune de Morcenx et du canton	Idem.	Idem.	300
40-08. — Caisse primaire interprofessionnelle d'assurances sociales le Travail des Landes	Idem.	Idem.	1.000
42-13. — Union des sociétés professionnelles de secours mutuels de la métallurgie et de la construction mécanique et électrique de la Loire	Création et fonctionnement de trois dispensaires.	Idem.	86.000
46-30. — Caisse départementale du Lot	Subvention.	Idem.	1.000
46-01. — La Mutuelle familiale du Lot	Idem.	Idem.	200
46-70. — La Mutuelle agricole du Lot	Idem.	Idem.	300
47-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales du Lot-et-Garonne	Idem.	Dispensaire Grancher.	10.000
47-02. — La Familiale de l'Agenais	Idem.	Caisse chirurgicale.	150
47-331. — Mutualité agricole de Lot-et-Garonne	Idem.	Office départemental d'hygiène sociale.	2.000
51-08. — Caisse mutuelle champenoise d'assurances sociales	Idem.	Idem.	879
51-476. — Union départementale des caisses mutuelles agricoles de la Marne	Idem.	Idem.	5.000
52-09. — Caisse primaire d'assurances sociales de répartition des usines du Val-d'Osne	Idem.	Idem.	98
52-10. — Caisse primaire d'assurances sociales de l'Union des sociétés de secours mutuels de la métallurgie, de la région comprise entre Joinville exclus et le Sud du département	Idem.	Idem.	200
52-11. — Caisse primaire des forges de Courcelles	Idem.	Idem.	57
52-15. — Caisse primaire d'assurances sociales des fonderies de Dommartin-le-Franc	Idem.	Idem.	46
52-16. — Caisse primaire de Bayard	Idem.	Idem.	234
52-19. — Caisse primaire de la société A. Durennes à Wassy	Idem.	Idem.	1.000
52-24. — Caisse primaire d'Eurville-Bienville	Idem.	Idem.	188
52-25. — Caisse primaire de la société de secours mutuels de Saint-Dizier	Idem.	Idem.	1.184
52-27. — Caisse primaire d'assurances sociales du personnel de la société métallurgique de Champagne à Saint-Dizier	Idem.	Idem.	342

CAISSES			MONTANT
			francs.
52-30. — Caisse primaire départementale de la Haute-Marne.....	Subvention.	Office départemental d'hygiène sociale.	5.173
54-30. — Caisse départementale d'assurances sociales de Meurthe-et-Moselle	Idem.	Office d'hygiène sociale.	294.154
54-01. — Caisse d'assurances sociales de l'Union mutualiste de Meurthe-et-Moselle	Idem.	Idem.	66.641
54-03. — Caisse primaire du personnel des faïenceries de Badonviller.	Idem.	Idem.	1.278
54-04. — Caisse primaire du personnel des faïenceries de Lunéville et Saint-Clément.....	Idem.	Idem.	1.361
54-09. — Caisse primaire d'assurances sociales de Val et Châtillon..	Idem.	Idem.	3.947
54-10. — Caisse primaire d'assurances sociales du bâtiment, des travaux publics, des professions connexes.....	Idem.	Idem.	5.170
54-11. — Caisse primaire d'assurances sociales de l'automobile et des industries s'y rattachant.....	Idem.	Idem.	2.727
54-13. — Caisse primaire de la société d'Aubrives et Villerupt.....	Idem.	Idem.	4.227
54-14. — Caisse primaire d'Homécourt.....	Idem.	Idem.	14.267
54-15. — Caisse primaire des usines minières Jean Raty et Ce.....	Idem.	Idem.	3.750
54-16. — Caisse primaire du personnel des usines de la Providence de Réhon.....	Idem.	Idem.	11.722
54-17. — Caisse lorraine d'assurances sociales.....	Idem.	Idem.	63.144
54-18. — Caisse primaire de la Société lorraine et établissements Roch	Idem.	Idem.	3.231
54-22. — Caisse primaire d'assurances sociales des aciéries de Longwy et de ses sociétés filiales.....	Idem.	Idem.	8.373
54-24. — Caisse primaire d'assurances sociales des établissements de l'Est de la compagnie des forges de Châtillon, Commentry et de Neuves-Maisons	Idem.	Idem.	16.548
54-25. — Caisse primaire des usines métallurgiques de Frouard et Maxéville	Idem.	Idem.	4.115
54-26. — Caisse primaire de la société de faïenceries de Longwy....	Idem.	Idem.	2.929
54-27. — Caisse primaire des usines de Senelles.....	Idem.	Idem.	9.125
54-28. — Caisse primaire des usines Gouvy et Ce.....	Idem.	Idem.	2.083
54-29. — Caisse primaire de l'Union mutuelle lorraine.....	Idem.	Idem.	27.847
54-31. — Caisse primaire de répartition du personnel des forges de Jœuf.....	Idem.	Idem.	13.169
54-32. — Caisse primaire de l'industrie lunévilloise.....	Idem.	Idem.	1.976
54-33. — Caisse primaire du personnel de la Compagnie lorraine de charbons pour l'électricité et de la Compagnie des lampes.....	Idem.	Idem.	4.803
54-35. — Caisse primaire du personnel de la glacerie de Cirey.....	Idem.	Idem.	4.165
54-38. — Caisse primaire régionale et bancaire, Nancy.....	Idem.	Idem.	3.885
54-39. — Caisse primaire d'assurances sociales de la société anonyme des aciéries de Micheville.....	Idem.	Idem.	5.311
54-42. — Caisse primaire d'assurances sociales des aciéries de Pompey.	Idem.	Idem.	19.599
54-43. — Caisse primaire du personnel des salines de Tomblaine....	Idem.	Idem.	180
54-44. — Caisse primaire des usines de Pierrepont.....	Idem.	Idem.	2.132
54-45. — Caisse primaire d'assurances sociales de l'union nancéienne des sociétés de secours mutuels.....	Idem.	Idem.	47.525
54-46. — Caisse primaire des usines à chaux de Xeuilley.....	Idem.	Idem.	993
54-47. — Caisse primaire de la brasserie Saint-Nicolas.....	Idem.	Idem.	693
54-48. — Caisse primaire de la brasserie de Vézelise.....	Idem.	Idem.	1.659
54-49. — Caisse primaire des constructions électriques.....	Idem.	Idem.	1.087
54-22. — Caisse primaire d'assurances sociales des aciéries de Longwy et de ses sociétés filiales.....	Idem.	Dispensaire de Mont-Saint-Martin.	4.000
58-30. — Caisse primaire départementale de la Nièvre.....	Idem.	Institut départemental de bactériologie.	6.000
58-01. — Caisse mutuelle familiale de la Nièvre.....	Idem.	Comité d'hygiène sociale	1.000
59-18. — Caisse primaire d'assurances sociales La Flandre maritime.	Subvention pour création et fonctionnement d'un dispensaire.	Union de secours mutuels et caisse d'assurances sociales.	150.000
59-33. — Caisse de maladie de la mutualité du Nord, circonscription de Tourcoing et de ses cantons.....	Subvention.	Création d'un dispensaire.	39.107
59-45. — La Famille du Nord.....	Idem.	Dispensaires.	30.500
64-01. — Mutuelle familiale du pays basque.....	Idem.	Dispensaire de Saint-Jean-de-Luz.	1.000
64-03. — Caisse primaire interprofessionnelle de Pau.....	Idem.	Dispensaire.	1.000
64-05. — Le Travail des Basses-Pyrénées.....	Idem.	Idem.	6.248
65-30. — Caisse départementale d'assurances sociales des Hautes-Pyrénées	Idem.	Dispensaire d'hygiène sociale.	6.216
65-01. — La Mutuelle d'assurances sociales des Hautes-Pyrénées.....	Idem.	Idem.	719
70-02. — Union des sociétés de secours mutuels métallurgiques du département de la Haute-Saône.....	Idem.	Dispensaire de Lure.	500
70-05. — Caisse mutualiste de Saint-Loup.....	Idem.	Dispensaire de Lure et Vesoul.	2.000
70-150. — Société départementale des sociétés de secours mutuels agricoles de la Haute-Saône.....	Idem.	Comité départemental d'hygiène sociale.	40.000
72-03. — Caisse primaire du groupe des mutuelles du Mans.....	Idem.	Dispensaires.	20.325
75-39. — Les Prévoyants de la maison Hachette.....	Achat de deux lits fondation dans les hôpitaux.	Hôpital Saint-Joseph.	100.000
75-70. — Caisse primaire d'assurances sociales des employés du Crédit lyonnais	Caisse chirurgicale.	Idem.	200.000
75-70 — Caisse primaire d'assurances sociales des employés du Crédit lyonnais	Clinique (Athis-Mons).	Idem.	72.816
75-73. — Caisse primaire d'assurances sociales de la Solidarité commerciale à Paris.....	Idem.	Idem.	5.456
75-17. — Caisse primaire de répartition de la Fédération mutualiste de la Seine.....	Protection mères et enfants.	Service social à l'hôpital.	25.000

CAISSES			MONTANT
			francs.
75-27. — Caisse primaire maladie, maternité de la B. J. O. H. M. et des industries qui s'y rattachent	Subvention.	Union des sociétés de secours mutuels de la bijouterie.	75.000
75-52. — Caisse d'assurances sociales Le Travail, pour le département de la Seine	Idem.	Clinique médicale de la caisse.	838.895
75-57. — Caisse primaire d'assurances sociales de l'industrie cinématographique	Idem.	Dispensaire centre de dépistage.	64.355
75-64. — Caisse primaire d'assurances sociales de la société philanthropique l'Union du commerce	Idem.	Cabinet médical de la société de secours mutuels.	19.262
75-62. — Caisse primaire d'assurances sociales (répartition) du personnel du Crédit commercial de France	Idem.	Cabinet médical.	78.022
75-77. — Caisse primaire La Bellevilloise	Idem.	Dispensaire La Bellevilloise.	20.000
75-30. — Caisse interdépartementale d'assurances sociales de Seine et Seine-et-Oise	Idem.	Service social à l'hôpital.	187.500
75-38. — Caisse primaire de la batellerie	Création.	Dispensaire de la batellerie.	47.259
77-30. — Caisse primaire d'assurances sociales de Seine-et-Marne	Subvention.	Office d'hygiène sociale.	90.000
80-04. — Caisse primaire d'assurances sociales de la fédération des sociétés de secours mutuels du département de la Somme	Idem.	Idem.	10.000
80-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales de la Somme	Idem.	Idem.	4.000
80-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales de la Somme (section agricole)	Idem.	Idem.	1.000
80-06. — Caisse primaire d'assurances sociales de la Mutuelle picarde du bâtiment	Idem.	Idem.	500
83-30. — Caisse départementale du Var	Idem.	Centre d'hygiène et de prophylaxie.	17.456
83-03. — Caisse d'assurances sociales Le Travail, du département du Var	Idem.	Idem.	1.850
83-04. — Caisse primaire d'assurances sociales Société de secours mutuels des Chantiers de la Seyne, de la société anonyme des Forges et chantiers de la Méditerranée	Idem.	Idem.	9.693
83-05. — Caisse primaire l'Union varoise	Idem.	Idem.	746
83-07. — Caisse primaire Société de secours mutuels La Prévoyante du personnel de l'usine de la Londe-les-Maures de MM. Schneider et Cie aux Bormettes par la Londe-les-Maures	Idem.	Idem.	133
84-30. — Caisse départementale de Vaucluse	Idem.	Office d'hygiène sociale.	43.579
84-01. — La Mutualité vauclusienne	Idem.	Idem.	10.000
84-02. — La Comtadine	Idem.	Idem.	5.000
84-547. — Caisse régionale de secours mutuels agricole d'Avignon	Idem.	Idem.	9.766
86-03. — Caisse primaire d'assurances sociales de la Vienne interprofessionnelle	Subvention pour création dispensaire et garderie enfants d'assurés.	Dispensaire Croix-Rouge	25.000
02-30. — Caisse départementale des assurances sociales de l'Aisne	Subvention.	Dispensaire.	10.000
02-04. — La Mutualité coopérative de Saint-Quentin	Idem.	Idem.	2.000
02-05. — La répartition mutualiste de l'Aisne et départements limitrophes	Idem.	Idem.	24.000
75-46. — Caisse primaire des assurances sociales des employés de la Société générale	Subventions	Maison de santé Neuilly (chirurgie).	26.750
		Maison de santé Neuilly (accouchement).	25.000
		Clinique rue Blomet.	25.000
		Clinique Les Charmilles.	35.000
		Clinique Marseille.	10.497
		Clinique Bordeaux.	6.680
		Clinique Montpellier.	1.500
		Clinique Moulins.	1.874
		Clinique Saint-Etienne.	6.120
		Clinique des Alpes-Maritimes.	6.271
		Clinique du Gard.	1.145
		Clinique de Vaucluse.	1.551
		Clinique de Lyon.	3.100
75-39. — Les Prévoyants de la maison Hachette	Création.	Dispensaire.	165.000

2° *Maisons de convalescence et de repos.*

CAISSES			MONTANT
			francs.
06-02. — Caisse primaire de l'Union familiale des sociétés de secours mutuels des Alpes-Maritimes	Subvention.	La Ruche, à Saorge.	800
66-02. — Caisse primaire de l'Union familiale des sociétés de secours mutuels des Alpes-Maritimes	Idem.	J. O. C., à Berthemont.	500
13-10. — Caisse primaire d'assurances sociales Méditerranée	Acquisition.	Maison de repos, propr. 13-10.	246.404
25-02. — Mutualité familiale du Doubs	Participation à la création de la maison de repos de Loulans-les-Forges.		34.773

CAISSES			MONTANT
			francs.
33-01. — Caisse primaire d'assurances sociales de Guyenne et Gascogne	Maison de convalescence.	»	2.982
33-30. — Caisse départementale d'assurances sociales de la Gironde...	Idem.	»	792.707
42-01. — Le Travail de la Loire	Subvention.	Maison de convalescence et de repos du Bois d'Oingt.	50.000
42-42. — La familiale de la Loire	Frais d'hospitalisation.	Maison de convalescence et de repos.	5.156
70-01. — La Fraternelle	Participation.	Maison de convalescence et de repos de Loulans.	7.000
73-06. — Du personnel des usines d'Ugine	Subvention.	Maison de convalescence.	15.000
75-07. — Caisse primaire d'assurances sociales du personnel de la Société générale de crédit industriel et commercial	Participation Maison du Petit Pien.	Union Banque et Bourse.	43.400
75-32. — Caisse primaire de la Société de secours mutuels La Couture	Idem.	Idem.	2.458
75-38. — Caisse primaire de la Batellerie	Idem.	Idem.	13.484
75-62. — Caisse primaire d'assurances sociales (répartition) du personnel du Crédit commercial de France	Subvention.	Maison de repos du Petit Pien.	41.800
75-67. — Caisse primaire d'assurances sociales des employés de Banque et de Bourse	Idem.	Maison de repos.	191.000
75-70. — Caisse primaire d'assurances sociales des employés du Crédit lyonnais	Union départementale des employés de banque et de bourse.	Maison de repos du Petit Pien.	1.400
83-08. — Caisse d'assurances sociales du commerce et de l'industrie...	Création.	Maison de repos de Cotignac.	18.000
75-46. — Caisse primaire d'assurances sociales des employés de la Société générale	Subvention.	Maison de repos du Petit Pien.	302.800

3° *Colonies de vacances.*

CAISSES			MONTANT
			francs.
01-01. — Caisse primaire d'assurances sociales du bâtiment et des travaux publics de l'Ain	Subvention.	Œuvre laïque des enfants à la montagne.	(1) 150.000
01-02. — Caisse primaire d'assurances sociales l'Union mutualiste de l'Ain	Idem.		
01-03 — Caisse primaire d'assurances sociales dite « Des aplatisseurs »	Idem.		
01-05. — Caisse primaire d'assurances sociales la Mutuelle familiale populaire de l'Ain à Bourg	Subvention.		
01-06. — Caisse primaire d'assurances sociales la Mutuelle familiale de Saint-Rambert	Idem.	Œuvre départementale des colonies de vacances.	(1) 150.000
01-07. — Caisse primaire d'assurances sociales de Bellegarde	Idem.		
01-11. — Caisse primaire régionale de Trévoux	Idem.		
01-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales de l'Ain	Idem.		
03-01. — Les travailleurs mutualistes de l'Allier	Camps de vacances.	Association des camps de vacances.	22.492
03-04. — Le Travail de l'Allier	Subvention.		17.430
03-30. — Caisse départementale des assurances sociales de l'Allier	Idem.	Office hygiénique de l'Allier.	20.000
05-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales des Hautes-Alpes	Création colonies de vacances.		33.970
05-01. — Caisse primaire mutualiste d'assurances sociales des Hautes-Alpes	Subvention.		12.625
06-02. — Caisse primaire de l'Union familiale des sociétés de secours mutuels des Alpes-Maritimes	Idem.	Don Bosco, à Caussoles.	800
07-30. — Caisse primaire départementale de l'Ardèche	Enfants à la montagne et à la mer.	Colonies de vacances.	3.800
07-01. — L'Union mutualiste ardéchoise	Idem.	Idem.	11.800
07-02. — Le Foyer ardéchois	Idem.	Idem.	500
07-03. — Caisse primaire d'assurances sociales du Haut-Vivarais	Idem.	Idem.	4.500
07-04. — Caisse primaire d'assurances sociales de la Basse-Ardèche	Idem.	Idem.	700
07-249. — Caisse mutualiste agricole d'assurances sociales de l'Ardèche	Idem.	Idem.	200
09-30. — Caisse départementale d'assurances sociales de l'Ariège	Colonies de vacances.	Idem.	9.968
11-30. — Caisse primaire départementale de l'Aude	2 fr. par enfant et par jour	Idem.	920
13-30. — Caisse primaire départementale des Bouches-du-Rhône	Subvention à œuvre.	Enfants à la montagne, à Arles.	15.000
15-30. — Caisse départementale d'assurances sociales du Cantal	Envoi enfants assistés à la mer.	Idem.	5.000
16-30 — Caisse primaire départementale de la Charente	Subvention à œuvre.	Colonies de vacances.	13.000
16-01. — Union mutualiste de l'arrondissement d'Angoulême	Idem.	Idem.	8.000
16-02. — Caisse primaire mutualiste de l'arrondissement de Cognac	Idem.	Idem.	8.000

(1) Accordées par l'intermédiaire de l'Union des caisses.

CAISSES			MONTANT
			francs.
19-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales de la Corrèze	Subventions à œuvre.	Colonies de vacances.	14.500
19-03. — Caisse primaire interprofessionnelle de la Corrèze	Idem.	Idem.	3.372
21-30. — Caisse primaire départementale de la Côte-d'Or	Idem.	Idem.	6.075
21-03. — Industries métallurgiques et connexes de Dijon et de la Côte-d'Or	Idem.	Idem.	600
21-09. — Beaune et le département de la Côte-d'Or	Idem.	Idem.	800
21-10. — Commerce et industrie à Dijon	Idem.	Idem.	550
23-30. — Caisse primaire départementale de la Creuse	Idem.	Idem.	6.610
23-01. — Caisse mutualiste départementale à Guéret	Idem.	Idem.	1.000
23-01. — Caisse mutualiste départementale (section agricole), Guéret.	Idem.	Idem.	200
23-02. — Caisse primaire de répartition de la Société interprofessionnelle de secours mutuels du commerce et de l'industrie de la région de Guéret	Idem.	Idem.	600
24-30. — Caisse primaire départementale de la Dordogne	Idem.	Idem.	17.110
24-05. — Le Travail à Périgueux	Idem.	Idem.	6.810
28-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales d'Eure-et-Loir	Idem.	Abbaye de l'Ormeau, Saint-Denis-d'Oléron.	6.956
28-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales d'Eure-et-Loir	Idem.	Idem.	3.441
29-30. — Caisse départementale du Finistère	Idem.	Colonies de vacances.	37.253
29-02. — Union finistérienne mutualiste	Idem.	Idem.	41.702
29-01. — Caisse primaire interprofessionnelle du Finistère	Idem.	Idem.	11.872
31-13. — Caisse primaire de répartition « La Famille toulousaine »	Idem.	Idem.	2.160
32-30. — Caisse primaire départementale du Gers	Idem.	Idem.	250
33-18. — Caisse primaire de Libourne	Idem.	Idem.	6.000
33-30 — Caisse départementale d'assurances sociales de la Gironde	Idem.	Idem.	18.800
39-30. — Caisse départementale du Jura	Idem.	Idem.	4.101
39-01. — Familiale du Jura	Idem.	Idem.	2.301
39-03. — Caisse de l'Union mutualiste du Jura	Idem.	Idem.	3.924
40-30. — Caisse primaire départementale des Landes	Idem.	Idem.	19.600
40-01. — Caisse mutuelle familiale des travailleurs des Landes	Subvention.	Idem.	4.480
42-06. — Union mutualiste stéphanoise	Idem.	Idem.	60.000
42-12. — La Familiale de la Loire	Idem.	Idem.	2.690
42-08. — Caisse répartition de la vallée du Gier à Saint-Chamond	Idem.	Idem.	77.934
42-13. — Union des sociétés professionnelles de secours mutuels de la métallurgie, de la construction mécanique et électrique de la Loire	Idem.	Idem.	14.000
43-30. — Caisse départementale de la Haute-Loire	Idem.	Idem.	2.750
43-04. — Caisse primaire de répartition des familles ouvrières du Puy et de Brioude	Idem.	Idem.	4.200
45-30. — Caisse primaire départementale du Loiret	Indemnité de 1 fr. par jour et par enfant.	Œuvre montargeoise.	(1) 337
46-30. — Caisse départementale du Lot	»	Colonies de vacances.	(2) 7.298
47-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales du Lot-et-Garonne	Subvention.	Idem.	15.000
49-03. — Caisse primaire de répartition d'assurances sociales Le Travail, Angers	Idem.	Idem.	7.391
49-04. — Fédération départementale des sociétés de secours mutuels et de prévoyance de Maine-et-Loire	Idem.	Idem.	1.413
51-08. — Caisse mutuelle champenoise d'assurances sociales	Idem.	Idem.	23.488
52-10. — Caisse primaire d'assurances sociales de l'Union des sociétés de secours mutuels de la métallurgie de la région comprise entre Joinville exclus et le Sud du département de la Haute-Marne	Idem.	Idem.	240
52-14. — Caisse familiale, Chaumont	Idem.	Idem.	1.000
52-16. — Caisse primaire de Bayard	Idem.	Idem.	6.000
54-27. — Caisse primaire des usines de Senelles	Idem.	Idem.	44.565
54-28. — Caisse primaire des usines Gouvy et Ce	Idem.	Idem.	2.208
54-31. — Caisse primaire de répartition du personnel des forges de Jœuf	Idem.	Idem.	9.180
58-30. — Caisse primaire départementale de la Nièvre	Frais de séjour.	Œuvre des enfants à la montagne.	11.499
58-30. — Caisse primaire départementale de la Nièvre	Idem.	Œuvre des enfants à la mer.	3.990
58-04. — Caisse primaire mutualiste Union des sociétés de secours mutuels de la Nièvre	Idem.	Œuvre des enfants à la montagne.	28.690
58-05. — Caisse primaire d'assurances sociales de la métallurgie nivernaise	Idem.	Œuvre des enfants à la mer.	58.380
59-05. — Caisse primaire d'assurances sociales de l'arrondissement de Valenciennes	Idem.	Colonies de vacances.	101.876
59-14. — La Famille prévoyante de Douai	Idem.	Idem.	17.854
59-18. — Caisse primaire d'assurances sociales La Flandre maritime	Idem.	Idem.	25.202
62-11. — Caisse primaire d'assurances sociales de la société de secours mutuels familiale interprofessionnelle	Participation aux frais.	Mutualité familiale interprofessionnelle du Pas-de-Calais-Ouest.	25.000
63-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales du Puy-de-Dôme	Subvention.	Association des colonies de vacances aux Sables-d'Olonne.	20.000
63-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales du Puy-de-Dôme	Frais de séjour d'enfants.	»	7.980
63-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales du Puy-de-Dôme	Subvention.	Œuvre des enfants à la montagne.	3.000

(1) Sur bonis.
(2) Sur risques.

CAISSES			MONTANT
			francs.
63-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales du Puy-de-Dôme	Frais de séjour.	Œuvre des enfants à la montagne.	26.400
63-01. — Caisse primaire d'assurances sociales de l'union des sociétés de secours mutuels du Puy-de-Dôme	Subvention.	Colonie de Kernetra (Sables-d'Olonne).	5.000
63-08. — Caisse primaire d'assurances sociales Familiale du Centre..	Idem.	Colonies de vacances.	2.000
63-08. — Caisse primaire d'assurances sociales Familiale du Centre..	Indemnité journalière.	Idem.	14.171
81-30. — Caisse départementale du Tarn	Préventorium de Briol (Tarn).	Idem.	59.001
86-02. — Caisse primaire d'assurances sociales de l'union des sociétés de secours mutuels de la Vienne	Subvention pour acquisition camp de vacances.	Fédération mutualiste du Centre-Ouest.	4.470
87-30. — Caisse primaire départementale de la Haute-Vienne	Subvention.	Colonies de vacances.	59.978
87-01. — Caisse primaire familiale de la Haute-Vienne	Idem.	Idem.	25.000
87-02. — Caisse primaire Union des sociétés de secours mutuels de la Haute-Vienne	Idem.	Idem.	53.001
88-02. — Caisse primaire du groupement de la filature de la Vologne.	Idem.	Idem.	6.400
85-30. — Caisse départementale d'assurances sociales de la Vendée.	Idem.		
02-30. — Caisse départementale des assurances sociales de l'Aisne..	Idem.	Camp de vacances.	89.571
02-05. — La Répartition mutualiste de l'Aisne et départements limitrophes		Colonies de vacances.	15.946
26-01. — Caisse mutualiste drômoise de répartition	Idem.	Idem.	17.315
26-02. — Caisse primaire Le Travail de la Drôme	Idem.	Idem.	6.900
26-03. — Caisse familiale d'assurances sociales à Valence	Idem.	Idem.	2.600
26-04. — Caisse mutualiste de répartition de Romans et Bourg-de-Péage	Idem.	Idem.	5.500
26-06. — Caisse primaire de répartition La Fraternelle des usines Fenestrier	Idem.	Idem.	4.200
26-30. — Caisse départementale de répartition de la Drôme	Idem.	Idem.	500
26-320. — Mutuelle agricole départementale de la Drôme	Idem.	Idem.	9.900
64-01. — Mutuelle familiale du pays basque	Frais de séjour.	Idem	300
		Œuvre de colonies de vacances et de grand air et œuvre enfantine.	900
64-04. — Caisse primaire paritaire de la région de Bayonne	Subvention.	Coopérative à Bayonne.	1.200
64-05. — Le Travail des Basses-Pyrénées	Idem.	Colonie de vacances.	1.650
65-04. — Caisse primaire du personnel des usines de la Compagnie Alais, Froges et Camargue de la Société des produits azotés	Frais de séjour.	Idem.	2.625
72-01. — Caisse familiale de la Sarthe	Cure.	Enfants à la mer.	165
72-02. — Caisse primaire de Saint-Jammes	Achat de 7 lits.	Colonie de vacances	
72-03. — Caisse primaire Groupe des mutuelles du Mans	Achat de 12 lits.	de Tréboul.	
72-03. — Caisse primaire Groupe des mutuelles du Mans	Achat de 6 lits.	Colonie de vacances de Perseigne.	80.000
72-04. — Le Travail de la Sarthe	Achat de 6 lits.	Colonie de vacances de Tréboul.	33.000
72-30. — Caisse départementale de la Sarthe	Subvention.	Idem.	130.000
72-30. — Caisse départementale de la Sarthe	Idem.	Colonie de vacances de Perseigne.	20.000
73-05. — Caisse des établissements de la Société d'électrochimie et des électrodes de Savoie	Idem.	Colonie de vacances.	50.000
73-08. — Caisse primaire d'assurances sociales d'Aix-les-Bains	Idem.	Idem.	776
75-20. — Personnel commercial de l'usine du Bourget de la société Dunlop	Idem.	Idem.	4.273
75-57. — Caisse primaire d'assurances sociales de l'industrie cinématographique	Idem.	Idem.	6.038
79-30. — Caisse départementale d'assurances sociales des Deux-Sèvres.	Idem.	Idem.	12.839
79-01. — Caisse primaire de répartition de la Fédération mutualiste départementale des Deux-Sèvres	Idem.	Fédération du Centre-Ouest, camp de vacances.	13.506
79-02. — Caisse d'assurances sociales Le Travail des Deux-Sèvres	Idem.	Colonie de vacances.	9.620

4° Œuvres maternelles ou infantiles.

CAISSES			MONTANT
			francs.
01-01. — Caisse primaire d'assurances sociales du Bâtiment et des Travaux publics			
01-02. — Caisse primaire d'assurances sociales l'Union mutualiste de l'Ain			
01-03. — Caisse primaire d'assurances sociales dite Des Aplatisseurs..			
01-05. — Caisse primaire d'assurances sociales La Mutuelle familiale populaire de l'Ain à Bourg	Subventions.	Mutualité maternelle départementale.	20.000
01-06. — Caisse primaire d'assurances sociales La Mutuelle familiale de Saint-Rambert			
01-07. — Caisse primaire d'assurances sociales de Bellegarde			
01-11. — Caisse primaire régionale de Trévoux			
01-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales de l'Ain			
03-01. — Les Travailleurs mutualistes de l'Allier	Subvention Goutte de lait.	Association moulinoise pour la protection de l'enfance.	3.000
03-30. — Caisse départementale d'assurances sociales de l'Allier	Idem.	Œuvre pour la protection de l'enfance.	5.000

CAISSES			MONTANT
			francs.
06-01. — Caisse primaire fédérale mutuelle de répartition de la Fédération des sociétés de secours mutuels des Alpes-Maritimes....	Subvention.	Fédération des sociétés de secours mutuels (mutualité-maternité).	90.000
06-06. — Caisse primaire mutuelle d'assurances sociales de l'union des sociétés de secours mutuels du canton de Menton.....	Idem.	Idem.	10.000
		Société de la protection de l'enfance et Goutte de lait, à Nice.	2.500
		Œuvre du lait maternel, à Nice.	3.000
06-30. — Caisse primaire départementale des Alpes-Maritimes.....	Idem.	Œuvre de la crèche de la ville de Grasse.	300
08-02. — Caisse primaire d'assurances sociales de Vireux-Molhain-Blagny	Subvention pour consultation de nourrissons.	Goutte de lait, à Antibes.	2.400
		Œuvre crèches de Nice.	1.000
		Caisse secours de Blagny.	15.000
13-01. — Caisse primaire mutualiste de répartition du Gond Conseil de la mutualité des Bouches-du-Rhône, Union départementale des sociétés de secours mutuels des Bouches-du-Rhône.....	Subvention au service maternité.	Dispensaire de la caisse primaire de Port-de-Bouc.	500
13-02. — Caisse primaire mutualiste de répartition de la Société philanthropique des commis et employés de la ville de Marseille.....	Organe service maternité-nourrissons.	Société philanthropique des commis et employés de la ville de Marseille.	11.490
13-09. — Caisse primaire d'assurances sociales des usines de Port-de-Bouc	Prime fréquente pour nourrissons.	Dispensaire de Port-de-Bouc.	5.695
13-09 — Caisse primaire d'assurances sociales des usines de Port-de-Bouc	Subvention.	Idem.	4.290
13-30. — Caisse primaire départementale des Bouches-du-Rhône.....	Idem.	Idem.	3.000
17-05. — Caisse primaire des assurances sociales des sociétés de secours mutuels de l'arrondissement de Saintes.....	Idem.	Mutuelle maternelle et enfantine.	100
17-572. — Caisse régionale agricole de l'Union des sociétés de secours mutuels agricoles de la Charente.....	Idem.	Idem.	50
20-30 — Caisse primaire départementale d'assurances sociales de la Corse	Idem.	Crèche de Bastia.	14.998
	Idem.	Pouponnière d'Ajaccio.	235.000
21-30. — Caisse primaire départementale de la Côte-d'Or.....	Idem.	La Pouponnière.	14.093
21-30. — Caisse primaire départementale de la Côte-d'Or.....	Idem.	Œuvre Grancher.	14.633
21-05. — Industries métallurgiques et connexes de Dijon et de la Côte-d'Or	Idem.	Idem.	2.100
21-10. — Commerce et industrie de la Côte-d'Or.....	Idem.	Idem.	217
25-02 — Mutualité familiale du Doubs.....	Idem.	Infirmières visiteuses de l'enfance de Besançon.	1.160
29-30. — Caisse départementale du Finistère.....	Idem.	Œuvre Grancher.	75.000
29-02. — Union finistérienne mutualiste.....	Idem.	Cantine scolaire de Saint-Marc.	300
32-30. — Caisse primaire départementale du Gers.....	Idem.	Œuvre des orphelins du Bois-d'Auch.	20
33-01. — Caisse primaire d'assurances sociales de Guyenne et Gascogne	Organisation contrôle maternité.	Fédération œuvres girondines de protection de l'enfance.	(1) 4.837
33-06. — Caisse primaire des sociétés de secours mutuels des environs de Laubardemont.....	Contrôle de maternité.	Idem.	4.110
33-18. — Caisse primaire de Libourne.....	Idem.	Idem.	4.000
33-30. — Caisse départementale d'assurances sociales de la Gironde..	Idem.	Idem.	20.000
33-30. — Caisse départementale d'assurances sociales de la Gironde..	Examen et contrôle maternité dans locaux caisse.		88.214
33-30. — Caisse départementale d'assurances sociales de la Gironde..	Création garderie scolaire.		293.263
38-05. — Du personnel des tréfileries, des laminoirs du Havre du département de l'Isère.....	Subvention.	Centre d'hygiène sociale de Charvieu.	15.000
42-01. — Le Travail de la Loire.....	Primes et bons de lait.	Mutualité maternelle.	26.476
42-09. — Caisse primaire de répartition des sociétés de secours mutuels de la région roannaise à Roanne.....	Subvention.	Dispensaire et œuvres maternelles et infantiles.	50.000
43-30. — Caisse départementale de la Haute-Loire.....	Création, matériel, subvention.	Consultation nourrissons.	13.310
43-04. — Caisse primaire de répartition des familles ouvrières du Puy et de Brioude.....	Subvention.	Idem.	3.000
45-30. — Caisse primaire départementale du Loiret.....	Indemnité de 1 fr. par jour et par enfant.	Ecole de plein air de la ville d'Orléans.	(2) 1.184
45-04. — Caisse interprofessionnelle du Loiret des assurances sociales.	Subvention.	Service social d'allocations familiales.	(3) 9.600
47-03. — Caisse primaire interprofessionnelle d'assurances sociales de l'arrondissement d'Agen.....	Idem.	Consultation nourrissons.	650
50-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales de la Manche.....	Don.	Service de maternité des hôpitaux.	27.000
50-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales de la Manche.....	Idem.	Protection de l'enfance.	800
50-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales de la Manche.....	Idem.	Consultation de nourrissons.	1.000
54-02. — Caisse primaire du personnel des usines de Gorcy.....	Subvention.	Idem.	13.205
54-13. — Caisse primaire de la société d'Auberives et Villerupt.....	Traitement des enfants par R. U.-V.		2.832

(1) Forfait versé par maternité contrôlée.
(2) Sur boni.
(3) Sur prestations.

CAISSES			MONTANT
			francs
54-22. — Caisse primaire d'assurances sociales des Aciéries de Longwy et de ses sociétés filiales	Subvention.	Œuvres maternelles ou infantiles diverses.	26.730
54-31. — Caisse primaire de répartition du personnel des Forges de Jœuf	Primes d'assiduité aux femmes d'assurés.	Consultation de nourrissons de Jœuf, Homécourt et communes avoisinantes.	3.480
54-31. — Caisse primaire de répartition du personnel des Forges de Jœuf	Subvention pour sage-femme assistante.		1.800
54-31. — Caisse primaire de répartition du personnel des Forges de Jœuf	Subvention.	Inspection médicale gratuite des écoles de Jœuf.	3.000
59-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales du Nord	Idem.	Remboursement des visites prénatales, consultation de nourrissons.	136
59-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales du Nord	Idem.	Œuvre sauvegarde des nourrissons.	940
60-30. — Caisse primaire départementale de l'Oise	Idem.	Enfance déficiente.	10.000
60-30. — Caisse primaire départementale de l'Oise	Idem.	Centre municipal de Creil des enfants anormaux.	5.000
60-04. — Caisse fraternelle d'assurances sociales de l'Oise	Idem.	Enfance déficiente.	10.000
63-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales du Puy-de-Dôme	Idem.	Société d'éducation populaire du quartier du Port.	1.000
64-07. — Caisse primaire mutualiste du Béarn à Pau	Idem.	Œuvre maternelle et infantile.	10.000
64-30. — Caisse départementale des Basses-Pyrénées	Idem.	Fédération départementale de protection maternelle et infantile.	100.000
64-446. — Caisse régionale de secours mutuels agricole du Bassin de l'Adour	Idem.	Œuvre maternelle et infantile.	15.000
65-30. — Caisse départementale d'assurances sociales des Hautes-Pyrénées	Idem.	Société protectrice de l'enfance.	394
65-30. — Caisse départementale d'assurances sociales des Hautes-Pyrénées	Idem.	Protection maternelle et infantile.	8.399
65-30. — Caisse départementale d'assurances sociales des Hautes-Pyrenees	Idem.	Consultations prénatales.	1.972
65-01. — La Mutuelle d'assurances sociales des Hautes-Pyrénées	Idem.	Société protectrice de l'enfance.	47
65-01. — La Mutuelle d'assurances sociales des Hautes-Pyrénées	Idem.	Protection maternelle et infantile.	972
65-01. — La Mutuelle d'assurances sociales des Hautes-Pyrénées	Idem.	Consultations prénatales.	233
65-02. — Le Foyer de Bigorre	Idem.	Idem.	392
65-03. — Industrielle des Hautes-Pyrénées	Idem.	Idem.	500
65-04. — Caisse primaire du personnel des usines de la Compagnie Alais, Froges et Camargue de la Société des produits azotés	Idem.	Idem.	413
66-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales des Pyrénées-Orientales	Idem.	Œuvre de la protection de l'enfance.	1.250
68-01. — Caisse primaire d'assurances sociales de la société de secours mutuels n° 2 du territoire de Belfort	Idem.	Goutte de lait.	1.170
68-01. — Caisse primaire d'assurances sociales de la société de secours mutuels n° 2 du territoire de Belfort	Idem.	Idem.	406
68-02. — Caisse familiale d'assurances sociales du territoire de Belfort	Idem.	Idem.	900
68-03. — Caisse primaire d'assurances sociales Le Travail, du territoire de Belfort	Idem.	Idem.	298
68-04. — Caisse primaire de l'Union des sociétés de secours mutuels approuvées et libres du territoire de Belfort	Idem.	Idem.	1.259
68-04. — Caisse primaire de l'Union des sociétés de secours mutuels approuvées et libres du territoire de Belfort	Idem.	Idem.	2.000
73-06. — Du personnel des usines d'Ugine	Idem.	Œuvre maternelle et infantile.	36.000
75-03. — Caisse primaire d'assurances sociales Union et Travail à Paris	Idem.	Mutualité maternelle.	10.000
75-46. — Caisse primaire d'assurances sociales des employés de la Société générale	Idem.	Idem.	302.800
75-10. — Caisse primaire d'assurances sociales des commis du marché en banque	Participation de l'abonnement de lits de maternité.	Maison de santé de Neuilly.	14.640
75-17. — Caisse primaire de répartition de la Fédération mutualiste de la Seine	Subvention consultations prénatales.	Mutualité maternelle.	50.000
75-30. — Caisse interdepartementale d'assurances sociales de Seine et Seine-et-Oise	Consultations de nourrissons.	Office de protection maternelle ou infantile de la Seine.	56.522
75-30. — Caisse interdépartementale d'assurances sociales de Seine et Seine-et-Oise	Subvention.	Idem.	200.000
75-30. — Caisse interdépartementale d'assurances sociales de Seine et Seine-et-Oise	Idem.	Idem.	300.000
75-39. — Les Prévoyants de la Maison Hachette	Surveillance femmes en couches et nourrissons.	Mutualité maternelle.	2.000
75-43. — Caisse primaire de l'Union des sociétés de secours mutuels La Sécurité mutuelle	Abonnement forfaitaire d'accouchement.		30.250

CAISSES			MONTANT
			francs.
75-44. — Caisse primaire d'assurances sociales de la Société libre de retraites et de secours mutuels constituée par le personnel de l'industrie du pétrole et des dérivés	Subvention.	Œuvre maternelle.	100
75-46. — Caisse primaire d'assurances sociales des employés de la Société générale	Surveillance femmes en couches et nourrissons.	Mutualité maternelle.	10.000
75-64. — Caisse primaire d'assurances sociales de la société philanthropique l'Union du commerce	Subvention.	Mutualité maternelle (Paris).	10.000
77-30. — Caisse primaire d'assurances sociales de Seine-et-Marne	Idem.	Œuvre Grancher.	12.000
84-01. — La Mutualité vauclusienne	Idem.	Comité des mères abandonnées.	5.000
84-01. — La Mutualité vauclusienne	Idem.	Mutualité maternelle.	250
84-02. — La Comtadine	Idem.	Idem.	500
87-02. — Caisse primaire de l'Union des sociétés de secours mutuels de la Haute-Vienne	Idem.	Mutualité maternelle « Le Berceau ».	100.000
87-223. — Union fédérale des sociétés de secours mutuels de la Haute-Vienne	Layette à chaque nouveau-né.	Enfants d'assurés.	9.760
85-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales de la Vendée	Subvention.	Œuvre Grancher.	300
26-01. — Caisse mutualiste drômoise de répartition	Idem.	Consultations prénatales ou post-natales.	1.787
26-02. — Caisse primaire Le Travail de la Drôme	Idem.	Idem.	1.890
26-03. — Caisse familiale d'assurances sociales de la Drôme	Idem.	Idem.	66
26-04. — Caisse mutualiste de répartition de Romans et Bourg-de-Péage	Idem.	Idem.	2.632
26-06. — Caisse primaire de répartition Fraternelle des usines Fenestrier	Idem.	Idem.	897
26-30. — Caisse départementale de répartition de la Drôme	Idem.	Idem.	14.743
26 320. — Mutuelle agricole départementale à Valence	Idem.	Idem.	480

5° *Lutte antituberculeuse, sanatoria, préventoria.*

CAISSES			MONTANT
01-01. — Caisse primaire d'assurances sociales du bâtiment et des travaux publics de l'Ain	Subventions.	Dispensaire antituberculeux de Bourg.	(1) 45.000
01-02. — Caisse primaire d'assurances sociales l'Union mutualiste de l'Ain			
01-03. — Caisse primaire d'assurances sociale dite des Aplatisseurs			
01-05. — Caisse primaire d'assurances sociales La Mutuelle familiale populaire de l'Ain, à Bourg		Préventorium (garçons).	340.000
01-06. — Caisse primaire d'assurances sociales La Mutuelle familiale de Saint-Rambert			
01-07. — Caisse primaire d'assurances sociales de Bellegarde		Préventorium (filles).	200.000
01-11. — Caisse primaire régionale de Trévoux			
01-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales de l'Ain.			
03-01. — Les Travailleurs mutualistes de l'Allier	Subventions achat lits.	Préventorium de Saint-Allyre.	120.000
06-01. — Caisse primaire fédérale mutualiste de répartition de la Fédération des sociétés de secours mutuels des Alpes-Maritimes	Subvention pour création et exploitation du centre sanitaire du Haut-Thorenc.	Union des caisses du Sud-Est.	20.000
06-02. — Caisse primaire de l'Union familiale des sociétés de secours mutuels des Alpes-Maritimes	Subvention.	Centre de vaccination antituberculeux à Nice.	250
06-30. — Caisse primaire départementale des Alpes-Maritimes	Subvention pour création et exploitation du centre sanitaire du Haut-Thorenc.	Union des caisses du Sud-Est.	3.000.000
06-30. — Caisse primaire départementale des Alpes-Maritimes	Subvention.	Office départemental d'hygiène sociale et prévention antituberculeuse.	20.000
06-30. — Caisse primaire départementale des Alpes-Maritimes	Idem.	Œuvre Grancher.	5.000
	Subventions.	Institut prophylactique social antituberculeux de l'Aube.	15.000
10-300. — Caisse primaire départementale (section agricole) de l'Aube.	Idem.	Œuvre Grancher (Aube).	15.000
	Idem	Œuvre Grancher (Haute-Marne).	15.000
	Souscription timbre antituberculeux.		3.000
11-30. — Caisse primaire départementale de l'Aude	Subvention.	Lutte antituberculeuse.	10.000
13-02. — Caisse primaire mutualiste de répartition de la Société philanthropique des commis et employés de la ville de Marseille	Subvention pour création et exploitation du centre sanitaire de Haut-Thorenc.	Union des caisses du Sud-Est.	20.000

(1) Versé par l'Union.

CAISSES			MONTANT
			francs.
13-07. — Caisse primaire mutualiste de répartition du conseil supérieur de la mutualité aixoise, Union supérieure des sociétés de secours mutuels d'Aix	Subvention pour création et exploitation du centre sanitaire de Haut-Thorenc.	Union des caisses du Sud-Est.	10.000
13-09. — Caisse primaire d'assurances sociales des usines de Port-de-Bouc	Idem.	Idem.	25.000
13-16. — Caisse primaire d'assurances sociales du bassin de Séon	Part contributive.	Œuvre antituberculeuse.	2.120
13-30. — Caisse primaire départementale des assurances sociales des Bouches-du-Rhône	Subvention pour le centre sanitaire de Haut-Thorenc.	Union des caisses du Sud-Est.	3.986.132
13-30. — Caisse primaire départementale des assurances sociales	Subvention.	Solarium Bompard à Marseille.	30.000
16-30. — Caisse primaire départementale de la Charente	»	Lutte antituberculeuse (préventoria de Cognac, Charras et Saint-Fraigne).	4.500
17-05. — Caisse primaire des assurances sociales des sociétés de secours mutuels de l'arrondissement de Saintes	Subvention.	Comité d'hygiène sociale et de défense contre la tuberculose de la Charente-Inférieure.	150
17-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales du département de la Charente-Inférieure	Idem.	Idem.	2.000
17-572. — Caisse régionale agricole de l'Union des sociétés de secours mutuels agricoles de la Charente-Inférieure	Idem.	Idem.	50
20-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales de la Corse	Idem.	Sanatorium Thorenc.	30.000
		Préventorium Luri.	10.000
21-30. — Caisse primaire départementale de la Côte-d'Or	»	Dispensaire antituberculeux.	30.000
21-30. — Caisse primaire départementale de la Côte-d'Or	Achat de lits.	Sanatorium de Gien.	90.000
21-02. — Union des sociétés de secours mutuels de la Côte-d'Or	Idem.	Idem.	30.000
23-30. — Caisse primaire départementale de la Creuse	Subvention.	Préventoria.	200
24-30. — Caisse primaire départementale de la Dordogne	Idem.	Préventorium Lammary.	20.746
24-01. — La Familiale de la Dordogne	Idem.	Idem.	2.540
24-03. — Caisse primaire interprofessionnelle de la Dordogne	Idem.	Idem.	3.694
24-05. — Le Travail de la Dordogne	Idem.	Idem.	3.812
25-01. — Caisse mutualiste du Doubs	Participation à la création du sanatorium de Génévrier.		161.180
25-02. — Mutualité familiale du Doubs	Idem.	Idem.	45.429
25-03. — Caisse primaire du personnel des usines Peugeot et Cie	Idem.	Idem.	6.256
25-04. — Caisse des industries métallurgiques du Doubs	Idem.	Idem.	12.276
25-05. — Caisse primaire d'assurances sociales des usines Dubred	Idem.	Idem.	3.175
25-06. — Caisse primaire d'assurances sociales le Travail du Doubs	Idem.	'dem.	8.873
25-07. — Caisse primaire d'assurances sociales du personnel de la Compagnie des forges d'Audincourt et dépendances	Idem.	Idem.	7.804
25-09. — Caisse primaire d'assurances sociales La Fraternelle de Valentigney	Idem.	Idem.	5.520
25-10. — Caisse mutualiste de Sochaux	Idem.	Idem.	26.415
25-11. — Caisse primaire mutualiste de Valentigney	Idem.	Idem.	30.396
25-30. — Caisse primaire départementale du Doubs	Idem.	Idem.	194.470
25-30. — Caisse primaire départementale (section agricole) du Doubs	Idem.	Idem.	582.500
29-30. — Caisse primaire départementale du Finistère	Subvention.	Comité antituberculeux.	175.000
29-01. — Caisse primaire interprofessionnelle du Finistère	Idem.	Idem.	11.629
29-02. — Union finistérienne mutualiste	Idem.	Idem.	25.951
29-03. — Caisse ouvrière d'assurances sociales Le Travail du Finistère	Idem.	Idem.	11.590
35-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales d'Ille-et-Vilaine	Idem.	Office d'assistance et de préservation antituberculeuse du département d'Ille-et-Vilaine.	15.000
35-02. — Caisse primaire de répartition La Mutualiste d'Ille-et-Vilaine	Idem.	Idem.	2.500
38-09. — Mutualiste de répartition de l'Isère	Idem.	Comité départemental de lutte contre la tuberculose.	5.000
38-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales de l'Isère	Idem.	Idem.	50.000
39-30. — Caisse départementale du Jura	Idem.	Œuvre lyonnaise des tuberculeux.	180.000
41-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales de Loir-et-Cher	Idem.	Dispensaire antituberculeux.	24.360
41-01. — Caisse primaire mutualiste de Loir-et-Cher	Idem.	Idem.	11.076
41-02. — Caisse primaire mutualiste des établissements Normant	Idem.	Idem.	2.108
41-300. — Caisse de réassurance des sociétés de secours mutuels agricoles du Loir-et-Cher	Idem.	Idem.	17.890
42-01. — Le Travail de la Loire	Idem.	Dispensaire départemental antituberculeux.	800.000
44-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales de la Loire-Inférieure	Rémunération de 1 fr. par assuré cotisant.	Office départemental d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse.	(1) 37.824
44-01. — Le Travail de la Loire-Inférieure	Idem.	Idem.	7.854
44-02. — Caisse familiale de la Loire-Inférieure pour les assurances sociales	Idem.	Idem.	9.302
44-03. — Caisse primaire de l'Union départementale des sociétés de secours mutuels de la Loire-Inférieure	Idem.	Idem.	14.356

(1) Versement imputé sur fonds de prestations.

CAISSES			MONTANT
			francs.
44-01. — Caisse primaire d'assurances sociales de la raffinerie de Chantenay	Rémunération de 1 fr. par assuré cotisant.	Office départemental d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse.	910
44-05. — Caisse primaire de la Compagnie générale de construction de locomotives	Idem.	Idem.	493
44-06. — Caisse primaire industrielle et commerciale d'assurances sociales à Nantes	Idem.	Idem.	7.354
44-07. — Caisse primaire du chantier de Penhoët, à Saint-Nazaire	Idem.	Idem.	2.745
44-08. — Caisse primaire des ateliers et chantiers de Bretagne	Idem.	Idem.	1.076
44-09. — Caisse mutuelle nazairienne d'assurances sociales	Idem.	Idem.	1.180
44-10. — Caisse mutualiste d'assurances sociales des ouvriers et employés des établissements Huard et Ce, à Châteaubriant	Idem.	Idem.	264
49-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales de Maine-et-Loire	Subvention.	Création d'un préventorium.	139.500
50-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales de la Manche	Idem.	Comité d'hygiène antituberculeuse de la Manche.	60.000
50-01. — La Sécurité familiale de la Manche	Idem.	Œuvres des dispensaires antituberculeux.	5.000
54-13. — Caisse primaire de la société d'Aubrives et Villerupt	Idem.	Séjour préventorium Arry et Flavigny.	43.343
54-28. — Caisse primaire des usines Gouvy et Ce	Idem.	Séjour d'enfants dans préventorium.	2.884
59-05. — Caisse primaire d'assurances sociales de l'arrondissement de Valenciennes	Idem.	Lutte antituberculeuse.	300
59-43. — Caisse primaire La Famille dunkerquoise	Idem.	Idem.	20
60-30. — Caisse primaire départementale de l'Oise	Idem.	Timbre antituberculeux.	10.000
60-04. — Caisse fraternelle d'assurances sociales de l'Oise	Idem.	Idem.	10.000
62-09. — Caisse primaire d'assurances sociales de l'arrondissement de Béthune	Idem.	Comité départemental d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse.	509
62-11. — Caisse primaire d'assurances sociales de la société de secours mutuels familiale interprofessionnelle du Pas-de-Calais	Création d'un lit.	Préventorium de Camiers.	10.000
62-14. — Caisse primaire d'assurances sociales La Familiale artésienne	Subvention.	Préventorium de Sainte-Catherine.	20.000
63-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales du Puy-de-Dôme	Frais de séjour	Préventorium des Roches fleuries.	768
64-01. — Mutuelle familiale du pays basque	Subvention.	Association départementale de lutte contre la tuberculose.	3.628
64-03. — Caisse primaire interprofessionnelle de Pau	Idem.	Lutte antituberculeuse.	2.000
64-02. — Caisse primaire interprofessionnelle de Pau	Idem.	Préventoria.	1.500
64-04. — Caisse primaire paritaire de la région de Bayonne	Idem.	Association départementale de lutte contre la tuberculose.	8.000
64-07. — Caisse primaire mutualiste du Béarn, à Pau	Idem.	Lutte antituberculeuse.	10.000
64-30. — Caisse départementale des Basses-Pyrénées	Idem.	Idem.	35.000
64-446. — Caisse régionale de secours mutuels agricoles du bassin de l'Adour	Idem.	Idem.	2.954
68-30. — Caisse primaire départementale du territoire de Belfort	Idem.	Idem.	8.240
68-01. — Caisse primaire d'assurances sociales de la société de secours mutuels n° 2 du territoire de Belfort	Idem.	Idem.	1.374
68-02. — Caisse familiale d'assurances sociales de Belfort	Idem.	Idem.	2.864
68-03. — Caisse primaire d'assurances sociales Le Travail, du territoire de Belfort	Idem.	Idem.	994
68-04. — Caisse primaire de l'Union des sociétés de secours mutuels approuvées et libres du territoire de Belfort	Idem.	Idem.	11.066
72-03. — Caisse primaire du groupe des mutuelles du Mans	Idem.	Idem.	250
75-14. — Caisse des infirmières de la Croix-Rouge	Idem.	Sanatorium pour infirmières de Chantoiseau.	8.000
75-26. — Caisse primaire de la Fédération parisienne du bâtiment et des travaux publics	Idem.	Fondation lits de Bligny.	360.000
75-30. — Caisse interdépartementale d'assurances sociales de Seine et Seine-et-Oise	Idem.	Institut d'artériologie de Cannes.	1.500.000
75-30. — Caisse interdépartementale d'assurances sociales de Seine et Seine-et-Oise	Idem.	Sanatorium de Biolles.	1.255.035
75-30. — Caisse interdépartementale d'assurances sociales de Seine et Seine-et-Oise	Idem.	Sanatorium de Dammartin-sur-Tigeaux.	566.170
75-30. — Caisse interdépartementale d'assurances sociales de Seine et Seine-et-Oise	Idem.	Centre de dépistage.	150.152
75-63. — Caisse primaire d'assurances sociales Les Ouvriers réunis	Idem	Idem.	200
79-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales des Deux-Sèvres	Idem.	Lutte antituberculeuse.	20.000
83-30. — Caisse départementale du Var	Subvention pour création et exploitation du centre sanitaire du Haut-Thorenc.	Union des caisses du Sud-Est.	500.000
83-02. — Caisse primaire interprofessionnelle d'assurances sociales du département du Var	Idem.	Idem.	100.000
83-03. — Caisse d'assurances sociales Le Travail du département du Var	Idem.	Idem.	20.000
84-01. — La Mutualité vauclusienne	Subvention.	Préventorium Saint-Lambert.	17.500

CAISSES			MONTANT
			francs.
84-02. — La Comtadine	Subvention.		5.000
87-30. — Caisse primaire départementale de la Haute-Vienne	Idem.	Comité départemental d'hygiène sociale.	19.628
87-02. — Caisse primaire de l'Union des sociétés de secours mutuels de la Haute-Vienne	Idem.	Fondation mutualiste du Centre-Ouest.	35.000
87-01. — Caisse primaire familiale de la Haute-Vienne	Idem.	Timbre antituberculeux.	572
87-223. — Union fédérale des sociétés de secours mutuels, à Limoges.	Idem.	Idem.	1.000
26-01. — Caisse mutualiste drômoise de répartition	Idem.	Lutte antituberculeuse.	5.901
26-30. — Caisse départementale de répartition de la Drôme	Idem.	Idem.	1.571
75-02. — Caisse primaire d'infirmières visiteuses	Idem.	Sanatorium de Chantoiseau.	50.000
75-46. — Caisse primaire d'assurances sociales des employés de la Société générale	Idem.	Sanatorium de Guébriant (4 lits).	180.000
75-46. — Caisse primaire d'assurances sociales des employés de la Société générale	Idem.	Préventorium d'Oléac-Delab (2 lits).	10.000
75-46. — Caisse primaire d'assurances sociales des employés de la Société générale	Idem.	Sanatorium haute altitude (2 lits).	90.000

6° *Lutte anticancéreuse.*

CAISSES			MONTANT
			francs.
50-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales de la Manche	Achat 150 brochures à Ligue française contre cancer.	Lutte anticancéreuse.	453
54-24. — Caisse primaire d'assurances sociales des établissements de l'Est de la Compagnie des forges de Châtillon, Commentry et de Neuves-Maisons	Idem.	Idem.	825
58-04. — Caisse primaire mutualiste de l'Union départementale des sociétés de secours mutuels de la Nièvre	Idem.	Idem.	150
59-05. — Caisse primaire d'assurances sociales de l'arrondissement de Valenciennes	Subvention.	Idem.	300
59-36. — Caisse de maladie de la mutualité du Nord, circonscription de Cambrai	Idem.	Idem.	300
70-30. — Caisse départementale de la Haute-Saône	Idem.	Propagande contre cancer.	600
72-03. — Caisse primaire du groupe des mutuelles du Mans	Idem.	Lutte anticancéreuse.	60

7° *Lutte antivénérienne.*

CAISSES			MONTANT
			francs.
16-30. — Caisse primaire départementale de la Charente	Subvention.	Lutte antivénérienne.	3.200
16-01. — Union mutualiste de l'arrondissement d'Angoulême	Idem.	Au service antivénérien urbain et rural de la Charente.	800
16-03. — La Centrale charentaise	Idem.	Idem.	2.138
16-02. — Caisse primaire mutualiste de l'arrondissement de Cognac	Idem.	Idem.	800
16-361. — Union départementale des caisses agricoles des sociétés de secours mutuels de la Charente	Idem.	Idem.	800
42-01. — Le Travail de la Loire	Idem.	Ligue antivénérienne.	500
45-01. — Caisse primaire de l'union des sociétés de secours mutuels du Loiret	Idem.	Comité départemental de lutte antivénérienne.	1.715
45-02. — Caisse primaire d'assurances sociales Le Travail du département du Loiret	Idem.	Idem.	1.312
45-03. — Caisse primaire d'assurances sociales des ateliers d'Orléans de la Compagnie générale d'électricité	Idem.	Idem.	350
45-04. — Caisse interprofessionnelle du Loiret des Assurances sociales.	Idem.	Idem.	2.850
45-05. — Caisse de l'Union de la mutualité provinciale de l'Orléanais.	Idem.	Idem.	1.251
45-06. — Caisse primaire d'assurances sociales de La Caoutchoutière.	Idem.	Idem.	2.167
45-30. — Caisse primaire départementale des assurances sociales	Idem.	Idem.	16.446
45-383. — Caisse régionale agricole des sociétés de secours mutuels du Loiret	Idem.	Idem.	4.545
45-315. — Caisse des agriculteurs Beauce et Gâtinais, à Grigneville	Idem.	Idem.	140
75-30. — Caisse interdépartementale d'assurances sociales Seine et Seine-et-Oise	Idem.	Service social à l'hôpital.	190.000
75-30. — Caisse interdépartementale d'assurances sociales Seine et Seine-et-Oise	Idem.	Ligue nationale contre le péril vénérien.	29.134

CAISSES			MONTANT
			francs.
83-30. — Caisse primaire départementale d'assurances sociales du Var.	Subvention pour création et exploitation du centre sanitaire du Haut - Thorenc.	Union des caisses du Sud-Est.	500.000
83-02. — Caisse primaire interprofessionnelle du département du Var.	Idem.	Idem.	100.000
83-03. — Caisse primaire d'assurances sociales Le Travail du Var.....	Idem.	Idem.	20.000

8° *Œuvres sociales d'intérêt général.*

CAISSES			MONTANT
			francs.
4-30. — Caisse primaire départementale des Basses-Alpes.....	Subvention au comité d'hygiène sociale.	»	25.000
16-30. — Caisse primaire départementale de la Charente.....	Œuvres sociales d'intérêt général.	»	20.000
18-30. — Caisse départementale du Cher.....	Subvention.	Comité d'alliance d'hygiène sociale du Cher.	37.726
18-03. — Les Travailleurs du Cher.....	Idem.	Idem.	20.804
18-02. — Le Travail du Cher.....	Idem.	Idem.	774
18-01. — L'Avenir, caisse primaire constituée par la société de secours mutuels, prévoyance et fraternité de Mehun-sur-Yèvre.....	Idem.	Idem.	2.198
18-277. — Caisse régionale de secours mutuels du Cher, à Bourges..	Idem.	Idem.	8.197
27-30. — Départementale de l'Eure.....	Subvention pour inspection médicale.	Office départemental d'hygiène.	24.348
27-01. — Caisse primaire familiale de l'Eure.....	Idem.	Idem.	1.593
27-02. — Caisse primaire de l'Union mutualiste de la Normandie centrale	Idem.	Idem.	12.913
27-03. — Caisse primaire de La Mutuelle interprofessionnelle de l'Eure.	Idem.	Idem.	2.692
27-04. — Caisse primaire d'assurances sociales des établissements métallurgiques et connexes de l'Eure.....	Idem.	Idem.	966
27-219. — Caisse régionale de secours mutuels agricole de l'Eure...	Idem.	Idem.	3.990
40-01. — Caisse mutuelle familiale des travailleurs des Landes.....	Œuvres sociales d'intérêt général.	»	1.000
51-06. — Caisse primaire des bâtiments et des travaux publics de Reims et de la région.....	Subvention.	Œuvres sociales d'intérêt général.	933
64-30. — Caisse départementale des Basses-Pyrénées.....	Idem.	Association interdépartementale de la prophylaxie de la cécité.	500
73-30. — Caisse départementale d'assurances sociales de la Savoie..	Idem.	Œuvres d'intérêt général.	4.080
73-01. — Caisse familiale d'assurances sociales de la Savoie.....	Idem.	Idem.	340
73-02. — Caisse primaire mutualiste d'assurances sociales de la Savoie.	Idem.	Idem.	250
73-03. — Labor	Idem.	Idem.	1.020
73-04. — Des industries du four électrique de Savoie.....	Idem.	Idem.	400
73-05. — Des établissements de la Société d'électrochimie et des électrodes de Savoie.....	Idem.	Idem.	430
73-06. — Du personnel des usines d'Ugine.....	Idem.	Idem.	1.120
75-30. — Caisse interdépartementale des assurances sociales de Seine et Seine-et-Oise.....	Idem.	Office public d'hygiène sociale de Seine et Seine-et-Oise.	200.000
75-30. — Caisse interdépartementale des assurances sociales de Seine et Seine-et-Oise.....	Idem.	Office public d'hygiène sociale de Seine-et-Marne.	80.000

9° *Divers.*

CAISSES			MONTANT
			francs.
03-04. — Caisse primaire Le Travail de l'Allier.....	Propagande hygiène sociale, causeries et films (avec concours O. N. H. S.).	»	1.261
06-01. — Caisse primaire fédérale mutualiste de répartition de la Fédération des sociétés de secours mutuels des Alpes-Maritimes.....	Subvention.	Caisse solidarité.	36.062
06-30. — Caisse primaire départementale des Alpes-Maritimes.....	Idem.	Sou des écoles laïques de Nice.	4.500
06-30. — Caisse primaire départementale des Alpes-Maritimes.....	Idem.	Sou des écoles publiques de Grasse.	700

CAISSES			MONTANT
			francs.
06-30. — Caisse primaire départementale des Alpes-Maritimes.....	Subvention.	Office régional Cinéma éducateur.	1.000
06-30. — Caisse primaire départementale des Alpes-Maritimes.....	Idem.	Noël enfants des chômeurs.	500
13-10. — Caisse primaire d'assurances sociales la Méditerranée.....	Idem.	Journal *L'Assuré social.*	3.161
29-02. — Caisse primaire Union finistérienne mutualiste.....	Idem.	Foyer du soldat.	500
42-16. — Caisse primaire de répartition des mutuelles de Rive-de-Gier.	Idem.	Croix-Rouge de Saint-Chamond.	30.000
59-05. — Caisse primaire dite Caisse Nord de la société générale des huiles et pétroles, à Douai.....	Idem.	Comité d'hygiène du Pas-de-Calais.	133
65-03. — Caisse primaire Industrielle des Hautes-Pyrénées.....	Idem.	Société de secours aux blessés militaires.	9.000
65-02. — Caisse primaire Le Foyer de Bigorre.....	Idem.	Idem.	783
68-01. — Caisse primaire de la société de secours mutuels n° 2 du territoire de Belfort.....	Idem.	Sœurs garde-malades.	1.374
68-02. — Caisse Familiale d'assurances sociales de Belfort.....	Idem.	Idem.	3.000
72-02. — Caisse primaire de Sainte-Jammes.....	Idem.	Œuvres diverses.	1.000
72-03. — Caisse primaire du groupe des mutuelles du Mans.....		Œuvres de prévention.	10.000
72-04. — Caisse primaire Le Travail de la Sarthe.....	Idem.	Idem.	12.500
72-30. — Caisse primaire départementale de la Sarthe.....	Idem.	Idem.	26.500
75-38. — Caisse primaire de la Batellerie.....	Idem.	Service sanitaire marine fluviale.	50.000
75-61. — Caisse primaire d'assurances sociales (répartition) de la Compagnie des agents de change de Paris.....	Idem.	Idem.	15.000

CHAPITRE VII

DEPENSES DES CAISSES D'ASSURANCES SOCIALES

Dépenses des caisses primaires de répartition et des sociétés de secours mutuels agricoles.

Les dépenses des risques de répartition effectuées par les organismes d'assurances sociales ont été relevées sur les comptes préliminaires des bilans des exercices 1930-1931, 1932 et 1933 et pour l'année 1934 sur des réponses à un questionnaire adressé aux services départementaux.

Les chiffres donnés pour 1933 seront susceptibles de revision. Pour 727 caisses de répartition et 244 sociétés de secours mutuels agricoles ou sections agricoles de caisses départementales, les chiffres ont été tirés de documents comptables parvenus à l'administration. Pour 51 caisses de répartition les chiffres tirés des réponses au questionnaire adressé en 1934 aux services départementaux seront remplacés ultérieurement par ceux tirés des comptes financiers.

D'une façon générale, la statistique des dépenses des caisses est définitive pour les années 1930-1931, 1932, et provisoire pour les autres années tant qu'il n'aura pas été possible de réunir les documents comptables de tous les organismes qu'elle concerne.

Le tableau suivant permet de suivre la marche des dépenses. Leur progression est très apparente pour l'assurance non agricole et pour l'assurance agricole 1930 à 1933; pour cette dernière, en 1934, le recul constaté n'est probablement qu'apparent et pourra être modifié lors de l'établissement d'une statistique définitive.

Les dépenses de l'assurance maternité marquent une stabilité qui tranche avec la progression des dépenses maladie et qui provient vraisemblablement de la baisse de la natalité.

Il convient d'observer que les modifications apportées au tarif limitatif des droits à la réassurance par les arrêtés du 26 août 1933 et du 7 août 1934 n'ont pas eu d'effet immédiat et que si la première modification n'a dû agir sur le montant des dépenses qu'en 1934, la deuxième n'aura d'effet qu'en 1935 et 1936.

Montant des prestations payées par les organismes d'assurances sociales (risques de répartition).

(Chiffres définitifs pour 1930 à 1932, provisoires pour 1933 et 1934.)

ANNÉES	MALADIE	MATERNITÉ	DÉCÈS	DIVERS (1)	TOTAL	NOMBRE de caisses.
			Assurance obligatoire (commerce et industrie.)			
1930-1931	683.629.033	145.126.085	6.824.249	132.630	835.711.997	780
1932	812.593.365	159.036.301	28.979.593	»	1.000.609.259	777
1933	861.987.813	149.840.030	31.590.469	»	1.043.418.312	778
1934	941.370.688	153.993.013	33.431.991	»	1.128.795.692	776
			Assurance obligatoire agricole.			
1930-1931	28.166.033	10.252.541	186.913	333.882	38.939.369	247
1932	56.765.545	18.003.489	1.397.336	1.848.844	78.015.214	270
1933	63.578.654	18.798.473	1.860.974	1.830.304	86.068.405	244
1934	60.521.395	16.169.162	1.726.730	»	78.417.287	(2) 338
			Assurance facultative agricole.			
1930-1931	2.830.593	401.709	5.100	196.458	3.433.860	64
1932	6.467.228	1.043.967	83.757	162.165	7.757.117	103
1933	8.497.817	1.214.507	118.786	290.170	10.121.280	107
1934	7.308.879	1.135.006	131.404	»	8.575.289	(2) 161

(1) Dépenses dont la discrimination entre les risques n'a pu être établie.

(2) En comptant séparément un grand nombre de petites sociétés de secours mutuels agricoles.

Les chiffres de dépenses, pour 1934, seront rectifiés dans le prochain rapport sur le vu des documents comptables.

ANNÉES	MALADIE	MATERNITÉ	DÉCÈS	DIVERS (1)	TOTAL	NOMBRE de caisses.
			Assurance facultative non agricole.			
1930-1931	18.957	»	»	»	18.957	5
1932	47.237	300	»	»	47.537	15
1933	101.872	1.497	3.854	»	107.223	40
1934	115.701	605	687	»	116.993	38
			RÉCAPITULATION (ENSEMBLE DES ASSURANCES)			
1930-1931	714.644.616	155.780.335	7.016.262	662.970	878.104.183	»
1932	875.873.375	178.084.057	30.460.686	2.011.009	1.086.429.127	»
1933	934.166.156	169.854.507	33.574.083	2.120.474	1.139.715.220	»
1934	1.009.316.663	171.297.786	35.290.812	»	1.215.905.261	»

(1) Dépenses dont la discrimination entre les risques n'a pu être établie.

Les chiffres de dépenses, pour 1934, seront rectifiés dans le prochain rapport sur le vu les documents comptables.

Assurance non agricole.

(Obligatoire et spéciale.)

La comparaison des cotisations revenant aux caisses de répartition avec les dépenses qu'elles ont effectuées par cotisant, permet de voir que les excédents considérables réalisés au début de l'application de la loi ne se sont pas maintenus et, bien que l'assurance soit encore excédentaire en 1934, la marge entre recettes et dépenses diminue par accroissement des dépenses et réduction des recettes.

L'augmentation des dépenses, qui correspond à une application plus étendue de la loi, est particulièrement sensible pour les remboursements à l'assistance médicale gratuite, les soins dentaires, les dépenses d'hospitalisation ou de traitement dans les établissements de soins et dispensaires.

La stabilité du montant de demi-salaires payés provient sans doute de la baisse des salaires, la stabilité des dépenses de maternité de la baisse de la natalité.

Recettes et dépenses par trimestre de cotisation.

ANNÉES	NOMBRE DE FEUILLETS (bulles et roses) rentrés (chiffres en milliers).	DURÉE DU FEUILLET	VALEUR MOYENNE des feuillets après ventilation.	FRACTION de la cotisation versée à la caisse de répartition.
				p. 100.
1930-1931	27.054	Diverses.	»	87,66
1932	23.265	»	67,03	85,86
1933	22.549	3 mois.	60.73	86
1934	22.457	3 mois.	60,20	86

Dépense moyenne par feuillet rentré (francs, centimes).

ANNÉES	MALADIE	MATERNITÉ	DÉCÈS	DIVERS	TOTAL
1930-1931	25 27	5 36	0 25	0 01	30 89
1932	34 93	6 84	1 24	»	43 01
1933	38 23	6 64	1 40	»	46 27
1934	41 92	6 85	1 49	»	50 26

Prestations de l'assurance obligatoire et spéciale (milliers de francs).

Année 1933.

Répartition de 1.012 millions de dépenses effectuées par 727 caisses primaires.

BÉNÉFICIAIRES	MALADIE	MATERNITÉ	DÉCÈS	DIVERS	TOTAL
Prestations en argent (1), assuré	301.560	88.142	»	»	389.702
Famille de l'assuré (2)	»	»	30.640	»	30.640
Prestations en nature, assuré	323 610	24.285	»	»	347.895
Prestations en nature, conjoint	82.730	28.864	»	»	111.594
Prestations en nature, enfants	107.958	»	»	»	107.958
Dépenses diverses (contrôle, etc.)	19.989	4.186	»	137	24.312
Total	835.847	145.477	30.640	137	1.012.101

(1) Y compris les demi-cotisations vieillesse.

(2) Le bénéficiaire peut être dans l'ordre, le conjoint, les enfants ou les ascendants à charge.

Répartition de 10.000 fr. de prestations.

BÉNÉFICIAIRES	MALADIE	MATERNITÉ	DÉCÈS	DIVERS	TOTAL
Prestations en argent, assuré	2.980	870	»	»	3.850
Prestations en argent, famille de l'assuré	»	»	303	»	303
Prestations en nature, assuré	3.197	239	»	»	3.436
Prestations en nature, conjoint	818	286	»	»	1.104
Prestations en nature, enfants	1.066	»	»	»	1.066
Divers	198	42	»	1	241
Total	8.259	1.437	303	1	10.000

Comparaison des prestations accordées en 1930-1931, 1932 et 1933.
(Assurance obligatoire non agricole.)

NATURE DES DÉPENSES	DÉPENSES (milliers de francs).			RÉPARTITION DE 10 000 FRANCS DE DÉPENSES		
	1er octobre 1930-31 décembre 1931.	1932.	1933.	1er octobre 1930-31 décembre 1931	1932.	1933.
Nombre de caisses	780	777	(1) 727	»	»	»
Prestations en nature.						
Maladie.						
Frais médicaux	127.615	130.737	136.087	3.303	2.699	2.646
Frais chirurgicaux	31.835	37.593	39.390	824	776	766
Frais pharmaceutiques	143.346	159.800	166.017	3.711	3.299	3.228
Soins dentaires	16.518	24.941	28.483	428	515	554
Frais d'hospitalisation et de cure	56.651	99.582	103.598	1.467	2.056	2.015
Traitement dans les établissements de soins et dispensaires	5.382	10.254	14.208	139	211	276
Indemnités de remplacement et remboursement à l'assistance médicale gratuite	4.961	21.497	26.514	128	444	515
Total des dépenses maladie	386.308	484.404	514.297	10.000	10.000	10.000
Maternité.						
Frais médicaux	37.942	35.505	33.216	7.190	6.373	6.249
Frais chirurgicaux	3.987	3.564	3.277	755	640	617
Frais pharmaceutiques	4.795	5.027	5.003	909	902	941
Frais d'hospitalisation et de cure	4.888	9.302	8.854	926	1.670	1.666
Traitement dans les établissements de soins et dispensaires	684	827	1.013	130	148	191
Indemnités de remplacement et remboursement à l'assistance médicale gratuite	477	1.490	1.787	90	267	336
Total des dépenses maternité	52.773	55.715	53.150	10.000	10.000	10.000
Prestations en argent.						
Maladie.						
Demi-salaires	284.302	303.957	294.312	7.334	6.876	7.002
Demi-cotisations vieillesse	6.015	8.749	7.248	155	198	173
Maternité.						
Demi-salaires	53.929	47.311	40.174	1.391	1.070	956
Demi-cotisations vieillesse	1.132	1.385	1.150	29	31	27
Primes d'allaitement	33.847	49.803	44.955	873	1.127	1.069
Bons de lait	1.622	1.845	1.862	42	42	44
Décès.						
Capital au décès et divers	6.824	28.980	30.640	176	656	729
Total	387.761	442.030	420.341	10.000	10.000	10.000

(1) Il manque un assez grand nombre de caisses pour lesquelles la discrimination n'a pu être établie. Les chiffres correspondent à environ 97 p. 100 des dépenses.

Assurance obligatoire agricole.

Il est intéressant de comparer les prestations accordées au cours des années 1930-1931, 1932 et 1933 (chiffres en milliers de francs) :

NATURE DES PRESTATIONS	1930-1931	1932	1933
Prestations en argent.			
Demi-salaires	9.636	18.661	20.194
Demi-cotisations vieillesse	58	118	86
Primes d'allaitement et bons de lait	2.986	5.702	6.121
Capitaux au décès	187	1.397	1.861
Prestations en nature.			
Assurance maladie.			
Frais médicaux, traitement, chirurgie, soins dentaires	11.420	20.811	21.812
Frais pharmaceutiques	6.674	12.181	14.298
Hospitalisation, cure	2.560	7.334	8.197
Indemnités de remplacement et remboursement à l'assistance médicale gratuite	262	1.902	3.228
Assurance maternité.			
Frais médicaux	4.067	6.722	6.657
Soins	756	1.336	1.784

Cette comparaison montre que les dépenses qui ont augmenté le plus rapidement sont les remboursements à l'assistance médicale gratuite, les capitaux au décès et les frais pharmaceutiques.

Répartition de 86.068.000 fr. de dépenses suivant les bénéficiaires.

BÉNÉFICIAIRES	MALADIE	MATERNITÉ	DÉCÈS	DIVERS	TOTAL
Prestations en argent, assuré	16.045	10.357	»	»	26.402
Prestations en argent, famille de l'assuré	»	»	1.861	»	1.861
Prestations en nature, assuré	28 271	3.491	»	»	31.762
Prestations en nature, conjoint	9.045	4.950	»	»	13.995
Prestations en nature, enfants	10.218	»	»	»	10.218
Dépenses diverses (contrôle médical)	»	»	»	1.830	1.830
Total	63.579	18.798	1.861	1.830	86.068

Répartition de 1.000 fr. de prestations.

BÉNÉFICIAIRES	MALADIE	MATERNITÉ	DÉCÈS	DIVERS	TOTAL
Prestations en argent, assuré	1.864	1.203	»	»	3.067
Prestations en argent, famille de l'assuré	»	»	216	»	216
Prestations en nature, assuré	3.285	406	»	»	3.691
Prestations en nature, conjoint	1.051	575	»	»	1.626
Prestations en nature, enfants	1.187	»	»	»	1.187
Dépenses diverses (contrôle médical)	»	»	»	213	213
Total	7.387	2.184	216	213	10.000

Assurance facultative agricole.

Les dépenses de l'assurance facultative agricole peuvent être ainsi résumées, suivant les bénéficiaires des prestations.

Année 1933. — Dépenses (milliers de francs).

BÉNÉFICIAIRES	MALADIE	MATERNITÉ	DÉCÈS	DIVERS	TOTAL
Prestations en argent, assuré	1.521	464	»	»	1.985
Prestations en argent, famille de l'assuré	»	»	119	»	119
Prestations en nature, assuré	3.090	230	»	»	3.320
Prestations en nature, conjoint	1.916	521	»	»	2.437
Prestations en nature, enfants	1.970	»	»	»	1.970
Dépenses diverses (non ventilées entre les risques)	»	»	»	290	290
Total	8.497	1.215	119	290	10.121

Répartition de 10.000 fr. de prestations.

BÉNÉFICIAIRES	MALADIE	MATERNITÉ	DÉCÈS	DIVERS	TOTAL
Prestations en argent, assuré	1.503	458	»	»	1.961
Prestations en argent, famille de l'assuré	»	»	118	»	118
Prestations en nature, assuré	3.053	227	»	»	3.280
Prestations en nature, conjoint	1.893	515	»	»	2.408
Prestations en nature, enfants	1.947	»	»	»	1.947
Dépenses diverses (non ventilées entre les risques)	»	»	»	286	286
Total	8.396	1.200	118	286	10.000

D'après ces chiffres, en 1933 les assurés ont bénéficié de 52,41 p. 100 des prestations, leur famille de 14,73 p. 100, les dépenses diverses représentent 2,86 p. 100 des dépenses.

Répartition de 100 fr. de dépenses suivant le bénéficiaire des prestations.

		ASSURÉ	CONJOINTS	ENFANTS	ASSURANCE DÉCÈS (conjoint, enfant ou ascendant)	DIVERS (1).
Assurance obligatoire non agricole.						
Années	1930-1931	79 73	10 41	7 98	0 82	1 06
	1932	75 75	10 24	9 27	2 90	1 84
	1933	72 86	11 04	10 66	3 03	2 41
Assurance obligatoire agricole.						
Années	1930-1931	68 68	18 09	11 89	0 48	0 86
	1932	67 41	16 34	12 09	1 79	2 37
	1933	67 58	16 26	11 87	2 16	2 13
Assurance facultative agricole.						
Années	1930-1931	47 93	27 44	18 76	0 15	5 72
	1932	53 09	25 15	18 59	1 08	2 09
	1933	52 41	24 08	19 47	1 18	2 86

(1) Non ventilées entre les risques ou les bénéficiaires.

Ce tableau montre la diminution régulière de la part des dépenses concernant l'assuré quand on passe de l'assurance obligatoire non agricole à l'assurance obligatoire agricole et à l'assurance facultative agricole.

Dépenses de la caisse générale de garantie.

La caisse générale de garantie rembourse aux caisses primaires de répartition et aux sociétés de secours mutuels agricoles diverses majorations ou compléments de prestations. En raison du temps nécessaire aux règlements, une partie de ces dépenses est reportée sur l'année suivante.

NATURE DES DÉPENSES de la caisse générale de garantie	1930-1931	1932	1933	1934
Assurance obligatoire :				
Complément au capital-décès	16.856 28	481.302 89	699.617 88	804.514 93
Majorations pour charges de famille :				
Maladie-maternité	9.077.951 22	17.254.100 13	16.994.056 60	17.203.564 10
Décès	54.400 »	1.115.700 »	1.337.000 »	1.631.100 »
Pensions d'orphelins	»	78.481 83	499.935 96	1.069.420 45
Assurance facultative	7.387 »	40.801 75	123.045 15	146.322 59
Assurance spéciale	34.585 50	80.893 »	49.542 »	41.011 »
Total	9.191.180 »	19.051.369 60	19.703.227 59	20.895.933 07

Assurance obligatoire et spéciale (France entière).

ASSURÉS NON AGRICOLES

Dépenses effectuées du 1er janvier 1932 au 31 décembre 1932 par 777 caisses primaires de répartition.

DÉSIGNATION	ASSURÉ	CONJOINT	ENFANTS	TOTAL
ASSURANCE-MALADIE				
PRESTATIONS EN NATURE				
1 Frais médicaux, cabinet du praticien	50.374.317	9.024.426	9.561.625	68.960.368
2 Frais médicaux, visite à domicile	34.155.752	9.969.088	17.651.420	61.776.260
3 Traitement dans les établissements de soins et dispensaires	6.199.061	1.206.116	2.849.169	10.254.346
4 Interventions chirurgicales	23.898.449	6.634.779	7.059.631	37.592.859
5 Soins dentaires	20.346.165	3.992.361	602.026	24.940.552
6 Frais pharmaceutiques	103.045.672	27.598.162	29.156.073	159.799.907
7 Frais d'hospitalisation	64.486.268	10.735.219	14.766.552	89.988.039
8 Frais de traitement dans un établissement de cure	4.259.647	493.614	4.841.100	9.594.361
9 Indemnités prévues à l'article 4, paragraphes 7 et 9 de la loi et remboursement à l'assistance médicale gratuite (art. 59)	12.106.579	3.157.948	6.232.363	21.496.890
PRESTATIONS EN ARGENT				
10 Demi-salaire de base	303.956.739	»	»	303.956.739
11 Demi-cotisation vieillesse	8.748.643	»	»	8.748.643
Total	631.577.292	72.811.713	92.719.959	797.108.964
COMPTES D'ORDRE				
12 Assurés mis en subsistance. — Prestations en nature	4.859.814	577.762	666.655	6.104.231
13 Assurés mis en subsistance. — Prestations en argent	4.886.680	»	»	4.886.680
Total	9.746.494	577.762	666.655	10.990.911
14 Virements faits aux caisses maternité	.....	.....	.....	561.932
15 Divers. — Contrôle médical	.....	.....	.....	14.922.469

DÉSIGNATION	ASSURANCE spéciale	ASSURÉE	FEMME D'ASSURÉ	TOTAL
ASSURANCE MATERNITE				
PRESTATIONS EN NATURE				
1 Frais médicaux, cabinet du praticien	»	1.824.869	1.693.842	3.518.711
2 Frais médicaux, visites au domicile de l'accouchée	»	13.232.029	18.754.889	31.986.918
3 Traitement dans les établissements de soins et dispensaires	»	465.033	361.855	826.888
4 Frais d'interventions chirurgicales	»	1.785.907	1.777.714	3.563.621
5 Frais pharmaceutiques	»	2.433.495	2.593.019	5.026.514
6 Frais d'hospitalisation	»	5.774.387	3.528.055	9.302.442
7 Indemnités journalières de remplacement (art. 4, § 7), et remboursement à l'assistance médicale gratuite	»	583.774	906.568	1.490.342
PRESTATIONS EN ARGENT				
8 Demi-salaires de base	94.545	47.216.899	»	47.311.444
9 Demi-cotisations vieillesse	522	1.384.188	»	1.384.710
10 Allocations mensuelles d'allaitement	347.327	49.455.222	»	49.802.549
11 Bons de lait	15.590	1.829.535	»	1.845.125
Total	457.984	125.985.338	29.615.942	156.059.264
12 Divers. — Contrôle médical	.....	.....	.....	2.977.037
COMPTES D'ORDRE				
13 Traitements spéciaux en cas de grossesse pathologique	»	103.909	92.026	195.935
14 Mise en subsistance :				
Prestations en nature	»	588.896	381.938	970.834
Prestations en argent	»	1.067.264	»	1.067.264
Total	»	1.760.069	473.964	2.234.033

DÉSIGNATION	ASSURANCE spéciale	ASSURANCE obligatoire	TOTAL
ASSURANCE-DECES			
1 Versement du capital	4.019	28.665.823	28.669.842
2 Divers	»	309.751	309.751
Total	4.019	28.975.574	28.979.593

Total général (non compris les comptes d'ordre) ..... 1.000.609.259 fr.

Assurance obligatoire agricole (France entière).

Dépenses effectuées du 1er janvier 1932 au 31 décembre 1932 par 84 sections agricoles des caisses départementales et 186 sociétés de secours mutuels.

DÉSIGNATION	ASSURÉ	CONJOINT	ENFANTS	TOTAL
ASSURANCE MALADIE				
PRESTATIONS EN NATURE				
1 Frais médicaux, traitement, chirurgie, soins dentaires	11.356.790	3.814.306	5.040.142	20.811.238
2 Frais pharmaceutiques	6.502.111	2.719.905	2.958.860	12.180.876
3 Hospitalisation, cure	5.277.736	953.894	1.102.543	7.334.173
4 Indemnités de remplacement et remboursement à l'assistance médicale gratuite	1.233.712	338.394	330.233	1.902.339
PRESTATIONS EN ARGENT				
5 Demi-salaire	14.456.706	»	»	14.456.706
6 Demi-cotisation vieillesse	80.213	»	»	80.213
Total	39.507.268	7.826.499	9.431.778	56.765.545
COMPTE D'ORDRE « ASSURÉS MIS EN SUBSISTANCE »				
7 Prestations en nature				113.898
8 Prestations en argent				78.752
Total				192.650

DÉSIGNATION	ASSURÉE	FEMME D'ASSURÉ	TOTAL
ASSURANCE MATERNITÉ			
PRESTATIONS EN NATURE			
1 Frais médicaux	2.503.046	4.219.531	6.722.577
2 Soins	631.720	704.304	1.336.024
PRESTATIONS EN ARGENT			
3 Demi-salaire	4.204.784	»	4.204.784
4 Demi-cotisation vieillesse	37.972	»	37.972
5 Primes d'allaitement et bons de lait	5.702.132	»	5.702.132
Total	13.079.654	4.923.835	18.003.489
COMPTE D'ORDRE « ASSURÉS MIS EN SUBSISTANCE »			
6 Prestations en nature			33.832
7 Prestations en argent			131.381
Total			165.213

ASSURANCE DÉCÈS	
Capital au décès	1.397.336
DIVERS	
1 Contrôle médical et divers	1.820.792
2 Dépenses globales effectuées par 4 sociétés de secours mutuels agricoles	28.052
Total général (non compris les comptes d'ordre)	78.015.214

Assurance facultative agricole (France entière).

Dépenses effectuées du 1er janvier 1932 au 31 décembre 1932 par 103 sociétés de secours mutuels.

DÉSIGNATION	ASSURÉ	CONJOINT	ENFANTS	TOTAL
ASSURANCE MALADIE				
PRESTATIONS EN NATURE				
1 Frais médicaux, traitement, chirurgie, soins dentaires	1.292.805	739.435	826.564	2.858.804
2 Frais pharmaceutiques	1.028.247	621.191	543.087	2.192.525
3 Hospitalisation, cure	183.275	118.048	72.161	373.484
4 Indemnités de remplacement et remboursement à l'assistance médicale gratuite	45.308	»	222	45.530
PRESTATIONS EN ARGENT				
5 Indemnités journalières	996.885	»	»	996.885
Total	3.546.520	1.478.674	1.442.034	6 467.228
COMPTES D'ORDRE « ASSURÉS MIS EN SUBSISTANCE »				
6 Prestations en nature				140
7 Prestations en argent				8.920
Total				9.060

DÉSIGNATION	ASSURÉE	FEMME d'assuré	TOTAL
ASSURANCE MATERNITÉ			
PRESTATIONS EN NATURE			
1 Frais médicaux	142.692	404.541	547.233
2 Soins	34.812	67.869	102.681
PRESTATIONS EN ARGENT			
3 Indemnités journalières	215.521	»	215.521
4 Primes d'allaitement et bons de lait	178.532	»	178.532
Total	571.557	472.410	1.043.967
COMPTES D'ORDRE « ASSURÉS MIS EN SUBSISTANCE »			
5 Prestations en nature			200
6 Prestations en argent			1.108
Total			1.308

ASSURANCE DÉCÈS	
Capital au décès	83.757
DIVERS	
Contrôle médical et divers	148.253
Dépenses globales effectuées par 3 sociétés de secours mutuels	13.912
Total	162.165

Total général (non compris les comptes d'ordre) ..... 7.757.117 fr.

Assurance obligatoire non agricole.

(Année 1933.)

Dépenses effectuées par les caisses primaires de répartition au titre des soins aux invalides.

DÉSIGNATION	MONTANT	DÉSIGNATION	MONTANT
1 Frais médicaux	210.912	8 Versement à d'autres caisses	27.304
2 Traitements	39.480	9 Remboursement à l'assurance-maladie des prestations en argent des invalides effectuant un travail salarié	7.081
3 Interventions chirurgicales	57.732		
4 Soins dentaires	2.424		
5 Frais pharmaceutiques	259.677	10 Soins aux assurés mis en subsistance	10.300
6 Frais d'hospitalisation	207.769	11 Divers. — Contrôle médical	82.767
7 Frais de traitement dans un établissement de cure	196.446	Total	1.101.892

Assurance obligatoire et spéciale (France entière).

ASSURÉS NON AGRICOLES

Dépenses effectuées du 1er janvier 1933 au 31 décembre 1933 par 727 caisses de répartition groupant environ 97 p. 100 des assurés.

DÉSIGNATION	ASSURÉ	CONJOINT	ENFANTS	TOTAL
ASSURANCE MALADIE				
PRESTATIONS EN NATURE				
1 Frais médicaux, cabinet du praticien	49.875.497	9.489.807	10.285.973	69.651.277
2 Frais médicaux, visites à domicile	36.763.824	11.083.119	18.588.806	66.435.749
3 Traitement dans les établissements de soins et dispensaires	8.231.222	1.784.403	4.192.551	14.208.176
4 Interventions chirurgicales	24.199.858	7.136.757	8.052.914	39.389.529
5 Soins dentaires	22.566.850	5.061.587	855.053	28.483.490
6 Frais pharmaceutiques	101.790.216	31.843.374	32.383.843	166.017.433
7 Frais d'hospitalisation	60.112.630	11.767.993	16.879.344	88.759.967
8 Frais de traitement dans un établissement de cure	6.196.748	895.327	7.746.036	14.838.111
9 Indemnités prévues à l'article 4, paragraphes 7 et 9, de la loi et remboursement à l'assistance médicale gratuite (art. 59)	13.873.372	3.667.333	8.973.748	26.514.453
PRESTATIONS EN ARGENT				
10 Demi-salaire de base	294.311.800	»	»	294.311.800
11 Demi-cotisation vieillesse	7.248.447	»	»	7.248.447
Total	625.170.464	82.729.700	107.958.268	815.858.432
COMPTES D'ORDRE				
12 Assurés mis en subsistance. — Prestations en nature	4.043.180	493.038	581.709	5.117.927
13 Assurés mis en subsistance. — Prestations en argent	4.328.087	»	»	4.328.087
Total	8.371.267	493.038	581.709	9.446.014
14 Virements faits aux caisses maternité	»	»	»	136.518
15 Divers. — Contrôle médical	»	»	»	19.988.802

DÉSIGNATION	ASSURANCE spéciale	ASSURÉE	FEMME D'ASSURÉ	TOTAL
ASSURANCE MATERNITE				
PRESTATIONS EN NATURE				
1 Frais médicaux, cabinet du praticien	»	1.743.801	1.536.488	3.280.289
2 Frais médicaux, visites au domicile de l'accouchée	»	12.242.629	17.693.018	29.935.647
3 Traitement dans les établissements de soins et dispensaires	»	576.176	436.537	1.012.713
4 Frais d'interventions chirurgicales	»	1.528.369	1.748.480	3.276.849
5 Frais pharmaceutiques	»	2.406.592	2.596.609	5.003.201
6 Frais d'hospitalisation	»	5.044.738	3.808.860	8.853.598
7 Indemnités journalières de remplacement (art. 4, § 7) et remboursement à l'assistance médicale gratuite	»	742.799	1.043.771	1.786.570
PRESTATIONS EN ARGENT				
8 Demi-salaire de base	80.381	40.094.069	»	40.174.450
9 Demi-cotisation vieillesse	6.723	1.143.714	»	1.150.437
10 Allocations mensuelles d'allaitement	265.061	44.689.780	»	44.954.841
11 Bons de lait	12.756	1.849.406	»	1.862.162
Total	364.921	112.062.073	28.863.763	141.290.757
12 Divers. — Contrôle médical	»	»	»	4.185.889
COMPTES D'ORDRE				
13 Traitements spéciaux en cas de grossesse pathologique	»	77.096	55.102	132.198
14 Mise en subsistance. — Prestations en nature	»	519.606	280.468	800.074
15 Mise en subsistance. — Prestations en argent	»	942.800	»	942.800
Total	»	1.539.502	335.570	1.875.072

DÉSIGNATION	ASSURANCE spéciale	ASSURANCE obligatoire	TOTAL
ASSURANCE DECES			
1 Versement du capital	6.600	30.343.819	30.350.419
2 Divers	17	289.245	289.262
Total	6.617	30.633.064	30.639.681

Total général (non compris les comptes d'ordre) 1.012.100.079

Région de Paris.

Dépenses effectuées du 1er janvier 1933 au 31 décembre 1933 par 88 caisses de répartition des départements de Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Oise, Eure-et-Loir.

DÉSIGNATION	ASSURÉ	CONJOINT	ENFANTS	TOTAL
ASSURANCE-MALADIE				
PRESTATIONS EN NATURE				
1 Frais médicaux, cabinet du praticien	15.081.214	2.535.064	2.983.570	20.599.848
2 Frais médicaux, visites à domicile	10.105.333	2.747.716	5 308.693	18.161.742
3 Traitements dans les établissements de soins et dispensaires	6.187.305	1 349.534	2.094.171	9 631.010
4 Interventions chirurgicales	5 404.636	1.300.732	1.794.845	8.500.213
5 Soins dentaires	8.257.408	1.531.405	325.352	10.114.165
6 Frais pharmaceutiques	31.544.133	7.536.913	8 602.431	47.683.477
7 Frais d'hospitalisation	24.731.474	5.371.484	6 520.359	36.623.317
8 Frais de traitement dans un établissement de cure	3.440.635	416.419	2.925.071	6.782.125
9 Indemnités prévues à l'article 4, paragraphes 7 et 9, de la loi, et remboursement à l'assistance médicale gratuite (art. 59)	1.161.682	479.885	953.936	2.595.503
PRESTATIONS EN ARGENT				
10 Demi-salaire de base	80.968.989	»	»	80.968.989
11 Demi-cotisation vieillesse	2 492.239	»	»	2.492.239
Total	189.375.048	23.269.152	31.508.428	244.152.628
COMPTES D'ORDRE				
12 Assurés mis en subsistance. — Prestations en nature	350.269	53.271	60.852	464.392
13 Assurés mis en subsistance. — Prestations en argent	470.651	»	»	470.651
Total	820.920	53.271	60.852	935.043
14 Virements faits aux caisses maternité	»	»	»	7.542
15 Divers. — Contrôle médical	»	»	»	5.489.054

DÉSIGNATION	ASSURANCE spéciale	ASSURÉE	FEMME D'ASSURÉ	TOTAL
ASSURANCE-MATERNITE				
PRESTATIONS EN NATURE				
1 Frais médicaux, cabinet du praticien	»	589.881	334.597	924.478
2 Frais médicaux, visites au domicile de l'accouchée	»	2.333.675	2.381.371	4.715.046
3 Traitements dans les établissements de soins et dispensaires	»	434.655	263.346	698.001
4 Frais d'interventions chirurgicales	»	606.066	562.820	1.168.886
5 Frais pharmaceutiques	»	523.196	360.332	883.528
6 Frais d'hospitalisation	»	2.211.661	1.521.106	3.732.767
7 Indemnités journalières de remplacement (art. 4, § 7), et remboursement à l'assistance médicale gratuite	»	72.621	67.927	140.548
PRESTATIONS EN ARGENT				
8 Demi-salaire de base	5.690	14.760.259	»	14.765.949
9 Demi-cotisation vieillesse	224	448.494	»	448.718
10 Allocations mensuelles d'allaitement	19.822	11.131.572	»	11.151.394
11 Bons de lait	987	205.622	»	206.609
Total	26.723	33.317.702	5.491.499	38.835.924
12 Divers. Contrôle médical	»	»	»	2.387.954
COMPTES D'ORDRE				
13 Traitements spéciaux en cas de grossesse pathologique	»	10.607	5.619	16.226
14 Mise en subsistance. — Prestations en nature	»	39.742	26.602	66.344
15 Mise en subsistance. — Prestations en argent	»	212.816	»	212.816
Total	»	263.165	32.221	295.386

DÉSIGNATION	ASSURANCE spéciale	ASSURANCE obligatoire	TOTAL
ASSURANCE-DECES			
Versement du capital	720	9 631.047	9.631.767
Divers	»	78.883	78.883
Total	720	9.709.930	9.710.650

Total général (non compris les comptes d'ordre) ..... 300.583.752 fr.

Région de Bordeaux.

Dépenses effectuées du 1er janvier au 31 décembre 1933 par 52 caisses de répartition des départements suivants: Dordogne, Gironde, Basses-Pyrénées, Landes, Lot-et-Garonne.

DÉSIGNATION	ASSURÉ	CONJOINT	ENFANTS	TOTAL
ASSURANCE-MALADIE				
PRESTATIONS EN NATURE				
1 Frais médicaux, cabinet du praticien	2.473.956	451.933	446.407	3.372.296
2 Frais médicaux, visites à domicile	2.255.087	672.819	1.052.957	3.980.863
3 Traitement dans les établissements de soins et dispensaires	140.965	23.778	83.079	247.822
4 Interventions chirurgicales	1.019.531	272.908	257.248	1.549.687
5 Soins dentaires	924.163	167.376	40.933	1.132.472
6 Frais pharmaceutiques	4.904.098	1.347.507	1.356.080	7.607.685
7 Frais d'hospitalisation	2.586.964	502.311	681.712	3.770.987
8 Frais de traitement dans un établissement de cure	63.403	5.287	113.717	182.407
9 Indemnités prévues à l'article 4, paragraphes 7 et 9, de la loi et remboursement à l'assistance médicale gratuite	233.525	82.103	164.092	479.720
PRESTATIONS EN ARGENT				
10 Demi-salaire de base	9.490.377	»	»	9.490.377
11 Demi-cotisation vieillesse	133.768	»	»	133.768
Total	24.225.837	3.526.022	4.196.225	31 948.084
COMPTES D'ORDRE « ASSURÉS MIS EN SUBSISTANCE »				
12 Prestations en nature	64.025	6.639	11.277	81.941
13 Prestations en argent	63.090	»	»	63.090
Total	127.115	6.639	11.277	145.031
14 Virements faits aux caisses de maternité	5.949	»	»	5.949
15 Divers. — Contrôle médical	378.379	»	»	378.379

DÉSIGNATION	ASSURANCE spéciale	ASSURÉE	FEMME D'ASSURÉ	TOTAL
ASSURANCE MATERNITE				
PRESTATIONS EN NATURE				
1 Frais médicaux, cabinet du praticien	»	42.126	41.170	83.296
2 Frais médicaux, visites au domicile de l'accouchée	»	696.838	846.383	1.543.221
3 Traitement dans les établissements de soins et dispensaires	»	5.744	6.690	12.434
4 Frais d'interventions chirurgicales	»	56.164	54.089	110.253
5 Frais pharmaceutiques	»	134.219	144.864	279.083
6 Frais d'hospitalisation	»	288.393	182.857	471.250
7 Indemnités journalières de remplacement (art. 4, § 7), et remboursement à l'assistance médicale gratuite	»	10.726	12.715	23.441
PRESTATIONS EN ARGENT				
8 Demi-salaire de base	1.740	1.304.414	»	1.306.154
9 Demi-cotisation vieillesse	14	29.649	»	29.663
10 Allocations mensuelles d'allaitement	7.398	2.079.110	»	2.086.508
11 Bons de lait	»	53.630	»	53.630
Total	9.152	4.701.013	1.288.768	5.998.933
12 Divers. — Contrôle médical	»	»	»	95.922
COMPTES D'ORDRE				
13 Traitements spéciaux en cas de grossesse pathologique	»	2.215	3.902	6.117
14 Mise en subsistance. — Prestations en nature	»	17.883	5.255	23.138
15 Mise en subsistance. — Prestations en argent	»	23.572	»	23.572
Total	»	43.670	9.157	52.827

DÉSIGNATION	ASSURANCE spéciale	ASSURANCE obligatoire	TOTAL
ASSURANCE-DÉCÈS			
1 Versement du capital	»	873.398	873.398
2 Divers	»	462	462
Total	»	873.860	873.860

Total général (non compris les comptes d'ordre) ..... 39.301.127 fr.

Région de Châlons-sur-Marne.

Dépenses effectuées du 1er janvier au 31 décembre 1933 par 59 caisses de répartition des départements de l'Aisne, Ardennes, Aube, Marne, Haute-Marne.

DÉSIGNATION	ASSURÉ	CONJOINT	ENFANTS	TOTAL
ASSURANCE-MALADIE				
PRESTATIONS EN NATURE				
1 Frais médicaux, cabinet du praticien	2.104.944	515.770	496.263	3.116.977
2 Frais médicaux, visites à domicile	1.638.184	678.456	1.023.614	3.340.254
3 Traitement dans les établissements de soins et dispensaires	106.460	24 638	128.257	258.755
4 Interventions chirurgicales	1.032.308	346.614	439.793	1.818.715
5 Soins dentaires	527.816	147.035	20.242	695.093
6 Frais pharmaceutiques	5.336.572	1.730.233	1.722.857	8.789.662
7 Frais d'hospitalisation	1.387.482	393.906	465.948	2.247.336
8 Frais et traitement dans un établissement de cure	221.575	29.035	599.487	850.097
9 Indemnités prévues à l'article 4, paragraphes 7 et 9, de la loi et remboursement à l'assistance médicale gratuite (art. 59)	1.332.055	580.097	1.303.194	3.215.346
PRESTATIONS EN ARGENT				
10 Demi-salaire de base	13.932.460	»	»	13.932.460
11 Demi-cotisation vieillesse	299.765	»	»	299.765
Total	27.919.621	4.445.184	6.199.655	38.564.460
COMPTES D'ORDRE				
12 Assurés mis en subsistance. — Prestations en nature	81.505	4.878	10.318	96.701
13 Assurés mis en subsistance. — Prestations en argent	40.347	»	»	40.347
Total	121.852	4.878	10.318	137.048
14 Virements faits aux caisses maternité	»	»	»	3.297
15 Divers. — Contrôle médical	»	»	»	487.552

DÉSIGNATION	ASSURANCE spéciale	ASSURÉE	FEMME D'ASSURÉ	TOTAL
ASSURANCE-MATERNITE				
PRESTATIONS EN NATURE				
1 Frais médicaux, cabinet du praticien	»	29.154	21.895	51.049
2 Frais médicaux, visites au domicile de l'accouchée	»	864.016	1.430.045	2.294.061
3 Traitement dans les établissements de soins et dispensaires	»	4.270	3.657	7.927
4 Frais d'interventions chirurgicales	»	27.259	44.238	71.497
5 Frais pharmaceutiques	»	114.391	111.755	226.146
6 Frais d'hospitalisation	»	119.303	123.315	242.618
7 Indemnités journalières de remplacement (art. 4, § 7) et remboursement à l'assistance médicale gratuite	»	70.533	179.252	249.785
PRESTATIONS EN ARGENT				
8 Demi-salaire de base	5.564	1.734.962	»	1.740.526
9 Demi-cotisation vieillesse	43	43.086	»	43.129
10 Allocations mensuelles d'allaitement	13.266	2.168.224	»	2.181.490
11 Bons de lait	1.137	136.747	»	137.884
Total	20.010	5.311.945	1.914.157	7.246.112
12 Divers. — Contrôle médical	»	»	»	73.562
COMPTES D'ORDRE				
13 Traitements spéciaux en cas de grossesse pathologique	»	276	1.694	1.970
14 Mise en subsistance. — Prestations en nature	»	7.363	17.425	24.788
15 Mise en subsistance. — Prestations en argent	»	7.214	»	7.214
Total	»	14.853	19.119	33.972

DÉSIGNATION	ASSURANCE spéciale	ASSURANCE obligatoire	TOTAL
ASSURANCE-DECES			
Versement du capital	»	1.467.388	1.467.388
Divers	»	1.725	1.725
Total	»	1.469 113	1.469.113

Total général (non compris les comptes d'ordre) ..... 47.844.096 fr.

Région de Clermont-Ferrand.

Dépenses effectuées du 1er janvier au 31 décembre 1933 par 20 caisses de répartition des départements de l'Allier, Cantal, Haute-Loire, Lozère, Puy-de-Dôme.

DÉSIGNATION	ASSURÉ	CONJOINT	ENFANTS	TOTAL
ASSURANCE-MALADIE				
PRESTATIONS EN NATURE				
1 Frais médicaux, cabinet du praticien	1.040.356	215.021	201.254	1.456.631
2 Frais médicaux, visites à domicile	672.873	215.220	300.145	1.188.238
3 Traitement dans les établissements de soins et dispensaires	159.333	13.830	60.325	233.488
4 Interventions chirurgicales	437.512	149.134	152.153	738.799
5 Soins dentaires	308.699	64.168	13.190	386.057
6 Frais pharmaceutiques	2.456.421	805.411	707 786	3.969 618
7 Frais d'hospitalisation	864.592	99.844	115 938	1.080.374
8 Frais de traitement dans un établissement de cure	139.613	58.886	141.316	339.815
9 Indemnités prévues à l'article 4, paragraphes 7 et 9, de la loi et remboursement à l'assistance médicale gratuite (art. 59)	60.389	9.349	30.169	99.907
PRESTATIONS EN ARGENT				
10 Demi-salaire de base	6.826.468	»	»	6.826.468
11 Demi-cotisation vieillesse	123.539	»	»	123.539
Total	13.089.795	1.630.863	1.722.276	16.442.934
COMPTES D'ORDRE « ASSURÉS MIS EN SUBSISTANCE »				
12 Prestations en nature	101.616	4.646	5.851	112.113
13 Prestations en argent	54.006	»	»	54.006
Total	155.622	4.646	5.851	166.119
14 Virements faits aux caisses maternité	»	»	»	2.855
15 Divers. — Contrôle médical	»	»	»	177.993

DÉSIGNATION	ASSURANCE spéciale	ASSURÉE	FEMME D'ASSURÉ	TOTAL
ASSURANCE-MATERNITE				
PRESTATIONS EN NATURE				
1 Frais médicaux, cabinet du praticien	»	4.067	6.262	10.329
2 Frais médicaux, visites au domicile de l'accouchée	»	292.519	440.085	732.604
3 Traitement dans les établissements de soins et dispensaires	»	2.087	1.731	3.818
4 Frais d'interventions chirurgicales	»	29.677	30.252	59.929
5 Frais pharmaceutiques	»	64.465	71.164	135.629
6 Frais d'hospitalisation	»	94.879	43.785	138.664
7 Indemnités journalières de remplacement (art. 4, § 7), et remboursement de l'assistance médicale gratuite	»	8.871	8.480	17.351
PRESTATIONS EN ARGENT				
8 Demi-salaire de base	9.828	716.609	»	726.437
9 Demi-cotisation vieillesse	»	14.192	»	14.192
10 Allocations mensuelles d'allaitement	39.742	941.598	»	981.340
11 Bons de lait	204	41.639	»	41.843
Total	49.774	2.210.603	601.759	2.862.136
12 Divers. — Contrôle médical	»	»	»	36.405
COMPTES D'ORDRE				
13 Traitements spéciaux en cas de grossesse pathologique	»	»	»	»
14 Mise en subsistance. — Prestations en nature	»	9.423	5.869	15.292
15 Mise en subsistance. — Prestations en argent	»	11.340	»	11.340
Total	»	20.763	5.869	26.632

DÉSIGNATION	ASSURANCE spéciale	ASSURANCE obligatoire	TOTAL
ASSURANCE-DECES			
Versement du capital	2.160	586.282	588.442
Divers	»	4.147	4.147
Total	2.160	590.429	592.589

Total général (non compris les comptes d'ordre) ..... 20.114.912 fr.

Région de Dijon.

Dépenses effectuées du 1er janvier 1933 au 31 décembre 1933 par 35 caisses de répartition des départements de la Côte-d'Or, Doubs, Jura, Saône-et-Loire, Yonne.

DÉSIGNATION	ASSURÉ	CONJOINT	ENFANTS	TOTAL
ASSURANCE-MALADIE				
PRESTATIONS EN NATURE				
1 Frais médicaux, cabinet du praticien	1.659.402	360.398	343.972	2.363.772
2 Frais médicaux, visites à domicile	1.204.538	371.859	506.512	2.082.909
3 Traitement dans les établissements de soins et dispensaires	110.161	35.038	88.140	233.339
4 Interventions chirurgicales	1.023.822	284.449	343.952	1.652.223
5 Soins dentaires	785.698	223.625	33.617	1.042.940
6 Frais pharmaceutiques	3.858.727	1.329.130	1.149.567	6.337.424
7 Frais d'hospitalisation	1.596.186	332.842	312.830	2.241.858
8 Frais de traitement dans un établissement de cure	117.892	31.107	186.149	335.148
9 Indemnités prévues à l'article 4, paragraphes 7 et 9, de la loi et remboursement à l'assistance médicale gratuite (art. 59)	401.343	102.769	190.065	694.177
PRESTATIONS EN ARGENT				
10 Demi-salaire de base	10.884.381	»	»	10.884.381
11 Demi-cotisation vieillesse	217.534	»	»	217.534
Total	21.859.684	3.071.217	3.154.804	28.085.705
COMPTES D'ORDRE				
12 Assurés mis en subsistance. — Prestations en nature	116.844	7.631	11.336	135.811
13 Assurés mis en subsistance. — Prestations en argent	95.588	»	»	95.588
Total	212.432	7.631	11.336	231.399
14 Virements faits aux caisses maternité	»	»	»	3.615
15 Divers. — Contrôle médical	»	»	»	351.693

DESIGNATION	ASSURANCE spéciale	ASSURÉE	FEMME D'ASSURÉ	TOTAL
ASSURANCE MATERNITE				
PRESTATIONS EN NATURE				
1 Frais médicaux, cabinet du praticien	»	71.297	108.474	179.771
2 Frais médicaux, visites au domicile de l'accouchée	»	524.574	958.366	1.482.940
3 Traitement dans les établissements de soins et dispensaires	»	25.472	74.880	100.352
4 Frais d'interventions chirurgicales	»	30.348	39.807	70.155
5 Frais pharmaceutiques	»	80.924	109.852	190.776
6 Frais d'hospitalisation	»	139.139	85.933	225.072
7 Indemnités journalières de remplacement (art. 4, § 7), et remboursement à l'assistance médicale gratuite (art. 59)	»	56.070	97.618	153.688
PRESTATIONS EN ARGENT				
8 Demi-salaire de base	6.886	1.185.177	»	1.192.063
9 Demi-cotisation vieillesse	91	21.058	»	21.149
10 Allocations mensuelles d'allaitement	22.551	1.739.858	»	1.762.409
11 Bons de lait	1.396	136.552	»	137.948
Total	30.924	4.010.469	1.474.930	5.516.323
12 Divers. — Contrôle médical	»	»	»	18.774
COMPTES D'ORDRE				
13 Traitements spéciaux en cas de grossesse pathologique	»	»	»	»
14 Mise en subsistance. — Prestations en nature	»	10.632	10.701	21.333
15 Mise en subsistance. — Prestations en argent	»	26.194	»	26.194
Total	»	36.826	10.701	47.527

DESIGNATION	ASSURANCE spéciale	ASSURANCE obligatoire	TOTAL
ASSURANCE-DECES			
Versement du capital	»	1.067.163	1.067.163
Divers	»	7.321	7.321
Total	»	1.074.484	1.074.484

Total général (non compris les comptes d'ordre) ..... 35.050.594 fr.

Région de Lille.

Dépenses effectuées du 1er janvier 1933 au 31 décembre 1933 par 59 caisses de répartition des départements du Nord, Pas-de-Calais, Somme.

DÉSIGNATION	ASSURÉ	CONJOINT	ENFANTS	TOTAL
ASSURANCE-MALADIE				
PRESTATIONS EN NATURE				
1 Frais médicaux, cabinet du praticien	6.097.246	1.213.311	1.416.191	8.726.748
2 Frais médicaux, visites à domicile	5.011.226	1.782.421	2.943.736	9.737.383
3 Traitement dans les établissements de soins et dispensaires	226.509	73.986	228.571	529.066
4 Interventions chirurgicales	3.977.845	1.436.676	1.499.628	6.914.149
5 Soins dentaires	3.238.783	1.126.601	110.946	4.476.330
6 Frais pharmaceutiques	14.492.119	4.859.988	4.912.061	24.264.168
7 Frais d'hospitalisation	2.869.744	569.854	1.019.520	4.459.118
8 Frais de traitement dans un établissement de cure	482.650	20.227	794.153	1.297.030
9 Indemnités prévues à l'article 4, paragraphes 7 et 9, de la loi et remboursement à l'assistance médicale gratuite (art. 59)	3.240.525	805.245	2.037.951	6.083.721
PRESTATIONS EN ARGENT				
10 Demi-salaire de base	41.333.842	»	»	41.333.842
11 Demi-cotisation vieillesse	926.046	»	»	926.046
Total	81.896.535	11.888.309	14.962.757	108.747.601
COMPTES D'ORDRE				
12 Assurés mis en subsistance. — Prestations en nature	188.980	52.589	43.999	285.568
13 Assurés mis en subsistance. — Prestations en argent	260.170	»	»	260.170
Total	449.150	52.589	43.999	545.738
14 Virements faits aux caisses maternité	»	»	»	2.993
15 Divers. — Contrôle médical	»	»	»	3.633.068

DÉSIGNATION	ASSURANCE spéciale	ASSURÉE	FEMME D'ASSURÉ	TOTAL
ASSURANCE-MATERNITE				
PRESTATIONS EN NATURE				
1 Frais médicaux, cabinet du praticien	»	201.666	125.583	327.249
2 Frais médicaux, visites au domicile de l'accouchée	»	1.419.153	2.176.136	3.595.289
3 Traitement dans les établissements de soins et dispensaires	»	12.376	21.688	34.064
4 Frais d'interventions chirurgicales	»	220.867	267.040	487.907
5 Frais pharmaceutiques	»	295.984	320.951	616.935
6 Frais d'hospitalisation	»	264.704	155.132	419.836
7 Indemnités journalières de remplacement (art. 4, § 7), et remboursement à l'assistance médicale gratuite	»	234.928	244.364	479.292
PRESTATIONS EN ARGENT				
8 Demi-salaire de base	3.563	5.385.738	»	5.389.301
9 Demi-cotisation vieillesse	100	125.851	»	125.051
10 Allocations mensuelles d'allaitement	5.996	5.704.216	»	5.710.212
11 Bons de lait	2.907	298.146	»	301.053
Total	12.566	14.163.629	3.310.894	17.487.089
12 Divers. — Contrôle médical	»	»	»	354.365
COMPTES D'ORDRE				
13 Traitements spéciaux en cas de grossesse pathologique		5.745	6.225	11.970
14 Mise en subsistance. — Prestations en nature		15.069	19.634	34.703
15 Mise en subsistance. — Prestations en argent		52.935	»	52.935
Total		73.749	25.859	99.608

DÉSIGNATION	ASSURANCE spéciale	ASSURANCE obligatoire	TOTAL
ASSURANCE-DECES			
Versement du capital	1.020	3.445.396	3.446.416
Divers	»	83 329	83.329
Total	1.020	3.528.725	3.529.745

Total général (non compris les comptes d'ordre) ..... 133.754.861 fr.

Région de Limoges.

Dépenses effectuées du 1er janvier au 31 décembre 1933 par 31 caisses de répartition des départements de Charente, Charente-Inférieure, Corrèze, Creuse, Deux-Sèvres, Vienne, Haute-Vienne.

DÉSIGNATION	ASSURÉ	CONJOINT	ENFANTS	TOTAL
ASSURANCE-MALADIE				
PRESTATIONS EN NATURE				
1 Frais médicaux, cabinet du praticien	1.156.615	249.007	244.907	1.650.529
2 Frais médicaux, visites à domicile	1.061.545	319.746	473.196	1.854.487
3 Traitements dans les établissements de soins et dispensaires	43.852	2.215	86.769	132.836
4 Interventions chirurgicales	723.325	219.310	231.259	1.173.894
5 Soins dentaires	537.771	108.806	23.051	669.628
6 Frais pharmaceutiques	2.914.723	899.034	893.940	4.707.697
7 Frais d'hospitalisation	741.290	136.533	165.088	1.042.911
8 Frais de traitement dans un établissement de cure	24.403	4.589	84.735	113.727
9 Indemnités prévues à l'article 4, paragraphes 7 et 9, de la loi et remboursement à l'assistance médicale gratuite (art. 59)	483.904	109.324	162.102	755.330
PRESTATIONS EN ARGENT				
10 Demi-salaire de base	6.203.307	»	»	6.203.307
11 Demi-cotisation vieillesse	113.568	»	»	113.568
Total	14.004.303	2.048.564	2.365.047	18.417.914
COMPTES D'ORDRE				
12 Assurés mis en subsistance. — Prestations en nature	61.667	9.281	6.042	76.990
13 Assurés mis en subsistance. — Prestations en argent	86.614	»	»	86.614
Total	148.281	9.281	6.042	163.604
14 Virements faits aux caisses maternité	»	»	»	4.226
15 Divers. — Contrôle médical	»	»	»	515.143

DÉSIGNATION	ASSURANCE spéciale.	ASSURÉE	FEMME D'ASSURÉ	TOTAL
ASSURANCE-MATERNITÉ				
PRESTATIONS EN NATURE				
1 Frais médicaux, cabinet du praticien	»	36.425	65.224	101.649
2 Frais médicaux, visites au domicile de l'accouchée	»	410.612	699.751	1.110.363
3 Traitements dans les établissements de soins et dispensaires	»	695	1 672	2.367
4 Frais d'interventions chirurgicales	»	64.702	96.056	160.758
5 Frais pharmaceutiques	»	71.859	113.096	184.955
6 Frais d'hospitalisation	»	76.214	69.824	146.038
7 Indemnités journalières de remplacement (art. 4, § 7), et remboursement à l'assistance médicale gratuite	»	19.571	28.747	48.318
PRESTATIONS EN ARGENT				
8 Demi-salaire de base	840	730.712	»	731.552
9 Demi-cotisation vieillesse	7	15.163	»	15.170
10 Allocations mensuelles d'allaitement	3.050	1.229.434	»	1.232.484
11 Bons de lait	»	60.786	»	60.786
Total	3.897	2.716.173	1.074.370	3.794.440
12 Divers. — Contrôle médical	»	»	»	34.222
COMPTES D'ORDRE				
13 Traitements spéciaux en cas de grossesse pathologique	»	2.054	3.522	5.576
14 Mise en subsistance. — Prestations en nature	»	18.882	10.845	29.727
15 Mise en subsistance. — Prestations en argent	»	23.857	»	23.857
Total	»	44.793	14.367	59.160

DÉSIGNATION	ASSURANCE spéciale.	ASSURANCE obligatoire	TOTAL
ASSURANCE-DÉCÈS			
Versement du capital	»	708.076	708.076
Divers	»	3.241	3.241
Total	»	711.317	711 317

Total général (non compris les comptes d'ordre) ..... 23.477.262 fr.

Région de Lyon.

Dépenses effectuées du 1er janvier au 31 décembre 1933 par 80 caisses de répartition des départements de l'Ain, Ardèche, Drôme, Isère, Loire, Rhône, Savoie, Haute-Savoie.

DÉSIGNATION	ASSURÉ	CONJOINT	ENFANTS	TOTAL
ASSURANCE-MALADIE				
PRESTATIONS EN NATURE				
1 Frais médicaux, cabinet du praticien	4.428.637	790.548	773.877	5.993.062
2 Frais médicaux, visites à domicile	2.804.568	682.801	1.068.632	4.556.001
3 Traitement dans les établissements de soins et dispensaires	294.070	65.877	225.965	585.912
4 Interventions chirurgicales	2.429.481	654.826	713.588	3.797.895
5 Soins dentaires	3.057.172	639.768	110.436	3.807.376
6 Frais pharmaceutiques	1.148.927	2.699.147	2.501.100	6.349.174
7 Frais d'hospitalisation	8.195.486	1.806.994	3.809.085	13.811.565
8 Frais de traitement dans un établissement de cure	844.029	183.590	1.179.103	2.206.722
9 Indemnités prévues à l'article 4, paragraphes 7 et 9, de la loi et remboursement à l'assistance médicale gratuite (art. 59)	1.489.772	328.243	1.475.444	3.293.459
PRESTATIONS EN ARGENT				
10 Demi-salaire de base	36.081.890	»	»	36.081.890
11 Demi-cotisation vieillesse	1.000.207	»	»	1.000.207
Total	61.774.239	7.851.794	11.857.230	81.483.263
COMPTES D'ORDRE				
12 Assurés mis en subsistance. — Prestations en nature	892.497	82.557	94.053	1.069.107
13 Assurés mis en subsistance. — Prestations en argent	1.503.080	»	»	1.503.080
Total	2.395.577	82.557	94.053	2.572.187
14 Virements faits aux caisses de maternité	»	»	»	64.128
15 Divers. — Contrôle médical	»	»	»	2.711.008

DÉSIGNATION	ASSURANCE spéciale	ASSURÉE	FEMME D'ASSURÉ	TOTAL
ASSURANCE-MATERNITE				
PRESTATIONS EN NATURE				
1 Frais médicaux, cabinet du praticien	»	313.842	334.437	648.279
2 Frais médicaux, visites au domicile de l'accouchée	»	1.276.640	1.567.527	2.844.167
3 Traitement dans les établissements de soins et dispensaires	»	51.851	26.764	78.615
4 Frais d'interventions chirurgicales	»	160.145	175.637	335.782
5 Frais pharmaceutiques	»	272.024	290.308	562.332
6 Frais d'hospitalisation	»	678.918	613.101	1.292.019
7 Indemnités journalières de remplacement (art. 4, § 7), et remboursement à l'assistance médicale gratuite	»	53.737	76.949	130.686
PRESTATIONS EN ARGENT				
8 Demi-salaire de base	2.791	4.230.706	»	4.233.497
9 Demi-cotisation vieillesse	1.524	214.296	»	215.820
10 Allocations mensuelles d'allaitement	12.650	6.177.741	»	6.190.391
11 Bons de lait	582	225.459	»	226.041
Total	17.547	13.655.359	3.084.723	16.757.629
12 Divers. — Contrôle médical	»	»	»	596.490
COMPTES D'ORDRE				
13 Traitements spéciaux en cas de grossesse pathologique	»	28.155	27.847	56.002
14 Mise en subsistance. — Prestations en nature	»	173.940	36.062	210.002
15 Mise en subsistance. — Prestations en argent	»	280.801	»	280.801
Total	»	482.896	63.909	546.805

DÉSIGNATION	ASSURANCE spéciale	ASSURANCE obligatoire	TOTAL
ASSURANCE-DECES			
Versement du capital	»	3.184.186	3.184.186
Divers	17	30.056	30.073
Total	17	3.214.242	3.214.259

Total général (non compris les comptes d'ordre) ..... 104.826.777 fr.

Région de Marseille.

Dépenses effectuées du 1er janvier au 31 décembre 1933 par 48 caisses de répartition des départements des Alpes-Maritimes, Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Bouches-du-Rhône, Corse, Var, Vaucluse.

DÉSIGNATION	ASSURÉ	CONJOINT	ENFANTS	TOTAL
ASSURANCE-MALADIE				
PRESTATIONS EN NATURE				
1 Frais médicaux, cabinet du praticien	3.372.371	703.460	613.554	4.689.385
2 Frais médicaux, visites à domicile	2.386.921	748.320	1.298.582	4.433.823
3 Traitement dans les établissements de soins et dispensaires	129.064	32.907	75.575	237.546
4 Interventions chirurgicales	1.798.826	579.731	529.955	2.908.512
5 Soins dentaires	983.202	207.839	39.836	1 230.877
6 Frais pharmaceutiques	5.466.570	1.738.938	1.708.693	8 914.201
7 Frais d'hospitalisation	5.907.627	829.335	1.408.543	8.145.505
8 Frais de traitement dans un établissement de cure	128.318	10.869	213.493	352.680
9 Indemnités prévues à l'article 4, paragraphes 7 et 9, de la loi et remboursement à l'assistance médicale gratuite (art. 59)	460.441	75.897	93.457	629.795
PRESTATIONS EN ARGENT				
10 Demi-salaire de base	18.716.037	»	»	18.716.037
11 Demi-cotisation vieillesse	463.869	»	»	463.869
Total	39.813.246	4.927.296	5.981.688	50.722.230
COMPTES D'ORDRE				
12 Assurés mis en subsistance. — Prestations en nature	961.166	30.764	46.527	1.038.457
13 Assurés mis en subsistance. — Prestations en argent	341.580	»	»	341.580
Total	1 302.746	30.764	46.527	1 380.037
14 Virements faits aux caisses de maternité	»	»	»	9.530
15 Divers. — Contrôle médical	»	»	»	1.952.453

DÉSIGNATION	ASSURANCE spéciale	ASSURÉE	FEMME D'ASSURÉ	TOTAL
ASSURANCE-MATERNITÉ				
PRESTATIONS EN NATURE				
1 Frais médicaux, cabinet du praticien	»	203.086	145.118	348.204
2 Frais médicaux, visites au domicile de l'accouchée	»	759.991	1.343.783	2.103.774
3 Traitement dans les établissements de soins et dispensaires	»	2.090	13.856	15.946
4 Frais d'interventions chirurgicales	»	45.190	68.907	114.097
5 Frais pharmaceutiques	»	184.876	246.951	431.827
6 Frais d'hospitalisation	»	495.400	343.339	838.739
7 Indemnités journalières de remplacement (art. 4, § 7), et remboursement à l'assistance médicale gratuite	»	11.528	9.579	21.107
PRESTATIONS EN ARGENT				
8 Demi-salaire de base	3.240	1 732.709	»	1.735.949
9 Demi-cotisation vieillesse	58	42.922	»	42.980
10 Allocations mensuelles d'allaitement	9.868	2.713.662	»	2.723.530
11 Bons de lait	»	115.179	»	115.179
Total	13.166	6.306.633	2.171.533	8.491.332
12 Divers. — Contrôle médical	»	»	»	149.251
COMPTES D'ORDRE				
13 Traitements spéciaux en cas de grossesse pathologique	»	9.143	515	9.658
14 Mise en subsistance. — Prestations en nature	»	101.544	20.075	121.619
15 Mise en subsistance. — Prestations en argent	»	77.449	»	77.449
Total	»	188.136	20.590	208.726

DÉSIGNATION	ASSURANCE spéciale	ASSURANCE obligatoire	TOTAL
ASSURANCE-DÉCÈS			
Versement du capital	»	1.684.432	1.684.432
Divers	»	4.911	4.911
Total	»	1.689.343	1.689.343

Total général (non compris les comptes d'ordre) ..... 63.014.139 fr.

Région de Montpellier.

Dépenses effectuées du 1er janvier au 31 décembre 1933 par 32 caisses de répartition des départements de l'Aude, Aveyron, Gard, Hérault, Pyrénées-Orientales.

DÉSIGNATION	ASSURÉ	CONJOINT	ENFANTS	TOTAL
ASSURANCE-MALADIE				
PRESTATIONS EN NATURE				
1 Frais médicaux, cabinet du praticien	1.278.207	327.647	361.680	1.967.534
2 Frais médicaux, visites à domicile	918.676	255.668	340.560	1.514.904
3 Traitement dans les établissements de soins et dispensaires	61.244	15.109	63.297	139.650
4 Interventions chirurgicales	632.840	207.534	183.188	1.023.562
5 Soins dentaires	297.121	56.165	7.204	360.490
6 Frais pharmaceutiques	2.177.004	768.388	697.613	3.643.005
7 Frais d'hospitalisation	947.839	205.845	217.947	1.371.601
8 Frais de traitement dans un établissement de cure	77.744	11.115	80.037	168.896
9 Indemnités prévues à l'article 4, paragraphes 7 et 9, de la loi et remboursement à l'assistance médicale gratuite (art. 59)	279.146	102.676	166.219	548.041
PRESTATIONS EN ARGENT				
10 Demi-salaire de base	4 731.303	»	»	4.731.303
11 Demi-cotisation vieillesse	59.768	»	»	59.768
Total	11.460.892	1.950.117	2.117.745	15.528.754
COMPTES D'ORDRE				
12 Assurés mis en subsistance. — Prestations en nature	143.013	17.586	16.133	176.732
13 Assurés mis en subsistance. — Prestations en argent	83.744	»	»	83.744
Total	226.757	17.586	16.133	260.476
14 Virements faits aux caisses de maternité	»	»	»	»
15 Divers. — Contrôle médical	»	»	»	213.332

DÉSIGNATION	ASSURANCE spéciale	ASSURÉE	FEMME D'ASSURÉ	TOTAL
ASSURANCE-MATERNITÉ				
PRESTATIONS EN NATURE				
1 Frais médicaux, cabinet du praticien	»	56.445	134.713	191.158
2 Frais médicaux, visites au domicile de l'accouchée	»	209.421	400.249	609.670
3 Traitement dans les établissements de soins et dispensaires	»	3.731	1.074	4.805
4 Frais d'interventions chirurgicales	»	59.716	108 598	168.314
5 Frais pharmaceutiques	»	53.029	86.192	139.221
6 Frais d'hospitalisation	»	45.551	73.575	119.126
7 Indemnités journalières de remplacement (art. 4, § 7), et remboursement à l'assistance médicale gratuite	»	4.431	11.328	15.759
PRESTATIONS EN ARGENT				
8 Demi-salaire de base	1.673	533.982	»	535.655
9 Demi-cotisation vieillesse	»	5.528	»	5.528
10 Allocations mensuelles d'allaitement	6.228	900.551	»	906.779
11 Bons de lait	460	50.401	»	50.861
Total	8.361	1.922.786	815.729	2.746.876
12 Divers. — Contrôle médical	»	»	»	17.188
COMPTES D'ORDRE				
13 Traitements spéciaux en cas de grossesse pathologique	»	»	»	»
14 Mise en subsistance. — Prestations en nature	»	5.823	23.669	29.492
15 Mise en subsistance. — Prestations en argent	»	24.227	»	24.227
Total	»	30.050	23.669	53.719

DÉSIGNATION	ASSURANCE spéciale	ASSURANCE obligatoire	TOTAL
ASSURANCE-DÉCÈS			
Versement du capital	»	520.375	520.375
Divers	»	18.056	18.056
Total	»	538.431	538.431

Total général (non compris les comptes d'ordre) ..... 19.044.581 fr.

Région de Nancy.

Dépenses effectuées du 1er janvier au 31 décembre 1933 par 69 caisses de répartition des départements de Meurthe-et-Moselle, Meuse, territoire de Belfort, Haute-Saône, Vosges.

DÉSIGNATION	ASSURÉ	CONJOINT	ENFANTS	TOTAL
ASSURANCE-MALADIE				
PRESTATIONS EN NATURE				
1 Frais médicaux, cabinet du praticien	2.931.157	526.745	671.520	4.129.422
2 Frais médicaux, visites à domicile	1.378.667	467.501	863.322	2.709.490
3 Traitement dans les établissements de soins et dispensaires	295 354	18.694	360.785	674.833
4 Interventions chirurgicales	1.123.216	405.544	466.707	1.995.467
5 Soins dentaires	660.147	143.677	28 532	832.356
6 Frais pharmaceutiques	4.957.325	1.658.539	1.877.429	8.493 293
7 Frais d'hospitalisation	2.279.619	432.159	570.972	3.282.750
8 Frais de traitement dans un établissement de cure	292.382	44.127	581.572	918.081
9 Indemnités prévues à l'article 4, paragraphes 7 et 9, de la loi et remboursement à l'assistance médicale gratuite (art. 59)	328.041	64.316	283.133	675.490
PRESTATIONS EN ARGENT				
10 Demi-salaire de base	13.187.383	»	»	13.187.383
11 Demi-cotisation vieillesse	356.033	»	»	356.033
Total	27.789.324	3.761.302	5.703.972	37.254.598
COMPTES D'ORDRE				
12 Assurés mis en subsistance. — Prestations en nature	208.024	11.729	15.809	235.562
13 Assurés mis en subsistance. — Prestations en argent	63.662	»	»	63.662
Total	271.686	11.729	15.809	299.224
14 Virements faits aux caisses maternité	»	»	»	24
15 Divers. — Contrôle médical	»	»	»	652.486

DÉSIGNATION	ASSURANCE spéciale	ASSURÉE	FEMME D'ASSURÉ	TOTAL
ASSURANCE-MATERNITE				
PRESTATIONS EN NATURE				
1 Frais médicaux, cabinet du praticien	»	32.916	40.031	72.947
2 Frais médicaux, visites au domicile de l'accouchée	»	780.497	1.249.066	2.029.563
3 Traitement dans les établissements de soins et dispensaires	»	6.908	4.618	11.526
4 Frais d'interventions chirurgicales	»	47.041	69.854	116.895
5 Frais pharmaceutiques	»	83.175	132.495	215.670
6 Frais d'hospitalisation	»	147.451	153.244	300.695
7 Indemnités journalières de remplacement (art. 4, § 7), et remboursement à l'assistance médicale gratuite	»	7.631	19.413	27.044
PRESTATIONS EN ARGENT				
8 Demi-salaire de base	18.069	1.860.992	»	1.879.061
9 Demi-cotisation vieillesse	14	52.283	»	52.297
10 Allocations mensuelles d'allaitement	56.540	2.639.073	»	2.695.613
11 Bons de lait	2.670	121.674	»	124.344
Total	77.293	5.779.641	1.668.721	7.525.655
12 Divers. — Contrôle médical	»	»	»	35.106
COMPTES D'ORDRE				
13 Traitements spéciaux en cas de grossesse pathologique	»	924	»	924
14 Mise en subsistance. — Prestations en nature	»	14.923	11.587	26.510
15 Mise en subsistance. — Prestations en argent	»	»	»	»
Total	»	15.847	11.587	27.434

DÉSIGNATION	ASSURANCE spéciale	ASSURANCE obligatoire	TOTAL
ASSURANCE-DECES			
Versement du capital	1.380	1.426.349	1.427.729
Divers	»	99	99
Total	1.380	1.426.448	1.427.828

Total général (non compris les comptes d'ordre) ..... 46.895.697 fr.

Région de Nantes.

Dépenses effectuées du 1er janvier au 31 décembre 1933 par 31 caisses de répartition des départements d'Indre-et-Loire, Loire-Inférieure, Morbihan, Maine-et-Loire, Vendée.

DÉSIGNATION	ASSURÉ	CONJOINT	ENFANTS	TOTAL
ASSURANCE-MALADIE				
PRESTATIONS EN NATURE				
1 Frais médicaux, cabinet du praticien	1.871.120	407.361	378.293	2.656.774
2 Frais médicaux, visites à domicile	1.390.868	485.102	746.771	2.622.741
3 Traitement dans les établissements de soins et dispensaires	124.419	39.078	298.734	462.231
4 Interventions chirurgicales	1.004.596	329.326	318.190	1.652.112
5 Soins dentaires	863.892	239.895	40.486	1.144.273
6 Frais pharmaceutiques	5.440.249	1.793.391	1.577.424	8.811.064
7 Frais d'hospitalisation	1.418.277	293.227	499.910	2.211.414
8 Frais de traitement dans un établissement de cure	90.750	25.757	222.071	338.578
9 Indemnités prévues à l'article 4, paragraphes 7 et 9, de la loi et remboursement à l'assistance médicale gratuite (art. 59)	421.269	110.307	254.167	785.743
PRESTATIONS EN ARGENT				
10 Demi-salaire de base	12.029.054	»	»	12.029.054
11 Demi-cotisation vieillesse	240.549	»	»	240.549
Total	24.895.043	3.723.444	4.336.046	32.954.533
COMPTES D'ORDRE				
12 Assurés mis en subsistance. — Prestations en nature	28.610	5.063	6.159	39.832
13 Assurés mis en subsistance. — Prestations en argent	26.849	»	»	26.849
Total	55.459	5.063	6.159	66.681
14 Virements faits aux caisses maternité	»	»	»	144
15 Divers. — Contrôle médical	»	»	»	686.362

DÉSIGNATION	ASSURANCE spéciale	ASSURÉE	FEMME D'ASSURÉ	TOTAL
ASSURANCE-MATERNITE				
PRESTATIONS EN NATURE				
1 Frais médicaux, cabinet du praticien	»	10.447	14.508	24.955
2 Frais médicaux, visites au domicile de l'accouchée	»	490.832	954.851	1.445.683
3 Traitement dans les établissements de soins et dispensaires	»	1.300	1.127	2.427
4 Frais d'interventions chirurgicales	»	41.304	72.332	113.636
5 Frais pharmaceutiques	»	107.251	148.961	256.212
6 Frais d'hospitalisation	»	139.186	144.107	283.293
7 Indemnités journalières de remplacement (art. 4, § 7), et remboursement à l'assistance médicale gratuite	»	27.359	38.278	65.637
PRESTATIONS EN ARGENT				
8 Demi-salaire de base	8.365	1.154.333	»	1.162.698
9 Demi-cotisation vieillesse	3.816	17.737	»	21.553
10 Allocations mensuelles d'allaitement	26.131	1.442.831	»	1.468.962
11 Bons de lait	638	19.532	»	20.170
Total	38.950	3.452.112	1.374.164	4.865.226
12 Divers. — Contrôle médical	»	»	»	25.642
COMPTES D'ORDRE				
13 Traitements spéciaux en cas de grossesse pathologique	»	»	287	287
14 Mise en subsistance. — Prestations en nature	»	4.295	3.286	7.581
15 Mise en subsistance. — Prestations en argent	»	14.032	»	14.032
Total	»	18.327	3.573	21.900

DÉSIGNATION	ASSURANCE spéciale	ASSURANCE obligatoire	TOTAL
ASSURANCE-DECES			
Versements du capital	720	1.389.948	1.390.668
Divers	»	8.811	8.811
Total	720	1.398.759	1.399.479

Total général (non compris les comptes d'ordre) ..... 39.931.386 fr.

Région d'Orléans.

Dépenses effectuées du 1er janvier au 31 décembre 1933 par 22 caisses de répartition des départements du Cher, Indre, Loir-et-Cher, Loiret, Nièvre.

DÉSIGNATION	ASSURÉ	CONJOINT	ENFANTS	TOTAL
ASSURANCE-MALADIE				
PRESTATIONS EN NATURE				
1 Frais médicaux, cabinet du praticien	913.641	169.794	152.245	1.235.680
2 Frais médicaux, visites à domicile	954.030	279.684	395.074	1.628.788
3 Traitement dans les établissements de soins et dispensaires	75.554	22.590	81.249	179.393
4 Interventions chirurgicales	803.288	229.007	243.963	1.276.258
5 Soins dentaires	342.099	61.055	12.287	415.441
6 Frais pharmaceutiques	2.864.045	812.212	717.091	4.393.348
7 Frais d'hospitalisation	510.880	120.071	101.974	732.925
8 Frais de traitement dans un établissement de cure	41.555	6.256	86.357	134.168
9 Indemnités prévues à l'article 4, paragraphes 7 et 9, de la loi et remboursement à l'assistance médicale gratuite (art. 59)	417.441	106.495	230.700	754.636
PRESTATIONS EN ARGENT				
10 Demi-salaire de base	6.046.215	»	»	6.046.215
11 Demi-cotisation vieillesse	100.152	»	»	100.152
Total	13.068.900	1.807.164	2.020.940	16.897.004
COMPTES D'ORDRE				
12 Assurés mis en subsistance. — Prestations en nature	42.781	8.411	9.657	60.849
13 Assurés mis en subsistance. — Prestations en argent	63.135	»	»	63.135
Total	105.916	8.411	9.657	123.984
14 Virements faits aux caisses de maternité	»	»	»	17.599
15 Divers. — Contrôle médical	»	»	»	260.453

DÉSIGNATION	ASSURANCE spéciale	ASSURÉE	FEMME D'ASSURÉ	TOTAL
ASSURANCE-MATERNITE				
PRESTATIONS EN NATURE				
1 Frais médicaux, cabinet du praticien	»	5.330	8.760	14.090
2 Frais médicaux, visites au domicile de l'accouchée	»	425.694	576.634	1.002.328
3 Traitement dans les établissements de soins et dispensaires	»	1.238	630	1.868
4 Frais d'interventions chirurgicales	»	17.623	20.910	38.533
5 Frais pharmaceutiques	»	70.457	71.468	141.925
6 Frais d'hospitalisation	»	36.291	31.240	67.531
7 Indemnités journalières de remplacement (art. 4, § 7), et remboursement à l'assistance médicale gratuite	»	12.801	25.931	38.732
PRESTATIONS EN ARGENT				
8 Demi-salaire de base	1.686	804.295	»	805.981
9 Demi-cotisation vieillesse	15	18.060	»	18.075
10 Allocations mensuelles d'allaitement	6.900	1.146.695	»	1.153.595
11 Bons de lait	100	67.974	»	68.074
Total	8.701	2.606.458	735.573	3.350.732
12 Divers. — Contrôle médical	»	»	»	24.141
COMPTES D'ORDRE				
13 Traitements spéciaux en cas de grossesse pathologique	»	17.024	399	17.423
14 Mise en subsistance. — Prestations en nature	»	7.180	7.910	15.090
15 Mise en subsistance. — Prestations en argent	»	28.128	»	28.128
Total	»	52.332	8.309	60.641

DÉSIGNATION	ASSURANCE spéciale	ASSURANCE obligatoire	TOTAL
ASSURANCE-DECES			
Versements du capital	»	621.601	621.601
Divers	»	671	671
Total	»	622.272	622.272

Total général (non compris les comptes d'ordre) ..... 21.172.201 fr.

Région de Rennes.

Dépenses effectuées du 1er janvier au 31 décembre 1933 par 22 caisses de répartition des départements des Côtes-du Nord, Finistère, Ille-et-Vilaine, Sarthe, Mayenne.

DÉSIGNATION	ASSURÉ	CONJOINT	ENFANTS	TOTAL
ASSURANCE-MALADIE				
PRESTATIONS EN NATURE				
1 Frais médicaux, cabinet du praticien	971.124	170.909	184.724	1.326.757
2 Frais médicaux, visites à domicile	870.886	229.114	377.866	1.477.866
3 Traitement dans les établissements de soins et dispensaires	94.004	20.711	95.242	209.957
4 Inverventions chirurgicales	677.819	171.311	215.109	1.064.239
5 Soins dentaires	334.191	55.719	7.185	397.095
6 Frais pharmaceutiques	2.593.193	651.375	671.003	3.915.571
7 Frais d'hospitalisation	888.139	167.765	250.798	1.306.702
8 Frais de traitement dans un établissement de cure	123.901	28.292	252.126	404.319
9 Indemnités prévues à l'article 4, paragraphes 7 et 9, de la loi et remboursement à l'assistance médicale gratuite	1.050.136	256.986	570.947	1.878.069
PRESTATIONS EN ARGENT				
10 Demi-salaire de base	7.176.681	»	»	7.176.681
11 Demi-cotisation vieillesse	120.737	»	»	120.737
Total	14.900.811	1.752.182	2.625.000	19.277.993
COMPTES D'ORDRE				
12 Assurés mis en subsistance. — Prestations en nature	51.355	6.308	»	68.459
13 Assurés mis en subsistance. — Prestations en argent	490.990	»	10.796	490.990
Total	542.345	6.308	10.796	559.449
14 Virements faits aux caisses maternité	»	»	»	»
15 Divers. — Contrôle médical	»	»	»	299.249

DÉSIGNATION	ASSURANCE spéciale	ASSURÉE	FEMME D'ASSURÉ	TOTAL
ASSURANCE-MATERNITE				
PRESTATIONS EN NATURE				
1 Frais médicaux, cabinet du praticien	»	20.332	26.796	47.128
2 Frais médicaux, visites au domicile de l'accouchée	»	422.622	763.794	1.186.416
3 Traitement dans les établissements de soins et dispensaires	»	3.078	3.050	6.128
4 Frais d'interventions chirurgicales	»	26.419	33.578	59.997
5 Frais pharmaceutiques	»	75.583	85.300	160.883
6 Frais d'hospitalisation	»	53.632	56.553	110.185
7 Indemnités journalières de remplacement (art. 4, § 7). et remboursement à l'assistance médicale gratuite	»	44.586	74.092	118.678
PRESTATIONS EN ARGENT				
8 Demi-salaire de base	1.275	876.404	»	877.679
9 Demi-cotisation vieillesse	7	21.842	»	21.849
10 Allocations mensuelles d'allaitement	4.300	1.057.340	»	1.061.640
11 Bons de lait	294	59.831	»	60.125
Total	5.876	2.661.669	1.043.163	3.710.708
12 Divers. — Contrôle médical	»	»	»	138.783
COMPTES D'ORDRE				
13 Traitements spéciaux en cas de grossesse pathologique	»	»	»	»
14 Mise en subsistance. — Prestations en nature	»	10.594	4.796	15.390
15 Mise en subsistance. — Prestations en argent	»	7.420	»	7.420
Total	»	18.014	4.796	22.810

DÉSIGNATION	ASSURANCE spéciale	ASSURANCE obligatoire	TOTAL
ASSURANCE-DECES			
Versements du capital	»	989.681	989.681
Divers	»	2.638	2.638
Total	»	992.319	992.319

Total général (non compris les comptes d'ordre) ..... 24.419.052 fr.

Région de Rouen.

Dépenses effectuées du 1er janvier au 31 décembre 1933 par 42 caisses de répartition des départements du Calvados, Eure, Manche, Orne, Seine-Inférieure.

DÉSIGNATION	ASSURÉ	CONJOINT	ENFANTS	TOTAL
ASSURANCE-MALADIE				
PRESTATIONS EN NATURE				
1 Frais médicaux, cabinet du praticien	2.915.125	548.278	681.793	4.145.196
2 Frais médicaux, visites à domicile	2.479.365	737.536	1.283.996	4.500.897
3 Traitement dans les établissements de soins et dispensaires	127.275	33.871	170.459	331.605
4 Interventions chirurgicales	1.346.545	320.595	424.776	2.091.916
5 Soins dentaires	1.086.414	227.982	26.445	1.340.841
6 Frais pharmaceutiques	8.469.239	2.345.973	2.412.724	13.227.936
7 Frais d'hospitalisation	4.117.095	347.418	519.317	4.983.830
8 Frais de traitement dans un établissement de cure	50.248	12.158	165.012	227.418
9 Indemnités prévues à l'article 4, paragraphes 7 et 9, de la loi et remboursement à l'assistance médicale gratuite (art. 59)	2.227.525	382.164	973.014	3.582.703
PRESTATIONS EN ARGENT				
10 Demi-salaire de base	20.009.850	»	»	20.009.850
11 Demi-cotisation vieillesse	429.458	»	»	429.458
Total	43.258.139	4.955.975	6.657.536	54.871.650
COMPTES D'ORDRE				
12 Assurés mis en subsistance. — Prestations en nature	661.443	180.408	221.908	1.063.759
13 Assurés mis en subsistance. — Prestations en argent	562.988	»	»	562.988
Total	1.224.431	180.408	221.908	1.626.747
14 Virements faits aux caisses maternité	»	»	»	3.016
15 Divers. — Contrôle médical	»	»	»	1.502.550

DÉSIGNATION	ASSURANCE spéciale	ASSURÉE	FEMME D'ASSURÉ	TOTAL
ASSURANCE-MATERNITE				
PRESTATIONS EN NATURE				
1 Frais médicaux, cabinet du praticien	»	24.627	17.702	42.329
2 Frais médicaux, visites au domicile de l'accouchée	»	905.149	1.350.811	2.255.960
3 Traitement dans les établissements de soins et dispensaires	»	18.029	11.568	29.597
4 Frais d'interventions chirurgicales	»	21.936	33.618	55.554
5 Frais pharmaceutiques	»	180.686	204.743	385.429
6 Frais d'hospitalisation	»	106.043	96.644	202.687
7 Indemnités journalières de remplacement (art. 4, § 7) et remboursement à l'assistance médicale gratuite	»	94.804	138.111	232.915
PRESTATIONS EN ARGENT				
8 Demi-salaire de base	1.394	2.127.308	»	2.138.702
9 Demi-cotisation vieillesse	7	53.126	»	53.133
10 Allocations mensuelles et allaitement	2.425	2.120.532	»	2.122.957
11 Bons de lait	82	90.856	»	90.938
Total	3.908	5.753.096	1.853.197	7.610.201
12 Divers. — Contrôle médical	»	»	»	185.651
COMPTES D'ORDRE				
13 Traitements spéciaux en cas de grossesse pathologique	»	953	5.092	6.045
14 Mise en subsistance. — Prestations en nature	»	60.013	55.183	115.196
15 Mise en subsistance. — Prestations en argent	»	106.648	»	106.648
Total	»	167.614	60.275	227.889

DÉSIGNATION	ASSURANCE spéciale	ASSURANCE obligatoire	TOTAL
ASSURANCE-DECES			
Versements du capital	»	1.994.943	1.994.943
Divers	»	40.793	40.793
Total	»	2.035.736	2.035.736

Total général (non compris les comptes d'ordre) ..... 66.208.804 fr.

Région de Toulouse.

Dépenses effectuées du 1er janvier au 31 décembre 1933 par 37 caisses de répartition des départements de l'Ariège, Haute-Garonne, Gers, Lot, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn-et-Garonne.

DÉSIGNATION	ASSURÉ	CONJOINT	ENFANTS	TOTAL
ASSURANCE-MALADIE				
PRESTATIONS EN NATURE				
1 Frais médicaux, cabinet du praticien	1.580.382	304.561	335.723	2.220.666
2 Frais médicaux, visites à domicile	1.631.057	409.156	605.150	2.645.363
3 Traitement dans les établissements de soins et dispensaires	55.653	13.147	51.933	120.733
4 Interventions chirurgicales	764.268	229.060	238.560	1.231.888
5 Soins dentaires	362.274	60.471	15.311	438.056
6 Frais pharmaceutiques	3.166.871	867.195	876.044	4.910.110
7 Frais d'hospitalisation	1.069.936	158.435	219.403	1.447.774
8 Frais de traitement dans un établissement de cure	57.650	7.613	121.637	186.900
9 Indemnités prévues à l'article 4, paragraphes 7 et 9, de la loi et remboursement à l'assistance médicale gratuite (art. 59)	286.178	71.477	85.158	442.813
PRESTATIONS EN ARGENT				
10 Demi-salaire de base	6.693.563	»	»	6.693.563
11 Demi-cotisation vieillesse	171.215	»	»	171.125
Total	15.839.047	2.121.115	2.548.919	20.509.081
COMPTES D'ORDRE				
12 Assurés mis en subsistance. — Prestations en nature	89.385	11.277	10.992	111.654
13 Assurés mis en subsistance. — Prestations en argent	121.593	»	»	121.593
Total	210.978	11.277	10.992	233.247
14 Virements faits aux caisses maternité	»	»	»	11.600
15 Divers. — Contrôle médical	»	»	»	678.027

DÉSIGNATION	ASSURANCE spéciale	ASSURÉE	FEMME D'ASSURÉ	TOTAL
ASSURANCE-MATERNITE				
PRESTATIONS EN NATURE				
1 Frais médicaux, cabinet du praticien	»	102.160	111.218	213.378
2 Frais médicaux, visites au domicile de l'accouchée	»	430.396	554.166	984.562
3 Traitement dans les établissements de soins et dispensaires	»	2.652	186	2.838
4 Frais d'interventions chirurgicales	»	73.912	70.744	144.656
5 Frais pharmaceutiques	»	94.473	98.177	192.650
6 Frais d'hospitalisation	»	147.973	115.105	263.078
7 Indemnités journalières de remplacement (art. 4, § 7), et remboursement à l'assistance médicale gratuite	»	12.602	10.987	23.589
PRESTATIONS EN ARGENT				
8 Demi-salaire de base	7.777	945.469	»	953.246
9 Demi-cotisation vieillesse	803	20.427	»	21.230
10 Allocations mensuelles d'allaitement	28.194	1.497.343	»	1.525.537
11 Bons de lait	1.299	165.378	»	166.677
Total	38.073	3.492.785	960.583	4.491.441
12 Divers. — Contrôle médical	»	»	»	12.433
COMPTES D'ORDRE				
13 Traitements spéciaux en cas de grossesse pathologique	»	»	»	»
14 Mise en subsistance. — Prestations en nature	»	22.300	21.569	43.869
15 Mise en subsistance. — Prestations en argent	»	46.167	»	46.167
Total	»	68.467	21.569	90.036

DÉSIGNATION	ASSURANCE spéciale	ASSURANCE obligatoire	TOTAL
ASSURANCE-DECES			
Versements du capital	600	753.554	754.154
Divers	»	4.102	4.102
Total	600	757.656	758.256

Total général (non compris les comptes d'ordre) ..... 26.460.838 fr.

Assurance obligatoire agricole.

Dépenses effectuées du 1er janvier au 31 décembre 1932 par 80 sections agricoles des caisses départementales et 164 sociétés de secours mutuels (France entière).

DÉSIGNATION	ASSURÉ	CONJOINT	ENFANTS	TOTAL
ASSURANCE-MALADIE				
PRESTATIONS EN NATURE				
1 Frais médicaux, traitement, chirurgie, soins dentaires	12.325.158	4.352.148	5.134.305	21.811.611
2 Frais pharmaceutiques	8.029.554	3.187.323	3.080.913	14.297.790
3 Hospitalisation, cure	5.881.698	1.056.360	1.258.640	8.196.698
4 Indemnités de remplacement et remboursement à l'assistance médicale gratuite	2.034.266	448.748	744.701	3.227.715
5 Demi-salaire. — Prestations en argent	15.985.745	»	»	15.985.745
6 Demi-cotisation vieillesse	59.095	»	»	59.095
Total	44.315.516	9.044.579	10.218.559	63.578.654
COMPTE D'ORDRE « ASSURÉS MIS EN SUBSISTANCE »				
7 Prestations en nature				113.946
8 Prestations en argent				56.726
Total				170.672

DÉSIGNATION	ASSURÉE	FEMME D'ASSURÉ	TOTAL
ASSURANCE MATERNITÉ			
PRESTATIONS EN NATURE			
1 Frais médicaux	2.465.306	4.191.959	6.657.265
2 Soins	1.025.666	758.613	1.784.279
PRESTATIONS EN ARGENT			
3 Demi-salaire	4.208.356	»	4.208.356
4 Demi-cotisation vieillesse	27.098	»	27.098
5 Primes d'allaitement et bons de lait	6.121.475	»	6.121.475
Total	13.847.901	4.950.572	18.798.473
COMPTE D'ORDRE « ASSURÉS MIS EN SUBSISTANCE »			
6 Prestations en nature			43.965
7 Prestations en argent			19.376
Total			63.341

ASSURANCES-DÉCÈS	
Capital au décès	1.860.974
DIVERS	
1 Contrôle médical et divers	1.559.017
2 Dépenses globales effectuées par 2 sociétés de secours mutuels	271.287
Total	1.830.304

Total général (non compris les comptes d'ordre) ..... 86.068.405 fr.

Assurance obligatoire agricole.

Dépenses effectuées par 80 sections agricoles départementales du 1er janvier au 31 décembre 1933 (France entière).

DÉSIGNATION	ASSURÉ	CONJOINT	ENFANTS	TOTAL
ASSURANCE-MALADIE				
PRESTATIONS EN NATURE				
1 Frais médicaux, traitement, chirurgie, soins dentaires	2.442.651	729.898	907.335	4.079.884
2 Frais pharmaceutiques	1.620.338	586.697	539.708	2.746.743
3 Hospitalisation, cure	1.298.552	213.833	220.955	1.733.340
4 Indemnités de remplacement et remboursement à l'assistance médicale gratuite	583.188	200.349	274.328	1.057.865
PRESTATIONS EN ARGENT				
5 Demi-salaire	3.537.426	»	»	3.537.426
6 Demi-cotisation vieillesse	27.841	»	»	27.841
Total	9.509.996	1.730.777	1.942.326	13.183.099
COMPTE D'ORDRE « ASSURÉS MIS EN SUBSISTANCE »				
7 Prestations en nature				69.436
8 Prestations en argent				31.596
Total				101.032

DÉSIGNATION	ASSURÉE	FEMME D'ASSURÉ	TOTAL
ASSURANCE - MATERNITE			
PRESTATIONS EN NATURE			
1 Frais médicaux	437.051	840.837	1.277.888
2 Soins	244.552	199.079	443.631
PRESTATIONS EN ARGENT			
3 Demi-salaire	817.678	»	817.678
4 Demi-cotisation vieillesse	6.054	»	6.054
5 Primes d'allaitement et bons de lait	1.161.034	»	1.161.034
Total	2.666.369	1.039.916	3.706.285
COMPTES D'ORDRE « ASSURÉS MIS EN SUBSISTANCE »			
6 Prestations en nature			12.147
7 Prestations en argent			9.822
Total			21.969
ASSURANCES-DECES			
Capital au décès			407.960
DIVERS			
1 Contrôle médical et divers			163.751
Total général (non compris dans les comptes d'ordre)			17.461.095 fr.

Assurance obligatoire agricole.

Dépenses effectuées du 1er janvier 1933 au 31 décembre 1933 par 161 sociétés de secours mutuels.
(France entière)

DÉSIGNATION	ASSURÉ	CONJOINT	ENFANTS	TOTAL
ASSURANCE-MALADIE				
PRESTATIONS EN NATURE				
1 Frais médicaux, traitement, chirurgie, soins dentaires	9.882.507	3.622.250	4.226.970	17.731.727
2 Frais pharmaceutiques	6.409.216	2.600.626	2.541.205	11.551.047
3 Hospitalisation, cure	4.583.146	842.527	1.037.685	6.463.358
4 Indemnités de remplacement et remboursement à l'assistance médicale gratuite	1.451.078	248.399	470.373	2.169.850
PRESTATIONS EN ARGENT				
5 Demi-salaire	12.448.319	»	»	12.448.319
6 Demi-cotisation vieillesse	31.254	»	»	31.254
Total	34.805.520	7.313.802	8.276.233	50.395.555
COMPTES D'ORDRE « ASSURÉS MIS EN SUBSISTANCE »				
7 Prestations en nature				44.510
8 Prestations en argent				25.130
Total				69.640

DÉSIGNATION	ASSURÉE	FEMME D'ASSURÉ	TOTAL
ASSURANCE MATERNITE			
PRESTATIONS EN NATURE			
1 Frais médicaux	2.028.255	3.351.122	5.379.377
2 Soins	781.114	559.534	1.340.648
PRESTATIONS EN ARGENT			
3 Demi-salaire	3.390.678	»	3.390.678
4 Demi-cotisation vieillesse	21.044	»	21.044
5 Primes d'allaitement et bons de lait	4.960.441	»	4.960.441
Total	11.181.532	3.910.656	15.092.188
COMPTES D'ORDRE « ASSURÉS MIS EN SUBSISTANCE »			
6 Prestations en nature			31.818
7 Prestations en argent			9.554
Total			41.372
ASSURANCE-DECES			
Capital au décès			1.453.014
DIVERS			
1 Contrôle médical et divers			1.395.266
2 Dépenses globales effectuées par 2 sociétés de secours mutuels agricoles			271.287
Total			1.666.553
Total général (non compris les comptes d'ordre)			68.607.310 fr.

Assurance facultative agricole.

Dépenses effectuées du 1er janvier 1933 au 31 décembre 1933 par 107 sociétés de secours mutuels (France entière).

DÉSIGNATION	ASSURÉ	CONJOINT	ENFANTS	TOTAL
ASSURANCE-MALADIE				
PRESTATIONS EN NATURE				
1 Frais médicaux, traitement, chirurgie, soins dentaires	1.631.147	972.625	1.101.871	3.705.643
2 Frais pharmaceutiques	1.211.701	804.858	738.803	2.755.362
3 Hospitalisation, cure	215.170	136.882	128.722	480.774
4 Indemnités de remplacement et remboursement à l'assistance médicale gratuite	32.283	2.068	716	35.067
PRESTATIONS EN ARGENT				
5 Indemnités journalières	1.520.971	»	»	1.520.971
Total	4.611.272	1.916.433	1.970.112	8.497.817
COMPTES D'ORDRE « ASSURÉS MIS EN SUBSISTANCE »				
6 Prestations en nature				»
7 Prestations en argent				379
Total				379

DÉSIGNATION	ASSURÉE	FEMME D'ASSURÉ	TOTAL
ASSURANCE MATERNITÉ			
PRESTATIONS EN NATURE			
1 Frais médicaux	179.459	446.098	625.557
2 Soins	50.818	74.439	125.257
PRESTATIONS EN ARGENT			
3 Indemnités journalières	241.208	»	241.208
4 Primes d'allaitement et bons de lait	222.485	»	222.485
Total	693.970	520.537	1.214.507
COMPTES D'ORDRE « ASSURÉS MIS EN SUBSISTANCE »			
5 Prestations en nature			3.430
6 Prestations en argent			107
Total			3.537

ASSURANCES-DÉCÈS	
Capital au décès	118.786
DIVERS	
1 Contrôle médical et divers	191.521
2 Dépenses globales effectuées par 2 sociétés de secours mutuels	98.649
Total	290.170

Total général (non compris les comptes d'ordre) ..... 10.121.280 fr.

Assurance obligatoire et assurance spéciale des femmes.

ASSURANCE NON AGRICOLE

Dépenses des caisses primaires d'assurances sociales (répartition) au cours de l'année 1934.

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	NOMBRE de caisses	MALADIE	MATERNITÉ	DÉCÈS	TOTAL
1	Ain	8	4.235.111 27	846.769 28	150.549 99	5.232.430 54
2	Aisne	7	9.291.325 14	1.895.281 93	364.239 07	11.550.846 14
3	Allier	9	6.719.836 43	987.338 33	249.360 14	7.956.534 90
4	Alpes (Basses-)	2	619.777 20	92.864 35	36.021 90	748.663 45
5	Alpes (Hautes-)	3	1.055.264 28	229.925 59	31.745 85	1.316.935 72
6	Alpes-Maritimes	6	10.169.486 09	1.651.807 18	254.179 60	12.075.472 87
7	Ardèche	7	3.428.561 59	1.105.816 47	141.620 63	4.675.998 69
8	Ardennes	20	10.365.173 94	1.414.844 70	327.290 07	12.107.308 71
9	Ariège	3	1.903.904 07	390.958 05	61.940 40	2.356.802 52
10	Aube	7	9.011.642 87	1.790.685 67	249.090 80	11.051.419 34
11	Aude	7	2.999.781 95	575.268 »	109.291 55	3.684.341 50
12	Aveyron	7	2.453.507 08	442.231 55	86.523 17	2.982.261 80
13	Bouches-du-Rhône	23	31.501.155 06	4.875.545 88	1.030.834 27	37.407.535 21
14	Calvados	10	6.105.135 24	880.481 99	274.168 99	7.259.786 22
15	Cantal	1	843.677 68	183.553 82	32.774 52	1.060.006 02
16	Charente	5	2.567.230 44	617.230 32	142.226 71	3.326.687 47
17	Charente-Inférieure	7	4.445.290 26	840.892 95	107.717 92	5.393.901 13
18	Cher	4	4.084.497 37	784.005 61	209.635 83	5.078.138 81
19	Corrèze	4	1.679.154 92	360.606 75	55.892 10	2.095.653 77
20	Corse	1	1.006.574 86	204.472 95	41.009 52	1.252.057 33
21	Côte-d'Or	10	6.110.624 79	1.090.122 45	195.377 37	7.396.124 61
22	Côtes-du-Nord	3	3.037.713 63	634.638 33	188.880 69	3.861.232 65
23	Creuse	4	925.088 85	132.833 42	26.103 75	1.084.026 02
24	Dordogne	5	3.477.872 07	807.891 91	102.415 95	4.388.179 93
25	Doubs	11	10.086.963 83	1.841.229 47	386.712 64	12.314.905 94
26	Drôme	6	5.142.032 56	1.019.652 80	134.694 75	6.296.380 11
27	Eure	8	6.076.729 74	1.164.763 67	165.250 74	7.406.744 15
28	Eure-et-Loir	4	3.066.288 73	714.832 51	134.353 97	3.915.475 21
29	Finistère	4	5.091.356 10	1.071.821 27	312.184 40	6.475.361 77
30	Gard	8	4.004.039 95	740.716 20	154.152 67	4.898.908 82
31	Garonne (Haute-)	14	8.795.002 48	1.963.341 97	318.185 66	11.076.530 11
32	Gers	1	915.157 84	253.141 06	34.553 »	1.202.851 90
33	Gironde	24	22.151.527 11	3.622.746 19	787.085 09	26.561.358 39
34	Hérault	7	6.339.081 57	1.048.413 98	234.041 55	7.621.537 10
35	Ille-et-Vilaine	5	6.440.000 07	905.625 39	283.034 32	7.628.659 78
36	Indre	3	3.031.829 39	578.870 24	103.538 05	3.714.237 68
37	Indre-et-Loire	6	5.934.016 66	991.893 36	232.205 »	7.158.115 02
38	Isère	16	16.787.910 63	3.383.096 10	567.484 80	20.738.491 53
39	Jura	6	3.812.536 90	714.842 60	107.442 50	4.634.822 »
40	Landes	9	2.352.392 97	367.702 55	86.434 65	2.806.530 17
41	Loir-et-Cher	3	2.525.359 52	536.821 29	73.868 75	3.136.049 56
42	Loire	12	18.641.302 19	3.338.783 03	799.114 96	22.779.200 18
43	Loire (Haute-)	3	1.133.099 88	420.002 74	47.768 40	1.600.871 02
44	Loire-Inférieure	11	18.530.528 29	2.020.822 95	745.101 12	21.296.452 36
45	Loiret	7	5.419.427 17	1.165.237 22	185.133 75	6.769.798 14
46	Lot	3	765.028 04	193.577 07	32.356 37	990.961 48
47	Lot-et-Garonne	6	2 623.257 19	527.634 09	83.005 50	3.233.896 78
48	Lozère	4	263.130 25	62.279 55	24.652 55	350.062 35
49	Maine-et-Loire	6	7.526.300 38	1.356.035 60	320.537 20	9.202.873 18
50	Manche	3	3.806.121 63	709.332 39	147.297 79	4.662.751 81
51	Marne	7	12.107.640 46	2.049.368 15	430.126 30	14.587.134 91
52	Marne (Haute-)	24	3.963.172 17	644.346 69	136.764 46	4.744.283 32
53	Mayenne	6	2.083.306 19	308.591 06	84.605 68	2.476.502 93
54	Meurthe-et-Moselle	39	19.763.476 48	2.797.548 41	812.482 06	23.373.506 95
55	Meuse	12	4.334.896 53	638.218 05	174.888 66	5.148.003 24
56	Morbihan	5	3.487.524 15	609.574 26	273.540 05	4.370.638 46
58	Nièvre	6	3.099.322 25	658.440 70	127.717 15	3.885.480 10
59	Nord	45	93.337.920 35	14.800.075 11	2.741.201 45	110.879.196 91
60	Oise	9	8.718.957 39	1.618.077 03	324.001 43	10.661.035.85
61	Orne	5	3.112.281 69	634.206 04	141.507 93	3.887.995 66
62	Pas-de-Calais	15	17.104.466 79	3.139.489 82	526.231 56	20.770.188 17
63	Puy-de-Dôme	7	9.829.304 25	1.529.357 20	326.625 43	11.685.286 88
64	Pyrénées (Basses-)	11	5.361.008 64	1.350.730 36	184.843 47	6.896.582 47
65	Pyrénées (Hautes-)	5	2.397.796 01	509.461 65	72.904 56	2.980.162 22
66	Pyrénées-Orientales	11	2.503.280 77	363.807 07	99.396 88	2.966.484 72
68	Territoire de Belfort	5	3.634.763 84	574.014 05	111.338 96	4.320.116 85
69	Rhône	15	49.072.611 04	7.939.777 82	1.598.602 37	58.610.991 23
70	Saône (Haute-)	7	3.258.299 69	777.494 01	111.353 75	4.147.147 45
71	Saône-et-Loire	8	9.992.266 99	1.536.539 60	349.269 85	11.878.076 44
72	Sarthe	5	5.498.737 59	1.149.863 69	163.643 40	6.812.244 68
73	Savoie	9	4.077.544 19	617.747 70	148.324 96	4.843.616 85
74	Savoie (Haute-)	4	2.775.799 79	500.603 41	93.318 »	3.369.721 20
75-78	Seine et Seine-et-Oise	76	269.507.141 76	38.030.585 64	9.851.159 71	317.388.887 11
76	Seine-Inférieure	20	40.208.627 03	4.504.167 10	1.277.246 43	45.990.040 56
77	Seine-et-Marne	6	6.915.882 49	1.196.647 81	230.538 91	8.343.069 21
79	Sèvres (Deux-)	4	2.720.302 »	496.452 »	66.002 »	3.288.756 »
80	Somme	6	11.883.224 »	2.236.956 »	442.053 »	14.562.233 »
81	Tarn	9	5.461.000 39	1.093.887 12	173.499 96	6.728.387 47
82	Tarn-et-Garonne	3	1.228.857 32	344.717 22	63.071 77	1.636.646 31
83	Var	9	6.033.423 71	996.286 24	152.301 02	7.182.010 97
84	Vaucluse	4	3.907.223 19	829.533 21	129.303 15	4.866.059 55
85	Vendée	3	2.734.225 71	555.538 25	94.169 83	3.383.933 79
86	Vienne	4	2.660.624 10	565.307 25	83.224 20	3.309.155 55
87	Vienne (Haute-)	5	5.673.777 46	953.194 61	302.928 63	6.929.900 70
88	Vosges	10	10.639.013 55	3.320.726 35	457.815 35	14.417.555 25
89	Yonne	4	2.985.179 66	572.400 04	106.907 86	3.664.487 56
	Total	776	941.370.687 77	153.993.013 49	33.431.991 15	1.128.795.692 41

Assurance facultative non-agricole.

Année 1934.

Dépenses des caisses primaires de répartition.

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	NOMBRE de caisses	MALADIE	MATERNITÉ	DÉCÈS	TOTAL
1	Ain	1	4.189 »	»	»	4.189 »
2	Aisne	1	371 69	»	»	371 69
8	Ardennes	1	1.945 »	»	»	1.945 »
10	Aube	1	285 60	»	»	285 60
13	Bouches-du-Rhône	1	11.105 »	»	»	11.105 »
16	Charente	1	380 »	»	»	380 »
17	Charente-Inférieure	1	756 05	»	»	756 05
19	Corrèze	1	782 05	»	»	782 05
25	Doubs	1	600 »	»	»	600 »
27	Eure	2	1.098 »	»	»	1.098 »
32	Gers	1	2.591 20	»	»	2 591 20
34	Hérault	1	770 »	»	»	770 »
36	Indre	1	695 25	»	»	695 25
37	Indre-et-Loire	1	1.085 55	»	»	1.085 55
38	Isère	1	3.294 53	»	»	3.294 53
41	Loir-et-Cher	1	1.107 96	»	42,59	1.150 55
42	Loire	1	5.710 »	»	»	5.170 »
44	Loire-Inférieure	2	2.187 50	»	»	2.187 50
45	Loiret	1	1.695 34	10 12	43 75	1.749 21
49	Maine-et-Loire	1	3.222 16	»	»	3.222 16
51	Marne	1	7.099 22	»	230 05	7.329 27
52	Marne (Haute-)	1	275 »	»	»	275 »
54	Meurthe-et-Moselle	1	2.865 »	»	»	2.865 »
56	Morbihan	1	4.760 84	»	65 02	4.825 86
58	Nièvre	1	3.257 30	»	»	3.257 30
59	Nord	1	18.987 12	»	305 61	19.292 73
60	Oise	1	2.743 30	»	»	2.743 30
61	Orne	1	1.264 »	»	»	1.264 »
66	Pyrénées-Orientales	1	1.468 50	234 85	»	1.703 35
72	Sarthe	1	4.106 »	»	»	4.106 »
75/78	Seine et Seine-et-Oise	1	12.815 »	360 »	»	13.175 »
76	Seine-Inférieure	1	2.397 86	»	»	2.397 86
81	Tarn	1	6.337 65	»	»	6.337 65
82	Tarn-et-Garonne	1	160 »	»	»	160 »
84	Vaucluse	1	3.292 69	»	»	3.292 69
	Totaux	37	115.701 36	604 97	687 02	116.993 35

Assurance agricole.

RISQUES DE RÉPARTITION. — ASSURANCE OBLIGATOIRE

Dépenses des organismes pratiquant l'assurance agricole au cours de l'année 1934

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	NOMBRE de caisses.	MALADIE	MATERNITÉ	DÉCÈS	TOTAL
1	Ain	2	158.438 67	58.958 15	5.600 »	222.996 82
2	Aisne	4	2.213.000 38	621.588 33	48.319 12	2.882.907 83
3	Allier	3	1.083.008 90	406.297 09	28.529 75	1.517.835 74
4	Alpes (Basses-)	1	72.312 42	10.963 60	4.400 »	87.676 02
5	Alpes (Hautes-)	1	149.794 90	26.265 25	5.333 30	181.393 45
6	Alpes-Maritimes	2	163.956 »	24.630 60	1.000 »	189.586 60
7	Ardèche	2	233.848 20	74.694 05	9.217 30	317.759 55
8	Ardennes	5	242.845 20	65.859 40	8.500 »	317.204 60
9	Ariège	2	266.387 23	35.241 75	10.600 »	312.228 98
10	Aube	3	482.758 27	230.845 57	11.827 »	725.430 84
11	Aude	5	3.690.916 78	796.425 15	110.855 80	4.598.197 73
12	Aveyron	3	378.682 44	146.750 75	10.770 »	536.203 19
13	Bouches-du-Rhône	5	982.863 21	211.444 »	30.600 »	1.224.907 21
14	Calvados	2	426.536 49	105.903 50	15.800 »	548.239 99
15	Cantal	2	279.527 10	96.647 75	10.000 »	386.174 85
16	Charente	4	517.221 52	255.921 69	15.715 12	788.858 33
17	Charente-Inférieure	4	589.452 55	229.526 40	15.000 »	833.978 95
18	Cher	2	1.030.621 51	282.617 93	39.642 »	1.352.881 44
19	Corrèze	2	183.073 95	41.683 05	3.200 »	227.957 »
20	Corse	1	240.999 58	78.792 20	8.013 35	327.805 13
21	Côte-d'Or	5	581.815 53	157.248 »	19.217 20	758.280 73
22	Côtes-du-Nord	2	214.034 64	57.122 52	9.042 37	280.199 53
23	Creuse	3	132.130 30	29.930 50	3.200 »	165.260 80
24	Dordogne	5	1.129.734 30	427.103 30	44.800 »	1.601.637 60
25	Doubs	2	190.685 60	29.821 40	6.400 »	226.907 »
26	Drôme	3	272.596 85	51.140 25	4.200 »	327.937 10
27	Eure	3	801.920 12	185.743 85	13.077 75	1.000.741 72
28	Eure-et-Loir	4	1.196.084 99	410.880 76	43.360 »	1.650.325 75
29	Finistère	2	403.365 90	106.410 25	17.223 80	526.999 95
30	Gard	2	725.682 77	125.673 30	29.600 »	880.956 07
31	Garonne (Haute-)	3	1.041.337 48	283.379 85	41.600 »	1.366.317 33
32	Gers	1	520.175 08	130.588 85	10.600 »	661.363 93
33	Gironde	55	3.529.856 52	1.181.163 25	118.404 65	4.829.424 42

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	NOMBRE de caisses.	MALADIE	MATERNITÉ	DÉCÈS	TOTAL
34	Hérault	16	4.181.675 37	552.657 65	80.053 »	4.814.386 02
35	Ille-et-Vilaine	3	93.413 54	28.985 47	»	122.399 01
36	Indre	3	693.778 25	166.029 27	7.041 85	866.849 37
37	Indre-et-Loire	4	631.811 87	209.540 80	20.400 »	861.752 67
38	Isère	2	203.528 05	28.240 65	5.200 »	236.968 70
39	Jura	3	144.285 40	31.733 85	3.000 »	179.019 25
40	Landes	6	199.286 90	41.053 80	8.700 »	294.040 70
41	Loir-et-Cher	2	923.534 44	269.874 66	13.557 30	1.206.966 40
42	Loire	2	133.534 88	37.338 60	7.000 »	177.873 48
43	Loire (Haute-)	2	33.163 45	5.431 40	725 05	39.319 90
44	Loire-Inférieure	4	405.007 09	80.305 45	15.600 »	500.912 54
45	Loiret	4	730.415 82	204.944 69	14.802 23	950.162 74
46	Lot	3	276.055 07	33.090 13	8.000 »	317.145 20
47	Lot-et-Garonne	5	396.350 81	166.956 07	5.600 »	568.906 88
48	Lozère	3	130.587 20	59.469 80	11.000 »	201.057 »
49	Maine-et-Loire	7	519.042 10	90.092 30	22.200 »	631.334 40
50	Manche	2	594.922 53	199.399 34	34.280 25	828.602 12
51	Marne	3	1.704.752 19	588.568 35	48.245 35	2.341.565 89
52	Marne (Haute-)	3	743.617 90	219.983 33	16.334 »	979.935 23
53	Mayenne	2	271.538 78	82.271 30	9.242 50	363.052 58
54	Meurthe-et-Moselle	2	193.645 75	45.100 35	3.047 27	241.793 37
55	Meuse	4	128.456 21	22.944 87	3.504 11	154.605 19
56	Morbihan	3	223.202 85	56.595 90	9.600 »	289.398 75
58	Nièvre	4	690.549 20	170.620 75	22.600 »	883.769 95
59	Nord	3	1.555.533 30	368.316 28	54.181 »	1.978.030 58
60	Oise	3	1.294.045 06	312.474 36	44.400 »	1.650.919 42
61	Orne	3	447.167 90	195.532 80	23.000 »	665.700 70
62	Pas-de-Calais	4	1.327.435 88	432.898 58	31.436 30	1.791.770 76
63	Puy-de-Dôme	3	454.540 32	76.494 28	8.000 »	539.034 60
64	Pyrénées (Basses-)	1	341.260 25	90.265 20	9.736 »	441.261 45
65	Pyrénées (Hautes-)	2	81.761 84	7.849 80	2.724 »	92.335 64
66	Pyrénées-Orientales	14	1.137.898 12	143.437 78	30.043 60	1.311.379 50
68	Territoire de Belfort	1	18.607 25	1.196 80	»	19.804 05
69	Rhône	4	1.868.868 45	432.475 45	47.825 30	2.349.169 20
70	Saône (Haute-)	3	102.574 62	21.995 75	3.536 10	128.106 47
71	Saône-et-Loire	4	410.464 86	86.886 45	9.108 25	506.459 56
72	Sarthe	4	1.289.462 59	647.761 14	18.400 »	1.955.623 73
73	Savoie	2	32.044 05	7.648 20	1.800 »	41.492 25
74	Savoie (Haute-)	3	96.077 27	8.493 63	1.000 »	105.570 90
75-78	Seine et Seine-et-Oise	6	3.195.679 98	801.492 01	81.624 50	4.078.796 49
76	Seine-Inférieure	3	1.506.796 91	266.013 60	34.235 33	1.807.045 84
77	Seine-et-Marne	2	727.144 33	172.661 90	23.406 60	923.212 83
79	Sèvres (Deux-)	4	1.061.421 »	292.961 »	15.600 »	1.369.982 »
80	Somme	5	1.089.533 »	426.548 »	40.175 »	1.556.256 »
81	Tarn	3	286.769 65	76.490 15	8.560 »	371.819 80
82	Tarn-et-Garonne	3	189.999 79	71.199 11	5.000 »	266.198 90
83	Var	5	935.461 16	140.281 11	28.000 »	1.103.742 27
84	Vaucluse	2	491.969 63	91.406 10	11.200 »	594.575 73
85	Vendée	3	695.418 06	178.188 90	24.200 »	897.806 96
86	Vienne	3	77.958 60	28.893 05	»	106.851 65
87	Vienne (Haute-)	4	626.589 82	235.718 32	24.304 90	886.613 04
88	Vosges	2	183.079 85	33.785 65	4.800 »	221.665 50
89	Yonne	2	624.310 19	151.305 10	17.051 25	792.666 54
	Total	338	60.521.394 76	16.169.161 57	1.726.729 55	78.417.285 88

RISQUES DE RÉPARTITION. — ASSURANCE FACULTATIVE

Année 1934.

Dépenses des organismes d'assurances sociales pratiquant l'assurance agricole.

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	NOMBRE de caisses	MALADIE	MATERNITE	DÉCÈS	TOTAL
1	Ain	1	151.853 85	46.911 »	9.000 »	207.764 85
2	Aisne	1	2.837 20	450 »	»	3.287 20
3	Allier	1	448.816 45	54.669 50	4.100 »	507.585 95
6	Alpes-Maritimes	1	2.236 50	1 738 50	»	3.975 »
7	Ardèche	1	79.240 20	9.620 70	1.200 »	90.060 90
9	Ariège	1	40.994 10	5.092 55	»	46 086 65
10	Aube	2	659.825 09	38.811 70	8.900 »	707.536 79
12	Aveyron	2	130.299 40	17.440 70	1.900 »	149.640 10
13	Bouches-du-Rhône	3	189.742 05	24.344 50	3.450 »	217.536 55
15	Cantal	1	151 50	234 05	»	385 55
16	Charente	1	7.918.10	590 40	»	8.508.50
17	Charente-Inférieure	4	130.641 96	20.732 70	1.500 »	152 874 66
18	Cher	1	49 500 »	3.300 »	200 »	53.000 »
19	Corrèze	1	29.472 35	4.310 25	1.000 »	34.782 60
22	Côtes-du-Nord	1	4.428 95	223 85	»	4.652 80
23	Creuse	2	13 008 85	648 05	500 »	14.156 90
24	Dordogne	2	87.444 15	4.866 »	100 »	92.410 15
25	Doubs	1	40 750 95	18.062 25	»	58 813 20
26	Drôme	2	61 731 40	12.647 05	886 50	75.264 95
27	Eure	1	150 75	»	»	150.75
28	Eure-et-Loir	2	42.940 03	17.034 55	1.200 »	61.174 58

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	NOMBRE de caisses	MALADIE	MATERNITÉ	DÉCÈS	TOTAL
29	Finistère	1	11.892 40	3.426 80	100 »	15.419.20
31	Garonne (Haute-)	1	5.839 05	200 »	»	6.039 05
33	Gironde	36	154.654 74	9.306 43	3.700 »	167.661 27
34	Hérault	5	364.929 40	25.890 65	7.700 »	398.520 05
35	Ille-et-Vilaine	1	141 22	»	»	141 22
36	Indre	2	25.906 45	3.000 90	100 »	29.007 35
37	Indre-et-Loire	1	1.813 05	»	»	1.813 05
38	Isère	1	14.884 90	7.543 »	»	22.427 90
39	Jura	2	130 679 95	38.063 45	4.000 »	172 743 40
40	Landes	2	4.999 10	620 »	200 »	5.819 10
41	Loir-et-Cher	1	154.768 71	16.150 65	1.000 »	171 319 36
42	Loire	1	12.791 25	5.333 30	1.000 »	19.124 55
43	Loire (Haute-)	1	3.346 30	311 30	»	3.657 60
44	Loire-Inférieure	2	17.159 85	1.361 45	800 »	19.321 30
45	Loiret	2	23.122 98	2.275 45	»	25.398 43
46	Lot	2	150.159 35	16.202 65	4.000 »	175.362 »
47	Lot-et-Garonne	4	59.502 94	10.364 »	»	69.866 94
48	Maine-et-Loire	4	10.307 20	208 »	»	10.515 20
50	Manche	1	15.117 85	2.846 40	»	17.964 25
51	Marne	2	174.472 15	21.218 30	1.613 »	197.303 45
52	Marne (Haute-)	2	192.104 03	30.142 55	1.150 »	223.396 58
53	Mayenne	1	6.021 30	925 05	»	6 946 35
54	Meurthe-et-Moselle	1	30.625 70	5.744 55	200 »	36.570 25
55	Meuse	2	30.654 27	4.164 85 »	»	34.819 12
56	Morbihan	2	8.902 35	3.037 65	»	11.940 »
58	Nièvre	3	11.051 »	1.266 45	300 »	12.617 45
59	Oise	2	7.387 70	331 90	»	7.719 60
61	Orne	1	1.067 94	220 30	»	1.288 24
62	Pas-de-Calais	2	89.695 50	18.483 80	1.875 »	110.054 30
63	Puy-de-Dôme	2	191.939 35	12.582 40	1.000 »	205.521 75
64	Pyrénées (Basses-)	1	109.828 20	15.718 25	600 »	126.146 45
66	Pyrénées-Orientales	9	1.156.762 13	85.879 13	41.500 »	1.284.141 26
69	Rhône	2	949 476 40	384.641 70	8.879 »	1.342.997 10
70	Saône (Haute-)	2	12.887 22	4.248 85	1.000 »	18.136 07
71	Saône-et-Loire	2	40.918 75	1.641 50	»	42.560 25
72	Sarthe	1	31.451 60	13.064 »	»	44.515 60
73	Savoie	1	3.024 10	805 55	»	3.829 65
74	Savoie (Haute-)	2	45.994 65	12.856 70	2 000 »	60.851 35
75-78	Seine et Seine-et-Oise	2	30.297 45	2.528 10	400 »	33.225 55
76	Seine-Inférieure	2	7.010 81	»	200 »	7.210 81
79	Sèvres (Deux-)	3	86.596 »	21.183 »	600 »	108.379 »
80	Somme	1	24.297 »	920 »	»	25.217 »
81	Tarn	1	17.558 05	1.868 30	»	19.426 35
82	Tarn-et-Garonne	2	16.718 10	1.036 15	1.000 »	18.754 25
83	Var	2	53.720 50	2.294 30	1.000 »	57.014 80
84	Vaucluse	1	63.173 35	5.338 70	1.100 »	69.612 05
85	Vendée	1	32.962 82	3.861 05	»	36.823 87
87	Vienne (Haute-)	3	154.453 35	6.716 61	1.900 »	163.069 96
88	Vosges	1	31.716 15	5.636 35	1.000 »	38.352 50
89	Yonne	»	360.210 65	41.817 70	2.550 »	404.578 35
	Total	161	7.308.879 09	1.135.006 47	131.403 50	8.575.389 06

CHAPITRE VIII

GESTION FINANCIERE

Gestion financière. — Année 1934.

Les dispositions relatives à la gestion des fonds d'assurances sociales (art. 30, 31, 76 et 77 de la loi du 30 avril 1930), ont été modifiées par le décret-loi du 15 mai 1934 relatif à la réalisation d'un plan de grands travaux contre le chômage au moyen des disponibilités des caisses d'assurances sociales.

En vertu de ce décret-loi, les disponibilités des caisses primaires de capitalisation et du fonds de majoration et de solidarité susceptibles d'être placées sont affectées à raison de:

Six huitièmes à un fonds commun de travail géré par la Caisse des dépôts et consignations;

Un huitième à des placements effectués sur la désignation des organismes d'assurances sociales;

Un huitième à des placements effectués directement par la Caisse des dépôts et consignations.

Pour les caisses primaires de répartition, les règles de placements restent les mêmes qu'auparavant: la moitié des placements est effectuée directement par la Caisse des dépôts et consignations, l'autre moitié sur la désignation des caisses.

La liste des placements que peuvent réaliser les organismes d'assurances sociales est légèrement modifiée. Ne sont plus autorisés:

— Les souscriptions d'actions, obligations ou parts et les prêts intéressant les sociétés d'habitation à bon marché et les institutions de crédit mutuel et de coopération agricoles;

— L'acquisition de valeurs étrangères;

— L'acquisition de forêts ou de terrains à reboiser;

Les prêts aux institutions d'hygiène et de prévoyance sociales reconnues d'utilité publique;

D'autre part les prêts hypothécaires et les acquisitions d'immeubles sont limités aux immeubles bâtis et entièrement achevés, sis dans une ville de plus de 100.000 habitants ou dans le département de la Seine.

Divers placements sont soumis à l'avis préalable de la caisse générale de garantie.

Au cours de l'année 1934, la caisse générale de garantie a été saisie de 50 demandes d'autorisation d'opérations immobilières, dont 22 présentées par des caisses primaires de capitalisation et 28 par des caisses primaires de répartition, soit :

15 projets d'acquisitions, constructions ou aménagements d'immeubles (dont 8 ont été abandonnés ou non autorisés) et 7 propositions de prêts hypothécaires (dont 1 a été abandonné) présentés par des caisses primaires de capitalisation;

28 projets d'acquisitions, constructions ou aménagements d'immeubles (dont 5 ont été abandonnés ou non autorisés) présentés par des caisses primaires de répartition.

Au cours de l'année 1934, et en vertu du décret-loi du 15 mai 1934, la caisse générale de garantie a été saisie par 75 caisses d'assurances sociales de 106 demandes d'autorisation de prêts à des collectivités ou des établissements publics, dont 23 présentées par des caisses de capitalisation (intéressant 21 communes, 1 office public d'habitations à bon marché et 1 chambre de commerce) et 83 présentées par des caisses de répartition (intéressant 3 départements, 68 communes, 3 syndicats intercommunaux et 9 établissements publics).

Sur 85 demandes examinées en 1934, 82 ont été acceptées et 3 rejetées en raison de la situation financière défavorable des 3 communes emprunteuses.

Enfin, la caisse générale de garantie a été saisie en 1934 de 10 demandes d'autorisations d'achat de valeurs mobilières dont 3 n'étaient pas subordonnées à son acceptation préalable; 6 ont été accordées et 1 rejetée (concernant des valeurs non inscrites sur la liste des titres admis en garantie par la Banque de France).

Disponibilités.

Les disponibilités des caisses primaires de répartition en compte courant à la caisse des dépôts et consignations restent toujours élevées. Elles passent de 817.424.775 fr. 77 au 31 décembre 1933 à 782.952.328 fr. 49 au 31 décembre 1934.

La trésorerie des caisses primaires de capitalisation reste toujours très aisée et s'élargit encore avec la mise en application du décret-loi du 15 mai 1934.

En effet, l'arrêté et la circulaire du 26 mai 1934 ont autorisé les caisses à poursuivre, après le 1er juin 1934, date de la mise en application dudit décret, l'exécution des placements qu'elles avaient décidés avant cette date. Devant la diminution du volume des fonds laissés à leur disposition, en raison de l'échelonnement dans le temps des époques auxquelles les caisses devaient exécuter les placements

prévus ou remettre des fonds à leurs emprunteurs, les caisses ont été amenées à conserver en attente de placements des liquidités plus élevées qu'à l'ordinaire.

Les disponibilités des caisses de capitalisation passent ainsi de 173.900.332 fr. 35 au 31 décembre 1933 à 207.841.206 fr. 65 au 31 mai, 281.608.322 fr. 79 au 30 juin, 296.247.775 fr. 64 au 31 juillet, pour revenir à 234.536.088 fr. 12 au 31 décembre 1934.

Comme le montant des fonds disponibles des caisses de capitalisation correspond au temps qui s'écoule entre le créditement des cotisations et leur placement (le jeu des attributions de cotisations et des investissements s'effectuant à peu près sur le même rythme) et comme les versements au fonds commun de travail sont calculés d'après les disponibilités au dernier jour du mois et les virements exécutés courant du mois suivant, le solde du compte des fonds disponibles reste toujours élevé en fin de mois puisqu'il contient le montant des virements au fonds commun de travail du mois suivant.

Placements.

Les caisses primaires de répartition effectuent le placement des excédents non dépensés et renouvellent leurs placements à court terme. Le montant de leurs investissements s'élève, compte non tenu des remboursements de valeurs, à 588.476.033 fr. 84 en 1934 contre 412.471.194 fr. 97 en 1933. Les caisses de capitalisation continuent l'investissement régulier des cotisations qui leur sont attribuées: du 1er janvier au 1er juin 1934 (5 mois), les placements s'élèvent à 567.277.283 fr. 06; du 1er juin 1934 au 31 décembre 1934, les placements sont de 306.366.158 fr. 83 et les versements (1) au fonds commun de travail de 596.605.601 fr. 52. Au total, les investissements s'élèvent pour l'année 1934, à 1.470.249.043 francs 41.

En vertu de l'article 218 du décret du 25 juillet 1930 portant règlement d'administration publique, les placements des caisses autres que les valeurs reçues en garantie par la Banque de France sont effectués directement par les caisses et notifiés à la caisse des dépôts et consignations.

Cette notification n'ayant pas toujours eu lieu pour tous les placements effectués, les indications relatives aux placements réalisés directement par les caisses et figurant dans les tableaux ci-après sous la rubrique « Achats et retraits des caisses », peuvent être incomplètes. Sous cette réserve, les placements réalisés sur la désignation des caisses comprennent en 1934, pour les caisses de répartition, 89,5 p. 100 de valeurs mobilières, 9,2 p. 100 de prêts à des collectivités, 1,3 p. 100 de placements immobiliers, et pour les caisses primaires de capitalisation, 34 p. 100 de valeurs mobilières, 62,3 p. 100 de prêts à des collectivités, 3,7 p. 100 de placements immobiliers.

Les placements réalisés directement en 1934 par la caisse des dépôts et consignations sont entièrement constitués par des valeurs mobilières (dont 54,3 p. 100 d'obligations des grandes compagnies de chemins de fer).

Fonds commun de travail.

En exécution du décret-loi du 15 mai 1934, les versements effectués au fonds commun de travail se sont élevés, du 1er juin 1934 au 31 décembre 1934 (7 mois), à 827.753.882 fr. 85, dont:

413.637.101 fr. 52 versés par les caisses primaires de capitalisation;

182.968.500 fr. versés par la C. N. R. V. (section spéciale des A. S.);

231.148.281 fr. 33 par la caisse générale de garantie (fonds de majoration et de solidarité).

La composition du portefeuille des caisses d'assurances sociales (caisses primaires de répartition, caisses primaires de capitalisation et caisse nationale de retraites, section A. S.) déposé à la caisse des dépôts et consignations est donnée par la suite de tableaux ci-après.

On remarquera pour les caisses primaires de répartition l'importance des placements à court terme représentés notamment au 31 décembre 1934 par 315.499.000 fr. de bons de la Défense nationale et de bons du Trésor et parmi les placements à long terme les obligations de chemins de fer figurant pour un capital nominal de:

359.929.900 pour les caisses de répartition;

1.218.357.400 pour les caisses de capitalisation et par:

852.165 obligations pour la caisse nationale des retraites.

Indépendamment des placements en valeurs mobilières déposés à la caisse des dépôts et consignations, les caisses d'assurances sociales peuvent effectuer différents placements. Ceux-ci, compte non tenu des remboursements ou amortissements, sauf double emploi avec ceux figurant dans le portefeuille conservé à la caisse des dépôts, s'élevaient d'après les renseignements fournis à cette dernière à:

575.377.460 fr. 18 en prêts à des communes ou établissements publics;

62.196.055 fr. 14 en prêts à des sociétés d'habitations à bon marché ou de crédit agricole;

105.459.949 fr. 40, achats d'immeubles ou de terrains;

89.186.350 fr., prêts hypothécaires,

pour les caisses de capitalisation,

Et à:

44.051.796 fr. en prêts à des communes ou établissements publics;

1.794.209 fr. en prêts à des sociétés d'habitation à bon marché ou de crédit agricole;

33.522.805 fr., achats d'immeubles ou de terrains;

1.768.710 fr., prêts hypothécaires,

pour les caisses de répartition.

Fonds des timbres.

Conformément à l'article 2, paragraphe 11, de la loi du 30 avril 1930, la caisse des dépôts et consignations gère le « fonds des timbres » constitué par les cotisations non encore attribuées aux organismes d'assurances sociales.

La plus grande partie du fonds des timbres est placée à court terme. Les sommes employées étaient représentées comme suit (valeur nominale):

(1) La proportion des trois quarts n'apparaît pas parce que les caisses ont pu poursuivre la réalisation des placements pour lesquels elles s'étaient engagées avant le 1er juin.

DÉSIGNATION	AU 31 DÉCEMBRE 1932	AU 31 DÉCEMBRE 1933	AU 31 DÉCEMBRE 1934
Bons de la défense nationale	402.915.000	980.105.000	719.850.000
Billets à ordre de diverses compagnies de chemins de fer et de navigation	294.000.000	58.000.000	58.000.000
Obligations chemins de fer de l'Etat	2.514.500	2.512.000	2.512.000
Obligations de diverses compagnies de chemins de fer	45.638.000	34.085.500	33.658.000
Obligations du Crédit foncier de France	35.430.000	35.424.000	35.412.000
Bons du Trésor 5 p. 100 1924 à 10 ans	17.594.500	144.081.000	»
Obligations de la caisse autonome de gestion des bons de la défense nationale	»	4.506.000	4.506.000
Obligations du Trésor 4 p. 100 amortissables 1934	»	»	175.000.000
Bons du Trésor 4 1/2 p. 100 1934 à 3, 6 et 10 ans	»	»	54.219.000

Montant des soldes créditeurs des comptes courants à la caisse des dépôts et consignations à la date du:

DÉSIGNATION DES COMPTES	31 DÉCEMBRE 1933	31 MARS 1934	30 JUIN 1934	30 SEPTEMBRE 1934	31 DÉCEMBRE 1934
Caisse nationale des retraites	32.979.364 30	52.387.948 50	55.805.742 65	44.936.776 46	39.297.582 58
Caisses de capitalisation:					
Fonds disponibles	173.900.332 35	200.788.725 32	281.608.322 79	249.410.978 64	234.536.088 12
Fonds de placement (1)	40.141.549 01	58.893.500 50	9.646 387 99	14.143.234 84	3.586.023 22
Caisses de répartition:					
Fonds disponibles	817.424.775 77	770.205.049 46	771.643.749 80	732.549.749 38	782.952.328 49
Fonds de placement	11.289.730 97	16.346.312 67	12.142.391 24	20.477.650 74	14.266.216 41
Total	1.075.735.752 40	1.098.621.536 45	1.130.846.594 47	1.061.518.390 06	1.074.578.238 82

(1) Fonds dont le placement, réservé à la caisse des dépôts et consignations, est en cours d'exécution et non réglé.

Placements des caisses d'assurances sociales au cours de l'année 1934.

DÉSIGNATION	1er TRIMESTRE	2e TRIMESTRE	3e TRIMESTRE	4e TRIMESTRE	ANNÉE 1934
Caisses primaires de capitalisation :					
Achats et retraits de fonds (1)	83.129.749 95	104.832.699 23	53.960.817 82	68.573.280 71	310.496.547 71
Placements effectués sur l'initiative de la caisse des dépôts et consignations	139.021.650 82	142.939.748 91	30.606.990 84	46.412.842 »	358.981.232 57
Caisses primaires de répartition :					
Achats et retraits de fonds (1)	66.016.763 32	81.142.809 62	93.077.145 64	65.172.805 35	305.409.523 93
Placements effectués sur l'initiative de la caisse des dépôts et consignations	71.633.849 54	70.800.828 14	75.197.181 15	65.434.651 08	283.066.509 91
Caisse nationale des retraites	82.812.659 44	75.963.460 86	11.959.090 81	33.430.450 50	204.165.661 61
Total	442.614.673 07	475.679.546 76	264.801.226 26	279.024.029 64	1.462.119.475 73

(1) Placements effectués par les caisses ou sur leur désignation.

Montant des placements effectués sur la désignation des caisses primaires de capitalisation au cours de l'année 1934.

DÉSIGNATION	1er TRIMESTRE	2e TRIMESTRE	3e TRIMESTRE	4e TRIMESTRE	ANNÉE 1934
Valeurs d'Etat. — Valeurs admises en garantie par la Banque de France	30.861.888 73	44.142.281 54	13.173.336 92	17.422.384 48	105.599.891 67
Prêts aux départements, communes, établissements publics	44.746.882 22	58.335.417 69	40.787.480 90	49.550.896 23	193.420.677 04
Achat d'immeubles ou de terrains	2.820.979 »	2.275.000 »	»	1.500.000 »	6.595.979 »
Prêts hypothécaires	4.700.000 »	80.000 »	»	100.000 »	4.880.000 »
Total	83.129.749 95	104.832.699 23	53.960.817 82	68.573.280 71	310.496.547 71

Montant des placements effectués sur la désignation des caisses primaires de répartition au cours de l'année 1934.

DÉSIGNATION	1er TRIMESTRE	2e TRIMESTRE	3e TRIMESTRE	4e TRIMESTRE	ANNÉE 1934
Valeurs d'Etat. — Valeurs admises en garantie par la Banque de France	52.574.478 32	74.611.380 62	86.926.289 64	59.127.861 35	273.240.009 93
Prêts aux départements, communes, établissements publics	13.442.285 »	4.852.059 »	4.304.146 »	5.568 194 »	28.166.684 »
Achat d'immeubles ou de terrains	»	1.607.370 »	300.000 »	476.750 »	2.384.120 »
Prêts hypothécaires	»	72.000 »	1.546.710 »	»	1.618.710 »
Total	66.016.763 32	81.142.809 62	93.077.135 64	65.172.805 35	305.409.523 93

Placements effectués sur l'initiative de la caisse des dépôts et consignations.

DÉSIGNATION	1er TRIMESTRE	2e TRIMESTRE	3e TRIMESTRE	4e TRIMESTRE	ANNÉE 1934
Caisses primaires de capitalisation.					
Rentes	112.370.991 22	»	883 64	»	112.371.874 86
Valeurs d'Etat ou garanties par l'Etat	2.835.508 15	15.257.407 36	2.974.421 60	11.548.317 35	32.615.654 46
Obligations foncières et communales	»	»	»	158.010 »	158.010 »
Obligations des grandes compagnies de chemins de fer	23.815.151 45	127.682.341 55	27.631.685 60	34.706.514 65	213.835.693 25
Caisses primaires de répartition.	139.021.650 82	142.939.748 91	30.606.990 84	46.412.842 »	358.981.232 57
Rentes	779.554 90	»	»	»	799.554 90
Valeurs d'Etat ou garanties par l'Etat	50.889.107 54	52.633.147 54	51.548.041 75	40.548.305 78	195.618.602 61
Obligations foncières et communales	»	1.878 80	»	47.192 60	49.071 40
Obligations des grandes compagnies de chemins de fer	19.945.187 10	18.165.801 80	23.649.139 40	24.839.152 70	86.599.281 »
Caisse nationale de retraites.	71.633.849 54	70.800.828 14	75.197.181 15	65.434.651 08	283.066.509 91
Rentes	30.302.777 71	»	»	»	30.302.777 71
Valeurs d'Etat ou garanties par l'Etat	2.126.975 74	6.251.711 77	2.254.447 28	3.434.592 26	14.067.727 05
Obligations des grandes compagnies de chemins de fer	50.382.905 99	69.711.749 09	9.704.643 53	29.995.858 24	159.795.156 85
	82.812.659 44	75.963.460 86	11.959.090 81	33.430.450 50	204.165.661 61

Versements des organismes d'assurances sociales au fonds commun de travail.

MOIS	CAISSES de capitalisation.	CAISSE nationale de retraites.	CAISSE générale de garantie.	TOTAL
Juin	44.267.098 97	43.500.000 »	29.755.000 »	117.522.098 97
Juillet	29.976.131 89	31.500.000 »	64.617.424 »	126.093.555 89
Août	55.661.565 37	20.250.000 »	6.934.237 40	82.845.802 77
Septembre	84.191.921 22	21.000.000 »	22.314.178 04	127.506.100 26
Octobre	33.909.405 84	22.125.000 »	30.416.267 73	86.450.673 57
Novembre	82.027.025 06	26.023.500 »	70.278.173 16	178.328.698 22
Décembre	83.603.953 17	18.570.000 »	6.833.000 »	109.006.953 17
Total	413.637.101 52	182.968.500 »	231.148.281 33	827.753.882 85

Portefeuille des caisses d'assurances sociales.

DÉSIGNATION	AU 31 DÉCEMBRE 1932	AU 31 DÉCEMBRE 1933	AU 31 DÉCEMBRE 1934
Caisses de répartition.			
a) Placements réalisés sur l'initiative des caisses.			
Rentes sur l'Etat français (francs de rente)	742.742	1.507.121	2.384.631
Valeurs diverses (en valeur nominale) :			
Bons de la défense nationale et bons du Trésor	112.967.700	123.953.400	140.461 500
Obligations du Trésor 4 1/2 p. 100 1932 (outillage national)	»	»	7.118.000
Obligations du Trésor 4 1/2 p. 100 1933	»	»	9.584.000
Obligations du Trésor 4 p. 100 1934	»	»	1.390.000
Obligations du Trésor amortissables en 15 ans	»	»	7.281.600
Obligations sexennales de la défense nationale	»	»	3.021.700
Bons du Trésor 7 p. 100 1926	»	»	3 695.000
Bons du Trésor 4 1/2 p. 100 1933 à 10 ans	»	»	11.510.000
Bons du Trésor 5 p. 100 1933 à 5 ans	»	»	1.648.000
Bons du Trésor 4 1/2 p. 100 1934	»	»	36.939.000
Bons du Trésor 5 p. 100 1934	»	»	11.599 000
Titres de dommages de guerre	119.800	1.258.900	1.393.268
Bons ou obligations de caisses de crédit agricole	»	30.400	1.504.400
Obligations de la caisse autonome d'amortissement	1.599.000	2.013.000	4.706.000
Obligations des postes, télégraphes et téléphones	1.028 000	2.786.000	7.935 000
Obligations et bons du Crédit national	3.438 500	»	8.147 500
Obligations et bons des chemins de fer de l'Etat	»	»	61.557.000
Obligations et bons de diverses compagnies de chemins de fer	26.382 000	121.233 500	89.329.900
Obligations garanties par l'Etat de diverses compagnies de navigation	»	»	2.843.500
Obligations de colonies et protectorats	1.023 000	3.598 000	7.963 000
Emprunts gagés par des annuités de l'Etat	1.627 500	4.435.000	9.030.000
Obligations du Crédit foncier de France	2.708 000	5.122 500	10.678 250
Obligations et bons de départements et villes	29.315 500	8.816.600	10.554.500
Bons de crédit municipal	»	24.770.000	24.770.000
Bons du port autonome du Havre	»	»	3.000.000
Fonds d'Etat et obligations étrangers garantis par l'Etat français	»	820.000	1.524.000
Rentes françaises émises aux Etats-Unis	3.000 dollars.	5.000 dollars.	12.000 dollars.
b) Placements effectués sur l'initiative de la caisse des dépôts et consignations.			
Rentes sur l'Etat français (francs de rente)	91.750	3.496.063	3.538.740
Valeurs diverses (en valeur nominale) :			
Bons de la défense nationale et bons du Trésor	130.568.300	99.706.500	175.037.500
Obligations du Trésor 4 1/2 p. 100 1932 (outillage national)	»	1.287.000	1.287.000
Obligations du Trésor 4 1/2 p. 100 1933	»	3.511.000	3.964.000
Obligations du Trésor 4 p. 100 1934	»	»	114.000
Obligations du Trésor amortissables en 15 ans	»	3.620.400	13.908.100
Obligations sexennales de la défense nationale	»	1.900	800
Bons du Trésor 7 p. 100 1926	»	»	408.000
Bons du Trésor 4 1/2 p. 100 1933 à 10 ans	»	5.506.000	15.543 000
Bons du Trésor 5 p. 100 1933 à 5 ans	»	3.942.000	7 326 000
Bons du Trésor 4 1/2 p. 100 1934	»	»	106.729.000
Bons du Trésor 5 p. 100 1934	»	»	3.872.000
Titres de dommages de guerre	»	»	135.000
Bons et obligations de caisses de crédit agricole	»	30.000	30.000
Obligations et bons du crédit national	»	93.000	93 500
Obligations et bons des chemins de fer de l'Etat	»	29.492.000	55.612 000
Obligations et bons de diverses compagnies de chemins de fer	90.300.000	94.614.500	144.430 500
Obligations garanties par l'Etat de diverses compagnies de navigation	»	9.972.000	25.893 000
Obligations de colonies et protectorats	»	»	3 500
Emprunts gagés par des annuités de l'Etat	3.239 000	4.223.000	14.194 500
Obligations du Crédit foncier de France	177 000	251 500	289.500
Obligations et bons de départements et villes	698.500	»	1.001 000
Fonds d'Etat et obligations étrangers garantis par l'Etat français	»	»	429.000
Rentes françaises émises aux Etats-Unis	2 000 dollars.	2.000 dollars.	2.000 dollars.
Bons du Trésor 5 p. 100 1924	»	60.463.500	»

Portefeuille des caisses d'assurances sociales.

DÉSIGNATION	AU 31 DÉCEMBRE 1932	AU 31 DÉCEMBRE 1933	AU 31 DÉCEMBRE 1934
Caisses de capitalisation.			
a) Placements réalisés sur l'initiative des caisses.			
Rentes sur l'Etat français (francs de rente)	3.028.625 »	4.093.346 »	4.494.863 50
Rentes 2 1/2 p. 100 Annam et Tonkin (francs de rente)	770 »	770 »	755 »
Valeurs diverses (en valeur nominale) :			
Bons de la Défense nationale et bons du Trésor	28.176.900 »	41.956.400 »	10.600.000 »
Obligations du Trésor 4 1/2 p. 100 1932 (outillage national)	»	»	13.688.000 »
Obligations du Trésor 4 1/2 p. 100 1933	»	»	9.236.000 »
Obligations du Trésor amortissables en quinze ans	»	»	12.664.000 »
Obligations sexennales de la Défense nationale	»	»	1.357.100 »
Bons du Trésor 7 p. 100 1926	»	»	49.000 »
Bons du Trésor 4 1/2 p. 100 1933 à dix ans	»	»	2.285.000 »
Bons du Trésor 5 p. 100 1933 à cinq ans	»	»	570.000 »
Bons du Trésor 4 1/2 p. 100 1934	»	»	2.591.000 »
Bons du Trésor 5 p. 100 1934	»	»	1.578.000 »
Titres de dommages de guerre	116.795.000 »	140.300.000 »	145.088.000 »
Obligations de la caisse autonome d'amortissement	3.537.000 »	5.169.000 »	5.889.000 »
Obligations des postes, télégraphes et téléphones	3.245.000 »	4.917.000 »	6.840.000 »
Obligations et bons du Crédit national	6.302.000 »	8.233.000 »	10.228.000 »
Obligations et bons des chemins de fer de l'Etat	»	»	45.216.000 »
Obligations et bons des diverses compagnies de chemins de fer	161.682.250 »	237.745.900 »	226.822.405 »
Obligations garanties par l'Etat de diverses compagnies de navigation	»	»	15.259.000 »
Obligations de colonies et protectorats	10.376.500 »	22.195.500 »	32.810.000 »
Emprunts gagés par des annuités de l'Etat	25.640.000 »	44.778.000 »	48.516.500 »
Obligations du Crédit foncier de France	13.753.500 »	23.497.500 »	29.034.200 »
Obligations et bons de départements et villes	14.319.200 »	21.026.300 »	25.605.100 »
Bons du port autonome du Havre	»	180.000 »	180.000 »
Actions diverses	»	»	631.305 »
Fonds d'Etat et obligations étrangers garantis par l'Etat français	400.000 »	3.255.000 »	3.455.000 »
Obligations Messageries maritimes émises au Canada	2.200 dollars.	100.000 dollars.	98.000 dollars.
b) Placements réalisés directement par la caisse des dépôts et consignations.			
Rentes sur l'Etat français (francs de rente)	180.530 »	19.449.918 »	25.597.998 »
Valeurs diverses (en valeur nominale) :			
Obligations du Trésor 4 1/2 p. 100 1932 (outillage national)	»	66.000 »	66.000 »
Obligations du Trésor 4 1/2 p. 100 1933	»	23.919.000 »	23.909.000 »
Obligations du Trésor amortissables en quinze ans	2.822.400 »	3.091.700 »	3.247.000 »
Bons du Trésor 4 1/2 p. 100 1933 à dix ans	»	3.712.000 »	3.712.000 »
Obligations de la caisse autonome d'amortissement	114.772.000 »	104.772.000 »	104.772.000 »
Obligations et bons des chemins de fer de l'Etat	»	230.761.000 »	254.123.000 »
Obligations et bons de diverses compagnies de chemins de fer	547.884.500 »	469.357.000 »	692.196.000 »
Obligations garanties par l'Etat de diverses compagnies de navigation	»	421.000 »	62.383.000 »
Obligations de colonies et de protectorats	50.300 »	50.000 »	579.000 »
Emprunts gagés par des annuités de l'Etat	70.775.000 »	90.671.000 »	114.040.500 »
Obligations du Crédit foncier de France	22.002.000 »	22.904.000 »	22.993.500 »
Obligations et bons de départements et villes	99.000 »	99.000 »	99.000 »
c) Caisse nationale des retraites (section des assurances sociales). Rentes			
Rentes sur l'Etat (francs de rente)	»	3.509.592 50	5.124.682 50
Valeurs diverses (nombre d'obligations) :			
Obligations de la caisse autonome de gestion des bons de la défense nationale	46.422 »	46.422 »	46.422 »
Bons du Trésor 5 p. 100 1934	»	»	748 »
Obligations des chemins de fer de l'Etat	59.918 »	73.986 »	151.755 »
Obligations de diverses compagnies de chemins de fer	378.377 »	566.031 »	700.410 »
Emprunts gagés par des annuités de l'Etat	290 »	28.671 »	33.500 »
Obligations garanties par l'Etat de compagnies de navigation maritime	14.084 »	24.890 »	33.820 »
Obligations du Crédit foncier de France	25.008 »	25.004 »	25.000 »
Obligations du gouvernement général de l'Algérie	»	5.328 »	5.328 »
Prêts (montant des prêts) :			
Prêts aux départements et communes	»	124.699.686 58	121.802.160 09
Annuités de chemins de fer garantis par l'Etat	121.698.875 74	175.763.704 88	172.327.638 23

CHAPITRE IX

INSPECTIONS, POURSUITES

Inspection des assurances sociales.

La statistique de l'inspection est celle des infractions à la loi constatées chez les employeurs.

Établie à partir des rapports des inspecteurs des assurances sociales, elle permet de suivre à la fois leur activité et les résultats obtenus.

Les statistiques qui suivent marquent nettement l'importance du rôle des inspecteurs dont l'activité se traduit en moyenne par une rentrée de plus de 400.000 fr. de cotisations par inspecteur et par an.

Il est également nécessaire de noter la disproportion qui subsiste entre l'effectif de l'inspection et la tâche qui lui incombe : fin 1934, le nombre des employeurs répertoriés dans les fichiers d'employeurs des services départementaux s'élevait à 1.291.219 employeurs non agricoles et à 279.137 employeurs agricoles, soit en moyenne 10.000 employeurs à contrôler par inspecteur.

Ce chiffre suffit pour expliquer que l'activité des inspecteurs se trouve orientée non pas vers le contrôle régulier de tous les employeurs, mais surtout vers ceux chez lesquels leur visite permet de constater des infractions à la loi.

Cette remarque fait comprendre pourquoi la statistique marque un nombre décroissant de visites chez des employeurs dont la situation est régulière.

Si l'on ajoute que la statistique annuelle, qui est la somme de statistiques périodiques, comporte des doubles emplois (un employeur visité au cours de deux trimestres différents est compté deux fois dans la statistique annuelle), il apparaît que la comparaison brutale des chiffres entre eux ne doit pas être interprétée comme marquant une plus mauvaise application de la loi, mais comme précisant l'orientation donnée à l'activité des inspecteurs en raison de leur faible effectif, et afin d'en améliorer le rendement.

Par un arrêt du 3 mars 1934, la cour de cassation (chambre criminelle), a cassé et annulé un arrêt rendu le 23 novembre 1932 par la cour d'appel de Rouen condamnant pour abus de confiance un employeur qui n'avait pas versé les cotisations qu'il avait précomptées.

La loi du 1er juillet 1934 a complété l'article 64 de la loi du 30 avril 1930 par un paragraphe 7 d'après lequel l'employeur qui a retenu par devers lui indûment la contribution ouvrière précomptée sur le salaire, est passible des peines prévues aux articles 406 et 408 du code pénal.

La loi du 1er juillet 1934 est ainsi venue corriger l'effet produit par l'arrêt de la cour de cassation, dont les conséquences risquaient d'être très sensibles sur la rentrée des cotisations.

Statistique de l'inspection des assurances sociales.

DÉSIGNATION	ASSURANCE NON AGRICOLE			ASSURANCE AGRICOLE		
	Année 1932. Janvier 1933.	1933. Février à décembre.	1934.	Année 1932. Janvier 1933.	1933. Février à décembre.	1934.
Nombre d'employeurs visités :						
Chez lesquels aucune irrégularité n'a été constatée	83.670	69.717	65.075	13.664	11.476	10.121
Ayant régularisé leur situation sur injonction verbale	43.502	28.584	24.355	8.190	5.573	5.130
Ayant régularisé leur situation après dépôt d'un volant extrait du carnet à souches	23.320	13.869	10.103	4.978	2.891	2.433
N'ayant pas régularisé leur situation à la suite du dépôt du volant	9.607	13.707	18.548	2.121	1.991	1.589
Nature et nombre des irrégularités n'ayant pas reçu de solution malgré le dépôt du volant :						
Nombre d'assujettis non immatriculés	20.675	16.483	12.025	3.751	3.288	1.965
Nombre d'assujettis pour lesquels ni le précompte ni les versements n'ont été effectués	32.341	28.565	28.256	3.342	3.156	3.459
Nombre d'assujettis pour lesquels le précompte ayant été effectué, les versements n'ont pas été opérés	79.195	91.967	101.978	997	1.450	1.186
Nombre de salariés non assujettis pour lesquels la cotisation patronale n'a pas été versée	10.049	10.405	15.833	579	550	508
Nombre total des immatriculations effectuées à la suite des interventions des inspecteurs.	64.807	38.669	26.549	15.714	9.047	6.709
Montant total des versements récupérés à la suite des interventions des inspecteurs	75.628.423 »	78.332.921 42	66.104.348 64	2.814.036 »	3.083.967 03	3.079.137 80
Montant total des intérêts de retard appliqués.	456.924 »	903.478 84	1.696.621 46	15.854 »	56.958 45	116.806 63

Statistique de l'inspection des assurances sociales.

Assurance non agricole (année 1934).

DÉSIGNATION	1er TRIMESTRE	2e TRIMESTRE	3e TRIMESTRE	4e TRIMESTRE
Nombre d'employeurs visités :				
Chez lesquels aucune irrégularité n'a été constatée	21.417	16.962	12.395	14.301
Ayant régularisé leur situation sur injonction verbale	7.758	6.480	4.475	5.642
Ayant régularisé leur situation après dépôt d'un volant extrait du carnet à souche	3.390	2.326	1.791	2.596
N'ayant pas régularisé leur situation à la suite du dépôt du volant.	3.630	5.492	3.862	5.564
Nature et nombre des irrégularités n'ayant pas reçu de solution malgré le dépôt du volant :				
Nombre d'assujettis non immatriculés	3.445	2.900	2.095	3.585
Nombre d'assujettis pour lesquels ni le précompte ni les versements n'ont été effectués	7.095	6.543	5.519	9.099
Nombre d'assujettis pour lesquels le précompte ayant été effectué, les versements n'ont pas été opérés	28.382	25.687	19.217	28.692
Nombre de salariés non assujettis pour lesquels la cotisation patronale n'a pas été versée	3.454	2.333	7.058	2.988
Nombre total des immatriculations effectuées à la suite des interventions des inspecteurs	8.597	6.406	5.486	6.060
Montant total des versements récupérés à la suite des interventions des inspecteurs	16.163.408 65	20.808.698 96	10.744.858 27	18.387.382 76
Montant total des intérêts de retard appliqués	341.377 82	617.772 68	268.850 14	468.620 82

Statistique de l'inspection des assurances sociales.

Assurance agricole (année 1934).

DÉSIGNATION	1er TRIMESTRE	2e TRIMESTRE	3e TRIMESTRE	4e TRIMESTRE
Nombre d'employeurs visités:				
Chez lesquels aucune irrégularité n'a été constatée	2.996	3.239	2.067	1.819
Ayant régularisé leur situation sur injonction verbale	1.300	1.569	1.089	1.172
Ayant régularisé leur situation après dépôt d'un volant extrait du carnet à souches	824	700	400	509
N'ayant pas régularisé leur situation à la suite du dépôt du volant. Nature et nombre des irrégularités n'ayant pas reçu de solution malgré le dépôt du volant:	369	411	411	398
Nombre d'assujettis non immatriculés	590	649	403	323
Nombre d'assujettis pour lesquels ni le précompte ni les versements n'ont été effectués	874	1.093	668	824
Nombre d'assujettis pour lesquels le précompte ayant été effectué, les versements n'ont pas été opérés	241	325	289	331
Nombre de salariés non assujettis pour lesquels la cotisation patronale n'a pas été versée	106	185	132	85
Nombre total des immatriculations effectuées à la suite des interventions des inspecteurs	2.121	2.248	1.167	1.173
Montant total des versements récupérés à la suite des interventions des inspecteurs	710.230 65	984.270 70	533.611 75	851.024 70
Montant total des intérêts de retard appliqués	16.333 05	34.942 75	18.697 65	46.833 18

Poursuites.

Conformément à l'article 64 de la loi du 30 avril 1930, les employeurs contrevenant à la loi sont poursuivis devant les tribunaux à la requête du ministre du travail ou de la caisse générale de garantie.

La caisse générale de garantie a engagé cinq poursuites en 1933 contre des employeurs non agricoles.

Trois d'entre elles ont été suivies de condamnation, une n'a pas été suivie de condamnation, une était en instance au 31 décembre 1933.

En ce qui concerne les poursuites engagées à la requête du ministre du travail, le tableau ci-dessous indique la situation pour chaque année:

DÉSIGNATION	ANNÉES				TOTAL de l'origine au 31 décembre 1934.
	1930-1931.	1932.	1933.	1934.	
Demandes d'autorisations de poursuites	325	1.583	3.002	3.545	8.455
Nombre d'autorisations accordées par le ministre du travail	143	1.175	2.453	3.205	6.976
Affaires réglées avant jugement ou laissées sans suite	21	155	478	1.757	2.411
Jugements:					
Renvois, sursis	»	2	4	4	10
Condamnations	28	276	529	953	1.796
Relaxes	»	23	10	20	53
Appels (décisions)	»	3	16	21	40
Pourvois (arrêts)	»	»	6	3	9

DEUXIÈME PARTIE

ENQUETES

CHAPITRE Ier

Répartition par âge et par catégorie de salaire des assurés sociaux.

ENQUÊTE SUR LES SALAIRES DES ASSURÉS SOCIAUX

Les statistiques qui suivent permettent de compléter les indications données dans le deuxième rapport sur l'application de la loi sur les assurances sociales.

Elles concernent d'une part la répartition par âges et salaires des assurés sociaux en 1933 et d'autre part l'évolution des salaires de 1930 à 1934.

Ces statistiques sont établies en dépouillant les bordereaux servant à la ventilation des cotisations d'assurances sociales et concernant la répartition des assurés cotisant par catégories de salaires.

Catégories de salaires.

Les assurés sont répartis en cinq catégories de salaires :

DÉSIGNATION		SALAIRE JOURNALIER	SALAIRE ANNUEL
Catégories	1re	Moins de 8 fr.	Moins de 2.400 fr.
	2e	8 fr. à 14 fr. 99	2.400 fr. à 4.499 fr.
	3e	15 fr à 19 fr. 99	4.500 fr. à 5.999 fr.
	4e	20 fr. à 31 fr. 99	6.000 fr. à 9.599 fr.
	5e	32 fr. et plus.	9.600 fr. et plus.

D'après l'article 1er de la loi du 30 avril 1930: « ne sont pas considérées comme salariées, les personnes dont le nombre de journées de travail salarié, accompli habituellement au cours d'une année, est inférieur à 90 ».

En conséquence, la circulaire du 23 août 1930 a prévu que les personnes gagnant moins de 540 fr. par an ne sont pas assujetties à l'assurance obligatoire.

Le chiffre limite (maximum) du salaire des assurés est de 15.000 fr. Ce chiffre est porté à 18.000 fr. dans les villes de plus de 200.000 habitants et les circonscriptions industrielles fixées par les décrets des 10 mai 1930, 8 janvier 1931, 21 avril 1931, 5 juin 1931, 15 février 1932, 16 mars 1934.

Enfin, les salariés gagnant de 15.000 à 25.000 fr. peuvent être assujettis à l'assurance obligatoire suivant leurs salaires et leurs charges de famille (le chiffre limite de 15 ou 18.000 fr. est augmenté de 2.000 fr. s'ils ont un enfant à charge, 4.000 s'ils en ont deux, et porté à 25.000 s'ils en ont trois ou davantage).

Les changements de catégorie de salaires ne peuvent avoir lieu qu'une fois par an lors du renouvellement de la carte annuelle, c'est-à-dire à l'expiration du trimestre civil qui contient l'anniversaire de naissance.

Les statistiques qui suivent sont tirées de plusieurs dépouillements des bordereaux servant à la ventilation des cotisations apposées sur les cartes annuelles. Ces bordereaux sont établis au bout d'un délai assez variable après l'expiration de la période de validité des cartes que l'on peut estimer de l'ordre de trois mois.

En conséquence, les statistiques qui groupent des cartes ventilées du 1er avril 1933 au 1er avril 1934, c'est-à-dire rentrées après expiration de leur période de validité au cours de l'année 1933, correspondent à une détermination de la catégorie de salaires établie un an auparavant en 1932.

Ainsi, les cartes ventilées en 1930-1931 correspondent aux salaires de 1930, celles ventilées en 1932 aux salaires de 1931, celles ventilées en 1933 aux salaires de 1932, celles ventilées en 1934 aux salaires de 1933.

Variation des salaires des assurés sociaux non agricoles de 1930 à 1934.

Il a été établi une statistique portant sur 5.558.690 cartes ventilées avant le 1er avril 1932, 6.036.873 cartes ventilées du 1er avril 1932 au 31 mars 1933 6.295.177 cartes ventilées du 1er avril 1933 au 31 mars 1934, 5.086.890 cartes ventilées du 1er avril 1934 au 31 décembre 1934.

Elle se présente comme suit:

DÉSIGNATION		RÉPARTITION DES CARTES VENTILÉES			
		avant le 1er avril 1932.	du 1er avril 1932 au 31 mars 1933.	du 1er avril 1933 au 31 mars 1934.	du 1er avril 1934 au 31 décembre 1934.
Catégories	1re	322.437	399.584	472.350	395.124
	2e	634.928	726.820	822.198	662.417
	3e	652.848	690.380	720.919	579.336
	4e	1.874.622	2.013.560	2.117.586	1.703.309
	5e	2.073.855	2.206.529	2.162.124	1.746.704
Total		5.558.690	6.036.873	6.295.177	5.086.890

D'après les indications qui précèdent, la répartition des cartes ventilées entre les cinq catégories donne celle des salaires. Elle peut être présentée comme suit:

DÉSIGNATION		RÉPARTITION P. 100 DES CARTES ANNUELLES VENTILÉES			
		du 1er juillet 1930 au 31 mars 1932.	du 1er avril 1932 au 31 mars 1933.	du 1er avril 1933 au 31 mars 1934.	du 1er avril 1934 au 31 décembre 1934.
Catégories de salaires	1re	5,80	6,62	7,50	7,77
	2e	11,42	12,04	13,06	13,02
	3e	11,75	11,44	11,45	11,39
	4e	33,72	33,35	33,64	33,48
	5e	37,31	36,55	34,35	34,34
Salaires de		1930	1931	1932	1933

Mais comme les 2e, 3e et 4e catégories s'enrichissent et s'appauvrissent des assurés déclassés et que la 5e s'enrichit des salariés dont le salaire est descendu au-dessous des chiffres limites, cette statistique peut être présentée sous une autre forme qui montre très nettement la baisse des salaires:

DÉSIGNATION		CARTES ANNUELLES VENTILÉES			
		du 1er juillet 1930 au 1er avril 1932.	du 1er avril 1932 au 31 mars 1933.	du 1er avril 1933 au 31 mars 1934.	du 1er avril 1934 au 31 décembre 1934.
		p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Proportion pour 100 des assurés dont le salaire annuel est au plus égal à.	2.399 fr.	5,80	6,62	7,50	7,77
	4.499 fr.	17,22	18,66	20,56	20,79
	5.999 fr.	28,97	30,10	32,01	32,18
	9.599 fr.	62,69	63,45	65,65	65,66
Salaires de		1930	1931	1932	1933

Etant donné la très forte différence entre les salaires pratiqués dans la région parisienne et le reste de la France, il a paru intéressant de donner séparément la répartition des assurés par catégories dans la Seine et Seine-et-Oise et dans le reste de la France :

I. — *Seine et Seine-et-Oise.*

DÉSIGNATION	RÉPARTITION P. 100 DES CARTES ANNUELLES VENTILÉES			
	du 1er juillet 1930 au 31 mars 1932.	du 1er avril 1932 au 31 mars 1933.	du 1er avril 1933 au 31 mars 1934.	du 1er avril 1934 au 31 décembre 1934.
	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Catégories de salaires.... 1re	2,24	2,82	3,11	3,44
2e	3,86	4,14	4,49	4,96
3e	5,30	5,17	5,28	5,64
4e	27,19	26,43	24,90	24,53
5e	61,41	61,44	62,22	61,43
Salaires de.....	1930	1931	1932	1933

DÉSIGNATION	CARTES ANNUELLES VENTILÉES			
	du 1er juillet 1930 au 31 mars 1932.	du 1er avril 1932 au 31 mars 1933.	du 1er avril 1933 au 31 mars 1934	du 1er avril 1934 au 31 décembre 1934.
	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Proportion pour 100 des assurés dont le salaire annuel est égal ou inférieur à..... 2.399 fr.	2,24	2,82	3,11	3,44
4.499 fr.	6,10	6,96	7,60	8,40
5.999 fr.	11,40	12,13	12,88	14,04
9.599 fr.	38,59	38,56	37,78	38,57
Salaires de.....	1930	1931	1932	1933

II. — *France moins Seine et Seine-et-Oise.*

DÉSIGNATION	RÉPARTITION P 100 DES CARTES ANNUELLES VENTILÉES			
	du 1er juillet 1930 au 31 mars 1932.	du 1er avril 1932 au 31 mars 1933.	du 1er avril 1933 au 31 mars 1934.	du 1er avril 1934 au 31 décembre 1934.
	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Catégories de salaires..... 1re	7,23	7,99	8,99	9,46
2e	14,46	14,89	15,96	16,17
3e	14,34	13,70	13,54	13,64
4e	36,35	35,85	36,60	36,99
5e	27,62	27,57	24,91	23,74
Salaires de.....	1930	1931	1932	1933

DÉSIGNATION	CARTES ANNUELLES VENTILÉES			
	du 1er juillet 1930 au 31 mars 1932.	du 1er avril 1932 au 31 mars 1933.	du 1er avril 1933 au 31 mars 1934.	du 1er avril 1934 au 31 décembre 1934.
	p. 100.	p. 100.	p 100.	p 100.
Proportion pour 100 des assurés dont le salaire annuel est égal ou inférieur à..... 2.399 fr.	7,23	7,99	8,99	9,46
4 499 fr.	21,69	22,88	24,95	25,63
5.999 fr.	36,03	36,58	38,49	39,27
9.599 fr.	72,38	72,43	75,09	76,26
Salaires de.....	1930	1931	1932	1933

Ces chiffres montrent d'une façon très nette la baisse des salaires, quel que soit leur taux. L'enrichissement de la 5e catégorie dans la Seine et Seine-et-Oise s'explique par l'existence d'un grand nombre de nouveaux assurés dont le salaire est descendu au-dessous des chiffres-limites de l'assurance obligatoire.

Il est possible de calculer un salaire moyen à partir des salaires journaliers de base (1re catégorie, 6 fr.; 2e, 12 fr.; 3e, 18 fr.; 4e, 24 fr.; 5e, 36 fr.).

Ces salaires moyens s'établissent ainsi :

Cartes ventilées avant le 1er avril 1932 : 25 fr. 36.

Cartes ventilées du 1er avril 1932 au 31 mars 1933 : 25 fr. 06.

Cartes ventilées du 1er avril 1933 au 31 mars 1934 : 24 fr. 55.

Cartes ventilées du 1er avril 1934 au 31 décembre 1934 : 24 fr 47.

Mais ces chiffres n'ont qu'une valeur purement indicative, car la baisse réelle des salaires a été plus élevée pour les raisons suivantes :

1° Les moyennes qui précèdent ne tiennent compte que des changements de catégorie et laissent de côté la baisse des salaires à l'intérieur de chaque catégorie ;

2° La baisse générale des salaires a dû provoquer l'immatriculation de salariés qui gagnaient auparavant des salaires supérieurs aux chiffres-limites et qui sont venus augmenter le contingent de la cinquième catégorie.

Les mêmes indications se retrouvent en examinant les chiffres relatifs à chaque département. Les quelques anomalies ou divergences qui peuvent être relevées dans les différentes statistiques départementales s'expliquent par le petit nombre de cartes ventilées dans certains départements au cours des périodes considérées.

ASSURANCE NON AGRICOLE

Salaire moyen résultant de la répartition des assurés entre les catégories d'après un dépouillement portant sur les cartes annuelles.

DÉPARTEMENTS	AVANT le 31 mars 1932.	DU 1er avril 1932 au 31 mars 1933.	DU 1er avril 1933 au 31 mars 1934.	DU 1er avril 1934 au 31 déc. 1934.
Ain	23 01	21 13	20 44	20 06
Aisne	23 82	23 58	23 28	22 82
Allier	23 90	23 78	22 10	21 82
Alpes (Basses-)	22 50	22 38	21 39	22 69
Alpes (Hautes-)	24 82	26 78	23 16	22 33
Alpes-Maritimes	26 18	25 97	25 50	25 13
Ardèche	19 41	18 19	17 25	16 91
Ardennes	26 91	25 91	25 87	25 12
Ariège	21 39	20 68	19 97	19 32
Aube	23 94	23 38	22 90	22 57
Aude	19.08	20 »	19 60	20 29
Aveyron	22 48	21 67	21 03	20 46
Bouches-du-Rhône	25 57	25 38	25 51	24 84
Calvados	24 37	23 84	23 44	22 86
Cantal	20 21	20 09	19 20	18 95
Charente	19 78	19 64	19 52	19 38
Charente-Inférieure	22 01	21 62	21 32	21 54
Cher	22 03	21 51	21 »	20 48
Corrèze	19 90	20 16	20 22	19 29
Corse	17 76	18 46	20 32	19 89
Côte-d'Or	23 39	22 88	22 32	21 90
Côtes-du-Nord	19 72	19 59	19 73	19 70
Creuse	20 02	20 45	19 43	19 66
Dordogne	18 84	18 20	18 22	18 26
Doubs	25 08	24 45	22 88	22 78
Drôme	21 76	21 42	20 37	19 82
Eure	22 90	21 95	21 69	20 63
Eure-et-Loir	21 09	21 10	20 85	20 65
Finistère	18 99	19 40	18 24	17 31
Gard	20 38	20 23	19 65	19 51
Garonne (Haute-)	22 60	22 17	21 95	21 77
Gers	18 79	18 22	17 36	17 16
Gironde	23 49	23 26	22 73	22 51
Hérault	22 69	22 32	22 18	21 90
Ille-et-Vilaine	21 83	21 90	21 93	22 10
Indre	18 97	18 31	18 06	18 14
Indre-et-Loire	22 81	21 98	20 19	22 02
Isère	23 06	22 95	21 85	21 78
Jura	22 55	22 18	20 59	19 69
Landes	19 05	18 91	18 25	18 36
Loir-et-Cher	19 69	19 36	19 33	19 04
Loire	23 62	23 20	22 15	21 56
Loire (Haute-)	17 39	17 10	16 97	16 67
Loire-Inférieure	25 07	25 08	24 82	24 68
Loiret	22 29	22 16	21 88	21 69
Lot	17 19	17 10	15 51	15 95
Lot-et-Garonne	19 95	19 85	19 19	18 89
Lozère	18 35	17 56	14 72	16 29
Maine-et-Loire	19 25	19 51	19 75	19 34
Manche	21 01	20 89	21 13	20 38
Marne	24 21	23 91	23 07	22 67
Marne (Haute-)	22 54	22 11	21 08	20 70
Mayenne	18 38	18 25	18 12	17 65
Meurthe-et-Moselle	30 01	25 76	24 56	23 83
Meuse	22 94	22 94	22 10	22 22
Morbihan	20 19	21 17	20 66	20 50
Moselle	»	»	»	»
Nièvre	22 80	22 64	21 89	21 59
Nord	26 13	26 04	25 52	24 87
Oise	23 88	23 65	22 54	22 08
Orne	20 10	20 13	19 91	19 25
Pas-de-Calais	22 75	22 31	21 44	20 10
Puy-de-Dôme	25 20	24 76	24 92	24 32
Pyrénées (Basses-)	23 55	22 16	20 97	19 85
Pyrénées (Hautes-)	23 41	22 31	20 56	21 12
Pyrénées-Orientales	21 27	20 98	22 36	22 19
Territoire de Belfort	23 95	23 51	22 90	22 13
Rhône	27 30	27 10	26 40	26 74
Saône (Haute-)	20 52	19 90	19 26	18 94
Saône-et-Loire	23 06	22 89	21 18	21 45
Sarthe	20 12	20 10	19 61	19 38
Savoie	24 92	24 64	23 87	23 26
Savoie (Haute-)	24 28	23 65	23 02	21 34
Seine et Seine-et-Oise	30 18	30 06	30 05	29 82
Seine-Inférieure	24 13	23 32	23 81	22 88
Seine-et-Marne	26 21	26 12	26 44	28 01
Sèvres (Deux-)	19 62	19 20	19 04	18 84
Somme	21 43	20 67	21 12	20 76
Tarn	21 34	21 18	20 55	20 14
Tarn-et-Garonne	20 »	20 44	19 43	19 04
Var	23 09	21 85	22 91	22 06
Vaucluse	22 01	21 84	21 45	21 10
Vendée	17 40	17 »	17 26	16 62
Vienne	20 24	19 42	20 15	19 58
Vienne (Haute-)	21 52	21 94	22 40	21 52
Vosges	21 13	20 63	19 81	19 38
Yonne	22 53	21 99	21 25	20 94
Total	25 36	25 06	24 55	24 48

Répartition des assurés par âges et catégories de salaires.

(Assurance non agricole.)

Dans le deuxième rapport statistique, figurait une étude, établie à partir d'un dépouillement de 25.173.707 feuillets de cotisations des années 1930-1931, donnant pour cette époque la répartition par âge et par catégorie de salaires des assurés cotisants en 1930-1931.

Afin d'examiner si la crise économique, d'une part, l'évolution dans l'application de la loi, d'autre part, avaient modifié cette répartition, il a été établi un deuxième dépouillement portant sur 6.348.486 feuillets de cotisations ventilés par les services départementaux au cours du 4e trimestre 1933.

Répartition par âges et catégories de salaires de 6.348.486 feuillets ventilés par les services départementaux au cours du 4e trimestre 1933.

(Assurés non agricoles.)

AGE DES ASSURÉS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	TOTAL
Moins de 15 ans	57.729	82.546	14.539	4.474	1.690	160.978
15 à 19 ans	75.247	234.446	180.714	246.026	58.428	794.861
20 à 24 ans	36.593	119.212	141.292	423.971	287.688	1.008.756
25 à 29 ans	31.876	66.509	89.577	363.082	413.873	964.917
30 à 34 ans	32.503	54.467	69.804	295.778	389.267	841.819
35 à 39 ans	32.699	48.763	58.250	217.702	286.798	644.212
40 à 44 ans	33.169	45.512	50.478	174.641	225.846	529.646
45 à 49 ans	37.048	45.775	47.142	160.297	200.109	490.371
50 à 54 ans	43.553	46.802	43.394	141.465	159.348	434.562
55 à 59 ans	51.789	47.399	39.824	128.159	113.633	380.804
60 à 64 ans	16.517	13.909	10.755	32.361	24.018	97.560
Total	448.723	805.340	745.769	2.187.956	2.160.698	6.348.486

Pour pouvoir comparer ce dernier dépouillement avec le précédent, il convient de les réduire à une même échelle. Le tableau suivant permet cette comparaison en ce qui concerne l'âge des assurés:

DÉSIGNATION		RÉPARTITION PAR AGE DE 100.000 COTISANTS d'après le dépouillement	
		de 25 173.707 feuillets des années 1930-1931.	de 6.348.486 feuillets de l'année 1933.
Ages	Moins de 15 ans	1.182	2.536
	15 à 19 ans	13.869	12.521
	20 à 24 ans	16.219	15.890
	25 à 29 ans	15.599	15.199
	30 à 34 ans	12.825	13.260
	35 à 39 ans	9.680	10.147
	40 à 44 ans	8.379	8.343
	45 à 49 ans	7.658	7.724
	50 à 54 ans	7.117	6.845
	55 à 59 ans	6.453	5.998
	60 à 64 ans	1.019	1.537
		100.000	100.000

Ces deux répartitions diffèrent peu de 20 à 55 ans. Les différences entre les groupes d'assurés de moins de 20 ans proviennent des classes déficitaires (naissances de 1915 à 1919); celles des groupes d'assurés âgés de 55-59 ans, des liquidations de retraites R. O. P.; celles des groupes d'assurés âgés de 60 à 64 ans, du grand nombre des assurés qui attendent d'avoir 5 ans de versements pour demander la liquidation de leur pension.

Si l'on examine la répartition des assurés suivant les catégories de salaires pour les différents groupes d'âges, on constate une baisse du salaire moyen journalier:

DÉSIGNATION		SALAIRE MOYEN JOURNALIER	
		Années 1930-1931.	Année 1933.
Groupes d'âge	Moins de 15 ans	12 43	10 98
	15 à 19 ans	18 76	18 27
	20 à 24 ans	24 91	24 51
	25 à 29 ans	27 60	27 16
	30 à 34 ans	27 80	27 58
	35 à 39 ans	27 10	26 97
	40 à 44 ans	26 56	26 38
	45 à 49 ans	25 76	25 84
	50 à 54 ans	24 86	24 70
	55 à 59 ans	23 68	23 01
	60 à 64 ans	22 68	21 53

La baisse du salaire moyen se trouve atténuée sur cette statistique parce qu'il n'est tenu compte que des changements de catégorie et nullement des changements de salaire à l'intérieur des catégories.

En effet, les salaires moyens qui précèdent sont établis en prenant un salaire moyen journalier de:

6 fr. pour la 1re catégorie;
12 fr. pour la 2e catégorie;
18 fr. pour la 3e catégorie;
24 fr. pour la 4e catégorie;
36 fr. pour la 5e catégorie.

La baisse du salaire est également atténuée sur cette statistique, parce que si la 5e catégorie s'est appauvrie au profit de la 4e catégorie, elle s'est aussi enrichie de nouveaux salariés que la baisse des salaires a fait rentrer dans l'assurance.

La comparaison des salaires aux deux époques peut être suivie très commodément sur le tableau suivant:

AGES	PROPORTION POUR 100 DANS CHAQUE GROUPE D'AGE du nombre de feuillets de cotisants afférents à des assurés dont le gain annuel était							
	en 1930-1931 au plus égal à				en 1933 au plus égal à			
	2.399 fr.	4.499 fr.	5.999 fr.	9.599 fr	2.399 fr.	4.499 fr.	5.999 fr.	9.599 fr.
Moins de 15 ans	28,5	77,5	91,5	97,7	35,9	87,1	96,2	99,0
15 à 19 ans	8,9	36,6	59,8	91,0	9,5	39,0	61,7	92,7
20 à 24 ans	3,4	14,8	29,2	68,8	3,6	15,5	29,5	71,5
25 à 29 ans	3,2	9,9	19,2	53,8	3,3	10,3	19,6	57,2
30 à 34 ans	3,8	10,4	18,8	51,0	3,9	10,3	18,6	53,8
35 à 39 ans	5,1	12,9	22,4	54,0	5,1	12,7	21,7	55,5
40 à 44 ans	5,9	14,6	24,4	56,2	6,3	14,9	24,4	57,4
45 à 49 ans	7,2	17,0	27.2	59,7	7,6	16,9	26,5	59,2
50 à 54 ans	8,8	19,7	30,0	63,5	10,0	20,8	30,8	63,3
55 à 59 ans	10,9	23,2	34,0	68,5	13,6	26,1	36,5	70,2
60 à 64 ans	13,0	26,6	37,8	72,2	16,9	31,2	42,2	75,4
Ensemble	6,1	18,2	30,5	64,1	7,1	19,8	31,5	66,0

Sur les deux statistiques, on lit facilement que les salaires vont en croissant avec l'âge jusque vers 30-34 ans et baissent ensuite.

Répartition des assurés non agricoles par catégories de salaires.

Dépouillement de 6.295.177 cartes ventilées du 1er avril 1933 au 31 mars 1934.

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	TOTAL
1	Ain	3.389	5.576	4.985	9.591	4.752	**28.293**
2	Aisne	3.367	9.077	7.030	20.747	14.346	**54.567**
3	Allier	4.846	6.625	5.585	14.897	10.026	**41.979**
4	Alpes (Basses-)	995	837	301	1.876	1.320	**5.329**
5	Alpes (Hautes-)	1.391	1.733	1.815	4.504	3.801	**13.244**
6	Alpes-Maritimes	3.203	7.991	8.031	26.416	25.761	**71.402**
7	Ardèche	14.167	32.766	11.146	23.799	8.674	**90.552**
8	Ardennes	3.472	6.879	7.318	22.574	26.104	**66.347**
9	Ariège	2.579	3.475	2.677	8.955	2.055	**19.741**
10	Aube	5.929	7.208	8.281	27.208	14.461	**63.087**
11	Aude	2.789	3.813	1.795	6.008	2.647	**17.052**
12	Aveyron	3.174	3.268	2.132	7.376	4.130	**20.080**
13	Bouches-du-Rhône	8.990	17.460	16.811	48.507	58.212	**149.980**
14	Calvados	2.275	5.473	4.016	12.944	9.295	**34.003**
15	Cantal	2.102	2.114	980	2.737	1.848	**9.781**
16	Charente	1.793	5.778	2.816	7.215	2.406	**20.008**
17	Charente-Inférieure	4.045	6.156	3.205	11.179	6.809	**31.394**
18	Cher	4.898	6.585	4.884	13.700	7.081	**37.148**
19	Corrèze	3.490	5.447	2.886	11.191	3.711	**26.725**
20	Corse	3.029	1.634	689	7.349	2.012	**14.713**
21	Côte-d'Or	5.340	7.999	6.982	17.829	12.436	**50.586**
22	Côtes-du-Nord	2.831	5.472	2.991	9.106	2.914	**23.314**
23	Creuse	1.136	1.790	900	2.824	1.022	**7.672**
24	Dordogne	4.533	6.853	3.267	9.000	2.628	**26.281**
25	Doubs	4.375	8.915	9.201	25.255	14.266	**62.012**
26	Drôme	3.754	4.362	4.784	7.241	4.738	**24.879**
27	Eure	2.791	6.165	7.387	13.977	6.889	**37.209**
28	Eure-et-Loir	2.952	4.185	2.381	7.133	4.308	**20.959**
29	Finistère	10.908	11.420	4.929	15.852	6.454	**49.563**
30	Gard	4.693	9.545	4.229	11.915	5.641	**36.023**
31	Garonne (Haute-)	6.668	10.366	7.033	22.502	13.595	**60.164**
32	Gers	3.042	2.980	1.296	4.172	1.183	**12.673**
33	Gironde	15.488	29.477	25.974	58.504	46.988	**176.431**
34	Hérault	5.323	11.455	5.668	18.221	14.002	**54.669**
35	Ille-et-Vilaine	2.861	6.371	5.098	13.526	7.176	**35.032**
36	Indre	4.658	5.929	3.485	9.097	2.137	**25.306**
37	Indre-et-Loire	3.591	6.336	4.968	12.085	8.815	**35.795**
38	Isère	9.865	19.426	21.524	40.760	24.242	**115.817**
39	Jura	4.528	5.956	4.348	11.425	5.813	**32.070**
40	Landes	2.991	4.463	1.819	6.027	1.710	**17.001**
41	Loir-et-Cher	1.788	3.258	2.228	4.788	1.701	**13.763**
42	Loire	8.358	23.392	21.336	43.837	27.440	**124.363**
43	Loire (Haute-)	5.861	6.101	2.960	6.524	2.400	**23.846**
44	Loire-Inférieure	8.432	13.564	13.553	27.144	40.052	**102.745**
45	Loiret	5.202	9.073	7.048	19.078	11.288	**51.689**
46	Lot	2.192	1.801	551	1.710	549	**6.803**
47	Lot-et-Garonne	3.333	6.871	3.050	9.398	3.079	**25.731**
48	Lozère	2.304	607	299	1.233	437	**4.880**
49	Maine-et-Loire	10.060	12.733	12.382	25.454	9.279	**69.908**
50	Manche	3.115	4.934	2.565	8.501	5.103	**24.218**
51	Marne	4.790	11.388	9.492	25.426	17.988	**69.084**
52	Marne (Haute-)	4.784	4.955	3.058	11.882	6.149	**30.828**
53	Mayenne	2.849	4.127	2.513	5.395	1.583	**16.467**
54	Meurthe-et-Moselle	15.859	30.795	27.993	89.911	79.953	**244.511**
55	Meuse	3.544	5.364	3 260	13.710	7.127	**33.105**
56	Morbihan	4.008	6.117	3 159	11.616	5.307	**30.217**
58	Nièvre	3.551	5.623	3.360	11.613	7.130	**31.277**
59	Nord	10.866	46.065	67.320	232.410	161.891	**518.552**
60	Oise	8.790	12.806	11.622	31.473	21.350	**86.041**
61	Orne	2.552	3.815	2.931	7.066	2.631	**18.995**
62	Pas-de-Calais	15.731	25.922	16.845	48.766	28.913	**136.177**
63	Puy-de-Dôme	3.105	5.588	5.400	15.650	16.475	**46.218**
64	Pyrénées (Basses-)	3.971	9.036	6.676	18.317	6.965	**44.965**
65	Pyrénées (Hautes-)	1.788	3.790	2.387	8.193	3.641	**19.799**
66	Pyrénées-Orientales	2.133	2.915	2.366	6.455	4.752	**18.621**
68	Territoire de Belfort	1.139	4.200	4.607	8.546	5.979	**24.471**
69	Rhône	9.415	17.070	24.983	73.744	85.870	**211.082**
70	Saône (Haute-)	3.334	5.629	5.430	9.171	2.887	**26.451**
71	Saône-et-Loire	7.992	13.385	8.753	29.835	17.930	**77.895**
72	Sarthe	5.518	7.880	5.308	12.948	5.301	**36.955**
73	Savoie	1.738	3.399	3.088	13.664	7.242	**29.131**
74	Savoie (Haute-)	1.471	3.387	3.295	9.928	5.331	**23.412**
75-78	Seine et Seine-et-Oise	49.572	71.488	84.105	396.431	990.833	**1.592.429**
76	Seine-Inférieure	17.909	35.856	38.103	83.997	77.711	**253.576**
77	Seine-et-Marne	2.297	4.469	4.031	16.925	19.519	**47.241**
79	Sèvres (Deux-)	4.648	5.538	2.906	9.482	3.279	**25.853**
80	Somme	7.981	13.475	13.582	32.456	12.930	**80.424**
81	Tarn	4.134	7.522	8.578	19.133	5.193	**44.560**
82	Tarn-et-Garonne	2.573	2.964	1.401	5.448	2.037	**14.423**
83	Var	3.814	7.128	4.233	13.457	11.322	**39.954**
84	Vaucluse	4.209	5.483	4.139	12.135	6.896	**32.862**
85	Vendée	5.574	6.037	3.649	7.938	2.045	**25.243**
86	Vienne	3.050	5.410	2.949	8.390	3.873	**23.672**
87	Vienne (Haute-)	4.338	8.267	7.236	21.343	11.387	**52.571**
88	Vosges	6.927	19.726	27.766	33.058	9.961	**97.438**
89	Yonne	3.500	3.885	2.675	8.783	5.007	**23.850**
	Totaux	472.350	822.198	720.919	2.117.586	2.162.124	6.295.177

Répartition (p. 100) des assurés entre les différentes catégories d'après un dépouillement des cartes annuelles.

(Année 1933.)

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE
1	Ain	11.9	19.8	17.7	33.9	16.7
2	Aisne	6 1	16.6	12.8	38.1	26.4
3	Allier	11.5	15.8	13.3	35.5	23.9
4	Alpes (Basses-)	18.7	15.7	5.6	35.2	24.8
5	Alpes (Hautes-)	10.5	13.1	13.7	34	28.7
6	Alpes-Maritimes	4.5	11.2	11.2	36.9	36.2
7	Ardèche	15.6	36.2	12.3	26.3	9.6
8	Ardennes	5.2	10.4	11	34	39.4
9	Ariège	13.1	17.7	13.6	45.3	10.3
10	Aube	9.4	11.4	13.1	43.1	23
11	Aude	16.4	22.4	10.5	35.2	15.5
12	Aveyron	15.8	16.3	10.6	36.7	20.6
13	Bouches-du-Rhône	5.9	11.6	11.2	32.4	38.9
14	Calvados	6.7	16.1	11.8	38.1	27.3
15	Cantal	21.6	21.7	10	27.9	18.8
16	Charente	8.9	28.9	14	36.2	12
17	Charente-Inférieure	12.9	19.6	10.2	35.6	21.7
18	Cher	13.2	17.7	13.1	36.9	19.1
19	Corrèze	13.1	20.4	10.8	41.8	13.9
20	Corse	20.6	11.1	4.7	49.9	13.7
21	Côte-d'Or	10.5	15.8	13.8	35.3	24.6
22	Côtes-du-Nord	12.1	23.5	12.8	39.1	12.5
23	Creuse	14.8	23.3	11.7	36.9	13.3
24	Dordogne	17.2	26.2	12.4	34.3	9.9
25	Doubs	7.1	14.4	14.8	40.7	23
26	Drôme	15.1	17.5	19.2	29.2	19
27	Eure	7.5	16.6	19.9	37.5	18.5
28	Eure-et-Loir	14.1	19.9	11.4	34.1	20.5
29	Finistère	22.1	23.1	9.9	31.9	13
30	Gard	13	26.5	11.7	33.1	15.7
31	Garonne (Haute-)	11.1	17.2	11.7	37.5	22.5
32	Gers	24.1	23.5	10.2	32.9	9.3
33	Gironde	8.8	16.7	14.7	33.2	26.6
34	Hérault	9.7	20.9	10.4	33.4	25.6
35	Ille-et-Vilaine	8.2	18.1	14.5	38.8	20.4
36	Indre	18.4	23.5	13.7	35.9	8.5
37	Indre-et-Loire	10.1	17.7	13.9	33.7	24.6
38	Isère	8.5	16.8	18.6	35.2	20.9
39	Jura	14.1	18.6	13.6	35.6	18.1
40	Landes	17.6	26.3	10.6	35.5	10
41	Loir-et-Cher	12.9	23.7	16.2	34.8	12.4
42	Loire	6.7	18.8	17.2	35.3	22
43	Loire (Haute-)	24.7	25.7	12.4	27.5	10.7
44	Loire-Inférieure	8.2	13.3	13.2	26.3	39
45	Loiret	10	17.6	13.6	37	21.8
46	Lot	36.1	29.6	9.1	28.1	9.1
47	Lot-et-Garonne	12.9	26.8	11.9	36.5	11.9
48	Lozère	47.2	12.4	6.2	25.3	8.9
49	Maine-et-Loire	14.3	18.2	17.7	36.5	13.3
50	Manche	12.9	20.3	10.6	35.1	21.1
51	Marne	6.9	16.5	13.7	36.9	26
52	Marne (Haute-)	15.5	16.1	9.9	38.6	20.9
53	Mayenne	17.3	25.1	15.3	32.7	9.6
54	Meurthe-et-Moselle	6.5	12.6	11.4	36.8	32.7
55	Meuse	10.7	16.2	10.1	41.5	21.5
56	Morbihan	13.3	20.2	10.5	38.4	17.6
58	Nièvre	11.4	17.9	10.7	37.2	22.8
59	Nord	2.1	8.9	12.9	44.8	31.3
60	Oise	10.2	14.9	13.5	36.6	24.8
61	Orne	13.4	20.1	15.4	37.2	13.9
62	Pas-de-Calais	11.6	19	12.4	35.8	21.2
63	Puy-de-Dôme	6.7	12.1	11.6	33.9	35.7
64	Pyrénées (Basses-)	8.8	20.1	14.8	40.8	15.5
65	Pyrénées (Hautes-)	9	19.1	12.1	41.4	18.4
66	Pyrénées-Orientales	11.5	15.6	12.7	34.7	25.5
68	Territoire de Belfort	4.7	17.2	18.8	34.9	24.4
69	Rhône	4.5	8.1	11.8	34.9	40.7
70	Saône (Haute-)	12.6	21.3	20.5	34.7	10.9
71	Saône-et-Loire	10.2	17.3	11.2	38.3	23
72	Sarthe	14.9	21.3	14.4	35.1	14.3
73	Savoie	5.9	11.7	10.6	46.9	24.9
74	Savoie (Haute-)	6.3	14.5	14.1	42.4	22.7
75-78	Seine et Seine-et-Oise	3.1	4.5	5.3	24.9	62.2
76	Seine-Inférieure	7.1	14.1	15	33.2	30.6
77	Seine-et-Marne	4.9	9.5	8.5	35.8	41.3
79	Sèvres (Deux-)	17.9	21.4	11.2	36.8	12.7
80	Somme	9.9	16.8	16.9	40.3	16.1
81	Tarn	9.3	16.9	19.3	42.8	11.7
82	Tarn-et-Garonne	17.8	20.6	9.7	37.8	14.1
83	Var	9.5	17.8	10.6	33.8	28.3
84	Vaucluse	12.8	16.8	12.6	36.9	20.9
85	Vendée	22.1	23.9	14.4	31.4	8.2
86	Vienne	12.9	22.9	12.5	35.3	16.4
87	Vienne (Haute-)	8.3	15.7	13.8	40.6	21.6
88	Vosges	8.1	20.2	28.6	32.9	10.2
89	Yonne	14.7	16.3	11.2	36.9	20.9
	Ensemble	7.5	13.1	11.5	33.6	34.3

Répartition des assurés non agricoles par catégories de salaires.

(Année 1934.)

Dépouillement de 5.086.890 *cartes.*

(Ventilées du 1er avril 1934 au 31 décembre 1934.)

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	TOTAL
1	Ain	2.853	4.510	4.411	8.163	3.355	23.292
2	Aisne	3.309	9.022	7.072	20.921	12.339	52.663
3	Allier	4.397	5.813	4.610	12.834	8.208	35.862
4	Alpes (Basses-)	934	883	368	2.687	1.745	6.617
5	Alpes (Hautes-)	1.346	1.425	884	3.402	2.547	9.604
6	Alpes-Maritimes	2.495	5.959	5.718	19.027	17.320	50.519
7	Ardèche	4.922	9.337	2.897	7.353	2.317	26.826
8	Ardennes	2.673	4.825	4.643	15.089	15.097	42.327
9	Ariège	966	1.521	1.103	3.152	642	7.384
10	Aube	4.597	5.393	6.198	20.420	9.853	46.461
11	Aude	2.454	3.527	1.700	6.203	2.873	16.754
12	Aveyron	2.934	2.710	1.756	6.553	2.987	16.940
13	Bouches-du-Rhône	11.650	21.758	22.130	58.880	62.728	177.146
14	Calvados	5.250	11.793	8.715	28.492	17.252	71.502
15	Cantal	1.481	1.373	734	2.096	1.104	6.788
16	Charente	2.358	7.760	3.418	9.685	2.929	26.150
17	Charente-Inférieure	3.229	4.726	2.410	9.384	5.589	25.338
18	Cher	3.914	4.850	3.414	9.774	4.631	26.583
19	Corrèze	2.892	3.636	3.009	7.445	2.023	19.007
20	Corse	1.556	694	139	2.802	939	6.040
21	Côte-d'Or	3.640	5.383	4.589	12.109	7.358	33.079
22	Côtes-du-Nord	3.099	5.191	3.176	9.443	2.890	23.799
23	Creuse	1.045	1.388	739	2.400	962	6.525
24	Dordogne	4.316	5.498	2.989	7.348	2.592	22.743
25	Doubs	3.033	6.321	6.447	16.419	9.829	42.049
26	Drôme	4.104	8.384	4.752	11.994	4.993	34.227
27	Eure	3.550	5.376	5.094	10.861	4.891	29.772
28	Eure-et-Loir	3.206	4.746	2.393	8.083	4.379	22.807
29	Finistère	9.503	7.219	3.770	10.241	4.002	34.735
30	Gard	4.455	8.378	3.964	10.922	4.845	32.564
31	Garonne (Haute-)	5.389	8.223	5.385	17.350	10.338	46.685
32	Gers	1.448	1.441	573	1.887	542	5.891
33	Gironde	9.523	17.202	14.669	33.390	26.257	101.041
34	Hérault	4.083	7.606	3.891	12.473	9.153	37.206
35	Ille-et-Vilaine	1.652	3.100	2.764	6.598	4.078	18.192
36	Indre	3.609	4.334	2.607	6.996	1.668	19.214
37	Indre-et-Loire	2.785	4.887	3.813	9.192	6.497	27.174
38	Isère	7.887	16.317	16.501	37.208	18.539	96.452
39	Jura	4.503	5.609	3.920	9.834	4.228	28.094
40	Landes	3.244	4.813	2.100	6.966	1.823	18.946
41	Loir-et-Cher	3.411	5.125	3.343	7.915	2.642	22.436
42	Loire	9.636	20.235	16.196	37.493	21.465	105.025
43	Loire (Haute-)	3.829	5.088	1.980	4.471	1.522	16.890
44	Loire-Inférieure	6.004	8.918	9.126	20.207	26.476	70.731
45	Loiret	3.609	5.769	4.490	11.807	7.104	32.779
46	Lot	2.351	2.067	683	1.970	714	7.785
47	Lot-et-Garonne	2.348	4.518	1.826	6.070	1.874	16.636
48	Lozère	1.384	498	278	923	446	3.529
49	Maine-et-Loire	8.177	9.756	8.896	18.706	6.322	51.857
50	Manche	2.671	3.803	1.999	6.581	3.277	18.331
51	Marne	3.930	7.866	6.847	20.253	11.592	50.488
52	Marne (Haute-)	3.352	2.995	2.028	7.669	3.621	19.665
53	Mayenne	2.945	3.806	2.287	4.885	1.310	15.233
54	Meurthe-et-Moselle	10.326	20.721	17.539	64.056	42.805	155.447
55	Meuse	3.415	4.803	2.819	11.743	6.921	29.701
56	Morbihan	3.419	4.465	2.527	9.130	4.000	23.541
58	Nièvre	2.126	3.288	2.061	6.992	3.832	18.299
59	Nord	10.396	48.093	61.671	206.165	127.239	453.564
60	Oise	5.086	7.250	5.941	17.052	10.507	45.836
61	Orne	3.492	5.082	4.170	8.302	2.923	23.969
62	Pas-de-Calais	14.064	20.399	13.887	38.249	21.416	108.015
63	Puy-de-Dôme	4.231	6.907	6.283	18.428	17.842	53.691
64	Pyrénées (Basses-)	4.517	9.160	6.862	14.892	5.295	40.726
65	Pyrénées (Hautes-)	1.486	3.078	1.835	6.541	2.512	15.452
66	Pyrénées-Orientales	1.200	2.541	1.687	5.271	3.101	13.800
68	Territoire de Belfort	1.135	3.392	3.513	6.305	3.996	18.341
69	Rhône	10.243	17.694	24.266	58.090	91.129	201.422
70	Saône (Haute-)	2.860	4.662	4.302	7.078	2.207	21.109
71	Saône-et-Loire	6.218	8.517	5.417	19.101	10.066	49.319
72	Sarthe	6.055	8.064	5.698	13.119	5.271	38.207
73	Savoie	1.629	3.061	2.717	12.213	5.333	24.953
74	Savoie (Haute-)	1.734	4.346	3.088	8.280	3.786	21.234
75-78	Seine et Seine-et-Oise	49.157	70.932	80.691	350.771	878.406	1.429.957
76	Seine-Inférieure	13.090	25.483	28.136	61.020	43.249	170.978
77	Seine-et-Marne	1.738	2.878	2.638	10.788	19.274	37.316
79	Sèvres (Deux-)	2.580	3.148	1.828	5.207	1.707	14.470
80	Somme	6.286	10.539	9.933	23.807	8.874	59.439
81	Tarn	2.445	4.345	5.147	10.153	2.627	24.717
82	Tarn-et-Garonne	1.039	1.349	659	2.281	733	6.061
83	Var	2.954	3.598	2.048	7.628	5.529	21.757
84	Vaucluse	2.044	2.497	1.932	5.606	2.902	14.981
85	Vendée	2.601	2.704	1.511	3.542	612	10.970
86	Vienne	2.202	3.840	2.003	5.492	2.313	15.850
87	Vienne (Haute-)	3.213	4.948	4.720	11.719	5.833	30.433
88	Vosges	5.310	14.336	20.331	22.394	6.088	68.459
89	Yonne	2.905	3.010	2.041	6.868	3.669	18.493
	Total	395.124	662.417	579.336	1.703.309	1.746.704	5.086.890

Répartition (p. 100) des assurés entre les différentes catégories d'après un dépouillement des cartes annuelles.

(Année 1934.)

NUMÉROS	DÉPARTEMENTS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE
1	Ain	12,3	19,4	18,9	35	14,4
2	Aisne	6,2	17,1	13,4	39,8	23,5
3	Allier	12,2	16,2	12,9	35,8	22,9
4	Alpes (Basses-)	14,1	13,3	5,6	40,7	26,3
5	Alpes (Hautes-)	14	14,9	9,2	35,4	26,5
6	Alpes-Maritimes	5	11,9	11,3	37,6	34,2
7	Ardèche	18,3	34,9	10,8	27,4	8,6
8	Ardennes	6,3	11,3	11	35,7	35,7
9	Ariège	13,1	20,5	15	42,7	8,7
10	Aube	9,9	11,6	13,3	44	21,2
11	Aude	14,7	21	10,2	37	17,1
12	Aveyron	17,3	16	10,3	38,7	17,7
13	Bouches-du-Rhône	6,6	12,2	12,5	33,2	35,5
14	Calvados	7,4	16,5	12,1	39,9	24,1
15	Cantal	21,9	20,2	10,9	30,8	16,2
16	Charente	9	29,7	13	37	11,3
17	Charente-Inférieure	12,8	18,7	9,5	37	22
18	Cher	14,8	18,2	12,9	36,7	17,4
19	Corrèze	15,2	19,1	15,9	39,1	10,7
20	Corse	25,8	10	2,3	46,3	15,6
21	Côte-d'Or	11	16,2	13,9	36,7	22,2
22	Côtes-du-Nord	13	21,9	13,3	39,7	12,1
23	Creuse	16	21,3	11,1	36,8	14,8
24	Dordogne	19	24,1	13,1	32,3	11,5
25	Doubs	7,2	15	15,4	39	23,4
26	Drôme	12	24,5	13,9	35	14,6
27	Eure	12	18	17,1	36,5	16,4
28	Eure-et-Loir	14	20,9	10,5	35,4	19,2
29	Finistère	27,3	20,8	10,9	29,4	11,6
30	Gard	13,7	25,8	12,1	33,5	14,9
31	Garonne (Haute-)	11,6	17,7	11,5	37,2	22
32	Gers	24,6	24,4	9,8	32	9,2
33	Gironde	9,4	17	14,6	33	26
34	Hérault	11	20,4	10,4	33,5	24,7
35	Ille-et-Vilaine	9	17	15,2	36,3	22,5
36	Indre	18,8	22,6	13,6	36,4	8,7
37	Indre-et-Loire	10,2	18	14	33,8	24
38	Isère	8,1	17	17,1	38,6	19,2
39	Jura	16	20	14	35	15
40	Landes	17,1	25,4	11	36,8	9,7
41	Loir-et-Cher	15,2	22,9	15	35,2	11,7
42	Loire	9,1	19,2	15,4	35,8	20,5
43	Loire (Haute-)	22,7	30,1	11,8	26,4	9
44	Loire-Inférieure	8,4	12,7	13	28,5	37,4
45	Loiret	11	17,6	13,8	36	21,6
46	Lot	30,2	26,6	8,8	25,3	9,1
47	Lot-et-Garonne	14,1	27,1	11	36,5	11,3
48	Lozère	39,2	14,1	7,9	26,1	12,7
49	Maine-et-Loire	15,8	18,9	17,1	36	12,2
50	Manche	14,5	20,7	11	36	18,8
51	Marne	7,9	15,5	13,5	40,1	23
52	Marne (Haute-)	17	15,2	10,3	39	18,5
53	Mayenne	19,3	25	15	32	8,7
54	Meurthe-et-Moselle	6,7	13,3	11,2	41,2	27,6
55	Meuse	11,6	16,1	9,4	39,6	23,3
56	Morbihan	14,5	19	10,7	38,8	17
58	Nièvre	11,6	18	11,2	38,2	21
59	Nord	2,2	10,7	13,7	45,4	28
60	Oise	11,1	15,8	12,9	37,2	23
61	Orne	14,6	21,2	17,4	34,7	12,1
62	Pas-de-Calais	13	18,9	12,8	35,4	19,9
63	Puy-de-Dôme	7,9	12,9	11,7	34,3	33,2
64	Pyrénées (Basses-)	11	22,5	16,9	36,6	13
65	Pyrénées (Hautes-)	9,6	20	11,9	42,3	16,2
66	Pyrénées-Orientales	8,8	18,4	12,2	38,2	22,4
68	Territoire de Belfort	6,1	18,5	19,2	34,4	21,8
69	Rhône	5	8,8	12	28,9	45,3
70	Saône (Haute-)	13,6	22	20,3	33,6	10,5
71	Saône-et-Loire	12,6	17,2	11	38,8	20,4
72	Sarthe	15,8	21,1	15	34,3	13,8
73	Savoie	6,6	12,2	10,9	49	21,3
74	Savoie (Haute-)	8,1	20,4	14,6	39	17,9
75-78	Seine et Seine-et-Oise	3,4	5	5,7	24,5	61,4
76	Seine-Inférieure	7,6	15	16,4	35,7	25,3
77	Seine-et-Marne	4,6	7,8	7	29	51,6
79	Sèvres (Deux-)	17,8	21,7	12,6	36	11,9
80	Somme	10,5	17,7	16,8	40	15
81	Tarn	9,9	17,5	20,9	41	10,7
82	Tarn-et-Garonne	17,1	22,3	10,9	37,7	12
83	Var	13,6	16,6	9,4	35	25,4
84	Vaucluse	13,6	16,7	13	37,4	19,3
85	Vendée	23,8	24,7	13,8	32,2	5,5
86	Vienne	13,9	24,2	12,7	34,7	14,5
87	Vienne (Haute-)	10,5	16,2	15,6	38,6	19,1
88	Vosges	7,7	21	29,7	32,7	8,9
89	Yonne	15,8	16,2	11	37,1	19,9
	Moyenne générale	7,8	13	11,3	33,5	34,4

CHAPITRE II

ENQUETE SUR LA MORBIDITE DES ASSURES SOCIAUX

(Années 1930-1931.)

Considérations générales.

L'article 32 du décret du 25 juillet 1930 sur la comptabilité des caisses d'assurances sociales dispose que les caisses doivent adresser au ministère du travail des fiches ou états statistiques relatifs aux divers cas de maladie et comportant notamment les indications suivantes: l'âge, le sexe, la qualité des bénéficiaires, la durée des maladies, le montant des frais médicaux et pharmaceutiques et autres, le nombre de journées ouvrant le droit aux prestations en argent.

Le dépouillement de ces documents a permis de tirer diverses conclusions relatives aux caractéristiques démographiques des assurés et à leur morbidité, qui font l'objet de la présente étude.

Fiches et cartes statistiques.

Les documents fournis par les caisses sont de natures très variées. Ce sont tantôt des fiches conformes au modèle établi par l'administration (notice à l'usage des caisses d'assurances sociales, première édition, pages 89 à 92, et deuxième édition, pages 99 à 103), tantôt des états établis suivant le modèle des livres de risques, tantôt des duplicata de la fiche établie par la caisse au moment de chaque payement.

Ces documents sont recopiés par perforation sur des cartes statistiques à 45 colonnes, qui sont ainsi réparties dans la carte actuellement en service:

a) colonnes 1 à 6: caisse d'assurance (les colonnes 1 et 2 indiquent le numéro du département, les colonnes 3 à 6, le numéro de la caisse);

b) Colonne 7: date du payement des prestations (numéro du mois);

c) Colonnes 8 à 16, matricule de l'assuré (les colonnes 8 et 9 indiquent le millésime de l'année de naissance, donc l'âge, les colonnes 10 et 11, le département où l'immatriculation a été effectuée, les colonnes 12 à 16 le numéro matricule;

d) Colonne 17: les premières perforations 0 à 5 servent à indiquer la catégorie de salaire, les perforations suivantes sont employées comme suit:

Perforation 6: assurance facultative;
Perforation 7: assurés ayant trois enfants à charge, H 3;
Perforation 8: assurés bénéficiaires d'une pension au titre de la loi du 31 mars 1919, M;
Perforation 9: assurance agricole, A;

e) Colonne 18 bénéficiaire:

Perforation 1: assuré (sexe masculin);
Perforation 2: conjointe d'assuré masculin;
Perforation 3: enfant d'assuré masculin;
Perforation 4: assurée (sexe féminin);
Perforation 5: conjoint d'assurée féminin;
Perforation 6: enfant d'assurée féminin;

f) colonnes 19 et 20, millésime de l'année de naissance du conjoint (s'il y a lieu).

Les colonnes 1 à 20 permettent ainsi de définir le bénéficiaire d'une façon aussi complète que possible; exemple: les perforations (portées dans les colonnes 1 à 20) 75 0030.8.01.75.12532.4.2.06, se liront: l'assuré 01.75.12532 (né en 1901, immatriculé dans le département de la Seine, de la quatrième catégorie, affilié à la caisse interdépartementale de Seine et Seine-et-Oise, a reçu en août des prestations pour sa femme (née en 1906);

g) Les colonnes 21 à 23 indiquent le nombre des journées de maladie;

h) Les colonnes 24 à 26, le nombre de journées indemnisées;

i) Les colonnes 27 à 29, le nombre de journées de demi-cotisation-vieillesse.

Ces trois indications sont relatives à la durée de la maladie.

Les colonnes 30 à 45 servent à indiquer le coût en francs des prestations servies:

Colonnes 30 à 32: soins médicaux et chirurgicaux;
Colonnes 33 à 35: frais pharmaceutiques;
Colonnes 36 à 38: soins dentaires;
Colonnes 39 à 42: dépenses d'hospitalisation;
Colonnes 43 à 45: indemnités forfaitaires.

Ainsi, la carte statistique dont le modèle figure ci-dessous permet de traduire par des perforations un très grand nombre d'indications relatives à une maladie:

MALADIE — CARTE N° 1

No dépt	Caisse	Primaire	12 Mois.	N° Matricule de l'Assuré. m.a.n.	d.o.i.		C S	Bénéficiaire.	M A N. du conjoint
0 0	0 0	0 0 0 0	10	0 0	0 0	0 0 0 0 0	0	0	0 0
1 1	1 1	1 1 1 1	1	1 1	1 1	1 1 1 1 1	1	1	1 1
2 2	2 2	2 2 2 2	2	2 2	2 2	2 2 2 2 2	2	2	2 2
3 3	3 3	3 3 3 3	3	3 3	3 3	3 3 3 3 3	3	3	3 3
4 4	4 4	4 4 4 4	4	4 4	4 4	4 4 4 4 4	4	4	4 4
5 5	5 5	5 5 5 5	5	5 5	5 5	5 5 5 5 5	5	5	5 5
6 6	6 6	6 6 6 6	6	6 6	6 6	6 6 6 6 6	Fac.	6	6 6
7 7	7 7	7 7 7 7	7	7 7	7 7	7 7 7 7 7	Ug	7	7 7
8 8	8 8	8 8 8 8	8	8 8	8 8	8 8 8 8 8	M	8	8 8
9 9	9 9	9 9 9 9	9	9 9	9	9 9 9 9 9	A	9	9 9
1 2	3 4	5 6	7	8 9	10 11	12 13 14 15 16	17	18	19 20

1 2 3	4 5 6	7 8 9	10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22	23 24 25
			PRESTATIONS EN NATURE	
J. M	J. I	J. C. V.	Soins méd ch	Frais ph.	Soins dentaires	Dép. hospit.	Ind. forf.
0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0 0	0 0 0
1 1 1	1 1 1	1 1 1	1 1	1 1 1	1 1 1	1 1 1 1	1 1 1
2 2 2	2 2 2	2 2 2	2 2	2 2 2	2 2 2	2 2 2 2	2 2 2
3 3 3	3 3 3	3 3 3	3 3	3 3 3	3 3 3	3 3 3 3	3 3 3
4 4 4	4 4 4	4 4 4	4 4	4 4 4	4 4 4	4 4 4 4	4 4 4
5 5 5	5 5 5	5 5 5	5 5	5 5 5	5 5 5	5 5 5 5	5 5 5
6 6 6	6 6 6	6 6 6	6 6	6 6 6	6 6 6	6 6 6 6	6 6 6
7 7 7	7 7 7	7 7 7	7 7	7 7 7	7 7 7	7 7 7 7	7 7 7
8 8 8	8 8 8	8 8 8	8 8	8 8 8	8 8 8	8 8 8 8	8 8 8
9 9 9	9 9 9	9 9 9	9 9	9 9 9	9 9 9	9 9 9 9	9 9 9
21 22 23	24 25 26	27 28 29	30 31 32	33 34 35	36 37 38	39 40 41 42	43 44 45

Par des tris au moyen de machines statistiques, il est alors possible de classer ces fiches et de réunir ensemble toutes les cartes relatives à des bénéficiaires répondant aux mêmes caractéristiques (âge, catégorie de salaire, etc.).

Au moyen de tabulatrices, il est ensuite possible d'additionner un certain nombre d'indications figurant sur ces cartes et d'obtenir les résultats de la forme suivante:

Il a été payé x fr. pour soins médicaux à des assurés de tel âge, dont la maladie a duré tant de jours, etc.

Ces résultats seront étudiés plus loin.

Statistiques de morbidité. — Définition de la journée de maladie.

Les fiches statistiques portent 3 indications relatives à la durée des maladies: deux de ces indications ont une signification précise:

1° Le nombre de *journées de maladie indemnisées* représente le nombre de journées ayant donné lieu à l'attribution de prestations en argent dans les conditions prévues par la loi: c'est le nombre de jours ouvrables pendant lequel l'assuré a été dans l'incapacité de travailler, compté à partir du 6e jour qui suit le début de la maladie ou l'accident (première constatation médicale relative à l'état du malade) jusqu'à l'expiration d'une période de 6 mois de soins, et à partir du 4e jour si l'assuré a au moins 3 enfants à charge;

2° Le nombre de *journées ayant donné lieu au payement de la demi-cotisation vieillesse* est le nombre de jours ouvrables où l'assuré a été dans l'incapacité de travailler, compté à partir du 16e jour de maladie.

Par contre, en ce qui concerne le nombre de *journées de maladie*, en général, il n'est pas possible de donner une définition aussi précise.

En effet, si la maladie a duré suffisamment longtemps pour donner lieu à des prestations en espèces, les premiers jours de maladie sont parfaitement définis, ainsi que la durée totale de la maladie.

Mais lorsqu'il s'agit d'une maladie n'ayant donné lieu qu'à des prestations en nature (en particulier pour les conjoints et les enfants), il est bien évident que, si le début de la maladie est parfaitement connu, la fin de la maladie ne l'est pas nettement. Est considérée comme fin de maladie, parfois l'arrêt des soins remboursés par la caisse, parfois la date du dernier payement de prestations. De même dans le cas d'une visite ou consultation médicale isolée, il sera compté un jour de maladie.

Aussi convient-il de considérer que le *nombre de journées de maladie* est le nombre de journées pour lesquelles il a été attribué des soins, sans qu'il soit possible de préciser la gravité et la durée exacte de l'état morbide qui a été l'origine des soins.

L'examen des statistiques concernant ces trois sortes de journées de maladie montrera qu'une certaine homogénéité règne entre ces trois indications, bien que la statistique des journées de maladie corresponde à une définition assez floue, que les journées indemnisées soient d'une exactitude absolue et que les dispositions légales relatives aux journées de demi-cotisation vieillesse aient fait l'objet d'une application plus ou moins rigoureuse.

Valeur du matériel statistique.

En principe, l'enquête suivie devait concerner l'ensemble des opérations des caisses primaires de répartition au cours de la période qui va du 1er octobre 1930 (date à partir de laquelle il a été payé des prestations) jusqu'au 31 décembre 1931.

Mais la documentation parvenue à l'actuariat n'est pas complète: d'une part, en effet,

toutes les caisses d'assurance n'ont pas adressé des fiches statistiques et, d'autre part, celles qui en ont fourni ne les ont pas toutes communiquées. Par ailleurs, certaines fiches ne comportaient pas toutes les indications nécessaires: ainsi, des fiches portaient l'indication des dépenses, mais ne contenaient pas celle de l'âge de l'assuré ou de sa catégorie de salaire.

En conséquence, les statistiques qui suivent ne concernent pas la totalité des assurés.

D'autre part, les cartes statistiques établies par copie des documents fournis par les caisses comportent deux sortes d'erreurs:

Les premières proviennent de l'arrondissement au franc des dépenses. Elles n'influent donc que sur les indications concernant les prestations payées, mais étant donné le nombre de fiches considérées (3.200.000 environ) et le montant des dépenses (230 millions de francs environ), il y a tout lieu de penser que l'erreur relative doit être assez faible, tout au moins dans les statistiques d'ordre général, en raison des compensations qui s'établissent entre les écarts de sens contraires.

Les secondes sont les erreurs de transcription, soit qu'elles proviennent d'une plus ou moins bonne lisibilité des documents, soit de fautes d'inattention des personnes employées à la perforation des cartes. Mais le contrôle par épreuves ou sondages effectué de façon permanente au cours de l'établissement des cartes statistiques permet de constater que les erreurs de ce genre sont très rares et de faible importance.

La question se pose donc de savoir si l'enquête exposée ci-après peut être considérée comme représentant suffisamment bien l'ensemble des assurés.

Pour s'en rendre compte, il convient de comparer les chiffres tirés des cartes statistiques à des indications obtenues d'une manière toute différente:

Le deuxième rapport sur l'application de la loi des assurances sociales (annexé au *Journal officiel* du 12 mars 1935) donne, page 260, une statistique des dépenses effectuées par 780 caisses primaires de répartition du 1er octobre 1930 au 31 décembre 1931, concernant la presque totalité des assurés et discriminant ces dépenses suivant le bénéficiaire des prestations.

Cette statistique a été obtenue à partir des comptes préliminaires annexés aux bilans des caisses, soit d'une façon complétement distincte des opérations qui font l'objet de la présente étude.

La comparaison des chiffres tirés des cartes statistiques avec ceux tirés de la comptabilité des caisses, se présente comme suit:

Années 1930-1931. — *Assurance-maladie. — Prestations en nature.*

DÉSIGNATION		MONTANT DES DÉPENSES (FRANCS) d'après les bilans de 780 caisses.	MONTANT DES DÉPENSES (FRANCS) reportées sur 3.244.055 cartes statistiques.	COMPARAISON des colonnes 2 et 3.
Bénéficiaires des prestations.....	Assuré	261.320.557	157.202.548	1.66
	Conjoint	58.261.721	32.888.885	1.77
	Enfant	66.726.059	40.948.022	1.63
Ensemble.....		386.208.337	231.039.455	1.67

Répartition des dépenses suivant le bénéficiaire des prestations (*p.* 100).

DÉSIGNATION		D'APRÈS les bilans de 780 caisses.	D'APRÈS les 3.244.055 cartes statistiques.
Bénéficiaire	Assuré	67,6	68.0
	Conjoint	15.1	14.2
	Enfant	17.3	17.8
Total.....		100	100

Cette comparaison montre que les cartes statistiques établies ne correspondent qu'à 60 p. 100 environ des dépenses effectuées au cours de la même période et donnent des chiffres assez comparables à la totalité des dépenses en ce qui concerne les assurés et les enfants, et un peu moins en ce qui concerne les conjoints.

Par des comparaisons analogues, il sera possible de juger de la valeur des indications concernant des groupes d'assurés moins importants. Il apparaîtra occasionnellement des différences assez sensibles, mais en général les chiffres tirés des cartes statitiques resteront suffisamment comparables à ceux obtenus par d'autres procédés pour qu'il soit possible d'affirmer que, bien que l'enquête n'ait porté que sur 60 p. 100 des dépenses (parfois moins, si l'on néglige les cartes qui ne contiennent pas d'indications suffisantes (1) pour permettre les classifications employées dans cette étude), elle apporte des indications concernant la totalité des salariés ayant appliqué la loi au cours de la période 1930-1931.

La connaissance des assurés.

La masse des assurés, au cours de la période 1er juillet 1930-31 décembre 1931, n'est évidemment pas restée stable. L'examen du mouvement des cartes et feuillets montre que le nombre des cotisants varie d'une façon considérable d'un trimestre à l'autre; il en est donc de même du nombre de bénéficiaires des prestations, surtout au début de l'application d'une loi aussi complexe que la loi sur les assurances sociales.

Les renseignements dont nous disposons sur ces assurés sont ceux publiés dans les deux précédents rapports sur l'application des assurances sociales et comportent: soit le nombre des feuillets ou cartes rentrés au cours de la période 1930-1931, soit, d'après les feuillets ventilés du 1er juillet 1930 au 1er avril 1932, une répartition des assurés suivant leur âge et leur catégorie de salaires.

Ces deux indications sont les seules qu'il est possible d'utiliser pour définir le nombre des assurés qui étaient susceptibles de bénéficier des prestations et pour indiquer leurs caractéristiques (âges, salaires).

Malheureusement, aucune indication n'a pu être établie sur la répartition des cotisants suivant le sexe.

Aussi a-t-il été jugé préférable de commencer cette étude par l'examen des renseignements démographiques qu'il est possible de tirer des statistiques de maladie et d'améliorer ainsi notre connaissance des assurés.

Cette manière d'opérer apparaît d'autant plus justifiée que l'examen des coefficients ou taux de morbidité qui feront l'objet d'une deuxième partie de cette étude, montrera que si la morbidité des assurés varie d'une façon assez sensible avec le salaire, cette variation est en grande partie due aux caractères démographiques (âge, sexe) différents des groupes d'assurés de salaires différents.

Assurance non agricole.

ANNÉE 1930-1931

Etude des statistiques obtenues à partir de 3.244.055 *cartes statistiques.*

Les 3.244.055 cartes statistiques perforées à partir des fiches communiquées par les caisses d'assurances sociales ont été triées suivant le bénéficiaire des prestations (assuré, conjoint, enfant), suivant l'âge et la catégorie de salaire de l'assuré.

La connaissance du sexe de l'assuré permet de préciser celui du bénéficiaire des prestations lorsqu'il s'agit de l'assuré ou de son conjoint, mais ne fournit aucune donnée dans le cas des enfants.

Sur les 3.244.055 cartes perforées, 351.753 cartes ne comprenaient pas d'indication d'âge ou de catégories de salaire et 2.892.302 comportaient cette double indication.

Dans l'étude ci-après, seules ces dernières ont été utilisées. Elles se répartissent comme suit:

ASSURÉS HOMMES		ASSURÉES FEMMES	
Bénéficiaires des prestations.	Nombre de fiches.	Bénéficiaires des prestations.	Nombre de cartes statistiques.
Assurés	1.158.548	Assurées	876.509
Conjointes	345 407	Conjoints	6.914
Enfants	441.773	Enfants	63.151

(1) Sans indication d'âge ou de catégorie de salaires.

Ces cartes statistiques correspondent au nombre de journées de maladie suivantes:

Assurés hommes.

15.196.731 journées de maladie, dont 7.531.807 journées indemnisées et 3.141.283 journées ayant donné lieu au payement de la demi-cotisation vieillesse, pour les assurés; 3.131.436 journées de maladie pour les conjointes des assurés et 3.434.012 pour leurs enfants.

Assurées femmes.

12.143.311 journées de maladie, dont 6.371.526 journées indemnisées et 2.935.629 journées ayant donné lieu au payement de la demi-cotisation vieillesse, pour les assurées; 66.159 journées de maladie pour les conjoints d'assurées et 471.577 pour les enfants.

Les nombres de cartes statistiques et de journées de maladie d'enfants correspondant à des femmes assurées sont très faibles parce que lorsque le mari et la femme sont assurés, les prestations sont généralement imputées au mari.

I. — Les Assurés

A partir des statistiques donnant, pour chaque sexe, le nombre de journées de maladie classées suivant l'âge et la catégorie de salaire, il est possible de calculer la valeur moyenne (1) des indemnités journalières accordées, en cas de maladie et d'en suivre les variations avec l'âge des assurés:

(1) Moyenne barique des demi-salaires de chaque catégorie: 1re, 3 fr.; 2e, 6 fr.; 3e, 9 fr.; 4e, 12 fr.; 5e, 18 fr.

Valeur moyenne des indemnités journalières (demi-salaire) accordées aux assurés malades (francs).

DÉSIGNATION		HOMMES	FEMMES
Groupes d'âges	Moins de 15 ans	6 87	6 43
	15 à 19 ans	10 58	8 83
	20 à 24 ans	14 12	11 08
	25 à 29 ans	15 19	11 84
	30 à 34 ans	15 44	11 86
	35 à 39 ans	15 42	11 44
	40 à 44 ans	15 32	10 97
	45 à 49 ans	15 14	10 44
	50 à 54 ans	14 78	9 67
	55 à 59 ans	14 47	8 96
	60 à 64 ans	14 24	8 58
Ensemble		14 46	10 79

L'indemnité journalière moyenne augmente avec l'âge jusqu'à 30-34 ans et décroît ensuite. Elle reste beaucoup plus faible et décroît beaucoup plus vite pour les femmes que pour les hommes.

De même, en groupant les statistiques pour les deux sexes, la valeur moyenne de l'indemnité journalière augmente avec l'âge jusqu'à 30-34 ans pour décroître ensuite.

En comparant cette valeur moyenne avec celle du demi-salaire moyen des assurés cotisants (d'après un dépouillement des feuillets de cotisants), il apparaît qu'elle varie d'une façon à peu près identique.

L'indemnité journalière moyenne est toujours plus élevée que le demi-salaire moyen en dehors des âges compris entre 25 et 34 ans. Il s'en déduit que les durées de maladie sont en général plus longues pour les assurés des catégories supérieures que pour ceux des basses catégories.

DÉSIGNATION		SEXES RÉUNIS	
		Malades. — Valeur moyenne de l'indemnité journalière (demi-salaire) d'après 13.903.333 journées de maladie indemnisées.	Cotisants. — Valeur moyenne du demi-salaire journalier d'après un dépouillement de 25.173.707 feuillets de cotisations.
Groupes d'âges	Moins de 15 ans	6 67	6 21
	15 à 19 ans	9 71	9 38
	20 à 24 ans	12 91	12 45
	25 à 29 ans	13 45	13 80
	30 à 34 ans	13 71	13 85
	35 à 39 ans	13 57	13 55
	40 à 44 ans	13 48	13 28
	45 à 49 ans	13 35	12 88
	50 à 54 ans	13 08	12 43
	55 à 59 ans	12 90	11 84
	60 à 64 ans	12 81	11 34
Ensemble		12 86	12 51

Pour mieux montrer la variation des salaires avec l'âge, il est commode d'utiliser la comparaison suivante, qui montre surtout pour les femmes dont le salaire est plus faible, l'augmentation du salaire avec l'âge, jusqu'à 30 ans environ, suivie d'une baisse aux âges plus élevés:

AGES	HOMMES — Proportion p. 100 dans chaque groupe d'âge du nombre des journées indemnisées afférentes à des salariés gagnant par an moins de				FEMMES — Proportion p. 100 dans chaque groupe d'âge du nombre des journées indemnisées afférentes à des salariés gagnant par an moins de			
	2.400 fr.	4.500 fr.	6.000 fr.	9.600 fr.	2.400 fr.	4.500 fr.	6.000 fr.	9.600 fr.
Moins de 15 ans	28,7	70,9	84,3	93,5	26,6	74,8	89,7	97,2
15 à 19 ans	7,2	26,8	46,7	83,2	8,5	41,3	65,9	94,9
20 à 24 ans	1,7	6,6	15,2	52,8	3,7	20	42,3	82,2
25 à 29 ans	1,5	4,4	9,7	39	4	15	34,3	75,9
30 à 34 ans	1,5	3,8	8,2	35,8	5	16,2	34,3	74,4
35 à 39 ans	1,4	3,9	8,4	36	6,4	19,2	37,6	77,7
40 à 44 ans	1,7	4	8,6	37,4	8,2	22	42,5	80,7
45 à 49 ans	1,5	4,2	9,1	40,1	9,3	26,7	48,7	83,5
50 à 54 ans	1,9	5,3	10,6	44,7	12,5	33	55,9	88,2
55 à 59 ans	2,2	5,7	11,7	49	17	40	62,3	91
60 à 64 ans	2,2	6,3	13	51,8	17,8	43	65,8	93,5
Ensemble	2,4	7,5	14,6	46,8	7	24	45	82,1

Mais les chiffres qui précèdent correspondent à des nombres de journées de maladie très différents suivant le sexe et l'âge considérés:

DÉSIGNATION	NOMBRE DE JOURNÉES DE MALADIE INDEMNISÉES		PROPORTION P. 100 dans chaque groupe d'âge du nombre des journées indemnisées payées à des assurées femmes : Col. 3 / col. 2 + col. 3.
	Hommes.	Femmes.	
1	2	3	4
Groupes d'âges — Moins de 15 ans	42.961	36.597	0.46
15 à 19 ans	782.200	776.592	0.49
20 à 24 ans	943.382	1.279.028	0.57
25 à 29 ans	990.776	1.076.093	0.52
30 à 34 ans	925.755	866.074	0.48
35 à 39 ans	743.814	645.518	0.46
40 à 44 ans	699.936	517.266	0.42
45 à 49 ans	695.792	429.715	0.38
50 à 54 ans	751.991	373.118	0.33
55 à 59 ans	801.261	319.462	0.28
60 à 64 ans	153.939	52.063	0.25
Ensemble	7.531 807	6.371.526	0.45

De 20 à 29 ans, la statistique indique un nombre de journées indemnisées plus élevé pour les femmes que pour les hommes. On peut en donner les raisons suivantes :

1° Les femmes de ces groupes d'âge présentent une morbidité plus élevée que les hommes;

2° Le niveau plus élevé des salaires des hommes exclut de l'assurance un grand nombre d'hommes dont le salaire dépasse les chiffres-limites prévus par la loi;

3° La proportion des femmes jeunes dans le salariat est très élevée.

A partir de 30 ans, le nombre de journées indemnisées décroît très vite pour les femmes, sans doute par suite de leur sortie du salariat.

Tandis que les hommes ne figurent en proportion importante dans les basses catégories que jusqu'à 25 ans, les femmes y restent toujours proportionnellement très nombreuses.

Aussi est-on conduit à chercher la proportion relative des hommes et femmes dans les différentes catégories. Cette indication se lit, d'après les journées de maladie, sur le tableau suivant qui donne dans chaque groupe d'âge, pour chaque catégorie, le rapport du nombre de journées indemnisées payées à des femmes assurées au nombre des journées indemnisées payées à des assurés des deux sexes du même âge et de la même catégorie de salaire.

Comparaison, pour chaque groupe d'âge et catégorie de salaire, du nombre des journées de maladie indemnisées payées à des femmes assurées avec le nombre de journées de maladie indemnisées payées à des assurés des deux sexes du même âge et de la même catégorie de salaire

AGE DES ASSURÉS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE
Moins de 15 ans	0,44	0,49	0,48	0,41	0,26
15 à 19 ans	0,53	0,62	0,55	0,44	0,23
20 à 24 ans	0,74	0,81	0,77	0,52	0,33
25 à 29 ans	0,74	0,80	0,79	0,60	0,30
30 à 34 ans	0,76	0,81	0,79	0,57	0,27
35 à 39 ans	0,80	0,81	0,78	0,55	0,23
40 à 44 ans	0,77	0,81	0,76	0,49	0,18
45 à 49 ans	0,79	0,79	0,72	0,41	0,14
50 à 54 ans	0,76	0,75	0,68	0,31	0,09
55 à 59 ans	0,75	0,72	0,59	0,23	0,06
60 à 64 ans	0,73	0,67	0,53	0,19	0,04
Total	0,70	0,74	0,71	0,49	0,22

D'après ce tableau, aux âges inférieurs à 25 ans, comme les salaires sont en général faibles, même pour les hommes, il y a à peu près autant d'hommes que de femmes dans les quatre premières catégories, et à peu près 3 hommes pour une femme dans la cinquième.

Aux âges plus élevés, près des trois quarts des assurés des deux premières catégories sont des femmes.

Dans la troisième catégorie, les femmes constituent d'abord les trois quarts environ des assurés, puis sont proportionnellement de moins en moins nombreuses avec l'âge.

Dans la quatrième catégorie, les femmes de 25 à 40 ans constituent la moitié des assurés, mais leur importance décroît très rapidement avec l'âge.

Dans la cinquième catégorie, les femmes ne sont jamais nombreuses; elles constituent environ le quart des assurés jusque vers 25 ans, et prennent une place de plus en plus faible avec l'âge, pour devenir insignifiante vers 60 ans.

En résumé, les statistiques qui précèdent montrent à la fois que la population salariée comprend à peu près autant de femmes que d'hommes aux âges jeunes, puis une proportion d'autant plus faible de femmes que leur âge est plus élevé. Mais les femmes restent très nombreuses dans les bas salaires et les sorties de l'assurance sont plus sensibles chez les femmes dont le salaire est élevé.

En rapprochant cette remarque de la constatation faite précédemment de la baisse du salaire avec l'âge, il apparaît que l'importance de cette baisse résulte chez les femmes à la fois d'une réduction de l'activité salariée ou de la sortie de l'assurance des femmes âgées.

Il convient de remarquer que, si les calculs qui précèdent ont été établis à partir des journées de maladie indemnisées, il aurait été possible de faire des constatations identiques à partir des statistiques de journées de maladie ou des journées de demi-cotisations vieillesse.

II. — CONJOINTS DES ASSURÉS

Les cartes statistiques ont permis d'établir deux statistiques concernant l'une des conjointes d'assurés hommes, l'autre les conjoints de femmes assurées, qui ont bénéficié des prestations en nature conformément à la loi.

Les conjoints de femmes assurées sont soit des personnes non salariées mariées à des assurées, soit des salariés non assujettis à la loi mariés à des assurées, soit encore des assurés ne justifiant pas par eux-mêmes des cotisations suffisantes pour recevoir les prestations, mais qui en ont bénéficié du chef de leur femme assurée.

L'examen de la statistique des journées de maladie des conjointes d'assurés montre d'une façon très nette que presque tous les assurés du chef desquels elles reçoivent les prestations sont classés dans les 4e et 5e catégories.

Ainsi, pour les assurés âgés de 30 à 40 ans, la proportion des journées de maladie de conjointes d'assurés des 3 premières catégories n'est que de 2,3 p. 100 du total des journées de maladie des conjointes.

Etant donné le grand nombre d'assurées mariées à des assurés, il est possible d'en déduire que, pratiquement, il n'y a guère que les assurés des 4e et 5e catégories qui soient mariés à des femmes non salariées elles-mêmes:

Proportion p. 100, dans chaque groupe d'âge d'assurés, des journées de maladie de conjointes d'assurés classées suivant la catégorie de salaire du mari assuré.

AGE DES ASSURÉS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	TOTAL
15 à 19 ans	0,3	1,7	6	28,5	63,5	100
20 à 24 ans	0,1	0,9	2,4	29,4	67,2	—
25 à 29 ans	0,2	0,4	1,4	22,9	75,1	—
30 à 34 ans	0,3	0,7	1,3	21,3	76,4	—
35 à 39 ans	0,4	0,5	1,4	20,8	76,9	—
40 à 44 ans	0,4	0,6	1,8	22,3	74,9	—
45 à 49 ans	0,5	0,8	1,9	25,2	71,6	—
50 à 54 ans	0,5	1	2,4	28,6	67,5	—
55 à 59 ans	0,7	1,4	2,9	33,7	61,3	—
60 à 64 ans	0,5	2,1	4,2	33,8	59,4	—
Ensemble	0,4	0,8	1,8	24,6	72,4	100

Il est intéressant de comparer la statistique du nombre de journées de maladie des assurés et celles des conjoints. Toutefois, cette dernière est établie suivant l'âge des assurés et non suivant l'âge des conjointes :

AGE DES ASSURÉS	JOURNÉES DE MALADIE			
	Femmes assurées.	Femmes d'assurés.	Hommes assurés.	Conjoints d'assurées
Moins de 15 ans	65.300	»	85.093	»
15 à 19 ans	1.455.409	5.584	1.508.731	439
20 à 24 ans	2.417.681	128.678	1.942.573	3.954
25 à 29 ans	2.084.715	524.629	2.174.738	10.921
30 à 34 ans	1.672.400	598.394	2.026.639	10.424
35 à 39 ans	1.234.125	461.810	1.555.438	8.821
40 à 44 ans	994.036	378.023	1.411.235	8.224
45 à 49 ans	826.522	342.668	1.346.907	7.011
50 à 54 ans	709.158	334.358	1.410.296	6.865
55 à 59 ans	590.891	301.597	1.461.019	8.152
60 à 64 ans	93.074	55.695	276.062	1.348
Total	12.143.311	3.131.436	15.196.731	66.159

Bien qu'il existe certainement une différence assez sensible entre l'âge des conjointes et celui de leur mari (qui sert à les classer en groupes d'âges), il apparaît sur ces chiffres que le nombre des femmes d'assurés est en corrélation avec celui des femmes assurées, en raison de la sortie du salariat d'une partie de ces dernières mariées à des assurés.

La statistique qui précède indique à peu près autant de journées de maladie d'hommes que de femmes. Mais la place occupée par les femmes dans l'assurance est beaucoup plus grande aux âges jeunes qu'aux âges élevés.

III. — LES ENFANTS

Les enfants qui peuvent bénéficier des prestations en nature sont les enfants non salariés de moins de seize ans.

Aussi, le classement des journées de maladie d'enfants d'après l'âge des assurés indique-t-il un nombre croissant avec l'âge des parents, puis décroissant ensuite :

DÉSIGNATION		NOMBRE DE JOURNÉES DE MALADIE D'ENFANTS		
		d'assurés	d'assurées.	Assurés et assurées réunis.
Age des assurés	15 à 19 ans	9.317	6.201	15.518
	20 à 24 ans	121.687	48.705	170.392
	25 à 29 ans	667.384	112.861	780.245
	30 à 34 ans	946.000	123.909	1.069.909
	35 à 39 ans	692.810	94.614	787.424
	40 à 44 ans	495.017	48.622	543.639
	45 à 49 ans	278.701	24.036	302.737
	50 à 54 ans	151.036	9.525	160.561
	55 à 59 ans	65.120	2.663	67.783
	60 à 64 ans	6.940	441	7.381
Total		3.434.012	471.577	3.905.589

Dans les basses catégories d'assurés, le père et la mère figurent souvent tous les deux comme assurés, alors qu'en vertu de ce qui précède, dans les catégories supérieures, très souvent seul le père est assuré.

Proportion pour 100, dans chaque groupe d'âge d'assurés, des journées de maladie d'enfants classés suivant la catégorie de salaire des assurés.

AGE DES ASSURÉS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	TOTAL
Moins de 20 ans	5,08	15,66	16,46	33,45	29,35	100
20 à 24 ans	2,13	5,07	9,43	33,87	49,50	—
25 à 29 ans	1,41	2,26	3,99	26,03	66,31	—
30 à 34 ans	1,38	2,01	3,18	23,12	70,31	—
35 à 39 ans	1,70	2,31	3,51	23,25	69,23	—
40 à 44 ans	1,47	1,95	3,36	24,32	68,90	—
45 à 49 ans	1,70	2,53	3,44	26,99	65,34	—
50 à 54 ans	1,15	2,87	3,96	30,61	61,41	—
55 à 59 ans	1,63	2,63	4,13	34,12	57,49	—
60 à 64 ans	3,13	3,08	4,06	37,53	52,20	—
Ensemble	1,53	2,39	3,83	25,23	67,02	100

IV. — ASSURÉS AYANT AU MOINS TROIS ENFANTS A LEUR CHARGE

Les assurés qui ont trois enfants, de plus de six semaines et de moins de 16 ans, non salariés ou pupilles de la nation, à leur charge, reçoivent les indemnités journalières d'assurance maladie à partir du 4e jour de maladie au lieu du 6e.

Une statistique particulière de ces assurés a été établie, tant pour leurs journées de maladie que celles de leurs conjoints et enfants.

Cette statistique a le même aspect que celles relatives aux journées de maladies d'enfants. Elle intéresse un nombre d'assurés, croissant avec l'âge, puis décroissant ensuite; les assurés ayant 3 enfants à leur charge étant très peu nombreux aux âges faibles et aux âges élevés.

Il a été établi 61.113 cartes statistiques pour les assurés ayant 3 enfants à charge, dont 6.509 ne comportaient pas d'indication de la catégorie ou de l'âge des assurés, et 54.604 comportaient cette double indication qui a seule été retenue pour l'étude qui suit.

Ces cartes concernaient, pour les assurés hommes, 418.254 journées de maladies, dont 268.601 ont donné lieu à l'indemnité journalière et 108.094 au payement de la demi-cotisation vieillesse; pour les assurées femmes, 127.779 journées de maladies, dont 88.989 ont donné lieu à l'indemnité journalière et 38.142 au payement de la demi-cotisation vieillesse; pour les conjoints (sexes réunis) 53.086 journées de maladie, et pour les enfants 150.196 journées de maladie.

A partir de la statistique des journées de maladie indemnisées, il a été calculé la valeur moyenne des indemnités journalières accordées suivant l'âge des bénéficiaires:

Valeur moyenne des indemnités journalières accordées aux assurés malades (francs)

DÉSIGNATION		HOMMES	FEMMES	SEXES RÉUNIS
Groupes d'âges	Moins de 20 ans	12 89	11 48	12 23
	20 à 24 ans	14 43	10 89	12 17
	25 à 29 ans	15 33	10 92	13 26
	30 à 34 ans	15 78	10 83	14 09
	35 à 39 ans	15 99	10 53	14 69
	40 à 44 ans	15 44	10 37	14 55
	45 à 49 ans	15 21	11 14	14 86
	50 à 54 ans	15 20	10 18	14 91
	55 à 59 ans	14 83	12 29	14 66
	60 à 64 ans	14 69	8 86	14 37
Ensemble		15 55	10 74	14 35

Ces chiffres, tirés de nombres de journées parfois assez faibles, n'ont pas la même régularité que ceux tirés des journées de maladie pour tous les assurés. Néanmoins, il résulte du tableau ci-dessus que le salaire moyen des hommes chargés de famille est plus élevé et celui des femmes chargées de famille plus faible que celui des assurés en général. Cette constatation confirme celle déjà faite à propos des journées de maladie d'enfants: que les assurés chargés de famille étaient généralement des assurés des catégories supérieures.

Comme précédemment, pour les assurés en général, la statistique des journées de maladie de conjoints montre que les assurés dont la femme ne travaille pas, sont presque tous dans les 4e et 5e catégories.

V. — ASSURÉS MALADES OU BLESSÉS DE GUERRE

En vertu de l'article 51 de la loi, les assurés malades ou blessés de guerre bénéficiaires de la législation des pensions de guerre, ont différents avantages (suppression de la participation aux frais médicaux et pharmaceutiques).

Il a été établi 11.800 cartes statistiques concernant ces assurés, dont 967 ne comprenaient aucune indication de catégorie ou d'âge et 10.833 comportaient cette double indication. Ces dernières étaient relatives à 184.447 journées de maladie, dont 111.937 journées indemnisées et 56.155 ayant donné lieu au payement de la demi-cotisation vieillesse.

Il convient de noter que les caisses ignoraient en 1930-1931 la qualité de malades ou de blessés de guerre d'un grand nombre d'assurés et qu'en conséquence, cette statistique ne concerne pas la totalité desdits assurés.

D'après la statistique des journées de maladie indemnisées, il a été calculé la valeur moyenne des indemnités journalières accordées aux assurés suivant leur âge:

GROUPES D'AGES	VALEUR moyenne de l'indemnité journalière
	francs.
Moins de 25 ans	11 64
25 à 29 ans	14 60
30 à 34 ans	15 29
35 à 39 ans	14 94
40 à 44 ans	14 59
45 à 49 ans	13 99
50 à 54 ans	13 48
55 à 59 ans	13 36
60 à 64 ans	13 74
Ensemble	14 31

Etant donné le nombre des assurés dont la qualité de bénéficiaires de la législation des pensions de guerre n'était pas connue en 1930-1931, cette statistique n'a qu'une valeur indicative et aucune conclusion ne saurait être tirée de sa comparaison avec celle figurant plus haut.

Conclusion.

Les différentes conclusions d'ordre démographique dégagées ci-dessus sont tirées de statistiques de maladie.

Sont-elles valables en ce qui concerne la masse des cotisants? Autrement dit, les bénéficiaires de prestations ont-ils les mêmes caractères démographiques que l'ensemble des cotisants?

Il semble possible de répondre d'une façon affirmative à une telle question.

En effet, d'une part la proportion des malades est assez élevée par rapport à celle des cotisants; d'autre part, l'examen des coefficients ou taux de morbidité qui seront établis plus loin, en rapprochant précisément les données relatives aux assurés malades de celles des cotisants, montre que la morbidité ne varie pas d'une façon très considérable d'un groupe d'assurés à un autre.

Ainsi, il est possible de comparer la proportion pour 100 des assurés cotisants (sexes réunis) avec celle des journées de maladie (sexes réunis) dans chaque catégorie de salaires:

AGES	PROPORTION P. 100 DANS CHAQUE GROUPE D'AGE DU NOMBRE							
	des journées de maladie d'assurés gagnant par an moins de (1)				des feuillets de cotisants afférents à des assurés gagnant par an moins de (2)			
	2 400 fr.	4 500 fr	6.000 fr.	9.600 fr.	2 400 fr.	4.500 fr	6.000 fr.	9 600 fr
Moins de 15 ans	27,3	72,4	86	94,7	28,5	77,5	91,5	97,7
15 à 19 ans	7,4	33,1	55,3	88,5	8,9	36,6	59,8	91
20 à 24 ans	2,5	13,3	28,8	67,4	3,4	14,8	29,2	68,8
25 à 29 ans	2,5	9	20	54,2	3,2	9,9	19,2	53,8
30 à 34 ans	2,9	8,9	18,7	50,3	3,8	10,4	18,8	51
35 à 39 ans	3,6	10,3	20,2	52	5,1	12,9	22,4	54
40 à 44 ans	4,2	11	21,3	52,9	5,9	14,6	24,4	56,2
45 à 49 ans	4,6	12,5	23,2	54,5	7,2	17	27,2	59,7
50 à 54 ans	5,5	14,3	24,7	57,2	8,8	19,7	30	63,5
55 à 59 ans	6,5	15,5	25,6	59,5	10,9	23,2	34	68,5
60 à 64 ans	6,4	15,7	26	61,1	13	26,6	37,8	72,2
Ensemble	4,3	14,2	26,7	60,1	6,1	18,2	30,5	64,1

(1) D'après les cartes statistiques.

(2) D'après le 2e rapport statistique sur l'application de la loi des assurances sociales.

Cette comparaison montre que ces deux sortes de statistiques ont le même aspect et comportent une même interprétation.

Dans ces conditions, les résultats de l'étude des statistiques de journées de maladie fournissent des indications *qualitatives*, sinon quantitatives, suffisamment proches de la réalité.

Gravité des maladies.

Les statistiques qui précèdent correspondent à des journées de maladie décomptées à partir de trois origines différentes au cours d'une même maladie:

La statistique des journées ayant donné lieu au payement de demi-cotisations vieillesse ne concerne que des jours ouvrables à partir du 16e jour de maladie;

La statistique des journées indemnisées concerne des jours ouvrables comptés à partir du 6e jour ou du 4e jour si l'assuré a au moins trois enfants à charge;

La statistique des journées de maladie contient toutes les journées de maladie.

La comparaison de ces trois statistiques permet donc de tirer des conclusions quant à la durée des maladies. En même temps, elle montre que ces trois statistiques, basées sur des nombres de journées déterminées de façon différente, et dont l'une correspond à une journée de maladie, en général, imparfaitement définie, sont cependant tout à fait homogènes.

Pour réaliser cette comparaison, il a été établi le rapport pour les différents groupes d'âge et catégories de salaires des nombres de journées figurant dans les trois statistiques.

Comme au 31 décembre 1931, toutes les maladies ayant donné lieu à l'établissement de fiches statistiques n'étaient pas terminées, les quotients ainsi calculés n'ont qu'une valeur indicative:

Maladies durant plus de six jours (ou de quatre jours).

Si l'on considère d'abord les statistiques relatives aux assurés hommes, les rapports que l'on peut tirer pour chaque groupe d'âge et dans chaque catégorie de salaire, de la comparaison des journées indemnisées avec les journées de maladie en général, varient d'une façon assez régulière.

L'importance des maladies de plus de six (ou quatre) jours est plus forte chez les hommes des basses catégories. Elle diminue avec l'âge, jusque vers 25-29 ans, pour augmenter ensuite (variation en sens inverse de celle indiquée précédemment pour le salaire moyen).

Pour les femmes assurées, l'importance des maladies de plus de six jours décroît avec l'âge jusqu'à 25-29 ans et croît ensuite, mais les chiffres obtenus sont plus confus. Elle augmente avec le salaire de la première à la troisième catégorie et décroît ensuite.

Ces résultats apparaissent nettement sur les tableaux suivants:

Quotient du nombre de journées indemnisées par le nombre des journées de maladie.

I. — Assurés de tous âges.

ASSURÉS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	ENSEMBLE
Hommes	0,571	0,535	0,534	0,516	0,473	0,495
Femmes	0,524	0,542	0,552	0,529	0,467	0,524
Sexes réunis	0,537	0,540	0,547	0,524	0,472	0,508

II. — Ensemble des catégories.

DÉSIGNATION		ASSURÉS HOMMES	ASSURÉES FEMMES	SEXES RÉUNIS
Groupes d'âges	Moins de 15 ans	0,517	0,560	0,536
	15 à 19 ans	0,518	0,533	0,525
	20 à 24 ans	0,485	0,529	0,509
	25 à 29 ans	0,455	0,516	0,484
	30 à 34 ans	0,456	0,517	0,485
	35 à 39 ans	0,478	0,523	0,498
	40 à 44 ans	0,495	0,520	0,500
	45 à 49 ans	0,516	0,519	0,517
	50 à 54 ans	0,533	0,526	0,530
	55 à 59 ans	0,548	0,540	0,546
	60 à 64 ans	0,557	0,559	0,558
Ensemble		0,495	0,524	0,508

Dans cette comparaison figurent indistinctement des journées de maladie payées à des assurés ayant trois enfants à leur charge à partir du quatrième jour de maladie ou à des assurés ne recevant l'indemnité journalière qu'à partir du sixième jour.

Pour *les assurés ayant au moins trois enfants à leur charge*, pris isolément, le rapport des nombres de journées de maladie indemnisées aux nombres des journées de maladie, se présente comme suit pour l'ensemble des catégories et pour chaque groupe d'âge:

Quotient du nombre de journées indemnisées par le nombre de journées de maladie.

Assurés ayant au moins trois enfants à charge.

DÉSIGNATION		ASSURÉS HOMMES	ASSURÉES FEMMES
Groupes d'âge	Moins de 20 ans	0,731	0,546
	20 à 24 ans	0,638	0,665
	25 à 29 ans	0,633	0,712
	30 à 34 ans	0,626	0,706
	35 à 39 ans	0,640	0,697
	40 à 44 ans	0,638	0,704
	45 à 49 ans	0,655	0,660
	50 à 54 ans	0,678	0,648
	55 à 59 ans	0,650	0,643
	60 à 64 ans	0,713	0,641
Ensemble		0,642	0,696

Ces rapports sont beaucoup plus forts que les précédents puisqu'il s'agit uniquement de journées de maladie comptées à partir du quatrième jour.

Si l'on calcule les mêmes quotients sur les nombres de journées obtenus en retranchant celles concernant les assurés ayant trois enfants à charge de celles concernant les assurés pris en général, on obtient des rapports correspondant à la maladie prise à partir du sixième jour seulement et qui sont très voisins de ceux établis plus haut.

Rapports du nombre des journées indemnisées (à partir du 6e jour) au nombre des journées de maladie correspondant.

DÉSIGNATION		ASSURÉS HOMMES	ASSURÉES FEMMES
Groupes d'âges	Moins de 15 ans	0,517	0,560
	15 à 19 ans	0,518	0,533
	20 à 24 ans	0,485	0,528
	25 à 29 ans	0,453	0,513
	30 à 34 ans	0,449	0,513
	35 à 39 ans	0,466	0,518
	40 à 44 ans	0,486	0,517
	45 à 49 ans	0,510	0,519
	50 à 54 ans	0,529	0,525
	55 à 59 ans	0,547	0,540
	60 à 64 ans	0,557	0,558
Ensemble		0,491	0,522

Ces différents résultats peuvent être groupés dans le tableau suivant en notant toutefois que les chiffres figurant dans les différentes colonnes correspondent à des groupes d'assurés de nature différente:

DÉSIGNATION		VALEUR POUR 1 000 JOURNÉES DE MALADIE, du nombre des jours ouvrables comptés à partir :		
		du 4e jour de maladie (assurés ayant au moins trois enfants à charge).	du 6e jour de maladie (autres assurés).	du 4e ou 6e jour de maladie (ensemble des assurés).
Groupes d'âges	Moins de 15 ans	»	0,536	0,536
	15 à 19 ans	0,631	0,525	0,525
	20 à 24 ans	0,655	0,509	0,509
	25 à 29 ans	0,668	0,482	0,484
	30 à 34 ans	0,650	0,478	0,485
	35 à 39 ans	0,653	0,490	0,498
	40 à 44 ans	0,649	0,499	0,500
	45 à 49 ans	0,656	0,513	0,517
	50 à 54 ans	0,676	0,528	0,530
	55 à 59 ans	0,650	0,545	0,546
	60 à 64 ans	0,709	0,557	0,558
Ensemble		0,654	0,505	0,503

Maladies à partir du 16e jour.

Si l'on calcule pour les différents groupes d'âges et catégories de salaires, le quotient du nombre de jours de maladie ayant donné lieu au payement de la demi-cotisation vieillesse par le nombre de journées de maladie, on obtient des chiffres qui varient assez peu d'un groupe à un autre:

Rapport du nombre des journées ayant donné lieu au payement de la demi-cotisation vieillesse au nombre de journées de maladie.

I. — Assurés de tous âges.

DÉSIGNATION	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	ENSEMBLE
Assurés hommes	0,186	0,213	0,214	0,206	0,206	0,206
Assurés femmes	0,227	0,239	0,248	0,253	0,220	0,241
Sexes réunis	0,216	0,232	0 238	0,229	0,209	0,222

II. — Ensemble des catégories.

DÉSIGNATION		HOMMES	FEMMES	SEXES RÉUNIS
Groupes d'âges	Moins de 15 ans	0,184	0,228	0,203
	15 à 19 ans	0,220	0,238	0,229
	20 à 24 ans	0,203	0,239	0,223
	25 à 29 ans	0,189	0,239	0,214
	30 à 34 ans	0,193	0,246	0,216
	35 à 39 ans	0,196	0,244	0,217
	40 à 44 ans	0,201	0,240	0,217
	45 à 49 ans	0,217	0,238	0,225
	50 à 54 ans	0,216	0,243	0,225
	55 à 59 ans	0,228	0,249	0 234
	60 à 64 ans	0,254	0,267	0,258
Ensemble		0,206	0,241	0,222

Les chiffres obtenus pour les femmes sont systématiquement plus élevés que ceux obtenus pour les hommes.

Les mêmes quotients peuvent être établis pour les assurés ayant au moins 3 enfants à charge, mais les chiffres ne présentent plus la même régularité et sont plus élevés que pour les autres assurés. Pour l'ensemble d'entre eux, le rapport du nombre de journées de demi-cotisations vieillesse au nombre de journées de maladie, est de:

0,258 pour les hommes;
0,298 pour les femmes.

Des calculs analogues peuvent être établis pour les assurés malades ou blessés de guerre, bénéficiaires de la législation des pensions de guerre: le quotient du nombre de journées de maladie indemnisées au nombre des journées de maladie est de 0,606, celui du nombre des journées de demi-cotisations vieillesse au nombre des journées de maladie est de 0,304, chiffres beaucoup plus élevés que ceux établis pour les autres catégories d'assurés.

Coût de la journée de maladie.

(Prestations en nature.)

Les fiches statistiques ont permis d'établir non seulement le classement des journées de maladie suivant l'âge et la catégorie de salaire des assurés, mais encore celui des prestations payées pour ces journées.

La comparaison de ces deux statistiques permet donc de calculer la somme nette moyenne payée en 1930-1931 par journée de maladie pour les prestations en nature (médecine, pharmacie, hôpital, etc.) à des assurés des différents âges ou catégories de salaires:

Assurés.

Pour les assurés, le coût moyen de la journée de maladie a été le suivant en 1930-1931:

Assurés de tous âges (frs. cms.).

ASSURÉS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	ENSEMBLE
Hommes	4 16	4 58	4 49	4 77	5 59	5 19
Femmes	5 01	4 63	4 38	5 07	6 41	5 12
Sexes réunis	4 78	4 62	4 41	4 92	5 78	5 16

Toutes catégories réunies.

DÉSIGNATION		ASSURÉS HOMMES	ASSURÉES FEMMES	ASSURÉS (sexes réunis)
Groupes d'âges	Moins de 15 ans	4 46	3 93	4 23
	15 à 19 ans	4 86	4 78	4 82
	20 à 24 ans	5 26	4 98	5 18
	25 à 29 ans	5 59	5 14	5 37
	30 à 34 ans	5 56	5 23	5 41
	35 à 39 ans	5 31	5 36	5 33
	40 à 44 ans	5 24	5 38	5 30
	45 à 49 ans	5 10	5 40	5 20
	50 à 54 ans	4 92	5 24	5 03
	55 à 59 ans	4 69	4 92	4 76
	60 à 64 ans	4 56	4 58	4 57
Ensemble		5 19	5 12	5 16

Pour interpréter ces chiffres, il convient de rappeler d'abord qu'il s'agit des années 1930-1931, début de l'application de la loi, et que les prestations payées en 1932 pour un an ont marqué une progression considérable sur celles de 1930-1931 pour quinze mois. Les chiffres sont ceux de la loi des assurances sociales à ses débuts.

Il convient également de rappeler que le décompte des journées de maladie correspond à la durée pendant laquelle l'assuré a reçu des soins, quelle que soit leur importance.

Conjoints et enfants.

Les chiffres concernant le coût de la journée de maladie des conjoints et des enfants appellent une réserve particulière :

Pour l'assuré, la fin de la maladie est généralement connue, soit parce que les maladies comportent le payement de prestations en espèces, soit parce qu'elle coïncide avec la reprise du travail.

Il n'en est pas de même pour les conjoints d'assurés et les enfants qui ne travaillent pas, et pour lesquels la fin de la maladie est souvent mal déterminée. Faute d'indications suffisantes, le plus souvent la date des derniers soins accordés est comptée comme fin de la maladie.

Aussi, les nombres des journées de maladie constatés ne comprennent pas *toutes* les journées de maladie.

La comparaison des dépenses avec les nombres de journées fait ainsi apparaître un coût de la journée de maladie beaucoup plus élevé que pour les assurés.

Dépense moyenne par journée de maladie (prestations en nature des conjoints et enfants d'assurés (sexes réunis, toutes catégories réunies).

DÉSIGNATION		CONJOINTS	ENFANTS
Age des assurés	Moins de 20 ans	10 01	9 05
	20 à 24 ans	9 70	9 27
	25 à 29 ans	9 34	9 03
	30 à 34 ans	9 11	9 »
	35 à 39 ans	8 90	9 07
	40 à 44 ans	9 13	9 08
	45 à 49 ans	9 05	9 05
	50 à 54 ans	9 03	9 »
	55 à 59 ans	8 95	9 10
	60 à 64 ans	8 61	9 66
Ensemble		9 11	9 05

Suivant la catégorie des assurés.

DÉSIGNATION	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	ENSEMBLE
Conjointes	9 02	8 93	8 55	8 17	9 38	9 07
Conjoints	9 05	8 87	9 90	9 89	12 40	11 03
Conjoints (sexes réunis)	9 03	8 92	8 68	8 21	9 43	9 11
Enfants	9 55	9 03	9 22	8 62	9 19	9 05

En raison des explications qui précèdent, ces chiffres sont comparables entre eux, mais non avec ceux qui concernent les assurés.

Cette constatation n'infirme en rien les diverses remarques établies plus haut à partir des statistiques de journées de maladie parce que ces remarques résultaient de l'examen séparé de chacune des statistiques concernant les assurés, les conjoints et les enfants.

Taux de morbidité.

Les statistiques de journées de maladie donnent, pour chaque groupe d'âge et dans chaque catégorie de salaire, le nombre des journées de maladie constatées pour une partie des assurés qui ont été malades en 1930-1931.

Si l'on admet que le nombre des journées de maladie correspondant à la totalité des assurés est avec le nombre des journées de maladie relevées sur les cartes statistiques établies dans le même rapport que les dépenses de la totalité des caisses avec les dépenses relevées sur les cartes, il est possible d'établir une répartition probable du nombre des journées de maladie de l'ensemble des assurés, en extrapolant les chiffres relevés sur les fiches statistiques.

On est ainsi amené à la comparaison suivante (relative aux seules cartes statistiques comprenant l'indication de l'âge et de la catégorie de salaire des assurés).

BÉNÉFICIAIRES DES PRESTATIONS	DÉPENSES POUR PRESTATIONS EN NATURE effectuées en 1930-1931		RAPPORT colonne 2 / colonne 3
	d'après les bilans de 780 caisses primaires de répartition.	d'après 2.892.302 cartes statistiques.	
1	2	3	4
	francs.	francs.	francs
Assurés	261.320.557	141.095.522	1 85
Conjoints	58.261.721	29.119.956	2 »
Enfants	66.726.059	35.335.450	1 89
Ensemble	386.208.337	205.550.928	1 88

La même comparaison n'apparaît pas possible pour les journées indemnisées, puisqu'il n'a été relevé aucune indication pour les journées payées à taux réduit en raison de l'hospitalisation des assurés (art. 6, § 2, de la loi du 30 avril 1930).

La même comparaison peut être établie pour les journées de demi-cotisations vieillesse, en essayant de rétablir les sommes versées d'après le nombre des journées relevées sur les cartes statistiques, mais la manière dont la loi a été appliquée en 1930-1931 à ce sujet ne permet pas de lui accorder une grande valeur.

Le passage des indications données par les cartes statistiques aux chiffres probables pour la totalité des assurés, peut être fait séparément pour les assurés, les conjoints ou les enfants, d'après les trois rapports établis ci-dessus.

Il a paru préférable d'utiliser le rapport résultant de la comparaison des dépenses pour prestations en nature pour l'ensemble des bénéficiaires.

Pour déduire des statistiques de maladie des coefficients de morbidité relatifs non plus aux seuls malades, mais à l'ensemble des cotisants, il est nécessaire de juxtaposer des statistiques de malades et des statistiques de cotisants.

Dans le 2e rapport sur l'application de la loi

des assurances sociales (p. 99) figure une statistique relative au dépouillement par âges et catégories de salaires de 25.173.707 feuillets de cotisations ventilés (depuis l'origine jusqu'au 1er avril 1932) et correspondant aux assurés cotisants des années 1930 et 1931.

Cette statistique ne concerne pas exactement les cotisants, puisqu'au cours de la période 1er juillet 1930-31 décembre 1931, il est rentré 26.932.907 feuillets bulle et 112.540 feuillets roses, soit au total 27.045.447 feuillets.

Par ailleurs, les divers feuillets ont eu des durées de validité assez variées. En se basant sur les dispositions des décrets des 25 juillet 1930 et 22 septembre 1931 portant règlement d'administration publique, et du 11 août 1930, il est possible d'évaluer à 14 feuillets, pour 3 assurés, le nombre moyen des feuillets rentrés avant le 31 décembre 1931.

Le nombre des assurés cotisants serait ainsi équivalent à:

$$\frac{27.045.447 \times 3}{14} = 5.795.453$$

assurés qui auraient cotisé uniformément pendant toute la période 1er juillet 1930-31 décembre 1931.

Leur répartition probable par âge et salaire peut être obtenue par proportion à partir du dépouillement susvisé de 25.173.707 feuillets.

Mais les prestations payées en 1930-1931 ont été versées pendant 15 mois (1er octobre 1930-31 décembre 1931). Pour obtenir des chiffres moyens relatifs à une année, il est nécessaire de réduire uniformément d'un cinquième les chiffres de la statistique de maladie.

On obtient ainsi des coefficients moyens de morbidité en jours pour les cotisants de la période 1930-1931 ,rapportés à une année.

Etant donné la faiblesse des dépenses au cours de la période 1930-1931 et l'augmentation considérable qui a suivi en 1932, ces chiffres ne définissent pas la morbidité actuelle des assurés, mais permettent de comparer la morbidité des assurés des différents groupes d'âges suivant les catégories de salaire.

Les taux ainsi obtenus varient d'une façon assez régulière avec l'âge:

Assurés (sexes réunis) (1930-1931).

DÉSIGNATION		NOMBRE MOYEN PAR ANNÉE D'ASSURANCE ET PAR COTISANT		
		de journées de maladie.	de journées indemnisées.	de journées donnant lieu au payement de la demi-cotisation vieillesse.
Âges	Moins de 15 ans	3,25	1,75	0,66
	15 à 19 ans	5,55	2,92	1,27
	20 à 24 ans	6,98	3,55	1,56
	25 à 29 ans	7,08	3,44	1,52
	30 à 34 ans	7,48	3,62	1,62
	35 à 39 ans	7,48	3,72	1,63
	40 à 44 ans	7,45	3,77	1,62
	45 à 49 ans	7,36	3,81	1,66
	50 à 54 ans	7,73	4,10	1,74
	55 à 59 ans	8,25	4,51	1,94
	60 à 64 ans	9,40	5,25	2,43

Mais comme il a été précisé précédemment, la population assurée des différents groupes d'âge n'est pas la même (en particulier, la proportion de femmes et d'hommes varie d'une façon considérable avec l'âge).

Sans pouvoir préciser davantage, il apparaît qu'une corrélation existe entre les taux élevés constatés dans certains groupes d'âges jeunes et la présence dans ces groupes d'une proportion élevée de femmes.

Comme l'assurance-maladie, bien que distincte de l'assurance-maternité, est responsable des prestations accordées avant ou après la période de douze semaines indemnisées de l'accouchement, il semble, sans qu'on puisse l'affirmer davantage, que l'on pourrait expliquer cette augmentation des taux par l'influence de la maternité.

L'influence du salaire apparaît très nettement sur les moyennes (tous âges réunis).

Assurés (sexes réunis) (1930-1931).

DÉSIGNATION		NOMBRE MOYEN PAR COTISANT ET PAR ANNÉE D'ASSURANCE		
		de journées de maladie	de journées de maladie indemnisées	de journées de maladie ayant donné lieu au payement de la demi-cotisation vieillesse.
Catégories	1re	4,93	2,65	1,06
	2e	5,84	3,16	1,36
	3e	7,18	3,93	1,71
	4e	7,08	3,71	1,62
	5e	7,87	3,71	1,65

Mais là encore, la composition des groupes d'assurés influe de façon considérable sur les taux de morbidité constatés.

Dépense moyenne par cotisant.

(Prestations en nature.)

La comparaison des dépenses avec la statistique des cotisants permet de chiffrer le coût moyen, en prestations en nature, des différents groupes d'assurés et de leur famille.

Les calculs ont été établis sur les mêmes bases que les taux de morbidité et rapportés à un assuré cotisant pour une année d'assurance.

Il s'agit des chiffres de 1930-1931; *il convient donc de rappeler que, pour la seule année* 1932, *les dépenses étaient très supérieures à celles des quinze mois d'application de* 1930-1931

Seules les conclusions relatives, tirées d'une comparaison de ces différents chiffres, ont de la valeur; les chiffres absolus n'ont qu'une signification propre aux années 1930-1931 et ne permettent aucune prévision pour les années suivantes.

Sous cette réserve, il est possible de noter les charges très différentes qu'apportent les assurés des différentes catégories:

Coût moyen de l'assuré cotisant en 1930-1931 *rapporté à un an d'assurance.*
(Prestations en nature.)

DÉSIGNATION		ASSURÉ	CONJOINT	ENFANTS	TOTAL
Catégories	1re	23 56	0 63	2 58	26 77
	2e	26 98	0 45	1 90	29 33
	3e	31 66	1 13	2 95	35 74
	4e	34 83	5 »	6 55	46 38
	5e	45 49	15 65	17 37	78 51
Ensemble		36 58	7 74	9 23	53 55

L'assuré des basses catégories coûte moins cher que l'assuré des catégories élevées parce qu'il dépense moins pour se soigner; d'autre part, comme le conjoint de l'assuré des basses catégories, lorsqu'il existe, est souvent assuré lui-même, l'assuré dont le salaire est faible coûte moins cher aux caisses, pour sa famille, que l'assuré dont le salaire est élevé, parce qu'il dépense moins et parce qu'il apporte moins de risques :

Coût moyen de l'assuré cotisant en 1930-1931 *rapporté à un an d'assurance.*
(Prestations en nature.)

DÉSIGNATION		ASSURÉ	CONJOINT	ENFANTS	TOTAL
Age des assurés	Moins de 15 ans	20 39	»	»	20 39
	15 à 19 ans	26 75	0 11	0 27	27 13
	20 à 24 ans	36 16	2 04	2 50	40 70
	25 à 29 ans	38 01	8 31	11 74	58 06
	30 à 34 ans	40 47	11 20	19 44	71 11
	35 à 39 ans	39 87	11 21	19 14	70 22
	40 à 44 ans	39 48	10 96	15 25	65 69
	45 à 49 ans	38 27	10 68	9 23	58 18
	50 à 54 ans	38 88	11 20	5 22	55 30
	55 à 59 ans	39 27	11 10	2 46	52 83
	60 à 64 ans	42 96	12 48	1 84	57 28

Les dépenses pour l'assuré lui-même varient très peu avec l'âge (sauf pour les assurés de moins de 20 ans). Les conjoints, peu nombreux aux âges jeunes, entraînent des dépenses d'autant plus élevées qu'ils sont eux-mêmes plus nombreux. Ces dépenses restent à peu près fixes pour les différents groupes d'assurés au-dessus de 30 ans.

Les enfants qui bénéficient des prestations sont les enfants âgés de moins de 16 ans, à la charge de l'assuré.

Les dépenses qu'ils entraînent sont déterminées par leur nombre. Elles sont faibles pour les assurés jeunes (qui n'ont pas encore beaucoup d'enfants), et pour les assurés âgés dont les enfants ont dépassé 16 ans), et très élevées aux âges moyens.

L'ensemble des dépenses afférentes à un assuré et sa famille croît avec l'âge, est maximum vers 30-34 ans (maximum des charges de famille) et décroît ensuite.

Classement de 15.196.731 journées de maladie suivant l'âge et la catégorie de salaire des assurés (années 1930-1931).

Bénéficiaires des prestations: hommes assurés.

AGE DES ASSURÉS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	ENSEMBLE
Moins de 15 ans	22.308	35.885	10.823	8.098	5.979	83.093
15 à 19 ans	101.392	288.826	301.278	558.410	258.825	1.508.731
20 à 24 ans	25.233	85.502	153.849	719.843	958.146	1.942.573
25 à 29 ans	23.990	53.948	99.192	609.645	1.387.963	2.174.738
30 à 34 ans	23.458	43.812	77.947	519.314	1.362.108	2.026.639
35 à 39 ans	18.831	35.073	60.775	405.866	1.034.893	1.555.438
40 à 44 ans	20.225	30.944	59.332	385.907	914.827	1.411.235
45 à 49 ans	19.389	35.061	61.813	399.485	831.159	1.346.907
50 à 54 ans	24.867	44.805	70.144	462.804	807.676	1.410.296
55 à 59 ans	30.874	48.698	83.089	530.994	767.364	1.461.019
60 à 64 ans	6.400	11.035	17.981	104.267	136.379	276.062
Total	316.967	713.589	996.223	4.704.633	8.465.319	15.196.731

Classement de 12.143.311 journées de maladie suivant l'âge et la categorie de salaire des assurés (années 1930-1931).

Bénéficiaires des prestations: femmes assurées.

AGE DES ASSURÉS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	ENSEMBLE
Moins de 15 ans	18.145	31.073	9.314	4.836	1.932	65.300
15 à 20 ans	117.530	473.498	356.666	426.853	80.862	1.455.409
20 à 24 ans	85.435	382.583	523.447	963.025	463.491	2.417.681
25 à 29 ans	83.475	220.865	372.000	844.087	564.288	2.084.715
30 à 34 ans	84.363	178.439	282.841	650.292	476.465	1.672.400
35 à 39 ans	82.468	151.728	213.730	481.174	305.025	1.234.125
40 à 44 ans	80.858	132.606	187.945	373.641	218.986	994.036
45 à 49 ans	80.027	137.170	169.973	282.375	156.977	826.522
50 à 54 ans	91.183	142.390	150.391	225.818	99.376	709.158
55 à 59 ans	103.397	134.194	125.168	165.301	62.831	590.891
60 à 64 ans	17.449	23.396	20.119	25.216	7.194	93.074
Total	844.030	2.007.942	2.411.294	4.442.618	2.437.427	12.143.311

Classement de 7.531.807 journées de maladie indemnisées (demi-salaires) suivant l'âge et la catégorie de salaire des assurés (années 1930-1931).

Bénéficiaires des prestations: hommes assurés.

AGE DES ASSURÉS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	ENSEMBLE
Moins de 15 ans	12.336	18.123	5.740	3.968	2.794	42.961
15 à 19 ans	56.555	152.635	156.222	285.474	131.314	782.200
20 à 24 ans	15.890	46.393	80.946	354.991	445.162	943.382
25 à 29 ans	14.409	29.101	52.215	290.911	604.140	990.776
30 à 34 ans	13.491	21.906	40.560	255.179	594.619	925.755
35 à 39 ans	10.249	19.106	32.832	206.081	475.546	743.814
40 à 44 ans	12.085	16.147	31.663	201.530	438.511	699.936
45 à 49 ans	10.479	19.052	34.105	215.108	417.048	695.792
50 à 54 ans	14.479	25.447	39.708	256.106	416.251	751.991
55 à 59 ans	17.746	27.882	47.805	299.467	408.361	801.261
60 à 64 ans	3.352	6.400	10.240	59.686	74.261	153.939
Total	181.071	382.192	532.036	2.428.501	4.008.007	7.531.807

Classement de 6.371.526 journées de maladie indemnisées suivant l'âge et la catégorie de salaire des assurés (années 1930-1931).

Bénéficiaires des prestations: femmes assurées.

AGE DES ASSURÉS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	ENSEMBLE
Moins de 15 ans	9.747	17.633	5.451	2.758	1.008	36.597
15 à 19 ans	65.843	254.809	191.196	224.832	39.912	776.592
20 à 24 ans	47.359	208.183	285.494	510.653	227.339	1.279.028
25 à 29 ans	42.989	118.918	206.657	447.753	259.776	1.076.093
30 à 34 ans	43.644	96.384	157.062	347.646	221.338	866.074
35 à 39 ans	41.084	83.009	118.284	259.367	143.774	645.518
40 à 44 ans	42.297	71.616	105.971	197.307	100.075	517.266
45 à 49 ans	39.886	74.793	94.449	149.786	70.801	429.715
50 à 54 ans	46.465	76.587	85.459	120.472	44.135	373.118
55 à 59 ans	54.271	73.448	71.235	91.588	28.920	319.462
60 à 64 ans	9.246	13.163	11.855	14.437	3.362	52.063
Total	442.831	1.088.543	1.333.113	2.366.599	1.140.440	6.371.526

Classement de 3.141.283 journées de maladie ayant donné lieu au payement de la demi-cotisation vieillesse selon l'âge et la catégorie de salaire des assurés (années 1930-1931).

Bénéficiaires des prestations: hommes assurés.

AGE DES ASSURÉS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	ENSEMBLE
Moins de 15 ans	4.283	5.537	2.366	1.400	1.743	15.329
15 à 19 ans	22.504	62.095	64.076	124.314	59.759	332.748
20 à 24 ans	4.039	18.106	32.824	137.717	203.009	395.695
25 à 29 ans	4.285	11.676	19.126	118.085	259.737	412.909
30 à 34 ans	3.889	8.352	15.996	103.747	259.188	391.172
35 à 39 ans	2.820	7.745	12.428	81.786	200.171	304.950
40 à 44 ans	3.290	6.329	12.799	80.215	181.988	284.621
45 à 49 ans	2.948	7.857	12.864	86.684	182.876	293.229
50 à 54 ans	4.469	9.721	15.903	94.662	181.159	305.914
55 à 59 ans	5.179	11.892	20.197	116.544	180.517	334.329
60 à 64 ans	1.479	2.726	4.709	27.741	33.732	70.387
Total	59.185	152.036	213.288	972.895	1.743.879	3.141.283

Classement de 2.935.629 journées de maladie ayant donné lieu au payement de la demi-cotisation vieillesse suivant l'âge et la catégorie de salaire des assurés (années 1930-1931).

Bénéficiaires des prestations: femmes assurées.

AGE DES ASSURÉS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	ENSEMBLE
Moins de 15 ans	3.804	7.217	2.540	1.189	181	14.931
15 à 19 ans	26.504	101.286	86.274	113.416	19.991	347.471
20 à 24 ans	19.448	96.474	111.415	239.400	112.316	579.053
25 à 29 ans	18.379	52.565	97.118	207.906	123.173	499.141
30 à 34 ans	19.416	43.956	75.535	167.304	105.299	411.510
35 à 39 ans	18.246	38.363	53.976	124.806	66.640	302.031
40 à 44 ans	20.723	31.768	49.825	91.482	45.270	239.068
45 à 49 ans	17.176	33.821	43.360	71.052	32.032	197.441
50 à 54 ans	20.898	35.408	40.095	57.707	18.605	172.713
55 à 59 ans	23.778	32.442	34.169	44.958	12.071	147.418
60 à 64 ans	3.450	6.730	5.831	7.279	1.562	24.852
Total	191.822	480.030	600.138	1.126.499	537.140	2.935.629

Classement de 66.159 journées de maladie suivant l'âge et la catégorie de salaire des assurés (années 1930-1931).

Bénéficiaires des prestations : conjoints de femmes assurées.

AGE DES ASSURÉS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	ENSEMBLE
Moins de 20 ans	49	82	98	141	69	439
20 à 24 ans	388	199	545	1.069	1.753	3.954
25 à 29 ans	171	432	886	2.829	6.603	10.921
30 à 34 ans	264	392	899	2.776	6.093	10.424
35 à 39 ans	176	564	430	2.866	4.785	8.821
40 à 44 ans	167	697	742	1.938	4.680	8.224
45 à 49 ans	641	647	719	1.892	3.112	7.011
50 à 54 ans	436	609	585	2.034	3.201	6.865
55 à 59 ans	1.185	1.025	1.073	2.270	2.599	8.152
60 à 64 ans	169	79	229	561	310	1.348
Total	3.646	4.726	6.206	18.376	33.205	66.159

Classement de 3.131.436 journées de maladie suivant l'âge et la catégorie de salaire des assurés (années 1930-1931).

Bénéficiaires des prestations : conjointes d'assurés hommes.

AGE DES ASSURÉS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	MOYENNE
15 à 19 ans	16	98	335	1.581	3.544	5.584
20 à 24 ans	169	1.164	3.015	37.817	86.513	128.678
25 à 29 ans	1.259	2.023	7.433	120.244	393.670	524.629
30 à 34 ans	1.780	4.049	7.569	127.791	457.205	598.394
35 à 39 ans	2.015	2.251	6.315	96.061	355.168	461.810
40 à 44 ans	1.409	2.327	6.605	84.394	283.288	378.023
45 à 49 ans	1.594	2.957	6.598	86.251	245.268	342.668
50 à 54 ans	1.535	3.330	8.183	95.590	225.720	334.358
55 à 59 ans	2.306	4.330	8.646	101.530	184.785	301.597
60 à 64 ans	272	1.191	2.319	18.830	33.083	55.695
Total	12.355	23.720	57.018	770.099	2.268.244	3.131.436

Classement de 3.434.012 journées de maladie suivant l'âge et la catégorie de salaire des assurés (années 1930-1931).

Bénéficiaires des prestations : enfants d'assurés hommes.

AGE DES ASSURÉS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	ENSEMBLE
15 à 19 ans	259	828	1.040	3.140	4.050	9.317
20 à 24 ans	914	2.329	4.887	38.768	74.789	121.687
25 à 29 ans	2.765	6.310	13.349	162.107	482.853	667.384
30 à 34 ans	3.668	7.923	16.678	205.048	712.683	946.000
35 à 39 ans	4.406	6.026	12.731	152.698	516.949	692.810
40 à 44 ans	2.737	4.943	10.961	117.510	358.866	495.017
45 à 49 ans	1.552	3.927	6.319	74.771	192.132	278.701
50 à 54 ans	674	2.336	4.566	46.844	96.616	151.036
55 à 59 ans	823	1.221	2.429	22.386	38.261	65.120
60 à 64 ans	148	75	281	2.727	3.709	6.940
Total	17.946	35.918	73.241	825.999	2.480.908	3.434.012

Classement de 471.577 journées de maladie suivant l'âge et la catégorie de salaire des assurés (années 1930-1931).

Bénéficiaires des prestations : enfants d'assurées femmes.

AGE DES ASSURÉS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	ENSEMBLE
Moins de 20 ans	529	1.602	1.515	2.051	504	6.201
20 à 24 ans	2.716	6.315	11.181	18.937	9.556	48.705
25 à 29 ans	8.251	11.320	17.812	40.947	34.531	112.861
30 à 34 ans	11.045	13.560	17.353	42.377	39.574	123.909
35 à 39 ans	8.993	12.190	14.882	30.406	28.143	94.614
40 à 44 ans	5.280	5.642	7.281	14.693	15.726	48.622
45 à 49 ans	3.581	3.733	4.096	6.953	5.673	24.036
50 à 54 ans	1.167	2.283	1.788	2.304	1.983	9.525
55 à 59 ans	283	565	368	740	707	2.663
60 à 64 ans	83	152	19	43	144	441
Total	41.928	57.362	76.295	159.451	136.541	471.577

Classement de 418.254 journées de maladie suivant l'âge et la catégorie de salaire des assurés (années 1930-1931).

Bénéficiaires des prestations : Hommes assurés ayant trois enfants au moins à leur charge.

AGE DES ASSURÉS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	ENSEMBLE
Moins de 20 ans	4	2	79	670	305	1.060
20 à 24 ans	»	173	364	1.335	1.908	3.780
25 à 29 ans	433	931	1.355	8.315	19.563	30.597
30 à 34 ans	554	1.493	3.064	23.805	58.269	87.185
35 à 39 ans	1.013	1.537	2.408	25.268	73.600	103.826
40 à 44 ans	431	623	3.577	30.009	55.309	89.949
45 à 49 ans	216	599	1.959	21.159	32.161	56.094
50 à 54 ans	347	438	1.287	12.069	16.988	31.129
55 à 59 ans	48	79	369	6.176	6.905	13.577
60 à 64 ans	»	»	47	496	514	1.057
Total	3.046	5.875	14.509	129.302	265.522	418.254

Classement de 127.779 journées de maladie suivant l'âge et la catégorie de salaire des assurés (années 1930-1931).

Bénéficiaires des prestations : femmes assurées ayant au moins trois enfants à leur charge.

AGE DES ASSURÉS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	ENSEMBLE
Moins de 20 ans	31	72	89	970	74	1.236
20 à 24 ans	165	576	1.806	3.376	500	6.423
25 à 29 ans	1.504	3.699	5.414	9.612	3.966	24.195
30 à 34 ans	2.889	5.461	10.951	13.948	7.253	40.502
35 à 39 ans	3.099	3.976	7.728	9.930	5.072	29.805
40 à 44 ans	1.493	2.896	4.261	5.783	2.832	17.265
45 à 49 ans	174	958	1.164	1.927	1.071	5.294
50 à 54 ans	180	276	760	468	319	2.003
55 à 59 ans	158	45	87	254	445	989
60 à 64 ans	18	»	13	36	»	67
Total	9.711	17.959	32.273	46.304	21.532	127.779

Classement de 268.601 journées de maladie, indemnisées suivant l'âge et la catégorie de salaire des assurés (années 1930-1931).

Bénéficiaires des prestations : hommes assurés ayant trois enfants au moins à leur charge.

AGE DES ASSURÉS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	ENSEMBLE
Moins de 20 ans	»	»	41	553	181	775
20 à 24 ans	»	109	235	846	1.224	2.414
25 à 29 ans	281	687	901	5.178	12.339	19.386
30 à 34 ans	393	849	2.139	14.262	36.991	54.634
35 à 39 ans	687	1.018	1.663	16.016	47.099	66.483
40 à 44 ans	304	378	2.514	19.154	35.069	57.419
45 à 49 ans	157	408	1.257	13.966	20.995	36.783
50 à 54 ans	195	309	938	8.175	11.502	21.119
55 à 59 ans	28	61	254	4.087	4.404	8.834
60 à 64 ans	»	»	25	378	351	754
Total	2.045	3.819	9.967	82.615	170.155	268.601

Classement de 88.989 journées de maladie indemnisées suivant l'âge et la catégorie de salaire des assurés (années 1930-1931).

Bénéficiaires des prestations : femmes assurées ayant au moins trois enfants à leur charge.

AGE DES ASSURÉS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	ENSEMBLE
Moins de 20 ans	17	47	57	511	43	675
20 à 24 ans	112	393	1.101	2.341	325	4.272
25 à 29 ans	1.016	2.613	3.724	6.977	2.911	17.241
30 à 34 ans	1.938	3.915	7.474	9.912	5.145	28.384
35 à 39 ans	2.157	2.711	5.403	6.942	3.567	20.780
40 à 44 ans	1.095	2.109	3.017	3.970	1.973	12.164
45 à 49 ans	72	655	769	1.350	650	3.496
50 à 54 ans	91	185	520	314	188	1.298
55 à 59 ans	117	20	61	181	257	636
60 à 64 ans	13	»	6	24	»	43
Total	6.628	12.648	22.132	32.522	15.059	88.989

Classement de 108.094 journées de maladie ayant donné lieu au payement de la demi-cotisation vieillesse suivant l'âge et la catégorie de salaire des assurés (années 1930-1931).

Bénéficiaires des prestations : hommes assurés ayant au moins trois enfants à leur charge.

AGE DES ASSURÉS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	ENSEMBLE
Moins de 20 ans	»	»	12	306	45	363
20 à 24 ans	»	69	155	310	438	972
25 à 29 ans	129	168	184	1.697	5.057	7.235
30 à 34 ans	66	221	992	5.407	14.173	20.859
35 à 39 ans	321	506	538	6.179	20.329	27.873
40 à 44 ans	92	99	961	7.439	13.681	22.272
45 à 49 ans	95	323	342	5.355	8.305	14.420
50 à 54 ans	119	166	457	3.578	5.309	9.629
55 à 59 ans	»	31	153	2.127	1.998	4.309
60 à 64 ans	»	»	»	113	49	162
Total	822	1.583	3.794	32.511	69.384	108.094

Classement de 38.142 journées de maladie ayant donné lieu au payement de la demi-cotisation vieillesse suivant l'âge et la catégorie de salaire des assurés (années 1930-1931).

Bénéficiaires des prestations : femmes assurées ayant au moins trois enfants à leur charge.

AGE DES ASSURÉS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	ENSEMBLE
Moins de 20 ans	»	»	19	357	»	376
20 à 24 ans	51	101	428	1.146	151	1.877
25 à 29 ans	391	891	1.653	2.926	1.599	7.460
30 à 34 ans	853	2.005	2.998	4.324	2.564	12.744
35 à 39 ans	1.000	936	1.962	2.536	1.876	8.310
40 à 44 ans	609	753	1.319	1.767	929	5.377
45 à 49 ans	23	355	295	504	180	1.357
50 à 54 ans	13	94	236	39	75	457
55 à 59 ans	24	»	30	122	8	184
60 à 64 ans	»	»	»	»	»	»
Total	2.964	5.135	8.940	13.721	7.382	38.142

Classement de 53.086 journées de maladie suivant l'âge et la catégorie de salaire des assurés (années 1930-1931).

Bénéficiaires des prestations : conjoints d'assurés ayant au moins trois enfants à leur charge (sexes réunis).

AGE DES ASSURÉS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	ENSEMBLE
Moins de 20 ans	»	»	»	15	7	22
20 à 24 ans	»	»	6	123	163	292
25 à 29 ans	»	»	64	1.139	2.725	3.928
30 à 34 ans	54	64	70	2.674	10.093	12.955
35 à 39 ans	»	41	144	3.625	10.382	14.192
40 à 44 ans	14	»	120	3.548	7.313	10.995
45 à 49 ans	»	31	42	2.098	4.425	6.596
50 à 54 ans	10	39	60	916	1.848	2.873
55 à 59 ans	»	»	16	408	714	1.138
60 à 64 ans	»	»	»	72	23	95
Total	78	175	522	14.618	37.693	53.086

Classement de 150.196 journées de maladie suivant l'âge et la catégorie de salaire des assurés (années 1930-1931).

Bénéficiaires des prestations : enfants d'assurés, les assurés ayant au moins trois enfants à leur charge (sexes réunis).

AGE DES ASSURÉS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	ENSEMBLE
Moins de 20 ans	»	»	7	16	8	31
20 à 24 ans	4	8	48	497	621	1.178
25 à 29 ans	67	156	373	3.572	7.952	12.120
30 à 34 ans	186	754	1.320	9.023	29.920	41.203
35 à 39 ans	169	587	829	9.988	27.487	39.060
40 à 44 ans	35	94	649	9.054	21.699	31.531
45 à 49 ans	52	223	346	4.861	11.737	17.219
50 à 54 ans	18	78	154	2.343	3.164	5.757
55 à 59 ans	»	»	20	980	887	1.887
60 à 64 ans	»	»	»	112	98	210
Total	531	1.900	3.746	40.446	103.573	150.196

Classement de 184.447 journées de maladie suivant l'âge et la catégorie de salaire des assurés (années 1930-1931).

Bénéficiaires des prestations: assurés malades ou blessés de guerre titulaires d'une pension militaire.

AGE DES ASSURÉS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	ENSEMBLE
Moins de 25 ans	»	272	362	901	507	2.042
25 à 29 ans	39	126	16	1.234	1.494	2.909
30 à 34 ans	33	87	530	6.157	10.008	16.815
35 à 39 ans	235	419	1.711	17.617	25.471	45.453
40 à 44 ans	511	386	1.988	16.950	20.864	40.699
45 à 49 ans	494	706	1.533	16.258	14.153	33.144
50 à 54 ans	169	1.164	1.684	11.943	9.137	24.097
55 à 59 ans	87	436	1.421	10.288	6.021	18.253
60 à 64 ans	18	59	»	550	408	1.035
Total	1.586	3.655	9.245	81.898	88.063	184.447

Classement de 111.937 journées de maladie indemnisées suivant l'âge et la catégorie de salaire des assurés (années 1930-1931).

Bénéficiaires des prestations : assurés malades et blessés de guerre titulaires d'une pension militaire.

AGE DES ASSURÉS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	ENSEMBLE
Moins de 25 ans	»	192	187	604	246	1.229
25 à 29 ans	20	103	8	709	887	1.727
30 à 34 ans	17	38	408	3.802	5.771	10.036
35 à 39 ans	149	278	1.170	10.905	14.173	26.675
40 à 44 ans	362	205	1.179	10.495	11.662	23.903
45 à 49 ans	309	469	951	10.889	8.413	21.031
50 à 54 ans	109	735	1.194	7.536	5.144	14.718
55 à 59 ans	57	301	1.068	7.004	3.674	12.104
60 à 64 ans	13	35	»	262	204	514
Total	1.036	2.356	6.165	52.206	50.174	111.937

Classement de 56.155 journées de maladie ayant donné lieu au payement de la demi-cotisation vieillesse suivant l'âge et la catégorie de salaire des assurés (années 1930-1931).

Bénéficiaires des prestations : assurés malades ou blessés de guerre titulaires d'une pension militaire (sexes réunis).

AGE DES ASSURÉS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	ENSEMBLE
Moins de 25 ans	»	154	13	327	88	582
25 à 29 ans	7	68	»	192	425	692
30 à 34 ans	»	»	144	1.703	3.052	4.899
35 à 39 ans	99	26	691	5.794	6.801	13.411
40 à 44 ans	220	111	634	4.330	6.026	11.321
45 à 49 ans	156	214	491	6.033	4.076	10.970
50 à 54 ans	101	533	500	3.749	2.765	7.648
55 à 59 ans	30	173	614	4.044	1.546	6.407
60 à 64 ans	»	»	»	109	116	225
Total	613	1.279	3.087	26.281	24.895	56.155

Montant en francs des prestations en nature payées pour 15.196.731 journées de maladie classées suivant l'âge et la catégorie de salaire des assurés (années 1930-1931).

Bénéficiaires des prestations : assurés hommes.

AGE DES ASSURÉS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	ENSEMBLE
Moins de 15 ans	87.917	162.374	51.648	39.666	29.004	370.609
15 à 19 ans	446.795	1.356.803	1.394.132	2.774.767	1.361.323	7.333.820
20 à 24 ans	101.907	393.120	706.520	3.596.342	5.424.843	10.222.732
25 à 29 ans	100.303	240.309	446.999	3.221.626	8.144.910	12.154.147
30 à 34 ans	85.053	200.875	365.072	2.609.391	8.000.223	11.260.614
35 à 39 ans	76.189	166.945	269.458	1.937.111	5.805.460	8.255.163
40 à 44 ans	76.487	140.736	256.370	1.762.443	5.163.346	7.399.382
45 à 49 ans	85.079	153.304	269.402	1.800.314	4.516.340	6.824.440
50 à 54 ans	98.645	194.182	294.464	2.045.876	4.308.776	6.941.942
55 à 59 ans	134.064	221.095	345.182	2.230.630	3.927.248	6.858.219
60 à 64 ans	26.816	40.967	69.023	443.926	678.872	1.259.604
Total	1.319.255	3.270.710	4.468.270	22.462.092	47.360.345	78.880.672

Montant en francs des prestations en nature payées pour 12.143.311 journées de maladie classées suivant l'âge et la catégorie de salaires des assurés (années 1930-1931).

Bénéficiaires des prestations : femmes assurées.

AGE DES ASSURÉS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	ENSEMBLE
Moins de 15 ans	75.498	114.099	35.298	21.638	9.971	256.504
15 à 19 ans	523.508	2.115.932	1.610.315	2.224.092	484.426	6.958.273
20 à 24 ans	386.276	1.770.325	2.283.680	4.810.891	2.789.067	12.040.239
25 à 29 ans	420.515	1.028.258	1.580.691	4.155.853	3.539.533	10.724.850
30 à 34 ans	435.665	844.539	1.237.777	3.232.050	3.002.334	8.752.465
35 à 39 ans	430.655	710.596	965.304	2.446.709	2.065.186	6.618.450
40 à 44 ans	435.532	653.126	856.099	1.948.227	1.456.101	5.349.085
45 à 49 ans	430.937	677.503	757.506	1.517.086	1.084.173	4.467.105
50 à 54 ans	488.574	679.937	631.132	1.201.912	714.841	3.716.396
55 à 59 ans	514.440	602.445	529.332	833.852	424.880	2.904.949
60 à 64 ans	87.897	102.570	80.778	109.376	45.913	426.534
Total	4.229.497	9.299.330	10.567.912	22.501.686	15.616.425	62.214.850

Montant en francs des prestations en nature payées pour 3.197.595 journées de maladie classées suivant l'âge et la catégorie de salaire des assurés (années 1930-1931).

Bénéficiaires des prestations : conjoints des assurés (sexes réunis).

AGE DES ASSURÉS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	ENSEMBLE
15 à 19 ans	384	2.699	3.968	15.407	37.877	60.335
20 à 24 ans	4.154	12.488	27.005	334.551	908.871	1.287.069
25 à 29 ans	11.834	22.838	75.710	1.057.857	3.835.410	5.003.649
30 à 34 ans	19.042	36.691	76.870	1.078.245	4.336.438	5.547.286
35 à 39 ans	21.800	27.081	62.065	787.620	3.289.513	4.188.079
40 à 44 ans	12.195	26.216	56.636	706.078	2.724.600	3.525.725
45 à 49 ans	17.520	31.111	63.754	722.627	2.329.089	3.164.101
50 à 54 ans	18.157	38.685	81.676	803.841	2.139.186	3.081.545
55 à 59 ans	35.245	45.982	80.843	828.422	1.780.535	2.771.027
60 à 64 ans	4.120	9.906	20.329	141.236	315.549	491.140
Total	144.451	253.697	548.856	6.475.884	21.697.068	29.119.956

Montant en francs des prestations en nature payées pour 3.905.589 journées de maladie classées suivant l'âge et la catégorie de salaire des assurés (années 1930-1931).

Bénéficiaires des prestations : enfants des assurés (sexes réunis).

AGE DES ASSURÉS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	TOTAL
Moins de 20 ans	5.569	19.678	25.300	48.211	41.604	140.362
20 à 24 ans	36.031	72.478	148.459	523.717	798.066	1.578.751
25 à 29 ans	107.109	155.680	290.672	1.757.850	4.734.229	7.045.540
30 à 34 ans	143.600	186.222	316.273	2.129.853	6.846.247	9.622.195
35 à 39 ans	124.026	173.593	249.662	1.591.722	5.001.242	7.140.245
40 à 44 ans	72.422	102.476	178.284	1.111.407	3.472.633	4.937.222
45 à 49 ans	49.671	70.180	93.953	694.425	1.830.048	2.738.277
50 à 54 ans	22.522	42.958	48.901	420.295	909.734	1.444.410
55 à 59 ans	10.252	18.241	23.861	192.124	372.639	617.117
60 à 64 ans	1.108	1.230	2.887	25.294	40.812	71.331
Total	572.310	842.736	1.378.252	8.494.898	24.047.254	35.335.450

Nombre moyen par cotisant de journées de maladie (rapporté à un an d'assurance) (années 1930-1931).

Bénéficiaires des prestations : assurés (sexes réunis).

AGE DES ASSURÉS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	MOYENNE
Moins de 15 ans	3,11	3	3,15	4,62	7,46	3,25
15 à 19 ans	4,59	5,15	5,30	5,90	7,08	5,55
20 à 24 ans	5,21	6,58	7,52	6,80	7,28	6,98
25 à 29 ans	5,57	6,83	8,42	6,98	7,03	7,08
30 à 34 ans	5,69	6,89	8,64	7,35	7,59	7,48
35 à 39 ans	5,36	6,40	7,73	5,54	7,80	7,48
40 à 44 ans	5,30	5,80	7,85	7,39	8,01	7,45
45 à 49 ans	4,70	5,93	7,72	7,11	8,30	7,36
50 à 54 ans	4,78	6,30	7,74	7,50	9,07	7,73
55 à 59 ans	4,94	5,97	7,78	8,11	10,60	8,25
60 à 64 ans	5,50	6,44	8,67	9,60	13,16	9,40
Moyenne	4,93	5,84	7,18	7,08	7,87	7,09

Nombre moyen par assuré cotisant des journées de maladie ayant donné lieu à indemnité journalière (rapportée à un an d'assurance) (années 1930-1931).

Bénéficiaires des prestations : assurés (sexes réunis).

AGE DES ASSURÉS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	MOYENNE
Moins de 15 ans	1,70	1,60	1,75	2,40	3,59	1,75
15 à 19 ans	2,57	2,75	2,80	3,06	3,57	2,92
20 à 24 ans	2,98	3,58	4,07	3,90	3,44	3,55
25 à 29 ans	2,98	3,68	4,63	3,55	3,11	3,44
30 à 34 ans	3,02	3,67	4,73	3,79	3,37	3,62
35 à 39 ans	2,71	3,50	4,25	3,96	3,60	3,72
40 à 44 ans	2,85	3,12	4,37	3,88	3,81	3,77
45 à 49 ans	2,39	3,23	4,28	3,80	4,10	3,81
50 à 54 ans	2,51	3,44	4,40	4,10	4,60	4,10
55 à 59 ans	2,65	3,31	4,45	4,56	5,59	4,51
60 à 64 ans	2,46	3,66	5,03	5,49	7,12	5,25
Moyenne	2,65	3,16	3,93	3,71	3,71	3,61

Nombre moyen par assuré cotisant des journées de maladie ayant donné lieu au payement de la demi-cotisation vieillesse (rapporté à un an d'assurance) (années 1930-1931).

Bénéficiaires des prestations : assurés (sexes réunis).

AGE DES ASSURÉS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	MOYENNE
Moins de 15 ans	0,62	0,57	0,77	0,93	1,81	0,66
15 à 19 ans	1,03	0,10	1,21	1,42	1,66	1,27
20 à 24 ans	1,11	1,61	1,60	1,52	1,66	1,56
25 à 29 ans	1,18	1,60	2,08	1,57	1,38	1,52
30 à 34 ans	1,23	1,62	2,19	1,70	1,50	1,62
35 à 39 ans	1,12	1,58	1,87	1,76	1,55	1,63
40 à 44 ans	1,26	1,35	1,99	1,67	1,61	1,62
45 à 49 ans	0,95	1,44	1,87	1,64	1,81	1,66
50 à 54 ans	1,06	1,52	1,97	1,66	2	1,74
55 à 59 ans	1,06	1,45	2,03	1,88	2,46	1,94
60 à 64 ans	0,96	1,77	2,40	2,60	3,24	2,43
Moyenne	1,06	1,36	1,71	1,62	1,65	1,58

Nombre moyen par assuré cotisant des journées de maladie de conjoints (chiffres rapportés à une année) (années 1930-1931).

Bénéficiaires des prestations : assurés (sexes réunis).

AGE DES ASSURÉS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	TOTAL
Moins de 15 ans	»	»	»	»	»	»
15 à 19 ans	»	»	»	0,01	0,07	0,01
20 à 24 ans	0,02	0,01	0,03	0,15	0,45	0,21
25 à 29 ans	0,07	0,06	0,14	0,59	0,44	0,89
30 à 34 ans	0,10	0,13	0,20	0,82	1,91	1,23
35 à 39 ans	0,11	0,09	0,18	0,84	2,09	1,26
40 à 44 ans	0,08	0,10	0,23	0,84	2,03	1,20
45 à 49 ans	0,10	0,12	0,24	0,91	2,08	1,18
50 à 54 ans	0,08	0,13	0,30	1,06	2,28	1,24
55 à 59 ans	0,12	0,17	0,36	1,20	2,39	1,24
60 à 64 ans	0,08	0,23	0,58	1,43	3,06	1,45
Moyenne	0,07	0,05	0,13	0,61	1,66	0,85

Nombre moyen par assuré cotisant des journées de maladie d'enfants (chiffres rapportés à une année) (années 1930-1931).

Bénéficiaires des prestations : assurés (sexes réunis).

AGE DES ASSURÉS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	TOTAL
15 à 19 ans	0,02	0,02	0,02	0,03	0,09	0,03
20 à 24 ans	0,17	0,12	0,18	0,66	0,43	0,27
25 à 29 ans	0,57	0,44	0,56	0,97	1,86	1,30
30 à 34 ans	0,78	0,67	0,81	1,55	3,10	2,16
35 à 39 ans	0,71	0,62	0,78	1,55	3,17	2,11
40 à 44 ans	0,29	0,38	0,58	1,29	2,65	1,68
45 à 49 ans	0,18	0,26	0,35	0,85	1,66	1,02
50 à 54 ans	0,08	0,16	0,22	0,54	0,99	0,58
55 à 59 ans	0,04	0,06	0,10	0,27	0,50	0,27
60 à 64 ans	0,05	0,04	0,07	0,20	0,35	0,19
Moyenne	0,27	0,21	0,32	0,76	1,89	1,02

Dépenses moyennes par assuré cotisant (prestations en nature) (rapportées à un an d'assurance) (années 1930-1931).

Bénéficiaires des prestations : assurés (sexes réunis).

AGE DES ASSURÉS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	TOTAL
Moins de 15 ans	12 56	12 39	13 60	21 90	36 78	20 39
15 à 19 ans	20 33	23 43	24 22	29 91	38 44	26 75
20 à 24 ans	22 98	30 40	33 24	34 »	42 08	36 16
25 à 29 ans	27 01	31 55	36 20	35 39	42 04	38 01
30 à 34 ans	27 48	32 38	38 35	36 75	45 39	40 47
35 à 39 ans	26 80	30 08	34 78	37 32	45 79	39 87
40 à 44 ans	26 87	28 13	35 33	36 14	46 78	39 48
45 à 49 ans	24 39	28 58	34 20	34 62	47 06	38 27
50 à 54 ans	24 19	29 40	32 50	35 40	50 25	38 88
55 à 59 ans	23 86	26 86	32 68	35 68	55 54	39 27
60 à 64 ans	26 78	26 85	34 07	40 99	66 46	42 96
Moyenne	23 56	26 98	31 66	34 83	45 49	36 58

Dépenses moyennes de prestations en nature par assuré cotisant (rapportées à un an d'assurance) (années 1930-1931).

Bénéficiaires des prestations : conjoints (sexes réunis).

AGE DES ASSURÉS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	TOTAL
Moins de 15 ans	»	»	»	»	»	»
15 à 19 ans	»	»	0 02	0 09	0 73	0 11
20 à 24 ans	0 15	0 09	0 23	0 29	1 63	2 04
25 à 29 ans	0 58	0 56	1 27	5 07	13 79	8 31
30 à 34 ans	0 93	1 07	1 82	6 77	17 88	11 20
35 à 39 ans	1 09	0 86	1 66	6 69	19 10	11 21
40 à 44 ans	0 62	0 87	1 77	6 89	19 20	10 96
45 à 49 ans	0 78	1 03	2 10	7 44	19 50	10 68
50 à 54 ans	0 74	1 28	2 80	8 72	21 29	11 20
55 à 59 ans	1 21	1 46	3 »	9 59	22 70	11 10
60 à 64 ans	0 75	1 79	4 63	10 40	28 91	12 48
Moyenne	0 63	0 45	1 13	5 »	15 65	7 74

Dépenses moyennes par assuré cotisant (prestations en nature) (rapportées à un an d'assurance) (années 1930-1931).

Bénéficiaires des prestations : enfants (sexes réunis).

AGE DES ASSURÉS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	MOYENNE
Moins de 15 ans	»	»	»	»	»	»
15 à 19 ans	0 14	0 16	0 20	0 28	0 82	0 27
20 à 24 ans	1 69	1 »	1 66	6 »	4 06	2 50
25 à 29 ans	5 54	3 88	5 22	8 40	17 01	11 74
30 à 34 ans	7 60	5 80	7 52	13 35	28 20	19 44
35 à 39 ans	6 57	5 91	7 05	13 45	29 10	19 14
40 à 44 ans	2 62	3 68	5 67	10 85	24 56	15 25
45 à 49 ans	1 74	2 38	3 16	7 22	15 35	9 23
50 à 54 ans	0 98	1 49	1 69	4 61	9 13	5 22
55 à 59 ans	0 37	0 61	0 85	2 24	4 78	2 46
60 à 64 ans	0 24	0 21	0 53	1 82	3 71	1 84
Total	2 58	1 90	2 95	6 55	17 37	9 23

Dépenses moyennes par assuré cotisant pour le service des prestations en nature accordées à l'assuré et sa famille (rapportées à un an d'assurance) (années 1930-1931).

AGE DES ASSURÉS	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	MOYENNE
Moins de 15 ans	12 56	12 39	13 60	21 90	36 78	20 39
15 à 19 ans	20 47	23 59	24 42	30 28	39 99	27 13
20 à 24 ans	24 82	31 50	35 13	41 29	50 77	40 76
25 à 29 ans	33 13	35 99	42 69	48 86	72 84	58 06
30 à 34 ans	36 01	39 25	47 69	56 87	91 47	71 11
35 à 39 ans	35 46	36 85	43 49	57 46	93 99	70 22
40 à 44 ans	34 46	32 68	42 77	53 88	90 54	65 69
45 à 49 ans	30 11	31 99	39 46	49 28	81 91	58 18
50 à 54 ans	25 91	32 17	36 99	48 73	80 67	55 30
55 à 59 ans	25 44	28 93	36 53	47 51	83 02	52 83
60 à 64 ans	27 77	28 85	39 23	53 21	99 08	57 28
Moyenne	26 77	29 33	35 74	46 38	78 51	53 55

CHAPITRE III

FONCTIONNEMENT DE L'ASSURANCE-MATERNITE

(ANNÉES 1930-1931)

Fiches et cartes statistiques.

Comme pour l'assurance-maladie, les caisses adressent au ministère du travail les fiches ou états correspondant aux divers payements qu'elles effectuent au titre de l'assurance maternité.

Ces fiches ou états sont reproduits par perforation sur des cartes statistiques. Sur ces cartes, sont reportées les indications qui définissent la bénéficiaire des prestations:

Les colonnes 1 et 2 définissent le département;

Les colonnes 3 à 6 définissent la caisse;

Les colonnes 7 à 15 définissent le matricule de l'assuré (colonne 7 et 8 millésime de l'année de naissance; 9 et 10, département dans lequel l'assuré a été immatriculé; 11 à 15, numéro matricule proprement dit);

La colonne 16 indique la catégorie de salaires;

La colonne 17 indique le bénéficiaire des prestations (assurée ou femme d'assuré);

La colonne 16 permet également, par la perforation 9, d'indiquer s'il s'agit de l'assurance agricole;

Les colonnes 18 et 19 permettent d'inscrire l'année de naissance de la conjointe, s'il y a lieu.

Les prestations payées sont reportées dans les:

Colonnes 20 à 22 pour les frais médicaux;

Colonnes 23 et 24, nombre de journées indemnisées;

Colonnes 25 à 27, le montant des primes d'allaitement;

Colonnes 28 à 30, le montant des bons de lait.

Le même modèle de carte peut être employé aux statistiques de l'assurance « soins aux invalides », et de l'assurance-décès:

CARTE N° 2																C S	Bénéficiaire.	1 2	3 4	5 6 7	8 9 10	11 12 13	14 15 16	17 18 19	20 21 22 23	24 25
N° de caisse primaire.				N° matricule de l'assuré.														MATERNITÉ				SOINS AUX INVALIDES			DÉCÈS	
Départ.				m.a.n		d.	o.	i.										Naissance conjointe	Soins médic.chir.	J. I.	Allaitement.	Bons de lait.	Médicaux	Pharmaceutiq.	Hospital.	Allocation.	Cause.
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0 0	0 0 0	0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0 0	0 0
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1 1	1 1 1	1 1	1 1 1	1 1 1	1 1 1	1 1 1	1 1 1	1 1 1 1	1 1
2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2 2	2 2 2	2 2	2 2 2	2 2 2	2 2 2	2 2 2	2 2 2	2 2 2 2	2 2
3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3 3	3 3 3	3 3	3 3 3	3 3 3	3 3 3	3 3 3	3 3 3	3 3 3 3	3 3
4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4 4	4 4 4	4 4	4 4 4	4 4 4	4 4 4	4 4 4	4 4 4	4 4 4 4	4 4
5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5 5	5 5 5	5 5	5 5 5	5 5 5	5 5 5	5 5 5	5 5 5	5 5 5 5	5 5
6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6 6	6 6 6	6 6	6 6 6	6 6 6	6 6 6	6 6 6	6 6 6	6 6 6 6	6 6
7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7 7	7 7 7	7 7	7 7 7	7 7 7	7 7 7	7 7 7	7 7 7	7 7 7 7	7 7
8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8 8	8 8 8	8 8	8 8 8	8 8 8	8 8 8	8 8 8	8 8 8	8 8 8 8	8 8
9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9 9	9 9 9	9 9	9 9 9	9 9 9	9 9 9	9 9 9	9 9 9	9 9 9 9	9 9
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20 21 22	23 24	25 26 27	28 29 30	31 32 33	34 35 36	37 38 39	40 41 42 43	44 45

Les prestations.

Les prestations d'assurance maternité prévues par la loi comprennent:

1° Le remboursement des frais médicaux, pharmaceutiques, etc., entraînés par l'accouchement, accordés à l'assurée ou à la femme d'assuré;

2° Pendant les six semaines qui suivent et qui précèdent l'accouchement, une indemnité journalière accordée à l'assurée qui cesse tout travail salarié pendant cette période;

3° Une prime d'allaitement accordée à l'assurée qui allaite son enfant, égale à 150 fr. pendant les quatre premiers mois, 100 fr. pendant les 5e et 6e, 50 fr. pendant les 7e, 8e et 9e mois;

4° Des bons de lait accordés aux assurées dans l'incapacité d'allaiter complètement, et dont la valeur ne peut dépasser les deux tiers de la prime d'allaitement.

Mais si les prestations en nature sont accordées aux assurées ou femmes d'assurés à la condition de justifier, elles ou leurs maris, du nombre de journées de cotisations suffisantes, les prestations en argent ne sont accordées que dans la limite où l'assurée a observé le repos ou allaité son enfant. La présente étude a pour objet de rechercher ce qui a été effectivement versé aux bénéficiaires de l'assurance en 1930-1931:

Nombre d'accouchements.

Les fiches statistiques adressées à l'administration sont généralement établies pour chaque payement de prestations. Comme ces payements s'échelonnent sur une longue durée, un accouchement donne lieu à de nombreux payements. Pour pouvoir compter les accouchements, il était nécessaire de grouper les cartes statistiques établies, de manière à ne compter qu'une fois chaque matricule différent.

Les causes d'erreurs sont:

1° Les erreurs de transcription, très rares par suite des vérifications et du contrôle exercé sur la perforation des cartes;

2° Les indications insuffisantes (matricules incomplets) figurant sur les fiches ou états;

3° Les fiches manquantes. Il peut se faire qu'une partie des fiches ne soit pas parvenue à l'administration et que des cartes statistiques aient été établies pour une partie seulement des prestations versées à des mêmes assurées.

Afin de diminuer l'importance de ces causes d'erreurs et de faciliter le travail des machines statistiques, les opérations ont été conduites de façon à ne compter pour accouchements que des cartes concernant des payements de prestations en nature.

L'examen approfondi de groupes de fiches ou cartes statistiques a montré que les chiffres ainsi établis ne comportaient que des erreurs très faibles.

Examen des statistiques obtenues.

Les 317.527 cartes statistiques établies concernaient 143.471 accouchements.

17.702 cartes statistiques étaient relatives à des assurés agricoles et 299.825 à des assurés non agricoles.

Les résultats statistiques obtenus peuvent être groupés comme suit:

1. — *Assurées.*

DÉSIGNATION	NON AGRICOLES	AGRICOLES
Nombre des accouchements	58.949	4.169
Montant des prestations payées:		
Prestations en nature	13.917.332 »	1.046.799 »
Primes d'allaitement	22.690.144 »	1.462.279 »
Bons de lait	653.249 »	46.141 »
Nombre de journées indemnisées	2.961.073	177.290

ou encore, pour chaque accouchement d'assurée, il a été payé, en moyenne :

DÉSIGNATION	NON AGRICOLES	AGRICOLES
En prestations en nature	236 »	251 »
En primes d'allaitement	384 91	350 80
En bons de lait	11 »	11 06

et versé une indemnité journalière durant, en moyenne: 50,2 jours pour les assurées non agricoles, 42,5 jours pour les assurées agricoles.

II. — *Femmes d'assurés.*

DÉSIGNATION	NON AGRICOLES	AGRICOLES
Nombre d'accouchements	72.791	7.562
Montant des prestations en nature	17.458.262 »	1.923.973 »
Valeur moyenne des prestations par accouchement	240 »	254 »

Ces chiffres appellent de très nombreuses observations. En effet, ils concernent uniquement les payements effectués avant le 1er janvier 1932, alors que de très nombreuses maternités ont encore fait l'objet de payements après cette date.

Dans ces conditions, si la valeur moyenne des prestations en nature correspond à la somme effectivement payée à la suite d'un accouchement (après déduction de la participation de l'assuré), la valeur moyenne des primes d'allaitement ou du nombre de journées indemnisées est inférieure à celle qui aurait été obtenue si tous les payements afférents à un accouchement survenu en 1930 ou 1931 avaient été effectués avant le 31 décembre 1931.

Il est possible cependant d'estimer, à partir de ces chiffres, la somme qui a été payée pour chaque accouchement en supposant les naissances également réparties dans l'année.

Dans ce cas, en évaluant les sommes qui auraient été payées en 1932 pour les accouchements de 1931 et en affectant les chiffres ci-dessus indiqués d'une correction correspondante, il est possible d'évaluer à 434 fr. la somme moyenne (1) attribuée à chaque assurée non agricole, à titre de bons de lait et de primes d'allaitement, et à 53,7 le nombre moyen de journées indemnisées à la suite d'un accouchement.

Il faut donc en conclure que les assurées non agricoles allaitent en moyenne 3 à 4 mois leur enfant et que le nombre de journées indemnisées correspond en moyenne à environ 9 semaines.

(1) Un calcul établi en supposant que les assurées reçoivent la totalité des primes d'allaitement auxquelles elles peuvent avoir droit, donnerait dans la même hypothèse un écart de 30 p. 100 environ entre la somme moyenne qui aurait été payée en 1930-1931 et le montant total des primes accordées à une assurée. Les chiffres ci-dessus indiqués ont été établis en tenant compte du fait que les primes d'allaitement ne sont en général pas accordées pendant 9 mois. Ils représentent néanmoins une approximation assez grossière.

La question se pose de savoir si ces résultats concernant 140.000 accouchements peuvent être généralisés et considérés comme applicables à tous les assurés.

En effet, sur l'ensemble des caisses primaires de répartition (assurance non agricole), il n'y en a guère que 611 qui aient adressé des fiches statistiques à l'administration, et celles qui en ont envoyé n'ont pas fourni la totalité des fiches correspondant à leurs payements.

Le tableau suivant permet une comparaison des chiffres tirés des cartes statistiques avec ceux publiés dans le 2e rapport statistique sur l'application de la loi des assurances sociales (pages 66 et 67) indiquant le montant des dépenses effectuées en 1930-1931 par la totalité des organismes d'après leurs bilans:

Comparaison des statistiques tirées des fiches statistiques et des bilans des caisses.

DÉSIGNATION	D'APRÈS LES BILANS des caisses.	D'APRÈS LES FICHES statistiques.	RAPPORT Col. (2). / Col. (3).
1	2	3	4
Assurance agricole.			
Assurées.			
Montant des prestations en nature	1.797.893	1.046.799	1,71
Montant des primes d'allaitement et bons de lait	2.985.787	1.508.420	1,97
Femmes d'assurés.			
Prestations en nature	3.025.155	1.923.973	1,57
Total	7.808.835	4.479.192	1,74
Assurance non agricole.			
Assurées.			
Montant des prestations en nature	24.025.323	13.917.332	1,72
Montant des primes d'allaitement	33.847.058	22.690.144	1,49
Montant des bons de lait	1.621.769	653.249	2,48
Femmes d'assurés.			
Prestations en nature	28.736.972	17.458.262	1,64
Total	88.231.122	54.718.987	1,61

La même comparaison n'est pas possible à partir des journées indemnisées dont le nombre est indiqué sur les cartes statistiques, parce que les sommes payées aux assurés sont réduites lorsque l'assurée est hospitalisée.

L'examen de ce tableau montre que les chiffres tirés des cartes statistiques et des bilans des caisses ne sont pas absolument comparables, certaines prestations figurant pour des valeurs proportionnellement plus élevées dans l'une des deux statistiques.

Malgré ces divergences, les résultats du dépouillement des cartes statistiques peuvent être considérés comme une indication assez approchée sur les prestations payées en 1930-1931.

En moyenne, l'accouchement d'une assurée a donné lieu en 1930-1931 à un remboursement de 240 fr. environ pour prestations en

nature, au versement pendant 3 à 4 mois de primes d'allaitement et au payement, pendant environ 9 semaines, de l'indemnité journalière de repos.

Répartition par âge et par catégorie de salaires.

(Assurance non agricole.)

Les tableaux ci-après montrent comment sont répartis par âge et catégorie de salaires les assurés mariés à des femmes non salariées ou les assurées ayant reçu des prestations de l'assurance-maternité en 1930-1931.

Leur examen montre que tandis que les assurées se répartissent dans les 5 catégories, les femmes d'assurés correspondent presque exclusivement à des salariés des 4e et 5e catégories.

Ainsi, la proportion des assurés des trois premières catégories dont le conjoint a bénéficié des prestations maternité (compte non tenu des assurés dont la catégorie n'est pas connue), passe de:

26,3 p. 100 pour les assurés de moins de 20 ans,
à 5,1 p. 100 pour les assurés de 20 à 24 ans,
et à 4,8 p. 100 pour les assurés de 25 à 29 ans,
à 4,4 p. 100 pour les assurés de 30 à 44 ans.

Tandis que la proportion des assurées des trois premières catégories (compte non tenu des assurées dont la catégorie n'est pas connue) passe de:

62,7 p. 100 pour les assurées de moins de 20 ans,
44,9 p. 100 pour les assurées de 20 à 24 ans,
38,8 p. 100 pour les assurées de 25 à 29 ans,
41,5 p. 100 pour les assurées de 30 à 34 ans,
45,7 p. 100 pour les assurées de 35 à 39 ans.

Cette situation s'explique sans doute par le fait que les salaires des femmes sont inférieurs à ceux des hommes, par la progression des salaires avec l'âge, et enfin, parce que les femmes d'assurés des trois premières catégories, qui ne sont pas salariées elles-mêmes, ne doivent pas être très nombreuses.

ASSURANCE NON AGRICOLE

Répartition suivant l'âge et la catégorie de salaire du mari assuré de 72.791 accouchements de femmes non salariées, survenus entre le 1er octobre 1930 et le 31 décembre 1931.

GROUPES D'AGES	CATÉGORIE non définie.	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	TOUTES catégories réunies.
Plus de 60 ans	3	»	1	1	18	12	35
55 à 59 ans	17	4	7	10	83	115	236
50 à 54 ans	48	8	11	35	274	375	751
45 à 49 ans	140	14	30	78	796	1.170	2.228
40 à 44 ans	365	35	57	116	1.608	2.930	5.111
35 à 39 ans	648	62	83	215	2.509	5.315	8.832
30 à 34 ans	1.168	102	160	446	4.876	10.345	17.097
25 à 29 ans	1.700	129	278	658	7.396	13.718	23.879
20 à 24 ans	611	59	143	314	3.225	4.831	9.183
Moins de 20 ans	29	15	35	25	114	96	314
Age inconnu	876	18	44	141	1.542	2.504	5.125
Ensemble	5.605	446	849	2.039	22.441	41.411	72.791

ASSURANCE NON AGRICOLE

Répartition suivant l'âge et la catégorie de salaire de 58.949 accouchements de femmes assurées, survenus entre le 1er octobre 1930 et le 31 décembre 1931.

GROUPES D'AGES	CATÉGORIE non définie.	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	TOUTES catégories réunies.
Plus de 50 ans	6	1	3	3	18	25	56
45 à 49 ans	31	17	18	27	82	76	251
40 à 44 ans	142	159	159	192	346	297	1.295
35 à 39 ans	248	510	517	618	1.180	773	3.846
30 à 34 ans	565	952	1.054	1.307	2.651	2.018	8.547
25 à 29 ans	949	1.329	1.996	2.784	5.713	3.928	16.699
20 à 24 ans	938	1.176	2.979	4.183	7.292	2.984	19.552
15 à 19 ans	196	289	1.078	1.169	1.312	197	4.241
Age inconnu	810	196	481	1.130	1.309	536	4.462
Ensemble	3.885	4.629	8.285	11.413	19.903	10.834	58.949

Sous les réserves qui précèdent, le tableau ci-après montre les variations des prestations accordées suivant l'âge des assurées :

ASSURANCE NON AGRICOLE

Prestations accordées aux assurées du 1er octobre 1930 au 31 décembre 1931.

GROUPES D'AGES	NOMBRE d'accouchements.	MONTANT DES PRESTATIONS				VALEUR MOYENNE PAR ACCOUCHEMENT			
		Frais médicaux.	Journées indemnisées.	Primes d'allaitement.	Bons de lait	Frais médicaux	Journées indemnisées.	Primes d'allaitement	Bons de lait.
Plus de 50 ans	56	13.941	622	5.569	59	248,94	11,1	99,40	1
45 à 49 ans	251	59.867	5.296	46.595	1.152	238,51	21	185,63	4,5
40 à 44 ans	1.295	300.403	48.775	399.994	10.584	231,97	37,6	308,87	8,1
35 à 39 ans	3.846	918.068	175.897	1.460.800	43.431	238,70	45,7	379,82	11,2
30 à 34 ans	8.547	2.054.247	407.649	3.448.322	87.810	240,34	47,6	403,46	10,2
25 à 29 ans	16.699	3.994.463	852.847	6.517.527	181.889	239,20	51	390,29	10,8
20 à 24 ans	19.552	4.558.735	1.103.795	7.830.964	207.072	233,15	56,4	400,51	10,5
15 à 19 ans	4.241	940.311	258.345	1.758.140	46.736	221,71	60,9	414,55	11
Age inconnu	4.462	1.077.297	107.847	1.222.233	74.516	241,43	24,1	273,92	16,7
Ensemble	58.949	13.917.332	2.961.073	22.690.144	653.249	236,10	50,2	384,91	11

Fonctionnement de l'assurance maternité.

(Année 1932)

Il a été établi 167.734 cartes statistiques concernant soit des prestations payées à la suite d'accouchements survenus en 1931, soit 56.705 accouchements survenus en 1932.

Les 23.195 cartes statistiques relatives à l'assurance agricole ont été établies à partir de toutes les fiches maternité de l'assurance agricole parvenues à la direction de l'actuariat pour l'année 1932.

Les 144.539 cartes statistiques relatives à l'assurance non agricole ont été établies par dépouillement d'une partie des fiches statistiques adressées à la direction de l'actuariat pour l'assurance non agricole. Elles représentent la totalité des fiches adressées par un certain nombre de caisses: la caisse interdépartementale et les caisses groupant des assurés d'une même usine ou d'une profession déterminée. Il s'agit donc, pour l'assurance agricole, d'une enquête complète, et pour l'assurance non agricole, d'une enquête partielle.

Les prestations payées pour un même accouchement s'étendent sur plusieurs mois: 6 semaines avant et 6 semaines après l'accouchement pour les journées indemnisées, 9 mois après l'accouchement pour les primes d'allaitement et les bons de lait.

En prenant l'ensemble des fiches statistiques transmises par des caisses et concernant des payements effectués en 1932, on réunit ainsi des fiches relatives:

1° A des accouchements survenus en 1931 pour lesquels l'assurée n'avait pas terminé sa période de repos ou d'allaitement au 31 décembre 1931;

2° Des accouchements survenus en 1932 et pour lesquels les assurées ont bénéficié de la totalité des prestations en 1932;

3° Des accouchements survenus en 1932 et pour lesquels les assurées n'avaient pas encore reçu toutes les prestations maternité avant le 31 décembre 1932.

Au cours de cette étude, il sera admis qu'il y avait équivalence entre les prestations payées en 1932 pour des accouchements de 1931 et celles payées en 1933 pour des accouchements de 1932.

Sous cette réserve, il est possible de dégager le coût moyen des prestations maternité en comparant la totalité des prestations payées en 1932 au nombre des seuls accouchements survenus en 1932.

Les résultats statistiques peuvent être groupés comme suit:

I. — *Assurance agricole.*

DÉSIGNATION	ASSURÉES	FEMMES D'ASSURÉS
Nombre d'accouchements survenus en 1932	5.062 »	9.160 »
Montant des prestations payées en 1932:		
Prestations en nature	1.361.734 »	2.338.516 »
Primes d'allaitement	2.249.989 »	»
Bons de lait	50.279 »	»
Nombre de journées indemnisées	227.689 »	»
Moyenne par accouchement:		
Des prestations en nature	269 »	255 »
Des primes d'allaitement	444 40	»
Des bons de lait	9 93	»
Du nombre des journées indemnisées	44 98	»

En moyenne, chaque accouchement donne lieu à l'attribution des indemnités journalières pendant 7,5 semaines et des primes d'allaitement ou bons de lait pendant un peu plus de trois mois.

II. — *Assurance non agricole.*

Les statistiques établies ne concernent que le cinquième environ des assurés. Elles conduisent aux conclusions ci-après:

1° Ensemble des catégories.

DÉSIGNATION	ASSURÉES	FEMMES D'ASSURÉS
Nombre d'accouchements survenus en 1932	21.237 »	21.246 »
Montant des prestations payées en 1932:		
Prestations en nature	5.464.813 »	5.508.195 »
Primes d'allaitement	9.367.784 »	»
Bons de lait	287.266 »	»
Nombre de journées indemnisées	1.078.992 »	»
Coût moyen de l'accouchement (demi-cotisations vieillesse exclues)	1.341 95	259 25

2° Coût moyen de l'accouchement.

Comme une partie des fiches statistiques ne comportaient pas d'indication de catégorie de salaires des assurés, pour étudier la variation du coût moyen de l'accouchement avec le salaire, il a été nécessaire de répartir entre les catégories, au prorata des nombres relevés avec indication, les sommes ou nombres relevés sans indication de catégories de salaires.

Il a été ainsi obtenu les résultats suivants:

Coût moyen de l'accouchement.

DÉSIGNATION	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	MOYENNE générale.
Nombre d'accouchements	967	1.379	2.427	9.589	6.875	21.237
Prestations en nature	278 51	256 38	254 15	255 42	258 30	257 35
Primes d'allaitement	558 81	547 52	590 21	463 79	319 02	441 14
Bons de lait	9 58	20 98	19 35	12 82	11 52	13 33
Nombre moyen de journées indemnisées à	42,56 3 »	55,04 6 »	60,35 9 »	55,41 12 »	41,33 18 »	50,76 12 41
Coût moyen de l'accouchement (compte non tenu de la demi-cotisation vieillesse)	974 58	1.155 10	1.406 86	1.396 95	1.332 78	1.341 95

On constate, d'après ces chiffres, que la durée moyenne d'allaitement est d'environ :

4 mois dans les trois premières catégories;
3 mois dans la 4e catégorie;
2 mois et demi dans la 5e catégorie,

et que la durée de la période de repos est en moyenne:

De 7 semaines dans les 1re et 5e catégories;
De 8 semaines dans les 2e et 4e catégories;
De 8,5 semaines dans la 3e catégorie.

Il convient d'observer, pour interpréter ces chiffres, que la prime d'allaitement s'établit à 150 fr. par mois pendant les quatre premiers mois, soit, si l'on se base sur un mois de 25 jours ouvrables, à 6 fr. par jour ouvrable.

Dans ces conditions, la comparaison des prestations et du salaire s'établit comme suit pendant la période de repos ou d'allaitement:

DÉSIGNATION	LIMITES DE SALAIRE JOURNALIER	INDEMNITÉ journalière.	PRIME d'allaitement par jour ouvrable.
Catégories 1re	Moins de 8 fr.	3 »	6 »
Catégories 2e	8 fr. à 14 fr. 99	6 »	6 »
Catégories 3e	15 fr. à 19 fr. 99	9 »	6 »
Catégories 4e	20 fr. à 31 fr. 99	12 »	6 »
Catégories 5e	plus de 32 fr.	18 »	6 »

L'ensemble des indemnités est approximativement égal au salaire pendant la période de repos dans les trois premières catégories; il est beaucoup plus faible dans les 4e et 5e catégories (la moitié dans la 5e). On s'explique ainsi que les assurées des basses catégories allaitent plus longtemps leurs enfants, tandis que les salariées des catégories élevées sont amenées, par le retour au travail, à négliger l'allaitement lorsque celui-ci diminue leur possibilité de gain.

ANNÉE 1932

Assurance non agricole. — Femmes assurées, classées suivant leur âge lors de la naissance d'un enfant. Prestations moyennes accordées en cas de maternité.

GROUPES D'AGES	NOMBRE d'accouchements.	FRAIS médicaux	NOMBRE de journées indemnisées	PRIMES d'allaitement	BONS de lait.	VALEUR moyenne des frais médicaux	NOMBRE moyen de journées indemnisées	VALEUR moyenne des primes d'allaitement	VALEUR moyenne des bons de lait
		francs	jours	francs	francs	francs	jours.	francs	francs
50 ans	6	3.721	15	400	50	620 16	2,5	66 66	8 33
45 à 49 ans	91	20.274	1.355	13.883	2.736	229 79	14,90	152 56	30 06
40 à 44 ans	342	95.939	14.984	162.322	6.725	280 52	43,81	474 62	19 66
35 à 39 ans	1.339	339.872	57.680	590.509	25.078	253 82	43,08	441 »	18 73
30 à 34 ans	3.555	912.059	166.252	1.551.179	50.489	256 55	46,76	436 33	14 20
25 à 29 ans	6.881	1.773.715	341.697	3.015.508	100.078	257 76	49,65	438 23	14 54
20 à 24 ans	7.520	1.923.122	408.332	3.332.792	83.125	255 73	54,30	443 20	11 05
15 à 19 ans	1.319	314.147	83.055	639.389	15.853	238 17	62,96	485 75	12 02
Age inconnu	184	61.964	5.622	62.402	3.132	336 76	30,55	339 15	17 02
	21.237	5.444.813	1.078.992	9.368.384	287.266	256 38	50,80	441 13	13 53

ANNÉE 1932

Assurance non agricole. — Répartition suivant l'âge et la catégorie de salaire du mari assuré de 21.246 accouchements de femmes non salariées.

GROUPES D'AGES	CATÉGORIE non définie.	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	TOUTES catégories réunies.
Plus de 60 ans	1	0	0	0	1	9	11
55 à 59 ans	4	2	0	2	13	31	52
50 à 54 ans	21	0	2	4	61	132	220
45 à 49 ans	57	0	1	6	151	487	702
40 à 44 ans	107	5	6	17	406	1.171	1.712
35 à 39 ans	201	5	12	23	547	2.240	3.038
30 à 34 ans	378	13	12	60	973	4.280	5.716
25 à 29 ans	451	13	19	58	1.157	5.506	7.204
20 à 24 ans	149	10	27	45	472	1.633	2.336
Moins de 20 ans	17	2	1	9	15	30	74
Age inconnu	34	1	2	2	69	83	191
Ensemble	1.420	51	82	226	3.865	15.602	21.246

ANNÉE 1932

Assurance non agricole. — Répartition suivant l'âge et la catégorie de salaire de 21.237 accouchements de femmes assurées.

GROUPES D'AGES	CATÉGORIE non définie.	1re CATÉGORIE	2e CATÉGORIE	3e CATÉGORIE	4e CATÉGORIE	5e CATÉGORIE	TOUTES catégories.
Plus de 50 ans	»	1	»	»	3	2	6
45 à 49 ans	10	6	7	14	28	26	91
40 à 44 ans	30	29	32	35	108	108	342
35 à 39 ans	127	105	99	128	446	434	1.339
30 à 34 ans	328	228	223	307	1.187	1.282	3.555
25 à 29 ans	454	316	334	586	2.677	2.514	6.881
20 à 24 ans	524	168	400	868	3.713	1.847	7.520
Moins de 20 ans	115	35	162	275	641	91	1.319
Age inconnu	68	4	14	25	38	35	184
Ensemble	1.656	892	1.271	2.238	8.841	6.339	21.337

CHAPITRE IV

STATISTIQUE DES DECES

(ANNÉE 1931)

L'assurance décès n'ayant fonctionné qu'à partir du 1er juillet 1931, il n'a été versé qu'un très faible nombre d'allocations au décès en 1931.

D'après les renseignements parvenus au service de l'actuariat, il a été établi 3.179 fiches statistiques relatives à des décès d'assurés. Ces fiches ont permis divers dépouillements concernant le montant de prestations servies aux ayants droit, les causes de décès et l'âge des assurés au décès.

Capital au décès.

Les fiches ont été classées comme suit, d'après le régime d'assurance et le sexe de l'assuré décédé :

DÉSIGNATION		NOMBRE DE DÉCÈS	PRESTATIONS PAYÉES	MONTANT MOYEN de l'allocation.
Assurance non agricole	Hommes	2.503	3.943.766	1.575
	Femmes	552	689.646	1.249
Assurance agricole	Hommes	114	109.622	961
	Femmes	10	9.320	932

et pour l'assurance non agricole suivant les catégories de salaire (sexes réunis):

DÉSIGNATION		NOMBRE DE DÉCÈS	PRESTATIONS PAYÉES	MONTANT MOYEN
Catégories	1re	91	81.576	896
	2e	157	141.866	903
	3e	176	181.610	1.031
	4e	847	1.076.139	1.270
	5e	1.457	2.618.844	1.797
	Sans indication	327	533.377	1.631
Toutes catégories réunies		3.055	4.633.412	1.516

Comme les allocations comprennent les compléments au minimum de 1.000 fr., les montants moyens des capitaux payés aux ayants droit des assurés de la première et deuxième catégorie sont assez voisins de 1.000 fr.

Causes de décès.

Les fiches ont été classées suivant les causes de décès d'après la nomenclature internationale abrégée de 1920 qui contient 38 rubriques.

En raison du petit nombre de fiches comportant l'indication d'une cause de décès, ces rubriques ont été groupées comme suit :

	Nombre de décès.
1. Fièvre typhoïde ou paratyphoïde; 2. Typhus exanthématique; 3. Fièvre ou cachexie paludéenne; 4. Variole; 5. Rougeole; 6. Scarlatine; 7. Coqueluche; 8. Diphtérie; 9. Grippe; 10. Choléra asiatique ; 11. Entérite cholériforme ; 12. Autres maladies épidémiques	58
13. Tuberculose de l'appareil respiratoire; 14. Tuberculose des méninges et du système nerveux central; 15. Autres tuberculoses	293
16. Cancer et autres tumeurs malignes	112
17. Méningite	32
18. Hémorragie, apoplexie et ramollissement du cerveau	82
19. Maladies du cœur	103
20. Bronchite aiguë; 21. Bronchite chronique; 22. Pneumonie; 23. Autres affections de l'appareil respiratoire (phtisie exceptée)	169
24. Affections de l'estomac (cancer excepté); 25. Diarrhée et entérite; 26. Appendicite et typhlité; 27. Hernie, obstruction intestinale; 28. Cirrhose du foie	95
29. Néphrite aiguë ou chronique	18
30. Tumeurs non cancéreuses et autres affections des organes génitaux de la femme	12
31. Scepticémie puerpérale (fièvre, péritonite puerpérales) ; 32. Autres accidents puerpéraux de la grossesse et de l'accouchement	42
33. Débilité congénitale et vices de conformation	1
34. Sénilité	3
35. Morts violentes (suicide excepté).	»
36. Suicides	156
37. Autres maladies; 38. Maladies non spécifiées ou mal définies	2.015
Ensemble	3.179

Bien que le nombre de fiches pour lesquelles il a été indiqué une cause de décès soit très faible, il a paru intéressant de classer, pour certaines maladies, les décès suivant l'âge au décès. Les résultats obtenus sont consignés dans le tableau suivant:

DÉSIGNATION		TUBERCULOSES Causes de décès nos 13-14-15.	MALADIES du cœur n° 19.	MALADIES de l'appareil respiratoire nos 20-21-22-23.	CANCER n° 16.
Groupes d'âges	Plus de 60 ans	9	7	9	9
	55-59 ans	21	26	30	40
	50-54 ans	22	15	32	20
	45-49 ans	29	14	22	14
	40-44 ans	26	8	16	9
	35-39 ans	26	12	17	8
	30-34 ans	53	13	10	2
	25-29 ans	45	2	17	6
	20-24 ans	41	4	5	1
	15-19 ans	14	1	6	1
	Moins de 15 ans	»	»	»	»
	Age inconnu	7	1	5	2
Total		293	103	169	112

Age au décès.

Le classement de toutes les fiches suivant l'âge des assurés au décès se présente comme suit :

GROUPES D'AGES	NOMBRE DE DÉCÈS	GROUPES D'AGES	NOMBRE DE DÉCÈS
60 ans et plus	141	25 à 29 ans	282
55 à 59 ans	597	20 à 24 —	186
50 à 54 —	496	15 à 19 —	104
45 à 49 —	358	Moins de 15 ans	2
40 à 44 —	324	Age inconnu	52
35 à 39 —	300		
30 à 34 —	337	Total	3.179

CHAPITRE V

STATISTIQUE DES DECES

(Année 1932)

Il a été établi, au moyen des cartes perforées, une statistique portant sur 9.856 décès.

Capital au décès.

Les fiches ont été classées comme suit d'après le régime d'assurance et le sexe de l'assuré décédé :

DÉSIGNATION		NOMBRE DE DÉCÈS	PRESTATIONS PAYÉES	MONTANT MOYEN de l'allocation.
Assurance non agricole	Hommes	7.356	11.214.298 »	1.525 »
	Femmes	1.364	1.476.822 »	1.083 »
Assurance agricole	Hommes	788	760.331 »	965 »
	Femmes	78	73.444 »	942 »

et suivant la catégorie de salaires :

DÉSIGNATION		NOMBRE DE DÉCÈS	PRESTATIONS PAYÉES	MONTANT MOYEN de l'allocation.
Assurance non agricole.				
Hommes	1re catégorie	127	116.720 »	919 »
	2e catégorie	225	218.272 »	970 »
	3e catégorie	354	372.961 »	1.053 »
	4e catégorie	2.106	2.694.003 »	1.279 »
	5e catégorie	4.168	7.279.152 »	1.746 »
	Sans indication de catégorie	376	533.190 »	1.418 »
Femmes	1re catégorie	174	140.028 »	805 »
	2e catégorie	233	187.498 »	805 »
	3e catégorie	231	222.406 »	963 »
	4e catégorie	437	504.066 »	1.153 »
	5e catégorie	210	350.073 »	1.667 »
	Sans indication de catégorie	79	72.751 »	921 »

Pour une partie des assurés, les compléments à la charge de la caisse générale de garantie ont été comptés avec les allocations à la charge de la caisse de répartition.

Causes de décès.

Les fiches ont été classées suivant les causes de décès, d'après la nomenclature internationale abrégée de 1920 qui contient 38 rubriques.

En raison du petit nombre de fiches comportant l'indication d'une cause de décès, ces rubriques ont été groupées comme suit :

Cause de décès.	Nombre de décès.
1. Fièvre typhoïde ou paratyphoïde; 2. Typhus exanthématique; 3. Fièvre ou cachexie paludéenne; 4. Variole; 5. Rougeole; 6. Scarlatine; 7. Coqueluche; 8. Diphtérie; 9. Grippe; 10. Choléra asiatique; 11. Entérite cholériforme; 12. Autres maladies épidémiques	115
13. Tuberculose de l'appareil respiratoire; 14. Tuberculose des méninges et du sylème nerveux central; 15. Autres tuberculoses	1.215
16. Cancer et autres tumeurs malignes	348
17. Méningite	102
18. Hémorragie, apoplexie et ramollissement du cerveau	144
19. Maladies du cœur	352
20. Bronchite aiguë; 21. Bronchite chronique; 22. Pneumonie; 23. Autres affections de l'appareil respiratoire (phtisie exceptée)	587
24. Affections de l'estomac (cancer excepté); 25. Diarrhée et entérite; 26. Appendicite et typhlité; 27. Hernie, obstruction intestinale; 28 Cirrhose du foie	431
29. Néphrite aiguë ou chronique	43
30. Tumeurs non cancéreuses et autres affections des organes génitaux de la femme	45
31. Scepticémie puerpérale (fièvre, péritonite puerpérales); 32. Autres accidents puerpéraux de la grossesse et de l'accouchement	124
33. Débilité congénitale et vices de conformation	5
34. Sénilité	6
35. Morts violentes (suicide excepté).	»
36. Suicides	504
37. Autres maladies; 38. Maladies non spécifiées ou mal définies	5.565
Ensemble	9.586

Age au décès.

Le classement de toutes les fiches suivant l'âge des assurés se présente comme suit :

Assurance agricole et non agricole.

DÉSIGNATION		HOMMES	FEMMES	TOTAL
Groupes d'âges	60 ans et plus	665	69	732
	55 à 59 ans	1.600	181	1.781
	50 à 54 ans	1.287	164	1.451
	45 à 49 ans	986	146	1.132
	40 à 44 ans	726	153	879
	35 à 39 ans	758	146	904
	30 à 34 ans	830	148	978
	25 à 29 ans	666	168	834
	20 à 24 ans	410	179	589
	15 à 19 ans	170	84	244
	Moins de 15 ans	3	»	3
	Age inconnu	55	4	59
Total		8.144	1.442	9.586

Les divergences dans la répartition par âge des hommes et femmes assurés se retrouvent dans cette statistique.

Il a paru intéressant de classer, pour certaines causes de décès, les décès suivant l'âge. Les résultats sont consignés dans le tableau ci-après :

DÉSIGNATION		TUBERCULOSES Causes de décès n°s 13-14-15.	MALADIES du cœur n° 19.	MALADIES de l'appareil respiratoire n°s 20-21-22-23.	CANCER n° 16.
Groupes d'âges	60 ans et plus	31	41	53	56
	55-59 ans	100	101	121	91
	50-54 ans	131	61	101	84
	45-49 ans	115	38	79	50
	40-44 ans	155	23	62	21
	35-39 ans	173	30	53	21
	30-34 ans	207	23	50	12
	25-29 ans	163	24	32	8
	20-24 ans	97	6	23	2
	15-19 ans	38	4	8	1
	Moins de 15 ans	»	»	1	»
	Age inconnu	5	1	3	2
Total		1.215	352	587	348

TROISIÈME PARTIE

EVALUATION DES ECONOMIES D'ASSISTANCE

Evaluation des sommes économisées par les services d'assistance du fait de l'application des assurances sociales.

L'application des assurances sociales soit en raison de la substitution de ses prestations à celles de l'assistance, soit par les ressources qu'elle apporte aux institutions hospitalières sous la forme de remboursement de frais s'est traduite par une diminution de dépenses d'assistance à la charge de l'Etat, des départements et des communes par rapport à ce qu'elles auraient été si les assurances sociales n'avaient pas fonctionné.

On ne saurait imputer aux lois elles-mêmes des assurances sociales, la responsabilité du peu d'économies constaté par la comparaison des dépenses des collectivités. Il est au contraire permis d'affirmer que si les tarifs ou les allocations d'assistance étaient restés les mêmes, si la situation économique du pays n'avait pas été bouleversée par la crise, les budgets d'assistance auraient été fortement allégés.

Il suffit pour s'en rendre compte, d'examiner la statistique des dépenses des assurances sociales.

Celle-ci se présente comme suit:

DÉSIGNATION	DÉPENSES (MILLIERS DE FRANCS) du 1er octobre 1930 au 31 décembre 1931.	du 1er janvier 1932 au 31 décembre 1932.	du 1er janvier 1933 au 31 décembre 1933.
ASSURANCE NON AGRICOLE			
Nombre de caisses	780	777	(1) 727
Assurance-maladie.			
Traitement dans les établissements de soins	5.382	10.254	14.208
Frais chirurgicaux	31.835	37.593	39.390
Frais d'hospitalisation et de cure	56.651	99.582	103.598
Indemnités prévues à l'article 4, paragraphes 7 et 9 de la loi, et remboursement à l'A. M. G.	4.961	21.497	26.514
Assurance-maternité.			
Traitement dans les établissements de soins	684	827	1.013
Frais chirurgicaux	3.987	3.564	3.277
Frais d'hospitalisation et de cure	4.888	9.302	8.854
Indemnités prévues à l'article 4, paragraphes 7 et 9 de la loi, et remboursement à l'A. M. G.	477	1.490	1.787
Demi-salaires	53.929	47.311	40.174
Allocations d'allaitement	33.847	49.803	44.955
Bons de lait	1.622	1.845	1.862
ASSURANCE AGRICOLE			
Assurance-maladie.			
Hospitalisation, cure	2.560	7.334	8.197
Indemnités de remplacement et remboursement à l'assistance médicale gratuite	262	1.902	3.228
Assurance-maternité.			
Demi-salaires	2.434	4.205	4.208
Primes d'allaitement et bons de lait	2.986	5.702	6.121

(1) 97 p. 100 des assurés.

Les économies d'assistance comprennent d'abord les sommes remboursées par les caisses aux institutions d'assistance soit 5,5 millions en 1930-1931, 25 millions en 1932, 31,5 millions en 1933.

De plus, il apparaît raisonnable d'estimer que les dépenses d'hospitalisation, de chirurgie et de traitement dans un établissement de soins et de cure, afférentes aux assurés des quatre premières catégories (salaires inférieurs à 9.600 fr. par an), auraient incombé à l'assistance publique si les assurances sociales n'avaient pas fonctionné.

Comme ces salariés représentent les deux tiers des assurés, il convient d'ajouter aux sommes remboursées aux institutions d'assistance par les caisses:

70 millions en 1930-1931;
112 millions en 1932;
129 millions en 1933,

payés par les caisses d'assurances sociales au lieu des institutions d'assistance.

Enfin, en admettant que les économies de l'assistance aux femmes en couches et aux femmes qui allaitent leur enfant, réalisées en vertu de l'article 59 de la loi du 30 avril 1930 qui interdit le cumul du bénéfice de cette assistance et des prestations de l'assurance maternité soient de l'ordre du tiers des sommes payées par les caisses d'assurances sociales en primes d'allaitements, bons de lait et demi-salaires (pendant les six semaines précédant et suivant l'accouchement), les économies d'assistance réalisées à ce dernier titre seraient de l'ordre de:

31 millions en 1930-1931;
39 millions en 1932;
33 millions en 1933.

Ainsi, malgré qu'elles soient masquées par des phénomènes qui leur sont étrangers (modifications législatives, variations démographiques, crise économique, etc.), les économies d'assistance entraînées par l'application de la loi sur les assurances sociales peuvent être chiffrées approximativement à:

105 millions en 1930-1931;
175 millions en 1932;
190 millions en 1933.

Enfin, la comparaison des dépenses des caisses en 1932 et 1933 permet de chiffrer approximativement à 200 millions les économies d'assistance en 1934, d'après le montant des dépenses effectuées par l'ensemble des organismes d'assurances en supposant que ces économies soient sensiblement proportionnelles à l'ensemble des dépenses (soit 878 millions en 1930-1931, 1.086 en 1932, 1.139 en 1933, 1.215 en 1934).

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

PREMIÈRE PARTIE

APPLICATION DE LA LOI SUR LES ASSURANCES SOCIALES

(Statistique des années 1933 et 1934)

CHAPITRE Ier

Immatriculations. — Radiations.

Immatriculations. — Radiations 3

Assurance obligatoire. — Professions non agricoles. — Immatriculations et radiations de l'origine au 31 décembre 1934 6

Assurance obligatoire. — Professions agricoles. — Immatriculations et radiations de l'origine au 31 décembre 1934. 10

Assurance obligatoire. — Professions non agricoles. — Salariés visés à l'article 49. — Immatriculations et radiations de l'origine au 31 décembre 1934 14

Assurance obligatoire. — Professions agricoles. — Salariés visés à l'article 49. — Immatriculations et radiations de l'origine au 31 décembre 1934 16

Assurance obligatoire. — Immatriculations au 31 décembre 1934 (radiations déduites) 16

Assurance obligatoire. — Salariés visés par la loi, mais non immatriculés au 31 décembre 1933 18

Assurance obligatoire. — Professions non agricoles. — Comparaison du nombre des salariés immatriculés au 31 décembre 1930, 31 décembre 1931, 31 décembre 1932, 31 décembre 1933, 31 décembre 1934 20

Assurance obligatoire. — Professions agricoles. — Comparaison du nombre des salariés, immatriculés au 31 décembre 1930, 31 décembre 1931, 31 décembre 1932, 31 décembre 1933, 31 décembre 1934 21

Assurance obligatoire. — Comparaison du nombre des salariés immatriculés (art. 49, § 1er, de la loi) au 31 décembre 1930, 31 décembre 1931, 31 décembre 1932, 31 décembre 1933, 31 décembre 1934 22

CHAPITRE II

Assurances facultative et spéciale.

Assurance facultative (assurés non agricoles) 23

Assurance facultative agricole 24

Assurance spéciale des femmes 24

Assurance facultative. — Immatriculations, radiations au 31 décembre 1934 25

Assurance spéciale. — Immatriculations au 31 décembre 1934 27

Assurance facultative. — Cotisations versées en 1934 29

Assurance spéciale. — Cotisations versées en 1934 30

CHAPITRE III

Fonctionnement des services départementaux et mouvement des feuillets trimestriels et des cartes annuelles.

Mouvement des feuillets trimestriels et des cartes annuelles — Assurance non agricole (cartes et feuillets bulle) 30

Mouvement des feuillets trimestriels et des cartes annuelles. — Assurance agricole (cartes et feuillets verts) 32

Mouvement des cartes et feuillets. — Assurés des catégories particulières 33

Assurances vieillesse et invalidité 33

Pensions d'orphelins 34

Demi-cotisation vieillesse 34

Garantie chômage 34

Assurance non agricole (année 1934). — Carnets de cotisations 35

Pages.

Mouvement des feuillets bulle 35

Mouvement des cartes bulle 37

Assurance agricole (année 1934). — Carnets de cotisations. 38

Mouvement des feuillets verts 39

Mouvement des cartes vertes 40

Documents relatifs aux assurés appartenant à des catégories particulières 42

Nombre de demandes de liquidation de retraites parvenues au service départemental 43

Nombre de feuillets de demi-cotisations vieillesse parvenus en 1934 aux services départementaux 44

Chômage. — Nombre de bulletins n° 26 44

CHAPITRE IV

Cotisations.

Montant des cotisations versées 45

Modes de versements 45

Variations périodiques 45

Cotisations attribuées aux organismes d'assurances sociales. 46

Versements patronaux au profit de la caisse générale de garantie 48

Remboursement des cotisations versées à tort 48

Année 1934. — Montant des cotisations suivant le mode de versement 48

Année 1930 à 1934. — Cotisations encaissées en numéraire par les organismes agricoles 48

Année 1934. — Produit de la vente des timbres par région postale, y compris les cotisations acquittées au moyen de machines à affranchir 49

Année 1934. — Montant des versements en numéraire 49

Années 1930, 1931, 1932, 1933, 1934. — Répartition des cotisations suivant leur mode de versement 50

Professions non agricoles. — Créditements après ventilation. 51

Professions agricoles. — Créditements après ventilation 52

Cotisations attribuées aux unions de caisses pour la réassurance au cours de l'année 1934 53

Acomptes alloués et remboursés au cours de l'année 1934. 54

Versements patronaux au profit de la caisse générale de garantie 55

CHAPITRE V

Caisses d'assurances.

Caisses d'assurances sociales 56

Caisses primaires de répartition 57

Assurance agricole. — Caisses primaires de répartition 59

Assurance non agricole. — Caisses primaires de capitalisation 59

Assurance agricole. — Risques de capitalisation 60

Unions et fédérations de caisses d'assurances sociales 61

Personnel des organismes d'assurances sociales 61

Dépenses et remises de gestion 62

Frais de premier établissement 63

Caisse générale de garantie 63

Caisses patronales de retraites 64

CHAPITRE VI

Œuvres sociales des caisses.

Œuvres sociales des caisses 64

Tableaux 65

Pages

CHAPITRE VII

Dépenses des caisses d'assurances sociales.

Dépenses des caisses 85
Assurance obligatoire non agricole 86
Assurance obligatoire agricole 88
Assurance facultative agricole 88
Répartition de 100 fr. de dépenses suivant le bénéficiaire ... 89
Dépenses de la caisse générale de garantie 89
Année 1932. — Assurance obligatoire et spéciale (non agricole). — Dépenses des caisses de répartition (France entière) 90
Année 1932. — Assurance obligatoire agricole (France entière) 91
Année 1932. — Assurance facultative agricole (France entière) 92
Année 1933. — Assurance non agricole. — Soins aux invalides 92
Année 1933. — Assurance obligatoire. — Professions non agricoles. — Dépenses effectuées par les caisses primaires de répartition (France entière) 92
Année 1933. — Assurance obligatoire. — Professions non agricoles. — Dépenses des caisses de répartition groupées par région postale 93
Année 1933. — Assurance obligatoire. — Professions agricoles. — Dépenses effectuées par les sociétés de secours mutuels et les sections agricoles des caisses départementales (France entière) 110
Année 1933. — Assurance obligatoire. — Professions agricoles. — Dépenses effectuées par les sociétés de secours mutuels (France entière) 111
Année 1933. — Assurance obligatoire. — Professions agricoles. — Dépenses effectuées par les sections agricoles des caisses départementales (France entière) 110
Année 1933. — Assurance facultative agricole. — Dépenses effectuées par les sociétés de secours mutuels (France entière) 112
Année 1934. — Assurance obligatoire et spéciale des femmes. — Professions non agricoles. — Dépenses des caisses primaires de répartition 113
Année 1934. — Assurance obligatoire. — Dépenses des organismes d'assurances sociales pratiquant l'assurance agricole (risques de répartition) 114
Année 1934. — Assurance facultative. — Professions non agricoles. — Dépenses des caisses primaires de répartition. 114
Année 1934. — Assurance facultative. — Dépenses des organismes d'assurances sociales pratiquant l'assurance agricole (risques de répartition) 115

CHAPITRE VIII

Gestion financière.

Gestion financière. — Année 1934 116
Montant des soldes créditeurs des comptes courants à la caisse des dépôts et consignations 117
Placements des caisses d'assurances sociales au cours de l'année 1934 118
Montant des placements effectués sur la désignation des caisses primaires au cours de l'année 1934 118
Placements effectués sur l'initiative de la caisse des dépôts et consignations 118
Versements des organismes d'assurances sociales au fonds commun de travail 119
Portefeuille des caisses d'assurances sociales 119

CHAPITRE IX

Inspection. — Poursuites.

Inspection des assurances sociales 121
Statistique de l'inspection des assurances sociales (récapitulation) 121
Statistique de l'inspection des assurances sociales (assurance non agricole) 121

Pages

Statistique de l'inspection des assurances sociales (assurance agricole) 122
Poursuites 122
Contestations diverses 122

DEUXIÈME PARTIE

ENQUÊTES

CHAPITRE Ier

Répartition par âge et par catégorie de salaire des assurés sociaux.

Enquête sur les salaires 122
Variation des salaires des assurés sociaux non agricoles de 1930 à 1934 123
Salaire moyen des assurés sociaux de 1930 à 1934 125
Répartition des assurés par âge et par catégorie de salaire (assurance non agricole) 125
Année 1933. — Répartition des assurés 127
Année 1933. — Répartition des assurés (0/0) 128
Année 1934. — Répartition des assurés 129
Année 1934. — Répartition des assurés (0/0) 130

CHAPITRE II

Enquête sur la morbidité des assurés sociaux.
(Années 1930-1931.)

Considérations générales 131
Assurance non agricole. — Etude des statistiques obtenues à partir des cartes statistiques 132
I. — Les assurés 133
II. — Les conjoints 134
III. — Les enfants 135
IV. — Assurés ayant au moins trois enfants à charge 136
V. — Assurés malades ou blessés de guerre 136
Conclusion 136
Gravité des maladies 137
Coût de la journée de maladie 139
Taux de morbidité 140
Dépense moyenne par cotisant 141
Classement de journées de maladie suivant l'âge et la catégorie de salaire des assurés et les différents bénéficiaires des prestations (21 tableaux) 142
Montant des prestations en nature payées suivant l'âge et la catégorie de salaire des assurés et les bénéficiaires des prestations (4 tableaux) 147
Nombre moyen (par cotisant) de journées de maladie suivant les bénéficiaires des prestations (5 tableaux) 148
Dépense moyenne (par assuré cotisant) pour les différents bénéficiaires des prestations (4 tableaux) 150

CHAPITRE III

Fonctionnement de l'assurance maternité.
(1930, 1931 et 1932.)

Etude des résultats tirés de l'enquête statistique 151

CHAPITRE IV

Statistique des décès.
(Années 1930-1931.)

Statistique des décès 156

CHAPITRE V

Statistique des décès (année 1932) 157

TROISIÈME PARTIE

ÉVALUATION DES ECONOMIES D'ASSISTANCE 159

Paris. — Imprimerie des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire.